

Annexe

# Journal officiel des Communautés européennes

N° 155

Novembre 1972

Édition de langue française

## Débats du Parlement européen

Session 1972-1973

Compte rendu in extenso des séances  
du 13 au 17 novembre 1972

Maison de l'Europe, Strasbourg

### Sommaire

Séance du lundi 13 novembre 1972 ..... 1

Reprise de la session, p. 2 — Excuses, p. 2 — Renvoi du projet de budget supplémentaire n° 2 des Communautés pour 1972, p. 2 — Dépôt de documents, p. 2 — Désignation de membres du Parlement européen, p. 5 — Transmission par le Conseil de textes d'accord, p. 6 — Renvoi en commission, p. 6 — Autorisation d'établir des rapports, p. 6 — Limitation du temps de parole, p. 7 — Décision sur l'urgence, p. 7 — Ordre des travaux, p. 7 — Question orale n° 17/72 avec débat au Conseil et question orale n° 22/72 avec débat à la Commission des Communautés européennes sur l'état actuel de l'harmonisation des statistiques, p. 8 — Règlement relatif à la prescription en matière de poursuites et d'exécution dans les domaines du droit des transports et de la concurrence, p. 21 — Décision concernant les transports internationaux de voyageurs par route effectués par autobus, p. 24 — Règlement relatif à l'établissement de statistiques homogènes concernant la main-d'œuvre étrangère, p. 25 — Décisions relatives à l'intervention du Fonds social européen et règlement relatif au concours du Fonds social européen, p. 28 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 35.

Séance du mardi 14 novembre 1972 ..... 37

Adoption du procès-verbal, p. 38 — Dépôt de documents, p. 38 — Ordre des travaux, p. 38 — Fixation du délai de dépôt des propositions de modification au budget général des Communautés pour 1973, p. 38 — Modification de l'ordre du jour, p. 38 — Budget général des Communautés pour 1973, p. 38 — Modification de l'état prévisionnel du Parlement européen pour 1973, p. 61 — Modification de l'ordre du jour, p. 62 — Recommandations de la Commission parlementaire mixte CEE-Turquie, p. 62 — Renvoi en commission, p. 67 — Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires sud-américains, p. 67 — Relations de la Communauté européenne avec l'Amérique latine, p. 67 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 86.

(Suite au verso)

## AVIS AU LECTEUR

En même temps que l'édition en langue française paraissent des éditions dans les trois autres langues officielles des Communautés : l'allemand, l'italien et le néerlandais. L'édition en langue française contient les textes originaux des interventions faites en langue française et la traduction en français de celles qui ont été faites dans une autre langue. Dans ce cas, une lettre figurant immédiatement après le nom de l'orateur indique la langue dans laquelle il s'est exprimé : (A) correspond à l'allemand, (I) à l'italien et (N) au néerlandais.

Les textes originaux de ces interventions figurent dans l'édition publiée dans la langue de l'intervention.

(Suite)

### Séance du mercredi 15 novembre 1972 ..... 87

Adoption du procès-verbal, p. 88 — Souhaits de bienvenue à des membres du Parlement britannique, p. 88 — Désignation de membres du Parlement européen, p. 88 — Dépôt d'un document, p. 88 — Composition des commissions, p. 89 — Autorisation d'établir un rapport, p. 89 — Communication de M. le Président du Conseil sur les travaux dans le domaine de l'unification politique et de la coopération en matière de politique étrangère - Résultats de la Conférence au sommet des chefs d'État ou de gouvernement à Paris, p. 89 — Composition des commissions, p. 110 — Communication de M. le Président du Conseil sur les travaux dans le domaine de l'unification politique et de la coopération en matière de politique étrangère - Résultats de la Conférence au sommet des chefs d'État ou de gouvernement à Paris (suite), p. 110 — Dépôt d'une proposition de résolution avec demande de vote immédiat, p. 133 — Modification de l'ordre du jour, p. 135 — Préparation de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, p. 135 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 149.

### Séance du jeudi 16 novembre 1972 ..... 150

Adoption du procès-verbal, p. 152 — Retrait d'un document, p. 152 — Dépôt de documents, p. 152 — Communication sur la décharge donnée à la Commission sur l'exécution des budgets, p. 153 — Autorisation d'établir un rapport, p. 153 — Projet de budget supplémentaire n° 2 des Communautés pour 1972, p. 153 — État prévisionnel du Parlement européen et budget général des Communautés pour 1973 (votes), p. 154 — Dépôt d'une motion de censure, p. 178 — Quatrième directive tendant à coordonner les garanties pour protéger les intérêts des associés et des tiers, p. 181 — Troisième directive tendant à coordonner les garanties en cas de fusion des sociétés anonymes, p. 188 — Composition des commissions, p. 195 — Directives concernant les taxes sur le chiffre d'affaires et les franchises fiscales applicables à l'importation des petits envois de marchandises, p. 195 — Règlements concernant l'organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes et l'assainissement de la production fruitière, p. 197 — Ordre du jour de la prochaine séance, p. 211.

### Séance du vendredi 17 novembre 1972 ..... 212

Adoption du procès-verbal, p. 213 — Composition des commissions, p. 213 — Règlement concernant les mesures d'intervention dans le secteur de la viande bovine, p. 213 — Directive concernant les additifs dans l'alimentation des animaux, p. 217 — Décision arrêtant un programme de recherches dans le domaine des pestes porcines, p. 218 — Question orale n° 21/72 sans débat : application du règlement concernant le prix d'écluse pour les œufs importés de pays tiers, p. 220 — Règlement sur la valeur en douane des marchandises, p. 222 — Fourniture de lait écrémé en poudre dans le cadre de l'aide alimentaire, p. 222 — Règlement sur le contingent tarifaire de certaines anguilles, p. 222 — Calendrier des prochaines séances, p. 222 — Adoption du procès-verbal de la présente séance, p. 223 — Interruption de la session, p. 223.

*Les résolutions adoptées lors des séances du 13 au 17 novembre 1972 figurent au Journal officiel des Communautés européennes n° C 129 du 11 décembre 1972.*

## SÉANCE DU LUNDI 13 NOVEMBRE 1972

## Sommaire

1. Reprise de la session .....	2	M. Durieux, rapporteur .....	21
2. Excuses .....	2	MM. Meister, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Broeksz, au nom du groupe socialiste ; Jozeau-Marigné, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Jozeau-Marigné ....	21
3. Renvoi du projet de budget supplémentaire n° 2 des Communautés pour 1972 ..	2	Examen de la proposition de règlement ..	23
4. Dépôt de documents .....	2	Amendement n° 1 à l'article 3 : MM. Broeksz ; Durieux .....	24
5. Désignation de membres du Parlement européen .....	5	Adoption de l'amendement n° 1 .....	24
6. Transmission par le Conseil de textes d'accord .....	6	Adoption de la proposition de résolution	24
7. Renvoi en commission .....	6	14. Décision concernant les transports internationaux de voyageurs par route effectués par autobus. — Discussion d'un rapport de M. Bertrand, fait au nom de la commission des transports :	
8. Autorisation d'établir des rapports .....	6	M. Bertrand, rapporteur .....	24
9. Limitation du temps de parole .....	7	M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes .....	25
10. Décision sur l'urgence .....	7	Adoption de la proposition de résolution	25
11. Ordre des travaux .....	7	15. Règlement relatif à l'établissement de statistiques homogènes concernant la main-d'œuvre étrangère. — Discussion d'un rapport de M. Bermani, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique :	
12. Question orale n° 17/72 avec débat au Conseil et question orale n° 22/72 avec débat à la Commission des Communautés européennes sur l'état actuel de l'harmonisation des statistiques :		M. Bermani, rapporteur .....	25
MM. Bos ; Westerterp, président en exercice du Conseil des Communautés européennes ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Giraud, au nom du groupe socialiste ; Burgbacher, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Cousté, au nom du groupe de l'UDE ; Leonardi ; Glesener ; Coppé ; Bos.	8	MM. Pêtre, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ....	26
13. Règlement relatif à la prescription en matière de poursuites et d'exécution dans les domaines du droit des transports et de la concurrence. — Discussion d'un rapport de M. Durieux, fait au nom de la commission des transports :		Adoption de la proposition de résolution	28
		16. Décisions relatives à l'intervention du Fonds social européen et règlement relatif au concours du Fonds social européen. — Discussion d'un rapport de M <sup>lle</sup> Lulling,	

*fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique.*

M<sup>lle</sup> Lulling, rapporteur ..... 28

MM. Pêtre, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Liogier, au nom du groupe de

*l'UDE ; Bersani ; Girardin ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes* ..... 30

*Adoption de la proposition de résolution* ..... 35

17. *Ordre du jour de la prochaine réunion* .. 35

## PRÉSIDENCE DE M. BEHRENDT

### Président

*(La séance est ouverte à 17 h 10)*

M. le Président. — La séance est ouverte.

### 1. Reprise de la session

M. le Président. — Je déclare reprise la session du Parlement européen qui avait été interrompue le 13 octobre 1972.

### 2. Excuses

M. le Président. — MM. Jahn et Beylot ainsi qu'un grand nombre de collègues allemands et néerlandais, retenus par la campagne électorale, s'excusent de ne pouvoir participer à la présente période de session.

### 3. Renvoi du projet de budget supplémentaire n° 2 des Communautés pour 1972

M. le Président. — J'ai reçu du Conseil des Communautés européennes le projet de budget supplémentaire n° 2 des Communautés européennes pour l'exercice 1972, établi par le Conseil.

Ce projet de budget, distribué sous le n° 190/72, a été renvoyé pour examen à la commission des finances et des budgets, en vertu de l'article 23, paragraphe 3, du règlement.

### 4. Dépôt de documents

M. le Président. — Depuis l'interruption de la session, j'ai reçu les documents suivants :

a) *du Conseil des Communautés européennes*, les demandes d'avis sur :

— les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à

I - une directive relative à l'harmonisation des législations en matière de permis de conduire sur véhicule routier

II - une directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives au contrôle technique des véhicules à moteur et de leurs remorques

(doc. 161/72),

ce document a été renvoyé à la commission des transports pour examen au fond et, pour avis, à la commission juridique ;

— la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à l'aménagement intérieur des véhicules à moteur (protection du conducteur contre le dispositif de conduite en cas de choc) (doc. 162/72),

ce document a été renvoyé à la commission juridique pour examen au fond et, pour avis, à la commission des affaires sociales et de la santé publique et à la commission des transports ;

— la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une décision modifiant la décision du Conseil du 21 mars 1962, instituant une procédure d'examen et de consultation préalables pour certaines dispositions législatives réglementaires ou administratives envisagées par les États membres dans le domaine des transports (doc. 163/72),

ce document a été renvoyé à la commission des transports ;

— la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif à la fourniture de lait écrémé en poudre au titre de l'aide alimentaire (doc. 164/72),

ce document a été renvoyé à la commission des relations économiques extérieures pour examen au fond et, pour avis, à la commission des finances et des budgets et à la commission de l'agriculture ;



**Président**

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement fixant, dans le secteur du houblon, le montant de l'aide aux producteurs au titre de la récolte 1971 (doc. 171/72),

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture pour examen au fond et, pour avis, à la commission des finances et des budgets et à la commission des relations économiques extérieures ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 805/68 en ce qui concerne le régime à l'importation dans le secteur de la viande bovine (doc. 172/72),

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture pour examen au fond et, pour avis, à la commission des relations économiques extérieures ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant une décision relative à une action visant à protéger le cheptel de la Communauté contre le virus aphteux (doc. 173/72),

ce document a été renvoyé à la commission des affaires sociales et de la santé publique pour examen au fond et, pour avis, à la commission de l'agriculture ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive modifiant la directive n° 65/289/CEE concernant l'uniformisation de certaines règles relatives aux autorisations pour le transport de marchandises par route entre les États membres (doc. 174/72),

ce document a été renvoyé à la commission des transports ;

- les communications de la Commission des Communautés européennes au Conseil sur :

- a) les progrès nécessaires de la politique énergétique communautaire,
- b) les problèmes et les moyens de la politique de l'énergie pour la période 1975-1985,

et sur :

les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à

- c) un règlement portant établissement d'un régime commun applicable aux importations d'hydrocarbures en provenance des pays tiers
- d) un règlement concernant les oléoducs et gazoducs traversant les frontières

- e) une directive concernant les mesures destinées à atténuer les effets de difficultés d'approvisionnement en hydrocarbures

(doc. 175/72),

ces documents ont été renvoyés à la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques pour examen au fond et, pour avis, à la commission des finances et des budgets, à la commission des relations économiques extérieures, à la commission des transports et à la commission économique.

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une décision prorogeant le régime des prix minima (doc. 181/72),

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 805/68 en ce qui concerne les mesures d'intervention dans le secteur de la viande bovine (doc. 182/72),

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture ;

- la proposition modifiée de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement instituant un régime de primes d'encouragement au développement de la production de viande bovine et de prime à la reconversion, vers la production de viande, de troupeaux bovins à orientation laitière (doc. 183/72),

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture pour examen au fond et, pour avis, à la commission des finances et des budgets ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement portant modification du statut des fonctionnaires des Communautés européennes, et du régime applicable aux autres agents des Communautés (doc. 184/72),

ce document a été renvoyé à la commission des finances et des budgets ;

- les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :

- I - un règlement portant ouverture, répartition et mode de gestion d'un contingent tarifaire communautaire pour certaines anguilles de la sous-position ex 03.01 A II du tarif douanier commun

**Président**

- II - un règlement portant suspension totale et temporaire du droit autonome du tarif douanier commun sur les flétans noirs (*Hippoglossus reinhardtus*) de la sous-position ex. 03.01 B I g

(doc. 185/72),

ce document a été renvoyé à la commission des relations économiques extérieures pour examen au fond et, pour avis, à la commission de l'agriculture ;

- les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :

- I - une directive concernant le contenu, le contrôle et la diffusion du prospectus à publier lors de l'admission à la cote officielle d'une bourse de valeurs de titres émis par des sociétés au sens de l'article 58, alinéa 2, du traité

- II - une recommandation relative au contenu du prospectus à publier lors de l'admission à la cote officielle d'une bourse de valeurs de titres émis par les États ou leurs collectivités publiques territoriales

(doc. 186/72),

ce document a été renvoyé à la commission juridique pour examen au fond et, pour avis, à la commission économique ;

- la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une cinquième directive tendant à coordonner les garanties qui sont exigées dans les États membres, des sociétés, au sens de l'article 58, paragraphe 2, du traité, pour protéger les intérêts, tant des associés que des tiers en ce qui concerne le structure des sociétés anonymes ainsi que les pouvoirs et obligations de leurs organes (doc. 187/72),

ce document a été envoyé à la commission juridique pour examen au fond et, pour avis, à la commission économique et à la commission des affaires sociales et de la santé publique.

**b) de la Commission parlementaire mixte CEE-Turquie**

- les recommandations adoptées à Catane le 6 octobre 1972 (doc. 160/72),

ce document a été renvoyé à la commission de l'association avec la Turquie pour examen au fond et, pour avis, à la commission des affaires sociales et de la santé publique.

**c) des Commissions parlementaires, les rapports suivants :**

- rapport de M. Jean Durieux, fait au nom de la commission des transports, sur la proposition de la commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif à la prescription en matière de poursuites et d'exécution dans les domaines du droit des transports et de la concurrence de la Communauté économique européenne (doc. 165/72),

- rapport de M. Alfred Bertrand, fait au nom de la commission des transports, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant une décision relative au relevé des transports internationaux de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars sous forme de services occasionnels (doc. 166/72);

- rapport de M. Alessandro Bermiani, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif à l'établissement des statistiques homogènes concernant la main-d'œuvre étrangère (doc. 167/72) ;

- rapport complémentaire de M. Charles Héger, fait au nom de la commission juridique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une troisième directive tendant à coordonner les garanties qui sont exigées dans les États membres, des sociétés, au sens de l'article 58, paragraphe 2, du traité, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers, en ce qui concerne les fusions de sociétés anonymes (doc. 168/72) ;

- rapport de M<sup>me</sup> Elisabeth Orth, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive modifiant la directive du 23 novembre 1970 concernant les additifs dans l'alimentation des animaux (doc. 169/72);

- rapport de M<sup>lle</sup> Astrid Lulling, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant :

- une directive relative à l'intervention du Fonds social européen en faveur des personnes qui quittent l'agriculture pour exercer une activité extra-agricole,

- une directive relative à l'intervention du Fonds social européen en faveur des personnes occupées dans le secteur du textile et de l'habillement,

**Président**

- un règlement portant modification du règlement (CEE) n° 2397/71 du Conseil relatif aux aides susceptibles de faire l'objet d'un concours du Fonds social européen (doc. 170/72) ;
- rapport de M. Albert Liogier, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :
  - I - un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 1035/72 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes
  - II - un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 2517/69 définissant certaines mesures en vue de l'assainissement de la production fruitière dans la Communauté
 (doc. 176/72) ;
- rapport de M. André Rossi, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, sur les conséquences de l'élargissement de la Communauté européenne pour ses relations avec les pays du bassin méditerranéen (doc. 177/72) ;
- rapport de M. Mariano Pintus, fait au nom de la commission juridique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif au statut de la société anonyme européenne (doc. 178/72) ;
- rapport de M. Giovanni Boano, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, sur l'état des relations de la Communauté européenne avec l'Amérique latine et les résultats des missions d'étude et d'information effectuées en 1971 dans certains pays latino-américains (doc. 179/72) ;
- rapport de M. Pierre-Bernard Cousté, fait au nom de la commission de l'association avec la Turquie, sur les recommandations adoptées, le 6 octobre 1972, à Catane, par la Commission parlementaire mixte CEE-Turquie (doc. 180/72) ;
- rapport de M. Heinrich Aigner, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur les modifications de l'État prévisionnel des recettes et des dépenses du Parlement européen pour l'exercice 1973 (section I du projet de budget des Communautés) (doc. 188 et 188/annexe) ;
- rapport de M. Raymond Offroy, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1973 (doc. 189 et 189/annexe) ;
- rapport intérimaire de M. Lucien Radoux, au nom de la commission politique, sur la préparation de la conférence pour la sécurité et la coopération en Europe ainsi que sur la proposition de résolution présentée par M. Berkhouver, au nom du groupe des libéraux et apparentés (doc. 191/72) ;
- rapport de M. Jan Baas, fait au nom de la commission de l'agriculture sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une décision arrêtant un programme communautaire de recherches dans le domaine des pestes porcines classique et africaine (doc. 192/72) ;
- rapport de M. Henk Vredeling, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif à la fourniture de lait écrémé en poudre au titre de l'aide alimentaire (doc. 193/72) ;
- rapport de M. Joseph Müller, fait au nom de la commission politique, sur les résultats de la Conférence au sommet des chefs d'État ou de gouvernement des États membres de la Communauté élargie qui s'est tenue à Paris les 19 et 20 octobre 1972 (doc. 194/72) ;
- rapport de M. Luigi Noè, fait au nom de la commission des transports, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant une décision relative aux premiers éléments d'une action commune en matière de transport aérien (doc. 195/72).

#### 5. Désignation de membres du Parlement européen

**M. le Président.** — Les présidents de la Chambre des députés et du Sénat de la République italienne m'ont fait savoir que, le 26 octobre 1972, ils avaient renouvelé leurs délégations au Parlement européen.

- La Chambre des députés a nommé : MM. Amendola, Antoniozzi, Ballardini, Bersani, Covelli, Della Briotta, Galli, Girardin, M<sup>me</sup> Iotti, MM. Leonardi, Malfatti, Marras, Mitterdorfer, Pisoni, Rizzi, Romualdi, Sandri et Vetrone,
- Le Sénat de la République italienne a nommé : MM. Ariosto, Bermani, Boano, Brugger, M<sup>me</sup> Caretoni Romagnoli, MM. Cifarelli, Cipolla, Corona, d'Angelosante, De Sanctis, Fabbrini, Giraudó, Ligios, Noè, Premoli, Rosati, Scelba et Vernaschi.

Dans sa séance du 30 octobre 1972, le bureau a vérifié les pouvoirs de ces membres et constaté la conformité de ces désignations aux dispositions des traités.

**Président**

Il vous propose en conséquence de valider ces mandats.

Il n'y a pas d'opposition ?

Ces mandats sont ratifiés.

Je félicite les collègues dont le mandat a été renouvelé et je souhaite une cordiale bienvenue aux nouveaux représentants.

#### 6. *Transmission par le Conseil de textes d'accord*

**M. le Président.** — J'ai reçu du Conseil des Communautés européennes, copie certifiée conforme des documents suivants :

- accord intérimaire entre la Communauté économique européenne et la république d'Autriche ;
- accord intérimaire entre les États membres de la Communauté du charbon et de l'acier et la république d'Autriche.

Ces documents seront versés aux archives du Parlement européen.

#### 7. *Renvoi en commission*

**M. le Président.** — Je signale que les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :

- I - un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 1035/72 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes
- II - un règlement portant modification du règlement (CEE) n° 2518/69 établissant dans le secteur des fruits et légumes les règles générales relatives à l'octroi des restitutions à l'exportation et aux critères de fixation de leur montant
- III - un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 2517/69 définissant certaines mesures en vue de l'assainissement de la production fruitière dans la Communauté

(doc. 115/72),

qui ont été renvoyées à la commission de l'agriculture pour examen au fond et, pour avis, à la commission des relations économiques extérieures, ont également été transmises, pour avis, à la commission des finances et des budgets.

#### 8. *Autorisation d'établir des rapports*

**M. le Président.** — J'ai autorisé les commissions citées ci-après à établir les rapports suivants :

— commission des relations économiques extérieures :

- a) Rapport sur les développements ultérieurs de la politique communautaire de coopération au développement.

La commission des relations avec les pays africains et malgache est saisie, pour avis, sur ce problème ;

- b) Rapport sur les problèmes que pose la préparation des négociations commerciales multilatérales qui doivent s'ouvrir en 1973 dans le cadre du GATT.

La commission économique, la commission de l'agriculture et la commission des relations avec les pays africains et malgache sont saisies, pour avis, sur ces problèmes.

— commission de l'agriculture :

- Rapport sur la situation de l'agriculture dans la Communauté économique européenne (rapport de la Commission des Communautés européennes pour 1972).

— commission des affaires sociales et de la santé publique :

- a) Rapport sur le rapport de la Commission contenant ses conclusions et suggestions concernant l'emploi et le chômage des jeunes (doc. SEC. (72) 2251 final) ;
- b) Rapport sur le deuxième rapport de la Commission concernant une première liste de conventions conclues dans le cadre d'autres organisations internationales (doc. SEC (72) 2147 final) ;
- c) Rapport sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant :

I - une décision du Conseil relative à l'intervention du Fonds social européen en faveur des personnes qui quittent l'agriculture pour exercer une activité extra-agricole

II - une décision du Conseil relative à l'intervention du Fonds social européen en faveur des personnes occupées dans le secteur du textile et de l'habillement

III - un règlement du Conseil portant modification du règlement (CEE) n° 2397/71 du Conseil relatif aux aides susceptibles de faire l'objet d'un concours du Fonds social européen

(doc. COM (72) 812 déf.).

La commission des finances et des budgets est saisie pour avis sur ce rapport.

**Président****9. Limitation du temps de parole**

**M. le Président.** — Conformément aux précédents et en application de l'article 31 du règlement, je vous propose de limiter, sauf pour la discussion du rapport de M. Offroy et du projet de budget des Communautés européennes pour 1973, le temps de parole comme suit :

- 15 minutes pour le rapporteur et les orateurs mandatés par les groupes politiques, étant entendu qu'un seul orateur par groupe peut bénéficier de ce temps de parole ;
- 10 minutes pour les autres orateurs ;
- 5 minutes pour les interventions sur les amendements.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

**10. Décision sur l'urgence**

**M. le Président.** — Je propose au Parlement de décider d'examiner selon la procédure d'urgence les rapports qui n'ont pas pu être déposés dans les délais prévus par la réglementation du 11 mai 1967.

Il n'y a pas d'opposition ?

L'urgence est décidée.

**11. Ordre des travaux**

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la fixation de l'ordre des travaux.

Dans sa séance du 30 octobre 1972, le bureau élargi avait établi un projet d'ordre du jour.

Dans l'intervalle il a cependant été nécessaire de procéder à certaines modifications qui apparaîtront dans le projet d'ordre du jour dont je vais donner lecture :

*Cet après-midi :*

- discussion commune de la question orale n° 17/72 au Conseil et de la question orale n° 22/72 à la Commission, avec débat, sur l'état actuel de l'harmonisation des statistiques ;
- rapport de M. Durieux sur un règlement relatif à la prescription en matière de poursuites et d'exécution dans les domaines du droit des transports et de la concurrence ;
- rapport de M. Bertrand sur une décision concernant les transports internationaux de voyageurs par route effectués par autobus ;
- rapport de M. Bermani sur un règlement relatif

à l'établissement de statistiques homogènes concernant la main-d'œuvre étrangère ;

- rapport de M<sup>lle</sup> Lulling sur des décisions relatives à l'intervention du Fonds social européen et un règlement relatif au concours du Fonds social européen.

*Mardi 14 novembre 1972*

*jusqu'à 10 h :*

- réunions des groupes politiques ;

*10 h et 15 h :*

- rapport de M. Aigner sur les modifications de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses du Parlement européen pour l'exercice 1973 ;
- rapport de M. Offroy sur le budget général des Communautés européennes pour 1973 ;
- rapport de M. Boano sur les relations de la Communauté européenne avec l'Amérique latine ;
- rapport de M. Cousté sur les recommandations de la Commission parlementaire mixte CEE-Turquie ;

*à partir de 18 h :*

- réunions des groupes politiques.

*Mercredi 15 novembre 1972*

*9 h :*

- réunion du bureau élargi ;

*jusqu'à 10 h :*

- réunions des groupes politiques ;

*10 h, 15 h et, éventuellement, le soir :*

- discussion commune des deux points suivants :
  - a) discussion commune de la communication du président en exercice du Conseil sur les travaux dans le domaine de l'unification politique et de la coopération en matière de politique étrangère ;
  - b) rapport de M. Muller, sur les résultats de la Conférence au sommet des chefs d'État ou de gouvernement des États membres de la Communauté élargie ;
- rapport de M. Radoux sur la préparation de la Conférence européenne pour la sécurité.

A la demande de la commission politique, le débat sur le rapport de M. Scelba concernant la situation politique au Moyen-Orient est retiré de l'ordre du jour et reporté à la période de session de décembre ;

- rapport de M. Rossi sur les conséquences de l'élargissement de la Communauté européenne pour ses relations avec les pays du bassin méditerranéen ;

**Président**

à partir de 18 h :

- réunions des groupes politiques.

*Jeudi 16 novembre 1972*

jusqu'à 10 h :

- réunions des groupes politiques.

10 h et 15 h :

- rapport de M<sup>lle</sup> Flesch sur le projet de budget supplémentaire n° 2 pour 1972 ;
- vote sur l'état prévisionnel du Parlement européen ainsi que sur la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Aigner ;
- vote sur le projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1973 et sur la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Offroy ;
- rapport de M. Meister sur une quatrième directive tendant à coordonner les garanties pour protéger les intérêts des associés et des tiers ;
- rapport complémentaire de M. Héger sur une troisième directive tendant à coordonner les garanties en cas de fusions de sociétés anonymes ;
- rapport de M. Koch sur des directives concernant les taxes sur le chiffre d'affaires et les franchises fiscales applicables à l'importation des petits envois de marchandises ;
- rapport de M. Liogier sur des règlements concernant l'organisation commune des marchés dans le secteur des secteurs des fruits et légumes et l'assainissement de la production fruitière ;

à partir de 18 h :

- réunions des groupes politiques.

*Vendredi 17 novembre 1972*

10 h :

- éventuellement, rapport de M. Vetrone sur un règlement concernant un régime de primes d'encouragement au développement de la production de viande bovine ;
- éventuellement, rapport de M. Vetrone sur des mesures d'intervention dans le secteur de la viande bovine ;
- rapport de M<sup>me</sup> Orth sur une directive concernant les additifs dans l'alimentation des animaux ;
- éventuellement, rapport de M. Baas, au nom de la commission de l'agriculture, sur un programme de recherches dans le domaine des pestes porcines ;
- question orale n° 21/72, sans débat, sur l'application du règlement concernant le prix d'écluse pour les œufs importés de pays tiers ;

- rapport de M. Lange, sur la valeur en douane des marchandises.

La commission des relations économiques extérieures a demandé que la proposition de résolution contenue dans ce rapport fasse l'objet d'un vote sans débat ;

- rapport de M. Vredeling sur la livraison de lait écrémé en poudre dans le cadre de l'aide alimentaire.

La commission des relations économiques extérieures a demandé que la proposition de résolution contenue dans ce rapport fasse l'objet d'un vote sans débat ;

- éventuellement, rapport de M. Borocco, sur l'aide aux producteurs de houblon pour la campagne de 1971.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Le projet d'ordre du jour est adopté.

*12. Question orale n° 17/72 avec débat au Conseil et question orale n° 22/72 avec débat à la Commission des Communautés européennes sur l'état actuel de l'harmonisation des statistiques*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion commune de la question orale n° 17/72 que M. Riedel a posée, au nom de la commission économique, au Conseil des Communautés européennes et de la question orale n° 22/72 avec débat que la commission économique a posée à la Commission des Communautés européennes sur l'état actuel de l'harmonisation des statistiques.

Voici le texte de ces deux questions :

*Question orale n° 17/72 :*

En fixant les orientations pour la politique économique <sup>(1)</sup>, le Conseil a constaté le 9 février 1971 que, pour réduire les risques qui pèsent sur le chemin de l'union économique et monétaire et pour améliorer la performance des économies de la Communauté, les politiques économiques devaient s'inspirer d'orientations compatibles et s'insérer dans une stratégie d'ensemble concertée (régulation globale). Cette stratégie d'ensemble repose sur deux volets complémentaires : la régulation de la demande globale et l'orientation des politiques structurelles.

La Communauté se trouvant au seuil d'une réorientation de sa politique économique, la nature et la portée des actions à engager sur le plan com-

<sup>(1)</sup> JO n° L 49 du 1<sup>er</sup> mars 1971, p. 5 et suiv., par. 50.

**Président**

munautaire au cours de ces prochaines années joueront un rôle croissant si l'on veut réaliser un développement économique qui réponde à la fois aux objectifs internes des États membres et aux besoins de la Communauté.

Étant donné que la nature des projections essentielles de politique économique continuent à diverger d'un État membre à l'autre et que certaines difficultés d'ordre technique ou politique exercent un effet négatif sur leur compatibilité le Conseil est invité à indiquer les mesures qu'il a prises depuis le début de 1971 en vue

- de faire appliquer par les États membres le système européen de la comptabilité nationale,
- d'adapter les conditions statistiques de la comptabilité régionale en fonction de l'importance des tâches de la politique structurelle régionale,
- d'améliorer l'analyse conjoncturelle à court terme, base de la politique économique, en s'assurant que les États membres limitent au minimum utile les délais nécessaires à la collecte, à l'exploitation et au calcul des données et, de ce fait, fournissent en temps voulu à la Commission des résultats compatibles concernant l'ensemble des secteurs d'enquête fixés dans la directive n° 72/211/CEE du 30 mai 1972, afin de permettre une comptabilité nationale trimestrielle équilibrée,
- de créer un système communautaire harmonisé de statistiques de la balance des paiements,
- d'améliorer les statistiques monétaires au niveau communautaire,
- de développer notamment à ce propos l'analyse statistique des mouvements internationaux de capitaux au niveau communautaire,
- de perfectionner les enquêtes sectorielles dans le domaine des statistiques industrielles,
- de rationaliser les travaux statistiques dans la Communauté par l'application de nomenclatures uniformes,
- de réaliser dans tous les autres secteurs le programme statistique des prochaines années du 31 mars 1971.

En outre, le Conseil est invité à faire connaître les possibilités permettant d'accélérer la parution des publications statistiques de la Communauté ainsi que les raisons pour lesquelles l'Office statistique ne dispose pas, à ce jour, d'un ordinateur propre.

**Question orale n° 22/72 :**

Par référence à la question orale n° 17/72 et eu égard au fait que les projections économiques

essentielles continuent à diverger entre les différents États membres, que des difficultés d'ordre technique et politique exercent un effet négatif sur leur compatibilité, la Commission est invitée à faire connaître les démarches qu'elle compte entreprendre pour amener le Conseil à arrêter le programme statistique pour les prochaines années qui lui est soumis depuis le 31 mars 1971.

En outre, la Commission est invitée à indiquer les mesures qu'elle a prises en vue notamment :

- de faire appliquer par les États membres le système européen de comptabilité nationale,
- d'adapter les conditions statistiques de la comptabilité régionale à l'importance des tâches de la politique structurelle régionale,
- d'améliorer l'analyse conjoncturelle à court terme, base de la politique économique,
- d'harmoniser le système communautaire de statistiques de la balance des paiements,
- d'améliorer les statistiques monétaires au niveau communautaire,
- de perfectionner les enquêtes sectorielles dans le domaine des statistiques industrielles,
- de faire adopter l'application de nomenclatures uniformes,

et finalement, comment elle entend assurer que l'Office statistique puisse publier dans toutes les langues officielles de la Communauté élargie les résultats de ses enquêtes dans le laps de temps très bref exigé par l'actualité économique. Dans ce contexte, la Commission peut-elle en outre faire savoir quelles sont les possibilités d'obtenir à bref délai, et dans toutes les langues officielles, les informations statistiques les plus récentes en matière économique dans les domaines les plus importants ?

Je rappelle que les dispositions qui s'appliquent sont celles de l'article 47, paragraphe 3, du règlement, à savoir :

« L'un des auteurs de la question dispose de vingt minutes au maximum pour la développer. Un membre de l'institution intéressée répond. Les représentants qui désirent intervenir disposent d'un temps de parole de dix minutes au maximum et ne peuvent intervenir qu'une seule fois.

« L'un des auteurs peut, sur sa demande, prendre brièvement position sur la réponse donnée. »

La parole est à M. Bos pour développer les deux questions.

**M. Bos.** — (N) Monsieur le Président, il semble que M. Riedel ait été retardé par un embouteillage. J'ai

**Bos**

en main le texte de l'introduction qu'il comptait présenter sur les questions posées. Permettez-moi de le dire en allemand.

*(L'orateur poursuit en langue allemande)*

Monsieur le Président, je crois que les deux questions orales posées au Conseil et à la Commission ont été formulées avec tant de clarté et de façon si exhaustive qu'elles rendent superflue une plus longue introduction. Je voudrais néanmoins attirer votre attention, Monsieur le Président, sur le fait que le Conseil a constaté en ratifiant, le 9 février 1971, les orientations pour la politique économique, que pour réduire les risques qui pèsent sur le chemin de l'union économique et monétaire et pour améliorer la performance des économies de la Communauté, les politiques économiques devaient s'inspirer d'orientations compatibles. Voilà une phrase importante à laquelle tous les Européens peuvent souscrire.

Cette haute Assemblée a demandé il y a près d'un an, dans une résolution adoptée à l'unanimité par tous les groupes, que les moyens statistiques dont dispose la Communauté soient adaptés à l'interpénétration croissante des économies au sein du marché commun afin que la Commission puisse influencer les mutations économiques et sociales dans la Communauté avec l'autorité que l'on est en droit d'exiger d'une institution supranationale.

Une année s'est écoulée depuis. D'importants événements se sont produits en matière de politique économique et monétaire : accord de Washington, sommet européen, création d'un Fonds monétaire européen, Conseil de ministres de l'économie et des finances, lutte contre l'inflation ; signalons encore la prochaine adhésion de trois nouveaux membres, l'ouverture des négociations avec les autres pays de l'AELE, la refonte du système monétaire mondial qui a été entreprise, les négociations commerciales qui sont prévues pour 1973 au sein du GATT.

C'est sur cette toile de fond, Monsieur le Président, que la commission économique présente au Conseil et à la Commission ces questions orales sur l'état actuel de l'harmonisation des statistiques européennes. Elle a pu en effet se convaincre, notamment au cours des derniers mois, depuis qu'elle a abordé en décembre 1971 le thème de l'harmonisation des statistiques, que l'état actuel des statistiques européennes et les activités de l'Office statistique des Communautés européennes donnent matière à des préoccupations sur le plan politique. Force est de constater qu'en raison de la lenteur de leur évolution, les statistiques européennes ne fournissent pas une base suffisante pour les politiques de la Communauté. La coopération des statisticiens nationaux de la CEE avec les fonctionnaires de l'Office statistique laisse à désirer. L'harmonisation des statistiques nationales traîne en longueur ; dans certains secteurs,

elle ne progresse même pas du tout. La publication des données intervient avec un retard considérable. Des enquêtes doivent être interrompues faute de crédits.

Nous devons malheureusement constater que la Commission sous-estime les demandes de personnel pour l'Office statistique. C'est ainsi qu'elle a qualifié d'inspirées par des intérêts isolés, des propositions de modification fondées présentées par la commission économique, visant à améliorer dans le budget 1973 la situation du personnel des statistiques. Comment comprendre alors que dans son programme statistique pour les prochaines années, elle se répande en lamentations sur les difficultés qui l'attendent ? Le Parlement européen devrait assumer ses nouveaux pouvoirs budgétaires, dans le secteur statistique aussi, en vue d'assurer le processus d'intégration dont la nécessité se fait sentir avec urgence. Nous pourrions nous prononcer à ce sujet lors du débat budgétaire qui se déroulera dans la journée de demain et de jeudi.

On a le sentiment d'assister à un éparpillement croissant des compétences en matière statistique au niveau de la Communauté. L'ordre des priorités n'est pas le même partout. Certains pays ne jugent pas nécessaire de participer à certaines enquêtes communautaires, je pense par exemple à l'enquête sur la main-d'œuvre. Les statistiques régionales sont délaissées. La Communauté ne dispose pas d'un ordinateur propre et se trouve de ce fait en position d'infériorité par rapport aux offices statistiques nationaux. Elle ne peut dispenser d'informations rapides.

Je me demande aussi avec inquiétude comment l'Office statistique européen se fera à l'avenir comprendre dans les neuf États membres de la Communauté si la tendance s'impose de publier les données statistiques importantes dans deux des langues de la Communauté élargie seulement.

Le 16 décembre 1971 — si vous me permettez ce retour en arrière — j'ai signalé devant cette Assemblée que la Commission a déclaré, dans son programme statistique pour les prochaines années, que les données statistiques disponibles sont insuffisantes pour entreprendre de nouvelles actions. Un travail en profondeur n'est pas possible dans chaque secteur particulier. La Commission est loin de posséder les données statistiques sûres, homogènes et suffisamment récentes dont elle a besoin pour définir ses actions globales et horizontales. Or, en dépit de cette déclaration, l'engagement de crédits est, une fois de plus, insuffisant pour l'année budgétaire 1973.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de conclure par une citation : « On a prétendu que le monde était gouverné par des chiffres ; or je sais une chose, c'est que les chiffres nous apprennent s'il est bien ou mal gouverné. » Peut-être les réponses du Conseil et de la Commission nous apprendront-elles que l'Eu-



**Bos**

rope sera mieux gouvernée à l'avenir. Entre l'Europe des conférences et l'Europe des faits, il y a l'Europe des chiffres ! On a trop tendance à l'oublier.

Monsieur le Président, ces réflexions d'un parlementaire européen n'entendent pas être des récriminations. Elles traduisent les préoccupations que doit exprimer tout Européen qui suit l'évolution d'un secteur capital pour le processus d'unification. Le Parlement européen devait faire cette réflexion, d'autant qu'on aura pu lire dans le communiqué de presse publié à l'issue de la conférence au sommet de Paris que les parlementaires européens y ont été accusés de trop geindre. Nous avons des motifs d'être inquiets et nous le disons !

Je vous remercie de votre attention et attends avec grand intérêt les réponses qu'apporteront le Conseil et la Commission.

**M. le Président.** — Je vous remercie d'avoir bien voulu développer ces deux questions.

La parole est à M. Westerterp, pour répondre à la question n° 17/72.

**M. Westerterp, président en exercice du Conseil des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, je me réjouis de ce que M. Riedel, par la bouche de M. Bos, ait manifesté tant d'intérêt pour la réponse que le président du Conseil est appelé à donner à la question orale qui lui est posée. Je suis d'ailleurs, précisément en ma qualité de président en exercice du Conseil, heureux de pouvoir lui fournir cette réponse. Le Parlement jugera lui-même si son intérêt est à la mesure de sa longueur. Je me serais attendu, sur ce genre de problèmes, à des questions écrites plutôt qu'orales. Mais puisque le Parlement a inscrit à son ordre du jour une question orale et qu'il a même assorti celle-ci d'un débat, je me ferai un plaisir de lui donner une réponse au nom du Conseil.

Je tiens tout d'abord à vous dire que, tout comme le Parlement européen, le Conseil attache une très grande importance à la mise au point d'un système cohérent des statistiques dans la Communauté — personnellement, je n'espère pas assister un jour à la naissance d'une « Europe des chiffres » — système qui, en permettant tant une analyse qu'une comparaison exacte des situations économiques, sociales et financières, dotera les institutions et les États membres des données leur permettant de fonder sur la réalité les mesures qu'ils sont appelés à prendre. Le Conseil se félicite dès lors de l'initiative de M. Riedel d'attirer l'attention, au nom de la commission économique du Parlement, sur ce domaine certes important.

Je voudrais en premier lieu attirer votre attention sur l'intérêt, mais aussi sur les limites de la statistique au regard de l'union économique et monétaire.

Je voudrais rappeler ensuite un certain nombre de données de fait concernant tant des réalisations dans certains secteurs que l'exercice des compétences et des responsabilités dans ce domaine.

Qu'il me soit tout d'abord permis de constater — et de me réjouir — que, dès à présent l'essentiel de l'arsenal statistique, notamment en matière conjoncturelle, existe dans les États membres et permet des analyses dont les résultats peuvent être utilisés dans un domaine dépassant le seul cadre national. S'il est vrai, d'autre part, que des divergences subsistent, par exemple dans la collecte des renseignements ou dans la prise en considération de certains éléments, il paraît incontestable que, à ce stade, les incidences de ces différences sur la réalisation de l'union économique et monétaire, telle que le Conseil l'a conçue en 1971 et telle qu'elle a été réaffirmée par la récente Conférence de Paris, restent relativement limitées.

Le Conseil pense par ailleurs que la coordination et, si nécessaire, l'harmonisation des statistiques en général doivent être préparées avec soin afin d'éviter, surtout dans l'optique de l'élargissement, que ne s'en dégagent des comparaisons erronées.

Enfin, et ceci est le dernier point des observations générales, le Conseil qui attache une attention particulière à la mise en œuvre de l'objectif susmentionné, considère utile, en ce qui concerne les voies et les moyens, de poursuivre la pratique suivie jusqu'ici. Celle-ci consiste à n'intervenir dans la coopération directe et naturelle qui existe, dans ce domaine d'une si haute technicité, entre la Commission et les administrations nationales, que dans la mesure où cette intervention est nécessaire à l'accomplissement de la mission de la Communauté, et cela tout en suivant l'évolution globale dans ce secteur. Je citerai à titre d'exemple « le système européen des comptes économiques intégrés » qui a été mis au point par les Offices statistiques des États membres en coopération avec l'Office statistique des Communautés.

Monsieur le Président, je voudrais maintenant abandonner l'aspect théorique du problème posé pour évoquer certaines données de fait. Qu'il me soit permis, à ce propos, de souligner que, malgré les difficultés auxquelles le Conseil s'est vu confronté dans le passé, des progrès importants en matière statistique ont été réalisés depuis 1971. Les mesures prises depuis cette date pourraient être résumées de la façon suivante :

Pour ce qui est de l'application par les États membres du système européen de comptabilité nationale, le problème qui se pose actuellement concerne la mise au point de ce système sur le plan national et communautaire. C'est pourquoi, le projet de budget de la Communauté, que le Conseil a transmis en octobre à l'Assemblée, contient, dans le cadre du crédit inscrit à l'article 264, des sommes destinées à cette fin.

**Westerterp**

Quant à l'adaptation des conditions statistiques de la comptabilité régionale en fonction des tâches de la politique structurelle, l'activité du Conseil s'est notamment concentrée sur les statistiques régionales dans le secteur des transports. A ce propos, ont été mises au point ou poursuivies sur la base des crédits prévus au budget :

- des enquêtes régionales, les unes portant sur les transports de certains produits relevant de la CEEA, et de certains qui n'en relevaient pas, et cela pour 57 régions, les autres portant sur les transports internationaux :
- ainsi qu'une enquête structurelle effectuée en 1972 par le Comité consultatif visé à l'article 83 du traité, auprès des entreprises de transport pour compte de tiers de marchandises par route et par voie navigable.

En ce qui concerne l'amélioration de l'analyse conjoncturelle, le Conseil, comme vous le savez, a arrêté, le 30 mai 1972, la directive 72/211/CEE. La mise en œuvre de cette directive sera terminée, selon l'article 5, vers la fin de 1972. Il est à espérer qu'à partir de ce moment les délais pour les enquêtes, le dépouillement et le calcul seront réduits à un minimum et que, par conséquent, les résultats pourront être mis à la disposition de la Commission le plus rapidement possible.

Au sujet des statistiques de la balance des paiements et des statistiques monétaires ainsi que de l'analyse statistique des mouvements internationaux des capitaux, le budget prévoit le financement de certaines études concernant notamment le système statistique de la balance des paiements et l'inclusion, dans la comptabilité nationale, des principaux agrégats financiers (par exemple, la masse monétaire et les liquidités).

Pour ce qui est des enquêtes sectorielles dans le domaine des statistiques industrielles, le Conseil a arrêté, le 6 juin 1972, la directive 72/221/CEE concernant l'organisation d'enquêtes annuelles coordonnées sur l'activité industrielle. Cette directive permettra de rassembler, par branche industrielle, les renseignements nécessaires pour analyser la situation et l'évolution économique de l'industrie. On doit maintenant attendre les premiers résultats de l'application de cette directive pour voir s'il y a lieu d'apporter des aménagements à ces dispositions.

Pour ce qui est de la rationalisation des travaux statistiques par l'application de nomenclatures uniformes, vous savez que la Communauté dispose actuellement

- de la nomenclature générale des activités économiques dans les Communautés (NACE),
- de la nomenclature statistique des transports (NST) et

— du règlement (CEE) n° 1445/72 relatif à la nomenclature des marchandises pour les statistiques du commerce extérieur et du commerce entre les États membres (NIMEXE) que le Conseil a arrêté le 24 avril 1972. Ce règlement étant de date assez récente, son application intégrale dans les États membres se heurte encore à certaines difficultés. C'est en vue de faciliter cette mise en application que le Conseil, dans le cadre de l'article 264 du projet de budget, a prévu les moyens financiers nécessaires pour harmoniser un certain nombre de positions utilisées sur le plan national dans le commerce extérieur et qui ne répondent pas encore à la NIMEXE. Je présume que l'auteur de la question aura compris de quoi il s'agit.

S'il est vrai, que le Conseil n'a pas encore arrêté le programme statistique pour les prochaines années, il faut néanmoins souligner que tous les éléments de ce programme ont été étudiés par les services du Conseil et ont donné lieu à des conclusions dans le cadre du programme de l'Office des statistiques des Communautés.

Quant aux délais de parution des publications statistiques, le Conseil est convaincu que l'Office des statistiques et l'Office des publications des Communautés mettront, chacun dans le cadre de ses compétences, tout en œuvre pour les réduire.

En ce qui concerne, enfin, la mise à la disposition de l'Office des statistiques d'un ordinateur, notons que cet office est rattaché au Centre de calcul de la Commission et bénéficie à ce titre de la totalité des moyens dont cette institution est dotée sans que cette situation paraisse soulever à l'heure actuelle des problèmes particuliers.

Monsieur le Président, j'espère que cette réponse ne viendra pas confirmer la thèse selon laquelle les statistiques constituent une méthode scientifique pour dissimuler la vérité. J'espère, au nom du Conseil, et dans l'intérêt de la question qui a été mise à l'ordre du jour, que cette réponse a apporté la preuve du contraire.

Dans son introduction, M. Riedel a fait, par la bouche de M. Bos, une remarque sur l'affectation, dans le budget de 1973, de crédits plus importants à l'Office des statistiques. Je rappellerai à ce propos que, la semaine passée, devant la commission des finances et des budgets, je me suis opposé vigoureusement au nom du Conseil — et je le ferai de nouveau lorsqu'il sera question du projet de budget — à l'adoption d'amendements dont je n'hésite pas à dire qu'ils servent plutôt des intérêts sectoriels.

La Commission européenne porte elle-même la responsabilité de l'établissement de l'avant-projet de budget. Sur la base de cet avant-projet, le Conseil a établi un projet de budget. Il me semble — j'aurai d'ailleurs l'occasion, demain, de revenir plus en détail sur la question — que le Parlement ferait fausse route

**Westerterp**

s'il adoptait des amendements au budget qui, à mon avis, ne s'inspirent pas de l'intérêt général, quelle que soit l'importance que revêtent pour certains les propositions faites par la commission intéressée du Parlement européen.

Je pense ainsi, Monsieur le Président, avoir répondu à la question posée ainsi qu'à l'intervention qui l'a précédée. Je remercie le Parlement de la patience dont il a fait preuve en écoutant ce long exposé.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Je vous remercie, Monsieur le Président.

La parole est à M. Coppé pour répondre à la question n° 22/72.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, il me semble que les deux questions peuvent être jointes.

Je remercie MM. Riedel et Bos de leurs observations sur le développement de ce que M. Westerterp vient d'appeler notre arsenal statistique. Celui-ci, sans être sous-développé actuellement, doit en effet encore être élargi.

Notre service de statistiques a accompli au cours des dernières années un travail excellent. En présence de son directeur général, et à l'intention notamment de ceux qui connaissent le memento statistique et son importance pour la connaissance de la situation et de l'évolution de la Communauté, je voudrais, en quelques mots, exposer le travail accompli au cours des dernières années par ce service réduit.

Notre Office statistique emploie 220 personnes. Ce chiffre semble important comparé à celui d'environ 5 000 personnes figurant à notre budget opérationnel. Je fais abstraction ici du budget de recherche et d'investissement.

Le programme pour 1973, figurant dans le projet de budget que nous examinerons demain, porte sur 4,5 millions d'unités de compte. J'ajoute que les 220 personnes que je viens de citer ne figurent pas séparément dans le budget, puisqu'elles sont comprises dans notre organigramme général.

Monsieur le Président, j'espère comme M. Westerterp que nous n'aurons pas une Europe des chiffres, à côté de cette Europe des négociants qui a déjà suscité beaucoup de critiques. Il nous faut cependant réunir beaucoup de chiffres sur l'Europe. C'est peut-être le meilleur moyen de montrer combien il est nécessaire de recueillir des renseignements statistiques.

Monsieur le Président, je remplace actuellement M. Barre, qu'une discussion monétaire empêche d'être ici présent. De même que M. Riedel a dû s'exprimer par l'intermédiaire de M. Bos, M. Barre est contraint de

s'exprimer par mon intermédiaire. J'utiliserai les notes de M. Barre. Celles-ci étant rédigées en français, il est bon, sans doute, que je continue mon exposé en français.

*(L'orateur poursuit son intervention en langue française)*

Monsieur le Président, il y a un problème de principe que nous devons élucider, et je suis heureux que M. Westerterp soit là pour nous donner l'occasion de poser ce problème.

J'ai été assez longtemps président de l'Office commun des statistiques pour connaître personnellement le problème de fond, qui est celui-ci : quand nous aménageons le programme — je ne parle pas du programme de 1973 qui constitue une partie du programme d'harmonisation des statistiques, déposé sur la table du Conseil en mars 1971, mais du programme d'harmonisation lui-même — il y a une difficulté de principe, en ce sens qu'il s'agit de décider du caractère contraignant des statistiques communautaires et — ce problème est lié au premier — du relais. Lorsqu'un programme a été accepté et que pendant une période de rodage les enquêtes statistiques ont été faites par l'Office statistique commun et financées par la Communauté, il faut que les Offices nationaux poursuivent ces enquêtes harmonisées. Or, c'est là que se trouve la grande difficulté. Elle réside dans le fait que certains États membres n'acceptent pas le caractère contraignant d'un programme en discussion. Il en résulte que nous ne parvenons pas à résoudre le problème du relais de ces statistiques établies pendant la période de rodage, et qui devraient être reprises par les États eux-mêmes à l'issue de cette période de rodage. En fait, la question que pose le programme harmonisé, c'est la question du programme futur des offices statistiques des États membres.

Il ne faut pas sous-estimer ce problème. Jusqu'ici chaque État membre a lui-même rédigé son programme, il a agi souverainement en la matière. La question est de savoir si, après la période de rodage, on peut contraindre un État à continuer le programme communautaire. C'est là un problème difficile, mais qui devra être résolu, et je suis reconnaissant à M. Riedel et à M. Bos de l'avoir posé.

J'en arrive maintenant aux points particuliers que soulève la question n° 22/72.

Le système européen appelé SEC des comptes nationaux intégrés est, dès à présent, en application. Les offices statistiques des États membres se sont en effet engagés à fournir les premières données suivant ce système avant la fin de l'année 1972. Par conséquent, les statistiques que vous aurez à partir de l'année prochaine sur la comptabilité nationale seront harmonisées. Voilà un premier résultat satisfaisant.

La deuxième question porte sur le point de savoir comment on peut adapter les conditions statistiques de la comptabilité régionale à l'importance des tâches

**Coppé**

de la politique structurelle régionale. Les recherches méthodologiques pour la mise en application d'une comptabilité régionale ont commencé, mais il faut avouer que ces recherches progressent très lentement, en raison même de l'insuffisance du personnel de l'Office statistique, dont j'ai eu l'occasion de vous dire un mot au début de mon intervention.

La troisième question porte sur l'amélioration de l'analyse conjoncturelle à court terme, base de la politique économique.

Ici, la réponse est la suivante : les moyens statistiques prévus par la Commission pour réaliser l'analyse conjoncturelle ont été renforcés par la mise en œuvre d'enquêtes de conjoncture dans l'industrie et auprès des consommateurs. Dans ce domaine aussi, Monsieur le Président, nous avons fait un pas en avant très sérieux.

Sur proposition de la Commission, le Conseil a arrêté en mai 1972 — parfois le Conseil est en retard, mais lorsqu'il arrête une directive, il convient aussi de le signaler — la directive concernant l'organisation d'enquêtes statistiques coordonnées de conjoncture à la fois dans l'industrie et dans l'artisanat.

Cette directive prévoit l'établissement d'un certain nombre d'indicateurs à court terme — c'est ce qui est demandé — ventilés par branches industrielles et regroupés par grands secteurs de production. Il s'agit, d'une part, des indicateurs mensuels concernant la production industrielle, le chiffre d'affaires et les entrées de commande, d'autre part, des indicateurs trimestriels concernant les salaires et traitements bruts, le nombre de salariés et le volume de travail.

Sur proposition de la Commission, le Conseil a également décidé, en 1970, la mise en œuvre à titre expérimental, d'une enquête de conjoncture harmonisée auprès des consommateurs, de façon à connaître à la fois leur attitude et leurs intentions d'achat de biens durables, qui sont d'une importance considérable.

La première enquête a été effectuée au mois d'avril dernier et l'expérience se poursuivra — il a été prévu qu'il y serait procédé tous les deux ans — jusqu'en 1974.

La quatrième question concerne l'harmonisation du système communautaire des statistiques de la balance des paiements.

Voici la réponse à cette question : l'Office statistique collabore avec le Fonds monétaire international et avec l'ONU, ainsi qu'avec les offices statistiques des États membres pour établir un système communautaire de statistiques de la balance des paiements.

Là encore, les progrès pourraient être plus sensibles si l'Office statistique disposait de plus de personnel.

La cinquième question est relative à l'amélioration des statistiques monétaires au niveau communautaire.

La réponse est la suivante : une amélioration et un raffinement des statistiques monétaires au niveau communautaire est certes souhaitable, en liaison avec les progrès à réaliser dans le sens de l'union économique et monétaire. Des travaux préparatoires sont en cours à cette fin et l'on repense, pour le moment, la méthodologie dans ce domaine.

La sixième question concerne le perfectionnement des enquêtes sectorielles dans le domaine des statistiques industrielles. Là aussi, on a fait un pas en avant considérable par la directive n° 72/211 qui sera bientôt mise pleinement en application. On peut penser que, dans deux cas, on aura réuni les moyens nécessaires pour terminer cette enquête sectorielle dans le domaine des statistiques industrielles coordonnées.

La septième question a trait à l'adoption de la définition d'une nomenclature uniforme, point de départ de toute statistique commune.

Bien souvent, M. Dumas a soulevé la difficulté de ce qui faisait la définition d'un « œuf communautaire ». Il est évident que la définition des nomenclatures communes est le point de départ de statistiques harmonisées. Les nomenclatures uniformes sont appliquées aussi bien pour le commerce extérieur que pour les activités industrielles et commerciales et pour les transports.

Il reste à terminer le travail pour les produits issus de l'industrie et pour les emplois. On avance dans la bonne direction, on a fait beaucoup, mais on n'a pas tout fait.

La huitième question se rapporte à la publicité dans toutes les langues de la Communauté, c'est-à-dire quatre pour le moment, et six à partir de l'année prochaine.

Les délais de publication sont évidemment variables suivant la difficulté de la collecte à la base, suivant la célérité avec laquelle la transmission des données se fait par les pays membres, les difficultés techniques qui se posent pour l'exploitation et la publication ainsi que les moyens disponibles pour l'ensemble des opérations : statistique et publication.

En ce qui concerne la publication, il convient d'indiquer que l'Office est tributaire du service de traduction de la direction générale de l'administration. Il n'a pas de service de traduction propre et il doit par conséquent suivre le rythme d'une organisation qui s'efforce d'assurer la publication dans les meilleurs délais de tous les documents à paraître.

Je voudrais montrer aux membres les difficultés devant lesquelles nous nous trouvons. A l'heure actuelle, un bulletin mentionnant des séries du type conjoncturel, qui donne des renseignements bruts et indépendants des saisons, est diffusé chaque semaine dans des délais extrêmement rapides, mais il est impossible d'en assurer la publication pour le moment. Sinon,

**Coppé**

il nous faudrait soit ralentir la fourniture des renseignements dans une publication qui doit rester autant que possible hebdomadaire, soit trouver une autre formule permettant de publier ces renseignements conjoncturels car on ne saurait publier chaque semaine un document comportant deux cents pages à l'état brut.

Je termine en rendant un hommage à l'Office statistique pour le travail qu'il a fourni au cours des dernières années. J'accepte la question et je reconnais la nécessité de faire encore un grand pas en avant dans ce domaine. Nous tirerons profit du conseil qui nous est donné, de manière que, sous la pression du Parlement, le Conseil fasse un effort sérieux avec nous dans les années, à venir, en particulier en ce qui concerne les problèmes monétaires, les problèmes économiques et les problèmes de l'emploi. Nous aurons l'occasion de tenir les commissions compétentes au courant des progrès que nous faisons.

Si, tous, nous pouvions faire un effort pour résoudre le problème de fond dont j'ai parlé tout à l'heure, c'est-à-dire pour déterminer si un programme communautaire doit être repris par les États membres au terme d'une période de rodage, ce programme, qui est à l'étude depuis un an et demi, pourrait enfin être débloqué.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Je remercie M. Coppé.

— La parole est à M. Giraud, au nom du groupe socialiste.

**M. Giraud.** — Monsieur le Président, le problème que nous abordons aujourd'hui est important. Il faut remercier nos collègues de l'avoir posé et les représentants qualifiés du Conseil et de la Commission de nous avoir répondu.

Se moquer de la statistique est chose facile. On a évoqué tout à l'heure la phrase de Churchill, qui déclarait que c'est une forme scientifique du mensonge. On peut dire aussi, sous une forme plus humoristique, que la statistique, c'est comme les bikinis, qui montrent beaucoup de choses tout en cachant l'essentiel. Enfin, on peut rappeler le malheur arrivé à ce statisticien qui ne savait pas nager et qui, ayant évalué à un mètre cinquante la profondeur moyenne d'une rivière, s'y est noyé.

Si nous en discutons aujourd'hui, c'est parce que nous croyons réellement à la statistique, et il faut remercier les responsables d'avoir d'ores et déjà fourni au Parlement un certain nombre d'outils de travail.

Cela dit, je voudrais insister, parce que j'ai une assez longue expérience d'usager, comme professeur de géographie, sur les conditions essentielles qui doivent être satisfaites pour que des statistiques soient vala-

blement utilisables par des non-spécialistes. A cet égard, je voudrais d'abord, après M. Coppé, insister sur la nécessité de l'homogénéité de la statistique.

Je prends quelques exemples. Étant cartésienne, la tonne française fait mille kilos, mais il y a aussi des tonnes longues et des tonnes courtes, à quoi il faut ajouter les tonneaux de jauge, qui sont tout à fait différents et parmi lesquels on distingue la jauge nette et la jauge brute. Faute de précisions, on peut tirer des statistiques des conclusions entièrement contradictoires.

Pour ce qui est du problème des chômeurs, suivant que l'on est optimiste ou non, on parlera des chômeurs secourus, des chômeurs recensés, des demandeurs d'emplois ou simplement des gens qui n'ont pas de travail, et les variations vont quelquefois de un à dix. L'autre jour, à la commission des transports, nous avions une discussion, plus macabre, sur les morts dans les accidents de la route : faut-il comptabiliser seulement ceux qui meurent sur le coup, ou, en plus, ceux qui meurent dans les jours qui suivent ? Ou doit-on, comme certains journaux, utiliser en 1972, à propos d'anciens combattants de la guerre 1914-1918, la notion de « morts des suites de la guerre », ce qui représente tout de même un retard assez considérable ?

Il faut donc que nous soyons extrêmement sûrs des chiffres que nous avançons.

Je voudrais insister aussi sur le risque qu'il y a à brandir des pourcentages, car c'est par les pourcentages que les statisticiens de l'époque stalinienne ont, pendant des années et des années, trompé leur peuple et le monde entier.

Lorsqu'il est dit que l'Albanie augmente de treize mille fois sa production de charbon, partant de quelques seaux, ce n'est peut-être pas aussi important qu'une augmentation de 0,1 % des États-Unis ou de l'Union soviétique, qui produisent des millions de tonnes.

Il convient donc de ne pas trop insister sur les pourcentages, car ils dissimulent souvent des réalités par trop différentes.

Pour ce qui est de l'avenir, je voudrais insister sur trois points particuliers.

Le premier, qui a été mentionné par M. Coppé est le problème du secret de la contrainte.

Faisant l'autocritique de mon pays, je reconnais que souvent l'on y considère comme secrets des chiffres qui ne présentent nullement ce caractère. Il faut, à mon sens, que nous nous mettions d'accord sur la nécessité de travailler, autant que faire se peut, à livre ouvert.

Pour ce qui est de la contrainte, le terme me paraît mauvais. J'aimerais lui voir substituer l'expression

**Giraud**

« coopération volontaire », étant entendu que, pour nous, ce n'est pas de contrainte qu'il s'agit, mais de la bonne volonté d'États participant à la même Communauté de fournir des éléments de travail satisfaisants pour tous.

Le deuxième point — et il est délicat — est celui de la rapidité de la communication des chiffres.

J'en connais les difficultés. Mais j'ai reçu avant-hier une magnifique brochure de l'Office statistique reprenant les prévisions d'activités demandées au mois de mai à des industriels ou à des commerçants. Publiées au mois de novembre, ces prévisions ne présentent, à mon avis, plus un grand intérêt, sinon historique. Dans ces conditions, il faudrait, comme l'a suggéré plus ou moins nettement M. Coppé, mettre d'un côté les statistiques véritablement urgentes, dont la présentation pourrait être un peu moins luxueuse, mais plus rapide, et les statistiques qui méritent d'être conservées et qui sont des instruments de travail à moyenne ou à longue échéance, dont la présentation pourrait être beaucoup plus tardive et soignée. Mais, sur le plan de la conjoncture immédiate, une statistique retardée ne vaut plus grand-chose voire rien du tout.

Enfin, je voudrais demander, si la chose est possible — et elle pose encore le problème de coordination — d'éviter les doubles emplois. Nous sommes inondés de papiers : nationaux, internationaux ou communautaires. Puisque nous allons avoir à assumer des charges nouvelles par suite de l'utilisation, normale, de nouvelles langues, on pourrait compenser ce surcroît inévitable par une meilleure coordination de notre documentation.

Certes, l'opération serait délicate, car certains faits relèvent, au moins jusqu'à présent, de la compétence de chaque État. Mais n'est-ce pas précisément le propre de la Communauté européenne que de promouvoir à un niveau communautaire un certain nombre de prérogatives qui, jusqu'à présent, étaient d'ordre national ?

Peut-être, en élaguant à certains niveaux, arriverait-on à fournir en temps utile aux utilisateurs l'ensemble du matériel statistique dont ils ont besoin.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Burgbacher, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Burgbacher.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, pour beaucoup, parler de statistiques, c'est parler de choses superflues. Ils se trompent du tout au tout. La statistique est en quelque sorte l'ossature des sciences économiques et sociales et on ne saurait donc trop la prendre au sérieux. Mais si elle est une arme, elle ne l'est vraiment qu'entre les mains de ceux qui non seulement lisent les chiffres,

mais encore sont capables de les analyser. Il ne saurait prétendre voir clair dans un bilan celui qui en a parcouru les chiffres mais n'est à même de les placer dans leur contexte.

Les démocrates-chrétiens souscrivent à la question orale présentée par leur collègue Riedel, et appuient aussi la demande d'un renforcement des effectifs. Celui qui aura écouté attentivement les déclarations de M. le président Westerterp et de M. le vice-président Coppé, aura discerné — que l'on veuille bien m'en excuser — à travers le manteau de courtoisie qui les recouvre, que ces mesures ne parlent pas du tout le même langage. M. Westerterp, s'exprimant au nom du Conseil, a considéré la question orale et la forme sous laquelle elle a été posée comme assez mal venue et sa réponse constituait plus ou moins — c'est du moins ainsi que je l'ai interprété — un refus catégorique. M. Coppé en revanche, si je ne m'abuse, a reconnu plus ou moins le bien-fondé de cette proposition.

Je crois que le Conseil devrait soutenir toute initiative tendant à améliorer le fonctionnement de la Commission — notamment celle qui lui permettrait de disposer en permanence des statistiques dont elle a besoin — et ne pas donner prise au soupçon selon lequel dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, il joue le rôle de frein. L'orateur qui m'a précédé a déjà souligné au nom du groupe socialiste combien une mise à jour constante des statistiques était nécessaire. Reconnaître cette nécessité c'est reconnaître aussi celle d'effectifs importants.

Nous souhaiterions également que les documents statistiques de la Communauté contiennent, dans la mesure du possible, des chiffres permettant d'établir une comparaison avec l'URSS et les USA, peut-être aussi avec le Japon. Ceux qui savent comme moi qu'en dépit des apparences, la Communauté accuse dans certains secteurs un retard pratiquement désespéré par rapport à l'URSS et aux USA n'ignorent pas non plus qu'on n'ouvre les yeux de ceux que cela concerne que chiffres à l'appui. L'effet stimulant qui résultera pour la Communauté d'une comparaison statistique avec les autres marchés concurrents — et je ne me place pas seulement du point de vue économique, mais aussi du point de vue social — ne lui fera guère de tort ; le désagrément qu'elle pourra tout d'abord éprouver cédera la place à l'émulation.

En résumé, nous souscrivons à la question orale et nous faisons nôtre la suggestion d'accroître les effectifs de l'Office des statistiques. Nous demandons en outre de ne pas oublier que le service des statistiques — du moins je le crois, Monsieur le Président — ne saurait renoncer à l'emploi d'un ordinateur. Il est vrai que j'ignore quel est le degré d'utilisation de l'ordinateur de la Communauté. S'il est encore largement sous-employé, il n'y a pas de difficulté. Je ne puis en juger, mais je puis m'imaginer qu'il est déjà utilisé à plein. Et la statistique ne saurait attendre !

## PRÉSIDENCE DE M. LUCIUS

*Vice-président*

**M. le Président.** — La parole est à M. Cousté, au nom du groupe de l'UDE.

**M. Cousté.** — Monsieur le Président, malgré son aspect technique, ce problème de l'harmonisation des statistiques ne trouve sa véritable dimension que dans la mesure où l'on comprend ce qui a été décidé — avec toutes ses conséquences — à Paris, il y a à peine un mois, à la Conférence au sommet.

Si l'objectif que nous poursuivons est bien la réalisation, par l'application du traité de Rome, de l'union économique et monétaire, il est bien évident que les statistiques sont les instruments indispensables de cette politique.

C'est dire que la poursuite de l'objectif de l'union économique et monétaire impose, quant aux moyens en personnel et en matériel, tout ce qui est indispensable.

La question qui a été posée par M. Riedel, mais aussi celle qui a été posée à la Commission, sont particulièrement opportunes.

En effet, les réponses de M. Westerterp et de M. Coppé, qui, plutôt que d'être contradictoires, comme on l'a soutenu, me paraissent bien davantage être complémentaires, nous fournissent à vrai dire une appréciation des moyens. Sachant que les moyens à disposition se composent de quelque 220 personnes ainsi que d'un nouvel ordinateur que l'on est en train de mettre en place, l'abandon du 360/40 étant maintenant acquis, il est clair que ce qui est important, c'est de proportionner l'instrument statistique à l'objectif que l'on poursuit.

Si je prends la parole, c'est parce que je suis persuadé que la poursuite de l'union économique et monétaire, c'est-à-dire la vision du véritable marché organisé et harmonisé dans ses rapports avec l'extérieur, nous imposera non seulement de meilleurs programmes — n'oublions jamais ce qu'est un programme en matière statistique ! — mais aussi une meilleure vision de la finalité économique des politiques coordonnées que l'on poursuit.

C'est dire qu'en ce qui nous concerne, nous avons été très sensibles aux trois justes limites indiquées par le Conseil.

La première limite est conjoncturelle. Le Conseil a raison de dire que ces statistiques et ces prévisions conjoncturelles existent dans chaque État. C'est bien évident, puisque, malgré les progrès accomplis, la politique économique est conduite dans chaque État, de manière de plus en plus coordonnée peut-être avec celle des autres, mais elle est conduite dans

chaque État, à cause des conséquences sociales et budgétaires.

Ces statistiques existant, le rôle de la Communauté, au niveau de l'Office, doit être de noter les écarts et d'en analyser le pourquoi ; il s'agit donc d'une véritable gestion communautaire. Vu l'heure, je n'insisterai pas sur ce problème, mais il est fondamental.

La deuxième limite est la collecte du renseignement. Je ne saurais trop insister sur cet aspect des choses. Que ce soit au niveau micro-économique d'une entreprise, privée ou d'État, le vrai problème, c'est l'appréhension de l'information. Le vrai problème ensuite est son traitement, c'est-à-dire le travail de l'Office. C'est pourquoi je veux faire écho au problème posé par M. Coppé, car il est fondamental : il faut non seulement qu'il y ait une sorte de volonté, mais que l'intérêt soit tel que la volonté communautaire apparaisse dans chaque État. Je rejoins ici les observations de mon collègue du groupe socialiste : la notion de la contrainte n'a pas de signification dans ce domaine et je voudrais le dire publiquement. Le véritable problème est la collecte de l'information, de l'intérêt de l'ensemble. Celui-ci peut effectivement, comme on l'a dit tout à l'heure, être un problème de consommation. De là l'importance des enquêtes sur la consommation dans une Europe qu'on veut à la fois économique et prospère, donc au service des consommateurs.

Ce problème de la collecte des informations, les travaux de la commission économique de notre Parlement l'approchent de façon très méthodique.

La troisième limite, je l'ai parfaitement comprise, c'est la préparation soignée, pour reprendre la terminologie de M. Westerterp. Il ne s'agit pas, effectivement, d'utiliser de manière trop brute les éléments dont on ne dispose pas. Même la statistique est obligatoirement intelligente, parce que ce sont les hommes qui doivent la manipuler. C'est si vrai que nous nous heurtons aux problèmes du langage commun. Ce langage statistique commun passe actuellement par la traduction. Vous en mesurez déjà la difficulté entre les Six, vous la mesurerez demain entre les Neuf. L'activité de l'Office statistique est donc liée à la capacité du service de traduction de l'ensemble de la Communauté.

Je dis, avec beaucoup d'insistance, que la priorité doit être accordée à la statistique, faute de quoi celle-ci n'a plus ni fraîcheur, ni possibilité d'utilisation. L'effort considérable accompli par ce service est voué à l'échec par le goulot d'étranglement de la traduction. Le grand pas en avant, souhaité à la fois par M. Coppé et par M. Westerterp, ne pourra être accompli que si, au-delà de ce que représentent les moyens en hommes et en équipement de l'Office, cette sorte de priorité est donnée à des travaux qui n'ont de sens que si leurs résultats sont mis à temps entre les mains de ceux qui en ont besoin — je pense non seulement à nous-mêmes, mes chers collègues,

**Coûté**

mais à ceux qui ont la responsabilité de l'économie au niveau des États, des régions ou des entreprises. Tout cela est une œuvre dont je voulais souligner très simplement ici la très grande utilité.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Leonardi.

M. Leonardi. — (I) Nous accordons nous aussi notre appui aux questions orales et exprimons notre solidarité avec l'Office statistique de la Commission pour les efforts qu'il accomplit. Je souscris aux observations de mon collègue Coûté concernant l'opportunité d'accorder la priorité à l'élaboration des statistiques, à la célérité de leur publication plutôt qu'à la traduction.

A mon avis — je tiens à attirer l'attention de mes collègues sur ce point — un effort majeur devrait être consenti pour harmoniser en priorité les législations en matière de statistiques. Les défauts soulignés par M. Coppé et les difficultés qu'il y a à faire accepter et exécuter des enquêtes harmonisées proviennent de l'organisation même des instituts statistiques dans les différents pays. Tout effort visant à harmoniser les législations en matière de statistiques contribuerait ne serait-ce qu'à élever le niveau de la législation des pays de la Communauté les plus en retard sur ce point. Cette harmonisation des législations en matière de statistiques constitue un préalable à l'harmonisation des types d'enquêtes statistiques, de la fréquence de ces enquêtes et de leurs périodes de référence. J'estime que si la Commission fournissait à ce Parlement un cadre général de référence concernant l'organisation des instituts statistiques dans les différents pays, elle permettrait peut-être ainsi aux parlementaires des différents pays de se concerter pour intervenir dans leurs pays respectifs en vue d'améliorer l'analyse statistique. Ce cadre de référence, qui consisterait à faire savoir schématiquement et très simplement comment sont collectées et élaborées les statistiques dans nos pays, pourrait ainsi se révéler d'un grand secours.

En outre, nous devrions, parmi nos objectifs, nous fixer celui de définir une politique commune de la statistique qui servirait de tronc commun aux autres politiques communes. En effet, abstraction faite des divergences d'opinions sur les orientations de politique économique, la connaissance statistique constitue sans aucun doute la prémisses d'un débat de caractère démocratique. C'est pourquoi je demande à la Commission de nous fournir, en plus des efforts qu'elle déploie actuellement, un cadre général de la législation en matière de statistiques dans nos pays, de façon à jeter les bases d'une politique commune dans ce secteur.

Un autre point qui pourrait éventuellement être abordé concerne les recensements. Ce point a, en

effet, souvent été pour moi (et pour d'autres aussi, je crois) une source de difficultés. Il est nécessaire, à tout le moins, d'harmoniser les dates et les périodes de publication. Ici, la publication des recensements s'effectue dans des délais très brefs, là elle nécessite des années. Dans certains pays il arrive même que l'on entreprenne un nouveau recensement avant d'avoir rendu publics les résultats du précédent. Remédier à cette situation pourrait grandement contribuer à une amélioration générale.

J'ai pris acte de ce qui a, selon M. Coppé, été fait dans le secteur des transports. Je suis heureux de ces résultats et j'espère — ainsi que je l'ai déjà dit à la commission des transports — qu'ils pourront constituer la prémisses d'une enquête qui servira de base à une politique commune des transports.

Je conclus mon intervention en déclarant qu'il conviendrait vraiment avant toute chose de considérer le problème des enquêtes communautaires comme la prémisses de politiques communes et comme une tentative de mettre un terme aux difficultés et aux carences qui sont dénoncées dans tous les documents élaborés à l'échelon communautaire. Je citerai à cet égard le memorandum Colonna relatif à la politique industrielle qui commence précisément par dénoncer un manque d'information statistique, ainsi que le rapport Uri qui affirme que c'est précisément dans le domaine de l'information statistique qu'il a rencontré les premières difficultés.

M. le Président. — La parole est à M. Glesener.

M. Glesener. — Monsieur le Président, mes chers collègues, la question qu'a posée M. Riedel au nom de la commission économique intéresse, en bien des domaines, les activités de la commission de l'énergie, et ce à un double point de vue. Tout d'abord, il y a la constatation faite par le Conseil selon laquelle, en vue d'améliorer les performances des économies de la Communauté, les politiques économiques devraient s'inspirer d'orientations compatibles et s'insérer dans une stratégie d'ensemble concertée. Par là même, une orientation des politiques structurales est nécessaire.

Il n'y a là rien de nouveau, et je ne fais, pour l'instant, que citer M. Riedel. Mais il y a autre chose. Dans le rapport qu'il a présenté, à la session précédente, sur la sécurité de l'approvisionnement en énergie, M. Burgbacher a affirmé qu'une offre suffisante en énergie, soit primaire, soit secondaire, était à la base de tout développement économique.

Cette offre suffisante est subordonnée à l'existence d'informations adéquates sur la production, la disponibilité, les importations, la distribution et la consommation d'énergie. C'est pourquoi, si l'auteur de la question dont nous débattons estime que le Conseil doit indiquer les mesures prises pour per-



## Glesener

fectionner les enquêtes sectorielles dans le domaine des statistiques industrielles, il convient aussi de dire un mot de cette branche de statistique industrielle qu'est la statistique d'énergie.

Les déclarations faites par le président en exercice du Conseil n'ont pas, à mon avis, suffisamment souligné l'importance de ce problème sectoriel. Celui-ci ne doit pas être négligé, d'abord, en raison de l'importance de l'approvisionnement en énergie pour toute politique de développement industriel, ensuite en raison du haut degré de dépendance de la Communauté à l'égard des importations d'énergie extra-communautaire, notamment des hydrocarbures. En outre, il faut tenir compte d'une déclaration faite, dans ce contexte, par M. le vice-président Haferkamp lors de la discussion du rapport précité de M. Burgbacher, le 12 octobre dernier. J'en parlerai dans un instant.

La Commission, en vertu des dispositions des traités de la CECA et de l'Euratom, possède les compétences pour se procurer les renseignements statistiques nécessaires dans les domaines de la production, de l'importation, de la distribution et de la consommation aussi bien de la houille que de l'énergie atomique. Mais en ce qui concerne les autres sources d'énergie, non couvertes par ces deux traités, la possibilité d'obtenir les données statistiques requises n'existe qu'à une façon indirecte, et sur la base des dispositions générales du traité instituant la CEE. C'est la raison pour laquelle la Commission avait, en 1969, présenté au Conseil la proposition de règlement concernant la communication à la Commission exécutive des programmes d'importation des hydrocarbures, proposition qui fit l'objet, en juin 1970, d'un rapport spécial présenté par M. Hougardy, au nom de la commission de l'énergie. De même, la proposition relative à un règlement sur la communication des projets d'investissement d'intérêt communautaire dans les secteurs du pétrole, du gaz naturel et de l'électricité fit, à la même date, l'objet d'un rapport de M. Biaggi.

Il fallut un bon moment avant que le Conseil ne pût donner le feu vert à ces règlements, et encore avec pas mal de modifications. Ce n'est que le 31 janvier 1972 que le Comité des représentants permanents parvint à se mettre d'accord et qu'en avril 1972 que le Conseil put statuer, comme l'a rappelé tout à l'heure M. Westerterp. Encore n'est-ce que par le filtre des États membres, sauf quelques exceptions, que la Commission peut désormais obtenir les renseignements désirés, qui lui fourniront les bases nécessaires pour ses futures propositions de décision en vue d'une politique commune de l'énergie.

C'est dans ce contexte qu'il faut voir certaines parties des explications données par M. Haferkamp, le 12 octobre dernier. En présentant les prochaines étapes d'une politique communautaire de l'énergie — dont la commission de l'énergie entretiendra le Parlement

au fur et à mesure de l'examen des propositions faites par la Commission exécutive — M. Haferkamp a souligné l'importance d'une information adéquate. Le principe serait que les institutions communautaires, surtout la Commission, soient informées complètement et au moment voulu de tous les faits essentiels intéressant le secteur de l'énergie. Ce n'est que dans ces conditions que la Commission pourrait accomplir ses tâches. Il ne faudrait pas se plaindre de conclusions erronées, au cas où l'information se révélerait insuffisante, disait-il. La Commission exécutive aurait besoin d'informations suffisantes en ce qui concerne la prospection et la production de pétrole et de gaz naturel au sein de la Communauté, mais elle n'en dispose pas encore.

Il résulte donc de cette partie de la déclaration de M. Haferkamp que le souhait de pouvoir disposer d'une meilleure statistique industrielle, exprimé dans la question de M. Riedel, est loin d'être satisfait. La déclaration faite aujourd'hui par M. le Président du Conseil, qui doit évidemment suivre l'opinion unanime des États membres, n'a pu me donner satisfaction en ce qui concerne le domaine énergétique.

Il est vrai que la question ne tient pas compte de la déclaration précitée de M. Haferkamp, car celle-ci lui est postérieure.

Il résulte de tout cela que le Conseil devrait nous faire savoir s'il est disposé à suivre amplement et pleinement les revendications formulées par M. le vice-président Haferkamp, le 12 octobre dernier, et qui sont, de l'avis de la commission de l'énergie, à la base des mesures nécessaires que proposera ultérieurement la Commission pour la mise en œuvre d'une politique communautaire dans le domaine de la prospection et de la production de pétrole et de gaz naturel dans la Communauté.

Je serais heureux que le Conseil pût, sinon immédiatement, tout au moins à une prochaine occasion, nous répondre sur ce point.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, *membre de la Commission des Communautés européennes*. — Monsieur le Président, je remercie tout d'abord les orateurs qui sont intervenus dans ce débat, car c'est la première fois, depuis des années, que nous avons l'occasion d'évoquer l'arsenal d'instruments statistiques qui nous est indispensable.

Je remercie M. Giraud d'avoir soulevé un problème difficile, en quelque sorte comparable à la quadrature du cercle. Comment voulez-vous assurer dans la Communauté la publicité aussi large que souhaitable d'un document hebdomadaire de 200 pages ? C'est un problème difficile, pour ne pas dire insoluble.

**Coppé**

En outre, un plan statistique — celui que nous n'arrivons pas à faire passer par le Conseil — nous permettrait précisément d'échapper aux doubles emplois, dans la mesure où l'on discute en commun. Cela soulève la question de la contrainte, qui est le fait d'accepter un programme communautaire et d'en tirer la conséquence, à savoir que sur le plan national, on ne fait plus d'enquêtes similaires, le programme communautaire liant chacun des six Offices de statistiques, ou des neuf demain.

A M. Burgbacher, j'indique que le memento statistique fait déjà souvent référence au Japon, aux États-Unis et à l'URSS.

J'ajoute, d'ailleurs, que très souvent nos statistiques ne sont pas harmonisées avec celles de l'Union soviétique. Je pense que chacun s'en est rendu compte, mais il convenait de le souligner. En effet, aucune comparaison n'est possible entre le produit national brut de l'ensemble ou des différents États de la Communauté et celui de l'Union soviétique. La raison en est très simple : les Soviétiques ne comptent pas les services, mais uniquement les produits matériels, ce qui interdit toute comparaison, puisque la moitié — environ — du produit national brut des pays de la Communauté se compose de services.

Les Soviétiques se rendent compte d'ailleurs de cette lacune dans leurs statistiques et, dans la mesure où toutes nos économies développent la production de services, le fossé se creuse. Il nous reste à espérer qu'ils remédieront à cette situation pour permettre une meilleure comparaison de leurs statistiques avec celles de la Communauté.

A M. Cousté, j'indique immédiatement que je le remercie d'avance pour le soutien qu'il nous apportera lors de l'élaboration de notre programme. Il faut que l'on comprenne qu'un jour une information complète en matière statistique sera le résultat d'un programme communautaire et des programmes nationaux harmonisés.

A M. Leonardi, je réponds que nous prévoyons pour 1980, à une date harmonisée, le recensement démographique et agricole. Ce sera là un pas en avant et à partir de cet instant les recensements pourront, du moins je l'espère, continuer à se faire à des dates uniformes. Le résultat de vingt années de travail ne sera certes pas encore un recensement général, mais des recensements démographiques et agricoles à une date unique permettent une comparaison plus valable au sein de la Communauté.

M. Glesener, en traitant des problèmes de l'énergie, a en fait soulevé deux questions, d'une part, l'harmonisation en matière de production d'énergie atomique, électrique et pétrolière, qui est assez bien réalisée, et, d'autre part, l'information statistique en matière de prix. A ce sujet, nous nous trouvons devant un immense point d'interrogation et c'est dans ce domaine que nous devrions avancer.

Nous sommes, spécialement ceux qui ont connu la CECA, très bien informés en ce qui concerne les programmes d'investissement dans l'industrie charbonnière ; nous avons une expérience de vingt ans, et le document qui vous est adressé une fois par an est parfait à cet égard. Pour les autres sources d'énergie, nous ne disposons évidemment pas des mêmes sources d'information.

En terminant, je suggère qu'à la suite de cette question orale de M. Riedel, nous discussions un jour en commission du problème de fond posé par l'harmonisation des statistiques et par l'harmonisation entre la position des gouvernements et des offices nationaux et celle de l'Office statistique communautaire.

Je remercie le Conseil de ministres de l'intérêt qu'il a témoigné aujourd'hui et je souhaite qu'il puisse être présent à toutes nos discussions parce que cette question pose beaucoup de problèmes budgétaires ; si nous ne résolvons pas en même temps le problème budgétaire, nous n'aurons rien résolu du tout !

M. le Président. — La parole est à M. Bos.

M. Bos. — (N) Monsieur le Président, permettez-moi, à la fin de ce débat, de remercier très cordialement le représentant du Conseil et celui de la Commission européenne de leur réponse détaillée aux questions posées.

Je crois avoir compris la réponse du secrétaire d'État Westerterp à peu près aussi bien que lui-même. Tout bien réfléchi, ce n'est pas négligeable.

Les questions ne trouvent pas leur origine dans une sous-estimation des travaux accomplis par l'Office. Les 200 personnes qu'il emploie accomplissent au contraire un énorme travail. Nous ne voulons pas le nier. Mais même ce personnel ne suffit pas en ce moment à la tâche. C'est notamment pour cette raison que la commission économique s'est efforcée de trouver un stimulant par la voie budgétaire. Je n'entrerai pas dans les détails maintenant ; nous pourrions y revenir éventuellement lors de l'examen du budget.

Nous sommes heureux de cette discussion, car elle a montré très clairement que le Parlement se sent très préoccupé par la question et que chacun est convaincu de la nécessité d'entreprendre le maximum dans le domaine statistique.

Monsieur le Président, M. Giraud a parlé de la statistique, forme du mensonge. Je crois savoir avec certitude que l'auteur de cette remarque n'est pas Winston Churchill, mais un autre Anglais, Disraeli.

(Applaudissements)

M. le Président. — En conclusion du débat, je ne suis saisi d'aucune proposition de résolution.

**Président**

Personne ne demande plus la parole ?...

Le débat est clos.

**13. Règlement relatif à la prescription en matière de poursuites et d'exécution dans les domaines du droit des transports et de la concurrence**

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Durieux, fait au nom de la commission des transports, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif à la prescription en matière de poursuites et d'exécution dans les domaines du droit des transports et de la concurrence de la Communauté économique européenne (doc. 165/72).

La parole est à M. Durieux qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Durieux, rapporteur.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, que contient ce règlement ? La Commission a le pouvoir d'infliger et de recouvrer des amendes et des astreintes aux entreprises qui contreviennent aux dispositions du droit des transports ou de la concurrence de la Communauté économique européenne. Mais ce pouvoir n'est pas encore soumis à une limitation dans le temps.

La présente proposition de règlement a donc pour objet d'introduire le principe de la prescription, qui existe dans les ordres juridiques de tous les États membres, en matière de poursuites et d'exécution dans le domaine du droit des transports et de la concurrence de la Communauté économique européenne.

Le contenu du règlement tient compte dans l'ensemble des dispositions en vigueur dans les ordres juridiques nationaux, tant en ce qui concerne le délai de prescription lui-même que le moment où ce délai prend cours et les mesures interrompant ou suspendant la prescription.

La proposition de règlement qui vous est soumise contient quatre articles, dont les trois premiers sont essentiels.

L'article 1 prévoit une prescription de trois ans pour les infractions aux droits de la Commission en matière de renseignements et de vérifications, c'est-à-dire les infractions les moins graves, et une prescription de cinq ans pour toutes les autres infractions visées par le règlement, entre autres les infractions à l'interdiction de discriminations des ententes et de l'abus de positions dominantes, qui constituent les cas les plus graves de violation du droit communautaire.

L'article 2 prévoit l'interruption de la prescription en matière de poursuites, interruption provoquée par toute mesure de la Commission, ou d'un État mem-

bre, à la demande de la Commission lorsqu'elle constate l'infraction.

L'article 3 concerne la prescription en matière d'exécution — amende et astreinte — et le délai de prescription est de trois ans et prend cours le jour où la décision de la Commission a acquis force de chose jugée.

La prescription est donc suspendue ou interrompue dans trois cas.

Quelle appréciation pouvons-nous porter sur cette proposition de règlement ? Cette proposition pose essentiellement des problèmes d'ordre juridique dans le domaine de la prescription en matière de poursuite et d'exécution.

Nous pouvons approuver sans réserve ce règlement, qui est destiné à combler une lacune du traité de la CEE et du droit communautaire, qui ne contiennent pas de dispositions relatives à la prescription.

La sécurité juridique est ainsi assurée aux entreprises ayant commis dans le passé une infraction aux dispositions du droit des transports et de la concurrence de la Communauté.

La commission des transports, les commissions juridique et économique se sont déjà prononcées et ont approuvé à l'unanimité cette proposition.

La commission juridique a cependant noté à l'article 3, paragraphe 2, alinéa b), qu'il ne faudrait pas faire dépendre l'interruption de la prescription d'une mesure prise par un État membre sur la date de laquelle la Commission n'a aucune influence. Il faudrait au contraire que la prescription soit interrompue dès que la Commission adresse la demande correspondante à l'État membre, donc dès qu'elle entame l'action. La commission des transports a approuvé cette modification proposée par la commission juridique. En conséquence, l'article 3, paragraphe 2, alinéa b), doit être rédigé comme suit :

« La prescription est interrompue

a) ...

b) par toute demande de la Commission adressée à un État membre et visant au recouvrement forcé de l'amende (sanction) ou de l'astreinte. »

Je demande à l'Assemblée de bien vouloir approuver sans réserve ce règlement destiné à combler une lacune de la CEE et qui a été approuvé à l'unanimité par trois de nos commissions.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Meister, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Meister.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, permettez-moi de dire quelques

**Meister**

mots, au nom du groupe démocrate-chrétien, sur la proposition de la Commission.

M. le Rapporteur a traité ce thème d'une façon très exhaustive, il l'a bien traité. Cependant je crois devoir ajouter quelque chose. Le bureau a estimé apparemment qu'il s'agissait là d'une proposition juridiquement très importante. Sinon, en aurait-il saisi pas moins de trois commissions ? Ce qui nous a un peu surpris, c'est que la commission des transports ait été désignée comme compétente au fond, alors qu'il s'agit en réalité d'une question purement juridique. Le groupe démocrate-chrétien n'est pas le seul de cet avis. J'ai parlé avec beaucoup de collègues qui pensent à peu près de même. Nous avons accordé un grand intérêt juridique aux questions qui y sont traitées. Je peux m'imaginer que, s'agissant de sanctions, d'amendes ou d'autres mesures de répression, ceux qui en feront l'objet s'y intéresseront encore davantage.

Mais il n'y a plus lieu de revenir sur cet aspect de la question. Peut-être pourrions-nous cependant en tenir compte à l'avenir lors du renvoi des propositions aux commissions.

Le fond de la proposition n'appelle que de brèves observations. Il s'agit d'abord de la prescription en matière de poursuites, ensuite de la prescription en matière d'exécution. Il est remarquable que les résultats des délibérations des trois commissions, obtenus indépendamment les uns des autres, concordent dans l'ensemble. Cela montre que la proposition a été examinée de façon très approfondie.

Quant à l'essentiel : la proposition de règlement porte sur les domaines du droit des transports et de la concurrence de la CEE. Elle vise seulement les amendes et les astreintes.

Les dispositions sur la prescription en matière de poursuites, prévues à l'article 1, portent exclusivement sur le pouvoir de la Commission d'infliger des amendes ou, autrement dit, des sanctions. En raison du caractère contraignant de cet instrument administratif, le droit d'infliger des astreintes n'est pas soumis à prescription.

Par contre, comme le rapporteur l'a déclaré très justement, la question de la prescription en matière d'exécution, réglée à l'article 3, vise les décisions de la Commission par lesquelles elle inflige des astreintes aussi bien que des amendes. Étant donné que le recouvrement des astreintes et celui des amendes doivent être soumis à des principes identiques, il est prévu, pour la prescription en matière d'exécution, des dispositions uniformes pour les unes et pour les autres.

La prescription en matière de poursuites et la prescription en matière d'exécution dans le domaine du droit des transports et de la concurrence doivent être régies par un règlement unique.

La seule modification proposée par les commissions, et à laquelle se rallie notre groupe, a été indiquée par le rapporteur. Il s'agit de l'article 3, paragraphe 2, alinéa b).

Notre groupe approuve l'ensemble de la proposition.

**M. le Président.** — La parole est à M. Broeks, au nom du groupe socialiste.

**M. Broeks, au nom du groupe socialiste.** — (N) Monsieur le Président, après les déclarations du rapporteur et de M. Meister, il m'est possible d'être extrêmement bref sur cette question. Notre groupe souscrit, lui aussi, à ces déclarations.

J'ai présenté un amendement à l'article 3 et je suppose que vous me donnerez la parole lorsque cet article sera soumis au vote du Parlement. C'est pour quoi j'en resterai là pour l'instant.

**M. le Président.** — La parole est à M. Jozeau-Marigné au nom du groupe des libéraux et apparentés.

**M. Jozeau-Marigné.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, je ne pensais pas intervenir sur le rapport de M. Durieux, mais au nom du groupe des libéraux et apparentés je crois devoir dire, en quelques mots, combien je rejoins la pensée de M. Meister, et souligner que nous sommes en présence d'un texte absolument juridique, qui peut soulever différentes questions.

M. Durieux a montré clairement l'importance de ce texte, mais je voudrais faire deux observations à ce sujet.

La première, bien que je n'aie pas déposé d'amendements, tend à demander à la Commission d'explicitier, dans la réponse qu'elle fera tout à l'heure, le sens de l'alinéa a) du paragraphe 2. En effet, selon le texte qui vous est soumis et qui a été approuvé par votre commission, la prescription est interrompue « par la notification d'une décision de la Commission modifiant le montant initial de l'amende (sanction) ou de l'astreinte, en rejetant une demande dans ce sens ».

Il faut bien se comprendre. C'est peut-être une erreur de traduction, et vous savez toute la difficulté que nous rencontrons parfois lorsque nous nous trouvons devant un texte dont la portée n'est pas tout à fait la même dans chacune de nos langues. Lorsqu'on me dit que l'interruption ne vaut que lorsqu'il s'agit d'une demande qui est rejetée, je comprends mal que le début du texte parle d'une décision modifiant le montant initial de l'amende ou de l'astreinte, puisqu'il s'agit d'un rejet. Il aurait peut-être fallu dire, pour être plus explicite : « par la notification d'une décision rejetant une demande tendant à la modification du montant initial ». Je crains que ce texte, tout au moins dans sa version française, n'entraîne une erreur d'interprétation.

**Jozeau-Marigné**

C'est pourquoi je demande que la Commission nous précise le sens qu'il faut lui donner.

On ne peut pas en effet dire qu'on la modifie si la demande est rejetée. Il y a là un non-sens ou un contre-sens dans la langue que j'ai l'honneur de parler.

Ma deuxième observation sera très brève et me permettra de ne pas revenir tout à l'heure sur l'amendement qui a été déposé par M. Broeks: je déclare que j'approuve, pour ma part, pleinement cet amendement et que je le voterai.

**M. le Président.** — La parole est à M. Coppé.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, répondant au nom de M. Borschette, je dirai tout d'abord que la Commission estime que la proposition de la commission des transports apporte une amélioration. Par conséquent, plutôt que la décision prise par un État membre, ce qui doit être pris comme référence, pour l'interruption, c'est la demande faite par la Commission.

Donc, sur ce point, Monsieur le Président, je peux déclarer, en accord avec mon collègue Borschette, que la proposition de modification mérite un accueil favorable.

La seconde question que vous me posez, Monsieur Jozeau-Marigné, porte sur une erreur qui a échappé à notre attention. En effet, le texte de l'article 3 dit : « ... par la notification d'une décision de la Commission modifiant le montant initial de l'amende (sanction) ou de l'astreinte en rejetant une demande dans ce sens. »

Et je constate que l'expression « en rejetant » figure encore dans le texte, mais il faut lire « ou en rejetant ».

Par conséquent, les deux cas sont prévus : ou une décision de la Commission modifie, ou elle ne modifie pas et elle rejette.

Mais si vous remplacez « en rejetant » par « ou en rejetant », vous avez les deux termes d'une alternative — et il n'y en a que deux.

Je crois que cela résout en effet le problème.

Je fais amende honorable, Monsieur le Président, l'erreur se trouve dans le texte depuis le début.

Fort heureusement, l'amendement n° 1 de M. Broeks rétablit le texte correct.

Il est ainsi libellé :

« 2. La prescription est interrompue :

a) par la notification d'une décision de la Commission ou d'un arrêt de la Cour de justice modifiant le montant initial de l'amende (sanction) ou

de l'astreinte ou rejetant une demande dans ce sens. »

Voilà qui résout la difficulté que vous aviez trouvée, Monsieur Jozeau-Marigné.

**M. le Président.** — La parole est à M. Jozeau-Marigné.

**M. Jozeau-Marigné.** — Monsieur le Président, j'interviens brièvement, car je ne voudrais pas anticiper sur l'intervention excellente que va faire M. Broeks.

Il était nécessaire en effet d'expliciter les termes « ou en modifiant ».

Reprenant le texte tel qu'il était dans votre projet, j'ai pensé, en effet, qu'il y avait bien une incertitude.

Je vais vous dire pourquoi et attirer l'attention de l'Assemblée, ainsi que la vôtre, Monsieur Coppé.

En effet, si la décision est prise par la Commission ou, comme je l'espère, par la Cour de justice, deux choses sont possibles : à partir de la décision modificative, c'est une nouvelle astreinte qui est fixée dans son montant, ou une nouvelle sanction, et la sanction étant nouvelle, la prescription aurait pu recommencer à courir à dater de la deuxième décision et non pas de la première, car nous sommes ici en matière d'interruption.

Je voudrais rendre la Commission exécutive très attentive à ce fait, car ce « ou », qui peut parfaitement me satisfaire, est une modification de texte, mais il peut aussi avoir une conséquence juridique importante sur le fond même du problème. Il en résulte que si, par exemple, une personne est condamnée à cent mille francs d'amende et que la Cour de justice ou la Commission à leur tour se prononcent pour cinquante mille francs, la prescription ne commencera à courir qu'à partir de la première décision alors qu'on aurait pu concevoir qu'elle ne commence à courir qu'à compter de la deuxième décision.

J'attire donc votre attention sur ce point, mais puisque vous avez déclaré que vous vous en rapportiez à l'amendement déposé, je vous fais confiance. Mon propos était de montrer qu'il y a non seulement une question de forme, mais aussi une question de fond.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Avant de passer au vote sur la proposition de résolution, nous avons à nous prononcer sur la proposition de règlement.

Sur l'article 3, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par M. Broeks et dont voici le texte :

« Rédiger comme suit le point a) du paragraphe 2 :

**Président**

« 2. La prescription est interrompue

- a) par la notification d'une décision de la Commission ou d'un arrêt de la Cour de justice modifiant le montant initial de l'amende (sanction) ou de l'astreinte ou rejetant une demande dans ce sens ; ».

La parole est à M. Broeks pour détendre cet amendement.

**M. Broeks.** — (N) Monsieur le Président, l'amendement que j'ai déposé se fonde sur les dispositions de l'article 172 du traité de Rome qui attribuent à la Cour de justice une compétence de pleine juridiction en ce qui concerne les sanctions prévues dans les règlements. Je n'ai pas à donner lecture dudit article, car j'en ai déjà communiqué l'essentiel.

Le présent règlement relatif à la prescription en matière de poursuite et d'exécution dans les domaines du droit des transports et de la concurrence de la CEE a trait aux règlements nos 11 et 17 et au règlement CEE n° 1017/68. Ces trois règlements respectivement dans leurs articles 25, 17, 24, attribuent à la Cour de justice une compétence de pleine juridiction au sens de l'article 172 du traité de Rome. A l'article 17 de l'important règlement n° 17 — qui concerne les articles 85 et 86 du traité où sont énoncées les règles en matière de concurrence — on peut lire :

« La Cour de justice statue avec compétence de pleine juridiction au sens de l'article 172 du traité sur les recours intentés contre les décisions par lesquelles la Commission fixe une amende ou une astreinte ; elle peut supprimer, réduire ou majorer l'amende ou l'astreinte infligée. »

L'article 3, paragraphe 2, du présent règlement traite de l'interruption de la prescription. J'estime qu'en raison de la compétence de pleine juridiction de la Cour de justice, l'interruption de la prescription peut résulter, non pas seulement de la notification d'une décision de la Commission, comme le prévoit le règlement, mais aussi d'un arrêt de la Cour qui, nous l'avons vu, a le droit de supprimer, de réduire ou de majorer l'amende ou l'astreinte. De là mon amendement.

On peut évidemment prétendre que la Cour de justice peut toujours prendre un arrêt mais l'aléatoire, ici, me semble peu élégant vu les dispositions de l'article 172 du traité et, en particulier, compte tenu des articles 25, 17 et 24 des règlements auxquels a trait ce règlement relatif à la prescription. Il m'a donc semblé préférable de déposer un amendement sur ce point. Dans mon esprit, et cela a déjà été dit, la prescription reprend cours après l'arrêt, après l'interruption. J'estime que c'est là un élément essentiel de la question.

**M. le Président.** — Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. Durieux, rapporteur.** — Monsieur le Président, tout d'abord, j'approuve MM. Meister et Jozeau-Marigné lorsqu'ils disent que ce rapport aurait dû être présenté par la commission juridique. Toutefois, la commission des transports s'est fortement inspirée des travaux de la commission juridique.

En ce qui concerne l'amendement n° 1, il n'a pas été discuté en commission et je ne peux donc pas en juger. Toutefois, à titre personnel, j'y serais assez favorable, mais je m'en remets pour la décision finale, à la sagesse de l'Assemblée.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1.

L'amendement n° 1 est adopté.

Je mets aux voix l'article 3 ainsi modifié.

L'article 3 ainsi modifié est adopté.

Nous passons maintenant à l'examen de la proposition de résolution.

Je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

#### 14. *Décision concernant les transports internationaux de voyageurs par route effectués par autobus*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Bertrand, fait au nom de la commission des transports, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant une décision relative au relevé des transports internationaux de voyageurs par route effectués par autobus et par autocars sous forme de services occasionnels (doc. 166/72).

La parole est à M. Bertrand qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Bertrand.** — (N) Monsieur le Président, la commission a demandé que ce rapport fasse l'objet d'un vote sans débat. Ce document, qui est simple et clair, traite d'un problème de caractère purement technique. Je n'ai rien à ajouter au texte tel qu'il a été rédigé.

**M. le Président.** — La parole est à M. Coppé, pour faire connaître au Parlement la position de la Com-

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 10.

**Président**

mission des Communautés sur la proposition de modification présentée par la commission parlementaire.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, le texte de la modification proposée est le suivant : « La Commission publie les résultats de ces relevés dans le cadre des publications de l'Office statistique des Communautés européennes. »

Je crois que cette statistique peut être insérée dans la statistique des transports, qui est publiée annuellement dans un volume que vous connaissez certainement. Par conséquent, la Commission ne demande pas mieux que de le faire. Toutefois, sous l'angle statistique, cela nous ramène au débat que nous avons eu tout à l'heure : le programme de travail qui doit être conçu de façon que l'ensemble du programme puisse être réalisé par les 220 personnes prévues et avec le budget mis à disposition à cet effet.

En ce qui concerne les transports, nous sommes de l'avis du rapporteur et nous nous efforçons d'arriver à un résultat.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

**15. Règlement relatif à l'établissement de statistiques homogènes concernant la main-d'œuvre étrangère**

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport fait par M. Bermiani, au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif à l'établissement de statistiques homogènes sur la main-d'œuvre étrangère (doc. 167/72). La parole est à M. Bermiani qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Bermiani.** — (1) Monsieur le Président, chers collègues, il s'agit d'une proposition de résolution qui a été adoptée à l'unanimité par la commission des affaires sociales et de la santé publique et qui, de ce fait, du moins je l'espère, ne devrait pas soulever de controverse. Certes, la commission des affaires sociales et de la santé publique a proposé un certain nombre de modifications au texte initial de la Commission européenne, mais ces modifications — dont je parlerai brièvement — me semblent si opportunes (tout en ne contenant pas d'innovations majeures par

rapport aux propositions de la Commission) qu'il serait fort sage, je pense, de les adopter. La directive répond à la nécessité d'élaborer, dans les divers pays membres, des statistiques homogènes et mises à jour concernant les mouvements migratoires de la main-d'œuvre étrangère au sein de la Communauté. On a constaté que de telles statistiques n'existent pas partout ou, quand elles existent — car on en trouve parfois — qu'elles sont malheureusement incomplètes ; or elles présentent une extrême utilité, car elles offrent une vue d'ensemble de l'offre et de la demande de main-d'œuvre dans chaque pays. Elles sont intéressantes aussi du point de vue social : en effet, elles permettent notamment d'évaluer les conséquences que peuvent avoir les phénomènes migratoires tant dans les pays d'origine des travailleurs migrants que dans les pays d'accueil.

Le Parlement européen avait d'ailleurs souligné dans le passé, et ce dès 1965, dans un rapport de M. Berkhouwer, la nécessité de disposer de telles statistiques ; la Commission européenne avait reconnu, elle aussi, en 1968, cette nécessité dans un document que j'ai cité dans mon rapport écrit. En dépit de tout cela, il y a malheureusement eu un vide de quatre années. On comprend, dans ces conditions, l'opportunité de la présente proposition de la Commission.

La commission des affaires sociales et de la santé publique, tout en reconnaissant le bien-fondé indéniable de cette proposition de l'exécutif, a néanmoins souligné qu'il n'était question dans ce document que des statistiques relatives à la main-d'œuvre et aux travailleurs émigrés alors qu'il aurait fallu, pour plus de précision et d'efficacité, tenir compte aussi des migrations des membres des familles des travailleurs. Je crois d'ailleurs, et c'est aussi l'avis de la commission compétente au fond, qu'il serait facile d'obtenir ces renseignements auprès des organismes de sécurité sociale ; ils sont en effet fort utiles, comme chacun peut le constater, pour la solution de problèmes très importants tels que, par exemple, ceux des écoles et du logement.

Ces statistiques permettraient aussi de combler une autre lacune que l'on relève dans la proposition de la Commission en ce qui concerne certaines catégories de personnes, telles que les retraités et les invalides qui, bien que n'étant plus des travailleurs actifs, jouissent du droit de demeurer sur le territoire d'un État membre après y avoir exercé un emploi. La commission des affaires sociales et de la santé publique estime qu'il faudrait tenir compte aussi de leur présence pour certaines raisons, par exemple, pour savoir si l'on dispose ou non des logements nécessaires pour héberger ces personnes. Là encore, je signale que l'on pourrait utilement faire appel aux données que possèdent les organismes de sécurité sociale qui versent les pensions de vieillesse et d'invalidité.

La commission des affaires sociales et de la santé publique a enfin relevé une autre lacune à combler.

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 12.

**Bermani**

En effet, les statistiques devraient prendre aussi en considération les travailleurs émigrés qui exercent une activité indépendante, non salariée. Ce relevé est indispensable si l'on désire vraiment disposer de statistiques utiles et complètes. Il convient néanmoins de donner acte du fait que l'article 49 du traité a trait uniquement à la libre circulation des travailleurs salariés. Aussi la commission des affaires sociales et de la santé publique n'a-t-elle apporté aucune modification ; elle s'est bornée, comme elle le fait aussi par mon intermédiaire dans ce rapport oral, à inviter la Commission de remédier à cet inconvénient par une réglementation appropriée, en lui recommandant en outre d'éviter que l'application de la directive n'entraîne pour les travailleurs étrangers des obligations, pratiques ou formalités dont sont dispensés les travailleurs nationaux. Il faut éviter que les relevés statistiques ne soient un prétexte pour assujettir les étrangers accueillis dans un pays à des obligations qui constituent une discrimination par rapport aux citoyens de ce pays. Il va de soi que les émigrés peuvent être invités à collaborer à l'établissement des statistiques par des déclarations volontaires ou par d'autres formalités, mais il faut éviter les obligations vexatoires. Ce n'est d'ailleurs là qu'une recommandation de la part de votre commission, qui ne propose aucune modification à cet égard.

En conclusion, les modifications proposées par la commission des affaires sociales et de la santé publique portent sur le minimum indispensable. J'estime par conséquent que le Parlement doit les adopter, ainsi que l'a déjà fait cette commission. En effet, non seulement cette directive est utile, mais, je le répète, elle nous parvient avec un retard de quatre ans.

**M. le Président.** — La parole est à M. Pêtre, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Pêtre.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, nous avons pu prendre connaissance, lors des débats de votre commission des affaires sociales et de la santé publique, et surtout après la lecture de l'excellent rapport de M. Bermani et après son intervention orale, de cette proposition de règlement qui dispose que chaque État membre devra dorénavant élaborer des statistiques suffisamment détaillées sur les effectifs de la main-d'œuvre étrangère. Mais en l'occurrence, il ne s'agit pas seulement des travailleurs étrangers venus des pays d'accueil de la Communauté — ce qui est important et très intéressant — mais des travailleurs étrangers provenant également des pays tiers.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, on pourrait s'étonner qu'une telle proposition, en matière statistique, soit nécessaire dans la Communauté. Cependant, on doit bien considérer que cette proposition de règlement répond à un réel besoin, puisque, à ce jour, si curieux que cela puisse paraître, de telles statistiques n'existent pas encore partout dans les

pays membres et que là où elles existent, elles sont généralement incomplètes.

Pourtant, des statistiques homogènes, claires, détaillées et surtout à jour pour cette catégorie de travailleurs installés dans les États membres sont d'autant plus nécessaires que sans elles, à l'époque où nous sommes, il n'est pas possible de se faire une opinion objective et complète sur les mouvements migratoires dans la Communauté. Dès lors, l'utilité de ces renseignements statistiques au niveau de la CEE s'impose également du point de vue économique et du point de vue social, puisqu'elles vont permettre de serrer de plus près les problèmes issus du marché de l'emploi et de chercher des solutions, afin de maintenir dans l'ensemble des pays de la Communauté un équilibre entre l'offre et la demande sur le marché du travail.

En effet, il n'est pire chose que de voir des dizaines de familles de travailleurs venues de pays membres s'installer dans une région où déjà le chômage et la récession frappent les travailleurs nationaux. Dès lors, le Parlement européen comprendra que de telles statistiques sont tout indiquées surtout du point de vue social. Elles permettent en effet de mieux analyser les répercussions sociales mais aussi les répercussions du phénomène migratoire sur les familles de ces travailleurs, tant dans les pays d'origine que dans les pays d'accueil.

C'est vous dire, mes chers collègues, que cette proposition de la Commission des Communautés européennes concernant un règlement relatif à l'établissement de statistiques homogènes sur la main-d'œuvre étrangère est très appréciée et même approuvée par le groupe démocrate-chrétien, au nom duquel je m'exprime ici. Nous nous réjouissons de cette proposition et nous en félicitons la Commission.

Quant aux modalités techniques et administratives de cette proposition de règlement, je ne désire pas entrer dans les détails. D'ailleurs l'excellent rapport de M. Bermani y fait suffisamment écho pour que je ne m'y attarde pas davantage. Sur ce point aussi, je crois qu'il convient de féliciter la Commission d'avoir imaginé une procédure, je suis tenté de dire très simple, en même temps que rapide et efficace. Car elle a imaginé que la source des statistiques qu'elle envisage ne représente ni plus ni moins — c'est une formule qu'il fallait trouver — que les organismes de sécurité sociale qui disposent, comme nous le savons tous, des renseignements — et quels renseignements ! — qui constituent les données de base, suffisantes, me semble-t-il, pour les statistiques en question.

Le groupe démocrate-chrétien, tout comme la commission des affaires sociales et de la santé publique, souhaite que les relevés statistiques donnent une image aussi objective que possible de l'ensemble du phénomène migratoire dans la Communauté. Je veux dire par là qu'il ne faut pas se limiter, dans ces statistiques, aux travailleurs occupés, mais donner des



**Pètre**

renseignements aussi exacts que possible sur la composition de la famille, les personnes à charge, sous peine de disposer d'informations incomplètes, même si les sources de base sont sûres.

En conséquence, Monsieur le Président, le groupe démocrate-chrétien demande que la proposition de règlement sur l'établissement des statistiques relatives à la main-d'œuvre étrangère ne se limite pas aux personnes actives, à la main-d'œuvre en général, mais que les statistiques soient élargies de manière à faire connaître également les renseignements statistiques sur la famille du travailleur, les enfants et les personnes à charge ou qui vivent sous son toit, ainsi que les autres catégories de personnes telles que les travailleurs retraités et les invalides, par exemple, qui jouissent du droit d'habitation sur le territoire d'un État membre, puisque lorsqu'ils y ont exercé un emploi pendant une certaine durée, ils peuvent continuer à vivre dans ce pays en vertu du règlement n° 1251/70.

Il serait aisé de compléter les statistiques comme nous le demandons, puisque tous les organismes de sécurité sociale, dans chacun des pays membres, possèdent les renseignements nécessaires se rapportant aux catégories de personnes prises en charge par la sécurité sociale.

J'en ai terminé, Monsieur le Président. Le groupe démocrate-chrétien approuve la proposition de la Commission et la résolution de la commission des affaires sociales et de la santé publique, et il espère que la Commission des Communautés européennes se ralliera à sa suggestion de compléter autant que possible les statistiques relatives à la main-d'œuvre étrangère.

Le groupe démocrate-chrétien demande enfin, comme votre commission des affaires sociales et de la santé publique, que les mesures d'exécution reprises dans la proposition de directive soient appliquées avec discernement, de manière que les travailleurs étrangers n'aient pas le sentiment d'être l'objet d'une discrimination quelconque.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Coppé.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, ce que le rapporteur et M. Pètre ont demandé est tout à fait raisonnable, mais dans l'état actuel des informations que nous voulons collecter, ce n'est malheureusement pas possible. En effet, ces statistiques sont le sous-produit de ce que fait à présent la sécurité sociale ; et M. Pètre comme M. Bermiani ont eu l'occasion de souligner, comme il est dit dans l'exposé des motifs, que « les modalités techniques de l'établissement de ces statistiques ne sont pas précisées ».

L'article 3 prévoit simplement que les données né-

cessaires à l'établissement des statistiques seront recueillies auprès des organismes de sécurité sociale.

Il est exact, comme le précise le paragraphe 4, que ces statistiques sont très incomplètes, puisque les permis de travail ont été supprimés pour les ressortissants des États membres.

Il en résulte que nous sommes obligés de nous fonder entièrement sur les statistiques de la sécurité sociale. Et pour le moment, nous ne pouvons pas aller au-delà de ce que nous avons demandé au sujet des travailleurs, qu'ils soient originaires d'un pays membre, ou non, de la Communauté.

Monsieur le Président, pour ce qui est du stade ultérieur, nous songeons évidemment, comme je l'ai dit tout à l'heure, à prendre, ce qui est très raisonnable, des informations complémentaires au sujet des membres de la famille.

Mais on me dit qu'en l'état actuel des choses, cela entraînerait pour les organismes de sécurité sociale de nos États membres un supplément de travail que nous ne pouvons pas exiger au premier stade.

Je demande donc aux honorables membres du Parlement de bien vouloir considérer que le premier point, qui vise le travailleur lui-même, a une incontestable priorité. A l'heure actuelle, nous ne savons, en effet, même pas cela. Ce n'est que dans un second stade que nous chercherons à aller plus loin.

S'agissant des personnes qui ont le droit de demeurer dans le pays d'accueil, nous ne pouvons pas, à l'heure actuelle, obtenir auprès de la sécurité sociale les mêmes informations immédiates.

Nous ne pourrions pas, je crois, justifier un retard pour ce qui concerne le premier point. M. Pètre me dira que cela existe en Belgique ; c'est exact, mais ce n'est pas le cas dans tous les autres États membres. C'est pourquoi nous serons amenés à demander à certains organismes de sécurité sociale un complément d'informations dont ils ne disposent pas actuellement.

En ce qui concerne les travailleurs indépendants, nous reconnaissons que la base actuelle existe et qu'en conséquence, nous devrions élaborer une directive analogue à leur intention. La Commission est disposée à examiner les possibilités qui s'offrent de recenser ces personnes dès que nous aurons pu résoudre le problème de fond et celui de l'amplitude des moyens de l'Office statistique dont nous avons parlé tout à l'heure.

Je terminerai en soulignant que nous considérons que les propositions qui nous sont faites sont absolument justifiées. Nous les réaliserons au fur et à mesure que nos moyens, et ceux de la sécurité sociale, le permettront.

Nous voulons en effet arriver à un document qui reprenne pratiquement tout ce que les organismes de sécurité sociale possèdent déjà. Leur en demander

**Coppé**

davantage, Monsieur le Président, ce serait probablement la meilleure façon de les décourager dès le départ.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

*16. Décisions relatives à l'intervention du Fonds social européen et règlement relatif au concours du Fonds social européen*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M<sup>lle</sup> Lulling, fait au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant :

- I - une décision relative à l'intervention du Fonds social européen en faveur des personnes qui quittent l'agriculture pour exercer une activité extra-agricole
- II - une décision relative à l'intervention du Fonds social européen en faveur des personnes occupées dans le secteur du textile et de l'habillement
- III - un règlement portant modification du règlement (CEE) n° 2397/71 du Conseil relatif aux aides susceptibles de faire l'objet d'un concours du Fonds social européen

(doc. 170/72).

La parole est à M<sup>lle</sup> Lulling, qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M<sup>lle</sup> Lulling, rapporteur.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, quand la Commission des Communautés européennes a présenté récemment au Conseil deux propositions de décision et une proposition de règlement relatives aux interventions du Fonds social européen, notre étonnement a été grand de ne pas être consultés sur ces importantes propositions qui engageront des fonds de l'ordre de 100 millions d'unités de compte.

Il est vrai que, dans notre avis sur la réforme du Fonds social européen, nous avons préconisé que le Fonds rénové devrait être un instrument capable d'intervenir avec souplesse, rapidité et efficacité.

Nous avons voulu laisser à l'exécutif du Fonds, c'est-à-dire à la Commission des Communautés européennes, que nous contrôlons, le pouvoir de déterminer, par exemple, les secteurs, les régions, les

catégories de personnes à faire bénéficier des opérations prévues à l'article 4 du règlement de base.

Nous avons en effet estimé être en mesure de prendre position sur la base d'un projet de budget détaillé du Fonds social quant aux choix des secteurs, régions et catégories de personnes devant bénéficier de ses interventions et nous avons prévu de nous prononcer chaque année sur la base d'un rapport annuel de la Commission des Communautés sur l'activité passée et à venir du Fonds social européen.

En d'autres termes, la procédure que nous avons préconisée garantissait à la fois la souplesse et le contrôle *a posteriori* ainsi que des avis d'orientation *ex ante* du Parlement européen. Comme trop souvent, le Conseil ne l'a pas entendu de cette oreille et il s'est réservé les décisions que nous voulions laisser à la Commission européenne.

De plus, nous nous trouvons dans l'année de démarrage du nouveau Fonds et c'est ainsi que le projet de budget relatif au Fonds social européen n'est pas aussi détaillé que nous l'avions demandé. Notre avis n'aura pu être donné sur les trois importantes propositions concernant l'intervention du Fonds social européen en faveur des personnes qui quittent l'agriculture pour exercer une activité extra-agricole, l'intervention du Fonds social en faveur des personnes occupées dans le secteur du textile et de l'habillement et la proposition de règlement relative aux aides susceptibles de faire l'objet d'un concours du Fonds.

Afin d'éviter que l'on puisse passer outre l'avis du Parlement européen, afin d'éviter la création d'un précédent, mais aussi afin d'appuyer la Commission dans ses propositions, nous avons décidé de vous soumettre le rapport d'initiative que j'ai l'honneur de vous présenter aujourd'hui. Si la procédure qui, en vertu des décisions antérieures du Conseil, n'est pas à notre goût, les propositions de la Commission, elles, le sont et nous tenons publiquement à les appuyer tout en y proposant de légères modifications qui sont plutôt des compléments.

Nous nous réjouissons de ce que cette intervention du Fonds social européen au titre de l'article 4 du règlement de base soit prévue en faveur des personnes qui quittent l'agriculture pour exercer une activité extra-agricole. Nous nous réjouissons surtout de ce que les propositions prévoient l'intervention du Fonds également en faveur des personnes qui ont des activités professionnelles connexes à l'agriculture et qui sont aussi touchées par la réforme des structures agricoles et qui devront pouvoir se convertir. Il est évident que cette réforme de l'agriculture n'affectera pas seulement les travailleurs salariés, ou indépendants occupés directement dans l'agriculture mais qu'elle aura également des conséquences fâcheuses pour l'artisanat et les petits commerces à la campagne, car il est à prévoir qu'un nombre croissant de personnes qui, jusqu'ici, avaient pu se maintenir dans une profession artisanale ou commerciale dans les

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 13.

**Lulling**

régions typiquement agricoles, verront leur activité mise en cause au fur et à mesure que la réforme et la modernisation de l'agriculture s'accompliront. Il paraît dès lors équitable que le concours du Fonds social européen soit également accordé au moment où ces artisans et commerçants se préparent à une nouvelle activité, qu'elle soit salariée ou indépendante, cette dernière étant parfois mieux adaptée à leur mentalité et à leurs aptitudes.

Votre commission des affaires sociales et de la santé publique ne peut donc que se féliciter de l'extension proposée par la Commission — que nous avions souhaitée et proposée lors de nos avis antérieurs — et espérer qu'elle se réalisera.

Déjà, dans notre rapport sur l'avis de la Commission sur la réforme du Fonds social, nous avons exprimé nos préoccupations quant à l'évolution qui, déjà à cette époque, était largement amorcée dans l'industrie textile, de sorte que dans notre esprit il était inévitable de prévoir des interventions spécifiques pour ce secteur de la part du Fonds social européen.

Nous nous réjouissons donc de ce que la Commission européenne propose l'intervention du Fonds social européen en faveur des personnes occupées dans le secteur du textile et de l'habillement.

Nous nous demandons cependant s'il n'y a pas lieu d'étendre ces possibilités au secteur de la production de fibres chimiques. L'on se souviendra, en effet, que récemment le groupe AKZO avait envisagé de supprimer une partie de sa production, ce qui aurait eu pour effet la fermeture de certaines usines. Il est incontestable qu'il s'agit là d'un secteur en difficulté et qu'un nombre important de travailleurs risquent de perdre leur emploi dans un avenir plus ou moins rapproché, de sorte qu'il est indispensable que des interventions du Fonds social soient également rendues possibles pour ces personnes.

Nous n'ignorons évidemment pas que ces cas peuvent aussi être couverts par les opérations effectuées au titre de l'article 5 du règlement de base. Mais nous croyons qu'une même action pour des gens d'une même région, qu'ils soient occupés à la production ou à la transformation, est opportune, pour éviter l'application à des personnes souvent voisines de deux sortes de mesures ou d'aides, ce qui, pour ces gens, est souvent incompréhensible. Nous demandons donc à la Commission de bien vouloir compléter sa proposition de décision dans ce sens.

En ce qui concerne le troisième volet de ce rapport, c'est-à-dire les différents types d'aides du Fonds social européen, nous avons exprimé notre avis, et il est vrai que nous voulions laisser à la Commission le soin de compléter selon les besoins la liste des aides. Mais, ici encore, le Conseil s'est réservé la décision, ce qui fait que la Commission, désireuse d'ajouter deux types d'aides pour les opérations effectuées au titre de l'article 4 — donc pour l'agriculture

et pour le textile — a dû soumettre au Conseil une proposition de règlement sur laquelle, logiquement, porte aussi notre rapport, car, tout en étant d'accord, nous entendons dire notre mot.

La première des nouvelles aides proposées est destinée à couvrir les dépenses nécessaires pour maintenir, pendant une période de six mois au maximum, le revenu des personnes qui, ayant quitté l'agriculture pour exercer une activité extra-agricole, restent dans l'attente d'un emploi immédiatement après leur requalification.

Nous considérons que ce complément est pleinement justifié. L'intention en est visiblement de créer une continuité entre la fin de la période de requalification et le début de l'exercice du nouvel emploi. Souvent, en effet, on ne peut pas éviter des situations où, soit par manque d'information sur les postes de travail disponibles, soit par un retard dans l'implantation de nouvelles entreprises ou dans la création d'emplois de substitution, soit encore par l'impossibilité pour l'intéressé de se déplacer dans un délai relativement court, les personnes requalifiées voient s'écouler un certain laps de temps avant de pouvoir réellement occuper l'emploi pour lequel elles ont été requalifiées.

A défaut d'une indemnité adéquate qui leur permette de traverser cette période d'attente sans perte de revenus, ces personnes pourraient, par exemple, être amenées à quitter leur région. Une telle solution ne peut être tolérée, pour plusieurs raisons.

Elle est contraire au principe selon lequel les déplacements de personnes doivent autant que possible être évités et que des emplois doivent de préférence être créés dans les régions où la main-d'œuvre est disponible. Dans le cas où il s'agit d'un simple retard dans l'installation dans la région considérée de nouveaux postes de travail appropriés, il serait fâcheux de devoir constater, au moment où ceux-ci sont réellement disponibles, que la main-d'œuvre fait défaut, parce que émigrée vers d'autres régions. Ce cercle vicieux doit être empêché car il aboutirait finalement à décourager les investisseurs et à contrarier toute politique de création d'emplois de substitution sans parler des implications néfastes sur le plan social et humain pour le travailleur. Voilà pourquoi nous estimons que l'instauration d'une indemnité d'attente est un des moyens appropriés pour éviter les difficultés que j'ai tenu à décrire ici.

Une telle indemnité peut, en outre, contribuer à éviter que les personnes en question, dans un simple souci de survivre, ne soient amenées à accepter n'importe quel emploi, même un emploi auquel elles ne sont pas préparées, avec tous les risques de diminution de revenus que cela comporte pour le reste de leur carrière; au surplus, le bénéfice de leur requalification serait, dans ce cas, purement et simplement perdu.

Voilà pourquoi nous sommes très contents de la

**Lulling**

proposition par la Commission au Conseil de ces deux nouvelles aides.

La deuxième proposition est destinée à couvrir les dépenses nécessaires pour promouvoir l'activité des services d'information socio-économiques, qui sont aussi d'un très grand intérêt si l'on veut effectivement informer tous les intéressés des possibilités de conversion ou autres qu'offre le Fonds social européen. À défaut de semblable information, bon nombre des règlements communautaires, qui parfois apportent des solutions appréciables au problème de ces personnes, risquent d'être mal interprétés ou de rester lettre morte.

Si mes renseignements sont exacts, le Conseil aurait, le 9 novembre dernier, statué sur les deux premières propositions de décision. Il aurait ainsi travaillé avec une rapidité à laquelle nous ne sommes pas habitués. Notre rapport d'initiative sur ces deux propositions de décision viendrait donc un peu tard. Pour une fois, le Conseil nous aurait pris de vitesse. Mais, aussi pour les raisons de procédure que j'ai expliquées, nous avons tenu à dire notre mot publiquement.

Il paraît que le Conseil n'a pas encore adapté la proposition de règlement concernant les deux nouvelles formes d'aide dont je viens de parler, et notamment cette indemnité de revenus. Sur ce point, nous espérons que le Conseil fera diligence et que ces trois nouvelles propositions pourront être mises en œuvre rapidement. À cette fin, nous avons proposé des amendements aux articles du budget de la Communauté relatifs au Fonds social européen. Nous espérons que le Conseil nous suivra aussi sur ces propositions et que, de ce fait, le Fonds social européen pourra enfin devenir cet instrument de la politique du plein et du meilleur emploi et l'expression d'une vraie solidarité communautaire, sans lesquels il sera impossible de résoudre d'une façon humaine et sociale acceptable les grands problèmes de réforme des structures et de mutation qui se posent aujourd'hui pour l'agriculture et le textile, et qui se poseront demain dans d'autres secteurs.

C'est dans cet esprit que votre commission des affaires sociales et de la santé publique espère que le Parlement voudra bien la suivre en adoptant la proposition de résolution contenue dans le rapport que j'ai eu l'honneur de vous présenter.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Pètre, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Pètre.** — Après avoir félicité M<sup>lle</sup> Lulling pour la clarté et l'objectivité du rapport qu'elle a présenté au nom de la commission des affaires sociales et de la santé publique, j'annoncerai tout de suite que le groupe démocrate-chrétien approuvera les trois propositions qui font l'objet de ce débat.

En proposant de faire intervenir le Fonds social européen pour faciliter la conversion et la réadaptation des travailleurs salariés et indépendants du secteur agricole, ainsi que celles des travailleurs du secteur textile, la Commission donne de nouveau la preuve de sa volonté de progrès social.

C'est dire que le groupe démocrate-chrétien apprécie particulièrement cette nouvelle initiative.

Mais s'il nous plaît de reconnaître l'action de la Commission quant à ces trois propositions prises en bloc, nous devons cependant souligner — comme l'a excellemment rappelé M<sup>lle</sup> Lulling au paragraphe 19 de son rapport — que le Parlement européen « a un intérêt politique direct à rester continuellement en éveil quand il s'agit du fonctionnement du Fonds social européen ».

Nous souscrivons à cette phrase de M<sup>lle</sup> Lulling. Cette occasion d'être en éveil nous est donnée aujourd'hui, puisque les trois propositions qui sont à l'examen touchent aux interventions du Fonds social européen.

Je n'ai pas l'intention de refaire, que ce soit en bloc ou séparément, l'analyse de ces trois propositions à caractère social; le rapporteur s'y est d'ailleurs largement employé, tant dans son rapport écrit que dans son exposé oral. Je dirai simplement qu'en étendant l'intervention du Fonds social à des catégories de travailleurs qui en étaient écartés jusqu'ici et en ajoutant deux nouvelles aides aux possibilités d'intervention du Fonds, la Commission ne fait que manifester son esprit d'équité à l'égard de toutes les catégories de travailleurs de la Communauté, occupés, dans les différents États membres, dans les secteurs de la terre ou du textile, qui risquent à tout moment de perdre la sécurité de leur emploi, c'est-à-dire de leurs revenus.

La première proposition concerne les travailleurs salariés et indépendants de la terre, la seconde les travailleurs occupés dans le secteur textile.

La proposition de décision relative à l'intervention du Fonds social en faveur des personnes qui quittent l'agriculture pour exercer une activité extra-agricole apporte une solution positive à des problèmes qui ont été mentionnés, par exemple, dans le rapport fait, en 1969, par M<sup>lle</sup> Lulling, sur l'avis de la Commission sur la réforme du Fonds social, dans l'avis élaboré par M. van der Ploeg sur les propositions de la Commission concernant la réforme de l'agriculture. L'on se rappellera, en effet, que la commission des affaires sociales s'est plusieurs fois prononcée pour des interventions spécifiques en faveur des travailleurs occupés dans l'agriculture et qui abandonnent une profession ancestrale pour s'orienter vers des activités nouvelles.

Nous sommes donc heureux de constater que la proposition qui nous est soumise aujourd'hui retient la suggestion contenue dans les deux rapports que je viens de nommer, mais aussi celle du Parlement

**Pèdre**

européen et de sa commission des affaires sociales, qui ont toujours souhaité que l'on étendit le bénéfice du Fonds social aux personnes qui, dans un milieu rural ou agricole, ne sont pas directement occupées dans l'agriculture, mais exercent des activités connexes, comme les artisans qui réparent les charrettes ou ferrent les chevaux.

Il va sans dire que le groupe démocrate-chrétien se réjouit de l'élargissement proposé par la Commission. Il insiste auprès du Conseil pour que ce point important de la proposition soit aussi retenu. Par contre — il y a toujours une épine au plus beau bouquet de roses ! — il croit devoir demander au représentant de la Commission des Communautés à quel moment le Parlement européen sera enfin en possession du rapport annuel de l'exécutif sur les activités du Fonds social. Comme le souligne opportunément le rapporteur, ce rapport annuel, qui est prévu à l'article 6 du règlement 858/72 du 24 avril 1972, ne nous a pas encore été soumis. Je me permets de rappeler cette question parce qu'elle est importante. En effet, ce rapport est utile, ne fût-ce que pour déterminer notamment les choix à faire quant aux interventions du Fonds social.

Je conclurai en disant que le groupe démocrate-chrétien appuie les trois propositions et approuvera la proposition de résolution.

**M. le Président.** — La parole est à M. Liogier, au nom du groupe de l'UDE.

**M. Liogier.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, j'ai suivi avec beaucoup d'intérêt l'intervention de M<sup>lle</sup> Lulling, que je tiens à féliciter pour son excellent rapport. Notre groupe l'approuve et votera la proposition de résolution.

Avec notre commission des affaires sociales et de la santé publique, comme avec Madame le Rapporteur, nous nous félicitons que la Commission de la CEE ait bien voulu suivre le Parlement européen en faisant bénéficier des aides prévues une catégorie de personnes pour lesquelles nous n'avons cessé de demander une attention toute particulière, c'est-à-dire celles qui verront leur activité mise en cause au fur et à mesure que s'accompliront les réformes et la modernisation de l'agriculture. Il s'agit des petits commerçants et des artisans installés dans des régions typiquement rurales et dont le sort ne doit pas être dissocié du sort de l'ensemble des agriculteurs.

Je dois faire remarquer cependant que, sous notre impulsion notamment, des aides spécifiques doivent être prévues pour ces catégories, mais dans le sens du maintien au sol, de l'encouragement à la continuation de l'activité dans les régions agricoles dites prioritaires de la Communauté, régions caractérisées généralement par un exode rural catastrophique, au sein desquelles il importe au plus haut point d'enrayer le phénomène de désertification, dont le pro-

cessus est bien connu, afin d'assurer un maintien au sol au-dessous duquel des régions entières, ayant cependant un avenir touristique certain, risquent l'abandon et ses tristes conséquences alors qu'il faut tendre, au contraire, à en faire des havres de calme, de repos et de détente.

Ainsi, pour les cas qui nous occupent présentement aussi bien que pour ceux que je viens d'évoquer, il est bien entendu que l'on ne dissociera pas les agriculteurs de ceux qui vivent au milieu d'eux, commerçants et artisans, et qu'ils bénéficieront de certains avantages aussi bien pour leur reclassement, en cas de cessation de leur activité actuelle en régions rurales normales — celles dont nous parlons en ce moment — que pour leur maintien sur place et dans leur activité présente en régions agricoles prioritaires.

J'estime que cela devait être dit pour éviter toute confusion.

J'ajouterai même, pour mon compte personnel et sans engager le groupe que je représente ici, que je redoute et déplore cette sorte de gigantisme, donc de prolétarianisation, qui semble s'accroître, dans tous les domaines, au détriment de la petite ou moyenne entreprise, de l'entreprise familiale surtout, à capitaux et responsabilités personnelles. C'est là une position constante de ma part.

Je reste persuadé qu'un jour ou l'autre, au nom même de la liberté, de la moralité peut-être, d'un équilibre social certainement, on devra reconsidérer certains emballages de notre machine économique tenus présentement pour inéluctables.

Cela dit et affirmé, pour mon propre compte toujours, je n'en suis que plus à l'aise pour féliciter la Commission d'avoir prévu d'accorder le concours du Fonds social européen aux artisans et aux commerçants malheureusement obligés de changer d'activité pour embrasser — « embrasser » sans amour et sous la contrainte — une nouvelle carrière, salariée ou indépendante, avec tous les aléas et parfois les déchirements corrélatifs selon les âges et les situations de famille.

Nous connaissons bien les difficultés rencontrées par les personnes occupées dans les secteurs du textile — il y a, dans ma région, un certain nombre de moulinages qui ont été frappés les premiers — et de l'habillement. Ces difficultés prouvent d'ailleurs, soit dit au passage, que l'industrie ne constitue pas toujours une panacée en ce qui concerne la sécurité de l'emploi et la juste rémunération des travailleurs ! C'est pourquoi nous sommes d'accord sur les aides qui les concernent et qu'il faudra peut-être, dans un proche avenir, étendre à d'autres branches de l'industrie.

Je ne puis que recommander au Conseil, comme l'a si bien fait M<sup>me</sup> le Rapporteur de notre commission des affaires sociales et de la santé publique, de réaliser sans tarder cette extension proposée par la

**Liogier**

Commission et qui soulagera quelque peu — bien peu, hélas ! — nombre de victimes, absolument innocentes, des mutations actuelles.

Toujours en accord avec notre commission, nous devons regretter que le rapport annuel ne nous ait pas encore été soumis, pour cette année de démarrage du Fonds social européen, ce qui nous aurait permis, en commençant, d'y voir un peu plus clair.

Il est vrai que le budget des Communautés pour 1973 reste tellement vague au sujet des dépenses du Fonds social qu'il est très difficile, sinon impossible, pour le Parlement européen d'exercer pleinement son contrôle. Avec M<sup>me</sup> le Rapporteur, nous ne pouvons que le regretter et exprimer l'espoir que la Commission saura prendre d'urgence les dispositions qui s'imposent et donner au Fonds social européen toute l'efficacité que nous sommes en droit d'en attendre au sein d'une Communauté aussi évoluée que la nôtre et pour qui le social doit donc constituer un objectif majeur.

J'ai volontairement limité mon propos à ces quelques considérations. Comme je vous l'ai déjà annoncé, le groupe de l'Union démocratique européenne votera la résolution proposée, car celle-ci recueille son plein assentiment.

**M. le Président.** — La parole est à M. Bersani.

**M. Bersani.** — (I) Mes chers collègues, je tiens à souligner combien nous apprécions l'excellent rapport de M<sup>lle</sup> Lulling dont le nom est désormais associé au problème du Fonds social, de son développement et de sa mise au point en vue de résoudre les problèmes difficiles et considérables qui se posent à notre Communauté sur le plan social.

Comme l'a déjà fait savoir M. Pètre, le groupe démocrate-chrétien est d'accord sur le fond du rapport, tant en ce qui concerne la partie consacrée aux problèmes qui se posent et aux mesures nouvelles qui permettront de mettre en œuvre la rénovation du Fonds social, qu'en ce qui concerne, dans la dernière partie du rapport de M<sup>lle</sup> Lulling, les réserves fort opportunément exprimées au sujet des compétences du Parlement, de ses responsabilités, et de la possibilité de parvenir à un meilleur équilibre de l'ensemble de la politique du Fonds social.

J'ai dit que la rénovation du Fonds social commence à se concrétiser grâce à ces mesures et aux modalités qui sont précisées aujourd'hui. Le véritable but de la rénovation du Fonds social est, nous le savons, de passer des mesures d'intervention épisodiques et occasionnelles — qui sont en définitive des mesures d'aide — à des mesures s'insérant de manière structurelle dans la réalité de la Communauté ; de ne pas se limiter à subir les crises et les transformations qui sont en cours notamment sur le plan structurel, mais au contraire de les prévoir autant que possible et d'établir de nouveaux équilibres qui assurent en

fin de compte la protection des intérêts fondamentaux des hommes et en particulier de ceux des groupes et des régions les plus défavorisés. Telle est la signification politique de la rénovation du Fonds social européen.

Or, nous sommes réalistes et nous nous rendons compte que nous ne pouvons nous attendre à des miracles (n'a-t-on pas dit que le Fonds social ne saurait être un *wonder found* et cela est vrai). Mais il est également vrai que nous devons veiller à ce que les objectifs sociaux et humains de cette rénovation du Fonds social ne se perdent dans un empirisme expéditif qui serait évidemment en contradiction, je le répète, avec la signification même de sa rénovation.

Dès lors, il est évident que la mise en œuvre d'une politique de l'emploi, d'une intervention systématique dans les zones périphériques, dans les régions les moins favorisées caractérisées en particulier par une prédominance de population agricole vivant dans des conditions précaires, demeure l'un des objectifs fondamentaux du Fonds social européen. En outre, il faut évidemment que la politique du Fonds social soit étroitement adaptée à toutes les crises et transformations technologiques qui sont le propre des sociétés développées, ce qui est le cas de la plupart des pays de la Communauté.

Or, le problème du Fonds social qui, grâce aux mesures présentées par la Commission, commence à se placer sur un autre plan, est un problème d'adaptation des moyens, de contrôle et de définition des lignes d'action et de participation équilibrée des différentes instances de la Communauté européenne à sa mise en œuvre.

En ce qui concerne le problème du montant des moyens disponibles, une première adaptation du projet est prévue et le Parlement se prépare à en demander de nouvelles qui répondent à l'accroissement des exigences auxquelles le Fonds européen doit faire face. En ce qui concerne le problème des orientations, des options et des principes, nous sommes confrontés à trois propositions concrètes : mesures en faveur des zones agricoles les moins favorisées, mesures en faveur du secteur textile et de la production des fibres synthétiques, interventions pour lesquelles le concours du Fonds social européen est prévu.

Nul ne voit d'objection — je crois même que nous nous en félicitons tous — à ce que la première action concrète du Fonds social s'oriente vers ces secteurs si représentatifs des principaux problèmes sociaux de notre Communauté.

Nous approuvons donc les différentes mesures qui ont été proposées et, en particulier, le contenu et l'importance des mesures que la Commission entend adopter à l'égard des zones agricoles, à propos desquelles il convient de souligner une fois de plus les

**Bersani**

retards graves et inexplicables intervenus en ce qui concerne la mise en œuvre de la politique régionale.

Le rapporteur signale, à juste titre, dans la proposition de résolution, la possibilité pour le Fonds social de combler les retards et les lacunes qui existent encore dans le domaine de la politique régionale. Mais je crois que nous nous rendons tous compte que les possibilités d'action du Fonds social sont relatives par rapport aux dimensions réelles d'un problème qui — il faut en être conscient — deviendra de plus en plus fondamental pour la vie et la politique intérieure de la Communauté ainsi que l'ensemble des relations économiques extérieures. Aussi longtemps que nous n'aurons pas résolu ce problème, que nous ne l'aurons pas attaqué avec des mesures appropriées, nos réalisations demeureront, malheureusement, toujours relatives et insuffisantes.

En ce qui concerne ces premières interventions, nous sommes donc entièrement d'accord sur le fait qu'il faudra veiller à ce que ces mesures soient également adaptées sur le plan technique et pratique. Je crois que les mesures d'information socio-économique sont de grande portée et que la collaboration des organisations professionnelles constitue un élément très important, et je dirai même essentiel, afin d'éviter une bureaucratisation excessive. L'information socio-économique, et la compréhension de cette information, est appelée à devenir de plus en plus l'une des composantes essentielles de la politique du Fonds social. La mobilité, c'est-à-dire la libre circulation des personnes dans une société aux dimensions toujours nouvelles dans les secteurs de la production industrielle et du tertiaire, exige nécessairement un effort accéléré et renforcé dans tous ces domaines.

Monsieur le Président, mes chers collègues, telles étaient les quelques observations que je voulais formuler ; je conclurai en disant que je souscris entièrement aux réserves qui sont exprimées dans le rapport de M<sup>lle</sup> Lulling en ce qui concerne la tendance du Conseil de ministres à s'assurer l'exclusivité en ce qui concerne la politique concrète et la programmation des activités du Fonds social.

Alors que nous sommes en train de discuter, le Conseil de ministres a déjà arrêté sa décision et le rapporteur s'inquiète à juste titre de ce que non seulement certains droits fondamentaux et certaines prérogatives du Parlement sont ignorés mais également de ce qu'une certaine responsabilité fondamentale qui doit incomber à la Commission dans la phase exécutive est aussi menacée. Je crois qu'il faut rappeler à ce sujet les réserves que nous avons exprimées à plusieurs reprises en la matière. Cependant, Monsieur le Président, nous avons accompli, en ce qui concerne le Fonds social, un pas concret dans une direction importante. Cela mérite vraiment que toutes les instances accordent leur appui et fassent rapidement progresser le Fonds social.

M. le Président. — La parole est à M. Girardin.

M. Girardin. — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, je ne reviendrai pas sur les arguments qui ont été développés par le rapporteur et les collègues qui m'ont précédé et en particulier MM. Bersani et Pètre, auxquels je me rallie pour l'essentiel, d'autant plus que le rapport présenté aujourd'hui devant le Parlement avait déjà été approuvé à l'unanimité en commission. Je voudrais seulement poser à tous nos collègues ici présents la question suivante : quelle est l'utilité du vote d'aujourd'hui étant donné que le Conseil a déjà arrêté une décision le jeudi 9 novembre sur la question sur laquelle nous sommes en train d'exprimer un avis ? Je dois dire — et je regrette d'être obligé de le rappeler une fois encore — que la faute n'en incombe pas peut-être à la Commission et au Conseil, mais bien au Parlement européen. En effet, lorsqu'il s'est agi d'adopter les règlements, un amendement a été présenté — j'en ai été l'un des premiers signataires — invitant notre Assemblée à exprimer son avis avant que le Conseil n'arrête une décision sur les aides du Fonds social européen ; il m'a été déclaré alors — et M<sup>lle</sup> Lulling a soutenu ce point de vue — qu'il ne fallait pas faire obstacle à l'exécution du règlement et qu'il n'était pas nécessaire de saisir le Parlement.

Aujourd'hui, nous nous trouvons dans une situation embarrassante : nous prenons l'initiative de formuler un avis à l'intention du Conseil sur une question sur laquelle ce dernier s'est déjà prononcé il y a quatre jours.

Je me demande non pas tant si notre discussion d'aujourd'hui, encore qu'utile, n'est pas purement académique, mais plutôt si le vote que nous nous apprêtons à émettre sur l'avis de M<sup>lle</sup> Lulling est tout simplement académique. Si je me souviens bien — et M. Coppel le confirmera — le Conseil s'est déjà prononcé le 9 novembre, du moins en ce qui concerne les deux premiers règlements. Il a exclu le secteur de l'habillement ; il a exclu les travailleurs employés dans le secteur des fibres synthétiques, bien que nous ayons proposé de les inclure dans ce règlement. Pour notre part, nous faisons des propositions tout en sachant fort bien qu'elles ne pourront pas être prises en considération. Je voudrais donc, Monsieur le Président, mes chers collègues, vous demander de réfléchir à la chose suivante : nous allons nous prononcer sur un avis qui n'aura pas de destinataire, le Conseil ne pouvant l'accepter étant donné qu'il s'est déjà prononcé.

Étant donné que j'ai la parole, je voudrais encore exprimer quelques considérations. Nous savons, grâce à un mémorandum que nous ont adressé les syndicats, que ces derniers sont également inquiets et opposés aux décisions prises par le Conseil. Ils ont, à mon avis, mis l'accent sur un point fondamental, à savoir que le Fonds social européen ne doit plus être considéré comme par le passé, c'est-à-dire comme

**Girardin**

un instrument destiné à remédier à certaines situations déterminées, mais plutôt comme un instrument qui accompagne un plan systématique des politiques de la Communauté. Cela concerne tant le secteur agricole que le secteur industriel qui a été pris en considération, à savoir le secteur textile. Par exemple, nous ne savons pas quel sera le pourcentage de réduction de la population agricole, nous ne savons pas si les crédits dont nous disposons seront suffisants pour faire face à la situation ; nous ne savons pas non plus dans quelle mesure les États membres ont mis en œuvre la réforme des structures agricoles. En l'absence d'une conception d'ensemble des politiques en cause, nous retomberons à nouveau dans les errements que nous avons dénoncés ; c'est dans ce but qu'a été élaboré le nouveau règlement du Fonds social européen.

Cet argument vaut évidemment également pour le secteur textile. Qu'existe-t-il dans ce secteur au niveau communautaire ? Nos interventions, par l'intermédiaire du Fonds social, servent-elles à quelque chose ou faudra-t-il encore remédier à posteriori à des situations déterminées ?

Je suis convaincu que, sans une conception d'ensemble, le Fonds social rénové ne sera qu'une copie de l'ancien.

Je reviens donc à ma première question, qui me paraît opportune du point de vue, je dirai, de la procédure : pouvons-nous soumettre notre avis au Conseil alors qu'il a déjà arrêté ses décisions ?

**M. le Président.** — J'invite M. Coppé, membre de la Commission des Communautés, à prendre la parole et à faire connaître au Parlement la position de la Commission sur les propositions contenues dans la proposition de résolution.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, afin d'éviter toute erreur sur la portée de la position que le Parlement est appelé à prendre, je voudrais rappeler que le règlement de base sur le Fonds social rénové du 1<sup>er</sup> février 1971 a été soumis au Parlement et vous lisez dans cette décision du Conseil du 1<sup>er</sup> février 1971 : « vu l'avis de l'Assemblée ».

A son article 4, il prévoit que l'intervention du Fonds est fondée sur une décision spécifique prise par le Conseil pour ce qui concerne les conséquences des politiques communes, et qu'elle est fondée sur une décision de la Commission pour ce qui concerne l'article 5.

Monsieur le Président, j'ai déjà eu l'occasion de dire à la commission sociale, au cours de sa réunion à Rome, que je croyais que le Parlement avait intérêt à suivre de très près l'application de cette décision. Mais j'ai dit aussi que le Conseil pouvait parfois ne pas attendre le résultat ou la conclusion d'une réso-

lution du Parlement, qui n'est pas une pièce essentielle du dispositif. Le Conseil de ministres s'est réuni le 9 novembre pour traiter de l'application de l'article 4 — décision à la majorité qualifiée du Conseil — sur base de trois propositions que la Commission a introduites : activité extra-agricole, secteur du textile et enfin un règlement en ce qui concerne les aides, notamment le maintien du revenu.

Le Conseil a adopté une « orientation commune », et sur cette base il est maintenant appelé, en même temps que la Commission, à s'informer auprès des pays candidats des objections qu'ils pourraient présenter.

L'avis du Parlement ne vient pas du tout trop tard, parce que nous aurons encore l'occasion de le défendre. Il faut donc, Monsieur le Président, que le Parlement ne soit pas d'un formalisme excessif. Si l'on avait attendu davantage, la réunion du Conseil, qui pouvait en décider encore, aurait eu lieu trop tard, ce qui nous aurait probablement amenés à nous prononcer dans la Communauté élargie, avec tout ce que cela pouvait entraîner comme difficultés, dans la mesure où nos amis britanniques, irlandais ou danois auraient demandé un complément d'information. Ce n'est pas le membre responsable des affaires sociales qui aurait pris la responsabilité de reporter à l'année prochaine une décision aussi importante, à la fois pour les agriculteurs et pour les travailleurs de l'industrie textile.

Par conséquent, Monsieur le Président, ce n'est qu'après cette consultation des pays candidats, sur la base d'une orientation commune du Conseil, que la décision pourra être finalement prise.

Je ne doute pas un instant, que nous aurons l'occasion de nous servir de l'avis du Parlement en ce qui concerne la consultation avec les pays candidats, et nous aurons l'occasion de nous en servir, encore une fois, dans le cadre de la discussion avec le Conseil.

Monsieur le Président, je me réjouis de l'appui que M<sup>lle</sup> Lulling nous a donné en ce qui concerne les points les plus difficiles, sur lesquels nous n'avons pas abouti, notamment sur le maintien du revenu.

J'ai plaidé de la façon la plus convaincante possible. Malheureusement, le Conseil a fait valoir que ce point ne figurait pas dans les dispositions concernant les aides, et étudiées il y a quelques mois à peine. J'en ai alors profité pour demander qu'il soit réexaminé, car il me semble capital.

La discussion a finalement abouti à ce que le Conseil accepte que nous reprenions cette affaire sur la base de la proposition que la Commission fera dans un délai maximum de deux ans.

Plutôt que de remettre la question à plus tard, j'ai préféré accepter cette pré-décision du Conseil qui nous amènera à la réétudier ultérieurement.

J'ai demandé des aménagements sur un point essen-



**Coppé**

tiel de la réadaptation et de la reconversion, et le soutien que le Parlement continuera à donner, comme l'a dit M<sup>lle</sup> Lulling dans son rapport, est utile. Je suis d'ailleurs très curieux de voir quelle sera la réaction des pays candidats dans ce domaine.

Nous avons un objectif limité, nous n'avions pas voulu prendre les revenus avant, pendant et après la réadaptation, mais uniquement après, pendant six mois. Nous avons donc fait une approche prudente et nous aurons l'occasion de voir ce qu'en pensent les pays candidats. En tout état de cause, votre soutien renforcera la position de la Commission, qui n'abandonnera jamais un système qui, dans le domaine de la CECA, a donné des résultats extrêmement favorables.

Je remercie M. Pêtre du soutien qu'il nous a apporté. Il a bien compris l'utilité qu'il y a d'étendre l'aide du Fonds social à ceux qui abandonnent l'agriculture pour une occupation non agricole et non salariée. Nous avons eu une certaine difficulté à faire adopter ce point de vue, mais heureusement, nous avons abouti.

A la question que vous m'avez posée, Monsieur Pêtre, je répondrai que l'article 6 dit que « tous les ans, avant le 1<sup>er</sup> juillet, la Commission présente au Conseil et à l'Assemblée un rapport sur l'activité du Fonds durant l'exercice écoulé ». Je vous promets que vous l'aurez avant le 1<sup>er</sup> juillet de l'année prochaine. Le Fonds n'étant opérationnel que depuis le 1<sup>er</sup> mai de cette année, précisément à cause du retard dans la décision d'appliquer ce règlement, il ne sera pas possible de faire un rapport avant cette date.

Je répondrai à M. Liogier qu'à côté de ce Fonds social, qui aide les agriculteurs partant vers une profession extra-agricole et non salariée, il y a le FEOGA, qui dispose de fonds bien plus importants que le Fonds social. Il y a donc là toute une activité qu'il faudra suivre. Je suis persuadé que mon collègue M. Scarascia Mugnozza sera très heureux d'informer la commission sociale de ce que le FEOGA peut faire dans ce domaine. Nous savons que dès à présent un certain nombre de projets ont été introduits par les États membres ; je me souviens d'avoir vu dans ce domaine des propositions faites par le gouvernement néerlandais. Mon collègue M. Scarascia Mugnozza ne demandera pas mieux que d'expliquer, à la fois à la commission de l'agriculture et à la commission sociale, qui doit s'intéresser également à ce problème, ce qui a été fait à cet égard.

M. Bersani a raison de rappeler l'existence d'un problème régional. Le Fonds régional existera, espérons-le, le 1<sup>er</sup> janvier 1974. D'ici là, nous pouvons déjà mener une action. Je crois que nous avons eu raison d'accepter le compromis du Conseil et d'avoir commencé, comme il l'a dit très justement, par une première application. Il a dit qu'il ne voulait pas de bureaucratie. Nous non plus, et c'est pourquoi je tiens à souligner un point qui est trop peu connu.

Le concours de ce Fonds est accordé également pour des actions réalisées par des organismes ou autres entités de droit privé.

Je crois que nous ne pourrions jamais assez le dire.

Beaucoup de gens trouvent que le Fonds social pourrait assumer de nombreuses autres activités.

A dessein nous avons voulu que, dans ce domaine aussi, il porte une responsabilité et ils l'oublient. Pour cela, il suffit qu'ils introduisent des demandes par le canal de l'État membre, qui garantit simplement la bonne fin des opérations. Des projets d'ordre privé peuvent être également admis.

En ce qui concerne le budget, le Conseil nous a promis d'examiner un éventuel budget supplémentaire. Faisons donc confiance à ce préjugé favorable du Conseil au cas où, comme cela pourrait se produire, l'ouverture du Fonds à l'agriculture et au secteur du textile nous amènerait à demander des sommes supplémentaires.

C'est possible, mais je crois que nous ne devons pas poser ce problème au départ.

Le règlement de base a été discuté et a obtenu un avis favorable. Les règlements d'application, eux, n'en ont pas besoin, mais j'ai eu l'occasion de le dire à Rome et je le répète : la Commission restera en contact étroit avec la commission parlementaire.

En effet, il s'agit d'un premier règlement d'application. Les contacts soit, à l'heure actuelle, comme je vous l'ai dit, avec les pays candidats, soit, demain, avec le Conseil, doivent nous amener à une position commune qui renforcera également la Commission exécutive dans la mesure où, sur un certain nombre de points, nous voulons, exactement la même chose que le Parlement et je pense en particulier au maintien du revenu, qui nous est cher à tous.

**M. le Président.** — Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

### 17. *Ordre du jour de la prochaine séance*

**M. le Président.** — La prochaine séance aura lieu demain, mardi 14 novembre 1972, avec l'ordre du jour suivant :

10 h et 15 h :

— rapport de M. Aigner sur les modifications de l'état prévisionnel du Parlement européen pour l'exercice 1973 ;

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 15.

**Président**

- rapport de M. Offroy sur le projet de budget général des Communautés européennes pour 1973 ;
- rapport de M. Boano sur les relations de la Communauté européenne avec l'Amérique latine ;

- rapport de M. Cousté sur les recommandations adoptées à Catane par la Commission parlementaire mixte CEE-Turquie.

La séance est levée.

*(La séance est levée à 20 h 25)*

## SÉANCE DU MARDI 14 NOVEMBRE 1972

## S o m m a i r e

1. Adoption du procès-verbal .....	38	M. Bertrand, rapporteur suppléant .....	62
2. Dépôt de documents .....	38	MM. Dahrendorf, membre de la Commission des Communautés européennes ; Bertrand .....	64
3. Ordre des travaux .....	38	Adoption de la proposition de résolution .....	67
4. Fixation du délai de dépôt des propositions de modification au budget général des Communautés pour 1973 .....	38	10. Renvoi en commission .....	67
5. Modification de l'ordre du jour .....	38	11. Souhais de bienvenue à une délégation de parlementaires sud-américains .....	67
6. Budget général des Communautés pour 1973. — Discussion d'un rapport de M. Offroy, fait au nom de la commission des finances et des budgets :		12. Relations de la Communauté européenne avec l'Amérique latine. — Discussion d'un rapport de M. Boano, fait au nom de la Commission des relations économiques extérieures :	
M. Offroy, rapporteur .....	38	M. Boano, rapporteur .....	67
MM. Schuijt, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Spénale, président de la commission des finances et des budgets et au nom du groupe socialiste ; Fabbrini ; Westerterp, président en exercice du Conseil des Communautés européennes ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes .....	44	MM. Löhr, au nom du groupe démocrate-chrétien ; de la Malène, au nom du groupe de l'UDE ; Armengaud, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; D'Angelosante ; Mommersteeg ; Bersani ; Dahrendorf, membre de la Commission des Communautés européennes .....	71
7. Modifications de l'état prévisionnel du Parlement européen pour 1973. — Discussion d'un rapport de M. Aigner, fait au nom de la commission des finances et des budgets :		Examen de la proposition de résolution ..	85
M. Spénale, rapporteur suppléant .....	61	Amendement n° 1/rev. après le paragraphe 13 : MM. Löhr ; Boano .....	85
8. Modification de l'ordre du jour .....	62	Adoption de l'amendement n° 1/rev. ....	85
9. Recommandations de la commission parlementaire mixte CEE-Turquie. — Discussion d'un rapport de M. Cousté, fait au nom de la commission de l'association avec la Turquie :		Amendement n° 2/rev. après le paragraphe 23 : M. Boano .....	85
		Adoption de l'amendement n° 2/rev. ....	85
		Adoption de la proposition de résolution .....	86
		13. Ordre du jour de la prochaine séance ....	86

## PRESIDENCE DE M. BEHRENDT

(La séance est ouverte à 10 h 05)

M. le Président. — La séance est ouverte.

## 1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation !

Le procès-verbal est adopté.

## 2. Dépôt de documents

M. le Président. — J'ai reçu des commissions parlementaires les rapports suivants :

- rapport de M. Herbert Kriedemann, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement portant augmentation du volume du contingent tarifaire communautaire de certaines anguilles de la sous-position ex 03.01 A II du tarif douanier commun (doc. 196/72) ;
- rapport de M. Erwin Lange, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement portant modification du règlement (CEE) n° 803/68 du 27 juin 1968 relatif à la valeur en douane des marchandises (doc. 197/72).

## 3. Ordre des travaux

M. le Président. — J'informe le Parlement que la commission des relations économiques extérieures a demandé que le rapport de M. Kriedemann, sur un règlement concernant l'augmentation du contingent de certaines anguilles (doc. 196/72), soit inscrit à l'ordre du jour de cette session.

La commission a également demandé que la proposition de résolution contenue dans ce rapport fasse l'objet d'un vote sans débat.

Je propose au Parlement d'inscrire ce rapport comme dernier point à l'ordre du jour du vendredi 17 novembre 1972.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

## 4. Fixation du délai de dépôt des propositions de modification au budget général des Communautés pour 1973

M. le Président. — Avant d'ouvrir le débat budgétaire, je dois faire connaître au Parlement, conformément à l'article 23 bis du règlement, le délai limite pour le dépôt des propositions de modification.

Afin de permettre à la commission des finances et des budgets d'élaborer, le cas échéant, un rapport complémentaire, le délai de dépôt des propositions de modification au budget général des Communautés européennes pour 1973 expirera ce soir 14 novembre 1972 à 19 heures.

## 5. Modification de l'ordre du jour

M. le Président. — L'ordre du jour appellerait maintenant la discussion du rapport de M. Aigner, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur les modifications de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses du Parlement européen pour l'exercice 1973 (doc. 188/72).

Toutefois, compte tenu de certaines circonstances, nous allons examiner d'abord le rapport de M. Offroy.

## 6. Budget général des Communautés pour 1973

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Offroy, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1973 (doc. 189/72 et 189/72, Annexe B).

La parole est à M. Offroy qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Offroy, rapporteur. — Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, le budget qui a été préparé pour l'année 1973 revêt une importance particulière cette année. C'est, en effet, le premier budget de la Communauté élargie. Il avait évidemment été prévu, au moment de son établissement, que cette Communauté grouperait dix membres et, finalement, elle n'en comptera vraisemblablement que neuf. Quoi qu'il en soit, c'est la première fois qu'un budget est envisagé avec les nouveaux membres, dont certains ont une importance considérable.

C'est aussi le premier budget précédé d'un exposé des motifs établi par la Commission à la demande du Parlement. Nous avons, à plusieurs reprises, suggéré qu'un document fasse état de la politique que traduit le budget. La Commission a déferé à notre désir, et nous l'en remercions.

## Offroy

Il s'agit d'un document important quantitativement puisqu'il a, je crois, 95 pages et qualitativement en raison des différentes mesures qui y sont annoncées ou préconisées.

Ce budget applique aussi pour la première fois la nouvelle procédure de collaboration interinstitutionnelle. Elle a été inaugurée le 26 septembre à Bruxelles lorsque des représentants de la commission des finances et des budgets ont été entendus par le Conseil avant l'établissement du projet de budget, ce qui était l'une de nos revendications. Nous avons pu constater à cette occasion qu'un certain nombre de propositions que nous avons faites ont été prises en considération par le Conseil lorsque, quelques heures plus tard, il a établi son projet de budget.

En outre, il y a eu à La Haye, le 8 novembre, avec M. le Président en exercice du Conseil, une seconde réunion qui a engendré une longue discussion et a donné lieu à un véritable dialogue entre le président du Conseil, les représentants de la Commission des Communautés européennes et les membres de la commission parlementaire. A cette occasion le Conseil a pu se rendre compte de ce que nous souhaitions et de ce que nous proposons.

Ce budget de 1973 est aussi le premier dans lequel les ressources propres constituent plus de la moitié des recettes. Cela est important puisque les ressources propres, par définition, échappent au contrôle des Parlements nationaux. Dans la mesure où elles dépassent maintenant les 50 % et où elles vont encore s'accroître dans les années à venir, il est bien évident que cette évolution montre la nécessité d'un contrôle budgétaire accru du Parlement européen.

Ce budget est encore le premier dans lequel les dépenses non automatiques soient d'une importance notable. Jusqu'à présent les dépenses étaient constituées pour 90 % par celles qui résultent de la politique agricole, c'est-à-dire que nous ne pouvions exercer aucun contrôle ni apporter aucune modification. Au contraire, dans le budget 1973, la proportion des dépenses automatiques tombe de 90 à 80 %, tandis qu'apparaissent d'importantes activités nouvelles, notamment en ce qui concerne le Fonds social, qui proviennent d'initiatives prises tantôt par le Conseil, tantôt par la Commission. Elles sont alors soumises, comme il se doit, à un contrôle parlementaire et démocratique.

Ce budget est également le premier budget qui soit discuté après la réunion au sommet qui a eu lieu au mois d'octobre dernier à Paris. Une impulsion a été donnée alors à un certain nombre de politiques communes. Il faut donc que dans ce budget nous puissions sinon traduire d'une manière financière rigoureuse les décisions nouvelles, car il faut le temps de les élaborer, au moins indiquer la direction dans laquelle doivent s'orienter les efforts communautaires pour arriver à un approfondissement véritable.

Enfin, Monsieur le Président, ce budget est l'avant-dernier des budgets précédant l'accession de la Communauté à l'autonomie financière. En effet, à partir de 1975, c'est-à-dire lors du budget qui sera établi en 1974, c'est au Parlement qu'il appartiendra d'arrêter le budget.

Si j'indique la proximité de ce délai, c'est parce qu'il me semble que cette échéance nous oblige à envisager un renforcement des pouvoirs du Parlement européen, notamment en matière de contrôle budgétaire.

Il faut établir la doctrine de ce que doit et de ce que peut être ce contrôle. Il convient d'établir et de déterminer corrélativement la compétence de la commission des finances et des budgets.

Je n'ai pas l'intention, Monsieur le Président, de refaire oralement le rapport que j'ai eu l'honneur de présenter et qui a été distribué à tous les membres du Parlement. Mais je crois qu'il est utile, pour comprendre un certain nombre de mesures, de faire part des réflexions que m'ont inspirées les deux mois de travail pendant lesquels nous avons étudié ce budget, avec les membres de la commission parlementaire, la Commission des Communautés, et les représentants du Conseil.

Le sentiment qui m'a guidé dans toute cette étude et qui a été approuvé par la commission des finances et des budgets est qu'il convient de faire preuve en ce domaine d'une grande rigueur financière si nous voulons, d'une part, affirmer la crédibilité du contrôle exercé par le Parlement européen et, d'autre part, étayer les demandes que nous présentons pour obtenir des pouvoirs accrus.

Pour y parvenir, il fallait éviter un certain nombre d'écueils ; le premier était que l'action de la commission des finances et des budgets n'apparaisse comme une simple formalité accomplie pour faire plaisir soit à la Commission des Communautés, soit au Conseil et où nous nous contenterions d'un petit jeu mondain et social qui consisterait à dire que « tout le monde il est beau, tout le monde il est gentil ».

Ce n'est pas la doctrine que nous avons appliquée et j'indiquerai plus loin les points sur lesquels nous avons estimé nécessaire de présenter des modifications.

Nous avons voulu écarter également ce que j'appellerai des complaisances à l'égard de certains services, soit du Conseil, soit de la Commission, pour la présentation de ce budget. Par exemple, nous n'avons pas retenu des propositions d'amendement qui avaient été présentées par une autre commission parlementaire. La précision même avec laquelle ces propositions étaient formulées, le détail minutieux des augmentations de crédit demandées à chaque chapitre nous montraient à l'évidence qu'il s'agissait d'une manœuvre organisée avec le concours de certains services de la Commission européenne, car il

**Offroy**

était impossible à la commission parlementaire d'arriver à une telle précision de détail dans l'évaluation de ce qui était nécessaire. Donc, même si nous avons approuvé le principe de l'amendement, nous n'en avons pas retenu les modalités, car il nous semblait qu'il s'agissait d'une manœuvre que nous devions dénoncer. Je le déclare ici sans ambages.

En effet, la Commission avait proposé un certain nombre d'augmentation de postes dans le budget de 1973. Si mes calculs sont exacts, elle demandait 866 postes nouveaux, et le Conseil en a accordé 591 plus 180 qui sont bloqués. Elle demandait 146 postes temporaires ; 138 ont été accordés, sans parler de ce qui concerne l'Office des publications. Enfin, un certain nombre de transformations ont été demandées et acceptées.

La Commission des Communautés s'est déclarée d'accord sur les chiffres établis par le Conseil. Nous avons donc estimé que, dans ces conditions, on ne pouvait revenir sur ces chiffres par la voie indirecte d'amendements présentés par la commission parlementaire, ce qui est une façon détournée de modifier l'accord conclu entre le Conseil et la Commission européenne au sujet des effectifs.

Enfin, nous avons voulu éviter de donner l'impression que dans une affaire de ce genre, la commission parlementaire pourrait soutenir systématiquement une institution ou en attaquer une autre. Parfois, dans nos débats, nous sentons certains membres de cette Assemblée désireux d'appuyer en tout état de cause la Commission des Communautés et de critiquer le Conseil, quand ce n'est pas l'inverse. Nous n'avons pas voulu entrer dans ce jeu et nous avons donc fait des propositions allant tantôt dans le sens du Conseil, tantôt dans celui de la Commission des Communautés, tantôt, selon le cas, de nos propres réflexions.

Nous avons estimé qu'il fallait dénoncer, sans hargne mais également sans crainte, un certain nombre d'irrégularités de fond ou de forme qui existaient dans le projet de budget. Ayant constaté, par exemple en ce qui concerne le Centre commun de recherche, qu'on avait inscrit à l'article 98, qui régit les crédits provisionnels non affectés, des dépenses qui devront être effectuées pour payer à la fin du mois de janvier les fonctionnaires de certains organismes existants, nous avons estimé qu'il y avait là une procédure irrégulière, que nous avons dénoncée en demandant au Conseil d'y porter remède. Il n'est pas normal en effet d'effectuer des gestions de fait en payant des fonctionnaires avec des crédits du chapitre 98 qui sont provisionnels et non affectés. Or, c'est ce qui arriverait si, en ce qui concerne les activités de recherche, nous en restions au projet de budget tel qu'il a été établi par le Conseil.

De même, nous avons voulu dénoncer ce qui nous apparaissait comme des entorses aux traités et aux

accords subséquents. Il y a par exemple un crédit de 400 000 u.c. dont nous avons demandé la suppression, parce qu'il correspond à des activités qui ne sont pas prévues par le traité de Rome et qui n'ont pas fait l'objet de décisions concrètes du Conseil. Dans ce cas-là, nous avons demandé la suppression de ce crédit, pour des motifs de rigueur financière et aussi pour montrer que notre action ne se limitait pas à des demandes de crédits. Enfin, nous avons dénoncé un certain nombre d'insuffisances, sur lesquelles je reviendrai dans quelques instants.

Nous avons aussi souligné, lorsque c'était nécessaire, certaines lacunes du traité d'adhésion. Nous avons constaté que celui-ci avait été extrêmement généreux à l'égard des pays adhérents, puisque ceux-ci ne participent aux dépenses que dans une proportion limitée par le traité et qui ne deviendra normale qu'à l'issue de la période transitoire, alors qu'au contraire ils vont dès le début participer sans réserve aux services qui vont fonctionner au sein des différentes institutions de la Communauté.

Bien entendu, il n'était ni dans nos intentions, ni dans nos pouvoirs de nous élever contre les dispositions du traité d'adhésion qui a été signé par les membres de la Communauté et ratifié par les instances compétentes de la Communauté ; mais nous devions signaler certaines facilités, très grandes, qui étaient données, ne serait-ce que lorsque nous voyons un pays membre qui va toucher des restitutions sur les exportations agricoles à destination d'un autre pays membre, alors que jusqu'à présent il n'avait pas ce bénéfice supplémentaire.

Nous avons estimé qu'il fallait éviter certaines injustices. Il y a des crédits qui n'ont pas encore été dépensés, qui sont simplement des créances sur les États membres et qui doivent servir, notamment dans le domaine agricole, à la modernisation des structures.

Il nous a paru qu'il ne serait pas normal que ces crédits, qui n'ont pas, d'ailleurs, été inscrits au budget mais qui sont dans le commentaire du budget, puissent être dépensés à Neuf alors qu'il s'agit de créances sur les Six.

Il ne serait pas équitable que les agriculteurs des États fondateurs de la Communauté soient défavorisés par le fait que ces crédits n'ont pas encore été utilisés, ce qui arriverait s'ils étaient maintenant répartis entre les neuf États membres.

C'est dans cet esprit, Monsieur le Président, que la commission des finances et des budgets a mené sa tâche depuis deux mois. Pour rester fidèle à son éthique elle a tenu à féliciter le Conseil et la Commission de certaines décisions et à les critiquer pour d'autres.

Elle a félicité la Commission pour l'importance quantitative et qualitative de l'exposé des motifs dont j'ai parlé tout à l'heure. Elle l'a félicitée de l'effort entre-

**Offroy**

pris pour évaluer aussi précisément que possible les conséquences de l'élargissement.

Ne nous faisons cependant pas d'illusions à ce sujet. Il est très difficile de prévoir dès maintenant quelles seront exactement les conséquences de l'élargissement en ce qui concerne certaines dépenses de la Communauté, notamment dans le domaine agricole. Mais la Commission a accompli un effort pour serrer la réalité au plus près et pour faire en sorte que les budgets rectificatifs susceptibles d'être déposés ultérieurement soient aussi faibles que possible.

Nous avons également félicité le Conseil d'avoir appliqué avec sincérité la nouvelle procédure inter-institutionnelle précédemment évoquée. Et je voudrais exprimer à M. Westerterp, ici présent, notre gratitude pour la part active qu'il a prise à nos travaux à la réunion du 8 novembre, malgré les nombreuses obligations qui lui incombent.

Nous avons également félicité le Conseil d'avoir accepté un certain nombre des demandes que nous avons présentées lors de notre réunion de la fin du mois de septembre.

En ce qui concerne notamment les crédits accordés au titre de l'information ou pour le Centre commun de recherche, nous avons eu le sentiment que c'était à la suite de nos propositions que le Conseil avait inscrit ses crédits au budget d'une façon satisfaisante, tant en ce qui concerne les chiffres pour ceux qui concernent l'information ou la procédure pour les sommes relatives au Centre commun de recherche, évitant ainsi les errements de l'année dernière qui, à notre avis, n'étaient pas conformes à la rigueur budgétaire.

Nous avons également félicité le Conseil d'avoir accepté le contrôle du Parlement européen pour les virements au cours d'exercice.

Jusqu'à présent, lorsque le budget était adopté, et qu'il y avait un assez grand nombre de crédits inscrits au chapitre 98, qui régit les crédits provisionnels non affectés, les virements effectués en cours d'exercice n'étaient pas soumis au contrôle ou à l'approbation du Parlement européen.

Nous avons expliqué au Président du Conseil que cette procédure était défectueuse et nous avons reçu l'assurance que si des virements devaient être effectués du chapitre 98 à un chapitre opérationnel en cours d'exercice, ils seraient soumis à l'approbation du Parlement, soit par le moyen d'un budget supplémentaire ou rectificatif, soit par une procédure plus légère, sauvegardant toutefois les droits de contrôle du Parlement.

Nous avons également félicité le Conseil d'avoir accepté d'augmenter de 150 % la dotation du Fonds social. Et comme la politique sociale de la Communauté nous apparaît comme un des éléments primor-

diaux de la popularité de la construction européenne dans l'opinion publique mondiale — c'est une idée que j'ai d'ailleurs moi-même développée à plusieurs reprises dans cette enceinte et qui a été entérinée par la Conférence au sommet — nous nous félicitons de voir que le Conseil a accepté la plus grande part des propositions de la Commission.

Par contre, nous n'avons pas hésité à formuler un certain nombre de critiques.

Tout d'abord, dans cet exposé des motifs que la Commission nous a présenté — et dont nous nous félicitons — règne encore une certaine confusion. En effet, on ne sépare pas assez, à mon avis, l'essentiel de l'accessoire. A certains moments, on a même le vertige devant l'ensemble des propositions qui sont faites par la Commission pour les activités nouvelles qu'elle devra exercer ; une classification plus rigoureuse nous permettrait un jugement plus serein.

D'autre part, nous déplorons l'insuffisance des fiches financières qui nous sont communiquées et qui, en somme, exposent les conséquences financières des actes communautaires. Les renseignements qui nous sont donnés sont encore trop fragmentaires pour que nous puissions vraiment exercer un contrôle efficace à ce sujet.

Nous regrettons également les retards apportés par la Commission à la présentation de certaines propositions, notamment en ce qui concerne le programme commun de recherches.

Nous avons noté que la politique de l'information reste encore imprécise. Certes, nous avons, au cours des débats, obtenu quelques précisions sur ce qu'elle devrait être, mais celles-ci n'apparaissent pas très nettement dans l'exposé des motifs, qui compte cependant une centaine de pages. Il est évident que la politique de l'information ne doit pas simplement consister en la création de services nouveaux diffusant des brochures, même luxueuses, qui sont plus ou moins lues et appréciées. Il faut trouver des méthodes plus adaptées à la conjoncture actuelle et aux techniques modernes de la publicité. Je sais que la Commission s'oriente dans ce sens, mais nous aimerions le voir précisé noir sur blanc, afin d'être délivrés de toute inquiétude sur l'efficacité de la politique de l'information et sur l'utilisation rationnelle des sommes qui y sont consacrées dans le budget.

Enfin, et c'est peut-être la critique essentielle, nous déplorons l'insuffisance des proportions faites par la Commission au sujet de l'approfondissement. Si ce budget, qui est, comme je le disais tout à l'heure, le premier de la Communauté élargie, donne une importance normale à cet élargissement et à ses conséquences budgétaires, il est toujours ressorti des déclarations des gouvernements que, dans l'action communautaire, l'approfondissement et l'élargissement devaient aller de pair. Or, nous avons le sentiment que pour un cheval d'élargissement, il n'y a guère

**Offroy**

qu'une alouette d'approfondissement ! Nous estimons donc que la Commission a été trop timide dans les propositions qu'elle a faites à ce titre. Seul le Fonds social est doté de moyens substantiels mais, dans de nombreux autres domaines, notamment dans celui de la politique régionale où la Commission n'a même pas inscrit un crédit symbolique, il y a une lacune que nous avons cru devoir souligner.

Enfin, nous avons critiqué le Conseil sur un certain nombre d'autres points, notamment pour les retards des décisions qui doivent être prises dans les secteurs importants.

Pour la politique régionale, dont je viens de parler, le Conseil aurait normalement dû définir sa position pour le 1<sup>er</sup> octobre. La décision a été reportée au 15 décembre. Espérons que ce nouveau délai sera respecté, car ces retards sont évidemment préjudiciables au développement harmonieux de la Communauté.

Nous déplorons aussi l'importance excessive, dans le budget de 1973, des crédits inscrits au chapitre 98 des « Crédits provisionnels non affectés ». En effet, il en résulte une imprécision tant en ce qui concerne le montant des crédits que l'intitulé des chapitres. Cette imprécision nuit au contrôle réel que doit exercer le Parlement sur le budget. Nous souhaitons que, l'année prochaine, le budget contienne plus de crédits opérationnels et moins de crédits non affectés.

Cela dit, nous estimons cependant cette rubrique indispensable, parce que, malgré tout, un crédit, même inscrit au chapitre 98, existe dans le budget, il peut faire l'objet de virements, sans qu'il soit besoin d'une nouvelle décision. Si nous souhaitons que ce chapitre ne soit pas trop chargé, nous désirons cependant qu'il subsiste, car il est indispensable qu'une amorce de solution subsiste dans les domaines où une action communautaire est nécessaire, mais où les décisions correspondantes n'ont pas encore été prises par le Conseil.

Nous avons critiqué le Conseil d'avoir réduit les propositions qui étaient faites par la Commission au titre de l'approfondissement. Je viens de dire qu'à notre avis, ces propositions étaient déjà trop timides ; or il se trouve que le Conseil les a encore réduites en supprimant les crédits pour la politique industrielle et en répartissant différemment les très modestes crédits destinés à l'environnement. En ce qui concerne l'approfondissement, notre critique s'adresse donc à la fois au Conseil et à la Commission.

Enfin, nous regrettons que le Conseil ne donne pas de commentaires sur les fiches financières établies par la Commission pour traduire en matière budgétaire les décisions du Conseil. Il serait utile, selon nous, que le Conseil donnât son appréciation à ce sujet.

Enfin, nous avons dénoncé les lacunes qui, sans pouvoir être imputées de façon précise ni à la Commis-

sion ni au Conseil, existent dans notre organisation, et auxquelles nous devons, dans l'avenir, essayer de porter remède.

La première est, au fond, l'absence totale de contrôle des recettes. Dans les budgets nationaux, on commence par établir le budget des recettes, puis l'on s'efforce de faire coïncider les dépenses avec celles-ci. Dans la Communauté, c'est l'inverse qui se passe. Par ses propositions, la Commission tire, en somme, sur les ressources propres, sur les contributions des États membres, plus tard sur le taux de TVA, puis l'on ajuste les recettes aux dépenses au lieu d'ajuster les dépenses aux recettes. Certes, le problème est difficile, mais il est évident que cette méthode n'est pas conforme à la rigueur budgétaire, car elle laisse la porte ouverte à un certain nombre de dépenses qui ne sont peut-être pas indispensables et elle constitue une entorse au contrôle normal de budget.

La seconde lacune est vraisemblablement l'insuffisance du contrôle budgétaire des autres institutions de la Communauté. Nous avons, par exemple, relevé que le budget de la Cour de justice présentait, par rapport à l'année précédente, une augmentation considérable et nettement plus importante que pour les autres organes de la Communauté. En réalité notre budget à cet égard n'est d'ailleurs que l'addition des différentes propositions budgétaires des institutions, sans qu'existe, à un niveau quelconque, un véritable arbitrage. La Cour de justice nous a expliqué que, pour des institutions peu importantes, les conséquences de l'élargissement sont plus dispendieuses que pour l'Assemblée et le Conseil qui disposent d'importants services ; elle a des charges très importantes, nous a-t-il été précisé, en raison de son nouveau loyer et des frais de fonctionnement de ces locaux. Quoi qu'il en soit, d'une façon générale, il devrait y avoir en amont du budget, c'est-à-dire avant son établissement, un contrôle plus réel des propositions faites par les différentes institutions.

La troisième lacune de la procédure actuelle concerne l'action de contrôle du Parlement, en cours d'exercice. A notre avis, les pouvoirs de la commission de contrôle ne sont pas assez précis. Nous ne sommes pas certains qu'elle ait toujours accès aux pièces comptables, ce qui est absolument nécessaire. Nous ne sommes pas suffisamment informés des conclusions, qui devraient faire régulièrement l'objet de rapports qui seraient discutés par le Parlement européen. D'une façon générale, nous pensons que le système de contrôle actuel doit être amélioré. D'une audition des présidents des cours des comptes des différents États membres, que nous avons organisée à ce sujet, s'est dégagé le sentiment qu'il faudrait, un jour ou l'autre, pour obtenir un contrôle satisfaisant, créer une véritable cour des comptes de la Communauté.

Certaines méthodes aussi nous paraissent tout à fait regrettables. Ainsi, nous avons appris que des pro-



**Offroy**

positions avaient été faites récemment en vue de diminuer de 15 % les droits du tarif extérieur commun. Ces propositions n'ont été soumises ni à la commission parlementaire, ni au Parlement. Or, il est évident que, si elles étaient adoptées, elles auraient des effets extrêmement importants sur les ressources propres de la Communauté. Il nous paraît anormal que des propositions, qui auraient pour effet de diminuer les ressources propres de la Communauté, puissent être adoptées sans que le Parlement européen soit consulté et ait l'occasion de donner son opinion.

En ce qui concerne l'approfondissement, nous avons noté que, même accru de ses crédits actuels, le Fonds social n'atteignait pas 6 % du budget total des Communautés.

La politique industrielle a été supprimée par le Conseil. J'y reviendrai tout à l'heure.

L'affectation, dans un budget de 4,5 milliards d'u.c., de 500 000 u.c. aux dépenses d'environnement donne une idée de la faiblesse extrême des crédits affectés aux études nécessaires dans un domaine dont pourtant tous les pays intéressés, ont, par la voix des chefs d'États ou de gouvernement réuhis récemment à Paris, reconnu l'importance.

Une autre lacune de notre système réside dans l'absence de distinction entre d'une part les crédits d'engagement ou de programme, d'autre part les crédits de paiement. De ce fait un volume important de crédits ne sont pas utilisés en fin d'exercice, ce qui fausse le sens général du budget.

Dans l'ensemble, nous avons été amenés à demander un relèvement des crédits du Fonds social, puisque la politique sociale est à l'ordre du jour et que les demandes d'aides sont déjà très importantes dans ce domaine. Nous avons prié le Conseil de reconsidérer la diminution à laquelle il a procédé sur le chapitre correspondant aux initiatives de la Commission et de relever en outre les crédits relatifs aux dépenses émanant de décisions du Conseil.

Nous insistons pour que soient rétablis les crédits destinés à des études relatives à la politique industrielle. La Commission avait proposé 20 millions d'u.c., le Conseil les a supprimés. A notre avis, c'est une erreur, notamment du point de vue politique. Dans l'esprit de la Commission, il s'agissait essentiellement de favoriser les moyennes entreprises qui n'ont pas la possibilité d'avoir un important budget de recherche et qui doivent donc être aidées pour pouvoir améliorer leurs produits ou leurs procédés de fabrication. Il est certain que les grandes sociétés multinationales ou transnationales n'ont pas besoin d'un appui de ce genre, car elles ont, à cet égard, de vastes services. Il nous semble que la Communauté doit jouer son rôle dans la défense des entreprises moyennes, et leur apporter une aide car elles constituent un élément de stabilité indispensable dans

notre société. Nous avons donc regretté la suppression par le Conseil de ces crédits et nous souhaitons qu'il veuille bien les rétablir, vu l'utilité à la fois économique et sociale des études qui pourraient être entreprises dans ce domaine.

Nous avons encore demandé le transfert aux crédits opérationnels de 250 000 u.c. au titre de l'environnement. L'avant-projet de budget prévoyait à cet égard 500 000 u.c., mais le Conseil a décidé que la moitié serait maintenue dans les crédits opérationnels et l'autre moitié transférée au chapitre des crédits provisionnels non affectés. Nous pensons que c'est une erreur. Si nous voulons que, comme il a été récemment décidé, un plan puisse être établi, pour le 31 juillet prochain et qu'un calendrier puisse être arrêté, comme l'ont souhaité la conférence au sommet et la dernière réunion des ministres de l'environnement, il est nécessaire de réinsérer aux chapitres opérationnels les 250 000 u.c. qui en ont été enlevées.

Nous insistons pour que, comme il avait été prévu à l'avant-projet de budget, les crédits du FEOGA, section orientation, soient augmentés en fonction de l'élargissement. En effet, si nous maintenons l'ancien chiffre de 285 millions, nous risquons de voir les États fondateurs subir une diminution du fait de l'élargissement. Il était prévu dans le traité d'adhésion que ce chapitre du budget serait aménagé en fonction de l'élargissement ; nous souhaitons que le Conseil le fasse, de manière à ne pas donner l'impression que les agriculteurs intéressés des différents États fondateurs verront leurs crédits réduits du fait de l'élargissement.

De même, nous avons suggéré des dispositions nouvelles en ce qui concerne les crédits importants — 432 millions d'u.c. — que l'on appelle parfois la « réserve Mansholt ». Il nous est apparu que ces crédits, qui figurent simplement dans les commentaires du budget — ils sont d'ailleurs des créances sur les États et n'existent pas effectivement dans les caisses — risquaient de se trouver répartis entre neuf au lieu de six. Cette formule serait injuste, puisqu'il s'agit de créances sur les Six, et il serait anormal de les répartir entre les Neuf, ce qui diminuerait la part que peuvent espérer recevoir ceux qui ont besoin de ces crédits dans les six États fondateurs. Il était évidemment difficile de déclarer maintenant que des crédits seront réservés aux Six alors que la Communauté va compter neuf membres. Par une formule qui n'a pas été aisée à trouver et qui peut encore être remaniée éventuellement, nous avons voulu montrer que les agriculteurs et toutes les victimes des mutations sociales dans les six pays membres ne devaient pas pâtir de l'entrée des nouveaux États membres.

D'une façon générale, nous n'avons pas estimé devoir nous ranger à la formule du Conseil, qui consiste à dire que chaque fois qu'il n'y a pas de décision précise et catégorique de sa part, il ne faut inscrire aucun crédit. Nous avons pensé, au contraire, que la pro-

**Offroy**

cedure des crédits pour mémoire, symboliques ou inscrits au chapitre 98, était précisément faite pour les cas où une action communautaire doit exister, mais où le Conseil n'a pas encore pris de décision sur les modalités de cette action.

Nous avons considéré que le Parlement européen devait avoir un rôle d'incitation, consistant à montrer au Conseil dans quel sens nous souhaitons que l'action communautaire se développe dans les mois ou dans les années à venir.

C'est ainsi que nous avons été amenés à proposer un certain nombre de rétablissements ou de transferts.

En conclusion, nous avons le sentiment que, dans les propositions que nous soumettons au Parlement, en espérant qu'il les approuvera, nous avons souligné notre souci de rigueur budgétaire, ainsi que la nécessité du contrôle du Parlement européen; nous espérons avoir démontré l'indépendance du Parlement et son utilité. Il est évident, en effet, que si l'Assemblée apparaît simplement comme un appendice docile de la Commission ou du Conseil, il semblera vite qu'elle n'a guère de raison d'être. Elle doit avoir une existence propre et affirmer son indépendance par rapport à toutes les institutions. Nous pensons que nos propositions maintiennent et soulignent cette originalité de la commission des finances et des budgets, et, par voie de conséquence, du Parlement européen par rapport aux autres institutions. Nous espérons qu'elles contribueront ainsi à affermir l'équilibre institutionnel qui doit exister dans notre Communauté si nous voulons qu'elle puisse se développer harmonieusement dans l'avenir.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Schuijt, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Schuijt.** — (N) Monsieur le Président, permettez-moi de commencer par adresser, au nom de mon groupe, toutes nos félicitations au rapporteur de la commission des finances et des budgets, non seulement pour son rapport technique comportant de nombreuses données chiffrées, mais aussi — et cela me semble bien plus important — parce qu'il a fait, dans son exposé des motifs, une analyse des problèmes politiques que posent les pouvoirs budgétaires, analyse dont on pourrait légitimement espérer non seulement qu'elle sera lue et méditée par tous les membres du Parlement, mais aussi qu'elle rencontrera une attention soutenue en dehors de celui-ci.

Cela dit, je crois que le Parlement se trouve confronté à une tâche importante, celle d'examiner pour la première fois le budget des Communautés élargies. C'est naturellement l'élément d'élargissement qui a été prépondérant. Il faut souligner immédiatement que si l'on a attaché toute l'attention voulue à l'élargissement, c'était un peu au détriment de l'approfondissement des Communautés. Mais on ne peut tout faire

à la fois et je crois que nous n'avons pas lieu de nous plaindre de la manière dont se développe la procédure budgétaire.

Il n'est pas d'usage de faire l'éloge d'un président, mais il me semble que c'est en partie grâce au dynamisme de notre président que, pour la première fois, le dialogue interinstitutionnel entre une délégation du Parlement et le Conseil s'est déroulé de façon satisfaisante et que tout à l'heure, lorsque nous examinerons les amendements, un nouveau contact s'établira entre une délégation du Parlement et le Conseil, dont je ne puis qu'espérer qu'il aboutira de la même manière à la satisfaction des deux parties. La concertation est en marche. J'estime que nous devons donc exprimer notre grande satisfaction et y insister. La base juridique de cette concertation a été définie le 22 avril 1970 et je crois que nous avons bien progressé dans la voie de l'élaboration, sur cette base, d'une procédure pratique et efficace.

Monsieur le Président, une autre question très importante est le respect du principe de l'unicité du budget, comme il est dit dans le rapport. Je souscris pleinement à l'opinion du rapporteur en la matière. On me fera la grâce de croire que je me garde de tout chauvinisme. Je reprends donc les termes du rapporteur et de la Commission. Si ce principe a été respecté, c'est aussi grâce à l'action du président en exercice du Conseil. On comprendra que j'approuve volontiers ce qui s'est fait de part et d'autre.

Il est certain que nous n'avons pas à faire état uniquement d'éléments positifs et qu'il y a aussi des sujets de préoccupation. Le dialogue interinstitutionnel s'est amélioré, mais nous n'en sommes pas encore au point où nous devrions en être, même pas pour ce qui est de la présente période transitoire. D'une façon générale, les autres institutions ne fournissent pas encore au Parlement des données suffisantes pour qu'il puisse s'acquitter comme il convient de la tâche qui lui incombe, examiner le budget de façon suffisamment approfondie et, ainsi, porter un jugement cohérent sur celui-ci. C'est là une chose essentielle. Je me contenterai, à ce sujet, d'attirer l'attention sur les conséquences financières que peuvent avoir certaines initiatives communautaires. Il est évident qu'à cet égard, nous ne savons pas encore très bien où l'on en est.

Nous avons certes obtenu que la Commission assortisse les documents financiers de commentaires détaillés, mais le Conseil n'a pas encore fait parvenir au Parlement ses estimations et évaluations des conséquences financières des initiatives communautaires. Je présume que le Conseil ne manque pas d'évaluer très consciencieusement ces conséquences, mais le Parlement n'a pas encore été informé de ces évaluations et estimations des conséquences financières, ce qui complique singulièrement sa tâche.

Nous pourrions dire que, plus que jamais, nous sommes confrontés à un budget tributaire de bon

**Schuijt**

nombre de facteurs d'incertitude. Aussi, la plupart des postes de ce budget ne constituent-ils que des estimations. Il n'empêche que le traité du 22 avril 1970 pose le principe de la participation du Parlement à l'élaboration de décisions visant à déterminer les recettes et les dépenses de la Communauté. Le rapporteur a encore rappelé combien ce point est important, au moment où nous examinons le budget. On pourrait dire que, dans le passé, on a un peu trop considéré qu'il s'agissait d'un budget de dépenses, et que nous sommes arrivés à un tournant. A présent, les recettes aussi deviennent extrêmement importantes pour nous, puisqu'il s'agit d'un budget de 4,439 milliards dont 60 %, à savoir près de 2,5 milliards, proviennent de ressources propres.

Il importe donc d'exercer un contrôle attentif des ressources propres.

Lorsque la Communauté conclut un accord commercial international par lequel elle consent, par générosité pure et simple, des concessions impliquant une baisse de certains tarifs extérieurs, il en résulte une production des recettes budgétaires. Il importe que le Parlement puisse être associé, sous l'une ou l'autre forme, à l'élaboration de décisions de ce genre. Je ne citerai à ce propos qu'un exemple précis, tiré du rapport. Dans un grand élan de générosité, la commission des finances et des budgets a proposé, afin de lutter contre l'inflation, d'abaisser le tarif extérieur de 15 %. On peut certes admirer cette générosité, mais je demande quelles en sont les conséquences pour le budget. Quelle conséquence une telle initiative a-t-elle pour l'application de la décision du 22 avril 1970 concernant l'intervention du Parlement ?

Quelle est la tâche qui incombe au Parlement européen en cas de dépassement de crédits ? J'ai déjà félicité les autorités budgétaires d'avoir maintenu le principe de l'unicité du budget, mais cela nous a valu, permettez-moi l'expression, une sorte d'article fourre-tout, à savoir l'article 98, qui témoigne de beaucoup de bonnes intentions. Cependant, pour l'affectation des sommes en question, on attend toujours la décision d'exécution du Parlement. Lorsque cette décision aura été prise, les fonds en question pourront être rendus opérationnels. Cela soulève néanmoins quelques problèmes. Il va de soi que le Parlement intervienne en cas de budget supplémentaire, mais ce n'est pas de cela qu'il s'agit pour le moment. Je pense que ces consultations devront encore avoir lieu entre la délégation du Parlement et le Conseil sur la question de savoir quelle tâche incombe au Parlement en cas de dépassements de crédits en vertu de l'article 98.

Un autre point est relatif au contrôle. La Conférence au sommet a fait un effort considérable pour assurer à l'avenir au Parlement des pouvoirs de contrôle accrus. Elle n'a pu aller plus loin. La question n'est pourtant pas, en soi, dénuée d'importance. Si l'on

donne vraiment à ces pouvoirs un contenu réel, c'est-à-dire si l'on accorde au Parlement de véritables pouvoirs de contrôle budgétaire, on pourra qualifier d'importante cette décision de la Conférence au sommet. En conséquence, il faudra renforcer et mieux organiser les contacts avec la commission de contrôle. Le Parlement se doit de soutenir le vœu exprimé par la commission des finances et des budgets, relatif à l'instauration d'une cour des comptes pour le Parlement européen. Comme c'est le cas dans les Parlements nationaux, des experts devront examiner ensuite dans le détail si les deniers du contribuable européen ont été bien utilisés.

Ce serait là, en effet, sur le plan des pouvoirs de contrôle du Parlement européen, un appui considérable.

Constitue un autre facteur de progrès, le fait que l'on a insisté ici à plusieurs reprises pour obtenir un commentaire politique précis des données chiffrées. Je constate avec satisfaction que la Commission a publié un bon exposé des motifs, dans lequel elle a exposé clairement les orientations politiques qui rendent les fonds nécessaires. Le Conseil n'en est pas encore là, Monsieur le Président ! Le Conseil s'est borné à joindre aux documents le texte de l'exposé des motifs de la Commission, sans vouloir préciser s'il est d'accord ou non sur cet exposé des motifs. Au chapitre I du rapport, je me suis heurté à une difficulté. Il s'agit probablement d'une question de regroupement de chiffres, ce qui est toute une affaire, dont j'ai d'ailleurs déjà fait l'expérience. Selon le paragraphe 13 — peut-être le rapporteur me fournira-t-il tout à l'heure une explication — les dépenses s'élèvent à 4 439 352 109 d'unités de compte contre 4 milliards 200 millions d'unités de compte en 1972. Suit alors une phrase énigmatique : « Il faut toutefois préciser que ne sont pas comptés dans ce dernier montant environ 439 millions d'u.c. inscrits l'année passée au budget en tant que « crédits réservés pour le financement des dépenses relatives aux réformes de structure en agriculture » (réserve Mansholt). » Si j'ajoute aux 4 milliards 200 millions de l'année dernière les 439 millions de la réserve Mansholt, j'obtiens pour 1972 le montant de 4 milliards 639 millions. Les montants prévus pour 1972 auraient donc été supérieurs à ceux de 1973. Je ne comprends pas comment cela peut être possible pour un budget de beaucoup plus important, puisque en rapport avec l'élargissement. Je suppose qu'il y a une erreur quelque part dans le texte. Peut-être le rapporteur pourra-t-il, tout à l'heure, nous donner des explications techniques précises.

Monsieur le Président, nous approuvons la critique que le rapporteur a formulée au sujet des crédits nécessaires au bon fonctionnement des comités d'experts gouvernementaux et autres. Ce poste prend peu à peu une importance excessive. Comme la Commission, nous nous demandons si l'on ne sape pas ainsi de plus en plus les pouvoirs, les responsabilités et le

**Schuijt**

droit d'initiative de la Commission européenne et si celle-ci ne s'engage pas de plus en plus dans une voie qu'elle condamne et que nous condamnons, nous aussi, c'est-à-dire n'est pas en passe de devenir un secrétariat général de tous les comités.

En ce qui concerne la politique de la jeunesse, j'estime que le projet de budget n'est pas satisfaisant. Un certain nombre de crédits sont prévus pour la politique de la jeunesse. A la demande de la commission des finances et des budgets — page 49 du rapport — la Commission européenne en a dressé un tableau. Il y est fait état d'un montant non négligeable de 1 milliard 355 millions d'unités de compte, mais dont 84 000 unités de compte doivent encore être rendues opérationnelles. L'affaire est donc un peu embrouillée. Le Conseil doit prendre une décision, mais il ne pourra le faire que si la Commission européenne lui présente une proposition. De son côté, la Commission dit, à juste titre, qu'elle ne pourra faire une proposition que lorsqu'elle saura exactement ce que veut le Parlement. Si je comprends bien la situation, je crois qu'en l'occurrence, nous n'avons pas à faire des reproches aux autres institutions des Communautés, mais nous ne pouvons nous en prendre qu'à nous-mêmes. Le Parlement ne s'est pas encore prononcé nettement sur un certain nombre d'aspects de la politique de la jeunesse, domaine dans lequel lui incombe une tâche essentielle. Je crois que M. Hougardy a abordé dans son rapport un certain nombre de problèmes que nous n'avons pas encore résolus.

Si nous entendons assumer nos responsabilités à l'égard de la jeunesse, nous devons aboutir rapidement à une décision, de façon que la Commission européenne et le Conseil puissent rendre opérationnels au plus tôt les crédits prévus.

Cela dépend donc en partie de nous.

Monsieur le Président, vous ne vous étonnerez pas que je ne puisse pas passer sous silence la politique d'information.

L'augmentation des crédits prévus à ce poste n'est pas négligeable. Je m'en réjouis. Le crédit a été porté de 2 370 000 unités de compte à 3 400 000 unités de compte.

C'est, je le concède, une augmentation appréciable. Est-ce à dire que je sois satisfait ? Non, car c'est toujours une somme ridicule, comparée aux sommes que tous les États membres consacrent à l'information et nos crédits en la matière sont toujours inférieurs au budget de n'importe quelle brasserie importante d'Europe.

A mon avis, nous devons souhaiter qu'on y réfléchisse, ne serait-ce que parce que la Conférence au sommet a voulu rapprocher les Communautés européennes des populations. C'était là un des aspects humains de la Conférence, dont beaucoup se sont

réjouis, mais qui n'a guère eu d'effets pratiques. On l'a proclamé, en termes lyriques, dans tous les discours. Mais, comme c'est souvent le cas en politique, le lyrisme ne se traduit pas facilement dans les faits.

La Conférence au sommet a mis en discussion cet important problème, qui touche directement la politique d'information de nos Communautés, non seulement au sein de la Communauté elle-même, mais aussi à l'extérieur. Si l'on songe aux répercussions que notre grande Communauté a sur le monde extérieur, à l'intérêt qu'elle suscite au dehors, à l'idée qu'on se fait parfois d'elle et qui, souvent, ne coïncide pas avec la réalité et compromet nos bonnes relations avec les pays tiers, il apparaît clairement qu'en égard, précisément, à l'importance de nos relations extérieures, notre politique externe d'information est encore loin d'avoir la vigueur voulue. Une politique d'information extérieure revêt précisément une grande importance si la Communauté, comme nous le disons dans tous nos discours, veut pouvoir jouer son rôle stabilisateur dans les relations internationales.

J'espère que lorsqu'il s'agira d'arrêter le programme institutionnel pour 1973, la Commission y associera étroitement le Parlement européen, conformément à la promesse qu'elle a faite au cours de l'examen par le Parlement du rapport sur l'information, d'autant plus si ce programme donne lieu à une augmentation des crédits budgétaires.

Après cette longue intervention sur l'information, il me plaît d'exprimer modestement ma joie du fait que l'on a suivi la proposition du Parlement d'affecter 18 000 unités de compte à une étude tendant à déterminer les modalités d'organisation du séjour en Europe d'un certain nombre de jeunes dirigeants américains en puissance. Vous vous rappellerez que le Parlement a, sur mon initiative, adopté une proposition en ce sens.

Afin qu'il soit bien clair — je profite peut-être un peu abusivement du débat pour faire cette mise au point qui s'adresse directement à la Commission — qu'il ne s'agit pas, pour la Commission, d'inviter sans préparation, comme elle le fait actuellement, un certain nombre d'Américains, de leur faire passer un certain nombre de jours auprès des fonctionnaires de Bruxelles, quelques jours auprès du Parlement et quelques jours auprès de la Cour à Luxembourg, pour leur dire ensuite : « à présent vous savez ce qu'est la Communauté européenne », je dirais, quant à moi : non, ce n'est pas cela, la Communauté européenne. Il s'agit, comme on le fait pour le fonds de la politique de la jeunesse, de donner aux jeunes dirigeants américains en puissance l'occasion de prendre la mesure des réalités administratives de la Communauté et des réalités de la société européenne considérée sous tous ses aspects nationaux. C'est ainsi qu'un jeune industriel doit avoir l'occasion de prendre contact, dans quelque pays de la Communauté élargie

**Schuijt**

que ce soit, avec les milieux industriels. C'est ce que j'appelle prendre des contacts réels et apprendre à connaître les réalités actuelles de la Communauté européenne.

Je me réjouis que cette étude puisse être entamée. Si, en conclusion de cette étude, nous pouvons dire : voilà ce qu'il faut faire, voilà les contacts qui doivent être établis et voici comment résoudre les problèmes de la sélection à opérer aux États-Unis, nous pourrions, l'an prochain — car cette étude devra donner une idée du coût par tête du séjour des jeunes dirigeants en puissance — prévoir au budget un poste destiné au financement de la première mise en œuvre du plan.

Je crois que c'est une bonne chose, pour ce qui est des dépenses de recherche et d'investissement, qu'un quart des fonds qui doivent être affectés dans le cadre d'Euratom figurent à présent clairement au budget.

En ce qui concerne la politique sociale, je constate une amélioration considérable des montants prévus pour le nouveau Fonds social. Cette amélioration se chiffre par 146,9 %. Cependant, je crois savoir que les experts sociaux — je n'en suis absolument pas un — ont encore bien d'autres desiderata à faire valoir. Ces experts ne manqueront pas de signaler à la Commission qu'il reste encore beaucoup à faire.

Je ne suis pas non plus expert en matière de politique agricole commune. Il me semble qu'en ce qui concerne la section garantie, il n'y a pas de problèmes. Par contre, il y en a en ce qui concerne l'orientation et les structures agricoles. Je songe à ce propos à la réserve de 439 millions d'unités de compte, la fameuse réserve Mansholt. Pour ce qui est de ces sommes, mises en réserve pour les six pays, il y a un problème. En cas de besoin, ce montant sera utilisé. Depuis 1969, des fonds sont prévus pour l'amélioration des structures agricoles. Et que se passe-t-il ? Chaque année, on met de nouveaux montants en réserve. Le montant disponible a atteint 439 millions d'unités de compte et on n'en fait rien. Je ne comprends pas, car je ne suis pas un spécialiste en matière agricole.

C'est à juste titre que l'on dit qu'il faut, d'une manière ou d'une autre, tenir la promesse faite aux agriculteurs que ce montant sera mis à leur disposition. Il n'y a pas encore de solution définitive à ce problème. D'ici le moment où l'on aura à se prononcer sur ces questions, mon groupe se sera fait une idée précise des problèmes qui se posent et aura défini sa position en la matière.

Je crois avoir ainsi abordé quelques points essentiels de ce rapport particulièrement important, pour lequel je tiens à remercier encore la commission des finances et des budgets et son rapporteur. J'ai déjà dit, au début de mon intervention, qu'il s'agit d'un budget sur lequel pèsent des inconnues. Heureusement, la situation s'est un peu éclaircie, grâce à la résolution

dont les chefs de gouvernement ont fait preuve à la Conférence au sommet, au cours de laquelle ont été abordés nombre de nouveaux problèmes qui devront faire l'objet de propositions précises. Ces propositions auront vraisemblablement de lourdes conséquences financières. Vouloir pratiquer une politique régionale, c'est très bien, mais il ne faut pas nous dissimuler que cela coûtera beaucoup d'argent.

Enfin, j'exprime le vœu que les réalisations envisagées et leurs conséquences financières fassent l'objet d'une étroite concertation avec le Parlement européen et que l'on ait notamment égard au traité du 20 avril 1970.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale, au nom du groupe socialiste.

**M. Spénale, président de la commission des finances et des budgets.** — Monsieur le Président, permettez-moi de dire tout d'abord quelques mots en ma qualité de président de la commission des finances et des budgets.

Nous avons pris un certain risque, au début de cette procédure, en envoyant une délégation qui n'avait pas eu le temps de se réunir, ni de recueillir l'avis du Parlement pour contacter le Conseil avant qu'il n'établisse les projets de budget. Les effets de cette procédure ont été heureux et les débats qui ont eu lieu à la commission des finances montrent que les orientations qui avaient été prises par cette commission ont été pleinement confirmées. Nous ne pouvons donc que nous réjouir aujourd'hui sans réserve de la procédure qui a été appliquée.

J'ajoute que les procédures interinstitutionnelles ont marqué cette année des progrès sensibles. Non seulement avec la Commission, nos débats ont été, comme à l'accoutumée, extrêmement clairs, précis et confiants, mais avec le Conseil lui-même, nous avons trouvé une méthode de travail qui est certainement meilleure que par le passé.

Le fait que le président en exercice du Conseil, M. Westerterp, était, il n'y a pas si longtemps, membre de notre commission des finances, a sans nul doute contribué à rendre ce dialogue plus subtil, plus confiant, plus approfondi et, finalement, plus positif.

Je tiens à indiquer que la commission des finances a tiré le meilleur profit de l'excellent travail fourni par son rapporteur, travail effectué en profondeur et avec beaucoup de précision. Le rapport qu'il a rédigé peut intéresser tous ceux qui essayent de se faire une idée de la situation du droit budgétaire dans la Communauté ; à travers l'examen d'un budget, toutes les questions de principe se trouvent posées.

Le groupe socialiste n'a pas eu le temps d'examiner longuement ce projet de budget pour 1973, mais ses

### Spénale

réflexions générales vont dans le même sens que celles du rapporteur et de la commission des finances. Beaucoup de choses excellentes ayant déjà été dites, il ne me paraît pas nécessaire de revenir en détail sur chaque point. Notre sentiment est que nous nous trouvons certainement en présence d'un budget de l'élargissement, mais pas tout à fait devant un budget de l'approfondissement. Si l'on considère qu'il s'agit aussi de l'avant-dernier budget avant l'autonomie financière des Communautés, il nous reste quelque inquiétude, car les choses ne se préparent pas suffisamment.

Premier budget de l'élargissement, nous nous en réjouissons. Cela se traduit par un accroissement très net des dépenses de fonctionnement, ce qui est normal, puisque chacune des institutions voit ses effectifs augmenter et puisque chacune doit travailler dans un plus grand nombre de langues.

Incertitude des recettes et des dépenses opérationnelles, incertitude plus grande qu'à l'accoutumée, où les coûts de la politique agricole sont, bien entendu, liés à l'évolution des marchés agricoles mondiaux et aux aléas de la climatologie de la Communauté. Mais cette fois-ci, en outre, il n'a pas été possible de mesurer exactement quelle serait l'incidence de l'entrée de trois nouveaux pays dans la Communauté, ce qui fait qu'une partie de ce qui était hier le trafic extérieur de la Communauté devient du commerce intérieur, avec des impacts sur les recettes et les dépenses de la Communauté. C'est donc un budget qui laisse subsister une assez grande incertitude, au niveau aussi bien des recettes que des dépenses, mais c'est un budget d'élargissement très net, et nous nous en réjouissons.

Nous aurions souhaité que ce budget fût aussi celui de l'approfondissement parce que plus une communauté est vaste, plus elle exige d'être structurée dans ses institutions et dans ses politiques. Dans ses institutions, c'est peut-être l'objet d'un autre débat ; dans ses politiques, nous devons constater — les orateurs précédents l'ont fait également — qu'en dehors de la politique agricole, qui est la plus ancienne, la plus accomplie et la plus intégrée des politiques communes, nous n'avons pour tout le reste, politique sociale, politique de la jeunesse, politique industrielle, que les crédits au chapitre 98, c'est-à-dire des crédits non-opérationnels, qui ne peuvent être engagés que par une procédure de virement à des chapitres opérationnels. Autrement dit, nous sommes dans l'imprécision, l'incertitude et l'attente, avec ce danger que si des masses importantes étaient inscrites à des chapitres d'attente comme c'est le cas du chapitre 98, et que si les virements devaient être effectués sans que le Parlement européen ne soit consulté, on pourrait trouver là une technique pour contourner les pouvoirs budgétaires de ce Parlement.

En effet, on inscrirait des masses importantes dont l'utilisation n'a pas été précisée et individualisée et, le

jour où l'on passerait à cette individualisation, il y aurait un virement pur et simple sans que nous soyons consultés. Nous devons réfléchir à ce problème de procédure ; je dis bien réfléchir, car nous ne pouvions, ni les uns ni les autres, prendre des positions définitives au cours des débats qui ont lieu devant la commission des finances.

Serait-il satisfaisant que le Parlement soit insuffisamment consulté lorsque des virements importants ont lieu du chapitre 98 à des chapitres opérationnels ? S'il est d'accord, les virements ont lieu ; sinon il faudrait recourir à la procédure du budget supplémentaire, procédure qui est évidemment lourde mais qui ne s'appliquerait ainsi que pour le résiduel, avec l'espoir que, neuf fois sur dix, nous pourrions donner un agrément sans utiliser cette procédure.

Parmi les sujets d'insatisfaction concernant ces politiques opérationnelles de la Communauté, les deux points qui nous touchent le plus concernent la politique sociale et la politique régionale.

En ce qui concerne la politique sociale, un débat a eu lieu ici même hier soir sur l'initiative parlementaire, soutenu par notre collègue, M<sup>lle</sup> Lulling, concernant l'action sociale.

Il a été insisté sur le fait que le Fonds social doit pouvoir intervenir dans l'esprit où la CEE intervenait hier dans le secteur du charbon et de l'acier.

Pour faciliter les conversions dans les régions où, d'une part, on observe un exode agricole et où, d'autre part, le secteur industriel connaît une conversion importante — c'est notamment le cas des secteurs du textile et de l'habillement —, un amendement a été déposé pour l'inscription de crédits. Le groupe socialiste le soutiendra.

Nous sommes encore plus sensibles au problème concernant les crédits de la politique régionale. Quelqu'un disait tout à l'heure : c'est une bonne politique mais elle coûtera cher. C'est exact, mais nous ne pouvons tout de même pas continuer, après douze ans, à tenir, sur la politique régionale, des discours dont le nombre suffirait à remplir la bibliothèque parlementaire européenne, alors qu'entre-temps nous n'avons pas inscrit un centime.

L'année dernière, la Commission avait fait des propositions sur ce point. Cette année, elle ne les a même pas reprises. L'année dernière aussi, le Parlement avait inscrit une ligne « pour mémoire » pour la politique régionale. Le Conseil l'a supprimée. Alors cette année, nous avons inscrit non pas une ligne « pour mémoire », mais pour bien montrer que nous souhaitons que cette section devienne déjà opérationnelle, nous avons inscrit mille unités de compte. Nous savons bien qu'on ne réalise rien avec cela, mais dans l'état de préparation où nous nous trouvons un chiffre précis sera soit insuffisant ou excédentaire. Mais cela veut dire, très clairement, que nous souhaitons

## Spénale

que la politique régionale sorte des discours et démarre dans le concret.

En ce qui concerne ce défaut d'inscription, j'ai posé, au mois de juillet, une question écrite à la Commission sur laquelle elle a mis fort longtemps à me répondre. Finalement, elle m'a indiqué, le 25 octobre, que les moyens par lesquels elle compte intervenir en matière de politique régionale sont contenus dans des propositions qu'elle a faites et qui se traduisent par « Fonds européen de bonification d'intérêts pour le développement régional ». Le coût prévisionnel est de cinquante millions d'unités de compte par an pour les cinq premières années.

Mais si telle est sa doctrine, si telle est son estimation, pourquoi n'en a-t-elle pas fait mention dans l'avant-projet de budget ?

La Commission doit en effet prendre sa responsabilité politique. C'est d'autant plus grave que les inégalités sont extraordinaires dans la Communauté.

Si j'examine les statistiques de base, je remarque que dans chacun de nos pays, il existe des différences allant de 1 à 2,5 entre les salaires payés dans les différentes régions. En Allemagne, par exemple, je relève pour Hambourg 3 484 unités de compte par an et pour la Basse-Bavière 1 330 unités de compte par an.

En France, je constate que dans la Région parisienne le chiffre est de 1 558 u.c. par an alors que dans la région Midi-Pyrénées, que je représente, il n'est que de 891 u.c. par an. Cela va donc presque du simple au double. En Italie, c'est le même phénomène, et même aux Pays-Bas, qui ne sont pourtant pas un pays très vaste, on observe des différences du simple au double entre les régions. Il est par conséquent urgent de porter remède à cette situation. Cela justifie les déclarations faites par M. Pompidou lors du Sommet, à savoir que la politique régionale est d'abord et déjà une politique nationale, mais qu'elle déborde encore ce cadre. Il est temps que la Communauté se saisisse d'un tel problème.

Le troisième aspect de ce budget est qu'il est l'avant-dernier budget avant l'autonomie complète des Communautés. On en voit les signes avant-coureurs dans le fait que c'est déjà le premier budget où les ressources propres des Communautés dépassent nettement les contributions financières des États membres. Désormais seul le budget de 1974 nous sépare du budget de 1975, que nous devons mettre au point en moins de deux ans et qui sera le premier budget de notre autonomie.

Cette situation fait surgir deux questions. Premièrement, une question de substance budgétaire : il serait dérisoire que les Communautés aient leur autonomie et pas leurs ressources. Deuxièmement, une question de pouvoir budgétaire, car tout le monde l'a dit et écrit, mais en vain jusqu'à présent, le jour où le budget des Communautés sera intégralement alimenté

par les ressources propres, les procédures ne pourront plus être celles du temps des contributions financières des États membres.

Question de substance : nous avons des préoccupations du côté de la TVA. Pour que l'on puisse prélever sur la TVA des pays membres une part qui reste correctement proportionnelle dans chaque pays, il faut que l'assiette commune de la TVA soit établie d'ici au budget de 1975. Alors je demande à la Commission ou au Conseil s'ils peuvent nous affirmer aujourd'hui que l'Italie établira la TVA au 1<sup>er</sup> janvier 1973 ; deuxièmement si l'on peut escompter que l'Angleterre tiendra son engagement d'instituer la TVA pour le 1<sup>er</sup> avril 1973 ; enfin, où nous en sommes avec le Danemark et l'Irlande. La Commission ne pourrait-elle pas hâter ses propositions en ce qui concerne l'assiette commune de la TVA, afin que les pays qui ne l'ont pas encore instituée puissent éventuellement tenir compte de ses propositions, pour ne pas être obligés de réformer leur TVA dès qu'ils l'auront instituée ? Il y a là des voies de travail logiques, sur lesquelles je souhaiterais que la Commission nous dise d'abord où nous en sommes et ensuite ce qu'elle a préparé, et quand elle va nous faire des propositions.

Je rappelle que la sous-commission de l'harmonisation fiscale qui existe au sein de la commission des finances et des budgets depuis deux ans demande que l'on avance dans ce domaine, cependant que nous ne voyons pas grand résultat.

Question de substance également : nous avons, je le répète, quelque inquiétude à voir que les ressources propres ont tendance à être lâchées avec assez de facilité à l'occasion de négociations avec tel ou tel pays, qu'il s'agisse de pays développés ou moins développés. L'inflation nous inquiète, elle aussi, car lâcher 15 % des droits de douane, cela veut dire abandonner 15 % de nos ressources dans ce secteur, sans même nous avoir consultés.

J'ai présenté cette observation à M. le président du Conseil lors de la dernière réunion de la commission des finances et des budgets à La Haye et il nous a donné l'assurance qu'une décision ne serait pas prise avant notre consultation. J'espère qu'il voudra bien renouveler cette assurance.

En tout cas, ce serait la peau de chagrin si finalement on ne mettait pas la TVA en application, alors que nous avons abandonné une bonne partie de nos ressources du côté des droits du tarif extérieur commun. En effet, sur quoi fondera-t-on alors l'autonomie budgétaire des Communautés en 1975 ? Nous devons donc être très vigilants à cet égard.

J'en arrive à la question des pouvoirs budgétaires et j'aborde là un sujet très sensible.

Je rappelle que, lors des traités d'avril 1970, la Commission a pris l'engagement de fournir, après les ratifications par les États membres et dans un délai ma-

**Spénale**

ximum de deux ans, de nouvelles propositions pour l'extension des pouvoirs budgétaires du Parlement européen.

Je m'exprimerai là un peu à titre personnel, quoique dans le groupe socialiste, qui en a parlé tout à l'heure, il existe une majorité sensible pour penser comme moi.

Je dois dire que je suis extrêmement déçu du comportement de la Commission à l'égard de ce problème. La Commission a en effet commencé par demander un rapport à des experts, en particulier à M. Vedel, dont le rapport est très brillant en ce qui concerne la critique du fonctionnement actuel des Communautés ; à cet égard, je n'ai même jamais rien lu de meilleur. Mais il s'évanouit un peu dans les sables lorsqu'il s'agit d'en tirer les conclusions par des propositions constructives.

La Commission a tourné autour de cela, et je crois qu'elle n'en est pas encore sortie. En effet, lorsque nous lui avons demandé de tenir son contrat à l'heure dite, on nous a répondu : maintenant, il y a les ratifications et nous ne voudrions rien entreprendre qui puisse les troubler.

Soit, mais les ratifications sont intervenues. Alors, on nous a déclaré : maintenant, il y a le Sommet, et nous ne voudrions pas être en contradiction avec le Sommet. Soit, ici encore, bien que je ne voie pas en quoi le Sommet eût pu contredire une procédure déjà engagée.

Mais le Sommet passé ! Et nous ne voyons pas ce qui pourrait maintenant empêcher la Commission de déposer ses propositions. Sur ce point, j'aimerais entendre M. Coppé nous répondre et je serais très heureux s'il infirme ce que je vais dire, car la Commission nous déclare : si je dois passer le flambeau le 1<sup>er</sup> janvier, je ne peux prendre d'engagements pour l'avenir.

Monsieur le Président, mes chers collègues, cette position n'est vraiment pas sérieuse. En effet, si l'on fait un retour en arrière pour scruter quel a été le comportement de la Commission sur ce problème des pouvoirs budgétaires et des ressources propres, en partant de M. Hallstein pour arriver à la situation actuelle, on constate que le soutien que la Commission a apporté au Parlement sur ce problème est allé en s'amenuisant au fil des jours. Il me semble en effet que la Commission est une institution politique permanente, qui continuera d'exister le 1<sup>er</sup> janvier 1973, même si les hommes ont changé. Dès lors je ne crois pas qu'elle puisse se défaire si facilement.

D'ailleurs, si elle personnalisait le problème au point de dire : moi, je suis l'ancienne Commission, et c'est la nouvelle qui doit intervenir, ce serait un nouvel argument pour la nouvelle de dire : moi, je n'ai pas fait de promesses et l'on ne m'a passé aucun relais.

Avant de mourir, certaines gens font un testament parce qu'ils considèrent qu'au-delà d'eux-mêmes la vie continue ; c'est encore plus vrai des institutions.

En conséquence, nous estimons que la Commission doit, fût-ce à titre testamentaire, faire des propositions en ce qui concerne les pouvoirs budgétaires du Parlement européen, et ce avant l'expiration de la dernière ratification, à savoir la ratification italienne du 22 décembre 1970.

Nous n'avons pas encore décidé quel sera le comportement du groupe socialiste et celui de la commission des finances et des budgets si la Commission se refuse à faire des propositions. Cependant, je tiens à dire qu'en ce qui me concerne, je préconiserai les réactions les plus vives et je souhaite que le Parlement se serve de tous les droits qui lui sont donnés par les accords de Rome.

En terminant, je dirai que ce budget nous apporte, certes, quelques satisfactions et que, surtout, les relations entre institutions se sont très largement améliorées en ce qui concerne les procédures, même si je viens de faire quelques reproches à la Commission sur un problème plus vaste. Nous regrettons l'hésitation qui règne en matière de politique d'approfondissement, mais j'espère que d'ici à la fin de la procédure budgétaire, nous pourrons, avec le Conseil, améliorer ce qui est en cours. En conclusion, j'insiste auprès de la Commission pour qu'elle forme les propositions qu'elle s'était engagée à faire.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Fabbrini.

**M. Fabbrini.** — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, je pense que personne ne s'étonnera — du moins je l'espère — si, dans ma brève intervention, je m'abstiens d'analyser de manière détaillée les différents chapitres du budget. Je n'en aurais d'ailleurs pas le temps. Si je le faisais, je ne pourrais pas mettre l'accent, comme je l'estime nécessaire, sur l'exigence d'une profonde révision des orientations et des options effectuées par l'exécutif de la Communauté dans le cadre de ce budget.

D'autre part, le budget en question n'aurait aucun sens s'il n'était conçu — je cite textuellement la Commission — comme un moyen d'atteindre les objectifs et les finalités de la Communauté ; c'est pourquoi il exprime la synthèse des orientations politiques et opérationnelles de la Communauté et constitue donc un document politique ; c'est pourquoi, une appréciation politique ne saurait que porter, sur l'ensemble et sur la répartition générale des recettes et des dépenses et les motivations qui les accompagnent.

En effet, il importe peu, au niveau de l'appréciation politique globale, de faire observer que, dans tel ou



**Fabbrini**

tel chapitre du budget, le montant des recettes et des dépenses prévues pourrait être révisé. On pourrait peut-être dans ce domaine procéder à certains ajustements qui, cependant, à mon avis, demeureraient marginaux et n'auraient pas d'incidences sur la structure d'ensemble d'un budget qui, de l'avis du parti politique auquel j'appartiens, devrait être profondément transformé.

En ce qui concerne les modifications de caractère marginal, les critiques formulées dans le rapport de M. Offroy sont certes très intéressantes, de même que les amendements qui ont été présentés et sur lesquels je puis dire dès à présent que mon groupe se prononcera favorablement; les travaux de la commission des finances et des budgets auxquels le rapporteur a déjà fait allusion ont également été très positifs.

Il reste cependant que même si les amendements étaient acceptés par le Conseil, le budget sortirait certes amélioré, mais pas au point de justifier une révision de l'appréciation négative que nous avons portée à son sujet.

Différents orateurs ont rappelé que le budget à l'examen est le premier budget à « neuf », et non à « dix », en raison de la défection de la Norvège, et surtout le premier budget dans lequel les ressources propres de la Communauté sont supérieures aux contributions financières des différents États membres; il est également — il faut le reconnaître — le premier budget élaboré selon la nouvelle procédure qui renforce, bien que légèrement seulement, les responsabilités du Parlement en la matière.

Mais, indépendamment des aspects quantitatifs du budget, qui sont étroitement liés à l'élargissement de la Communauté, indépendamment du fait qu'une délégation de la commission des finances et des budgets a été consultée au cours de la phase initiale de la préparation du budget par le Conseil et pourra également l'être à nouveau lors de son adoption définitive, il n'en reste pas moins que les pouvoirs du Parlement en matière budgétaire sont demeurés presque inchangés par rapport aux dernières années: je tiens à souligner cet état de choses parce que ce budget intervient précisément au moment où — comme M. Spénale l'a rappelé avant moi — les ressources propres sont supérieures aux contributions des différents États. Cela aurait dû suffire pour entraîner un renforcement sensible des pouvoirs du Parlement européen, ne serait-ce que pour rééquilibrer les pouvoirs qui ont été, en fait, soustraits aux Parlements nationaux à la suite de l'institution du système des ressources propres. Du reste, il n'est pas du tout certain que le traité de Luxembourg instituant les ressources propres oblige la Commission à élaborer et à présenter des propositions précises en vue du renforcement des pouvoirs budgétaires du Parlement européen dans un délai de deux ans après la signature de ce traité. Et je voudrais, à ce propos — non pas tant par goût de la polémi-

que que pour inciter les membres de ce Parlement à une réflexion critique et autocritique — rappeler que notre Parlement a manqué de fermeté pour revendiquer la reconnaissance d'un droit auquel j'estime qu'il est impossible de renoncer, lorsque, il y a quelques mois, il a supprimé dans la résolution initiale de la commission des finances et des budgets le paragraphe dans lequel il déplorait que la Commission n'ait pas respecté le délai prescrit par le traité de Luxembourg pour présenter des propositions précises en ce qui concerne le renforcement des pouvoirs de notre Parlement.

Le Parlement n'a pas fait preuve à cette occasion, je le répète, de la fermeté nécessaire et je crois qu'il faut reconnaître que, lorsque l'on se comporte de cette manière, que l'on montre une trop grande facilité à accepter des compromis et à céder, il ne faut pas ensuite se montrer profondément déçu par le comportement de la Commission, comme l'a fait M. Spénale, ou s'étonner que, sur le plan du renforcement des institutions, et en particulier du renforcement des pouvoirs du Parlement européen et de son élection au suffrage universel direct, la Conférence au sommet de Paris ait connu un échec retentissant. Je sais fort bien qu'en insistant sur ce problème qui n'est pas nouveau et sur lequel on a tant dit et tant écrit, je risque d'apparaître monotone et pour certains aspects également quelque peu ennuyeux. Mais je suis en bonne compagnie puisque M. Spénale, président de la commission des finances et des budgets, a toujours pris énergiquement position à ce sujet de même que d'autres membres du Parlement européen.

Si j'insiste encore sur ce problème sur la base des considérations que je viens de faire, c'est parce que je suis convaincu qu'une partie politique importante se joue à ce niveau pour l'avenir de la Communauté et l'avenir démocratique des institutions communautaires.

Mais notre appréciation négative à l'égard du présent budget n'est pas seulement due aux raisons que j'ai invoquées tout à l'heure et qui se réfèrent en particulier à la procédure et aux pouvoirs du Parlement en matière budgétaire; cette appréciation dérive également, comme je l'ai déjà indiqué, de la structure même de ce budget. Le seul élément nouveau — nous ne pouvons pas pour notre part ne pas le rappeler et ne pas le juger — qui présente une certaine importance dans le budget de 1973 par rapport au budget de 1972 est l'augmentation des crédits accordés au Fonds social renouvelé. Mais nous ne pouvons pas dire pour autant — comme le rapporteur — que nous sommes satisfaits du montant global des crédits qui ont été prévus dans le cadre de la politique sociale de la Communauté, dans la mesure où elle doit résoudre des problèmes complexes, et sous certains aspects dramatiques, dans certains pays, et exige un plus grand engagement sur le plan financier.

Nous ne nous sommes pas opposés à l'augmentation

**Fabbrini**

des crédits du Fonds social parce que les grandes lignes de ce budget tiennent essentiellement compte des critiques que nous avons formulées à l'encontre des budgets précédents. Quant à la politique agricole — il semble inutile de le rappeler —, elle continue à être un puits sans fond dans lequel se déverse une grande partie des ressources financières de la Communauté. Le plus grave, c'est qu'une grande partie des ressources de la Communauté se déverse dans ce puits sans fond sans que — comme l'expérience de chaque jour en témoigne — les problèmes de l'agriculture qui préoccupent tous les pays de la Communauté en soient pour autant sérieusement examinés en vue de trouver des solutions.

La politique régionale demeure — on l'a déjà rappelé et je tiens à le souligner ici — tout à fait absente du budget, si bien que la commission des finances et des budgets a demandé qu'un chapitre du budget y soit consacré et prévoie à cet effet une dotation de 1 000 u.c. — crédit purement symbolique — en vue de solliciter également par cette voie l'adoption de mesures plus précises dans ce domaine, qui constitue l'une des orientations fondamentales de la Communauté.

Le représentant du groupe parlementaire démocrate-chrétien a déclaré que la politique régionale est ou deviendra une belle chose, mais qu'elle coûte cher ; mais de ce point de vue, je dois dire que la politique agricole coûte cher également et même très cher et que cela n'a cependant pas empêché la Communauté de la mettre en œuvre et de la poursuivre. Ce n'est certainement pas le coût d'une politique qui doit faire obstacle à la mise en œuvre si l'on estime que les problèmes à affronter et à résoudre grâce à cette politique présentent un caractère dramatique et, par conséquent, impératif et figurent parmi les tâches spécifiques de la Communauté.

Je voudrais, avant de conclure, ajouter un certain nombre de considérations au sujet de deux questions qui ont déjà été évoquées devant le Parlement. La première concerne le chapitre 98 ; je ne suis pas opposé à l'institution d'un chapitre du budget prévoyant un certain crédit provisionnel non affecté. J'en reconnais l'utilité sur le plan pratique. Mais notre accord est toutefois subordonné à deux conditions — nous souscrivons en cela aux déclarations qui ont déjà été faites à ce sujet par d'autres orateurs.

La première condition est que les sommes affectées ne dépassent pas une certaine limite qui pourrait également être établie en pourcentage du total des dépenses de la Communauté. La seconde condition est que le Parlement — ou du moins sa commission des finances et des budgets compétente — en soit non seulement informé, comme il m'a semblé que le Conseil des ministres avait l'intention de le faire si j'ai correctement interprété la déclaration faite à

ce propos par le président en exercice du Conseil lors de la conférence de La Haye, mais également associé à la décision concernant la destination spécifique de ces crédits provisionnels. Au cas où ces deux conditions ne seraient pas remplies, le contrôle nécessaire du Parlement sur la destination spécifique de ces crédits risquerait, comme l'ont affirmé M. Spénale et également M. Offroy dans son rapport, d'être ainsi escamoté.

La seconde considération a trait à l'utilisation des réserves accumulées au cours des années passées pour la mise en œuvre de la réforme de l'agriculture, réserves qui, dit-on, seront utilisées au cours des prochaines années par les neuf États membres, alors qu'elles ont été constituées avec les contributions des Six. J'estime que cela ne serait pas équitable et risquerait d'avoir des conséquences graves pour les agriculteurs des six pays de la Communauté, dans la mesure où les réserves déjà accumulées devraient, en raison de l'élargissement en cours, être réparties entre un beaucoup plus grand nombre d'agriculteurs ; j'estime qu'il convient donc de demander aux trois nouveaux membres de la Communauté qu'ils contribuent, dans la proportion appropriée, au renforcement des réserves.

Voilà les considérations que je tenais à formuler pour motiver le vote négatif de mon groupe.

Je voudrais encore rappeler que l'on entend très souvent des Européens convaincus exprimer leur profonde amertume pour le manque d'intérêt manifesté par les jeunes en particulier et par tous les citoyens en général à l'égard des activités communautaires ; amertume qui se transforme en déception profonde devant le « non » de la Norvège, l'opposition considérable enregistrée au Danemark et l'opposition marquée des travaillistes britanniques.

Je voudrais que nous réfléchissions un peu à tout cela ; en effet, je suis convaincu que si nous réfléchissons aux causes de cette désaffection et surtout aux raisons de l'opposition croissante qui se manifeste à l'égard du type de politique mise en œuvre par la Communauté, nous parviendrions à la conclusion que la Communauté actuelle et la politique qu'elle met en œuvre et qui, dans le cas présent, s'exprime à travers le budget que nous sommes en train de discuter et que vous adopterez, ne peuvent pas susciter l'intérêt et soulever l'enthousiasme des peuples ; c'est précisément pourquoi il convient de les modifier profondément afin de pouvoir éveiller l'intérêt et l'enthousiasme des citoyens et, en particulier, celui de la jeunesse.

Bien qu'ils soient modestement représentés au sein de cette Assemblée, mes amis politiques, et plus encore les forces plus importantes dont ils disposent dans les différents pays de la Communauté, vont désormais s'attacher énergiquement à promouvoir une transformation profonde de la Communauté.

## PRÉSIDENCE DE M. BERSANI

*Vice-président*

M. le Président. — La parole est à M. Westerterp.

M. Westerterp, *président en exercice du Conseil des Communautés européennes*. — (N) Monsieur le Président, au moment de la présentation du projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1973, je pouvais déjà faire savoir que le Conseil avait décidé de tenir compte des désirs exprimés par les États adhérents concernant certaines dépenses reprises dans le projet de budget de 1973 au titre de la section « Garantie » du Fonds agricole européen. A l'occasion de cette présentation du budget, au cours de la période de session d'octobre du Parlement, j'ai fait remarquer que de ce fait des modifications devaient éventuellement être apportées au budget de 1973 dans le cadre de la procédure budgétaire générale.

Je peux dire aujourd'hui au Parlement que le Conseil a décidé, après un nouvel examen de cette question lors de sa session des 6 et 7 novembre, d'inscrire au projet de budget complémentaire n° 2 pour 1972 les crédits nécessaires pour couvrir les dépenses effectuées en janvier 1973 par le Fonds agricole européen, section « Garantie », pour lesquels des crédits figuraient déjà au projet de budget 1973 élaboré par la Conseil, à l'exception des crédits destinés à l'intervention des organismes publics sous forme d'achat, de stockage et de vente des produits pour lesquels les comptes sont clôturés chaque année au 31 décembre.

En élaborant ce projet de budget complémentaire pour 1972, le Conseil a donné suite à la communication de la Commission sur la position de la mission du Royaume-Uni concernant le projet de règlement financier portant établissement de dispositions particulières pour le FEOGA, section « Garantie », ainsi qu'aux demandes introduites par les États adhérents lors de la discussion sur les crédits de la section « Garantie » du Fonds pour l'exercice 1973.

Les crédits inscrits au projet de budget complémentaire n° 2 se montent à plus de 195 millions d'u.c. Compte tenu des crédits à inscrire au projet de budget complémentaire n° 2, les crédits figurant au budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1972 s'élèveront au total, en chiffres ronds, à 4,3 milliards d'u.c., et les crédits repris dans le projet de budget de 1973 devront être diminués de plus de 195 millions d'u.c. Ce problème a été soumis à la commission des finances et des budgets le mois dernier à Paris par la Commission européenne. Je remercie la commission des finances et des budgets de s'être montrée disposée à suggérer au Parlement européen d'adopter encore au cours de cette session le projet de budget complémentaire n° 2 que je viens

de présenter officiellement, et d'apporter, par la même occasion, les modifications qui en découlent au sujet du budget de 1973.

J'espère m'être ainsi acquitté, Monsieur le Président, de ma première tâche qui consistait à présenter, encore au tout premier stade, un projet de budget complémentaire pour 1972 qui revêt un caractère technique mais est indispensable pour qu'il puisse être tenu compte des accords politiques conclus lors des négociations sur l'adhésion.

J'en arrive maintenant à la discussion du projet de budget de 1973. Je voudrais remercier, en tant que président du Conseil, M. Offroy pour l'excellent rapport qu'il a élaboré au nom de la commission des finances et des budgets. Au cours du bref délai qui nous est imparti par le traité pour la discussion du projet de budget, M. Offroy a su contribuer d'une manière à mon avis remarquable, au nom de la commission présidée par M. Spénale, à la formation des décisions du Parlement européen. Cela ne signifie pas qu'en ma qualité de président du Conseil je puisse souscrire à toutes les propositions de modifications qui ont été soumises à cette commission par la commission des finances et des budgets ou par d'autres et qui ont été reprises par elle. Mais je reviendrai encore sur ces points particuliers.

Pour ce qui est de la structure du budget de 1973, je voudrais rappeler que lors de sa présentation, en octobre dernier, j'ai fait remarquer que le projet de budget devrait être revu compte tenu du fait que la Communauté élargie comptera, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1973, non pas dix, mais neuf États membres. J'ai dit, à ce moment, qu'il y aurait lieu d'apporter éventuellement de petites modifications. A vrai dire, j'avais espéré que la Commission aurait formulé des propositions concernant ces modifications, de sorte que l'Assemblée aurait encore pu les examiner au cours de ce débat. Le Conseil aurait été en mesure de reprendre ces modifications dans le budget au cours de sa session des 4 et 5 décembre. A ce propos, je veux faire remarquer à la Commission que le Conseil attache beaucoup de prix à pouvoir apporter ces modifications dans les délais voulus, faute de quoi elles devraient être incluses dans un budget complémentaire.

J'en arrive maintenant, Monsieur le Président, aux postes dont relèvent les divers points cités dans le rapport de M. Offroy et dont on a discuté une nouvelle fois au cours du débat de ce matin. Il me semble que l'on accorde une grande attention aux crédits devant couvrir les dépenses que le Centre commun de recherche sera obligé de faire après le 1<sup>er</sup> janvier 1973. Je concède qu'en raison de la date tardive à laquelle la Commission a transmis au Conseil les propositions concernant le programme pluriannuel de recherches, celui-ci ne sera pas en mesure — c'est du moins ce que je crains, bien que j'aie proposé au Conseil de consacrer en décembre deux sessions supplémentaires à la proposition de la Commission eu-

**Westerterp**

ropéenne concernant le programme pluriannuel d'Euratom — de prendre une décision définitive avant le 1<sup>er</sup> janvier sur l'application de ce programme. Il est vrai cependant que des crédits sont nécessaires pour les dépenses courantes. J'espère que ces crédits seront disponibles au moment opportun. Le Conseil a promis que le Parlement européen serait consulté avant que l'inscription soit effectuée. C'est à juste titre que M. Offroy l'a rappelé.

Dès lors, la question est de savoir comment, sur le plan budgétaire, seront financées, après le 1<sup>er</sup> janvier 1973, les dépenses provisoires que la Commission devra nécessairement effectuer même en l'absence de programme de recherches. La commission des finances et des budgets a proposé, à cet effet, de transférer une somme de 10 037 640 u.c. du chapitre 98 au chapitre 33. Lors de la réunion de cette commission qui s'est tenue la semaine dernière à La Haye, j'ai déjà fait remarquer qu'il n'était pas possible pour ce type de dépense d'appliquer le système des douzièmes provisoires. J'ai l'impression que la Commission a pris trois douzièmes du crédit inscrit au chapitre 98 pour les transférer au chapitre 33. Je pourrais m'imaginer que le Parlement, voulant s'engager dans cette voie, serait disposé, pour ne pas créer de précédent, à envisager le virement d'un montant forfaitaire de, par exemple, 10 millions d'u.c. du chapitre 98 au chapitre 33. Si une telle proposition était faite, je ne pourrais, en tant que président en exercice du Conseil, qu'en prendre acte; en effet, seul le Conseil a le pouvoir de prendre position sur une solution que — je me permets d'appeler votre attention là-dessus — il avait rejetée au moment de l'élaboration du budget. Le Conseil ne veut en aucune manière anticiper sur les décisions en matière de programme qu'il sera appelé à prendre par la suite. La suggestion que j'ai faite aura cependant montré dans quel sens une décision du Conseil pourrait probablement aller.

Un deuxième point concerne la prorogation de l'accord Dragon et les crédits qui doivent y être affectés. La décision de programme qui doit permettre à la Communauté de continuer à participer à ce projet est actuellement soumise à l'appréciation du Conseil. Celui-ci donnera certainement son approbation à la modification du projet de budget que la commission a proposée sur ce point, si cette proposition de modification est adoptée par le Parlement. Il faut cependant que je vous dise que, contrairement à l'information contenue dans le rapport de M. Offroy, le Conseil n'a pas encore donné cette approbation. La semaine dernière, j'ai seulement dit à La Haye, au cours de la réunion de la commission des finances et des budgets, que je présumais que le Conseil donnerait son approbation sur ce point.

Le troisième point que je voudrais signaler au sujet de cette catégorie de dépenses concerne les crédits destinés à la participation de la Communauté à l'ac-

tion désignée sous le vocable COST n° 11 ou, en termes plus clairs, réseau européen d'ordinateurs.

J'ai déjà déclaré, Monsieur le Président, devant la commission des finances et des budgets — il faut que je le rappelle ici par souci de clarté — que le Conseil ne pourra sûrement pas souscrire à la diminution de 400 000 u.c. proposée par la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques vu que — et c'est là le motif invoqué — la participation de la Communauté à cette action ne repose pas sur l'article 235 du traité CEE.

Je voudrais rappeler que les efforts entrepris par la Commission européenne, et je crois pouvoir dire par le Parlement, ont toujours eu pour but d'étendre autant que possible le terrain d'action du Centre commun de recherche à tous les domaines qui ont un lien avec les secteurs couverts par le traité Euratom.

La Commission européenne avait proposé au Conseil de reconnaître qu'il existe un tel lien entre les activités prévues dans le cadre de l'action n° 11 et celles de son programme dans le domaine de l'informatique. Dès lors, le Conseil a établi, à l'unanimité, un programme de recherches dont le seul but est de permettre dans ce contexte la participation de la Communauté à l'action n° 11.

Le Conseil pourrait difficilement accepter de révoquer cette décision. Cela aurait d'ailleurs pour effet de retirer provisoirement toute base juridique à la participation de la Communauté à cette action, alors qu'on a déjà communiqué officiellement aux pays tiers signataires de cet accord que les procédures internes, qui sont nécessaires pour que la Communauté puisse participer à cette action, ont été menées à bonne fin.

J'en appelle dès lors instamment à la commission des finances et des budgets et à la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, afin qu'elles retirent leurs propositions de modification. Car si ces propositions sont maintenues et acceptées par le Parlement, tout crédit pour la participation de la Communauté européenne à un réseau européen d'ordinateurs risque d'être supprimé. Je doute que ce soit là le but visé par le Parlement. Il est clair, ce me semble, que les moyens auxquels on a recours pour tenter de résoudre une divergence d'opinion entre le Parlement et le Conseil concernant une base juridique donnée, sont mal choisis.

J'en arrive maintenant aux autres crédits inscrits au chapitre 98 du projet de budget, à savoir les crédits provisionnels non affectés.

La question du Parlement est la suivante : pourquoi le Conseil a-t-il décidé d'inscrire ces crédits au chapitre 98 et non pas aux postes du budget relatifs aux actions auxquelles ces crédits sont destinés ? La question est également posée de savoir si le Conseil

**Westerterp**

consultera le Parlement au moment de l'examen des demandes visant à débloquent ces crédits.

Je voudrais répondre ceci au nom du Conseil. Le Conseil, au lieu de les affecter à différents postes particuliers du budget, a repris au chapitre 98 les crédits pour certaines actions au sujet desquelles il n'a pas encore pris de décision. J'ai déjà fait remarquer à la commission des finances et des budgets de votre Parlement qu'il s'agit là d'une doctrine constante du Conseil que j'aimerais qualifier d'orthodoxie budgétaire. En inscrivant les ressources financières nécessaires au chapitre 98, le Conseil peut les rendre disponibles en fonction des conséquences financières des décisions qui seront prises dans le courant de l'exercice. Aussi, à mesure que les décisions de principe seront prises, le Conseil débloquentera-t-il les crédits repris au chapitre 98.

Je rappellerai à ce propos que des 168 millions d'u.c. figurant au chapitre 98, 63 millions sont réservés à des dépenses de recherche et d'investissement.

J'ai déjà fait remarquer auparavant qu'il s'agit d'une décision particulière prise par le Conseil afin de tenir compte du contexte spécifique dans lequel il a dû arrêter ses décisions cette année. Ce crédit ne peut être viré au chapitre 33 que dans le cadre d'un budget complémentaire ou modifié, de sorte que cette modification budgétaire sera soumise au Parlement.

On a demandé ce qu'il advient du déblocage des autres crédits du chapitre 98, qui ne concernent pas le Centre commun de recherche.

Je ne puis encore promettre à l'heure actuelle que le Conseil consultera le Parlement lors de l'examen des demandes de déblocage de ces crédits. M. Offroy a déclaré que le Conseil avait déjà donné son accord sur une proposition visant à consulter la commission compétente du Parlement avant que l'on ne procède à un transfert des crédits du chapitre 98 à d'autres chapitres. M. Spénale a fait remarquer à juste titre qu'au cours de la discussion qui s'est déroulée la semaine dernière à la commission des finances et des budgets, le problème a été soulevé de savoir de quelle manière le Parlement européen pourrait éventuellement intervenir dans ce transfert de crédits. J'ai déclaré alors, en mon nom personnel, que je pouvais concevoir que le Conseil, avant de procéder à ce transfert, informerait la commission compétente du Parlement européen. Cette suggestion doit encore être discutée au Conseil. Je n'aimerais pas susciter inutilement des malentendus sur ce point en donnant au Parlement l'impression que le Conseil a déjà pris une telle décision. Je suis heureux que le président de la commission des finances et des budgets ait bien voulu confirmer cette interprétation de la discussion que nous avons eue la semaine dernière.

On a demandé également pourquoi le Conseil n'avait pas prévu dans son projet de budget pour l'exercice 1973 des crédits pour les quatre fonctionnaires qui,

selon la Commission, doivent être attachés au secrétariat permanent du Comité consultatif pour la jeunesse. Je rappellerai que le Conseil n'a pas encore pris position sur le projet de décision portant création d'un Comité consultatif pour la jeunesse présenté par la Commission. Donnant suite à une suggestion de la Commission, le Conseil a repris au chapitre 98 de l'avant-projet de budget pour 1973 un crédit de 84 000 u.c. pour des actions en faveur de la jeunesse. Ce crédit peut être débloquent au moment où le Conseil prendra une décision en la matière.

Je répondrai maintenant, Monsieur le Président, à une question concernant le Fonds social européen. J'ai remarqué que dans une proposition de modification, il a été proposé d'augmenter de 70 à 80 millions d'u.c. les crédits affectés au projet de budget en vertu de l'article 4 de la décision du Conseil du 1<sup>er</sup> février 1971 concernant la réforme de ce Fonds, cela afin de pouvoir tenir compte des nouvelles mesures en faveur des personnes qui quittent l'agriculture et de celles qui sont occupées dans le secteur du textile. M. Spénale vient d'en parler.

Au cours de sa session du 9 novembre 1972, c'est-à-dire tout récemment, le Conseil est parvenu à un accord sur une ligne de conduite commune destinée à mettre le Fonds social européen en mesure d'octroyer des aides au secteur agricole en vertu de l'article 4 de la décision du 1<sup>er</sup> février 1971. Ces aides ont pour but de promouvoir l'embauchage ainsi que la mobilité géographique et professionnelle des personnes qui, principalement occupées dans l'agriculture, désirent mettre fin à leurs activités pour exercer une profession, salariée ou non salariée, en dehors de ce secteur.

Le Conseil a également marqué son accord sur une ligne de conduite commune qui doit permettre au Fonds social, en vertu de l'article 4 de la décision précédemment citée, de soutenir des actions visant à faciliter l'engagement et à promouvoir la mobilité professionnelle des personnes occupées dans le secteur des textiles, dont l'emploi est directement affecté ou menacé de l'être par des mesures d'adaptation structurelle d'ordre quantitatif et qualitatif, et qui sont contraintes d'exercer une activité salariée soit à l'intérieur, soit à l'extérieur de ce secteur.

L'action du Fonds social dans le secteur du textile est établie pour une durée de trois ans. La Commission présentera annuellement au Conseil un rapport sur le développement des aides accordées par le Fonds dans ce secteur. Je voudrais demander à la Commission si les crédits, qui sont repris au budget en vertu de l'article 4 de la décision du Conseil de fin février 1971, doivent faire l'objet d'une adaptation dans le budget de 1973. Le Conseil aura l'occasion, lorsqu'il examinera un amendement qui a été introduit, de se prononcer une nouvelle fois sur ce problème.

Au sujet de la réduction du crédit demandé en vertu

**Westerterp**

de l'article 5 de la décision du Conseil concernant le Fonds social, je ferai remarquer que le Conseil, compte tenu de la première demande d'intervention, ne juge pas nécessaire ni même possible de consacrer en 1973 plus de 110 millions d'u.c. aux actions financées par le nouveau Fonds social au titre de cet article 5. Je rappellerai que le Conseil n'exclut du reste pas la possibilité, si la nécessité s'en faisait sentir, d'augmenter ce crédit au cours de l'exercice 1973 par la voie d'un budget supplémentaire.

J'ajouterai une remarque d'ordre général concernant les crédits affectés au Fonds social. La commission des finances et des budgets déplore dans son rapport, mais aussi, je crois, dans la résolution, que les crédits destinés au Fonds social ne représentent que 6 % des crédits inscrits au projet de budget. Je n'hésite pas à dire que c'est là une interprétation erronée. Les crédits affectés au Fonds social représentent en effet 6 % des crédits figurant au projet de budget, si du moins on tient compte de tous les crédits. Il ne faut cependant pas tirer des conclusions erronées de cette constatation. On ne saurait, par exemple, en inférer que le Conseil n'accorde pas d'intérêt à la politique sociale des Communautés. Bien au contraire, l'importance que le Conseil attache aux problèmes sociaux est une nouvelle fois apparue clairement au cours de sa session du 9 novembre dernier.

On a demandé également pourquoi le Conseil n'avait pas inscrit au chapitre 98 un crédit de 20 millions d'u.c. en faveur de la politique industrielle de la Communauté. La réponse à cette question est simple. Le Conseil a estimé ne pas pouvoir suivre la suggestion de la Commission et prévoir un tel crédit, fût-il bloqué. Le Conseil n'a en effet pas encore eu l'occasion de statuer sur les actions envisagées par la Commission dans le cadre de la politique industrielle. Vu que le Conseil n'a voulu en aucune manière anticiper sur les décisions à prendre au sujet des actions proposées, il a préféré en ce moment ne pas affecter de crédit à ce propos au chapitre 98.

En ce qui concerne la politique régionale de la Communauté, je noterai que, lors de l'établissement du projet de budget pour 1973, le 26 septembre 1972, le Conseil n'a pas prévu de crédits pour le Fonds de développement régional. D'ailleurs, la Commission européenne n'avait pas demandé de tels crédits.

La Commission a, en revanche, demandé qu'un crédit soit repris à l'avant-projet de budget pour l'exercice 1973 en faveur d'études effectuées à la demande de certains États membres et en coopération avec eux. Il s'agissait d'un montant de 200 000 u.c. Pour tenir compte du souci exprimé par une délégation du Parlement européen au cours de la discussion qui eut lieu avec le président du Conseil, le 26 septembre 1972, avant que le Conseil n'ouvre le débat sur la question, j'ai proposé que l'on maintienne du moins ce crédit. C'est ce que le Conseil a fait.

Au surplus, je ferai remarquer, Monsieur le Prési-

dent, que le Conseil a discuté de manière approfondie, au cours de sa session du 25 septembre dernier, des problèmes concernant la politique régionale. S'il n'a pas pris de décision, il a cependant annoncé qu'il se prononcerait sur la question aussitôt après la Conférence au sommet, et au plus tard le 15 décembre prochain. Dès que cette décision sera prise, il faudra également en tirer les conséquences budgétaires.

Les chefs d'État ou de gouvernement ont demandé, au cours de la Conférence au sommet de Paris, aux institutions de la Communauté, de créer avant le 31 décembre 1973 un fonds de développement régional. Le Conseil tiendra évidemment compte de ce vœu. Dès la deuxième phase de l'union économique et monétaire, c'est-à-dire vraisemblablement à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1974, ce fonds sera alimenté par des ressources propres à la Communauté. Cela signifie que le Conseil ne pourra proposer des crédits à cet effet que dans le budget pour l'exercice 1974.

J'aborde maintenant, Monsieur le Président, le problème des 45 millions d'u.c. qui devraient venir étoffer les crédits destinés à la section « Orientation ». On a demandé pourquoi le Conseil avait repris ces crédits au chapitre 98 et non pas au poste spécialement prévu au budget. Se référant aux dispositions du traité sur l'adhésion, la Commission a proposé de faire passer le plafond des crédits destinés à la section Orientation du FEOGA de 285 millions d'u.c. à 330 millions d'u.c. sur base annuelle. Mais ce n'est qu'au lendemain de l'établissement du projet de budget, c'est-à-dire le 27 septembre, que la Commission a présenté au Conseil une proposition de règlement portant modification en ce sens de l'article 6 du règlement.

Le Conseil n'a pu encore se prononcer sur ce point. Après avoir pris une décision en la matière, le Conseil, sur proposition de la Commission, en tirera les conséquences pour le budget de 1973.

Permettez-moi, Monsieur le Président, d'ajouter une remarque au sujet de ce que l'on appelle la « réserve Mansholt » ; il en a été longuement question tant à la commission des finances et des budgets qu'au Parlement.

En élaborant le projet de budget pour l'exercice 1973, le Conseil a été une nouvelle fois confronté au problème de l'inscription de crédits devant couvrir des dépenses qui ne peuvent être effectuées. Je rappellerai que le Conseil a constaté que le problème s'était déjà présenté l'an passé et qu'il s'était réservé la possibilité de le résoudre dans le cadre du règlement financier. Afin d'éviter un élargissement artificiel du budget mais surtout en raison du fait que les crédits qui correspondent à la réserve Mansholt et se montent à 438 millions d'u.c. ne donneront pas lieu à des versements en 1973, le Conseil a décidé de les mentionner séparément dans l'exposé des motifs, mais de ne pas les couvrir par des recettes. Ces

**Westerterp**

crédits représentent cependant des autorisations d'engagements. Si, effectivement, ces engagements sont pris, l'état prévisionnel des recettes doit être modifié. Cette solution, choisie par le Conseil dans le seul but de ne reprendre dans le projet de budget que des crédits au titre de dépenses qui seront effectivement effectuées, doit figurer dans le règlement financier qui est actuellement à l'examen.

A ce propos, je voudrais faire remarquer notamment à M. Schuijt, que c'est précisément parce que la présentation du budget pour 1973 est différente de celle du budget de 1972 que l'on ne peut établir cette comparaison.

A cela s'ajoute qu'à la suite de l'adoption du budget complémentaire n° 2 que je viens de présenter au Parlement, une nouvelle somme de près de 200 millions d'u.c. devra être virée du budget de 1973 au budget de 1972. Le premier budget de la Communauté élargie n'est pas en tous points comparable à celui de 1972. Je voudrais que le Parlement tienne compte aussi de cette remarque.

Le Parlement désire par ailleurs éviter que l'élargissement de la Communauté ne nuise aux intérêts des agriculteurs des Six. Il ne veut pas, ainsi que je l'ai lu, que ce mariage avec les trois nouveaux membres prive ces agriculteurs d'une part de leur héritage. C'est pourquoi le Parlement demande que le montant de la réserve Mansholt soit encore augmenté. Je puis, au nom du Conseil, prendre acte de cette requête, mais je ne suis pas en mesure de me prononcer, en ce moment, sur ce problème, si important soit-il. Le Parlement me comprendra, je l'espère. Je dois cependant vous faire remarquer que le traité d'adhésion ne prévoit pas une telle adaptation. Je me demande d'ailleurs — mais ce n'est là qu'une opinion tout à fait personnelle — si une augmentation du plafond annuel de la section Orientation du FEOGA ne permettrait pas aussi de résoudre ce problème. Quoi qu'il en soit, vu son importance, j'appellerai l'attention du Conseil sur la question.

J'ai tenté de traiter très rapidement — j'en expliquerai la raison tout à l'heure — des diverses propositions de modification dont le Parlement est saisi. Je voudrais, à présent, faire deux remarques d'ordre plus général.

M. Schuijt et M. Spénale ont, l'un et l'autre, formulé une observation concernant d'éventuelles modifications au tarif extérieur commun. Je voudrais, pour ma part, faire une remarque. Je pense qu'elle intéressera M. de la Malène également. Si le Conseil donnait suite à la suggestion avancée par M. Schuijt et encore renforcée par M. Spénale, à savoir que le Conseil ne devrait pouvoir prendre de décisions concernant une diminution autonome du tarif extérieur sans avoir consulté le Parlement parce qu'il s'agit là d'une décision qui a des conséquences financières, je me demande — et chacun ici présent connaît ma position personnelle au sujet de l'élargissement des

pouvoirs du Parlement — si ce Parlement serait sur la bonne voie. En réalité, ne serions-nous pas alors en voie d'instituer un « régime d'assemblée » ?

Il n'est pas du tout question ici de générosité, comme l'a dit M. Schuijt, mais de savoir si, à un moment donné de la conjoncture, les institutions communautaires sont en mesure de mener une politique anti-inflationniste énergique. Si, en raison de ses éventuelles conséquences budgétaires, les institutions doivent préalablement consulter le Parlement sur une diminution tarifaire autonome de 15 % pendant une période de six mois — la Commission a fait une proposition dans ce sens —, je crains qu'elles ne soient jamais à même, en raison de la lourdeur de la procédure, de mener cette politique anti-inflationniste.

Notez d'ailleurs que le Conseil n'a pas pris cette décision. J'ajouterai que ce serait une erreur de penser que les recettes baisseront si le tarif extérieur est réduit de 15 %. Une diminution du tarif extérieur a précisément pour but de stimuler les importations, si bien que l'incidence, sur le plan budgétaire, des droits payés restera identique. Je voudrais demander aux membres du Parlement, qui insistent sur cette consultation préalable, de revoir la question sous cet angle.

D'autre part, il faut également — et ceci s'adresse en particulier à M. Spénale — considérer la question de savoir s'il convient, au cas où, par exemple, le tarif extérieur était modifié à la suite de la conclusion d'accords commerciaux, d'apprécier ses effets en fonction de leurs conséquences budgétaires, ainsi que manifestement il veut le faire. A mon avis, le tarif extérieur de la Communauté est l'expression politique de la ligne de conduite commerciale choisie par la Communauté. Il convient, bien entendu, de tenir compte aussi des conséquences budgétaires de décisions prises par la Communauté, par exemple dans le cadre d'accords commerciaux. Il me semble cependant que, si la Communauté ne pouvait conclure d'accords commerciaux donnant lieu à une réduction du tarif extérieur, on ne pouvait, par exemple, participer l'an prochain à la grande conférence commerciale organisée dans le cadre du GATT et dont pourraient découler des conséquences budgétaires ; nous ferions, au lieu de progresser, un retour en arrière de deux siècles. Ce fut le cas aux Etats-Unis d'Amérique dont les premières ressources, après la fondation, étaient constituées de recettes provenant du tarif douanier que l'on pensait devoir maintenir à un niveau élevé pour éviter des déficits budgétaires. Bien sûr, il faut tenir compte des implications budgétaires, mais je ne voudrais cependant pas considérer la politique commerciale de ce point de vue.

Je veux maintenant faire quelques remarques encore sur la procédure. Le président en exercice du Conseil qui se trouve devant vous a eu le plaisir, depuis le 26 septembre, de discuter à quatre reprises du pro-



**Westerterp**

jet de budget pour l'exercice 1973 avec des représentants du Parlement. Le 26 septembre, je me suis entretenu avec la délégation du Parlement qui s'était rendue à Bruxelles pour donner ses premières impressions sur le projet de budget. J'ai ensuite abordé ce sujet lors de la présentation officielle du projet de budget au Parlement. J'en ai parlé la semaine dernière avec la commission compétente du Parlement et aujourd'hui j'ai répondu aux remarques de l'Assemblée plénière. J'espère enfin avoir le plaisir de rencontrer une nouvelle délégation du Parlement le 5 décembre prochain, lorsque le Conseil examinera le budget en deuxième lecture, et cette fois pendant la session du Conseil. Il a en effet été convenu qu'une délégation du Parlement exposerait au Conseil des amendements adoptés par ce Parlement. Je fais cette remarque parce que, à mon sens, cette procédure donne un contenu aux pouvoirs budgétaires du Parlement européen, en ce sens qu'elle permet, d'une part, au Parlement, d'être informé sur les décisions que prend le Conseil et, d'autre part, au Conseil d'être informé sur les desiderata du Parlement avant de prendre des décisions définitives.

Il me reste, Monsieur le Président, en guise de conclusion, à vous prier de m'excuser. J'ai déjà dit que j'étais intervenu à quatre reprises dans le cadre de l'examen du budget au Parlement ou dans une réunion de commission. Au cours de ce dernier semestre, je ne me suis pas présenté aussi souvent devant le Parlement des Pays-Bas. Étant donné que cet après-midi, à 3 heures, la première Chambre des États généraux examine le projet de loi sur le traité d'élargissement, je dois me rendre en toute hâte à La Haye. J'espère que jeudi, lors des votes sur le projet de budget et les amendements proposés, le Parlement voudra tenir compte des considérations que je me suis permis de formuler au nom du Conseil au cours de ce débat.

**PRÉSIDENCE DE M. LUCIUS***Vice-président*

**M. le Président.** — La parole est à M. Coppé.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, tout d'abord un mot de remerciement à M. Offroy qui, en tant que rapporteur, a effectué un travail remarquable. Il a, je crois, terminé son discours en disant que son exposé avait été trop long. Il me permettra de dire qu'un exposé aussi intéressant que le sien n'est jamais trop long.

Pour ma part, je l'ai écouté avec le maximum d'intérêt du début jusqu'à la fin. C'était, en effet, un plaisir de voir un débat budgétaire introduit par un rapporteur aussi qualifié que lui.

En ce qui concerne la diversification qui s'établit peu à peu dans notre budget, dont on a parlé à plusieurs reprises ici, la Commission est effectivement la première à se réjouir en constatant que cette espèce de surconcentration sur la politique agricole s'atténue. Nous étions en effet surtout une union douanière et un immense fonds agricole. Maintenant le Fonds social représentera près de 6 %, le développement industriel seulement 2 %. Mais comparativement aux dépenses administratives de la Commission, cela représente à peine 4 % du total de notre budget.

Je pense que c'est là une chose que l'on ne retrouve nulle part dans les Parlements nationaux. Mais la diversification s'améliore et, peu à peu, nous cessons d'être uniquement une union douanière et un fonds agricole.

M. le Rapporteur a souligné ce qu'il a appelé, je crois, des manœuvres tendant à une augmentation du personnel dans un certain nombre de directions générales de la Commission.

Je dois réaffirmer, en tant que représentant de la Commission, que celle-ci fait les partages nécessaires sur la base de l'enveloppe globale que le Conseil lui attribue. Ceci ne veut pas dire que nous ne soyons pas pleinement conscients de la nécessité de renforcer l'Office statistique, et le débat qui a eu lieu hier à plusieurs reprises à propos des difficultés de l'harmonisation des statistiques, l'a encore montré et nous a donné l'occasion de le souligner. C'est donc la Commission, au niveau politique et en tant que collège, qui doit faire cette répartition. Je remercie M. le Rapporteur d'avoir souligné le fait et d'avoir remis les responsabilités là où elles se trouvent. Ceci, bien entendu, ne diminue en rien le droit du Parlement de faire des propositions de modification.

Pour ce qui est du budget de recherches, si j'ai bien compris tout à l'heure, le président en exercice du Conseil a fait une suggestion qui nous permettrait de sortir d'une situation difficile. En effet, une somme est bloquée au chapitre 98 en attendant qu'un programme pluriannuel ait été voté. Une solution, qui, je crois, plairait à tout le monde pourrait être trouvée. Un montant forfaitaire serait inscrit à un titre opérationnel et nous éviterait d'entrer dans ce qu'il y a de plus déplaisant pour tout le monde : une gestion de fait. Tout examen juridique, même le plus élémentaire, conduit à reconnaître que la Communauté tout entière, et pas seulement la Commission, a des obligations juridiques à l'égard d'un certain nombre de personnes, à l'occasion de contrats qui ont été signés, et par conséquent ces obligations doivent être honorées. Il ne servirait à rien de refuser d'en tirer la conclusion dans le débat budgétaire. À partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, nous devons donc être capables de faire face aux dépenses obligatoires.

Quant au fonds d'orientation, je suis entièrement d'accord avec le rapporteur ; ce serait une injustice



**Coppé**

que d'étendre l'affectation des sommes qui ont été réservées au titre du « fonds Mansholt » aux Neuf, alors qu'elles ont été prévues pour les Six. Je relis le texte qui figure dans le budget que vous avez devant vous : « Au titre des années 1969 à 1972, des crédits s'élevant à 438 000 000 d'unités de compte ont été réservés pour le financement de la réforme de l'agriculture dans la Communauté ». Il s'agit bien entendu de la Communauté des « Six ». « Par décision du Conseil, ces crédits constituent des autorisations d'engagement pour le financement communautaire... » vous connaissez la suite, M. le rapporteur Offroy y a fait allusion. Il était bon de souligner que le montant actuel de ce fonds doit être réservé aux six États membres.

On a discuté aussi, Monsieur le Président, de la procédure suivant laquelle les sommes bloquées au titre du chapitre 98 peuvent être utilisées aux chapitres opérationnels.

M. le Président du Conseil a fait remarquer qu'il n'y avait pas eu d'accord sur ce point au cours de la réunion: M. le président Spénale l'a en effet souligné.

Personnellement, j'aurais tendance à dire que la meilleure solution me semble devoir être trouvée lorsque nous discuterons à nouveau du règlement financier.

Lors de cette nouvelle discussion du règlement financier, nous devrions dégager une formule qui satisfasse le besoin et le souci légitime de poursuivre le contrôle du budget jusqu'à ces transferts de crédits, et ce d'autant plus que le Conseil, nous le savons, a tendance à exagérer et à inscrire de plus en plus de sommes au chapitre 98.

Il en résulte que le Parlement — et je le comprends — souhaite évidemment contrôler davantage ces transferts. Mais les transferts doivent être souples, et je suis persuadé qu'une solution sera trouvée avec la commission des finances.

Monsieur le Président, au sujet des lacunes, il est un point sur lequel je rejoins ce qu'a dit M. le Rapporteur.

Une des lacunes qu'il a trouvées dans le budget, et qui ont été mentionnées dans la résolution, c'est que la commission de contrôle devrait pouvoir davantage évoluer vers une véritable cour des comptes, dotée des pouvoirs que ces instances ont dans les États membres. J'ai eu l'occasion de le souligner au cours d'une réunion où M. Spénale et la commission des finances ont entendu les présidents des Cours des comptes.

La Commission ne demande pas mieux que de voir cette évolution se poursuivre.

Il est un point que j'ai souligné à l'époque et que je désire encore souligner aujourd'hui : l'exécutif in-

siste pour que l'on continue à distinguer entre le financement interne et le financement externe et qu'on ne demande jamais au contrôle interne de travailler pour le contrôle externe. Je suis persuadé que le président de la commission a compris quel était le souci légitime d'une administration qui doit avoir son contrôle interne, mais il faut aussi reconnaître le besoin légitime d'un Parlement qui lui doit avoir un contrôle externe évolué, capable de faire face aux besoins.

Au sujet, Monsieur le Président, des crédits destinés au Fonds social, M. le Rapporteur a défendu à juste titre les modifications proposées et le président du Conseil a demandé à la Commission ce qu'elle pensait de ces dépenses prévues au Fonds social et, notamment, des réductions qui avaient été opérées par le Conseil en première lecture.

Tout de suite je déclare que bien que le Conseil ait promis un examen favorable dans le cas d'introduction d'un budget supplémentaire et bien que soit prévue dès à présent au budget une possibilité d'engagement pour les années suivantes, compte tenu notamment du souci qu'ont manifesté tous les pays candidats et de la certitude que le nouveau Fonds social absorbera les crédits qui ont été prévus, la Commission verrait ses vœux exaucés par la réinscription des crédits initialement inscrits à la demande de la Commission dans l'avant-projet de budget, avec bien sûr la garantie que si nous avons besoin d'un budget supplémentaire, ce dernier serait, compte tenu du problème lui-même, examiné très favorablement.

Je confirme ce qu'a dit le président du Conseil, au cours de la réunion du Conseil des ministres des affaires sociales, qui s'est tenue le 9 novembre ; l'attitude des ministres des affaires sociales a effectivement montré qu'ils ne sous-estimaient aucunement les besoins et les possibilités d'une politique sociale dans la Communauté. On a examiné favorablement les propositions que nous avons faites, notamment au sujet du licenciement collectif — ce n'est pas l'objet de ce débat — mais également au sujet de l'ouverture du Fonds social aux premières industries et entreprises agricoles pour lesquelles nous avons demandé l'ouverture du Fonds social conformément à l'article 4.

*(L'orateur poursuit son exposé en langue néerlandaise)*

J'en viens maintenant à la réponse aux questions et aux observations de M. Schuijt. Il a dit que si les institutions donnent des renseignements insuffisants, l'on peut cependant déceler un progrès. Il estime cependant que le « brouillard » demeure dense. Je me félicite de l'exposé de M. Schuijt. La Commission s'est réellement efforcée de donner le plus grand nombre possible d'informations mais je reconnais volontiers que des progrès restent possibles en ce qui concerne la fourniture de renseignements sur les pro-

**Coppé**

positions d'ordre financier de la Commission. Les services de la Commission devront y veiller. Dans ce domaine, la Commission a fait certaines promesses et elle s'efforcera de les tenir.

D'autre part, M. Schuijt a signalé un grand nombre d'incertitudes en matière de crédits. Je reconnais qu'il en reste en général beaucoup : cela est dû au fait que le financement de notre budget dépend dans une mesure importante — M. Westerterp vient de le souligner — de recettes du commerce extérieur. Mais l'élargissement de la Communauté joue, lui aussi, un rôle important en la matière. Nous n'avons pas la moindre expérience de ce que seront les recettes provenant des droits de douane et des prélèvements après la transition de six à neuf États membres. La Commission a fait des estimations de son mieux. Il est évident que l'élargissement aura des conséquences budgétaires que nous ne pouvons encore entièrement prévoir.

M. Schuijt a, enfin, souligné que le projet de budget pour 1973 n'accuse qu'une augmentation limitée.

Lorsque j'ai commenté devant le Parlement l'avant-projet, j'ai souligné en toute franchise que son augmentation n'était pas de 6 % par rapport à l'an passé, mais en réalité de 19 %, notamment du fait qu'une partie des crédits du FEOGA a été transférée à l'information et ne figure plus dans les montants. Je comprends l'étonnement de M. Schuijt, qui a pu avoir l'impression que le budget n'accusait qu'une faible augmentation alors que la Communauté entrait dans une phase d'approfondissement et en même temps d'élargissement.

Monsieur le Président, je puis être très bref sur ce que M. Schuijt a dit de la politique de la jeunesse et de l'information. Il a demandé s'il est possible d'en discuter dans la commission compétente. Je ne manquerai pas d'appeler l'attention de mon collègue M. Borschette sur la nécessité de rester en contact étroit avec la commission parlementaire compétente pour ce qui est du programme de 1973. Je crois me rappeler, du temps où j'étais moi-même responsable de ce portefeuille, que nous avons eu des entretiens très fructueux avec la commission compétente. Je ne vois pas pour quelles raisons ces contacts ne pourraient pas être poursuivis, au contraire.

*(L'orateur poursuit son exposé en langue française)*

Je ne veux pas retenir trop longtemps l'attention des membres de cette Assemblée, mais j'en arrive maintenant aux remarques de M. Spénale, qui a soulevé un point particulièrement important, tout autant pour lui que pour le membre de la Commission que je suis. Il a traité de l'élargissement des pouvoirs du Parlement. Comme j'ai déjà eu l'occasion de le souligner d'un point de vue purement formel, le délai n'expire effectivement que deux années après la dernière ratification. Je n'ai jamais voulu souligner ce point purement formel, mais il est évident que

nous ne nous sommes vraiment engagés, à l'époque, que pour une date correspondant à une échéance fixée au mois de décembre 1972.

**M. Spénale.** — Au plus tard !

**M. Coppé.** — Je ne veux pas m'attacher uniquement à ce problème de date et de forme et, comme le fait remarquer M. Spénale, c'était effectivement pour cette date au plus tard que cet engagement avait été pris.

A l'occasion d'un débat antérieur, à la commission des finances, j'ai eu l'occasion de dire que la Commission ne ferait pas de proposition avant le Sommet et je l'ai répété ici en septembre. Nous avions voulu ainsi laisser toutes les possibilités ouvertes.

Je propose à M. Spénale de reprendre demain ce débat qui est politique. J'ai personnellement demandé à M. Mansholt d'aborder cet aspect du problème et nous discuterons demain des conséquences à tirer de la réunion au sommet. Un rapporteur ayant étudié cette affaire, je suis persuadé que le président de la commission des finances comprendra et admettra qu'elle doit être effectivement débattue demain.

En ce qui concerne l'assiette commune, je voudrais pouvoir tranquilliser M. Spénale en lui indiquant qu'une proposition de directive sera introduite avant la fin de l'année. Nous sommes arrivés à une conclusion au sein des services, et la Commission en décidera d'ici quelques semaines. Celle-ci a été le résultat d'une très longue négociation, mais il convient d'ajouter que nous ne sommes pas encore, à l'heure actuelle, entièrement d'accord avec l'ensemble des six États membres. Une directive sera donc soumise — je ne dis pas qu'elle sera très facilement acceptée — et je suis d'accord avec M. Spénale pour reconnaître qu'une décision doit intervenir au plus tard avant 1975. Si nous devions en arriver au pourcentage du PNB, il en résulterait d'autres difficultés encore beaucoup plus grandes parce que, selon la façon dont le produit national brut est calculé dans les États membres, nous trouverons beaucoup plus de différences que celles que nous avons à franchir pour arriver à l'assiette commune de la taxe à la valeur ajoutée.

En ce qui concerne l'intervention de M. Fabbrini, il me permettra de dire, sur la thèse de fond qu'il a défendue, si j'ai bien compris, que le coût d'une opération ne peut jamais freiner l'exécution d'une politique. Je ne puis être d'accord, il le comprendra de la part d'un membre qui depuis près de vingt ans a des responsabilités budgétaires dans la Communauté. Il est évident que c'est une position qu'on ne peut pas adopter si l'on veut à la fois être efficace, mais en même temps tenir compte des conséquences budgétaires qu'une certaine politique entraîne. Il a bien voulu reconnaître que le seul fait nouveau à ses yeux était l'augmentation du Fonds social. Je

**Coppé**

J'ai dit et je le répète, pour la première fois nous arrivons à une diversification progressive ; je sais qu'elle est insatisfaisante, parce qu'elle est beaucoup trop lente ; nous devenons trop lentement une Communauté avec des responsabilités sociales ; nous devenons trop lentement une Communauté qui prend des responsabilités sur le terrain de la politique industrielle ; nous sommes surtout très en retard en ce qui concerne la prise de responsabilité régionale ; réjouissons-nous du moins que dans ce domaine il y ait un certain progrès !

Pour terminer, Monsieur le Président, je voudrais formuler quelques remarques sur l'intervention de M. le Président du Conseil. Je crois que le point le plus important de son intervention est précisément la question des transferts de crédits du chapitre bloqué, où il y a tendance à mettre trop souvent des sommes, qui seront affectées à une politique sur laquelle le Conseil n'est pas encore d'accord. Je tiens à dire, et ici je rejoins ce qu'a dit M. Offroy, que la Commission ne peut accepter la thèse de fond, qu'elle ne peut inscrire à son avant-projet de budget que des crédits sur lesquels le Conseil a déjà pris une décision. C'est une position de fond sur laquelle je dois me prononcer. M. Offroy l'a dit, le Conseil a répété sa thèse traditionnelle, qui est pour nous inacceptable, et nous allons donc continuer à défendre notre propre thèse. Nous demanderons l'inscription aux postes opérationnels quand c'est possible, nous nous satisferons d'une inscription à un poste 98 quand il n'y aura pas moyen de faire mieux, mais il va de soi que le principe d'une autonomie de présentation de crédits doit être défendu à l'occasion de l'examen de la politique que soutient la Commission. J'ajoute immédiatement que nous ferons de cette autonomie un usage qui nous exposera à des critiques de la part de l'honorable président de la commission des finances et des budgets.

Nous avons fait une proposition en ce qui concerne la politique industrielle compte tenu des circonstances ; nous ne l'avons pas fait pour la politique régionale, ce qui amène M. le Président de la commission des finances et des budgets — il a raison, dans une large mesure — à nous le reprocher. Nous n'avons pas voulu exagérer, nous avons voulu continuer à défendre notre thèse, la situation se présentant mieux pour la politique régionale du fait que le Conseil disposait d'un délai pour prendre ses décisions.

Mais nous l'avons fait pour la politique industrielle et je tiens simplement à affirmer qu'aujourd'hui comme hier, la Commission doit avoir le droit de faire ses propositions budgétaires, même si le Conseil n'a pas encore pris les mesures politiques qui s'imposent à l'occasion d'un règlement ou d'une directive.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La discussion générale du rap-

port présenté, au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1973 et de toutes les propositions de modification déposées en ce qui le concerne est close.

*7. Modifications de l'état prévisionnel du  
Parlement européen pour 1973*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Aigner, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur les modifications de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses du Parlement européen pour l'exercice 1973. (Section I du projet de budget des Communautés) (doc. 188/72 et doc. 188/72/Annexe).

La parole est à M. Spénale, suppléant M. Aigner qui l'a demandée pour présenter le rapport.

**M. Spénale, rapporteur suppléant.** — Monsieur le Président, je regrette que M. Aigner n'ait pu présenter lui-même ce projet de rapport car il l'aurait fait mieux que moi. Mais nous pouvons, je pense, régler cette affaire en quelques minutes.

Il s'agit, en fait, faisant suite aux nouvelles dispositions du statut des fonctionnaires concernant la prolongation vers la catégorie B de la carrière des personnels de catégorie C, de secrétariat et de technique, de créer un certain nombre d'emplois supplémentaires dans la catégorie B.

Une décision conforme — je tiens à le rappeler — a été prise par le Conseil d'une part et par la Commission d'autre part en ce qui concerne leurs personnels, et le nombre de ces emplois par rapport aux anciens est de 5 %.

Les propositions de notre administration et du bureau consistent à faire prendre une mesure analogue en ce qui concerne l'organigramme du Parlement européen, ce qui se traduirait par la transformation de 20 emplois C 1 en 10 emplois B 3, 5 emplois B 4 et 5 emplois B 5.

Le deuxième point concerne la transformation de deux emplois du cadre linguistique. Ceci afin de classer au même niveau les responsables des différentes sections de la traduction : deux postes de niveau LA/3 seraient à créer, par suite de la transformation d'un poste LA/4 et d'un poste LA/5.

Le troisième point consiste à inscrire au projet de budget les crédits nécessaires à l'augmentation éventuelle des rémunérations des fonctionnaires.

Cette année, le Conseil et la Commission ont déjà prévu, au chapitre 98 de la section du projet de budget qui les concerne, un certain montant égal à plus de 10 % des crédits du chapitre 11 relatif aux traitements du personnel.

**Spénale**

Le Parlement européen doit prendre une disposition analogue.

Bien qu'il n'y ait pas eu nécessité de le faire, nous avons évoqué ces points l'autre jour à la commission des finances et des budgets, réunie à la Haye, devant les autres institutions, qui nous ont confirmé que, sur le premier point, elles avaient pris des mesures identiques à celles que nous venons d'indiquer et que, par ailleurs, il leur paraissait naturel que nous prévoyions, nous aussi, des crédits pour l'augmentation des rémunérations des fonctionnaires.

Il ne devrait donc pas y avoir de difficulté à l'adoption par l'Assemblée de cette proposition de résolution qui contient les mesures auxquelles je viens de faire allusion.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Le débat est clos.

Conformément à l'ordre du jour, le vote sur le projet du budget général ainsi que sur les modifications de l'état prévisionnel des recettes et des dépenses du Parlement européen et les propositions de résolution contenues dans les rapports de MM. Offroy et Aigner aura lieu le jeudi 16 novembre 1972, à 10 heures.

Je rappelle que le délai de dépôt des propositions de modification expire ce soir à 19 heures.

Nous allons interrompre nos travaux pour les reprendre à 15 heures.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 13 h 30, est reprise à 15 h 10)

**PRÉSIDENCE DE M. BERSANI***Vice-président*

**M. le Président.** — La séance est reprise.

**8. Modification de l'ordre du jour**

**M. le Président.** — Je propose au Parlement d'intervertir l'ordre de discussion des rapports de MM. Boano et Cousté.

Il n'y a pas d'opposition ?

Il en est ainsi décidé.

**9. Recommandations de la Commission parlementaire mixte CEE-Turquie**

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Cousté, fait au nom de la

commission de l'association avec la Turquie, sur les recommandations adoptées à Catane par la Commission parlementaire mixte CEE-Turquie, le 6 octobre 1972 (doc. 180/72).

La parole est à M. Bertrand en remplacement de M. Cousté, qui l'a demandée pour présenter le rapport.

**M. Bertrand, rapporteur suppléant.** — (N) Monsieur le Président, M. Cousté, que des obligations impérieuses empêchent d'assister à ces débats, m'a demandé de présenter en son nom le rapport de la commission de l'association avec la Turquie sur les recommandations adoptées par la Commission parlementaire mixte CEE-Turquie à sa réunion du 6 octobre à Catane. Nous avons procédé à un examen approfondi de ces recommandations, que la Commission parlementaire mixte CEE-Turquie a adoptées après de longues et difficiles discussions, et nous sommes arrivés à la conclusion qu'elles portent principalement sur quatre problèmes importants.

Le problème qui est à l'ordre du jour depuis deux ans déjà est le désir de la Turquie de bénéficier du système communautaire de préférences généralisées. La Commission en a déjà discuté à trois reprises.

La proposition de résolution présentée insiste pour une décision positive du Conseil sur l'inclusion de la Turquie parmi les bénéficiaires du système des préférences généralisées.

Cette décision du Conseil, qui a du reste été appuyée par la Commission, n'a que peu ou pas d'incidence économique. Il s'agit surtout d'une satisfaction d'ordre politique qui est demandée par la Turquie et qui doit lui permettre, sur la base de ces décisions communautaires, dans le cadre de la CEE, d'entrer en ligne de compte avec d'autres pays industrialisés pour l'octroi des préférences généralisées. Cela n'a pas été fait jusqu'à présent et, comme le Conseil n'a pas encore pris de décisions lors de sa réunion du 9 octobre dernier, la commission de l'association avec la Turquie propose de nouveau d'insister auprès du Conseil pour qu'il prenne, à l'égard de la Turquie, une décision positive en la matière.

Un deuxième problème examiné et dont on trouve l'écho dans la résolution adoptée à Catane par la Commission parlementaire mixte CEE-Turquie est celui de la participation appropriée de la Turquie aux travaux préparatoires relatifs à la politique communautaire à l'égard du bassin méditerranéen. Après de nombreuses et longues discussions sur les propositions de la Commission au Conseil, on est arrivé à une décision de principe du Conseil d'élaborer une politique globale à l'égard du bassin méditerranéen. Au sujet de cette politique générale, qui sera examinée lors de la discussion du rapport sur le bassin méditerranéen, il a été clairement convenu que les pays avec lesquels un accord d'association a été conclu maintiendraient en tout cas leurs relations

**Bertrand**

spécifiques avec la Communauté hors du cadre de la politique méditerranéenne et sur la base des accords d'association. D'autre part, une politique globale à l'égard du bassin méditerranéen peut avoir une incidence économique ou autre sur les pays liés à la CEE par un accord d'association. D'où le souci de la Turquie de participer d'une façon ou d'une autre à la définition de la politique communautaire et à sa préparation afin d'être en mesure d'examiner comment les pays associés pourront jouer un rôle dans le cadre de la politique méditerranéenne générale. La Commission estime qu'il faudra trouver une formule — elle ne sait pas encore très bien laquelle — pour que des contacts puissent être entretenus avec la Turquie lors des travaux préparatoires ayant trait à la politique à l'égard du bassin méditerranéen.

Nous l'avons souligné et indiqué dans la résolution qui est maintenant soumise au vote du Parlement. Ce texte est le suivant : « Le Parlement européen... souhaite que la Turquie, pays associé qui a vocation à devenir membre à part entière de la Communauté, puisse être informée, sous une forme appropriée, des travaux préparatoires ayant trait à la conception d'une politique globale de la Communauté pour les pays du bassin méditerranéen. » Nous soumettons ce paragraphe au vote du Parlement en espérant qu'il l'adoptera. Ce souhait doit être exprimé au Conseil et à la Commission, qui devront mettre au point une formule permettant à la Turquie de participer d'une façon ou d'une autre à ces consultations.

Un troisième problème qui a retenu l'attention de la Commission parlementaire mixte est celui d'un protocole complémentaire permettant à la Turquie d'assumer ses obligations lors de la phase transitoire de l'association après l'élargissement de la Communauté.

Ce problème est en instance depuis des mois au Conseil. À sa dernière réunion, le Conseil a chargé la Commission de parvenir à un accord avant la fin de l'année. Il est instamment demandé de trouver une formule souple, un protocole complémentaire permettant à la Turquie, d'une part, de protéger d'une manière ou d'une autre, par des mesures particulières, certains secteurs de son développement industriel qu'elle estime menacés par l'élargissement de la Communauté, et, d'autre part, d'accroître les débouchés de certains de ses produits agricoles. Mais ce sont là des problèmes dont la Commission n'a jamais examiné l'aspect technique. Nous nous sommes bornés à des options politiques, afin de garantir, dans ce domaine également, l'exécution de l'accord d'association et de faciliter l'adaptation de ce pays en vue de sa future adhésion définitive à la Communauté. C'est le troisième problème qui a retenu notre attention.

Le quatrième problème abordé dans la résolution est celui des travailleurs turcs qui sont occupés dans la Communauté avec un permis de travail particulier et pour lesquels de très difficiles problèmes sociaux se posent dans certains pays membres.

Nous insistons à chaque occasion pour qu'une solution définitive de ce problème soit recherchée. Je dois dire que nous avons constaté avec satisfaction que l'on s'efforce de résoudre d'une manière favorable, grâce aux efforts de la Commission, cette question des travailleurs turcs, qui, certes, ne relève pas de la compétence de la Communauté, mais d'accords bilatéraux entre les États membres. Ceux-ci s'efforcent maintenant, de concert avec le gouvernement turc, de lui trouver une solution.

La réciprocité joue un rôle dans ce domaine. En effet, le problème des travailleurs turcs dépourvus de permis de travail, qui sont très nombreux dans certains États membres, ne pourra être résolu que, si, de son côté, le gouvernement turc prend également les mesures nécessaires pour organiser efficacement et systématiquement le recrutement de la main-d'œuvre turque pour l'industrie des États membres, afin que ne se pose plus à l'avenir le problème des travailleurs turcs qui entrent clandestinement dans un pays, en qualité de touristes.

Grâce aux mesures prises depuis lors par les autorités turques et à la concertation de la Commission européenne avec les différents États membres, un progrès sensible a été enregistré dans la solution du problème des travailleurs turcs.

Nous avons estimé utile de souligner qu'après l'entrée en vigueur du protocole, le 1<sup>er</sup> janvier 1973, son article 39 permettra d'étudier de façon approfondie un certain nombre d'aspects de cette question des ressortissants turcs.

Bien que l'accord d'association ne prévoie la réalisation progressive de la libre circulation des travailleurs turcs qu'entre la douzième et la vingt-deuxième année de la période transitoire, il est cependant important que nous puissions déjà étudier ces problèmes sur la base des dispositions des articles 38 et 39 du Protocole additionnel, notamment en ce qui concerne la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs turcs, et que nous puissions aussi, sur la base du traitement le plus favorable, harmoniser les mesures appliquées par les États membres.

Un cinquième aspect qui est également souligné dans cette proposition de résolution est celui du tourisme en Turquie et de l'aide que notre Communauté pourrait apporter pour promouvoir toute cette activité industrielle résumée sous le nom de tourisme et donner à la Turquie la possibilité de disposer de plus de devises étrangères pour le développement de son activité industrielle.

Selon le rapport, le tourisme s'est développé en Turquie au cours des dernières années grâce surtout à la position géographique ainsi qu'aux richesses archéologiques et artistiques du pays. Les recettes en devises provenant du tourisme sont passées de 7 millions de dollars en 1964 à 48 millions en 1970 et à 60 millions en 1971, et elles sont encore en hausse pour 1972.

**Bertrand**

Afin de faciliter et d'encourager les investissements étrangers dans le secteur touristique, qui est d'ailleurs en plein développement, les autorités turques ont prévu dans leur troisième plan quinquennal un certain nombre de mesures devant favoriser les rentrées de devises, le tourisme, les exportations et les investissements, qui sont surtout destinées à inciter les investissements privés et à encourager les investissements étrangers au cours des cinq prochaines années.

Pour ce qui est du secteur touristique, ce projet prévoit, à côté de certaines mesures destinées à faciliter les investissements, la réduction de l'impôt d'association sur le revenu en faveur des entreprises touristiques.

Nous avons demandé que la Commission européenne étudie comment la Communauté pourrait appuyer cette politique de promotion du tourisme en Turquie et surtout comment la Banque européenne d'investissement et les autorités turques pourraient définir ensemble les modalités pratiques de financement du développement du secteur touristique en Turquie.

Votre commission a pris acte avec satisfaction de la décision définitive d'ouvrir au cours du premier trimestre de 1973 un bureau d'information de la Communauté, à Ankara, je crois, ainsi qu'une filiale à Istamboul.

Je pense que c'est ce qui a été décidé et qu'après la visite de M. Borschette, membre de la Commission, il a été décidé que ce bureau d'information serait ouvert au cours du premier trimestre de 1973. Cela permettra selon lui, de contribuer à un approfondissement de la connaissance des problèmes concernant l'association et de resserrer les liens entre la Turquie et la Communauté.

Tels sont en résumé les six aspects examinés dans la proposition de résolution soumise au Parlement au nom de la commission de l'association avec la Turquie. J'espère que le Parlement l'adoptera et que nous pourrons poursuivre nos activités.

Monsieur le Président, je conclurai cet exposé introductif en abordant un problème fort épineux qui doit être mentionné également et qui s'est posé à la commission : celui de l'évolution politique en Turquie. C'est là un problème délicat, mais nous ne pouvons rester indifférents devant l'évolution politique des institutions démocratiques de ce pays. Il convient, je crois, de souligner en des occasions telles que celle-ci que le Parlement suit avec une vive préoccupation l'évolution politique dans ce pays, qu'il est prêt à tout mettre en œuvre pour donner l'appui nécessaire à ceux qui s'y efforcent de sauvegarder autant que possible et de développer le fonctionnement démocratique des institutions, mais qu'il éprouve une certaine hésitation lorsque le développement des structures démocratiques de la Turquie se trouve

compromis. Nous souhaitons que notre aide et la coopération basée sur un accord d'association fondé sur la réciprocité et l'égalité de droits de partenaires égaux, permettent à ce très grand pays, si important du point de vue géographique, politique et économique, de surmonter les maladies d'enfance dont souffre la démocratie, de façon à garantir à l'avenir l'institution parlementaire, la constitution normale du gouvernement, la participation du peuple aux décisions, la liberté de la presse et la liberté d'opinion. De cette manière, notre coopération avec les parlementaires turcs pourra s'accomplir sur une base de complète égalité.

J'ai estimé qu'il était de mon devoir de souligner devant cette Assemblée, au nom de la commission, notre préoccupation et de déclarer que nous sommes prêts à contribuer sur ce plan, dans toute la mesure possible, à une évolution normale et favorable en Turquie.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Je remercie M. Bertrand de la présentation claire et précise des problèmes les plus actuels concernant l'association entre la Communauté et la Turquie.

La parole est à M. Dahrendorf.

**M. Dahrendorf, membre de la Commission des Communautés européennes.** — (A) Monsieur le Président, la proposition de résolution qui est soumise aujourd'hui à cette haute Assemblée a été élaborée à la suite des délibérations de la Commission parlementaire mixte CEE-Turquie, qui ont eu lieu le 6 octobre dernier à Catane. La Commission remercie vivement M. Cousté, rapporteur, ainsi que M. Bertrand, président de la délégation du Parlement européen à la Commission parlementaire mixte, d'avoir présenté ce rapport. Je voudrais saisir cette occasion pour prendre brièvement position sur les quatre questions principales qui ont été abordées par M. Bertrand et sur le dernier point qu'il vient de soulever à la fin de son exposé. Je me propose de souligner que la Commission européenne et le Parlement européen ont un intérêt commun à voir se poursuivre les relations avec la Turquie.

Cette session de Catane était la quatorzième session de la Commission parlementaire mixte. Ce nombre illustre la continuité remarquable des contacts parlementaires qui se sont établis entre les parties turque et européenne, et il ne me semble pas superflu de le faire remarquer, car il montre non seulement la constance de notre politique d'association avec la Turquie, mais encore, dans une certaine mesure, la permanence des conditions politiques d'une telle politique d'association. Les membres du Parlement européen qui, au sein de cette Commission mixte, sont en relation avec leurs partenaires — et amis, pourrais-je dire — de la Grande Assemblée Nationale de

**Dahrendorf**

Turquie, n'ont cessé de nous assurer qu'ils étaient très impressionnés par la détermination avec laquelle les parlementaires turcs entendent continuer à développer les bases d'une communauté libérale et démocratique. Nous sommes persuadés qu'ils atteindront leur objectif et croyons avoir toutes raisons de remercier nos collègues turcs et les parlementaires de cette haute Assemblée d'avoir, dans une période difficile, confirmé et maintenu ces fondements et d'être, malgré les difficultés, restés attachés à ce que la Turquie demeure un État démocratique.

J'ai eu l'occasion à diverses reprises de souligner l'importance que nous attachons à l'association avec la Turquie. Cette association n'est pas remise en question par la tentative, visant à relancer sur de nouvelles bases l'ensemble de la politique méditerranéenne de la Communauté — nous y reviendrons à propos d'un autre point de l'ordre du jour de cette session. Je tiens à insister sur le fait que la politique méditerranéenne ne sera qu'un cadre général dans lequel la politique que nous avons menée jusqu'à présent à l'égard de la Turquie pourra être poursuivie et dans lequel elle trouvera la place qui lui convient.

On peut dire à ce propos que les orientations que la Commission — et je peux maintenant ajouter : en accord avec le Conseil de ministres — a présentées en vue de la définition d'une politique globale dans le bassin méditerranéen apportent un complément aux conceptions qui ont inspiré l'accord d'association avec la Turquie, qui sont les nôtres en ce qui concerne les pays du bassin méditerranéen qui — la Turquie est de ceux-là — pourraient être appelés un jour à adhérer à notre Communauté.

L'entrée dans la phase transitoire de l'association avec la mise en vigueur du protocole additionnel nous donne l'occasion d'exprimer, au sujet de l'évolution de nos relations avec la Turquie, une certaine satisfaction, d'autant plus que les relations commerciales avec ce pays ont suivi un cours favorable et qu'il a réussi à surmonter une de ses difficultés chroniques : le déficit considérable de sa balance des paiements. La politique méditerranéenne et la politique d'association avec la Turquie ne sont nullement en contradiction. Peut-être aurai-je l'occasion de revenir sur ce point au cours de cette session et de parler plus longuement de la politique méditerranéenne.

Deuxième question abordée par M. Bertrand : l'adaptation des accords existants et, en l'occurrence de l'Accord avec la Turquie. Sur certains points, nous sommes heureusement parvenus à un accord de principe, sur d'autres l'accord n'est pas encore complet. La difficulté provient, personne ne l'ignore, de ce que la partie turque estime qu'il faudrait réduire, de manière autonome, le niveau de libéralisation des échanges déjà atteint, afin de protéger

l'industrialisation de la Turquie. Ce point de vue n'est pas nouveau pour nous ; il nous a été exposé dans de nombreux pays et particulièrement dans les pays en voie de développement. Nous comprenons en principe le désir de la Turquie de voir procéder avec une certaine souplesse dans des secteurs déterminés, de manière à favoriser son industrialisation, et nous nous efforçons de trouver un terrain d'entente à ce sujet. Mais il semble difficile, et c'est d'ailleurs absolument contraire à l'esprit de l'accord, d'appliquer des mesures unilatérales. Après les dernières décisions du Conseil de ministres, nous parviendrons rapidement, nous en sommes persuadés, à un accord avec notre partenaire turc, qui nous permettra de conclure à temps les négociations sur l'adaptation de cet Accord et à montrer par là clairement que l'association avec la Turquie est entérinée en tous points par la Communauté élargie.

Le troisième point abordé par le rapporteur, ou plus exactement par le président de la délégation européenne à la Commission mixte, s'exprimant au nom du rapporteur, concerne les préférences généralisées et leur extension à la Turquie. A notre avis, tout plaide en faveur de leur extension à la Turquie. Il est vrai — et je dois souligner ici les propos de M. Bertrand — que les préférences généralisées n'apportent pas d'avantages bien nouveaux pour la Turquie.

Il est d'autre part exact que nous devons tenir compte de plusieurs points de vue. Nous devons prendre en considération la signification politique qu'aurait l'inclusion de la Turquie dans le système des préférences généralisées — laquelle se répercuterait aussi sur l'attitude des autres « pays donateurs ».

Nous ne devons pas perdre de vue non plus que nous avons déjà accordé à la Turquie, de façon autonome et avant les préférences généralisées, un certain nombre d'avantages dans le secteur des textiles de coton. Il serait beaucoup plus simple — du point de vue technique aussi — de consolider ces avantages par l'octroi de préférences généralisées.

Nous devons troisièmement prendre en considération le fait que l'adhésion imminente de la Grande-Bretagne crée une situation nouvelle pour la Turquie, puisque ces deux pays entretenaient des relations dont il nous faut tenir compte.

De ces différents points de vue, l'octroi de préférences généralisées apparaît souhaitable. Je regrette que le Conseil de ministres n'ait pu jusqu'à présent prendre la décision indispensable. La Commission déplore de toute façon que le Conseil de ministres n'ait pas respecté les délais qu'il s'était fixés pour l'extension des préférences généralisées. Je garde l'espoir que nous réussirons à convaincre le Conseil qu'il doit prendre rapidement une décision qui, pour la Communauté, est importante du point de vue

**Dahrendorf**

politique sans être d'une très grande portée sur le plan économique. La Commission ne se lassera pas de rappeler le Conseil de ministres à ses obligations.

Reste le quatrième point : l'importance de la main-d'œuvre turque dans la Communauté européenne. La Commission n'a jamais méconnu la portée de ce problème, dont j'ai pu personnellement, au cours d'entretiens avec nos partenaires turcs, mesurer toute l'importance.

Cette Assemblée aura peut-être à un autre moment un débat approfondi sur l'opportunité d'importer de la main-d'œuvre au lieu d'exporter les emplois, en tout cas dans les régions qui sont particulièrement proches de nous. J'espère vivement que notre politique d'association avec la Turquie nous fera mieux voir la nécessité, pour la Communauté, de faire en sorte que des emplois soient créés dans ces pays voisins de façon à permettre un développement économique sain et durable.

M. Bertrand a souligné à juste titre que la Commission, la Communauté, ne sont pas à l'heure actuelle entièrement compétentes pour traiter du problème de la main-d'œuvre. De plus, la commission parlementaire, présidée par M. Bertrand, a émis le vœu que nous dressions un tableau de la situation, au moins sur le plan communautaire et que, par des enquêtes appropriées, nous déterminions l'importance numérique et la structure de la main-d'œuvre dans la Communauté.

Monsieur le Président, je puis également donner ici à M. Bertrand l'assurance que la Commission est disposée à collaborer étroitement avec sa commission et qu'elle créera toutes les conditions devant permettre de progresser, à l'échelon communautaire et grâce à l'examen de la situation dans les différents Etats membres, dans la solution d'un problème qui retient toute notre attention dans cette association avec la Turquie.

Je puis dire que la Commission est animée de la même volonté en ce qui concerne les problèmes relatifs au tourisme dont M. le président Bertrand vient de nous entretenir. Nous sommes en train d'examiner les possibilités d'entreprendre une action dans ce secteur et d'intensifier l'activité de la Banque européenne d'investissement. C'est avec plaisir que je prends acte des suggestions qui ont été faites à ce propos.

Enfin, et simplement pour que les choses soient claires — bien que cela ait déjà été précisé par M. Bertrand — j'ajouterai ceci : nous songeons en effet à ouvrir prochainement un bureau d'information en Turquie. Le gouvernement turc nous a convaincus que l'implantation du bureau central à Ankara serait judicieuse et conforme à l'évolution du pays. Mais nous n'ignorons pas, par ailleurs, qu'Istanbul reste un centre économique et d'information. Aussi ouvrirons-nous le bureau à Ankara, avec une

« antenne » à Istamboul, comme vient de vous le dire M. Bertrand.

En terminant, Monsieur le Président, je remercierai simplement, une fois encore, le rapporteur et le président de la commission compétente et j'exprimerai, au nom de la Commission, ma conviction que le stade que nous abordons avec la mise en œuvre du protocole additionnel avec la Turquie, fera progresser la Communauté élargie sur la voie de l'association.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Je remercie M. Dahrendorf. La parole est à M. Bertrand.

**M. Bertrand, président de la commission de l'association avec la Turquie.** — (N) Monsieur le Président, je voudrais, en tant que président de la commission de l'association avec la Turquie, ajouter quelques mots. Au nom de la commission parlementaire mixte CEE-Turquie, je remercie la Commission des Communautés européennes et, en particulier, M. Dahrendorf de la manière dont ils ont essayé de donner à l'accord d'association avec la Turquie une interprétation aussi large que possible. Un certain nombre d'améliorations substantielles quant à la mise en œuvre de cet accord sont indiscutablement dues à l'habileté avec laquelle M. Dahrendorf a su exposer ces problèmes au Conseil d'association ainsi qu'au Conseil des Communautés européennes.

En outre, je tiens à exprimer ma satisfaction quant au choix politique effectué par la Commission des Communautés européennes qui, pour assurer des emplois aux travailleurs turcs, s'efforce de les trouver sur place, afin de pouvoir mettre un terme, à l'avenir, à l'émigration de la main-d'œuvre autochtone. Cela s'applique d'ailleurs non seulement au pays associé qu'est la Turquie, mais aussi à certains pays de notre Communauté. Nous espérons que ce problème trouvera une solution dans le cadre d'une politique régionale.

En ce qui concerne la Turquie, je voudrais citer un certain nombre de chiffres et rappeler que, dans les années à venir, nous devons — bon gré, mal gré — tenir compte, comme par le passé, de l'arrivée dans la Communauté d'une très grande masse de travailleurs turcs. Il ressort des études établies par le gouvernement turc dans le cadre du troisième plan quinquennal que, la Turquie, qui compte actuellement 36 millions d'habitants, aura, sur la base de son taux de natalité actuel, près de 60 millions d'habitants en 1985. Face à un tel accroissement démographique, le plein emploi est impossible à créer, quel que soient les efforts entrepris dans le domaine industriel. Il s'y ajoutera un exode rural massif au fur et à mesure que progressera l'industrialisation et la modernisation de l'agriculture auxquelles la Turquie



**Bertrand**

procédera dès l'adhésion définitive de ce pays aux Communautés après la phase transitoire de 22 ans. Aussi, la commission de l'association avec la Turquie attache-t-elle une importance particulière à la coopération dans ce domaine.

Je suis reconnaissant à M. Dahrendorf d'avoir aujourd'hui promis cette coopération. Il a indiqué que la Commission, sur la base de données statistiques, élaborera tout d'abord une étude théorique sur les problèmes que posent les travailleurs turcs. Ensuite, une commission d'étude examinera sur place, dans certains pays de la Communauté, les moyens permettant de résoudre ces problèmes.

En tant que président de la commission de l'association avec la Turquie, je soulignerai que la Commission des Communautés européennes, la commission de l'association avec la Turquie et, je l'espère, également le Parlement, sont à tous égards disposés à contribuer au maximum aux efforts accomplis par ce pays associé pour assurer le maintien de la démocratie dans cette région du bassin méditerranéen.

**M. le Président.** — Je pense que l'Assemblée a été très sensible aux propos de M. Bertrand et qu'elle partage pleinement son désir de voir se renforcer et se développer nos relations avec la Turquie.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

Je propose au Parlement de suspendre la séance pour quelques instants. En effet, M. Boano, rapporteur pour le point suivant, est momentanément retenu par une délégation de parlementaires latino-américains.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 15 h 50, est reprise à 15 h 55).

**M. le Président.** — La séance est reprise.

**10. Renvoi en commission**

**M. le Président.** — Je signale que le premier rapport sur la politique de concurrence, joint en annexe au cinquième rapport général sur les activités des Communautés européennes (doc. 31/72), qui a été renvoyé, au mois de mai dernier, pour examen au fond à la commission économique et, au mois de juin, pour avis à la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, est également renvoyé pour avis à la commission juridique.

**11. Souhaits de bienvenue à une délégation de parlementaires sud-américains**

**M. le Président.** — Au nom du Parlement, je souhaite la bienvenue à une délégation de parlementaires sud-américains, conduite par M. Pontoja, président du Parlement latino-américain.

Cette délégation est venue à Strasbourg, sur invitation du Parlement, pour nous rendre diverses visites que des délégations du Parlement européen ont effectuées dans les pays d'Amérique latine.

Je suis certain d'être l'interprète de l'Assemblée en soulignant l'importance que nous attachons au renforcement des relations entre l'Amérique latine et la Communauté économique européenne. J'espère que la visite de cette délégation contribuera à atteindre cet objectif politique.

(Applaudissements)

**12. Relations de la Communauté économique avec l'Amérique latine**

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Boano, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, sur l'état des relations de la Communauté européenne avec l'Amérique latine et les résultats des missions d'étude et d'information effectuées en 1971 dans certains pays latino-américains (doc. 179/72).

La parole est à M. Boano qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Boano, rapporteur.** — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, la discussion d'aujourd'hui, qui s'insère dans la série de débats chaleureux et passionnés que le Parlement européen consacre depuis plusieurs années aux problèmes de l'Amérique latine, revêt une signification particulière, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, la Communauté est actuellement en train de définir le système complexe de ses relations avec les pays tiers ; deuxièmement, le présent débat fait suite aux deux voyages que des membres du Parlement ont effectué en Amérique latine (les deux délégations ayant été honorées de la présence de notre président), et enfin, pour la première fois, des délégués du Parlement latino-américain assistent à nos débats et je tiens à leur adresser la bienvenue la plus cordiale, dans la communion des efforts que nous consentons et qui nous lient au sort de nos peuples, en espérant que l'institution qu'ils représentent si dignement sera à même d'exprimer sous une forme toujours plus vaste et plus démocratique les intérêts de l'ensemble des peuples d'Amérique latine.

Le volume du rapport soumis à notre examen témoigne lui aussi de la complexité des problèmes inhé-

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 18.

**Boano**

rents aux relations entre la Communauté économique européenne et les pays d'Amérique latine ; sa préparation a imposé un long et méritoire travail aux services techniques et au service de traduction de la Communauté ; qu'ils soient remerciés ici de leur précieuse contribution, à laquelle ils ont apporté tant de soin.

Je tiens aussi à rendre hommage à M. De Winter, qui m'avait précédé dans la charge de rapporteur et qui a eu si souvent à prendre la parole avec chaleur et passion au sein de cette Assemblée pour expliquer les problèmes et les besoins propres aux pays d'Amérique latine.

La proposition de résolution soumise à notre examen comprend quatre parties essentielles. La première, que je qualifierai d'ordre institutionnel, après avoir rappelé les principaux événements et les décisions les plus importantes qui ont marqué, au cours des années passées, le dialogue entre la Communauté et les pays d'Amérique latine, insiste sur les exigences et les engagements que le Parlement européen (malheureusement doté de pouvoirs encore trop limités face à l'ampleur de cette cause) a évoqués si souvent avec conviction et fermeté, et ce à telle enseigne qu'il est aujourd'hui légitimement en droit de déplorer que ces engagements ne se soient pas encore traduits dans la réalité.

Pour ce qui est de l'instauration de relations plus fréquentes et plus régulières entre cette Assemblée et son homologue, le Parlement latino-américain, M. le président Behrendt vient de déclarer devant une autre audience qu'il avait l'intention, partagée par le bureau, de donner rapidement suite à ce vœu, exprimé par nos collègues d'Amérique latine et solennellement sanctionné dans la décision que le Parlement latino-américain a arrêtée l'année dernière à Bogota lors de sa sixième assemblée.

Nous espérons, nous aussi, que les relations entre la Communauté et les 240 millions d'hommes que représentent les peuples d'Amérique latine prennent rapidement forme dans une vue d'ensemble synthétique. Dans notre proposition de résolution, nous émettons le vœu que, sur le modèle des accords déjà conclus avec l'Argentine, les négociations bilatérales en cours avec l'Uruguay et le Brésil aient rapidement une issue favorable. Nous souhaitons également que le Conseil donnera rapidement suite aux propositions que la Commission avait formulées au sujet de l'institution d'un sous-comité qui serait chargé des relations entre la Communauté économique européenne et le groupe des pays des Andes.

La suite de la proposition de résolution est subdivisée en trois sections, consacrées aux aspects en fonction desquels nous avons pris l'habitude d'apprécier nos relations avec les pays d'Amérique latine, à savoir la coopération commerciale, la coopération financière et la coopération technique. Dans le premier

secteur, celui de la coopération commerciale, notre proposition de résolution rappelle d'abord que les relations commerciales entre les pays d'Amérique latine et la Communauté sont allées en s'intensifiant et ont, dans l'ensemble, accusé une évolution que l'on peut juger d'autant plus satisfaisante si on la compare au déclin qui s'est produit parallèlement dans la part des exportations des pays d'Amérique latine qu'absorbent les États-Unis. Le texte se concentre ensuite sur trois thèmes : les préférences généralisées, les négociations multilatérales au sein du GATT et la question des accords internationaux par produit. Le domaine des relations commerciales est l'un de ceux dans lesquels, surtout depuis quelque temps, la Communauté européenne a exposé, dans le cadre de réunions internationales, la ligne de conduite qu'elle entendait suivre, s'engageant ainsi dans sa propre voie et assumant sa propre responsabilité.

Elle l'a prouvé en accordant, en vertu d'une décision unilatérale, des préférences généralisées aux pays en voie de développement, alors que ses autres grands partenaires commerciaux étaient et demeurent encore hésitants dans ce domaine.

Cependant, au lieu d'insister sur le sens des réalités qui a incité la CEE à adopter cette position et de rappeler qu'étant donné leur stade actuel de développement, les pays d'Amérique latine sont, avec la Yougoslavie, ceux qui peuvent bénéficier le plus des avantages prévus par ce traitement préférentiel, je voudrais maintenant m'arrêter aux exigences et aux vœux formulés par les pays d'Amérique latine. Ces exigences — qui n'ont pas encore été satisfaites — concernent l'extension des préférences généralisées à d'autres produits compris dans les groupes 25 à 99 de la nomenclature de Bruxelles. Elles visent notamment à inclure également dans ce système de préférence les produits agricoles transformés. Notre proposition de résolution y fait expressément une allusion dont les pays d'Amérique latine ne manqueront pas d'apprécier toute la portée, vu la composition de leurs exportations, qui consistent pour 83 % en produits de base.

Nous sommes entièrement conscients de l'importance primordiale que revêt pour les pays d'Amérique latine la réglementation des échanges mondiaux de matières premières, tant pour les motifs que je viens d'évoquer qu'en raison de la proportion que ces produits occupent dans leurs exportations. Dans ses entretiens et dans les réunions à l'échelon international, la Communauté a défendu une thèse qui n'est malheureusement pas partagée à l'unanimité. Cette thèse, déjà ancienne, puisqu'elle remonte à une dizaine d'années, insiste sur la nécessité de conclure des accords internationaux par produit, de manière à garantir que les cours demeurent à un niveau satisfaisant au lieu d'être soumis, comme c'est malheureusement le cas, à un processus de détérioration progressive.

**Boano**

A propos des négociations relatives à la conclusion de ces accords — négociations qui sont d'ailleurs menées par les États membres avec le concours technique de la Commission — le Parlement a constamment insisté sur deux principes. Le premier est qu'il doit incomber à la Communauté de conduire ces négociations pour en garantir l'homogénéité et créer, par conséquent, un pouvoir contractuel plus fort. Le deuxième — qui est d'une importance extrême — est que la Communauté doit conduire ces négociations et les mener à une conclusion favorable même sans l'accord des autres grands partenaires commerciaux mondiaux. J'espère qu'au cours des semaines à venir, cette intention communautaire convergente trouvera son expression au niveau des États membres dans les négociations qu'ils ont à mener, et qu'elle se manifestera aussi dans la décision qui sera prise au sujet de l'augmentation du cours du café. Il est normal que les requêtes légitimes des pays d'Amérique latine soient accueillies favorablement et que l'on stabilise le cours de ce produit en tenant compte du fait que la monnaie, en fonction de laquelle il est calculé a changé de valeur.

La position que la Communauté économique européenne a adoptée à cet égard confère toute sa valeur et le crédit nécessaire à l'engagement qu'elle a pris de veiller aux intérêts des pays d'Amérique latine lors des négociations multilatérales qui doivent s'ouvrir en 1973 au sein du GATT, ne serait-ce qu'en raison de l'identité naturelle d'intérêts qui lie la CEE déjà en cours d'intégration et l'Amérique latine, région qui tend à s'intégrer.

A ce propos, la référence à l'article XXIV du GATT qui figure dans notre proposition de résolution revêt une signification particulière, car nous avons voulu ainsi mettre en évidence combien il est nécessaire de favoriser et d'élargir les possibilités d'ordre pratique qu'offre l'intégration régionale.

A mon avis, il est indispensable que dans le cadre des relations plus étroites qu'ils ont instaurées, ces deux groupes de pays procèdent à un échange préliminaire d'opinions et à une entente préalable. A cette occasion, il serait également utile d'examiner les difficultés d'ordre objectif qui s'opposent actuellement à une intensification des échanges commerciaux entre ces deux régions.

Je rappellerai, par exemple, que certains pays d'Amérique latine exigent de leurs importateurs le versement de dépôts anticipés dont le montant est parfois de 400 pour cent supérieur à la valeur de la marchandise, et qu'ils réclament une certaine stabilité dans les cours de change. Ceux-ci sont en effet actuellement au nombre de trois dans certains de ces pays : l'un financier, le deuxième commercial et le troisième libre, alors que, dans quelques pays, le cours des changes diverge de façon extraordinaire selon les produits, même dans le seul secteur des échanges commerciaux.

Pour en revenir au problème financier, je ferai d'abord observer que l'ensemble du rapport soumis à notre examen met tout particulièrement en évidence l'importance fondamentale que la coopération financière revêt pour les pays d'Amérique latine. Nul n'ignore en effet que le déficit de la balance des paiements de ces pays est dû non au poste des marchandises, qui est excédentaire, mais aux transactions invisibles (transports, assurances, tourisme et services divers) et surtout aux intérêts sur le capital (bénéfices des investissements, intérêts sur les prêts), poste dont le déficit est, à lui seul, supérieur à l'excédent de la balance commerciale.

Nous savons qu'au lieu de fournir les ressources nécessaires à l'importation des biens d'équipement et des matières premières indispensables à l'industrialisation, les capitaux étrangers accordés dans le cadre des transactions financières normales servent essentiellement à payer les intérêts et l'amortissement des capitaux octroyés antérieurement. C'est pourquoi les pays d'Amérique latine demeurent constamment dans l'impossibilité de démarrer dans le secteur industriel. La demande formulée dans notre rapport que soit résolu le problème de l'endettement progressif des pays en voie de développement à l'égard de l'étranger prend toute sa signification dans ce contexte.

Nous sommes absolument persuadés que la meilleure façon d'aider les pays en voie de développement consiste à leur donner accès au marché des capitaux à des conditions particulièrement favorables. Un engagement explicite et particulièrement digne de foi a été pris à cet égard par l'aréopage le plus important du monde communautaire. Je veux parler de la décision arrêtée par la Conférence au sommet de Paris au point 11 de son communiqué, qui prévoit textuellement une augmentation du volume des aides financières publiques et une amélioration des conditions financières présidant à l'octroi de ces aides.

Nous en arrivons ainsi au problème des investissements privés, évoqué aux points 18, 19 et 20 de notre proposition de résolution et qu'il convient, à mon avis, d'examiner avec objectivité et équanimité.

M. Rafael Caldera, président du Venezuela, fit observer un jour que chaque dollar investi par les compagnies étrangères dans le secteur du pétrole procurait un bénéfice net de 1,27 dollar qui n'était pas réinvesti dans le pays. Il va de soi, Mesdames et Messieurs, que ce n'est pas à ce genre d'opérations que nous pensons lorsque nous parlons des apports de capitaux privés. Néanmoins, nous croyons qu'il est nécessaire d'établir une distinction non seulement entre les capitaux qui proviennent d'Europe et ceux qui ont une autre origine, mais surtout entre les capitaux déjà investis et ceux qui seront investis à l'avenir.

**Boano**

Pour ces derniers, tout reste encore à définir. Il appartient aux pays d'Amérique latine — dont plusieurs demandent à bénéficier de ces capitaux — de fixer les conditions et les modalités en toute souveraineté et liberté.

Il est évident que ce problème doit être résolu sur des bases suffisamment harmonisées. A l'heure actuelle, en Amérique latine, les dispositions législatives en vigueur dans ce domaine diffèrent grandement selon les pays, allant de mesures favorables et stimulantes au Brésil et au Mexique, par exemple, à d'autres, plus restrictives, comme en Argentine, et à des systèmes plus exclusifs et plus rigoureux encore. C'est pourquoi il est indispensable de résoudre ces problèmes dans une égalité contractuelle totale et au moyen d'engagements réciproques (comme il est dit au paragraphe 19 de la proposition de résolution), en instaurant des conditions équitables, prédéterminées et stables.

J'ajouterai que, dans ses grandes lignes, le projet de loi sur les investissements étrangers approuvé à l'unanimité par le Parlement latino-américain lors de sa cinquième assemblée à Caracas me paraît acceptable et susceptible de servir de base objective à des discussions communes qui s'inspireraient, par exemple, des dispositions prévues dans l'accord conclu entre la CEE et l'Argentine, et en vertu desquelles le problème en cause devra être résolu au moyen d'une réglementation bilatérale. Ces grandes lignes prévoient : 1) de réserver, dans certains secteurs, l'exclusivité des activités aux entreprises nationales ; 2) d'octroyer une préférence sélective aux investissements nationaux, latino-américains ou mixtes ; 3) d'accorder des conditions plus favorables aux capitaux étrangers que leurs détenteurs ont, de leur plein gré, l'intention de transformer en investissements latino-américains ou mixtes, et enfin 4) d'accorder des conditions équitables aux investissements étrangers dont il est prévu qu'ils demeureront entre les mains de ressortissants étrangers.

Reste le problème de la réforme du Fonds monétaire international, qui dépasse évidemment le cadre et les possibilités de la CEE. A ce propos, nous rappelons, au paragraphe 15 de la proposition de résolution, les engagements que les États membres de la Communauté ont pris de tenir compte des intérêts particuliers des pays d'Amérique latine dans le contexte général des intérêts des pays en voie de développement.

Ce texte fait implicitement allusion aux droits de tirage spéciaux qui, d'après les dernières décisions arrêtées par le Fonds monétaire international, devraient être au cœur du nouveau système monétaire international. C'est là une question qui reste encore entièrement à régler. Permettez-moi de rappeler la thèse que M. Barre a présentée, à titre personnel, mais avec beaucoup d'autorité, le 9 novembre dernier à Bruxelles. Il a fait observer que, pour

éviter des tendances inflationnistes, les pays industrialisés devraient céder une partie des droits de tirage spéciaux qui leur reviennent au Fonds monétaire international, afin que celui-ci les mette à la disposition des pays en voie de développement.

Je voudrais également évoquer le problème de la coopération technique, abordé dans les paragraphes 22 et 23 de notre proposition de résolution qui traitent, l'un, de l'apport si souhaitable de la technologie européenne, qui se situe à un niveau compatible avec les conditions dans lesquelles s'insère le développement de l'Amérique latine, et l'autre, de l'assistance technique en matière d'intégration économique régionale.

Il serait naturel que la Communauté apporte une contribution dans ce domaine, puisque la Commission est précisément un instrument d'intégration économique régionale, et que tout progrès accompli dans cette voie par les pays d'Amérique latine conférerait une plus grande homogénéité aux actions entreprises dans l'ensemble contradictoire de situations que présentent actuellement ces pays, sans compter qu'il aplanirait la voie à toutes les interventions futures et les rendrait plus fructueuses.

Les pays d'Amérique latine ont envisagé la possibilité de la création d'un « bureau technologique » européen en Amérique latine. C'est là une idée suggestive et encourageante, mais difficile à réaliser. N'oublions pas que la Communauté européenne n'a pas encore été en mesure de se doter elle-même d'un organisme de ce genre.

Certes, nous ne sommes pas insensibles aux requêtes et aux exigences des pays d'Amérique latine. Leurs besoins sont devenus plus aigus encore à la suite du déclin progressif de la part qu'occupent les États-Unis dans les exportations des produits d'Amérique latine. Nous apprécions dans toute son ampleur la signification, également d'ordre politique, du fait que l'Amérique latine, obligée de se procurer ailleurs les moyens nécessaires à sa croissance et voyant la possibilité de les obtenir auprès de ses sources habituelles diminuées, se tourne maintenant vers l'Europe.

Nous estimons donc que le moment est venu pour l'Europe d'élaborer une politique cohérente à l'égard des pays d'Amérique latine et d'attribuer à ce sous-continent une place bien définie dans le système complexe de ses relations avec les pays tiers. A la suite de son élargissement, la Communauté absorbera près de la moitié des échanges mondiaux ; dans cette perspective, il est indispensable qu'elle définisse une politique d'ensemble cohérente à l'égard des principales régions du globe et qu'elle accorde une attention particulière à ses relations avec l'Amérique latine en adoptant toute une série de dispositions concernant la coopération économique, financière et technique, de manière à per-

**Boano**

mettre au caractère complémentaire de ces deux régions de se traduire dans la réalité.

Nombre d'indices — parmi lesquels figure également le communiqué publié à l'issue de la Conférence au sommet de Paris — donnent à penser que l'Europe est sur le point d'entrer dans une ère nouvelle, au cours de laquelle elle se laissera moins guider par des considérations d'ordre utilitaire. J'espère que ce cours nouveau de son histoire aura pour premier effet de l'inciter à apporter une contribution positive au développement des pays d'Amérique latine car, si éloignés qu'ils soient du point de vue géographique, ils n'en demeurent pas moins, de tous les pays du monde, ceux qui, par leurs traditions, leur culture et leur civilisation, sont les plus proches de nous.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Je vous remercie, Monsieur le Rapporteur, de cet excellent exposé sur des problèmes du plus haut intérêt pour notre communauté.

La parole est à M. Löhr, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Löhr.** — (A) Monsieur le Président, permettez-moi de commencer par une remarque due aux circonstances. Vous avez mentionné tout à l'heure la présence parmi nous de nos collègues d'Amérique latine. Or, je voudrais éviter qu'en voyant combien les rangs de cette Assemblée sont clairsemés en ce jour, ils en retirent l'impression erronée que le Parlement européen n'accorde pas l'intérêt qui lui est dû au thème d'une importance primordiale : « l'Amérique latine et la Communauté économique européenne ». Les absences d'aujourd'hui sont dues au fait que la campagne électorale tire à sa fin dans deux de nos pays membres et que nombre de parlementaires ont été retenus dans leur pays par les obligations qu'ils assument dans leurs partis politiques respectifs.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, depuis des années, mon groupe politique consacre régulièrement des études approfondies aux problèmes politiques complexes de l'Amérique latine. Ces derniers temps, nous avons également établi au niveau parlementaire des rapports personnels qu'il est fort heureusement prévu d'élargir, de sorte qu'ils permettront d'éliminer les difficultés existantes dans l'intérêt et avec l'accord des deux parties, et de rechercher des solutions communes qui seront conformes non seulement aux intérêts des pays d'Amérique latine, mais aussi à ceux de nos États de la Communauté. Permettez-moi de vous rappeler, Mesdames, Messieurs, que l'Amérique latine est composée de onze pays et qu'elle compte actuellement 240 millions d'habitants, chiffre qui devrait atteindre 300 millions en 1980, le taux de croissance démogra-

phique se situant entre 1,3 % et 3,5 % par an. Si l'on tient compte du fait que la mortalité infantile est comprise à l'heure actuelle entre un minimum de 4,7 % et un maximum de 9,4 %, et que l'analphabétisme va de 8,5 % en Argentine à 62,1 % au Guatemala, on voit immédiatement que, dans l'ensemble, la structure générale de ces pays présente, par rapport à nos pays hautement industrialisés, des différences que nous ne pouvons accepter dans notre monde de la technique, par égard pour les hommes qui vivent là-bas.

C'est le côté humanitaire de ce problème qui a incité depuis quelque temps les dirigeants de mon groupe à s'occuper à plusieurs reprises des difficultés des pays d'Amérique latine.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au nom de mon groupe, je tiens à remercier notre rapporteur, M. Boano, de la description si complète qu'il a donnée des problèmes généraux dans son rapport. Je puis lui affirmer que le groupe démocrate-chrétien souscrit entièrement à tous les passages de son exposé. A mon avis, les principaux points de ce rapport, qui sont repris dans la proposition de résolution, de même que la documentation qu'il contient, nous permettront d'accomplir un progrès immense dans les efforts que les pays industrialisés d'Europe consentent en commun afin que la Communauté européenne réserve à l'Amérique latine le traitement qui lui revient dans le cadre de la politique mondiale.

Permettez-moi, Monsieur le Président, de prendre position, au nom de mon groupe, sur certains points de la proposition de résolution.

Je commencerai par le paragraphe 4. J'espère que d'autres accords bilatéraux pourront être conclus entre des pays d'Amérique latine et la Communauté européenne, bien que je ne sous-estime nullement les difficultés apparues çà et là et qui subsistent encore. Cependant, je voudrais prier la Commission de faire tout ce qui est en son pouvoir afin que des accords bilatéraux soient rapidement conclus là où il n'en existe pas encore.

J'en arrive au paragraphe 8 de la proposition de résolution et me félicite de ce que les exportations des pays d'Amérique latine à destination de la Communauté européenne aient augmenté. J'espère que cette tendance se poursuivra et se traduira par une balance commerciale excédentaire pour les pays d'Amérique latine.

Le paragraphe 10 traite des résultats de la conférence au sommet. Compte tenu de l'importance des responsabilités que nous avons actuellement à assumer à l'égard de l'Amérique latine, je crois qu'il convient d'insister une fois encore sur ceux des passages de la déclaration publiée à l'issue de la Conférence au sommet qui traitent de ce sujet.

**Löhr**

Les chefs d'État ou de gouvernement des anciens et des nouveaux États membres sont convaincus que la Communauté doit répondre davantage que dans le passé à l'attente de l'ensemble des pays en voie de développement. J'insiste sur ce mot : « l'ensemble » et y inclus donc tout naturellement les pays en voie de développement d'Amérique latine.

En deuxième lieu, compte tenu des résultats de la conférence de la CNUCED et de la stratégie pour le développement adoptée par les Nations Unies, les institutions de la Communauté et les États membres sont invités à mettre en œuvre progressivement une politique globale de coopération en matière de développement politique qui devra comporter, à l'échelle mondiale, les deux éléments suivants : premièrement, promouvoir, dans les cas appropriés, des accords sur les produits de base des pays en voie de développement afin d'aboutir à une stabilisation des marchés et à un accroissement de leurs exportations et, deuxièmement, améliorer les préférences généralisées en ayant pour objectif de réaliser un accroissement régulier des importations de produits manufacturés en provenance des pays en voie de développement.

En troisième lieu, la Conférence au sommet a chargé les institutions de la Communauté d'étudier, dès le début de 1973, les conditions qui permettraient d'atteindre un objectif de croissance substantiel et ce, grâce à une augmentation du volume des aides financières publiques et à une amélioration des conditions financières qui président à l'octroi de ces aides, notamment à l'intention des pays en voie de développement les moins favorisés, en tenant évidemment compte des recommandations formulées par le Comité d'aide au développement de l'OCDE. Ces questions devront faire l'objet d'études et de décisions dans le courant de 1973.

En quatrième lieu, la Conférence au sommet constate que la Communauté attache une importance majeure aux négociations multilatérales qui seront menées dans le cadre du GATT, et les institutions de la Communauté sont invitées à définir, pour le 1<sup>er</sup> juillet 1973 au plus tard, une conception d'ensemble portant sur toutes les questions relatives au commerce. La Communauté souhaite que tous les partenaires consentent un effort, de manière à ce que ces négociations puissent être conclues en 1975. Elle confirme son désir que les pays en voie de développement participent pleinement à la préparation et au déroulement de ces négociations, qui devront tenir dûment compte des intérêts de ces pays.

Mon groupe se félicite de ces décisions prises par la Conférence au sommet. Il souhaite et espère que les institutions de la Communauté européenne ont désormais toute latitude pour agir et qu'elles prendront des initiatives fructueuses en vue de la réalisation des objectifs décrits dans la proposition de résolution soumise aujourd'hui à notre examen.

Dans son paragraphe 13, cette proposition de résolution exprime le vœu que la Communauté élargie, premier importateur mondial de produits de base, s'emploie à favoriser activement la conclusion d'accords internationaux pour les divers produits des pays d'Amérique latine afin de réglementer le commerce des matières premières, accords auxquels la Communauté devrait adhérer en tant que telle.

A ce propos, Monsieur le Président, je voudrais rappeler que lors des négociations relatives au renouvellement de l'accord international sur le café, qui se sont déroulées au mois d'août dernier à Londres, les pays producteurs ont exigé une augmentation des cours de 11 % afin de compenser la dévaluation, alors récente, du dollar des États-Unis.

Quelle a été la position des États membres de notre Communauté dans le cadre de cet accord international sur le café ? Je constate avec satisfaction que les Pays-Bas se sont pleinement ralliés aux exigences des pays producteurs de café, notamment ceux d'Amérique latine. Il ne reste qu'à espérer que la France, la Belgique et l'Italie, qui ont pris note de la requête des pays producteurs de café d'Amérique latine et exprimé l'intention d'en tenir compte, mais qui n'étaient pas encore en mesure de prendre une décision définitive, donneront bientôt suite à la demande justifiée de ces pays. Je voudrais m'adresser au gouvernement de la république fédérale d'Allemagne, qui n'a malheureusement pas répondu à ce vœu des pays d'Amérique latine, s'étant rallié aux États-Unis d'Amérique, qui ne voulaient pas augmenter le prix du café, et lui lance un appel afin qu'il reconsidère sa décision et qu'il approuve quand même cette augmentation, rendue nécessaire par les modifications intervenues dans les cours des changes.

Notre rapporteur a étudié cette question des prix de façon plus détaillée au paragraphe 95 de son rapport. Je présente, avec M. Bersani, du groupe démocrate-chrétien, et MM. Vredeling et Berkhouter, une proposition d'amendement — qui porte le numéro 1 — dans laquelle le Parlement plaide en faveur du vœu formulé par les pays producteurs de café en demandant que, lors de la fixation du prix du café sur le marché mondial, il soit tenu compte des répercussions de la récente dévaluation du dollar des États-Unis.

Au paragraphe 20 de la proposition de résolution, Monsieur le Président, le Parlement européen souhaite que lors de l'attribution d'aides financières publiques et privées, il soit tenu compte de l'endettement excessif de la plupart des pays d'Amérique latine, et que la Communauté et les États membres recherchent sans retard les moyens propres à porter remède à cette situation. A ce propos, je dois rappeler que nous nous trouvons actuellement dans une phase de réorganisation du système monétaire inter-

## Löhr

nationale et, partant des monnaies des pays industrialisés, réorganisation dont les premiers contours se dessineront sans doute dans le courant de l'année prochaine. Nous ne sommes donc actuellement pas en mesure d'entrer dans les détails de cette question. On ne saurait non plus oublier que les droits de tirage spéciaux, sur lesquels M. le Rapporteur a déjà attiré notre attention, occuperont une place centrale dans cette réforme du système monétaire international. Si j'ai bien compris les déclarations qu'il a faites à ce propos à Bruxelles, M. le Vice-Président Barre n'a rien à objecter contre le fait que nous autorisons pendant une période déterminée les pays en voie de développement à utiliser à long terme les droits de tirage spéciaux. M. Barre a également cité un montant. A mon avis, néanmoins, aussi longtemps que les questions monétaires internationales ne seront pas réglées, il sera difficile d'utiliser les droits de tirage spéciaux plus largement qu'à l'heure actuelle. C'est là un problème extrêmement délicat.

A ce sujet, je voudrais faire une autre observation encore. Lorsque nous parlons de l'assistance financière communautaire, qui dépend essentiellement des initiatives et des décisions prises par les Parlements de nos États membres, nous ne saurions oublier — et cela vaut aussi bien pour les pays de la Communauté que pour ceux d'Amérique latine — que les conditions juridiques et politiques nécessaires devront d'abord être remplies avant que nous ne puissions apporter les contributions que les pays d'Amérique latine attendent de nous.

J'essaierai maintenant de résumer en trois phrases ce qui me reste à dire et je vous prie, Monsieur le Président, de m'accorder le temps supplémentaire nécessaire. Le paragraphe 23 de la proposition de résolution souligne les perspectives qu'ouvre la coopération dans le secteur de la technologie. Permettez-moi, Monsieur le Président, de présenter rapidement une proposition d'amendement aux termes de laquelle le Parlement souhaite qu'à l'avenir, des bourses d'études soient accordées à des ressortissants de pays d'Amérique latine.

Au nom de mon groupe, je suis en mesure de déclarer que nous sommes entièrement d'accord avec la proposition de résolution et je me permets d'inviter cette haute Assemblée à approuver les deux propositions d'amendement à ce texte, qui sont toutes deux motivées.

Je terminerai par une constatation. Nous sommes pleinement conscients de la responsabilité que nous assumons à l'échelle mondiale, en tant que Communauté européenne, à l'égard des pays d'Amérique latine, et je puis affirmer à nos collègues ici présents des pays d'Amérique latine que l'une des tâches les plus nobles de mon groupe consiste, aujourd'hui comme demain, à faire, pour des raisons

d'ordre humanitaire, tout ce qui est en son pouvoir afin d'aider à niveler le plus rapidement possible de façon satisfaisante les différences énormes qui séparent les conditions sociales dans lesquelles les hommes vivent en ce monde.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. de la Malène, au nom du groupe de l'UDE.

**M. de la Malène.** — Monsieur le Président, mes remarques seront relativement brèves après l'excellent rapport présenté par M. Boano, au nom de la commission que j'ai l'honneur de présider.

Je voudrais dire d'abord que pour notre Communauté, il est toujours assez difficile de situer les problèmes de l'Amérique latine, les rapports avec le continent sud-américain et la place que nous devons leur donner dans nos rapports commerciaux et financiers avec le reste du monde.

Naturellement, nous avons à nous préoccuper de nos rapports commerciaux et financiers avec les grandes puissances industrielles qui sont nos partenaires, notamment les États-Unis d'Amérique, le Canada et le Japon.

Puis, pour des raisons historiques, monétaires et d'intérêt bien compris aussi, nous devons nous préoccuper des États les plus pauvres, des États sous-développés. Pour toutes ces raisons, nous nous sommes tournés tout naturellement vers les pays les plus pauvres, c'est-à-dire essentiellement les pays d'Afrique.

Nous avons également à nous préoccuper des plus pauvres parmi nos ressortissants, de ceux qui jouissent par rapport aux autres, et non par rapport au reste du monde, des revenus les moins élevés dans l'ensemble de notre Communauté intérieure: je veux parler de nos agriculteurs.

En effet, entre nos rapports commerciaux évidents avec les États-Unis, nos rapports avec les plus pauvres à l'extérieur, c'est-à-dire essentiellement les Africains, et nos rapports avec les plus pauvres à l'intérieur, c'est-à-dire nos agriculteurs, vous comprendrez que la place de nos rapports avec les pays de l'Amérique latine ne s'impose pas facilement et que nous devons consentir un effort d'autant plus marqué et d'autant plus volontaire pour essayer de faire apparaître à une juste place — sans leur donner trop d'importance cependant — les rapports que nous devons avoir avec ces pays.

Il y a eu à cet égard, au moment où l'on commençait à réfléchir aux problèmes de la construction économique de l'Europe, un mémorandum qui a calmé certaines inquiétudes en Amérique latine, mais force est de constater qu'il n'en est plus tout à fait de même aujourd'hui.

## de la Malène

Il y a eu, ultérieurement, ce qui s'appelait l'Alliance pour le Progrès dont nous sommes obligés, en toute impartialité, de reconnaître qu'elle a apporté aux pays du continent latino-américain un certain nombre d'avantages réels, mais qui n'a pas non plus, on peut le dire sans forcer les termes, répondu exactement aux objectifs de ses promoteurs.

Puis il y a eu le cadre des Nations unies, les conférences internationales sur le commerce qui, après avoir soulevé dans les pays latino-américains un certain nombre d'espairs, donnent maintenant une impression de piétinement, de sorte qu'avec les pays en cause, nous sommes à la recherche de structures et de contacts qui permettraient peut-être de relever la part qu'ils représentent dans le commerce mondial.

C'est à cause de ce relatif désenchantement d'une part, de la nécessité de trouver dans les relations de notre Communauté la place convenable pour les pays latino-américains d'autre part, que je suivrai très volontiers notre rapporteur qui a repris l'idée, à laquelle notre Parlement était assez attaché, de mettre l'accent d'abord sur la nécessité de la mise en place de structures institutionnelles, non pas que nous renions particulièrement aux structures institutionnelles, mais leur vertu est d'être là pour rappeler l'importance des problèmes.

Mon premier point est d'approuver le rapporteur, compte tenu d'une part du désenchantement résultant de ce qui a été fait dans le passé — memorandum, alliance pour le Progrès, UNCTAD — et d'autre part de la difficulté de trouver pour les échanges entre l'Europe et les pays latino-américains la place qu'ils méritent. C'est là que les structures institutionnelles pourraient peut-être apporter un instrument d'action et de réflexion nécessaire, et je suivrai le rapporteur dans la voie qu'il trace en proposant de mettre l'accent sur de telles structures.

Au-delà des structures, il faut naturellement définir une politique, et notre rapporteur s'est efforcé de le faire avec beaucoup de bonheur, tant dans le cadre commercial que dans le cadre financier. Je ne sens donc pas la nécessité de répéter ce qu'il a dit, ayant approuvé le rapport qu'il a fait au nom de notre commission.

Le problème — nous le connaissons tous — est très difficile, dans la mesure où nous avons en face de nous des pays dont on aurait tort de croire qu'ils n'ont pas autre chose que des produits de base. Ce sont des pays qui commencent à décoller et qui ont déjà une industrialisation devant eux; toutefois, cette industrialisation ne leur permet pas, en fait, compte tenu des conditions qui leur sont propres, d'être suffisamment compétitifs, même dans le cadre des préférences généralisées; par conséquent leur balance commerciale s'équilibre avec des produits de base dont nous savons que l'évolution, mis à part quelques produits de base fondamentaux, tels le pétrole,

est une évolution qui va en diminuant. Je veux dire que, mis à part quelques produits, la valeur relative des produits de base par rapport aux produits manufacturés a diminué et qu'en conséquence leur économie portant sur des produits de base, ces pays se trouvent défavorisés dans le cadre des relations internationales.

Ils se trouvent défavorisés aussi du fait des problèmes monétaires, et je crois que l'on n'insistera jamais assez sur l'importance de ces problèmes monétaires.

Les conflits entre nations industrielles s'expriment de diverses manières, dont les conflits monétaires ne sont qu'un exemple. Or les conflits monétaires ne doivent pas se régler, comme c'est souvent le cas, par le biais de dévaluations non compensées ou d'autres mécanismes monétaires entre pays riches, c'est-à-dire par une entente qui, en fait, s'exerce aux dépens des pays pauvres. Nous ne mettrons jamais assez l'accent sur l'importance de ces conflits monétaires dans les rapports que les pays industrialisés doivent avoir avec des pays tels que ceux du continent latino-américain.

Je ne reprendrai pas les problèmes commerciaux: préférences généralisées, accords mondiaux, négociations qui s'ouvrent dans le cadre du GATT.

Sur les accords mondiaux, M. Eöhr a dit des choses excellentes, mais elles ne devraient pas rester verbales.

A supposer que M. Löhr devienne un jour membre du gouvernement de son pays, j'espère que pour le café et le cacao il sera favorable à des accords mondiaux, et je lui donne alors rendez-vous!

Toute plaisanterie mise à part, il est très important qu'au-delà de nos enceintes, les paroles prononcées en matière d'accords mondiaux se concrétisent, notamment sur des produits de base comme le cacao et le café. Pour ce dernier, la réunion aura lieu en décembre et nous verrons alors ce qu'il adviendra.

Nous espérons donc que dans ces deux domaines, qui ne sont pas fondamentaux, mais très importants, on arrivera à des accords mondiaux et à une solution raisonnable.

Voilà, Monsieur le Président, ce que je voulais vous dire.

On ne peut évidemment rien découvrir dans ce domaine. Ce dont il s'agit, c'est de manifester des volontés, de prendre conscience des problèmes et de savoir qu'il est difficile de trouver, coïncés que nous sommes entre nos égoïsmes locaux ou nationaux et nos obligations commerciales avec les pays industriels, la place qui est la moins défavorable pour les pays sud-américains.

Souvent on dit, quand on compare l'évolution des échanges commerciaux entre l'Europe et l'Afrique ou



**de la Malène**

l'Europe et l'Amérique du Sud, que l'évolution n'est pas, sauf pour la dernière année, défavorable pour les pays sud-américains.

Il est vrai que, par rapport à l'Afrique, l'évolution n'est pas défavorable, puisque la courbe — notre rapporteur l'a signalé — est croissante, c'est-à-dire plus rapide que celle de nos échanges avec les pays africains. Mais si l'on se reporte à une époque, je dirai plus ancienne et plus longue, et si l'on regarde la place que tenait autrefois le commerce de l'Amérique du Sud avec les pays européens, à une époque où évidemment les structures des échanges étaient totalement différentes, on constate qu'entre l'Europe et l'Amérique du Sud, les échanges tenaient une place plus importante qu'aujourd'hui.

Nous comprenons parfaitement le désir des États sud-américains de reprendre plus ou moins cette direction. Je crois qu'il faut que nous sachions qu'au sein de notre Parlement, et naturellement à l'intérieur de notre Commission, nous ne subissons pas dans ce domaine les pressions dont nous sommes l'objet dans d'autres secteurs — je pense en particulier à la politique agricole commune où nous, parlementaires nationaux et européens, subissons des pressions que je ne qualifierai pas d'amicales mais auxquelles nous résistons — et il est évident que les rapports de force sont un peu différents. Il faut savoir que c'est à nous qu'il appartient de rétablir l'équilibre. J'espère qu'en appuyant la résolution de M. Boano, notre Parlement jouera le rôle qui est et doit être le sien.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Armengaud, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

**M. Armengaud.** — Monsieur le Président, les observations que je vais formuler le seront plus en mon nom personnel qu'en ma qualité de membre du groupe libéral, car je ne voudrais compromettre personne.

Tout d'abord, nous sommes parfaitement conscients des problèmes difficiles que pose le développement de certains pays d'Amérique latine. Il est normal que les pays industrialisés se penchent sur ces problèmes pour essayer de les résoudre. Néanmoins, en la matière, il faut regarder les faits et ne pas croire qu'on peut satisfaire à la fois tout le monde et son père.

Nous avons pris des engagements parfaitement clairs et précis — M. de la Malène l'a indiqué — à l'égard de ceux qui, à l'intérieur de la Communauté économique européenne, voient, sous réserve de quelques bénéficiaires relativement rares, leurs revenus diminuer dans le temps. Le seul problème agricole propre à l'Europe des Six est difficile. J'indique d'ailleurs au passage que la politique de prix élevés qu'on a menée est d'abord inflationniste et sert ensuite essentiel-

lement à accorder une rente de situation aux plus gros producteurs, sans apporter quoi que ce soit aux plus petits.

**M. de la Malène.** — Très bien !

**M. Armengaud.** — Mais fermons la parenthèse sur ce point. En ce qui concerne les rapports entre la Communauté européenne et l'Afrique, nous avons pris des engagements très précis dans le cadre des conventions de Yaoundé, la seconde venant d'ailleurs prochainement à échéance. A cet égard, il n'est pas certain que la Communauté économique européenne ait parfaitement respecté, en ce qui la concerne, les engagements qu'elle avait pris au titre de ces accords, notamment en matière commerciale. Nous avons fait de nombreuses promesses à nos associés africains, mais lorsque ceux-ci nous ont demandé de bien vouloir garantir les cours et les débouchés de certains de leurs matières premières, certains partenaires de l'Europe des Six se sont empressés de protester en arguant qu'il ne fallait surtout pas porter atteinte à la sacro-sainte liberté des marchés, c'est-à-dire à la loi de la jungle et du plus fort et ils se sont donc opposés à tout système de garantie.

**M. de la Malène.** — Très bien !

**M. Armengaud.** — Je me souviens — et M. le Président sans doute aussi — qu'à l'occasion d'un rapport que j'avais fait sur la stabilisation des cours des matières premières en décembre 1967, trois réunions avaient été organisées : la première à Strasbourg, la seconde, deux ans plus tard à Hambourg, et la troisième enfin à La Haye au début de l'année 1972. A trois reprises j'avais donc fait rapport au nom de la Commission paritaire Europe-Afrique pour préciser les possibilités, produit par produit, de stabilisation des cours et des débouchés. A la seconde réunion, les propositions contenues dans mon rapport n'ont pas été reprises dans les résolutions, et on m'a expliqué très gentiment que j'étais allé trop loin et que la résolution votée ne pouvait évidemment pas reprendre les propositions précises que j'avais faites en matière de stabilisation des cours et des débouchés.

A La Haye, le sentiment était différent. J'ai eu l'impression de parler dans le désert. Personne n'a voulu me répondre, à part la Commission, par la voix de M. Déniau, lequel était d'ailleurs d'accord avec moi. Mais chez mes collègues parlementaires, la réaction a toujours été celle-ci : « Cher ami, parlez toujours, nous en penserons ce que nous voudrons, et, de toute manière, ceux qui sont partisans de la liberté absolue ou de l'anarchie des cours sont les plus forts. Par conséquent, ce que vous dites ou rien, c'est la même chose. »

Du coup, un certain découragement s'est manifesté chez nos partenaires africains. Dans ces conditions,

**Armengaud**

je me demande si le rapport de M. Boano ne connaîtra pas le même sort que ceux que j'ai faits au nom de la commission paritaire, et si on ne dira pas un jour à M. Boano: « Vous êtes bien gentil, vous avez fait des promesses très sérieuses à nos amis d'Amérique latine, mais les partisans du libre-échange s'empresseront d'en empêcher la réalisation. » Et une fois de plus nous nous trouverons avec des promesses successives discordantes entre elles, et qui ne seront évidemment suivies d'aucun effet. Naturellement, tout le monde aura parlé, chacun aura pleuré sur le sort des malheureux et croira avoir ainsi apaisé sa conscience !

Je n'aime pas ce genre d'hypocrisie. Par conséquent, en ce qui me concerne, je pense que, lorsque l'on prépare des documents de cette nature concernant les relations entre pays, l'on doit avoir l'honnêteté de respecter ses engagements et ses promesses. Jusqu'à présent ce n'est pas le fort de l'Europe. Je suis dès lors très réservé sur les promesses que l'on fait aujourd'hui à ceux dont certains représentants nous font l'honneur et l'amitié d'être présents parmi nous.

En ce qui concerne les investissements, il va de soi que ceux qui seraient faits par les pays d'Europe devraient pouvoir être garantis dans les pays d'Amérique latine. Mais l'expérience prouve malheureusement que, dans l'un de ces pays, tout au moins en ce moment, les investissements, pas seulement les Américains, sont l'objet de nationalisations et de spoliations ; quand aux dédommagements, en particulier par le Chili, personne n'en verra la réalisation. Par conséquent, demander des investissements importants dans cette partie du monde ne peut aller que si les uns et les autres, les pays bénéficiaires comme les pays donateurs, ne jouent pas, selon l'expression employée hier par M. Spénale à une réunion commune de commissions, au « trompe-couillons » ! Dans la circonstance, je pense, une fois encore, que l'honnêteté doit présider à nos rapports.

En ce qui concerne les accords mondiaux visés au paragraphe 13 de la résolution, je me demande comment on y arriverait, étant donné que déjà sur le plan limité des relations entre l'Europe et l'Afrique, une partie des membres de la CEE s'est défilée, sans doute inspirée d'ailleurs par des considérations extérieures, auxquelles M. de la Malène a fait allusion tout à l'heure, et contrairement d'ailleurs à leurs intérêts bien compris à terme ; mais à ceux-là on ne pense pas, surtout en période électorale ! Allons-nous vraiment assister à une prise de position courageuse en ce qui concerne l'accord sur les matières premières ? M. de la Malène a bien fait, quoique avec quelque malice, de mentionner à ce sujet l'accord sur le cacao. On en parle depuis des années, mais les États-Unis l'ont systématiquement refusé et certains partenaires européens se sont empressés de le refuser aussi, pour ne pas déplaire aux premiers. Par conséquent, la question est de savoir, en la circonstance, si

l'Europe est majeure ou non, si elle est capable ou non de prendre des positions indépendantes au sujet de ses relations avec les pays qui lui sont associés et avec les pays tiers.

Je me demande, dès lors, dans quelle mesure, une fois encore, des propos comme ceux qui ont été tenus cet après-midi ne sont pas, malheureusement, destinés uniquement à être classés dans nos archives.

Enfin, je l'ai dit à plusieurs reprises, nous ne réglerons pas les problèmes de cette nature sans renoncer, une fois pour toutes, à l'anarchie de l'économie libérale ou néo-libérale dans laquelle nous nous vautrons. J'ai passé mon temps, depuis des années, à dire que seule une politique de programmation claire, d'abord à l'échelle nationale, ensuite à celle de l'Europe, enfin à celle de nos rapports avec les partenaires, peut résoudre nos problèmes. Mais, comme, malheureusement, au sein de l'Europe des Six, personne ne veut avoir le courage de se dire planificateur, il n'y a vraiment aucune solution aux problèmes auxquels nous sommes confrontés !

Pour terminer, je souhaiterai qu'en la circonstance l'Europe fasse sa conversion mentale, qu'elle change de comportement en ce qui concerne son approche des problèmes économiques. Que l'on ne nous dise pas sans cesse que le libéralisme, c'est la défense du consommateur. C'est ce libéralisme échevelé qui conduit au désordre et à l'inflation ; il serait peut-être temps de s'en souvenir et d'en tenir compte.

Telles sont les observations que je souhaitais présenter. Cela dit, je souhaite à nos amis d'Amérique latine d'entretenir avec l'Europe des rapports moins difficiles, ou moins trompeurs, que ceux qu'ont obtenus jusqu'à présent nos associés d'Afrique.

**M. le Président.** — La parole est à M. D'Angelosante.

**M. D'Angelosante.** — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, tout en reconnaissant la solidité des arguments que M. Armengaud vient de nous présenter — et je songe moins à ceux qui ont trait à la diversité des écoles de pensée économique qu'à ceux qu'il a avancés pour montrer que le rapport de forces entre les pouvoirs politiques et les pouvoirs économiques empêche de résoudre certains problèmes — je ne me rallierai pas à ses observations pour en tirer des conclusions défavorables sur le rapport soumis à notre examen. Tout au contraire, je tiens à déclarer, en guise d'introduction à ma brève intervention, que le document et la proposition de résolution soumis à l'approbation du Parlement européen, dans la version que le rapporteur a présentée à la commission compétente, sont dignes d'une attention soutenue et aussi d'éloges, tant pour l'exhaustivité des renseignements qu'ils contiennent que pour la valeur et le réalisme des critères de jugement adoptés.

## D'Angelosante

A mon avis, ce rapport est l'un des meilleurs que le Parlement européen ait établi sur les relations avec les pays d'Amérique latine, et je crois que nous devons tous en être reconnaissants au rapporteur, M. Boano. En introduisant, dans son rapport, des notions comme celle de la division du travail à l'échelon mondial, il a inséré dans son véritable contexte historique la tendance fondamentale qui transparait dans toutes les politiques actuellement suivies en Amérique latine, quelle que soit la mesure dans laquelle elles s'opposent à ce que ce sous-continent occupe la place qui lui revient, en invoquant des arguments apparemment fondés sur l'utilitarisme, le nationalisme, le respect des grandes puissances, etc. Tout cela est vrai, à condition toutefois que l'on reconnaisse que cette division du travail à l'échelon mondial n'est pas une œuvre divine, mais qu'elle a été imposée par les forces dominantes, c'est-à-dire le capitalisme mondial et l'impérialisme.

Mesdames, Messieurs, comme le faisait remarquer hier soir M. Spénale à propos des accords commerciaux préférentiels conclus avec les pays du bassin méditerranéen, on ne saurait certes prétendre que la Communauté ait une attitude neutre et (ajoutait-il même) asexuée, en vertu de laquelle quiconque demanderait à conclure un accord obtiendrait satisfaction. On ne peut aborder des problèmes aussi graves en ignorant les conflits profonds que recouvrent les phénomènes qui leur sont liés. On ne peut, comme c'est le cas dans certains de nos documents, cacher derrière un masque de réalisme et de pragmatisme la volonté délibérée d'ignorer la réalité complexe du monde, en l'occurrence celle de l'Amérique latine.

Les forces qui ont imposé cette division du travail à l'échelon mondial n'ont pas cessé de faire pression sur les pays sous-développés (ainsi que sur les pays développés qui leur sont subordonnés) et, tout particulièrement, sur ceux d'Amérique latine. Plus encore, au cours des dix dernières années, ils ont essayé d'accentuer leur emprise. La première preuve en est l'attitude que les États-Unis d'Amérique ont adoptée en général à l'égard des pays qui se sont libérés ou qui cherchent à se libérer du contrôle ou de la domination de l'étranger, et en particulier à l'égard de Cuba, pays contre lequel ils ont déployé toutes leurs batteries, allant de l'encercllement et de l'isolement (au moyen de l'Alliance pour le progrès) à une tentative d'invasion militaire. On en trouve une deuxième preuve, plus récente, dans la détérioration des termes de l'échange des pays d'Amérique du Sud, due soit au volume accru des intérêts sur le capital, des bénéfices et des dividendes que les sociétés multinationales réexportent, soit aux fluctuations prédéterminées et contrôlées des cours des matières premières (cuivre et étain). Une troisième preuve réside dans l'importance inchangée que conservent les grandes propriétés terriennes, liées, sur le plan politique et économique, au capital étranger et, enfin, la dernière preuve est fournie par la fonction spéciale de défen-

seur de ce système qu'assument les banques dans ces pays.

Cependant, Mesdames, Messieurs, nous nous tromperions nous-mêmes et nous ne nous dirions pas toute la vérité si nous ne tenions pas également compte du fait que la décennie qui vient de s'achever et l'époque actuelle présentent également les éléments d'un puissant contre-courant, issu de la résistance énergique de l'Amérique latine contre l'emprise des puissances internationales qui ont déterminé jusqu'à présent ses conditions d'existence.

Par conséquent, la thèse exposée par M. Boano ne repose pas sur une vue naïve des choses — comme l'a laissé entendre M. Armengaud — mais témoigne au contraire de sagesse et de clairvoyance politique. En effet, dans une situation comme celle qui prévaut actuellement, où les pays d'Amérique latine s'élèvent contre l'exploitation par l'étranger dont ils sont l'objet, ce n'est pas nécessairement faire preuve d'astuce et d'intelligence que de croire que le plus fort l'emportera éternellement. Bien au contraire, l'histoire nous apprend que, presque toujours, le plus fort et le plus arrogant finissent par perdre à leur propre jeu.

J'ai dit que les pays d'Amérique latine résistaient et, ce, avec un acharnement accru depuis 1960 environ. C'est avec une satisfaction toute particulière que je mentionnerai à ce propos l'échec par lequel se sont soldées les attaques contre Cuba et la disparition des instruments qui avaient été créés pour encercler et isoler ce pays (à la suite du constat de faillite de l'Alliance pour le progrès), ainsi que les liens nouveaux qui sont en train de se nouer entre certains pays d'Amérique du Sud et Cuba. Je rappellerai également toute une série de mesures généralement adoptées (également par des pays à tendances plus conservatrices, voire franchement réactionnaires), et qui visent à interdire ou à limiter la réexportation des intérêts sur le capital, des bénéfices et des dividendes des sociétés multinationales. Je citerai encore les nationalisations qui, contrairement à ce qu'a affirmé M. Armengaud, ne se limitent pas au Chili, mais existent également dans d'autres pays (la *International Petroleum Company* à Anaconda, cuivre chilien), les lois sur la réforme agraire, les tentatives d'intégration régionale (groupe andin, marché commun sud-américain, etc.), qui sont toutes autant de facteurs positifs exprimant la volonté des pays d'Amérique latine d'échapper à l'état de servitude économique dans lequel ils sont actuellement plongés.

Enfin, nous devons évoquer, parmi les éléments les plus positifs de la lutte que ces pays mènent pour leur libération, l'appel qu'ils ont adressé à la Communauté. Qu'est-ce que les pays d'Amérique latine ont demandé à la Communauté, et que pouvait-elle leur donner? Sur le plan commercial, il s'agissait de supprimer les discriminations tarifaires, d'accor-

**D'Angelosante**

der des conditions favorables et des aides à l'exportation, de conclure des accords spéciaux, analogues à ceux qui ont été passés avec certains pays méditerranéens et africains, ainsi que des accords de coopération technique en vue de fournir une assistance aux programmes d'intégration régionale, enfin, de garantir à ces pays un appui au sein des organisations internationales (telles que le Fonds monétaire international et le GATT) et une aide pour la fixation des cours des matières premières.

Malheureusement, Mesdames, Messieurs, la Communauté n'a pas accompli la tâche qu'elle aurait dû remplir dans la situation que j'ai décrite. Et, non pour tempérer l'optimisme de M. Boano — optimisme que je crois utile du point de vue politique — mais pour rétablir la vérité et échapper à tout sentiment illusoire de triomphe, je tiens à rappeler que depuis la réponse qu'elle a donnée à la déclaration de Buenos Aires, la Communauté a refusé d'assumer les fonctions que les pays d'Amérique latine l'avaient explicitement ou implicitement invitée à remplir.

M. Boano a prononcé tout à l'heure des paroles auxquelles je souscris et qui ont, dans une certaine mesure, suscité mon enthousiasme. En effet, il a dit qu'il fallait adopter une attitude déterminée à l'égard de l'Amérique latine, sans tenir compte des opinions diverses et contradictoires de certains de nos principaux partenaires commerciaux (et il est, je pense, inutile de préciser auquel de nos partenaires je pense en l'occurrence). Néanmoins — et je suis désolé d'avoir à le constater — dans des documents plus officiels et plus importants que le rapport de M. Boano, c'est-à-dire dans la réponse qu'elle a donnée à la déclaration de Buenos Aires, la Commission des Communautés a affirmé explicitement le contraire, puisqu'elle a précisé que les politiques de la Communauté dépendaient également de facteurs qui débordaient du cadre de ses relations avec l'Amérique latine et que le dialogue entre la Communauté et l'Amérique latine ne devait ni avoir pour objet de rechercher des solutions bilatérales aux problèmes qui se posent à l'échelon mondial, ni porter préjudice à la solidarité de groupe qui se manifeste entre les diverses régions du monde à l'égard de la Communauté et des pays qui la composent.

En d'autres termes, la Communauté n'a pas encore donné de réponse claire, et le texte de l'une des annexes au rapport de M. Boano, que je viens d'évoquer, et dans lequel il est à plusieurs reprises question d'approche réaliste et pragmatique, montre que la Communauté ne s'est pas encore départie de cette position. J'espère qu'elle l'abandonnera, car je tiens à être aussi optimiste que M. Boano, mais aucune donnée de fait ne permet de l'affirmer.

Dans le secteur commercial, nous ne sommes pas encore allés au-delà de l'octroi de préférences gé-

néralisées, dont les résultats n'ont pas été particulièrement brillants. Ne nous cachons pas la vérité. La déclaration de Santiago sur les relations entre l'Amérique latine et la Communauté européenne, approuvée le 12 septembre 1972 par la la commission spéciale de coordination latino-américaine, est très claire sur ce point: elle affirme que le système des préférences généralisées n'a pas donné des résultats appréciables pour les pays d'Amérique latine, ajoutant, dans un geste évident d'amabilité, de courtoisie et de diplomatie: « pour des raisons qu'il sera opportun d'analyser en commun », c'est-à-dire, pour des raisons que les pays en cause n'ont pas voulu spécifier.

D'autre part, il suffit de lire le texte de l'accord conclu récemment avec l'Argentine pour voir qu'il ne contient aucun élément qui permet de prétendre avec optimisme que la Communauté s'oriente vers une attitude d'ensemble à l'égard des problèmes de l'Amérique latine. La coopération technique en est encore au stade des vœux pieux, et tant le Fonds monétaire international que le GATT sont informés des suites décevantes données à la déclaration de Santiago.

D'une façon générale, la CEE semble rester sur la défensive, car, comme je l'exposerai tout à l'heure, Mesdames, Messieurs, ce n'est pas avec le bilatéralisme que l'on parviendra à résoudre les problèmes des pays en voie de développement, ne serait-ce que du fait que le bilatéralisme n'est pas une position forte, bien qu'il soit celle qu'affectionnent les pays commercialement plus évolués et économiquement plus riches. Il n'est nullement certain que les États-Unis d'Amérique, qui ont empêché tout accord sérieux lors de la récente conférence de la CNUCED à Santiago (la Communauté n'ayant d'ailleurs rien fait pour y remédier) et qui ont rejeté, au sein du FMI, les demandes présentées par les pays sous-développés au sujet des droits de tirages spéciaux, nous laisseront faire ce que nous voulons au niveau des relations bilatérales. Tout au contraire, ils nous attaquent et nous entravent également dans ce domaine.

Par conséquent, le bilatéralisme est loin d'être la formule qui sauve les âmes, apaise les consciences et permet de résoudre ces problèmes.

Quant à nous, c'est-à-dire la Communauté, nous continuons encore à respecter rigoureusement certaines directives politiques des États-Unis et, alors que nous observons parmi les pays d'Amérique latine un changement profond d'attitude à l'égard de Cuba, la Communauté conserve encore sa vieille position, due à un ordre, à une interdiction lancés par les États-Unis.

Il ressort de l'un des nombreux tableaux que M. Boano a joints en annexe à son rapport qu'à l'heure actuelle, la part de Cuba dans le commerce exté-

**D'Angelosante**

rieur de la Communauté se situe autour de 1,2 ou 1,3 %, et encore ce chiffre est-il fictif parce que quelques pays de la Communauté, voire tous, commercent chacun séparément avec Cuba. Néanmoins, dans toutes les tentatives de rapprochement que la Communauté entreprend depuis 1969 avec les pays d'Amérique latine, Cuba a constamment été exclue. Je ne comprends pas pourquoi la Communauté aurait, à l'égard de la politique américaine, une position différente de celle des pays qui en font partie.

Quant à l'aide à l'intégration régionale, on n'est pas allé au-delà de déclarations d'intention. Il suffit de relire le document du groupe andin pour se remémorer qu'à l'époque, la Commission de la Communauté avait insisté sur le fait qu'il fallait appuyer les programmes d'intégration régionale, notamment en Amérique latine. Cependant, et bien qu'elle en ait souligné l'importance dans un document qui remonte au 16 février 1971, jusqu'à ce jour, elle n'a rien entrepris à cette fin.

Pour ce qui est des cours des matières premières, Mesdames, Messieurs, je crois que nous ne devons pas limiter notre examen aux produits tels que le café ou le cacao, par exemple, dont les cours font ouvertement l'objet de négociations internationales. Ce serait en outre une hypocrisie, chacun de nous sachant que, dans ce domaine, les négociations n'arrivent jamais à une conclusion heureuse si notre grand partenaire commercial habituel n'est pas d'accord. Lorsque nous parlons des cours mondiaux, nous devons y inclure ceux qui sont apparemment fixés en fonction des règles contre lesquelles s'est élevé M. Armengaud, règles « liturgiques » du marché qui déterminent les coûts et les prix. Je pense ici aux cours des matières premières fixés sur le marché des métaux de Londres, au cours du cuivre, à celui de l'étain. Nous devons un jour ou l'autre évoquer cette question devant l'un de nos partenaires d'Amérique latine, par exemple le Chili, qui affirme (à tort ou à raison) qu'il est victime d'une agression visant à l'étrangler économiquement et que les spéculations sur les cours mondiaux du cuivre font partie de ce plan d'attaque.

**M. le Président.** — Je vous pris de conclure.

**M. D'Angelosante.** — (I) Je crois, Monsieur le Président, que nous ne pouvons nous dispenser d'intervenir dans ce domaine parce que — et j'en arrive à ma conclusion — tout est déterminé par notre attitude envers les États-Unis, qui devient de plus en plus l'élément décisif de la politique de la Communauté, également dans d'autres secteurs de son activité. Alors qu'en Amérique latine, on enregistre un déclin sensible des investissements en provenance des États-Unis, nous conservons tous encore à l'égard de cette région une attitude qui n'est pas des plus favorables.

Permettez-moi de rappeler à titre d'exemple, avant de terminer, que la commission des relations économiques extérieures (à vrai dire, en l'absence de M. Boano) a approuvé un amendement bien étrange au point 19 de sa proposition de résolution. Cet amendement consistait à ajouter l'incise suivante : « sur base d'engagements réciproques », qui est, en soi, tout à fait anodine et dépourvue de signification. Cependant, moi qui ai assisté à la réunion au cours de laquelle cette proposition d'amendement a été discutée, je me souviens que son auteur invoquait le fait que — selon lui — les sociétés nationalisées au Chili (et il oubliait que le système était le même au Pérou) avaient été expropriées, aux dires des monopoles américains. Or, ces expropriations ont été effectuées sans indemnisation, les pays en question, forts de leurs droits constitutionnels et de leur souveraineté, ayant estimé que les bénéfices exorbitants que les compagnies expropriées avaient réalisés pendant des dizaines d'années constituaient une compensation suffisante, sinon même excessive. La base juridique peut certes être discutée, mais non ignorée.

**M. le Président.** — Je vous prie de conclure rapidement, car votre temps de parole est écoulé.

**M. D'Angelosante.** — (I) D'autres orateurs ont eux aussi été autorisés à dépasser de quelques minutes le temps qui leur était imparti, mais de toutes les façons, j'ai terminé, Monsieur le Président.

En dernière analyse, nous devons décider si nous mènerons une politique globale d'aide au développement (autrement dit, si nous devons nous adresser à tous les pays en voie de développement) ou bien si, au contraire, nous favoriserons uniquement les pays qui avaient des liens particuliers avec l'un ou l'autre de nos États membres, à savoir les pays signataires de la convention de Yaoundé, ceux du bassin méditerranéen et, enfin, ceux du Commonwealth (lorsque la Communauté à Neuf sera entrée en existence au 1<sup>er</sup> janvier 1973). Je ne crois pas que si nous choisissons cette deuxième voie, nous acquerrons une position plus forte face aux États-Unis. Ceux-ci ne nous reprochent nullement d'aider les pays en voie de développement, ils ne nous font pas grief d'avoir bon cœur : ils nous accusent de vouloir servir nos intérêts à leurs dépens. Nous réfuterons mieux cette accusation en pratiquant une politique mondiale d'aide au développement qu'en poursuivant une politique régionale trop axée sur les intérêts de la Communauté.

C'est pourquoi j'estime que les propositions faites par M. Boano doivent être appréciées favorablement. Nous devons admettre que nous sommes inévitablement en désaccord avec les États-Unis, notamment dans ce domaine où le gouvernement américain présente ces jours-ci des propositions inacceptables, comme celle qui vise la suppression des barrières douanières entre les pays développés, mesure qui

**D'Angelosante**

porterait un préjudice immense aux pays sous-développés.

Telles sont les raisons, Mesdames, Messieurs (et je vous présente mes excuses, Monsieur le Président, de les avoir exposées si longuement) pour lesquelles nous nous prononçons favorablement sur le rapport et sur la proposition de résolution, alors que nous nous abstenons en revanche du vote.

**PRÉSIDENCE DE M. SCHUIJT***Vice-président*

M. le Président, — La parole est à M. Mommersteeg.

M. Mommersteeg. — (N) Monsieur le Président, si M. Boano s'était limité à un compte rendu de voyage, je n'aurais pas demandé la parole. Je dirai tout d'abord toute mon estime pour cette contribution importante à la prise de conscience des problèmes que soulèvent les pays en voie de développement. Cette fois-ci, il s'agit de l'Amérique latine. Nous sommes confrontés, non seulement avec l'Amérique latine, mais aussi avec des pays dont les liens avec les Communautés européennes ont été établis antérieurement. Je songe à l'Afrique et aux pays du bassin méditerranéen. Il ne fait pas de doute que ce processus de prise de conscience ira en s'élargissant. Je dirai une fois de plus ma reconnaissance pour l'étude de M. Boano — car c'est bien de cela qu'il s'agit. Je voudrais encore évoquer un point particulier.

Dans la partie III de la résolution, il est beaucoup insisté, selon moi à juste titre, sur la nécessité d'accroître les afflux de capitaux publics aussi bien que privés vers l'Amérique latine. Me référant à l'analyse esquissée par M. Boano, notamment aux paragraphes 7, 8 et 10, je voudrais noter, à propos de cet afflux de capitaux, que nous devrions veiller à éviter que les investissements privés, en particulier, ne se traduisent par un effet contraire. Je cite le passage suivant du paragraphe 10 de la page 15 du rapport de M. Boano : « Le poids des « services » des capitaux étrangers absorbe peu à peu un pourcentage de plus en plus grand des devises provenant des exportations. L'affectation d'une partie de plus en plus importante de la valeur des exportations aux amortissements, intérêts et dividendes, a aggravé l'insuffisance structurelle de la capacité d'importation de biens d'équipement, entravant le processus autonome de développement ». Ce n'est pas une petite affaire ! A l'alinéa suivant du même paragraphe, on peut lire ceci : « Comme on le sait, le passif dans le compte courant de la balance des paiements de l'Amérique latine n'est pas imputable au poste « marchandise » — qui, grâce à un produit (qui n'est pas typique il est vrai : le pétrole), enregistre un solde positif cons-

tant —, mais aux pertes invisibles (transports, assurances, voyages et services divers) et, surtout, aux intérêts sur les capitaux (rendements des investissements directs, intérêts sur les emprunts, etc.), dont le solde négatif dépasse, à lui seul, le solde positif du poste « marchandises ». On se trouve donc en présence d'un cercle vicieux, les capitaux étrangers, qui sont accordés dans le cadre des transactions financières normales, au lieu de fournir un complément de devises nécessaires pour l'importation de biens d'équipement et de matières premières indispensables au processus d'industrialisation, étant essentiellement utilisés pour payer les intérêts et l'amortissement... ».

Monsieur le Président, j'arrêterai là cette citation, qui n'en illustre pas moins l'importance et la gravité des problèmes qui se posent à de nombreux pays latino-américains.

Au paragraphe 20 de la proposition de résolution, on peut lire : « Le Parlement souhaite que, lors de l'attribution d'aides financières publiques et privées, il soit tenu compte de l'endettement excessif de la plupart des pays latino-américains... ».

Je suis d'accord, mais je saisis l'occasion pour souligner une fois de plus que des plaidoyers pour des investissements privés non assortis de clauses déterminées, sont insuffisants. J'estime qu'il faut favoriser les investissements privés, car les pays en voie de développement en auront besoin, sinon ils ne réuniront jamais les capitaux requis. Il faut toutefois tenir compte des conditions dans lesquelles ces investissements privés peuvent être faits. Il faut savoir dans quelles conditions les investissements privés peuvent fournir une contribution optimale au processus de développement et celles dans lesquelles ces investissements peuvent, au contraire, être préjudiciables.

La troisième Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement s'est également penchée sur le problème de l'endettement, mais aussi sur celui des circonstances et des conditions dans lesquelles les investissements privés sont susceptibles de jouer un rôle de processus de développement. Des études ont été faites sur la question.

Ces problèmes sont aussi examinés dans le cadre de l'OCDE. Au sein des Communautés européennes, lorsque nous prenons des mesures visant à stimuler les courants de capitaux privés, nous devons également nous demander quels en seront les effets. Seront-ils créateurs d'emplois, remplaceront-ils des importations, favoriseront-ils la formation professionnelle ? Bref, il s'agit de savoir si les investissements privés fournissent une contribution optimale au processus de développement. Tel est notre problème, et tel est également, en fin de compte, celui de M. Boano, auquel je voudrais encore adresser mes compliments pour son rapport.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Bersani.

**M. Bersani.** — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le débat qui se déroule en ce moment conduit inévitablement à soumettre les grandes lignes de la politique économique internationale de notre Communauté à un examen critique.

Je tiens avant tout à remercier M. Boano de son travail ; le vaste consensus qu'il a obtenu pratiquement sur tous les bancs de notre Assemblée montre clairement, me semble-t-il, que ses efforts ont été largement appréciés. Je crois que son rapport restera, dans les annales politiques de notre Assemblée, comme une contribution concrète et précieuse à la solution d'un problème qui ne concerne pas seulement les pays amis d'Amérique latine, mais qui touche également à la conception d'ensemble de notre politique mondiale.

A mon avis, certains faits méritent d'être pris en considération ici. La Communauté européenne est pour le moment la seule entité politique internationale du monde qui ait abordé, à l'aide d'une politique fondée sur des données concrètes et en dehors de tout grand système idéologique, la question de l'instauration d'une solidarité réelle entre les pays développés et ceux en voie de développement. Nul n'ignore que la convention de Yaoundé est le premier exemple, au niveau international, d'une coopération systématique et institutionnalisée, établie sur un pied d'égalité.

Nous essayons à l'heure actuelle de trouver de nouvelles solutions originales aux problèmes des pays méditerranéens, point qui est à l'ordre du jour de la séance de demain, et à ceux de l'Amérique latine, qui forment l'objet du débat d'aujourd'hui. En d'autres termes, nous sommes en train de mettre en œuvre une politique mondiale de coopération et de solidarité véritable entre notre Communauté et les régions moins développées du globe, en conciliant deux aspects au sujet desquels nombre d'autres instances internationales ont adopté des positions divergentes, à savoir une politique régionale adaptée aux besoins des diverses régions en matière de progrès et de développement, et une action qui obligera progressivement la Communauté à faire face à ses responsabilités inéluctables à l'échelle mondiale.

C'est là, dirai-je, que résident l'originalité et la valeur de notre politique qui, en elle-même, ne rivalise pas avec les autres. Elle tend simplement à proposer des solutions positives et à entraîner à sa suite, grâce à des faits tangibles, les positions, les régions et les forces politiques qui se sont jusqu'à présent opposées à elle. Plus notre politique gagne en personnalité, en indépendance et en capacité d'action, plus ses effets bénéfiques se font sentir dans le monde. D'ailleurs nos amis d'Amérique latine (nous avons eu le plaisir de saluer ici les représentants du Parlement latino-américain) nous fournissent une nouvelle preuve de l'évolution de notre politique. Jusqu'à présent, il y avait eu des malentendus ; souvent, nos

amis d'Amérique latine nous demandaient pourquoi nous nous proposons d'appliquer une politique préférentielle à l'égard des pays africains et pourquoi nous n'abandonnions pas cette politique, qui tendait en dernière analyse à créer apparemment une sorte d'enclave dans la sphère des relations commerciales, financières et économiques mondiales. Nous leur avons à chaque fois donné la même réponse, qui les a maintenant convaincus, comme ils nous l'ont déclaré eux-mêmes au cours des entretiens que nous avons eus avec eux. Nous leur avons en effet expliqué que cette politique étant le seul exemple tangible de solidarité — dans les faits et pas seulement en paroles — qui existait au monde, nous devons la réaliser à une échelle plus vaste, en recherchant des solutions qui soient non identiques, mais appropriées à chaque cas, de manière à ce que l'engagement que nous avons pris puisse être adapté de façon équitable aux autres régions géo-politiques pour lesquelles nous assumons une large responsabilité.

C'est dans ce contexte que s'insère le problème que nous avons à examiner aujourd'hui. Plusieurs années se sont écoulées depuis que M. Edoardo Martino présenta, en 1963, le premier rapport synthétique sur la possibilité d'une action de la CEE en Amérique latine. (Je tiens à rappeler à ce propos que l'étude de cette question était en majeure partie due à l'initiative prise par notre Parlement.) Aujourd'hui, M. Boano a présenté, au nom de la commission des relations économiques extérieures, un ensemble de propositions qui sont le fruit des visites que nous avons reçues — comme celle, si appréciée, qui nous est faite au cours de cette session — de rencontres, de conversations et de relations grâce auxquelles une nouvelle initiative politique de la Communauté a progressivement pris forme.

Deux faits fondamentaux ressortent du rapport de M. Boano. Le premier est une réalisation d'ordre institutionnel qui a pour origine quelques propositions apparemment simples mais, à mon avis, riches en conséquences sur le plan politique. Je songe ici aux rencontres qui ont lieu régulièrement entre un groupe de cinq à sept membres de notre Parlement et des représentants du Parlement latino-américain. C'est un pont que nous jetons, un modèle politique offert à l'ensemble de l'Amérique latine (même si, pour le moment, le Parlement latino-américain ne représente que les Parlements de quelques pays d'Amérique du Sud).

Par ce geste, nous avons mis en œuvre une initiative de coopération prise par des institutions parlementaires auxquelles s'identifient les peuples, les travailleurs, les hommes de science et la jeunesse, les ouvriers qualifiés, les *campesinos* et les forces nouvelles qui se font jour dans tant de régions d'Amérique latine. Nous avons ainsi créé une instance politique qui se situe au-dessus des intérêts particuliers de tel ou tel secteur, de tel ou tel potentat. Nous devons insister sur sa valeur, car elle est à même

**Bersani**

d'ouvrir la voie à de nombreuses possibilités. Elle peut servir de modèle aux diverses communautés qui sont en train de se développer en Amérique latine, suivant l'exemple de la CEE en Europe. Qu'il s'agisse du groupe andin, de la Communauté des Caraïbes, de celle de la Mar del Plata ou de celle d'Amérique centrale, ils sont tous en quelque sorte un reflet des principes d'intégration communautaire qui constituent, à notre avis, la voie nouvelle sur laquelle les relations entre les peuples pourront s'acheminer vers des formes concrètes de solidarité, fondées sur la justice et la paix.

Ces diverses communautés préfigurent, au-delà de leur portée sub-régionale, l'unification économique et politique plus vaste du sous-continent latino-américain qu'il est dans notre intérêt de favoriser.

J'estime que l'un des chapitres les plus importants du rapport de M. Boano est celui dans lequel il insiste sur le principe que nous devons être prêts à seconder l'Amérique latine dans ce processus d'intégration et d'unification progressives.

Quant à la deuxième partie, où sont exposés les motifs des propositions qui figurent dans le rapport sous trois rubriques différentes (coopération commerciale, financière et technique), je dirai qu'il s'en dégage une idée nouvelle, à savoir celle de regrouper dans un plan cohérent, fondé sur une conception d'ensemble, les diverses initiatives bilatérales (quelles soient privées, publiques ou sectorielles) que les pays représentés par notre Communauté ont réalisées occasionnellement jusqu'ici en Amérique latine. Nous devons mettre en évidence cette ligne d'orientation, cette physionomie globale, cette façon synthétique et politiquement réfléchie d'aborder le problème. Nous aurons sans doute nombre de nœuds gordiens à trancher, mais c'est ainsi seulement que nous pourrions nous placer progressivement dans une situation qui nous permettra d'en venir à bout. Il est incontestable, par exemple, que les prévarications auxquelles le système capitaliste se livre tout particulièrement dans ces régions soulèvent une question cruciale. Mais il est tout aussi incontestable que, jusqu'à maintenant, les pays du monde qui se réclament du collectivisme n'ont apporté aucune aide concrète en vue de résoudre équitablement le problème dramatique que posent les relations entre les régions industrialisées et celles en voie de développement. Les diverses conférences de la CNUCED l'ont amplement prouvé.

En adoptant le système des préférences généralisées (que nous nous proposons d'élargir, conformément aux décisions de la Conférence au sommet), nous avons montré que nous étions capables, en cas de besoin, de donner des solutions indépendantes aux problèmes en cause. Nous n'avons nullement l'intention de dramatiser les conflits ; nous sommes simplement à la recherche d'un rôle positif et original qui nous soit propre et de réponses qui soient compatibles avec cette conception moins utilitaire de la poli-

tique économique extérieure de la Communauté que défend M. Boano. Je voudrais que l'on reconnaisse de plus en plus, dans cette conception, le véritable visage de notre Communauté et le caractère humain de sa politique.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Dahrendorf.

M. Dahrendorf, *membre de la Commission des Communautés européennes*. — (A) Le rapport de la commission des relations économiques extérieures de cette haute Assemblée, que M. Boano a exposé ici de façon si convaincante, est un document important qui vient à point nommé. Il est nécessaire que nous discutions, précisément dans ce contexte politique, l'avenir de la politique des Communautés européennes à l'égard des pays d'Amérique latine. C'est pourquoi je commencerai par deux observations de caractère assez général en prenant position sur ce que M. de la Malène, M. Bersani et d'autres orateurs ont dit au cours du débat, et qui ressortait déjà clairement de l'exposé de M. le Rapporteur.

Ma première observation est la suivante : par le passé, on a parfois prétendu que, dans sa politique d'aide au développement, la Communauté concentrait l'essentiel de son attention sur ses partenaires africains. Je ne reviendrai pas en détail sur cette allégation, mais je tiens néanmoins à dire que, depuis quelques années, la politique d'aide au développement et les relations extérieures de la Communauté révèlent très clairement qu'elle ne s'intéresse pas exclusivement à l'Afrique. Nous entretenons avec nos partenaires africains des relations que nous voulons conserver et développer. La Commission ne présentera aucune proposition visant à réduire ces relations. Mais nous sommes en même temps d'avis que les obligations de la Communauté ne se limitent pas à l'Afrique. C'est pourquoi nous avons mis sur pied toute une série de propositions dont certaines ont déjà été présentées et d'autres sont encore en cours d'élaboration, et qui apportent une preuve évidente des intérêts plus vastes de la Communauté de ses intérêts à l'échelle mondiale. Il s'agit des propositions relatives à la politique dans le bassin méditerranéen, des propositions, encore à l'état d'ébauche, sur notre politique à l'égard des pays du Commonwealth dans le monde entier, des propositions concernant notre politique à l'égard de l'Amérique latine et, évidemment, des propositions générales sur la politique d'aide au développement. La Communauté est consciente des obligations qu'elle assume dans le monde et elle sait également qu'elle doit adopter des méthodes différentes selon les régions. L'intérêt que nous portons à nos relations avec les États africains et celui que nous portons à nos relations avec les États d'Amérique latine ne se font nullement concurrence. Il ne peut y avoir de concurrence du fait que les problèmes de ces pays sont différents et que nous de-



**Dahrendorf**

vons par conséquent recourir à des instruments différents dans nos initiatives. Si, dans ce cadre, nous nous intéressons également aux aspects multilatéraux, c'est-à-dire aux autres relations qu'entretiennent ces pays — et je fais cette remarque en réponse à une question soulevée par M. D'Angelosante — cela est dû en premier lieu non aux relations entre les Communautés européennes et les États-Unis d'Amérique, mais au vœu qu'ont exprimé nos partenaires d'Amérique latine de faire ressortir qu'ils représentent également, par exemple au sein du groupe des 77, d'autres intérêts plus vastes que ceux que traduisent leurs relations avec nous.

J'en arrive à ma deuxième observation générale. Je voudrais, Monsieur le Président, que l'on reconnaisse sans réserve, tout particulièrement dans cette haute Assemblée, que nos relations avec l'Amérique latine illustrent également de façon exemplaire combien il est difficile pour la Communauté européenne de répondre aux exigences que le monde lui adresse et aux espoirs qu'il place en elle. Nous savons quelles sont nos obligations. Nos partenaires d'Amérique latine ont formulé très clairement leurs vœux. De l'avis de la Commission, ce que nous avons été en mesure de faire jusqu'à présent ne répond pas pleinement à leurs attentes justifiées. Je tiens à ne laisser subsister aucun doute sur ce point : nous estimons que la majeure partie de notre tâche, qui consiste à établir des relations en vue d'une coopération dépourvue de tout lien de subordination — je répète : des relations en vue d'une coopération dépourvue de tout lien de subordination — reste encore à accomplir. Le chemin à parcourir est long, beaucoup plus long que celui que nous avons déjà parcouru.

J'en arrive maintenant à la teneur des recommandations, et je partirai volontiers du même point que M. Löhr. Comme lui, je crois que la Conférence au sommet a arrêté quelques décisions essentielles pour nos relations avec l'Amérique latine et que nous pouvons nous fonder sur elles. Il ne faut pas sous-estimer les lignes d'orientation qui ont été fixées au cours de cette Conférence. Elles sont à la fois importantes et concrètes. Je mentionnerai en premier lieu que, lors de ce sommet, la Communauté européenne a confirmé une fois encore son intention de jouer un rôle actif au cours de la conférence mondiale sur le commerce qui doit avoir lieu en 1973 et qu'elle compte y présenter des propositions qui seront avantageuses pour ses partenaires commerciaux, mais qui devront évidemment être considérées sur une base de réciprocité. La Communauté a déclaré à Santiago, sous une forme qui ne laisse place à aucun malentendu possible, qu'il fallait que le monde en voie de développement participe à cette conférence, et elle se tiendra à ce principe. Il est pour moi incontestable que les pays en voie de développement retireront des avantages de cette conférence mondiale sur le commerce. J'estime que l'avenir de nos relations avec l'Amérique latine sera plus profondément marqué

par les résultats de cette conférence sur le commerce que par ceux des négociations, certes pas simples, qui doivent être menées en raison de l'élargissement de la Communauté, c'est-à-dire sur la base de l'article XXIV, paragraphe 6, du GATT. Nous avons affaire ici à la première prise de position claire de la Conférence au sommet, qui nous engage sur le plan politique.

Une autre conclusion de la Conférence au sommet qui a de l'importance pour les pays d'Amérique latine est celle qui a trait aux lignes d'orientation fixées en matière de politique d'aide au développement.

Je pense ici notamment à la décision qui a été prise d'améliorer le système des préférences généralisées, de manière à ce que les importations de produits manufacturés en provenance des pays en voie de développement connaissent un accroissement régulier. L'une des différences essentielles entre les pays d'Amérique latine et ceux d'Afrique tient précisément au fait qu'à maints égards, les premiers nous font heureusement déjà une concurrence réelle dans quelques secteurs.

C'est pourquoi les préférences généralisées sont probablement plus bénéfiques pour les pays d'Amérique latine que pour n'importe quel autre pays du monde. Toute amélioration de ce système signifie automatiquement une amélioration de nos relations avec l'Amérique latine. La Commission ne tardera pas à présenter des propositions précises qui permettront d'accroître sensiblement les échanges par le biais des préférences généralisées. C'est là un moyen qui renforce la capacité de ces pays et leur donne la possibilité de se développer.

A ce propos, M. D'Angelosante a mentionné Cuba, et je tiens à préciser explicitement que la Communauté a déjà décidé d'étendre l'application des préférences généralisées aux nouveaux membres du groupe des 77. Or, Cuba figure parmi ceux-ci. Quant à la coopération latino-américaine, si Cuba s'en est exclue, si ce pays ne fait pas partie de la CECLA, et s'il n'a pas figuré parmi les États signataires de la « déclaration de Buenos Aires », cela ne nous regarde pas. Il n'y a certainement aucune discrimination de la part de la Communauté.

Un autre thème de la Conférence au sommet sur lequel je m'arrêterai est celui qui concerne notre attitude à l'égard de la question des accords sur les produits de base. Nous avons pour but de rendre les prévisions économiques plus sûres dans les pays en voie de développement en veillant à établir des conditions de marché stables et ordonnées pour les exportations des principaux produits de base. Cette haute Assemblée connaît l'attitude de la Commission à ce sujet. Elle n'a pas changé et ressort aussi bien de notre memorandum sur la politique d'aide au développement que de nos prises de position sur la

**Dahrendorf**

politique à l'égard de l'Amérique latine. Il est inutile que je la rappelle ici.

M. Löhr a fait allusion en même temps à deux faits qui revêtent de l'importance pour l'Amérique latine. Tous deux sont exacts. Il est exact qu'un État membre de la Communauté, à savoir la République fédérale, estime qu'il lui est difficile d'approuver un accord international sur le cacao. Il est tout aussi exact que plusieurs États membres de la Communauté — que M. Löhr a désignés nommément — éprouvent des difficultés à accepter l'augmentation des cours du café, telle qu'elle est conseillée dans l'accord international déjà en vigueur sur le café. Je serais très tenté de répondre à la réflexion que M. de la Malène a faite à ce propos et au sujet d'une éventuelle modification de l'attitude de la République fédérale. Je ne puis me défendre de faire observer que celui qui est peut-être le principal responsable de cette attitude s'est actuellement lancé dans une entreprise ardue, passant des rangs des défenseurs du gouvernement fédéral actuel à ceux des défenseurs de l'opposition actuelle. Mais c'est là une remarque en marge, qui n'a pas sa place dans les débats de ce Parlement.

La Commission continuera donc à l'avenir d'insister énergiquement auprès de tous les États membres afin que ces accords internationaux sur les produits de base, si importants pour les pays en voie de développement et notamment pour l'Amérique latine, soient conclus. J'ai quelque espoir qu'il devrait être possible de progresser un peu dans ce domaine.

Ces points de départ nous permettent de créer quelques-unes des conditions nécessaires à une politique à l'égard de l'Amérique latine, de manière à dépasser le stade actuel, qui n'est satisfaisant pour personne. Cela vaut également pour les accords bilatéraux que nous concluons. Nous les considérons comme un moyen complémentaire et utile de parvenir à une coopération. Nous espérons en particulier pouvoir conclure un accord avec le Brésil. Toutefois, nous devons essayer d'éviter que l'accumulation d'accords bilatéraux ne s'insérant pas dans une conception d'ensemble ne crée, en Amérique latine, les mêmes difficultés que celles auxquelles nous nous sommes heurtés dans le bassin méditerranéen. Je ne voudrais pas me faire actuellement devant l'Amérique latine l'avocat d'une politique qui nous obligerait, dans trois, quatre ou cinq ans, à essayer péniblement de réunir dans une conception d'ensemble des débuts de réalisation issus d'une multitude d'initiatives isolées. Je pense que nous sommes tous unanimes sur ce point dans cet hémicycle et que le débat qui doit se dérouler demain nous fournira l'occasion d'en reparler.

En ce qui concerne le dialogue avec l'ensemble des pays de la CECLA, c'est-à-dire avec la Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine, je ne conteste pas que les deux rencontres qui ont

eu lieu jusqu'à présent à ce niveau nous ont fourni un cadre utile pour les entretiens ; néanmoins, il faut se demander s'il y a une commune mesure entre la tenue de ces conversations et les dépenses consenties pour leur organisation. Je le dis avec regret avant que nous ne procédions au troisième entretien de cette nature. La Communauté devra s'efforcer de traduire les décisions prises par la Conférence au sommet en mesures concrètes, qui donneront un fondement à ce dialogue. A la longue, cela n'a aucun sens que celui-ci se limite à de beaux discours. Il est important qu'il aboutisse à longue échéance à des résultats tangibles pour les deux parties. Nous espérons être en mesure, lors de la prochaine rencontre, d'instituer un groupe de travail qui aura pour mandat d'élaborer des suggestions pour certaines questions liées aux résultats de la Conférence au sommet et qui présentent de l'intérêt pour les deux parties, et de préparer un rapport pour la rencontre suivante. Ce serait là un progrès et pour la forme et — espérons-nous — pour le fond de ces entretiens.

Il va de soi — et je réponds ici aux remarques faites par plusieurs orateurs, en particulier M. Boano et M. Mommersteeg — que nous partons du principe que les relations avec l'Amérique latine doivent se fonder sur le respect de l'égalité des droits des deux partenaires, tout comme nous le souhaitons d'une façon générale dans nos relations avec le reste du monde. Cela vaut notamment pour les relations dans le secteur des investissements et pour une coopération financière éventuelle. A mon avis, ce que l'on désigne sous le terme de réciprocité se traduira précisément dans ce domaine, et je pense que l'établissement de certaines garanties contraignantes pour les deux parties tout en tenant compte des besoins particuliers de chacune d'entre elles est une question qui occupera une place centrale dans tout rapport sur la coopération effective entre la Communauté européenne et l'Amérique latine.

Ce principe devrait montrer, lui aussi, que cette coopération, que la Communauté européenne est seule à pouvoir offrir, est dépourvue de tout lien de subordination.

Quels que soient les résultats de la coopération générale entre les Communautés européennes et les États signataires de la déclaration de Buenos Aires, nous continuerons d'accorder un intérêt primordial aux groupements régionaux en Amérique latine. Nous croyons qu'en qualité de Communauté, nous pouvons apporter une contribution particulièrement utile à ceux de nos partenaires dont la structure interne correspond à la nôtre. Or, comme vous le savez, Monsieur le Président, les pays des Andes ont pris modèle sur les dispositions qui gouvernent la coopération au sein de la Communauté européenne lorsqu'ils ont élaboré les dispositions réglementant la coopération au sein du groupe andin. L'accord de Carthagène s'inspire pour nombre de points essentiels du traité de Rome. La similitude des bases juridiques sur lesquelles

**Dahrendorf**

les se fondent nos activités crée donc déjà des liens étroits, même si, dans le groupe andin, le Conseil s'appelle « Commission », et la Commission « Junta » — ce qui me paraît encore pire que lorsque l'on me désigne sous le terme de « commissaire ». Mais ce sont là des différences minimales entre les Latino-américains et nous.

Nous accorderons à l'avenir également une valeur toute particulière à la coopération avec les pays d'Amérique latine qui ont créé des groupements régionaux. Je me félicite de ce que la proposition de résolution en ait fait mention et je puis dire, au nom de la Commission, que nous déplorons qu'il ait été si difficile, jusqu'à présent, de créer les conditions financières et techniques dont nous avons besoin pour une coopération de cet ordre. Nous regrettons que les débats au sein du Conseil de ministres n'aient pas encore donné des résultats entièrement satisfaisants sur ce point. Nous nous attendons à ce que la proposition de résolution soumise aujourd'hui à l'approbation de cette haute Assemblée contribue, elle aussi, à la réussite de notre tentative d'instaurer une coopération fructueuse entre la Communauté et les groupements régionaux d'Amérique latine.

Monsieur le Président, la Commission approuve entièrement les lignes d'orientation contenues dans le rapport que notre commission des relations économiques extérieures vous a soumis. J'espère qu'il en ressort clairement, une fois de plus, que cette haute Assemblée et la Commission attachent la plus haute importance à ce que les relations des Communautés européennes avec les pays d'Amérique latine deviennent plus étroites et qu'elles trouvent leur place en tant que partie intégrante des relations à l'échelle planétaire, de la coopération mondiale.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le préambule et les paragraphes 1 à 13, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets ces textes aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Après le paragraphe 13, je suis saisi d'un amendement n° 1/rev. présenté par MM. Löhr et Bersani, au nom du groupe démocrate-chrétien et dont voici le texte :

Après le paragraphe 13, insérer un paragraphe 13 bis (nouveau) ainsi rédigé :

« 13 bis. Souhaite en particulier que, dans le cadre de l'Accord mondial sur le café, soit donnée une suite favorable à la demande latino-américaine visant à ce qu'il soit tenu compte, dans la fixation des prix mondiaux du café, des répercussions des modifications récemment intervenues dans la valeur du dollar ; ».

La parole est à M. Löhr pour défendre cet amendement.

**M. Löhr.** — (A) Monsieur le Président, j'ai déjà développé cet amendement ainsi que le n° 2/ rev., du reste. Je n'ai donc rien à ajouter.

**M. le Président.** — Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. Boano, rapporteur.** — (I) Je suis d'accord, Monsieur le Président.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 1/rev.

L'amendement n° 1/rev. est adopté.

Sur les paragraphes 14 à 22, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 14 à 22 sont adoptés.

Après le paragraphe 23, je suis saisi d'un amendement n° 2/rev. présenté par MM. Löhr, Bersani, Berkhouwer et Vredeling et dont voici le texte :

Compléter le paragraphe 23 comme suit :

« ... et souhaite que, dans cette perspective, des bourses d'étude soient accordées par la Communauté à des ressortissants latino-américains. »

Cet amendement ayant déjà été défendu par l'un des auteurs, je demande l'avis du rapporteur.

**M. Boano, rapporteur.** — (I) Je suis d'accord, Monsieur le Président.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 2/rev.

L'amendement n° 2/rev. est adopté.

Je mets aux voix le paragraphe 23 ainsi modifié.

Le paragraphe 23 ainsi modifié est adopté.

Sur le paragraphe 24, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je le mets aux voix.

**Président**

Le paragraphe 24 est adopté.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution modifiée par les amendements qui ont été adoptés.

L'ensemble de la proposition de résolution ainsi modifiée est adopté (\*).

13. *Ordre du jour de la prochaine séance*

**M. le Président.** — La prochaine séance aura lieu demain, mercredi 15 novembre 1972, à 10 heures, 15 heures et éventuellement le soir, avec l'ordre du jour suivant:

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 20.

— Discussion commune des deux points ci-après :

a) Communication du président en exercice du Conseil sur les travaux dans le domaine de l'unification politique et de la coopération en matière de politique étrangère,

b) rapport de M. Muller sur la Conférence au sommet à Paris ;

— Rapport intérimaire de M. Radoux sur la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe ;

— Rapport de M. Rossi sur les relations entre la Communauté et les pays du bassin méditerranéen.

La séance est levée.

(La séance est levée à 18 h 10).

## SÉANCE DU MERCREDI 15 NOVEMBRE 1972

## Sommaire

- |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     |                                                                                                                                                                                                                              |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 1. Adoption du procès-verbal .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 88  | MM. Habib-Deloncle, au nom du groupe de l'UDE; Amendola; Furler; Thiry; Malfatti; Radoux; Schmelzer, président en exercice du Conseil des Communautés européennes; Burgbacher; Schmelzer ....                                | 110 |
| 2. Souhaits de bienvenue à des membres du Parlement britannique .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 88  | Examen de la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Müller ..                                                                                                                                              | 125 |
| 3. Désignation de membres du Parlement européen .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 88  | MM. Berkhouwer, au nom du groupe des libéraux et apparentés; Habib-Deloncle; Berkhouwer; Habib-Deloncle .....                                                                                                                | 125 |
| 4. Dépôt d'un document .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 88  | Amendement n° 1 après le paragraphe 7: MM. Offroy; Bertrand; Radoux .....                                                                                                                                                    | 126 |
| 5. Composition des commissions .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 89  | Adoption de l'amendement n° 1 .....                                                                                                                                                                                          | 126 |
| 6. Autorisation d'établir un rapport .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | 89  | Amendement n° 2 après le paragraphe 10: MM. Habib-Deloncle; Giraud; Bertrand; Habib-Deloncle; Bertrand .....                                                                                                                 | 127 |
| 7. Communication de M. le Président du Conseil sur les travaux dans le domaine de l'unification politique et de la coopération en matière de politique étrangère. — Résultats de la Conférence au sommet des chefs d'État ou de gouvernement à Paris. — Discussion commune d'une communication du président en exercice du Conseil et d'un rapport de M. Müller, fait au nom de la commission politique: |     | Adoption de l'amendement n° 2 modifié .....                                                                                                                                                                                  | 128 |
| M. Schmelzer, président en exercice du Conseil des Communautés européennes; Giraud, président de la commission politique .....                                                                                                                                                                                                                                                                           | 89  | Amendements n° 3 et n° 3/corr. sur les paragraphes 11 à 18: MM. Habib-Deloncle; Bertrand; Berkhouwer; Bertrand; Berkhouwer; Radoux; Habib-Deloncle; Broeks; Berkhouwer; Broeks; Habib-Deloncle; Bertrand; Liogier; Giraud .. | 128 |
| M. Müller, rapporteur .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | 93  | Rejet de l'amendement n° 3 modifié ....                                                                                                                                                                                      | 133 |
| MM. Schmelzer; Mansholt, président de la Commission des Communautés européennes; Bertrand, au nom du groupe démocrate-chrétien; Giraud, au nom du groupe socialiste; Berkhouwer, au nom du groupe des libéraux et apparentés .....                                                                                                                                                                       | 96  | Adoption de la proposition de résolution .....                                                                                                                                                                               | 133 |
| 8. Composition des commissions .....                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 110 | 10. Dépôt d'une proposition de résolution avec demande de vote immédiat .....                                                                                                                                                | 133 |
| 9. Communication de M. le Président du Conseil sur les travaux dans le domaine de l'unification politique et de la coopération en matière de politique étrangère. — Résultats de la Conférence au sommet des chefs d'État ou de gouvernement à Paris (suite):                                                                                                                                            |     | Examen de la demande de vote immédiat: MM. Bertrand; Berkhouwer; Löhr; Berkhouwer; Radoux; Burgbacher .....                                                                                                                  | 133 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     | Adoption de la demande de vote immédiat .....                                                                                                                                                                                | 133 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     | Examen de la proposition de résolution: M. Berkhouwer .....                                                                                                                                                                  | 135 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     | Adoption de la proposition de résolution .....                                                                                                                                                                               | 135 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     | 11. Modification de l'ordre du jour .....                                                                                                                                                                                    | 135 |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |     | 12. Préparation de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. — Dis-                                                                                                                                         |     |

**Président**

*cussion d'un rapport intérimaire de M. Radoux, fait au nom de la commission politique :*

M. Radoux, rapporteur ..... 135

MM. Scelba, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Bousquet, au nom du groupe de l'UDE ; Leonardi ; M<sup>lle</sup> Lulling ; MM. Dahrendorf, membre de la Commission des Communautés européennes ; Radoux ..... 137

Examen de la proposition de résolution ..... 147

Amendement n° 1 sur le premier alinéa du préambule : MM. Bousquet ; Radoux .. 147

Adoption de l'amendement n° 1 modifié ..... 147

Amendement n° 2 sur le deuxième alinéa du préambule : M. Bousquet ..... 147

Retrait de l'amendement n° 2 ..... 147

Amendement n° 3 après le paragraphe 2 : MM. Radoux ; Scelba ; Radoux ; Scelba ; Bousquet ; Radoux ..... 147

Adoption de l'amendement n° 3 modifié ..... 149

Amendement n° 4 sur le paragraphe 3 : MM. Bousquet ; Radoux ..... 149

Rejet de l'amendement n° 4 ..... 149

Adoption de la proposition de résolution ..... 149

13. Ordre du jour de la prochaine séance .. 149

**PRÉSIDENCE DE M. BEHRENDT**

*(La séance est ouverte à 10 h 30)*

**M. le Président.** — La séance est ouverte.

**1. Adoption du procès-verbal**

**M. le Président.** — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

**2. Souhaits de bienvenue à des membres du Parlement britannique**

**M. le Président.** — Chers collègues, je suis heureux de pouvoir saluer ici deux éminents collègues de la Chambre des Lords au sein de laquelle ils occupent d'importantes fonctions.

Comme vous le savez, il ne s'agit pas d'une visite purement protocolaire mais d'une mission d'information.

J'espère que nos collègues britanniques emporteront une excellente impression du travail qui se fait au Parlement européen ainsi que quelques idées du travail qui les attend eux-mêmes ou leurs collègues à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1973 dans cette enceinte. En votre nom à tous, je leur souhaite la bienvenue au Parlement.

**3. Désignation de membres du Parlement européen**

**M. le Président.** — Le président de l'Assemblée nationale française m'a fait savoir que l'Assemblée nationale avait procédé, au cours de ses séances des 5 et 25 octobre ainsi que du 7 novembre 1972, au renouvellement de sa délégation au Parlement européen.

Ont été désigné :

MM. Beylot, Borocco, Bourdellès, Bousquet, Briot, de Broglie, Cousté, Couveinhes, Durieux, Habib-Deloncle, Hunault, Jarrot, Laudrin, Liogier, de la Malène, Offroy, Pianta, René Ribière, Rossi, Sourdille, Spénale, Louis Terrenoire, Triboulet et Vals.

Dans ses séances du 30 octobre et du 15 novembre 1972, le bureau a vérifié ces mandats, conformément à l'article 3, paragraphe 1, du règlement et constaté la conformité de ces désignations aux dispositions des traités.

Il vous propose en conséquence de valider ces mandats.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Ces nominations sont ratifiées.

Je félicite tous ces collègues dont le mandat a été renouvelé.

**4. Dépôt d'un document**

**M. le Président.** — J'ai reçu des commissions parlementaires le rapport suivant :

**Président**

- rapport de M. Vetrone, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil, relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 805/68 en ce qui concerne les mesures d'intervention dans le secteur de la viande bovine (doc. 198/72).

*5. Composition des commissions*

**M. le Président.** — J'ai reçu du groupe des libéraux et apparentés les demandes de nomination suivantes :

- M. Berkhouwer, comme membre de la commission politique, en remplacement de M. Cantalupo, démissionnaire ;
- M. Hougardy, comme membre de la commission économique, en remplacement de M. Armengaud.

Il n'y a pas d'opposition ? ...

Ces nominations sont ratifiées.

*6. Autorisation d'établir un rapport*

**M. le Président.** — J'ai autorisé la commission économique, à sa demande, à établir un rapport sur l'état de préparation d'une politique de structures régionales dans la Communauté.

Je signale que la commission de l'agriculture, la commission des affaires sociales et de la santé publique ainsi que la commission des finances et des budgets seront saisies pour avis sur ce rapport.

*7. Communication de M. le président du Conseil sur les travaux dans le domaine de l'unification politique et de la coopération en matière de politique étrangère — Résultats de la Conférence au sommet des chefs d'État ou de gouvernement à Paris*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion commune des deux points suivants :

- communication de M. Schmelzer, président en exercice du Conseil des Communautés européennes et ministre des affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas, sur les travaux dans le domaine de l'unification politique et de la coopération en matière de politique étrangère ;
- rapport de M. Müller, fait au nom de la commission politique sur les résultats de la Conférence au sommet des chefs d'État ou de gouvernement des États membres de la Communauté élargie qui s'est tenue à Paris les 19 et 20 octobre 1972 (doc. 194/72).

Je souhaite la bienvenue parmi nous à M. Schmelzer, président en exercice des Communautés européennes et ministre des affaires étrangères du royaume des Pays-Bas.

(Applaudissements)

Monsieur le Président, vous avez la parole.

**M. Schmelzer, président en exercice du Conseil des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, je vous remercie vivement des paroles de bienvenue que vous avez bien voulu adresser au nouveau venu que je suis, nouveau venu non pas dans la compagnie de ceux qui œuvrent à l'édification de l'Europe, mais bien dans cette enceinte où, pour la première fois, je prends la parole, en ma qualité de président en exercice du Conseil.

Mes souvenirs remontent aux années 1952 à 1956. J'étais attaché au ministère des affaires économiques et notamment à la section des relations économiques extérieures. Avec un certain nombre de collègues, j'ai pu alors contribuer à la mise en place d'une partie des fondations de la Communauté européenne. C'était le temps des pionniers, une époque fascinante. J'avais le privilège d'être de temps à autre envoyé par mon ministre en tant qu'observateur aux séances de l'Assemblée européenne. Je m'y suis rendu chaque fois avec beaucoup de plaisir. Cela montre combien déjà en ce temps-là on était conscient, dans mon pays, de la signification de ce Parlement.

En second lieu, je tiens à remercier le Parlement de la manière dont il a contribué à la formation et à l'initiation de mon secrétaire d'État qui m'est d'un secours si précieux dans la mise en œuvre de la politique étrangère et notamment de la politique européenne, et dont les capacités ont tout d'abord trouvé à se déployer au sein de cette institution.

Je me trouve ici animé de sentiments de respect et de gratitude. Sans doute, le rapport, qu'en tant que président du Conseil, je vous présenterai sur la coopération politique, n'aura-t-il pas la charge émotionnelle des paroles personnelles que je viens de prononcer. Mais c'est là le lot d'un président d'une plus grande société. Néanmoins, j'espère pouvoir fournir à ce Parlement les données techniques et les renseignements de base qui lui sont nécessaires pour procéder à un échange de vues et se former une opinion.

C'est la deuxième fois qu'un président en exercice présente un rapport sur les activités menées dans le cadre de la coopération politique européenne au cours de l'année écoulée. Le 10 juin 1971 en effet, M. Maurice Schumann, ministre français des affaires étrangères, s'était déjà adressé à vous et avait mis l'accent sur la teneur du rapport de Luxembourg du 27 octobre 1970. Il n'était guère possible à ce moment-là de prévoir le déroulement des activités ni de savoir si le rapport de Luxembourg avait créé un cadre satisfaisant pour la coopération politique. Mais

**Schmelzer**

je puis aujourd'hui m'étendre davantage sur la mise en œuvre des consultations et évaluer fort prudemment la marche des affaires. En outre, je donnerai quelques indications sur les matières qui ont fait l'objet de ces consultations.

Les rédacteurs du rapport de Luxembourg ont, à juste titre, reconnu la nécessité de donner à notre coopération un caractère démocratique et d'y associer l'opinion publique et ses représentants. A cette fin, ils ont prévu deux procédures, comme M. Schumann l'avait rappelé dans son intervention l'année dernière : d'abord, le colloque semestriel avec votre commission politique, colloque qui permet de discuter des questions qui font l'objet des consultations politiques en matière de politique étrangère, et qui donne aux parlementaires ainsi qu'aux ministres l'occasion d'exprimer librement — de manière informelle — leur opinion. J'aurai le plaisir de rencontrer cette commission dans une dizaine de jours pour participer à ce colloque.

La deuxième procédure est celle de la communication annuelle à l'Assemblée parlementaire européenne réunie en séance plénière. Cette communication doit porter, comme le dit le rapport de Luxembourg, — je cite — « sur la meilleure manière de réaliser des progrès dans le domaine de l'unification politique et sur l'amélioration de la coopération en matière de politique étrangère ainsi que sur la recherche de nouveaux domaines dans lesquels des progrès pourraient être réalisés ».

Vous aurez sans doute remarqué qu'il y a près d'un an et demi que mon collègue Schumann a inauguré la procédure de la communication annuelle. Les ministres des affaires étrangères se sont penchés sur cette question, parce qu'ils tiennent beaucoup à ce contact annuel. M. Thorn, mon prédécesseur à la présidence du Conseil des Communautés, avait convenu avec vous, Monsieur le Président, de reporter la date, parce qu'il semblait préférable de ne vous informer qu'après la Conférence européenne au sommet. M. Thorn a, bien sûr, rencontré la commission politique et il a même suivi une procédure quelque peu différente pour rendre plus fructueux les échanges de vues. Il a, en effet, communiqué d'avance les thèmes principaux à la commission, dont les membres ont pu se consulter sur les questions qu'ils voulaient voir discutées.

Je ferai maintenant quelques observations sur le fonctionnement de la coopération politique, la fréquence des réunions, le nombre de participants, le nombre de lieux dans le monde où ces consultations sont organisées et sur certains sujets qui y sont traités.

La période d'un an et demi qui vient de s'écouler a montré quelques améliorations importantes dans le fonctionnement de la coopération politique, qui n'a pas cessé de s'intensifier. Tout d'abord, les consultations se sont multipliées : le rapport de Luxembourg prévoyait au moins quatre réunions du Co-

mité politique par an, en plus des réunions ministérielles semestrielles ; en fait la fréquence est de huit réunions par an. En outre, les consultations politiques sont allées plus loin, sur un point, que le système intérimaire adopté par la Communauté. A l'origine, on prévoyait quatre nouveaux membres ; aujourd'hui, malheureusement, il n'y en a plus que trois. Les nouveaux membres, dès la signature des traités d'adhésion, ont été invités à participer aux activités à tous les niveaux et sur un pied d'égalité avec les autres membres.

Cette participation des nouveaux membres a donné une dimension nouvelle à la coopération politique. Autrement dit, dès le début de 1972, le Comité politique et ses groupes de travail ne se réunissaient plus à six, mais à dix.

Il fut par ailleurs possible de combiner en une seule réunion commune les sessions ministérielles semestrielles, qui se faisaient, à l'origine, en partie à six, et en partie à dix pour l'information des nouveaux membres. Les dix pays participèrent donc à la réunion ministérielle des 26 et 27 mai à Luxembourg, ce qui en améliora sensiblement l'efficacité.

Malheureusement, le peuple norvégien s'est entre-temps prononcé, en majorité, contre l'adhésion à la CEE, de sorte que la Norvège ne participe plus aux consultations depuis octobre 1972. Personnellement, je souhaite que nous puissions un jour accueillir à nouveau parmi nous une délégation norvégienne.

Les nouveaux membres du Marché commun participent également aux contacts réguliers qu'entretiennent entre eux les représentants diplomatiques des pays membres dans les différentes capitales et nos délégations auprès des organisations internationales. Ces consultations sont devenues partie intégrante de nos activités diplomatiques, ainsi que les informations communautaires données par chaque pays à ses partenaires à l'occasion de visites et d'autres événements le justifiant.

Les représentants permanents des neuf pays auprès des Nations unies à New York ont été invités, dans le cadre de la politique commune, à se concerter — à l'égard tant de la substance des sujets à traiter que de la procédure — sur les questions à l'ordre du jour de l'Assemblée générale susceptibles d'intéresser leurs pays.

Après une première série d'entretiens entre les missions diplomatiques des Neuf à New York avant l'ouverture de l'Assemblée générale, cette concertation a actuellement lieu de façon régulière, c'est-à-dire toutes les semaines, au niveau des ambassadeurs qui examinent les questions d'intérêt général. Au niveau des représentants aux commissions de l'Assemblée générale, il y a concertation lorsque le besoin s'en fait sentir.

En ce qui concerne l'organisation des activités du Comité politique, je voudrais, pour être complet,



**Schmelzer**

mentionner les réunions régulières de sous-comités créés pour la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe et du groupe ad hoc pour les aspects économiques d'une CSCE ainsi que des groupes de travail sur le Moyen-Orient et la Méditerranée. Il y eut aussi certaines réunions ad hoc portant sur des questions diverses, par exemple sur l'harmonisation du protocole.

En outre, il a été décidé de placer dans le cadre de la coopération politique les consultations qui avaient lieu autrefois au sein de l'UEO avant les assemblées générales des Nations unies, du Conseil économique et social et de la FAO. Ces consultations préalables sur les aspects touchant à la politique étrangère ont lieu entre les fonctionnaires compétents en la matière.

Qu'en est-il maintenant de la nature, des possibilités et de la portée des consultations ? Jusqu'à présent, les travaux de consultation en matière de politique étrangère ont abouti dans plusieurs cas à la formulation de positions communes. Certains ont minimisé ces résultats, avançant que l'Europe devrait dès maintenant s'exprimer d'une seule voix dans le domaine de la politique étrangère. Notre approche est différente. C'est précisément dans le domaine de la politique étrangère que l'histoire et les intérêts respectifs de nos pays jouent un rôle important, à l'égard tant des questions de fond que des méthodes d'approche.

On ne peut chercher à unifier cette politique que par la voie de la progressivité. A mesure que nos intérêts se rapprocheront, la coopération politique pourra devenir plus étroite. Dès maintenant, notre expérience nous montre qu'une harmonisation effective est possible en multipliant les contacts entre les fonctionnaires de nos ministères et en leur faisant examiner certains problèmes en commun. C'est là la tâche des groupes de travail du Comité politique, où cette forme d'intégration directe entre nos ministères, sans l'intervention d'organes distincts, commence à se dessiner.

Il en va de même au niveau administratif le plus élevé, celui des directeurs généraux, qui disposent dans le Comité politique d'un forum institutionnalisé, strictement confidentiel. Il est rare que des informations relatives à leurs activités soient rendues publiques — et lorsqu'elles le sont, c'est souvent plus ou moins par accident — mais cela ne signifie nullement que leurs échanges de vues réguliers ne soient pas valables : en effet, ils établissent dans les administrations nationales une base commune d'information et de compréhension.

Dès le début de la coopération politique, la préparation de la conférence sur la sécurité et la coopération européenne a été son sujet d'étude le plus important. Un sous-comité fut créé à cet effet et un groupe ad hoc fut institué pour en examiner les aspects économiques. Des représentants de la Commission euro-

péenne participent aux discussions de ce groupe. Cette évolution traduit, elle aussi, une interprétation constructive du rapport de Luxembourg, qui prévoit que la Commission européenne sera invitée à faire connaître son avis dans le cas où les travaux entraîneraient des effets sur les activités des Communautés. Au niveau du Comité politique et de celui des ministres, la Commission européenne est également invitée à assister aux réunions lorsque ces questions sont à l'étude.

Pour la plupart des participants à la coopération politique, les points à l'ordre du jour de la CSCE soulèvent un problème : ces points sont en effet examinés aussi dans le cadre plus vaste de l'OTAN. Je dis bien « pour la plupart », car cette remarque ne s'applique évidemment pas à nos amis irlandais. Il s'est heureusement révélé possible, dans la pratique, de prévenir les difficultés, de sorte que les consultations européennes ne peuvent être considérées comme un élément de divergence dans l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

A la suite notamment de leurs consultations préparatoires, les pays de la Communauté élargie se sont prononcés en faveur d'une politique de détente et de coopération avec l'Europe de l'Est, politique qu'ils souhaitent encourager sur base de la réciprocité.

La Conférence au sommet, réunie à Paris, a confirmé cette politique ainsi que le désir de fournir une contribution concertée et constructive à la préparation et au déroulement de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Cette prise de position a montré sans équivoque que nous sommes, comme l'affirme dans sa première partie le rapport de Luxembourg, disposés à favoriser la détente et à améliorer les relations Est-Ouest, mais que cela ne doit affecter en rien l'achèvement et l'approfondissement de l'intégration européenne. Cela implique par exemple que si l'on entame au cours de la conférence sur la sécurité et la coopération des entretiens dans le domaine commercial, les États membres de la Communauté européenne adopteront une position commune.

Parmi les autres questions ayant fait l'objet de consultations, on compte la situation au Moyen-Orient et dans la région méditerranéenne.

En ce qui concerne le Moyen-Orient, des études approfondies ont été effectuées par les États membres qui ont permis d'harmoniser leurs positions. Nous n'avons pas cherché à prendre parti pour les uns ou pour les autres dans le conflit, nous avons plutôt appuyé les efforts du représentant des Nations unies, M. Jarring, tendant à rapprocher les parties. Nous avons aussi réalisé en la matière, dans le cadre des Nations unies, une certaine harmonisation, car les pays membres ont adopté une attitude commune au moment des votes. De plus, le Comité politique, assisté d'un membre de la Commission européenne, a fait une étude sur les possibilités de contribuer à

**Schmelzer**

une solution du problème délicat des réfugiés du Moyen-Orient. Les ministres ont pris récemment une première mesure qui tend à améliorer les conditions de vie précaires de ces réfugiés par une aide alimentaire.

La situation au Moyen-Orient n'est pas la seule question qui retienne notre attention dans la région méditerranéenne. Les évolutions politiques dans cette région sont d'une importance évidente pour l'Europe. Il est évident que nous avons parlé des problèmes spécifiques de cette région au moment où se dessine l'approche globale que les institutions de la Communauté sont en train de définir pour les relations entre la CEE et cette région.

Les échanges de vues sur les questions d'actualité, qui ont lieu au cours de toutes les réunions des ministres et du Comité politique, couvrent des domaines très variés. Je pourrais vous citer comme exemples la discussion de certains problèmes qui se posent au cours de conférences internationales, mais également un thème aussi concret que la reconnaissance du Bangla Desh. Ces dernières délibérations ont d'ailleurs abouti à une reconnaissance presque simultanée de ce pays par tous les États participant à la concertation.

Monsieur le Président, à l'égard d'un certain nombre des matières qui ont été traitées, je n'ai donné que des indications très générales ; je prévois, en effet, que lors du dialogue avec la commission politique certains problèmes pourront être davantage approfondis.

Je viens de citer en passant la Conférence européenne au sommet. Vous aurez lu, dans la déclaration finale, que quelques décisions importantes ont été prises dans le domaine de la coopération politique.

Il y a tout d'abord l'objectif majeur de transformer, avant la fin de l'actuelle décennie et dans le respect absolu des traités déjà souscrits, l'ensemble des relations des États membres en une Union européenne. On a prié les institutions de la Communauté d'élaborer sur ce sujet, avant la fin de 1975, un rapport destiné à être soumis à une conférence au sommet ultérieure. Il a été décidé dans le cadre de cette perspective générale que la coopération politique doit être améliorée et intensifiée à tous les niveaux. Il faudra rédiger avant le 1<sup>er</sup> juillet 1973, un deuxième rapport, prévu par celui de Luxembourg, sur les méthodes pour réaliser l'amélioration souhaitée. Ce rapport aurait en fait dû être présenté en novembre de cette année, car le premier rapport de Luxembourg prévoyait un délai de deux ans. Vous comprendrez aisément qu'il était impossible de respecter cette date, si rapprochée de celle de la Conférence au sommet. C'est pourquoi il a été décidé d'accorder un délai de sept mois. A Paris déjà, il y avait accord sur le fait qu'il fallait porter de 2 à 4 par an la fréquence des réunions ministérielles sur les questions poli-

tiques. La prochaine réunion aura lieu les 20 et 21 novembre à La Haye et j'espère pouvoir informer dans les plus courts délais votre commission politique des résultats de cette conférence. La déclaration finale de Paris contient déjà certaines directives sur ce point. Ainsi, il y est dit que l'objectif de cette coopération était de traiter des questions d'actualité et, dans la mesure du possible, de formuler des positions communes à moyen et à long terme. En ayant à l'esprit, entre autres, les implications et les effets dans le domaine de la politique internationale des politiques communautaires en voie d'élaboration. Alors que ce passage indique déjà qu'il existe un lien croissant entre les aspects politiques et économiques de la politique communautaire, la phrase suivante de la déclaration pose que, pour les matières qui ont des incidences directes sur les activités communautaires, un contact étroit sera maintenu avec les institutions de la Communauté. Ces questions pourraient être approfondies dans le deuxième rapport. Celui-ci pourrait entre autres étudier les méthodes les plus appropriées pour parvenir à définir une politique à moyen et à long terme qui exigera de nos services de préparation de la politique un degré de coopération qui n'existait pas encore.

Monsieur le Président, le progrès de notre coopération dans le domaine de la politique étrangère dépendra en fin de compte du degré de convergence de nos intérêts nationaux et de la volonté de prendre des positions communes. Et cela me permet, Monsieur le Président, de revenir à mon point de départ : l'évaluation de ces deux années de travaux ; je constate des résultats positifs, mais il nous reste un long chemin à parcourir, un chemin que nous sommes disposés à suivre jusqu'au bout — moins vite, sans doute, qu'un avion supersonique — mais avec la vigilance et la fermeté sans lesquelles aucune concorde n'est possible. Je suis convaincu que si jamais cette fermeté et cette vigilance devaient se relâcher, ce Parlement trouverait le moyen de les renforcer.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Je remercie le président du Conseil.

La parole est à M. Giraud.

**M. Giraud.** — (1) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, c'est avec la plus grande attention que nous avons suivi l'exposé de M. le Président en exercice du Conseil, qui parlait également en sa qualité de président de la Conférence des ministres des affaires étrangères sur le renforcement de la coopération dans le domaine de la politique étrangère et le développement progressif de l'union politique.

Comme vous le savez, cet exposé de M. le Président du Conseil était initialement prévu pour la session du mois de juin dernier : son renvoi à la date d'au-

## Giraud

jourd'hui n'a pas été fortuit et, à la lumière des événements, il se révèle opportun.

En effet, au cours de ces quatre derniers mois, la Communauté a traversé des moments d'une importance politique extrême, voire peut-être décisive : d'une part, la ratification du traité qui sanctionne l'adhésion de trois États européens profondément démocratiques, d'autre part, la Conférence des chefs d'État ou de gouvernement qui, en dépit de quelques hésitations et de quelques lacunes, a ouvert la voie à des initiatives nouvelles et d'une plus vaste portée. En tant que président de la commission politique, je ne veux ni ne puis entrer aujourd'hui dans le détail des déclarations de M. le Président Schmelzer, ne serait-ce que du fait que l'on y reviendra sans doute lors du débat général qui s'ouvrira après que M. Müller et M. Radoux auront présenté les rapports qu'ils ont établis au nom de la commission politique. Toutefois, vos déclarations, Monsieur le Président du Conseil, et le débat d'aujourd'hui serviront de base à la commission politique pour un travail d'analyse approfondie qu'elle entend poursuivre avec détermination.

Le rapport de M. Müller sur les résultats de la Conférence au sommet et celui de M. Radoux qui concerne la préparation de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe auront rapidement un écho lors de la prochaine session de Luxembourg, au cours de laquelle le débat d'aujourd'hui trouvera sa suite et son prolongement. Nous nous proposons en effet de soumettre à cette occasion au Parlement un rapport concernant l'état actuel d'avancement des travaux relatifs au renforcement de la coopération dans le domaine de la politique étrangère et à l'unification politique. Nous utiliserons les renseignements que M. le Président du Conseil nous donnera sur les résultats de la réunion que les ministres des affaires étrangères tiendront le 20 et le 21 novembre prochain.

Les conclusions de cet examen feront l'objet du rapport que M. Mommersteeg est déjà en train de préparer sur les problèmes de l'union politique. Il pourra réunir de nouveaux éléments d'information à l'occasion du colloque que la commission politique tiendra le 23 novembre à La Haye avec M. le Président du Conseil et les ministres des affaires étrangères des pays membres.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, à la suite de l'exposé détaillé que nous a fait M. le Président du Conseil, je tenais à insister sur l'importance de la tâche qui nous incombe, explicitement et implicitement, au Parlement européen, compte tenu également des conclusions auxquelles est parvenue la conférence au sommet de Paris. Alors que la Communauté élargie s'apprête à vivre des heures qui seront décisives pour l'histoire de l'Europe, il appartient au Parlement — non seulement en tant qu'institution communautaire, mais aussi en sa qualité de force de propulsion politique — de contribuer à la recherche

des moyens qui permettront d'atteindre plus rapidement l'objectif ultime du processus communautaire.

Cet objectif, qui a été désigné à Paris sous le terme d'« union européenne », recueille notre accord, dans la mesure où l'on confèrera à cette expression une signification conforme à la volonté et aux intérêts des peuples que nous sommes appelés à représenter. La commission politique est entièrement consciente des responsabilités qu'elle assume envers le Parlement, et je tiens à affirmer en son nom à cette haute Assemblée que nous ne manquerons pas d'accomplir pleinement notre devoir. J'ai la ferme conviction que, grâce à son élévation et à son sens de la réalité, le débat d'aujourd'hui nous apportera une aide précieuse dans notre travail.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Müller qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Müller, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, Monsieur le Président du Conseil de ministres, Mesdames, Messieurs, en raison des méthodes de travail qui leur sont propres, les institutions parlementaires ne sont pas toujours en mesure de réagir très rapidement aux événements politiques. Du fait que les rapports présentés en Assemblée plénière doivent d'abord être examinés en commission, il ne peut en être autrement. Néanmoins, je tiens à déclarer que si nous sommes en mesure de nous prononcer aujourd'hui déjà, moins de quatre semaines après la fin de la Conférence au sommet, c'est que nous avons néanmoins réussi cette fois-ci, grâce à un peu de chance et à beaucoup de zèle, à nous insérer promptement dans le cours de l'histoire.

Permettez-moi de faire maintenant une observation au sujet de la situation qui régnait au sein de la commission politique, qui vous soumet en ce moment ce rapport. D'emblée, il était évident que les résultats de la Conférence au sommet feraient l'objet d'appréciations très diverses, aussi bien de la part des membres de la commission politique que de ceux de l'Assemblée. De ce fait, nous devions partir de l'hypothèse — qui s'est avérée dans la pratique — que la gamme des opinions serait presque complète, des plus défavorables aux plus favorables, et le rapporteur avait donc pour tâche d'établir un document à peu près équilibré, en tenant compte aussi équitablement que possible de toutes les prises de position.

La commission politique vous soumet une proposition de résolution dont les considérants font d'abord clairement ressortir que nous devons tous nous féliciter de ce que la Conférence au sommet ait eu lieu et que l'harmonie ait régné entre les points de vue des six anciens États membres de la Communauté et ceux des trois nouveaux États membres, que nous nous réjouissons d'accueillir parmi nous le premier janvier

**Müller**

prochain. Notre satisfaction est d'autant plus grande qu'au moment où nous avons adopté ici, le 5 juillet, la résolution que nous avons présentée avant la Conférence au sommet, personne ne pouvait prévoir avec certitude si elle aurait réellement lieu. Or, elle s'est tenue, et ce fait est à lui seul déjà un succès.

Un autre considérant — qui reprend l'une des idées émises dans le communiqué final — rappelle que le développement de la Communauté doit être fondé sur la démocratie, la liberté des opinions, la libre circulation des personnes et des idées et — point auquel le Parlement attache une valeur toute particulière — sur la participation des peuples par l'intermédiaire de leurs représentants librement élus.

Je commenterai maintenant rapidement les résultats de la Conférence que nous avons expressément jugés positifs, et je m'arrêterai ensuite également à ceux qui laissent davantage à désirer.

La commission politique recommande au Parlement de se féliciter de ce que des délais aient été fixés pour la réalisation irréversible de l'union économique et monétaire et de ce qu'un Fonds européen de coopération monétaire sera créé avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année prochaine. Nous estimons que c'est là un progrès réel. En outre, la Communauté a fait savoir, lors de la Conférence au sommet, qu'elle veillerait à ce que les États membres parviennent à une attitude commune dans les travaux relatifs à la réforme du système monétaire international. Nous applaudissons tout particulièrement à ce passage du communiqué. Nous estimons qu'à défaut d'une attitude commune lors de la réorganisation du système monétaire international, on ne parviendra à aucun résultat positif.

C'est avec une satisfaction particulière que la commission politique a pris connaissance de la décision suivant laquelle les institutions communautaires devront arrêter avant le 1<sup>er</sup> janvier 1974 un vaste programme d'action sociale. A ce propos, je me permets de rappeler que, pour le Parlement, le communiqué final de Paris signifie que toutes les institutions participeront à l'évolution ultérieure prévue, autrement dit, que cette haute Assemblée devra, elle aussi, apporter sa contribution — par exemple, à l'élaboration de ce programme d'action sociale. Si nous avons tout particulièrement apprécié ce point à la commission politique, c'est parce qu'il nous fournit une nouvelle occasion de prouver que cette Europe n'est pas l'Europe des industriels, des commerçants ou des agriculteurs, mais qu'elle doit devenir une patrie pour tous ses citoyens. Telle est la raison d'être de ce programme d'action sociale. Nous lui attachons une grande importance.

De même, la commission politique attache une grande importance à la décision prise de créer un Fonds de développement régional avant le 31 décembre 1973.

C'est avec satisfaction que nous avons noté qu'il est prévu d'élaborer une politique commune dans le domaine de l'environnement et dans celui de l'énergie. Nous savons combien il est nécessaire de progresser dans ces deux secteurs en particulier. Nous savons que la protection de l'environnement ne doit pas s'arrêter aux frontières nationales, car les dangers qui le menacent ne connaissent, eux, aucune frontière. Cette politique communautaire s'impose donc d'autant plus.

Le paragraphe 10 de la proposition de résolution, qui est particulièrement détaillé, évoque la responsabilité que la Communauté assume dans le monde, responsabilité dont les chefs d'État ou de gouvernement ont dit eux-mêmes qu'elle ne cessait de croître et que la Communauté devait y faire face en pleine conscience de la personnalité propre de l'Europe.

A notre avis, nous devrions rappeler qu'il est important que la Communauté définisse, dans ses États membres, des positions communes face aux événements fondamentaux de la politique mondiale. Nous estimons que le dialogue constructif avec les États industrialisés du monde occidental et, en particulier, avec les États-Unis d'Amérique, dialogue dont il est question dans la déclaration de Paris et auquel nous souscrivons, est absolument indispensable si l'on veut mettre de l'ordre dans ce domaine où les politiques se chevauchent les unes les autres.

Nous sommes également convaincus que la politique d'association doit être poursuivie et que nous devons reconnaître plus clairement encore la responsabilité que nous assumons à l'égard de ces pays, notamment ceux d'Afrique. Nous avons constaté avec satisfaction qu'au cours de cette Conférence au sommet, la Communauté a déclaré à ce propos qu'elle entendait mener une politique équilibrée à l'égard des pays du bassin méditerranéen. Nous savons que les travaux ont commencé dans ce domaine, et le Parlement prépare lui aussi un rapport sur cette question.

Je ne m'arrêterai pas au dernier alinéa de ce paragraphe 10 qui a trait à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, puisque M. Radoux va nous présenter tout à l'heure un rapport à ce sujet. Nous constatons simplement qu'il a été décidé que la Communauté apportera une contribution concertée — et nous soulignons ce terme — et constructive à cette conférence.

Telle est la liste des points que j'appellerai positifs. Mais il existe en outre plusieurs points au sujet desquels cette Assemblée ne peut ni ne doit cacher le mécontentement qu'elle éprouve face aux résultats de la Conférence au sommet.

Ce disant, j'évoque un grand domaine auquel le Parlement attache une importance toute particulière. Il s'agit de l'aide au développement. Certes, le communiqué réclame une politique à l'égard du tiers monde ; cette question est abordée et fait même

## Müller

l'objet de déclarations. Toutefois, le Parlement avait demandé que la Conférence au sommet s'engageât davantage qu'elle ne l'a fait.

Nous citons, à titre d'exemple, deux décisions fondamentales qui auraient attesté la volonté de mener une politique d'aide véritable et cohérente, réellement capable d'apporter une aide. Nous déplorons que l'on n'ait pas fixé à 0,7 % le montant du produit national brut de la Communauté qui devra être destiné à l'avenir à l'aide au développement. Nous déplorons également l'absence de la deuxième décision, qui aurait consisté à accroître de 15 % par an les importations de la Communauté en provenance des pays en voie de développement. Le Parlement le souhaitait instamment et nous déplorons que son vœu n'ait pas été exaucé.

A partir du paragraphe 12, vous trouverez exposé le principal motif de mécontentement du Parlement, les griefs que nous estimons les plus graves. On peut les résumer sous la forme suivante : le renforcement des structures démocratiques de la Communauté n'a pas vu le jour, ou ne verra pas le jour, parce que la Conférence au sommet a cruellement manqué de résultats dans ce domaine.

Je rappelle une fois encore qu'au premier paragraphe du communiqué de Paris, il est dit que la Communauté entend développer ses structures démocratiques dans la liberté, et que la participation des peuples et de leurs représentants élus est indispensable à cette fin. Le fait en soi est donc reconnu, mais on n'en a pas tiré les conséquences qui s'imposaient.

Le Parlement déplore qu'aucune date n'ait été arrêtée pour la mise en œuvre de l'élection au suffrage universel direct de ses membres et qu'aucun mandat n'ait été donné pour résoudre les difficultés que cette élection directe au niveau européen soulève évidemment. Nous aurions souhaité que l'on fixât une date, dût-elle être éloignée de quelques années encore. De même, nous aurions aimé que l'on donnât mandat d'aborder sérieusement les nombreux problèmes qui se posent en la matière, de les étudier et de les résoudre.

Le Parlement déplore également qu'aucune décision pratique n'ait été prise au sujet de la forme qui permettrait à cette haute Assemblée, à ce Parlement européen, de participer plus pleinement aux prises de décision à l'intérieur de la Communauté, qu'il n'ait pas été décidé de mettre au point les modalités de la participation du Parlement à l'œuvre législative de la Communauté.

Nous déplorons avec la même vigueur que l'on n'ait pas prévu la création d'un centre de décision unique pour la Communauté européenne, autrement dit, que l'on n'ait pas jeté les bases d'un véritable gouvernement européen. Nous déplorons sans la moindre ambiguïté que, dans le domaine de la coopération politique, on n'ait pas réservé aux institutions

communautaires autres que le Conseil — à savoir la Commission et le Parlement — la place qui leur revient; notamment si l'on tient compte des répercussions des activités communautaires sur la scène internationale.

Nous avons espéré et ne cessons d'espérer que l'on conviendrait de la nécessité d'améliorer durablement et profondément les procédures de prises de décision dans la Communauté. Cette haute Assemblée a rappelé en temps opportun qu'il deviendra plus difficile encore de parvenir à des décisions lorsque, prochainement, nous devrons les arrêter non plus à six, mais à neuf. C'est notamment pour cette raison que le Parlement avait vivement souhaité que dans ce domaine la Conférence au sommet donne elle-même des mandats aux institutions de la Communauté.

Dans une partie finale de la résolution, nous nous prononçons sur la notion entièrement nouvelle de « l'union européenne » qui survient pour la première fois dans le communiqué publié à l'issue de la Conférence de Paris. Je cite la résolution : Souhaite que cette Union européenne porte sur l'ensemble des relations des États membres sur la base et dans le respect des traités.

Je ne puis ignorer qu'il est des membres dans cette Assemblée dont les pensées ne sont pas favorables à cette nouvelle notion d'Union européenne. Ils craignent en effet que l'intention est de faire de cette Communauté moins qu'il n'est prescrit dans le traité de Rome. Je n'ignore pas que cette opinion existe et je dois aussi déclarer qu'une autre opinion est défendue selon laquelle cette notion d'Union européenne pourrait contenir ce que le Parlement a toujours souligné comme étant l'objectif de la Communauté, c'est-à-dire l'évolution de la Communauté vers l'union politique.

C'est pourquoi je vous demande de lire ensemble les paragraphes 20 et 21 de la résolution :

Le Parlement européen constate : La Conférence au sommet n'a pas donné de définition de la notion « Union européenne ». Le Parlement se permet de donner une interprétation de cette notion et est d'avis que rien ne peut être créé qui ne soit ce que le Parlement a toujours défini comme « Union politique ». Les objectifs de cette Union politique doivent être les objectifs de l'« Union européenne » dont il est question dans les communiqués de Paris.

Pour terminer, je tiens encore à vous dire que la participation active de la jeunesse à la construction de l'Europe — nous y avons attaché une grande importance dans notre résolution du 5 juillet — ne pourra être obtenue que si, comme nous l'avons réclamé, les structures démocratiques fondamentales de la Communauté sont améliorées. Nous demandons au Conseil de ministres de toujours tenir cette

## Müller

idée présente à l'esprit afin de donner de nouvelles incitations à la Communauté.

Nous demandons ensuite — et il s'agit de quelques remarques tout à fait fondamentales — dans les derniers paragraphes qui suivent le **paragraphe 24**, d'inviter les institutions de la Communauté, autrement dit la Commission et le Conseil, d'**arrêter** dans les délais fixés par la Conférence au sommet toutes les décisions formulées par cette dernière. Au paragraphe 25, nous invitons la Commission à nous soumettre au début de l'année prochaine, lors de la présentation de la nouvelle Commission des neuf États membres, un programme d'action exposant comment elle entend accomplir les mandats dont la Conférence au sommet l'a chargée.

A la fin de cette proposition de résolution, le Parlement prend lui aussi un engagement en déclarant qu'il soumettra des propositions propres, concernant par exemple l'amélioration des procédures de décision. A cette fin, nous pourrions nous fonder sur le rapport que M. Furler avait élaboré en son temps, de même que sur la déclaration qui figure à l'avant-dernier paragraphe (27) de notre résolution : « se réserve en outre d'élaborer des propositions propres en vue de contribuer au développement ultérieur des objectifs politiques de la Communauté ». Je tiens encore à mentionner qu'une de ces propositions portera sans doute sur la possibilité d'élire les membres de notre Parlement au suffrage universel direct.

Je tiens encore à vous dire qu'entre-temps, il a fallu joindre à notre proposition un corrigendum dû à la hâte dans laquelle nous avons été obligés de travailler. D'après ce corrigendum, il faut remplacer une expression au paragraphe 10. Il s'agit plus ou moins d'une modification d'ordre rédactionnel. Pardonnez-moi de devoir en outre vous prier, en tant que rapporteur, de corriger ce corrigendum. Au paragraphe 3, il faudrait biffer, à l'avant-dernière ligne du texte allemand, le mot « *allerdings* », le membre de phrase devant donc se lire comme suit : « *bei dessen Anwendung eine wirkungsvolle Beteiligung der Gemeinschaftsorgane wünschenswert bleibt* ».

J'en arrive à une dernière correction : au paragraphe 9, on a oublié d'ajouter un mot qui en préciserait encore le sens. Il faut lire « ... qu'*ait enfin* été reconnue la nécessité de faire élaborer... une politique énergétique... ».

Permettez-moi, pour conclure, Monsieur le Président, de faire une remarque d'ordre personnel. Je suis obligé de quitter cette haute Assemblée avant midi et vous prie de vouloir bien m'en excuser ; il m'est donc impossible d'attendre pour connaître l'opinion des honorables parlementaires, de la Commission et du Conseil de ministres sur la proposition de résolution. A mon grand regret, je dois partir à cause de la campagne électorale qui bat son plein en République fédérale, et il faut que je sois aujourd'hui encore dans ma circonscription. J'ai prié M. Bertrand, qui

a participé aux travaux de la commission politique, de me remplacer dans la suite du débat si besoin en est.

Ces excuses, que je vous présente formellement, me conduisent à une dernière remarque : elles illustrent, une fois de plus, combien il est nécessaire que les membres de cette Assemblée soient élus au suffrage direct. Il est inadmissible que ces députés aient à supporter *ad infinitum* le double fardeau de leur mandat national et de leur mandat européen. Nous ne pourrions œuvrer correctement en faveur de l'Europe que le jour où nous serons libérés de nos obligations dans notre Parlement national, et ce jour n'arrivera que lorsque l'élection se fera au suffrage européen direct.

C'est par cette réflexion que je conclurai mon introduction au rapport sur les résultats de la Conférence au sommet.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Schmelzer.

M. Schmelzer, *président en exercice du Conseil des Communautés européennes*. — (N) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je tiens tout d'abord à féliciter M. Müller, avant qu'il ne parte là où l'appellent — nous le comprenons parfaitement — des activités électorales, pour le très intéressant exposé sur la Conférence au sommet qu'il a fait au nom de votre commission politique devant ce Parlement et aussi devant le Conseil et la Commission. Il me semble important que le Parlement se penche et se prononce sur les conséquences de cet événement qui ne manquera certes pas d'influencer profondément l'avenir de la Communauté.

Ayant entendu l'exposé de M. Müller, je constate une nouvelle fois que la déclaration faite à l'issue de la Conférence de Paris est accueillie par certains avec une vive satisfaction et par d'autres avec quelque réserve ou encore avec des sentiments où se mêlent l'approbation et la critique.

Vous comprendrez, Monsieur le Président, qu'il ne m'appartient pas, en tant que président en exercice du Conseil, de porter un jugement sur ce document auquel tous les membres du Conseil ont souscrit. Conscient de ses responsabilités, le gouvernement des Pays-Bas a, bien entendu, fait connaître par écrit son avis sur ce texte au Parlement néerlandais. Mais je ne vous entretiendrai pas de cet aspect de la question aujourd'hui.

En ma qualité de président en exercice du Conseil, j'estime opportun de vous faire part d'un certain nombre de considérations et de vous indiquer l'esprit dans lequel le Conseil entend s'atteler aux importantes tâches qui l'attendent au cours des années à venir. Je serai ainsi amené à aborder les mêmes sujets que M. Müller, mais compte tenu des respon-

## Schmelzer

sabilités de chacun, des redites me semblent inévitables.

En premier lieu, permettez-moi de vous dire qu'il me semble extrêmement important que cette Conférence ait eu lieu et qu'elle ait réuni, pour la première fois, les chefs d'État ou de gouvernement des neuf pays qui, à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, feront partie de la Communauté élargie.

Il me semble également important que ces neuf pays aient confirmé leur volonté unanime de poursuivre dans la voie de l'intégration européenne, que nous avons empruntée à Six il y a vingt ans. En outre, ils ont clairement défini les principes selon lesquels cette œuvre doit être développée et accomplie. Ces principes comportent, entre autres, la volonté de fonder le développement de la Communauté sur la démocratie, la liberté des opinions, la libre circulation des personnes et des idées, et la participation des peuples par l'intermédiaire de leurs représentants librement élus.

J'ai entendu dire, non pas par M. Müller, mais par d'autres, que cette réunion des chefs d'État ou de gouvernement avait été une « conférence d'intentions et de promesses ». Je crois qu'il convient d'aller un peu plus loin. La Conférence de Paris n'a pas été une simple conférence de promesses comme on aurait pu le craindre à la veille, mais plutôt une conférence d'action, du moins d'une action potentielle en partie pour l'immédiat, en partie pour l'avenir.

En effet, dans beaucoup de domaines — et nous en parlerons tout à l'heure — les chefs d'État ou de gouvernement ont invité les institutions de la Communauté à préparer de nouvelles actions dans le cadre de la Communauté élargie. Lorsque toutes ces actions, pour lesquelles un calendrier précis a été établi, auront été menées à bien, nous aurons contribué à donner un nouveau visage à l'Europe et nous nous serons rapprochés de l'objectif final énoncé par la conférence : la création d'une Union européenne.

Jamais, jusqu'à présent, nous n'avions pu établir, dans le cadre des Communautés, un programme aussi ambitieux et portant en même temps sur un si grand nombre de domaines d'activité : laissez-moi vous rappeler très brièvement les traits essentiels. Ce faisant, je rejoindrai dans une grande mesure, je le sais, la position que défend votre commission politique dans la partie positive de sa proposition de résolution.

En premier lieu, nous avons réaffirmé la volonté des États membres de réaliser, d'une façon irréversible, l'union économique et monétaire et de prendre les décisions nécessaires pour passer à la deuxième étape de cette union au 1<sup>er</sup> janvier 1974.

Nous avons également décidé — M. Müller y a fait allusion — que dans ce cadre un fonds européen de coopération monétaire sera institué avant le 1<sup>er</sup> avril 1973, c'est-à-dire dans un délai de six mois. Ces dé-

cisions, bien qu'attendues, ne sont pas moins importantes, car elles confirment la volonté politique de la Communauté élargie — la volonté irréversible — de mettre en œuvre l'union économique et monétaire et de le faire dans des délais bien précis.

Parallèlement, ainsi qu'il avait été demandé à maintes reprises également par votre Assemblée, les chefs d'État ou de gouvernement ont insisté sur la nécessité de coordonner plus étroitement les politiques économiques de la Communauté et de mettre en œuvre des procédures communautaires à cet effet. Dans cette optique, un caractère prioritaire a été attribué à la lutte contre l'inflation.

En effet, comme il ressort d'une analyse objective de la situation économique dans la Communauté et comme, par ailleurs, il a été souligné par cette Assemblée lors de l'examen du projet de rapport annuel présenté par la Commission européenne, la situation conjoncturelle est actuellement caractérisée dans tous les pays nouveaux et anciens de la Communauté par une accélération marquée des tensions inflationnistes. Nous sommes tous bien conscients du fait qu'une telle tendance, si elle n'était pas ramenée à des niveaux tolérables, risquerait, dans un avenir plus ou moins proche, de bouleverser les équilibres fondamentaux de nos économies avec des répercussions très sérieuses tant sur le plan strictement économique que sur le plan politique et social.

Ce que je tiens à souligner aujourd'hui, en tant que président du Conseil, c'est le dépassement de l'optique nationale qui a été jusqu'à présent à la base des actions menées par les États membres pour lutter contre l'inflation, en faveur d'une approche nouvelle qui, en partant de la constatation du haut degré d'interdépendance de nos économies, exige une coordination au niveau communautaire des différentes actions à entreprendre sur le plan national comme condition préalable de leur efficacité.

Les moyens pour atteindre cet objectif s'appuient non seulement sur des instruments de politique économique relevant encore de la compétence des États membres, mais aussi sur des mesures qui ressortissent aux compétences de la Communauté.

Même si ces dernières mesures ne peuvent entraîner des effets ayant, dans l'immédiat, une efficacité comparable à celle des premières, il convient néanmoins de souligner que, pour deux secteurs non négligeables de l'économie des ménages, elles sont de nature à apporter un soulagement certain. Je vise notamment la suspension partielle, voire totale, des droits sur l'importation de viande bovine ainsi que la suspension temporaire des restrictions quantitatives aux importations de pommes de terre. En outre, dans le domaine de la politique commerciale, ainsi que dans celui de la politique de concurrence, le Conseil a mis l'accent sur les possibilités qu'offraient ces politiques pour contribuer — et dans certains cas cette contribution pourrait s'avérer déterminante —

Schmelzer

à freiner la hausse excessive des prix à la consommation.

Il convient toutefois de reconnaître qu'au stade actuel l'impact décisif en matière de lutte contre l'inflation dépend des instruments plus ou moins traditionnels dont le maniement relève encore de la responsabilité nationale. Il est apparu néanmoins qu'il était indispensable, pour assurer un maximum d'efficacité à l'emploi de ces instruments, que leur utilisation devait se faire non seulement de façon coordonnée, mais encore selon des modalités qui concourent à la réalisation de l'objectif communément admis.

Sans vouloir entrer dans le détail des mesures envisagées, je tiendrais toutefois à souligner qu'elles s'articulent autour de trois pôles principaux d'action. D'abord la politique des revenus entendue dans le sens de la nécessité d'une prise de conscience, par les partenaires sociaux, de l'importance des choix économiques qu'ils doivent opérer sans cesse, pour l'ensemble de la collectivité. Ensuite, la politique monétaire qui devrait se concentrer sur un contrôle plus rigoureux de l'expansion de la masse monétaire par rapport à celle du revenu national, ce qui implique une plus grande prudence dans la politique de crédit. La politique budgétaire enfin dont il a été admis qu'elle devrait se plier à une exécution stricte des budgets établis, ceux-ci devant par ailleurs comporter des prévisions de dépenses n'excédant pas le taux d'accroissement du produit national brut en valeur.

Si l'union économique et monétaire représente en elle-même un puissant facteur d'unification, elle ne pouvait pas être envisagée sans être accompagnée par d'autres actions dans le domaine économique et social visant à permettre une participation juste et équilibrée de toutes les zones de l'Europe et de toutes les catégories de sa population à la croissance et au bien-être qui devra découler de l'unification européenne. C'est ainsi que les chefs d'État ou de gouvernement ont reconnu la priorité de l'objectif de remédier aux déséquilibres structurels et régionaux et ont invité les institutions communautaires à créer, avant le 31 décembre 1973, un fonds de développement régional alimenté par les ressources propres de la Communauté à partir du début de la deuxième phase de l'union économique et monétaire.

Je suis heureux de constater que M. Müller, au nom de la commission politique, ait mis l'accent sur la création de ce fonds régional. A mon sens, le texte de la proposition de résolution, dans sa partie positive, n'en fait pas explicitement mention. Sans doute, M. Müller a-t-il voulu l'exprimer d'une façon plus implicite dans le secteur social.

De même, la Conférence au sommet s'est ralliée aux vœux maintes fois exprimés par l'Assemblée et a souligné expressément qu'une action vigoureuse dans le domaine social doit aller, de pair avec la réalisation

de l'union économique et monétaire. Un programme d'action devra être arrêté avant le 1<sup>er</sup> janvier 1974. Nous mettrons tout en œuvre pour qu'il soit exécuté. Ce programme — M. Müller l'a souligné à juste titre — doit être élaboré par les organes de la Communauté, y compris le Parlement européen. A ce sujet, le texte du communiqué de la Conférence au sommet ne laisse place à aucune équivoque.

Après l'intervention de M. Müller, il est presque superflu de souligner l'importance d'une telle décision, notamment si l'on considère que ce programme devra prévoir non seulement des mesures concrètes à prendre, mais également les moyens correspondants pour les exécuter et qu'il devra viser notamment à mettre en œuvre une politique coordonnée de l'emploi et de la formation professionnelle, à améliorer les conditions de vie et de travail, à associer étroitement les travailleurs à la vie des entreprises, à faciliter la conclusion de conventions collectives européennes et à renforcer et coordonner les actions en faveur de la protection des consommateurs.

Par ailleurs, les chefs d'État ou de gouvernement ont fixé un calendrier afin d'établir un programme d'action précis dans le domaine de la politique industrielle, scientifique et technologique, ainsi que — M. Müller l'a dit — dans celui de la politique de l'environnement. Enfin, ils ont estimé nécessaire que les institutions élaborent dans les meilleurs délais une politique énergétique garantissant un approvisionnement sûr et durable dans des conditions économiques satisfaisantes.

C'est ainsi que se dessine une conception d'ensemble dans laquelle, à côté de la politique agricole déjà bien avancée, les autres politiques communes devront trouver la place qui leur revient, compte tenu de l'interdépendance de ces diverses politiques. Il me semble que la proposition de résolution, dans sa partie positive, est très claire à ce sujet.

Dans le domaine des relations extérieures, les chefs d'État ou de gouvernement ont également fixé un certain nombre d'objectifs. La partie positive de la proposition de résolution contient à ce sujet les données nécessaires.

Nous avons longuement débattu du problème de la coopération au développement et nous avons manifesté notre conviction que la Communauté doit, sans altérer les avantages dont bénéficient les pays avec lesquels elle a des relations particulières, répondre encore davantage que par le passé, à l'attente de l'ensemble des pays en voie de développement. Dans cette perspective, la Conférence de Paris a attaché une importance essentielle à la politique d'association telle qu'elle a été confirmée dans le traité d'adhésion. Par ailleurs, elle a invité les institutions communautaires et les États membres à mettre en œuvre progressivement une politique globale d'aide au développement à l'échelle mondiale, dans le cadre de la stratégie adoptée par les Nations unies.



## Schmelzer

En outre, la Conférence a souligné l'importance de la mise en œuvre des engagements avec les pays du bassin méditerranéen avec lesquels des accords sont conclus ou doivent être conclus, accords qui devront faire l'objet d'une approche globale et équilibrée. Je ne m'étends pas davantage sur ce problème qui fait l'objet d'un rapport sous un autre point de votre ordre du jour d'aujourd'hui.

Par contre, je ne voudrais pas manquer de souligner l'importance que la Conférence au sommet a attaché à entretenir un dialogue constructif avec les États-Unis d'Amérique et les autres pays industrialisés — M. Müller l'a souligné à juste titre — ainsi qu'à la participation de la Communauté aux négociations multilatérales dans le cadre du GATT, au sujet desquelles les institutions devront définir dans les prochains mois une conception d'ensemble.

Enfin, la Communauté a réaffirmé sa volonté de mener une politique commerciale commune à l'égard des pays de l'Est en vue de favoriser la poursuite d'une politique de coopération basée sur la réciprocité. C'est, entre autres par ces moyens, je l'espère, que la Communauté sera en mesure de représenter un puissant facteur d'équilibre, de progrès et de paix dans un monde en évolution constante et rapide.

Je ne vous parlerai pas de la coopération politique, qui a fait l'objet de mon intervention sur le premier point de votre ordre du jour d'aujourd'hui et j'en viens maintenant à l'autre grand sujet sur lequel s'est penchée la conférence, à savoir le renforcement institutionnel.

Vous savez qu'au départ les positions à ce sujet étaient assez éloignées et que la recherche d'une approche unanime était peut-être plus difficile dans ce domaine que dans tous les autres.

Le ministre néerlandais que je suis, ne peut que comprendre l'impatience exprimée par tant de membres de votre Assemblée qui auraient souhaité des décisions plus radicales ou des engagements plus concrets en cette matière. M. Müller a signalé que cette impatience n'a cessé de croître depuis que la Communauté s'est étendue à neuf pays. Cette impatience est aussi la mienne, Monsieur le Président. Je voudrais toutefois attirer votre attention sur un certain nombre de décisions concernant les institutions dont l'importance, à mon avis, ne doit pas être négligée.

En premier lieu, vous aurez certainement remarqué que sur tous les points pour lesquels des actions ont été décidées, il appartiendra aux institutions de la Communauté d'établir des programmes et de procéder à la mise en œuvre de ces décisions. Ceci implique que le développement et l'élargissement de la sphère d'action des Communautés se fera dans le cadre de la Communauté et avec la pleine partici-

pation de toutes les institutions, y inclus, bien entendu, votre Assemblée.

C'est pourquoi il a été décidé qu'en vue de réaliser les tâches définies dans ces différents programmes d'action, il conviendra d'utiliser aussi largement que possible toutes les dispositions des traités, y inclus l'article 235 du traité de la CEE.

Vous savez aussi qu'avant la fin de la première étape de la réalisation de l'union économique et monétaire, les institutions et, le cas échéant, les représentants des gouvernements des États membres devront arrêter les mesures relatives à la répartition des compétences et des responsabilités entre les institutions et les États membres. C'est à ce moment que le problème institutionnel se posera à nouveau et sera examiné dans tous ses aspects.

Enfin, la Conférence des chefs d'État ou de gouvernement a réaffirmé son désir de renforcer les pouvoirs de contrôle du Parlement européen et a invité le Conseil et la Commission à mettre en œuvre, sans délai, les mesures pratiques destinées à réaliser ce renforcement et à améliorer les rapports tant du Conseil que de la Commission avec le Parlement. En ce qui concerne plus particulièrement le Conseil, celui-ci prendra, avant le 30 juin prochain, des mesures pour améliorer ses procédures de décision. Parlant strictement en mon nom personnel, je ne vous dissimulerai pas que c'est avec beaucoup de satisfaction que j'ai lu, au paragraphe 27 de la proposition de résolution de la commission politique, que le Parlement se réserve d'élaborer ses propres propositions et de prendre lui-même des initiatives. C'est le droit le plus strict du Parlement qui est pleinement habilité à le faire. Mais on est parfois content de le voir confirmer noir sur blanc dans une proposition de résolution.

Monsieur le Président, le dernier point de la déclaration de Paris est peut-être le moins précis, mais pourrait s'avérer le plus important. Les chefs d'État ou de gouvernement se sont donné en effet comme ultime objectif de transformer, avant la fin de l'actuelle décennie et dans le respect absolu des traités, l'ensemble des relations des États membres en une action européenne. Il appartient aux institutions de la Communauté chargées d'élaborer, avant la fin de 1975, un rapport à ce sujet, de définir le contenu et la forme que prendra cette union.

Je crois pouvoir affirmer que la volonté politique de procéder à cette transformation de nos relations existe dans tous les États membres. Il nous faudra maintenant du courage, de l'imagination et de la persévérance pour traduire cette volonté dans la réalité des faits. Cette réalité devra naturellement tenir compte aussi de certaines divergences de vues et de l'impérieuse nécessité, qui engendre la pratique, de mener une action tant efficace que démocratique.

Vous voyez que le programme esquissé par la Confé-

## Schmelzer

rence de Paris nous propose des tâches extrêmement difficiles, mais en même temps exaltantes. L'année 1973 sera sans doute une année cruciale. C'est au cours de cette année que la plus grande partie du programme d'action devra être élaborée, qu'il s'agisse de l'union économique et monétaire, de la politique sociale, de la politique industrielle, de l'environnement, de la politique de développement, des relations avec les autres pays industrialisés ou de la coopération politique. Le Conseil, pour sa part, a déjà commencé à se pencher sur ces différents problèmes et ne manquera pas d'y consacrer la plus grande partie de son activité au cours des prochains mois.

Nous savons que nous pouvons compter sur la collaboration précieuse de la Commission. Je suis heureux de rencontrer ici mon vieil ami européen et néerlandais, M. Mansholt, qui a déjà tant œuvré, et d'une manière aussi éclatante, en faveur de l'unification européenne — mais également, je présume, sur l'apport et l'appui constants du Parlement européen.

Malgré toutes les divergences de vues, les échecs, les tensions qui ne manqueront pas de se faire jour entre nous, malgré la complexité des problèmes techniques et des sessions marathon, nous aurons toujours présent à l'esprit, au cours de nos travaux, l'idée que l'Europe, avec son énorme potentiel spirituel, moral, culturel et économique devra, dans un climat de justice sociale et d'équité et dans l'intérêt de ses peuples comme du monde entier, savoir concrétiser leurs aspirations d'une façon optimale en vue d'assurer la paix.

(Applaudissements)

## PRÉSIDENCE DE M. SCHUIJT

## Vice-président

**M. Mansholt, président de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, avant de tirer quelques conclusions d'ordre politique des décisions prises à la Conférence au sommet de Paris — je me trouve d'ailleurs dans une position un peu plus facile que le président du Conseil pour le faire — je voudrais reprendre quelques points de son argumentation relatifs à la coopération politique. Je crois que le Parlement a eu raison d'examiner simultanément le problème de la coopération politique entre les États membres et les résultats de la Conférence au sommet.

Il va de soi que nous suivons avec grande attention l'évolution de cette coopération politique et que c'est avec joie que nous constatons qu'on enregistre un certain progrès dans ce domaine. C'est ce qui ressort également de ce que vient de déclarer ici M. Schmelzer, dont je salue la présence dans cette enceinte comme celle d'un vieil ami européen.

Mais la Commission européenne ne se contente pas, et ne peut d'ailleurs se contenter, de suivre l'évolution de la coopération politique entre les États membres. Elle doit aussi intervenir et engager la procédure requise lorsque la Communauté comme telle est en cause. Je constate avec plaisir que le Conseil des ministres des affaires étrangères a toujours mis la Commission en mesure de le faire, comme c'est le cas, par exemple, pour la Conférence sur la sécurité et la coopération européenne.

Si je me tourne à présent vers l'avenir, il m'apparaît qu'il subsiste quelques imprécisions dans le domaine de la coopération politique. C'est ainsi que l'on peut se demander à partir de quel moment l'intérêt de la Communauté est en jeu, et quand il ne l'est pas. Ce problème peut déjà se poser lorsqu'on parle de la coopération internationale dans le bassin méditerranéen et de la coopération à l'égard du Moyen-Orient.

La Commission pense que le problème évoluera nécessairement de telle façon que l'on en arrivera finalement à supprimer toute distinction entre les problèmes politiques d'une part et les problèmes communautaires d'autre part. De toute évidence, ces derniers sont également d'ordre politique. Cette distinction devra donc disparaître à la longue.

Je crois, Monsieur le Président, qu'en parlant d'Union européenne, la Conférence au sommet a montré la voie à suivre. A ce propos, la Commission se rallie entièrement à l'opinion exprimée par le Parlement dans sa résolution, selon laquelle une Union européenne, si elle veut avoir un sens, devra prendre la forme d'une union politique. Et il est certain que, dans le cheminement vers l'union politique, la distinction arbitraire faite entre problèmes politiques et problèmes communautaires ne pourra être maintenue. Il faudra que les institutions de la Communauté, c'est-à-dire le Parlement, le Conseil et la Commission examinent ce point dans le rapport qu'elles devront établir au sujet de la transformation ultérieure de la Communauté en une Union européenne, conformément à la directive précise donnée dans le dernier paragraphe de la résolution. On peut espérer que la question sera résolue dans le courant de l'évolution ultérieure de la Communauté.

Je me bornerai à présent à émettre quelques considérations d'ordre politique sur les résultats de la Conférence au sommet. Un examen superficiel de ces résultats risque de laisser une impression décevante parce que la Conférence au sommet n'a guère pris de décisions concrètes. J'ajouterai, au nom de la Commission, qu'en ce qui concerne les pouvoirs du Parlement et l'élection directe de ses membres, il y a des raisons d'être déçu. M. Müller, en sa qualité de rapporteur de votre commission politique, a lui aussi évoqué ces deux problèmes. La Commission a fait des propositions dans ce domaine et elle aurait aimé que l'on prît à ce sujet des décisions concrètes.

La Conférence au sommet avait pour objet l'élabora-

**Mansholt**

tion d'un nouveau programme pour la Communauté des Dix. S'il n'est plus question finalement que d'une Communauté des Neuf, il n'en reste pas moins que, dans l'avenir, la CEE comprendra un plus grand nombre de pays, une évolution dans ce sens devant logiquement se produire au fil des années. En ce qui concerne ce programme, j'estime que la Conférence au sommet a été un succès. Incontestablement, elle a été plus et mieux qu'une conférence de bonnes intentions, comme on la dénomme parfois aujourd'hui. Elle a aussi été plus — et je cite ici les paroles du ministre M. Schmelzer — qu'une conférence d'actions potentielles.

Ce fut une conférence d'actions. Au demeurant, je souligne immédiatement que des actions potentielles, des actions « programmées » peuvent être extrêmement importantes, et le seront sans nul doute.

Dans cet ordre d'idées, le premier point sur lequel je voudrais attirer votre attention — il est capital — est le fait qu'il s'est tenu une Conférence au sommet des Neuf, et non pas une conférence des « Six plus Trois ». Cela ne ressort d'ailleurs pas directement du communiqué final de la conférence, mais tous ceux qui l'ont suivie de près s'en sont bien rendu compte. A ce propos, je puis me permettre de commettre une indiscretion. Toutes sortes d'idées se trouvaient évidemment en présence concernant les pouvoirs du Parlement, nos relations avec les pays en voie de développement, le programme social, etc. Or, dans ces différents domaines, les lignes de démarcation n'ont pas séparé, d'une part, le club des Six et d'autre part le nouveau club des trois pays adhérents, mais elles ont traversé les deux groupes. Et c'est d'un commun accord que les neufs pays ont décidé d'assurer la continuité de la Communauté et qu'ils ont adopté un certain nombre d'orientations politiques importantes.

Ayant ainsi formulé une appréciation générale de la Conférence au sommet, je voudrais à présent, Monsieur le Président, en tirer quelques conclusions plus particulières touchant, en premier lieu, la forme des institutions dans la nouvelle Communauté politique en gestation, en second lieu les relations de la Communauté avec le reste du monde, et en troisième lieu ce que j'appellerais l'indispensable équilibre entre la politique mise en œuvre sur le plan macro-économique (problèmes économiques et monétaires) et la nécessité de transformer la CEE en une Communauté au sein de laquelle le sort des hommes se situera au premier plan des préoccupations, autrement dit une Communauté dans laquelle on mènera une politique sociale authentique. C'est cela qui, à mon sens, constitue la partie la plus positive de la Conférence au sommet.

J'en arrive à présent à l'objectif politique de l'Union européenne. Les mots « Union européenne » sont imprécis ; considérés isolément, ils ne signifient rien. La Commission regrette que l'on n'ait pas précisé un

peu plus nettement le caractère à donner à l'Union européenne. La Conférence au sommet s'est ralliée à l'opinion du Parlement sur ce point. Mais cela n'en dit guère plus. La Commission aurait souhaité que l'on définît l'Union — et elle a déposé une proposition dans ce sens — comme une union d'organes qui, à l'instar d'un gouvernement, soient habilités à prendre des décisions et soient responsables de leurs actes devant un Parlement élu directement et disposant de pouvoirs réels. Si la Conférence au sommet avait donné pareille définition, nous aurions pu déterminer la direction à suivre. Actuellement, ce point demeure nébuleux. Quoi qu'il en soit, la Commission estime qu'il est très important d'avoir invité les institutions de la Communauté, c'est-à-dire le Parlement, le Conseil et la Commission, à rédiger pour 1976 — et cela, de l'avis de la Commission, en étroite collaboration l'un avec l'autre — le rapport sur lequel la Conférence au sommet qui suivra s'appuiera pour prendre des décisions. Il ne s'agit pas en l'occurrence d'une procédure extra-communautaire ; les dispositions tendant à créer l'Union européenne sont de nature communautaire. Ce sont les institutions communautaires qui doivent les élaborer, et la Commission considère cela comme un élément positif capital. Bien entendu, pareille procédure imposera des obligations très lourdes à toutes les institutions de la Communauté.

Il est évident — et les ministres l'ont déclaré eux aussi — que cela ne signifie nullement qu'il ne devra rien se passer entre-temps. On se préoccupe actuellement du fait que les organes ne fonctionnent pas encore d'une façon satisfaisante, que le contrôle budgétaire est insuffisant, et qu'en ce qui concerne la compétence et la responsabilité des institutions, il faudra prendre un certain nombre de mesures en se fondant sur des décisions prises dans le passé. Je songe à ce que préconisait la résolution de 1970 à propos du contrôle budgétaire et celle de mars 1970 à propos des pouvoirs législatifs. Il y a là, inexploité, un champ d'action très étendu. A cet égard aussi, la Commission devra faire des propositions. Elle estime d'ailleurs que celles-ci devront émaner de la Commission des Neuf.

La Commission se réjouit également que le Parlement ait annoncé dans une partie de la résolution que, de son côté, il prendra une initiative après janvier 1973 en vue de résoudre ces problèmes. Encore une fois, c'est la Commission des Neuf au complet qui devra s'atteler à cette tâche après le 5 janvier 1973.

Je voudrais souligner qu'il existe un lien évident entre ces questions et l'évolution économique et monétaire future de la Communauté, évolution qui revêt elle-même une importance politique considérable. Suivant le communiqué final de la Conférence au sommet, les ministres devront décider en 1973 si l'on passe à la deuxième étape. Il restera de nombreuses questions à régler pour résoudre les problèmes insti-

**Mansholt**

tutionnels. On assiste en effet à la combinaison d'une série d'éléments qui provoqueront une certaine tension à l'égard d'une démocratisation plus poussée de la Communauté, et cela non seulement à l'issue de la phase finale, après 1980, mais dès à présent, parallèlement au développement de l'Union économique.

Le deuxième point que je désirais aborder, Monsieur le Président, a trait aux relations de la Communauté avec le reste du monde. La Commission se rallie à l'avis du Parlement, tel que vient de l'énoncer M. Müller. La Commission regrette également que l'on n'ait pris aucune décision concrète à ce sujet et que l'on n'ait donné aucune réponse précise à la question de la responsabilité qui nous incombe à l'égard des pays en voie de développement du monde. Au cours de la si importante Conférence de Santiago, une grande inquiétude s'est manifestée à propos de la voie dans laquelle la Communauté va s'engager. Des résolutions ont été adoptées à l'époque. A mon sens, la Conférence au sommet a manqué le coche dans ce domaine. La Commission estime que la Conférence aurait dû donner une réponse précise à la question qui lui était posée. Nous sommes heureux de trouver le Parlement à nos côtés en cette matière. La Commission avait proposé de donner quelques chiffres précis sur des questions qui ont joué à Santiago un rôle considérable. Du point de vue politique, nous n'avons pas été à la hauteur de la situation, et c'est regrettable. Sans doute une décision a-t-elle été prise. L'aide financière sera augmentée, mais on peut se demander dans quelles proportions. En tant que pays industrialisé, nous sommes jusqu'à présent restés très en deçà du programme. Si l'on rejette une majoration de 0,7 %, je me demande ce que représente réellement cette augmentation. Nous ne disposons d'aucune autre précision à ce sujet. Les échanges commerciaux devraient être considérablement développés. On a accepté sans réagir le taux d'accroissement de 15 % prévu par la résolution de Santiago. Il nous reste à espérer, les pays en voie de développement et nous-mêmes, que ce taux atteindra au moins 15 %.

Nous n'ignorons pas, Monsieur le Président, qu'il se pose d'autres problèmes dont cette résolution a également fait état. C'est ainsi que nous avons, à l'égard des pays africains et des autres États associés, des obligations qu'il faudra veiller à tenir scrupuleusement ; si l'expansion des échanges commerciaux se poursuit sur le plan mondial, il conviendra de compenser, en faveur des États associés, la perte des avantages qui leur avaient été consentis.

Il est bien évident que nous avons aussi des obligations sur le plan intérieur, à l'égard de la situation sociale des travailleurs au sein de notre Communauté. La Commission est d'avis que la Conférence au sommet aurait pu prendre une décision ferme sur ce point. Mais il n'en a rien été.

Il s'agit à présent, pour les organes de la Commu-

nauté, de donner un contenu tangible à ces bonnes intentions. C'est ce que le Parlement a fait dans sa résolution. Je veux parler de l'action potentielle décidée par la Conférence au sommet.

J'en arrive enfin, Monsieur le Président, au troisième secteur dont je voulais parler : celui de la politique économique et de la politique sociale au sens le plus large. Je crois que ce fut là le sujet le plus important, et de loin, de la Conférence au sommet. Même si l'on ne tient compte que des décisions prises par la Conférence dans ces seuls domaines, elle valait largement la peine d'être tenue. Ces décisions sont déjà un succès en elles-mêmes. En fait, elles se fondaient sur l'intention que les chefs d'État et de gouvernement ont voulu exprimer de « ne pas créer une Union économique, et de ne pas mener une politique commerciale ou agricole par-dessus la tête des gens. La Conférence au sommet devra au contraire donner une directive précise aux organes de notre Communauté. Celle-ci doit être une Communauté impliquant une large solidarité avec la population ».

L'adoption de cette attitude aura été le résultat le plus important de la Conférence au sommet.

Je voudrais répéter ce qui a déjà été dit : la Conférence au sommet a écrit un nouveau chapitre du traité de Rome. Elle a réalisé quelque chose de nouveau. Sur cette base, on pourra, durant de longues années, déployer des activités dans les domaines de l'emploi, des conditions de vie et de travail et de la représentation des travailleurs dans les organes des entreprises. Il y a là devant nous un programme impressionnant. Ces différents problèmes sont énumérés point par point dans votre projet de résolution. Le programme devra être mis en œuvre en se fondant sur ce projet de résolution, et en collaboration avec les organes de l'économie, c'est-à-dire les syndicats et les organisations représentatives de la vie économique en général.

Notre Commission estime, Monsieur le Président, qu'il en résultera un programme d'action qui occupera une bonne partie de notre temps en 1973 et en 1974.

Dès à présent, au moment de quitter la scène, notre Commission prépare, pour ne pas perdre de temps, ce que la nouvelle Commission devra considérer bientôt comme son objectif politique. Nous espérons qu'il sera possible d'organiser l'an prochain une grande conférence avec les responsables de l'économie, afin de donner une forme concrète à cette coopération avec les milieux économiques, de telle manière que l'on puisse dégager au cours de ces réunions les lignes directrices de la politique sociale envisagée.

J'ai déjà dit — on ne m'en voudra pas de le répéter — que ce sera là enfin l'équivalent de Stresa dans le domaine de la politique sociale, et cela grâce aux directives données par la Conférence au sommet.

**Mansholt**

Au surplus, je crois que l'on peut déduire des termes du projet de résolution qu'il serait absurde de créer une union monétaire et une union économique, ou de décider de passer à la deuxième étape, sans tenir compte de ce qui a été réalisé dans le domaine de la politique sociale.

Si on a fait, à la Conférence au sommet, une déclaration politique selon laquelle on ne veut pas seulement créer une Union économique ou, suivant les termes du président de la République française, une «union mercantile», mais plutôt une union dans laquelle l'homme occupe la place qui lui revient, cela signifie qu'au moment du passage à la deuxième étape, il faudra que l'on ait réalisé, dans l'exécution de ce programme, des progrès substantiels sur le plan de l'Union économique et monétaire. Et il faudra que l'on soit d'accord à ce moment sur un certain nombre de chapitres du programme social.

Ces décisions de la Conférence au sommet constituent donc, en quelque sorte, le lien politique entre le programme social et le programme économique.

C'est pourquoi il est important d'examiner ce qui se passe à présent. Peut-on ou non être satisfait des activités actuelles du Conseil, c'est-à-dire de la mise en œuvre d'une partie des décisions de la Conférence au sommet — je crois qu'il appartient à notre Commission d'émettre un avis à ce sujet ? Je serai très clair sur ce point. Nous constatons que les ministres des affaires sociales qui se sont réunis la semaine dernière ont poursuivi sur la lancée donnée par la Conférence au sommet. Au cours de leur réunion, les ministres des affaires sociales ont travaillé activement. Il va de soi que, dans ce domaine, l'appui de notre Commission leur est acquis. On est réellement saisi devant le nombre des possibilités nouvelles que le Sommet a créées dans le secteur de la politique sociale. A cet égard, je voudrais citer en particulier le nom du ministre français des affaires sociales, M. Edgar Faure, qui a déjà joué un rôle si considérable en politique agricole. J'espère qu'en sa qualité de ministre des affaires sociales, il prendra une place tout aussi importante dans le secteur de la politique sociale. J'apprends qu'à leur réunion, les ministres des affaires sociales ont parlé de la Fondation européenne pour l'amélioration des conditions de vie et de travail. Cela rejoint donc ce qui a été demandé à ce sujet au cours de la Conférence au sommet.

La Commission se félicite tout particulièrement de la déclaration faite par le ministre français des affaires sociales, M. Edgar Faure, qui a situé clairement cet objectif dans un contexte communautaire et s'est gardé de le considérer comme quelque chose de nouveau, à réaliser en dehors de la Communauté. Je crois que cela peut constituer pour la politique sociale un stimulant remarquable. En cette matière, le Conseil, la Commission, et bien entendu aussi le Parlement, ont pu continuer sur la lancée donnée par la Conférence au sommet.

Force m'est malheureusement de constater que, contrairement aux ministres des affaires sociales, les ministres des finances et leurs collègues des affaires étrangères ont déclaré forfait devant un problème très important, problème qui se trouvait au centre des débats à la Conférence au sommet : la lutte contre l'inflation. La Commission est extrêmement déçue des résultats de la session très importante que le Conseil a tenue à l'issue de la Conférence au sommet. En effet, on n'est pratiquement nulle part dans la lutte contre l'inflation sur le plan communautaire. Sans doute certaines mesures seront-elles prises sur le plan monétaire — plusieurs d'entre elles étaient déjà en préparation — mais, sauf dans le secteur des pommes de terre et de la viande bovine, cité par le président en exercice du Conseil, on n'a pas vraiment réussi à entreprendre une action sur laquelle l'économie, l'industrie, l'agriculture et le mouvement syndical auraient pu tabler, comme ils auraient pu le faire si on leur avait affirmé que l'on allait réellement engager la lutte contre l'inflation.

Nous constatons donc que la Conférence au sommet n'a pas eu les répercussions nécessaires sur les activités des institutions communautaires. Ces deux exemples montrent à l'évidence qu'en fin de compte les résultats de la Conférence au sommet ne pourront être appréciés qu'en fonction de ce que les institutions — le Parlement, le Conseil et la Commission — pourront réaliser.

(Applaudissements).

**M. le Président.** — Je remercie le président de la Commission des Communautés européennes.

Avant d'ouvrir la discussion générale, je rappelle que le temps de parole a été limité à 15 minutes pour les orateurs mandatés par les groupes, et à 10 minutes pour les autres orateurs. Cela ne signifie toutefois pas que les orateurs doivent épuiser leur temps de parole.

Je propose au Parlement de poursuivre nos travaux jusqu'à 13 h puis de les suspendre jusqu'à 15 h.

Il n'y a pas d'opposition ?

Il en est ainsi décidé.

La parole est à M. Bertrand, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Bertrand, au nom du groupe démocrate-chrétien.** — (N) Monsieur le Président, je vous remercie de donner la parole au Parlement, après que nous ayons écouté attentivement durant deux heures les exposés du président en exercice du Conseil d'une part et du président de la Commission d'autre part. A Paris, on s'était efforcé de faire du Parlement un simple porte-voix et rien de plus. Nous voulons être plus et mieux qu'un porte-voix des aspirations de la population. Nous voulons aussi collaborer d'une façon positive à l'élaboration de la législation et au contrôle.

**Bertrand**

Malgré la Conférence de Paris, cela ne nous a pas encore été accordé à l'heure actuelle.

Avant d'aborder le rapport de M. Müller, je voudrais, au nom du groupe démocrate-chrétien, dire au président en exercice du Conseil que nous avons pris acte de son rapport sur la coopération politique et que nous espérons que le rapport suivant ne se fera pas attendre un an et demi comme ce fut le cas cette fois, parce qu'à ce moment, il est impossible d'engager un dialogue positif.

D'autre part, nous ne pouvons que nous féliciter du développement de la coopération politique durant les dernières années. En revanche, ce qui avait trait à cette coopération dans la déclaration faite à la Conférence au sommet nous paraît particulièrement maigre. Nous espérons que les mots « vigilance » et « fermeté » prononcés par le président du Conseil répondront à une réalité dans l'avenir. Le groupe démocrate-chrétien n'acceptera aucun affaiblissement de cette coopération. Avant même que ceci puisse se produire, le groupe insistera pour que soient entreprises des activités politiques efficaces tendant à donner le plus rapidement possible à l'Europe, par rapport au reste du monde, un visage, une voix et une personnalité propres, afin de lui permettre de s'attaquer aux lourdes tâches qui pèseront sur la Communauté élargie, avec sa puissance commerciale considérable et son rayonnement culturel si étendu.

Le rapport de M. Müller me donne l'occasion de souligner une nouvelle fois qu'au cours des cinq dernières années, le monde est devenu méconnaissable. Depuis 1952, nous avons vécu, œuvré et lutté dans un monde dominé par deux blocs, dont l'antagonisme était évident et qui prenaient toutes les décisions relatives à l'évolution du monde. Pendant ces cinq dernières années, les choses ont changé, et nous ne nous trouvons plus à présent en face de deux blocs homogènes sur le plan mondial. Le Japon et la Chine ont pris des positions de premier plan et on peut observer un revirement complet dans l'attitude des deux blocs, qui doivent aujourd'hui tenir compte de ces nouvelles puissances. Entre ces deux blocs, l'Europe de demain joue un rôle important. C'est pourquoi il est essentiel à nos yeux qu'au cours de la réunion du Conseil, son président ait exprimé cette préoccupation. Il est, par contre, superflu de le faire devant la Commission, parce que celle-ci est convaincue de longue date qu'il faut aller beaucoup plus loin dans ce domaine qu'on ne le fait aujourd'hui.

Le groupe démocrate-chrétien juge favorablement le résultat final de la Conférence de Paris. En dépit de toutes les prévisions pessimistes, la Conférence a pu se tenir à la date fixée. C'est là un événement d'une importance politique considérable. D'autre part, malgré ces prévisions, les résultats de la Conférence se sont révélés positifs dans de nombreux domaines déjà évoqués par M. Müller, par le président

du Conseil et par le président de la Commission européenne.

Cette Conférence a apporté la preuve de la viabilité de la Communauté élargie. M. Mansholt a insisté sur le fait que ce ne fut pas une Conférence des « six et trois » mais une Conférence des « neuf ». Ensemble, les neuf chefs d'État ou de gouvernement ont prouvé que nous n'avions nul besoin de nous faire des soucis quant à la viabilité de la Communauté élargie.

C'est avec satisfaction que l'on constate que cet élargissement n'a pas compromis la solidarité communautaire ; bien au contraire, la Conférence de Paris a offert plus de possibilités communautaires qu'il n'en existait dans le passé.

Par ailleurs, on a pris, concernant un certain nombre de problèmes périphériques, des décisions qui permettront désormais de résoudre ces problèmes conformément aux traités existants — dans de nombreux cas, vraisemblablement par application de l'article 235.

Bref, nous croyons que la Communauté européenne est sortie renforcée de la Conférence au sommet. À cet égard, je voudrais comparer ses résultats avec ceux de la Conférence au sommet qui s'est tenue à La Haye en 1969. À La Haye, on a dit : « la Communauté économique européenne constitue le noyau initial à partir duquel il sera possible d'approfondir, de renforcer et d'élargir ». À Paris, on a déclaré — et nous considérons cela comme particulièrement important : « la Communauté économique européenne constitue la structure dans laquelle toutes les nouvelles actions entreprises devront se développer à l'avenir ». On a donc admis à Paris que l'intégration ultérieure devra se réaliser au sein des institutions communautaires. Ce renforcement est d'une importance politique capitale. Aussi la conséquence logique de cette décision a-t-elle été que la Conférence, s'inspirant de cette philosophie et de cette importante déclaration de principe, a immédiatement confié aux institutions de la Communauté l'exécution, pour des dates précises, de neuf missions très importantes, très complexes et d'une très grande portée. Je reviendrai dans un instant sur la question de savoir si les institutions, qui ont été traitées avec une certaine désinvolture, sont encore en mesure de remplir ces missions. C'est là un autre aspect de la question, auquel nous reviendrons tantôt.

En résumé, je puis dire ceci : à Paris, on a fait de la Communauté un centre privilégié de formation de la décision, mais non pas un centre de décision. Il faudra que ce centre de formation de la décision se développe dans différents domaines, ces développements devant déboucher finalement dans la réalisation de l'Union économique et monétaire.

Nous nous félicitons que des décisions concrètes aient pu être prises à Paris, que l'on ait même pu

**Bertrand**

fixer des dates, et que l'on fasse intervenir les institutions de la Communauté dans la création, l'administration et le contrôle des mécanismes créés à cette fin. En ce qui concerne le développement ultérieur de l'Union économique et monétaire, on en a admis le caractère irrévocable, et il a été décidé de passer à la deuxième étape le 1<sup>er</sup> janvier 1974. De plus, il est désormais possible d'instituer un Fonds monétaire européen à la date du 1<sup>er</sup> avril 1973. On a également arrêté des dates pour la constitution des réserves et pour l'extension des mesures de protection. A nos yeux, c'est là une décision positive très importante. Nous nous réjouissons aussi de la déclaration faite à la Conférence au sommet, selon laquelle il faudra parallèlement à la création de l'Union économique et monétaire, développer tous les autres secteurs de la vie économique, industrielle et sociale. Nous considérons cette déclaration comme un autre élément très positif.

Jusqu'à présent, ces autres secteurs étaient bloqués, ce qui entravait gravement le fonctionnement normal et équilibré de l'Union économique et douanière. En effet, celle-ci ne cessait de se heurter à des difficultés en matière de politique conjoncturelle, de politique industrielle, technologique et sociale et de politique des transports. On parlait alors de rouages auxquels il manquait des dents, les traités de Rome n'offrant pas les possibilités requises pour permettre à tous les secteurs de progresser simultanément. Nous croyons que ces difficultés sont à présent aplanies grâce aux décisions prises à Paris, et que nous pouvons nous atteler aujourd'hui au développement complet de ces secteurs périphériques. Un calendrier précis a été établi à cet effet. Malheureusement, il n'en a pas été de même pour la politique énergétique.

Il serait peut-être intéressant de savoir pour quel motif on n'a pas pu établir de calendrier pour cette dernière.

Notre groupe se félicite, lui aussi, des décisions prises par la Conférence au sommet dans le secteur de la politique sociale.

Après l'expérience que j'ai acquise dans cette enceinte de 1952 à 1961, je suis entièrement d'accord avec M. Mansholt pour dire qu'un nouveau chapitre a été ajouté aux traités de Paris et de Rome, un chapitre qui tend à mettre en œuvre une politique sociale authentique.

Je voudrais souligner surtout — c'est une chose qui n'a pas été dite aujourd'hui — que le programme d'action relatif à la politique sociale doit être établi après consultation des partenaires sociaux. Face aux sociétés multinationales et aux mastodontes issus de la fusion d'entreprises industrielles, les organisations syndicales des États membres sont actuellement contraintes de se concerter pour pouvoir donner les avis qui leur seront demandés et, à cette fin, d'organiser des consultations au niveau européen et d'éla-

borer ensemble leur programme d'action à ce niveau, par-dessus leurs intérêts économiques nationaux.

A cet égard aussi, on se rend compte de l'importance de la politique régionale. Lorsqu'on nous dit que la politique sociale englobe l'emploi, la formation professionnelle, l'amélioration des conditions de vie et de travail, l'« intéressement » des travailleurs à la vie des entreprises, l'élaboration de conventions collectives du travail sur le plan européen et même la protection du consommateur, et qu'il convient de consulter les partenaires sociaux dans ces domaines, vous comprendrez que nous rattachions tout cela à la politique régionale. Le premier problème sera de raccrocher la politique régionale à la politique de l'emploi. La politique régionale peut être menée au moyen de ressources propres, ce qui conférera une importance toute particulière à la liberté accordée à nos organes communautaires.

En face de ces résultats positifs de la Conférence au sommet de Paris, il en est malheureusement d'autres qui le sont moins et que l'on peut, à des degrés divers, qualifier d'un peu décevants.

C'est ainsi que le problème des relations extérieures n'a été abordé que très vaguement dans les décisions du sommet de Paris. Les options prises en cette matière ne sont pas très précises et aucun calendrier n'a été établi. Dans certains cas, la politique extérieure n'est pas confiée aux institutions de la Communauté. Du point de vue du Parlement, les décisions prises sur ce point se sont révélées moins positives et moins constructives que nous ne l'espérions.

Quand je songe, Monsieur le Président, à ce que nous avons déclaré au chapitre II de notre résolution du 5 juillet 1972, au sujet de l'amélioration de l'équilibre entre les institutions et de leur capacité de fonctionnement, je n'hésite pas à affirmer qu'à cet égard, notre Parlement en particulier a été traité avec beaucoup de désinvolture à Paris. J'emploie une expression diplomatique pour ne pas user de termes plus brutaux.

Pourtant, nous avons fait des propositions très modérées et très constructives. Nous avons nettement fait la distinction entre ce que permettaient les traités existants en ce qui concerne l'extension de nos pouvoirs et ce qui, plus tard, après une adaptation de ces traités, aurait pu nous aider à atteindre notre objectif final.

Nous sommes bien forcés de constater que l'on a oublié, à Paris, d'indiquer de quelle manière on pourrait développer la participation du Parlement à l'œuvre législative de la Communauté. Bien d'autres mandats ont été donnés au cours de la Conférence au sommet, mais aucune décision n'a été prise concernant le renforcement des structures démocratiques de la Communauté.

On n'a rien décidé non plus au sujet de la procédure de formation des décisions au Conseil. Celui-ci a

**Bertrand**

été invité à faire une proposition, mais il n'a pas été prévu que des décisions pourraient être prises à l'avenir par une majorité qualifiée.

Comment veut-on, dans ces conditions, que nous respections toutes les dates prévues ? Si le Conseil continue à prendre des décisions au rythme actuel, nous allons avoir un retard de 4 à 5 ans par rapport au calendrier fixé à Paris. Ce retard se répercutera sur la plupart des problèmes évoqués ici. C'est une chose que je désirais souligner parce que nous sommes déçus de devoir faire pareille constatation. Aucune décision n'a été prise non plus pour améliorer les rapports de fonctionnement entre le Conseil, la Commission et le Parlement. Une formule a été proposée, mais si des décisions concrètes ont été prises et des dates précises arrêtées dans les domaines de la politique sociale, de l'environnement, de la politique scientifique et technologique, rien n'a été fait en faveur de ces rapports de fonctionnement.

Le groupe démocrate-chrétien se préoccupe donc tout particulièrement des possibilités concrètes qui existent de s'en tenir à toutes les dates fixées, précisément parce que l'on ne s'y est pas attaché jusqu'à présent.

Pour ce qui est de l'avenir, je serai très bref. On n'a pas avancé de date pour des élections directes, et aucun mandat n'a été donné pour étudier tous les problèmes connexes. Rien n'a été fait pour créer un centre de décision dans la Communauté.

En lisant le communiqué final de la Conférence au sommet de Paris, le 23 octobre dernier, j'ai cru que le typographe avait sauté un mot au paragraphe 16. Je croyais en effet qu'il fallait lire « union *politique* européenne », alors que le texte mentionnait simplement « union européenne »...

**M. le Président.** — Je voudrais vous demander de conclure ; vous avez déjà largement dépassé le temps de parole qui vous est imparti.

**M. Bertrand.** — (N) Monsieur le Président, je n'en ai plus que pour une minute. En ce qui concerne les résultats positifs de la Conférence, le groupe démocrate-chrétien consentira un effort constructif afin d'exécuter tous les mandats qui ont été donnés. En ce qui concerne les résultats moins positifs, nous userons de toute notre influence pour exercer, d'un commun accord avec les autres groupes du Parlement, les pressions requises pour que des propositions soient faites également dans les domaines négligés.

En conclusion, je voudrais dire, Monsieur le Président, que nous sommes optimistes. Nous disons donc que la bouteille est à moitié pleine et non à moitié vide. Nous disons que Paris n'a rien bloqué et que toutes les possibilités restent ouvertes pour l'avenir. Pour nous, le train se trouve toujours sur les rails, et dans la bonne direction, les wagons sont

bien accrochés les uns aux autres, mais la locomotive placée devant ce train ne se trouve pas sous une pression suffisante. Nous allons nous efforcer, par nos activités, de mettre la locomotive sous pression.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Giraud, au nom du groupe socialiste.

**M. Giraud.** — Monsieur le Président, après le remarquable rapport de M. Müller et les déclarations, riches d'informations, du président en exercice du Conseil et du président de la Commission, c'est pour moi un honneur périlleux que d'avoir maintenant à remplir, au nom du groupe socialiste, la tâche que celui-ci a bien voulu me confier. Je m'y serais sans doute dérobé si je n'étais, depuis des années, président des cercles Jean-Jaurès et si je ne m'inspirais en permanence de sa magnifique formule : « Aller à l'idéal et comprendre le réel. » Tel sera le thème de mon intervention d'aujourd'hui.

C'est bien, en effet, de cela qu'il s'agit. Ceux qui, comme moi, avaient, avant la seconde guerre mondiale, cru à la possibilité de construire une Europe unie, avaient été tristement déçus. Lorsque, après la guerre, des hommes d'État courageux autant que clairvoyants reprirent cette idée et en amorcèrent la réalisation, l'espoir nous revint. Le recul des chauvinismes nous semblait fournir un climat satisfaisant et une voie royale à la construction de l'Europe. Hélas, et pour des motifs que les historiens analyseront, nos espérances se révélèrent excessives, et il fallut emprunter les lents cheminements et pratiquer la politique des petits pas.

Nous en sommes encore là en ce moment, et ce n'est qu'à la lumière de cette expérience que nous pouvons juger les résultats du récent Sommet des chefs d'État. Certes, ceux qui nourrissaient de vastes espérances peuvent s'estimer déçus, mais ceux qui restent objectifs diront seulement que la saison des bonnes fêtes est passée, ou pas encore venue, où un coup de baguette magique transforme une citrouille en un carrosse. A notre époque des prélèvements et des restitutions, nous en sommes toujours à la citrouille !

Certains contestent l'intérêt de ce Sommet. Ils ont tort, car il a le mérite d'avoir été tenu, grâce, en particulier, à l'insistance de certains chefs d'État. En effet, que n'aurait-on point entendu s'il avait fallu le supprimer ou même simplement le renvoyer *smé die* ?

Ensuite, la tenue de ce Sommet à peu près à la date prévue — Sommet tenu à Neuf — a montré que les problèmes n'étaient pas plus difficiles à régler, ni plus faciles peut-être, que dans l'Europe des Six. Il était bon que la démonstration en fût faite avant même la réalisation institutionnelle et formelle de l'élargissement.



## Giraud

Nous saluons cela comme un succès, même si nous conservons quelque amertume du refus — espérons-le temporaire — de la Norvège d'entrer dans la Communauté. Que ce refus soit par nous tous considéré comme un coup de semonce à l'ensemble de nos institutions.

Cela dit — et qui, je pense, devait l'être —, j'en viens à l'analyse de la résolution elle-même.

La première partie retient, pour s'en féliciter, les points positifs.

Le groupe socialiste se réjouit en particulier de l'affirmation du renforcement des liens entre États *démocratiques*. Je souligne cet adjectif, pour éviter toute erreur d'interprétation, qui serait fatale à la Communauté. Nous parlons bien d'États démocratiques, ce qui, dans notre esprit, vise tout spécialement l'exclusion de l'Espagne de Franco et de la Grèce des Colonels.

Le groupe socialiste apprécie que les principes, la procédure, le calendrier aient été fixés pour l'union économique et monétaire, sans privilégier l'un de ces aspects, mais en montrant la nécessaire cohésion.

Le groupe socialiste souhaite, tout en reconnaissant qu'il est essentiellement du domaine des grands instituts d'émission, que le Fonds européen de coopération monétaire n'échappe pas à la compétence du Parlement. L'objectif à en attendre est essentiellement la stabilité, et nous nous en réjouissons. En effet, plus que quiconque les socialistes sont opposés à toute spéculation, car ils savent trop bien que ce sont les catégories sociales les plus défavorisées qui souffrent toujours des manipulations monétaires ; les habiles et les forts trouvent toujours les moyens de se couvrir, voire de gagner.

Ils souscrivent aussi, car ils l'ont toujours demandé et l'estiment capital, au programme d'action sociale, qui a fait si cruellement défaut ces dernières années et qui nécessite, tout le monde l'a remarqué, la participation libre de tous les partenaires sociaux.

Nous nous réjouissons aussi du désir exprimé de voir éliminer les déséquilibres régionaux, si graves, de nos provinces excentriques.

Nous nous réjouissons de voir la Communauté s'intéresser à la politique d'environnement, dont nul ne doit ignorer qu'elle implique des charges nouvelles, car la pollution de la nature ne sera combattue que si on accepte de consacrer à la lutte contre elle les capitaux énormes qui se révèlent indispensables.

Nous saluons aussi la notion d'une politique énergétique globale, toujours attendue, toujours remise au lendemain, une politique qui garantisse un approvisionnement à la fois économiquement satisfaisant et sûr, ce qui, sous certains angles, peut paraître contradictoire, mais n'en est pas moins indispensable.

Le groupe socialiste donne aussi son accord à l'affirmation d'une personnalité européenne, non point en opposition avec le reste du monde, mais pour participer à son équilibre et pour développer avec tous, les types de réalisations nécessaires, en particulier dans le domaine du commerce et des échanges.

Nous voudrions seulement être sûrs que les délais précis fixés et toutes les dates annoncées seront effectivement respectés. Avec beaucoup de nos collègues, nous en serions un petit peu étonnés, car les méthodes pratiquées actuellement dans les Conseils impliquent toujours des délais excessifs. La récente conférence des ministres des finances, qui a suivi de quelques jours le Sommet, ne nous semble pas avoir pris, dans le domaine de la lutte contre l'inflation, l'ensemble des mesures amples et efficaces qui semblaient découler des engagements de principe. J'ai été heureux, tout à l'heure, d'entendre à ce sujet l'opinion du président Mansholt.

Il est bon de donner des mandats, il serait meilleur de les remplir. Le Parlement, pour sa part, devra dans ce domaine être très vigilant.

Après ces motifs de satisfaction, après ces roses ou ces boutons de roses, vous vous étonneriez si je ne glissais pas quelques épines. Certaines sont de taille, vous le verrez.

La première et non la moindre est pour regretter timidité et imprécision dans le domaine de l'aide au développement à l'échelle mondiale. Nous savons tous que la plus grande injustice réside aujourd'hui dans l'écart croissant entre les pays riches et les autres. Nous construirions notre Communauté sur le sable si nous étions incapables de porter remède à cet état de choses. Les déclarations d'intention ne peuvent rien contre les faits, qui sont, en particulier, la détérioration constante des termes de l'échange, le poids de plus en plus insupportable des dettes accumulées par les pays pauvres. Ces charges croissantes ne sont nullement compensées par l'aide insuffisante que nous apportons à ces pays en voie de développement. Mondialistes et régionalistes ne devraient pas éternellement échanger leurs arguments. L'urgence de la lutte contre la pauvreté devra nous imposer des décisions.

Notre autre sujet de mécontentement touche au renforcement des structures démocratiques de la Communauté. Cette question nous touche directement en tant que parlementaires. Nous refusons de nous laisser enfermer dans l'opposition scolastique sur la priorité de l'œuf ou de la poule. Nous affirmons qu'on ne peut lier les deux questions de l'élargissement des pouvoirs de contrôle ou d'action du Parlement et celle de son élection au suffrage universel. Nous affirmons que tous les pouvoirs enlevés par les traités aux Parlements nationaux doivent être confiés, sous forme appropriée, au Parlement européen. Nous savons tous que le contrôle budgétaire comme le con-

**Giraud**

sentement de l'impôt ont été la source de la vie des Parlements et il nous faut craindre un blocage de l'évolution de la Communauté si ce principe fondamental n'était pas respecté.

Nous affirmons que le Parlement doit être la source de la législation communautaire.

Enfin, sans mettre en doute la légitimité actuelle du Parlement européen, émanation directe de nos Parlements nationaux, sans dissimuler les difficultés soulevées par l'instauration de son élection au suffrage universel, nous affirmons que celle-ci serait le meilleur, sinon le seul moyen d'éviter toute technocratie, d'intéresser réellement l'ensemble de nos concitoyens, et en particulier les jeunes, à l'Europe, et de donner un nouvel élan, indispensable, à sa construction.

Sur ce dernier sujet, respectant la distinction classique des stoïciens en ce qui concerne les choses qui dépendent de nous et celles qui n'en dépendent pas, nous affirmons avec force que ce problème est essentiellement du ressort du Parlement. Le projet Dehousse, élaboré pour l'Europe des Six, est à réviser. Nous devons mettre en chantier, dès le début de l'an prochain et pour l'Europe des Neuf, un projet nouveau concernant cette élection au suffrage universel. L'horizon de 1980 ne doit point être passivement attendu. Alors, dans le respect de la compétence de chacun des organes de la Communauté et dans celui des traités, notre Parlement pourra remplir pleinement la tâche que lui confère son titre. Agissons donc sans plus attendre.

Pour conclure cet exposé trop long, mais qui n'a pu, en fait, qu'énumérer les problèmes, je voudrais exprimer l'accord de mon groupe sur le texte qui nous est soumis.

Les socialistes ont toujours eu une attitude positive vis-à-vis de la construction européenne. La consolidation, voire le renforcement de leur position, que nous souhaitons dans les jours et les semaines à venir, contribueront, nous en sommes sûrs, à assurer la réalisation des objectifs fixés par la Conférence des chefs d'État.

Tous ensemble, nous devons bâtir, dans les années à venir, une Europe pacifique, libre, fraternelle et juste pour tous les Européens.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Berkhouwer, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

**M. Berkhouwer.** — (N) Monsieur le Président, il m'est difficile d'aborder des sujets qui ne l'auraient pas encore été par les orateurs qui m'ont précédé.

La conférence au sommet de Paris s'est tenue trois ans après celle de La Haye. Il y a un certain parallélisme entre les deux, en ce sens qu'une sorte de trip-

tyque nous a été présenté chaque fois. A La Haye, il s'agissait de l'achèvement, de l'approfondissement et surtout de l'élargissement de la Communauté. L'ordre du jour de la conférence au sommet de Paris portait initialement sur l'union monétaire, le renforcement des institutions et les relations extérieures avec le tiers monde et le reste du monde.

Le résultat principal de la conférence au sommet de La Haye a été, à mon avis, d'autoriser l'élargissement de la communauté. A la veille de la conférence au sommet de Paris cet élargissement était chose faite. A cet égard je ferai part de ma conviction que l'adhésion des trois pays est irrévocable ; à mon avis, les traités le confirment également. Selon moi, il ne faut pas qu'il y ait de divergences de vues à ce sujet dans cette Assemblée. Dans les Parlements nationaux, certains partis peuvent avoir une opinion différente sur ce point, soit dit sans penser d'un parti déterminé d'un pays quelconque. J'estime que, pour nous comme pour tous les partis politiques des nouveaux États membres, l'irrévocabilité de l'adhésion doit être un fait acquis.

Au nom de mon groupe j'espère de tout cœur qu'à l'occasion de l'élargissement de notre Assemblée nous pourrions accueillir à ce Parlement les délégations complètes des trois pays adhérents et que, dans aucune de ces délégations, la moitié des membres peut-être ne sera absente pour des considérations de politique interne. Vous avez tous compris le sens de mes paroles : la courtoisie veut que je m'abstienne de donner davantage de précisions. En abordant cette question sous ses deux aspects j'entends m'en tenir au plan général et je crois bien faire en évoquant ce problème général devant cette Assemblée.

Monsieur le Président, j'en viens à la question qui s'est posée de savoir si la conférence au sommet aurait lieu ou non et à ce qui s'est dit à ce sujet. En ce qui concerne la conférence au sommet de La Haye, à l'égard de laquelle nous nous sommes montrés si pessimistes également, j'avais déclaré qu'elle donnerait des résultats et que nous pouvions le prévoir. Il fallait bien que cette conférence au sommet donnât quelque chose, car chacun avait intérêt qu'il en fût ainsi. C'est pourquoi je ne vais donc pas me livrer ici à une comparaison entre les points positifs et les points négatifs, comparaison qui me rappelle l'époque où, présentant un examen au cours de mes études de droit, je m'entendis le professeur me dire : « Monsieur, vous serez admis sur vos connaissances et vous ne serez pas refusé en raison de celles que vous n'avez pas. » Voilà des paroles qui peuvent très bien s'appliquer également dans le cas présent. Nous devons nous efforcer d'apprécier cette affaire d'une manière positive, en tenant compte des résultats positifs de cette conférence au sommet. Pour notre part, nous trouvons ces résultats raisonnablement positifs et je crois que nous sommes presque tous d'accord sur ce point, aussi bien au Conseil ou à la Commission qu'au Parlement.

**Berkhouwer**

Monsieur le Président, on s'est demandé si le moment choisi pour réunir la conférence au sommet était opportun, compte tenu du fait que chacun se trouvait à la veille d'élections. Aux Pays-Bas nous sommes en pleine campagne électorale. Aujourd'hui, je suis à Strasbourg et demain je vais prendre l'avion pour mon pays en compagnie du ministre des affaires étrangères des Pays-Bas, puis le soir je prendrai la parole quelque part au fin fond de la Frise. C'est la conséquence du double mandat que nous exerçons. C'est aussi ce que nous avons voulu, mais il nous faudra évidemment essayer d'y mettre fin d'une manière quelconque. Pour le moment, toutefois, nous avons de ce fait du pain sur la planche.

Par ailleurs, le bon côté de la chose c'est que précisément en vue des élections les chefs de gouvernement souhaitent rentrer dans leur pays avec des résultats, dans le but de faire une impression favorable sur l'électorat. M. Heath, M. Brandt — et les autres participants aussi — entendaient ne pas rentrer les mains vides. Je suppose que le ministre des affaires étrangères des Pays-Bas avait la même préoccupation. C'est pourquoi il n'est vraiment pas regrettable à mon avis que la conférence au sommet se soit déroulée à la veille des élections.

M. Heath a obtenu sa politique régionale ; M. Brandt, sa politique sociale. Il y a encore l'union économique et monétaire qu'il faut réaliser dans la perspective de certains développements, dans le domaine agricole et parce que l'on souhaite la certitude en ce qui concerne les régimes financiers etc. Chacun voulait donc rentrer avec quelque chose. Il en a résulté un bond en avant considérable dans la construction de l'Europe.

Même si un pays donne la préférence à la politique régionale et l'autre, à la politique sociale, il est patent que les neuf États membres tirent profit de ces deux formes de politique. L'une comme l'autre sont importantes pour les 260 millions d'habitants de la Communauté élargie.

C'est de là que procède l'appréciation positive que nous portons sur toutes les décisions de la conférence au sommet de Paris.

Pour ce qui est de l'Union européenne, on a déjà proclamé — et je puis m'y rallier — qu'il faut mettre un terme aux querelles théologiques sur la fédération ou la confédération. Que veut-on de plus qu'une union ? Les États-Unis comme la Suisse, par exemple, forment aussi une union. Il s'agit en somme de transférer à cette union les compétences de la province ou du pays. Je vois cette Union européenne comme l'incarnation de l'alliance des peuples d'Europe, ainsi que le précise le préambule du traité de Rome.

Un corps ne peut vivre que si ses organes fonctionnent. Nous devons donc faire de la Communauté une Union européenne. La mission considérable nous incombe d'y parvenir en respectant les dispositions du

traité, particulièrement le troisième paragraphe de l'article 138. De concert avec la Commission européenne, le Parlement doit prendre toutes les initiatives nécessaires à cette fin.

Monsieur le Président, je vais conclure car j'ai promis de ne pas être trop long.

M. le Président. — Vous disposez encore de huit minutes.

M. Berkhouwer. — C'est plus qu'il n'en faut pour commettre un grand nombre de bévues. Évidemment, je ferai de mon mieux pour les éviter. Vous m'encouragez donc, Monsieur le Président, mais vous m'avez dit que je ne devais pas nécessairement épuiser mon temps de parole. Dans le but de donner le bon exemple je tiendrai compte de votre suggestion.

À cet égard, je suis heureux que les Anglais viendront se joindre à nous, car j'espère qu'ils nous apprendront trois choses : faire de brefs discours, acquérir le sens de l'humour, et pratiquer l'art de l'*understatement*.

Je souhaiterais encore mettre l'accent sur les paroles que M. Mansholt a tenues au sujet de l'inflation. Tout le monde en parle, mais il en va comme du sermon dominical que le curé consacre au péché. Si l'on demande à un paroissien ce que le curé a dit du péché, il répondra qu'il l'a condamné.

Ainsi, chacun est-il contre l'inflation, mais quelles mesures prend-t-on, en fait, contre elle ? Nous prenons de belles décisions, mais quand nous abordons les choses sérieuses, nous nous bornons à une recommandation selon laquelle les dépenses des États membres ne peuvent pas augmenter de plus de 4 %. Puis nous constatons que notre budget communautaire est en hausse beaucoup plus forte.

Nous pourrions presque dire : « *the inflation begins at home* ».

Monsieur le Président, le Parlement européen ferait peut-être bien de se prononcer sur la lutte contre l'inflation. Peut-être pourrait-il adopter cette semaine encore, à l'occasion d'un débat urgent, une résolution dans laquelle nous exprimerions notre grande déception au sujet du fait que les ministres des finances ne se sont pas préoccupés de la lutte contre l'inflation, car c'est bien ce qu'ils ont fait.

La Communauté européenne, avec ses 260 millions d'habitants, doit faire face à deux fléaux. Le premier c'est l'inflation et le deuxième c'est la terreur sur terre et dans les airs.

Les événements qui se sont produits à Munich sont effroyables. À Amsterdam également nous avons laissé échapper quelqu'un qui aurait pu nous être très utile, car c'était un des convoyeurs de lettres piégées.

J'estime que l'Europe devrait prendre des mesures

**Berkhouwer**

effectives contre ces deux maux que sont l'inflation et la terreur dans les airs. N'oublions pas que, pour ce faire, nous pouvons nous baser sur le traité. Pour la navigation aérienne nous pouvons invoquer le deuxième paragraphe de l'article 84, qui dispose que : « Le Conseil, statuant à l'unanimité, pourra décider si, dans quelle mesure, et par quelle procédure, des dispositions appropriées pourront être prises pour la navigation maritime et aérienne. »

Je voudrais demander à ce Parlement — et c'est là une suggestion qui, après avoir été éventuellement préparée par la Commission, pourrait-être présentée à Bruxelles par M. Mansholt — qu'en vertu du deuxième alinéa de l'article 84, il s'occupe des problèmes de la navigation aérienne avec pour objectifs : d'assurer aux aéroports de la Communauté une protection et une sécurité plus grandes qu'elles ne sont actuellement — et beaucoup d'améliorations sont possibles sur ce point ; de renforcer le contrôle des passagers et des bagages — sur plusieurs lignes, il est possible de monter à bord d'un appareil ou d'en descendre sans subir le moindre contrôle ; de faire en sorte que la Communauté réussisse à exclure du trafic aérien normal les pays qui s'identifient aux bandits internationaux en ne les extradant pas.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — Nous allons maintenant suspendre nos travaux jusqu'à 15 h.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 13 h 05, est reprise à 15 h 15)

## PRÉSIDENCE DE BERSANI

## Vice-président

**M. le Président.** — La séance est reprise.

## 8. Composition des commissions

**M. le Président.** — J'ai reçu du groupe socialiste les demandes de nominations suivantes :

- M. Ariosto, comme membre de la commission de l'association avec la Turquie ;
- MM. Rizzi et Vals, comme membres de la commission des relations économiques extérieures ;
- M. Kriedemann, comme membre de la commission politique.

Il n'y a pas d'opposition ?

Ces nominations sont ratifiées.

9. Communication de M. le Président du Conseil sur les travaux dans le domaine de l'unification politique et de la coopération en matière de politique étrangère — Résultats de la Conférence au sommet des chefs d'État ou de gouvernement à Paris (suite)

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la suite de la discussion commune des deux points suivants :

- a) communication de M. le Président en exercice du Conseil, sur les travaux dans le domaine de l'unification politique et de la coopération en matière de politique étrangère ;
- b) Rapport de M. Müller, fait au nom de la commission politique, sur les résultats de la Conférence au sommet des chefs d'État ou de gouvernement des États membres de la Communauté élargie qui s'est tenue à Paris les 19 et 20 octobre 1972 (doc. 194/72).

La parole est à M. Habib-Deloncle, au nom du groupe de l'UDE.

**M. Habib-Deloncle.** — Monsieur le Président, dans les deux exposés de M. le Président en exercice du Conseil que nous avons entendu ce matin, mon groupe a trouvé beaucoup de sujets de satisfaction.

Puis-je dire simplement que nous avons été intrigués par le fait qu'il fût nécessaire d'avoir deux exposés distincts, celui du président en exercice du Conseil sur la Conférence au sommet, et, le précédent, celui du président de la conférence des ministres des affaires étrangères sur la coopération politique.

Je voudrais dire d'un mot, en ce qui concerne le style des contacts entre le Parlement et le Conseil ou la conférence des ministres des affaires étrangères, que nous ne serions pas opposés, pour notre part, à ce qu'on les dépouillât d'un certain formalisme qui, jusqu'à présent, paraît encore présider à leur établissement.

Nous voudrions suivre le deuxième exposé de M. le Président en exercice, comme d'ailleurs le rapport de notre commission politique, pour nous efforcer d'avoir une approche globale de la Conférence au sommet de Paris et, d'abord, pour saluer cette Conférence comme un grand événement et comme une date-clé de la construction européenne.

Trop de scepticisme n'est pas de mise ici et je suis heureux d'avoir entendu ce matin les orateurs qui m'ont précédé et qui, tout en émettant des réserves parfaitement légitimes, ont également marqué l'importance de l'événement.

Pour ma part, je considère cette importance comme triple. D'abord, en raison de la redéfinition des finalités de la construction européenne ; en second lieu, en raison de la précision des décisions qui ont été prises ; en troisième lieu, en raison de l'insistance

**Habib-Deloncle**

mise sur la participation des institutions communautaires au progrès futur de la construction européenne.

Ce sont ces trois points que je voudrais reprendre dans le temps de parole qui m'est imparti.

Tout d'abord, la redéfinition des finalités.

Peut-être a-t-on trop peu marqué — et c'est un reproche que je ferais éventuellement à notre commission politique — l'intérêt qui s'attache au préambule de la déclaration de Paris et s'est-on trop attaché aux différents points qui suivent ce préambule et qui définissent les décisions.

Mais ces sept principes posés à Paris explicitent et renforcent les principes posés à La Haye. Et là où, à La Haye, on s'était borné à un seul paragraphe, le paragraphe 4, pour réaffirmer les finalités politiques de la Communauté, nous les voyons maintenant développées en sept points, tous importants, qui constituent une véritable charte des objectifs de la construction européenne.

Ces finalités, je tiens à le dire ici, sont infiniment plus précises que les fameuses finalités des traités, auxquelles on se réfère souvent sans avoir toujours pris la peine de les relire, car, si on relisait le préambule de ces traités, on s'apercevrait qu'ils sont infiniment en deçà des principes de Paris et on verrait, de la sorte, à quel point la construction européenne a progressé, notamment depuis la signature du traité de Rome en 1957.

De cette charte des objectifs de la construction européenne se détachent, à nos yeux, trois points.

Tout d'abord, l'accent mis sur la finalité humaine. C'est le paragraphe 3 du préambule, qui se traduit ensuite par l'adoption d'un programme social. Ce paragraphe 3 rappelle — c'était une évidence, mais les évidences ont souvent besoin d'être rappelées — que l'expansion économique n'est pas une fin en soi, qu'elle doit, par priorité, permettre d'atténuer la disparité des conditions de vie, qu'elle doit se poursuivre avec la participation de tous les partenaires sociaux, qu'elle doit se traduire par une amélioration de la qualité aussi bien que du niveau de la vie. J'apprécie particulièrement, Monsieur le Président, la référence au génie européen, qui doit présider à cette construction, car je pense que c'est une des missions essentielles de l'Europe d'offrir un type de société particulièrement attentive aux valeurs et biens non matériels et à la protection de l'environnement afin de mettre le progrès au service des hommes.

Le deuxième point essentiel nous paraît être la lutte contre le sous-développement. J'y reviendrai tout à l'heure lorsque je ferai, moi aussi, quelques réserves sur les résultats concrets de la conférence de Paris. Le fait d'avoir retenu dans les sept principes l'obligation, pour la Communauté, de tenir les engagements qu'elle a souscrits, mais aussi ceux que lui confèrent

la géographie et l'histoire, me paraît d'une importance considérable.

Le troisième — et non le moindre — de ces principes, c'est celui qui est posé au paragraphe 7 du préambule, selon lequel la construction européenne permettra à l'Europe d'affirmer sa personnalité.

L'Europe que nous voulons créer n'est pas n'importe quelle Europe. Nous ne voulons pas créer une Europe couchée. Nous voulons que cette Europe soit debout, qu'elle ait sa personnalité, qu'elle s'affirme, et devant cet objectif qui lui est donné de se transformer en une union européenne, nous affirmons très clairement qu'il ne faut pas faire la petite bouche face à ce qui est proposé aux peuples. Si l'on se base sur le calendrier retenu, sept ou huit ans après l'entrée de nouveaux membres — qui ne sont pas encore parmi nous, mais qui vont nous rejoindre et dont l'un s'appelle la Grande-Bretagne, dont on sait que le splendide isolement fut pendant des décennies la doctrine fondamentale — sept ou huit ans après la constitution de cette nouvelle Communauté, dis-je, on aura abouti à cette mutation, à cette transformation profonde des relations entre les membres, qui en feront une véritable Union européenne. Je dis que c'est là un objectif immense et exaltant, qu'il ne faut pas s'aveugler devant les obstacles. « Courage, imagination, persévérance », disait ce matin M. le Président en exercice du Conseil, certes, mais j'ajoute : mais aussi les pieds sur terre, épousons les réalités pour les transformer.

Le deuxième point que je voudrais relever dans mon exposé — de nombreux collègues l'ont déjà évoqué, ce qui me permettra d'être bref — c'est qu'un calendrier ou un échéancier a été fixé pour un ensemble de décisions très importantes. C'est un fait dont la signification ne peut être minimisée. Sur ce point, je me ferai volontiers l'écho des inquiétudes et des réserves déjà formulées dans cette enceinte, car il ne suffit pas d'arrêter un tel échéancier, il faudrait encore éviter les déceptions lorsqu'il s'agira de le respecter. La première date fixée — les 30 et 31 octobre — était celle à laquelle le Conseil de ministres des finances devait arrêter des mesures communes de lutte contre l'inflation.

Or, ce n'est un mystère pour personne, de nombreux orateurs l'ont dit avant moi, et notamment le président de la Commission, ce Conseil n'a pas répondu aux espoirs que l'on avait mis en lui.

Placés devant ce fait, nous ne pouvons que le regretter, mais je pense que le Parlement devrait plus souvent marquer son désir de voir se manifester la volonté politique non seulement en cette matière institutionnelle — sur laquelle on revient constamment —, mais aussi et surtout dans les domaines concrets de la construction européenne, là où doit s'opérer la synthèse entre des positions et des intérêts au départ divergents pour dégager une position véritablement européenne.

**Habib-Deloncle**

A vrai dire, il me paraît presque plus grave que le Conseil des 30 et 31 octobre n'ait pas donné suffisamment de résultats, que de voir que le Sommet n'a pas accordé une importance suffisante à l'avenir de ce Parlement, qui ne doit pas regarder sur lui-même, mais qui doit regarder les étapes concrètes de la construction européenne. L'échéancier doit être tenu, et les décisions prises doivent être observées.

En ce qui concerne l'union économique et monétaire, nous avons connu des désagréments que nous souhaiterions ne pas revoir. Il y a eu des décisions prises et même unanimement. Ceci montre que le processus de décision n'est pas tout et que la manière dont les décisions sont observées est souvent plus importante. Il y a eu des décisions prises unanimement et qui n'ont pas été suivies d'effet. Pour l'avenir, nous souhaiterions qu'il n'en soit pas de même. Pour le programme d'action sociale, pour le Fonds de développement régional, pour la politique technologique, il est du plus grand intérêt que les dates énumérées soient des dates respectées et que les décisions prises soient suivies d'effet.

A cet égard, je poserai une seule question d'interprétation à M. le Président en exercice du Conseil, en ce qui concerne le paragraphe 7 du communiqué : Est-ce que la date du 1<sup>er</sup> janvier 1974, avant laquelle doit être arrêté par les institutions un programme d'action assorti d'un calendrier précis d'exécution, s'applique à tout ce paragraphe, c'est-à-dire à la politique industrielle, scientifique et technologique, ou seulement à la politique scientifique et technologique ?

Il y a une ambiguïté de rédaction dans le communiqué qui laisserait penser qu'il y a des directives générales pour la politique industrielle et un calendrier précis seulement pour la politique scientifique et technologique. Je souhaiterais que cette interprétation minimaliste ne soit pas la bonne et que ce fût pour l'ensemble de ce paragraphe, c'est-à-dire aussi pour la politique industrielle, que la date du 1<sup>er</sup> janvier 1974 fût contraignante.

Par contraste, il y a aussi les questions pour lesquelles aucune date n'a été fixée, ou les buts insuffisamment précisés. Quand on a été si précis dans le calendrier, au moment où on le devient moins cela veut dire fatalement quelque chose. Alors pourquoi n'y a-t-il pas de date précise pour la coordination des politiques économiques et pour l'institution de politiques communautaires efficaces dans ce domaine ? Pourquoi, en ce qui concerne l'énergie, est-il dit uniquement que c'est dans les meilleurs délais que devront être élaborés les principes d'une politique commune ? Enfin, pourquoi, pour la politique progressive d'aide au développement, les buts n'ont-ils pas été aussi précisément énoncés que dans le reste ?

Je dirai très nettement que les institutions communautaires n'ont pas besoin d'une Conférence au som-

met pour combler d'elles-mêmes ces lacunes. La construction communautaire peut se poursuivre d'elle-même. Elle est marquée par des sommets, mais elle n'est pas dépendante d'eux.

Monsieur le Président, j'en viens à mon troisième point qui est la participation des institutions au progrès de la construction européenne.

En fait, la conférence de Paris a inauguré une manière nouvelle et réaliste d'aborder les problèmes institutionnels. Elle a donné mandat aux institutions communautaires d'élaborer dans différents domaines les instruments futurs de la construction européenne. Qu'il s'agisse des mécanismes de défense ou de soutien monétaire, qu'il s'agisse de la création du Fonds de développement social, des programmes d'action dans différents domaines que j'ai déjà mentionnés, social, technologique, de l'environnement, de l'énergie, qu'il s'agisse aussi des relations extérieures, ce sont les institutions qui, globalement, reçoivent des directives de la part des autorités suprêmes des gouvernements des États membres d'avoir à prendre leur part de l'avenir de la construction européenne. Je vous pose donc, mes chers collègues, cette question : Est-ce que ce mandat donné aux institutions européennes, de participer dans le concret et d'une manière décisive aux progrès de la construction européenne ne vaut pas beaucoup de développements institutionnels de caractère théorique ? Après tout, que sont les institutions, sinon un cadre ? Quand je vais au musée, je préfère regarder le tableau plutôt que le cadre !

Mais les institutions communautaires existantes, notamment le Parlement, sont étroitement associées à l'avenir institutionnel de la Communauté. J'ai noté plusieurs points importants. D'abord en ce qui concerne la répartition des compétences entre les institutions de la Communauté et les États membres pour le fonctionnement de l'union économique et monétaire.

Il y a là un point capital rappelé au paragraphe 15 du communiqué de Paris. La Commission doit soumettre, avant le 1<sup>er</sup> mai 1973, les mesures relatives à cette répartition des compétences et des responsabilités entre les institutions de la Communauté et les États membres qui sont nécessaires au bon fonctionnement de l'union économique et monétaire.

Nous disons très clairement que, plutôt que par des affirmations théoriques, c'est là que tout transfert de compétence du domaine national au domaine communautaire devra comporter un transfert du contrôle parlementaire national au contrôle parlementaire européen. C'est une nécessité de fait, car nous savons parfaitement que certains pays membres ne consentiront pas au progrès de l'union économique et monétaire si cela n'est pas réalisé. Mais nous estimons aussi que tout transfert du domaine de l'État national au domaine communautaire ne peut pas impliquer un transfert simultané du pouvoir parlementaire vers le pouvoir gouvernemental.

**Habib-Deloncle**

Certes, nous reconnaissons volontiers que dans la Communauté, telle qu'elle est, le Conseil de ministres doit continuer à avoir le dernier mot en matière législative. J'ai employé les mots de contrôle et je les ai employés dans leur sens juridique. Mais effectivement, il ne peut y avoir de transfert du domaine national au domaine communautaire si tous les pouvoirs doivent automatiquement être soustraits au Parlements nationaux pour être donnés à l'autorité gouvernementale, à l'autorité du Conseil de ministres.

Tel va être le nœud du débat institutionnel concret dans les années à venir. Il en sera de même des matières transférées aux termes de l'article 235 du traité.

Le deuxième point important concerne la réaffirmation de l'engagement du 22 avril 1970 relatif aux pouvoirs budgétaires du Parlement.

Je me tourne vers la Commission pour lui dire que le Parlement a ici même, sur rapport de sa commission des finances et des budgets unanime, regretté que la Commission n'ait pas fait, dans le temps qui lui était imparti, les propositions qu'elle devait présenter au sujet du renforcement des pouvoirs budgétaires du Parlement. Le Parlement attend ces propositions pour que le Conseil puisse statuer et élargir les pouvoirs budgétaires.

Enfin intervient la participation des institutions à la définition de ce que sera la future union européenne. Ce qui figure au paragraphe 16 du communiqué est également très important. Il me semble que le Parlement devrait aborder ce travail sans dogmatisme, sans juridisme, à la recherche d'une formule originale pour une œuvre originale.

Sur un autre plan, plus immédiat, le communiqué de Paris nous invite à prendre des mesures pratiques destinées à réaliser le renforcement du contrôle parlementaire et à améliorer les rapports, tant du Conseil que de la Commission, avec le Parlement. Nous souhaitons que le Parlement participe à ce travail pratique, et notre groupe fera prochainement des propositions précises et concrètes à ce sujet.

Nous espérons aussi que le Conseil se reformera lui-même, et nous nous associons aux critiques qui ont été formulées sur la lenteur des procédures de décision.

Quant à l'élection au suffrage universel du Parlement, nous estimons qu'il faut voir les difficultés en face et non suivre la politique de la mouche qui se tape contre la vitre. Résolvons les difficultés qui tiennent à la pondération, au mode de scrutin, à la comptabilité ou à l'incompatibilité des mandats, au dialogue entre le Parlement ainsi élu et l'institution gouvernementale. Il sera beaucoup plus facile de fixer des dates lorsque les difficultés seront derrière nous et non plus devant nous.

Je dirai encore un mot sur la coopération politique, qui n'est pas du domaine communautaire. Des pro-

grès réels — vous l'avez indiqué, Monsieur le Président — ont été réalisés sur le terrain. C'est l'essentiel à nos yeux. Nous souhaitons que l'on poursuive dans ce domaine. Certes, il peut apparaître un peu léger de nous dire que les ministres se réuniront quatre fois par an au lieu de deux fois ; c'est un progrès ; mais c'est surtout du rapport des ministres qui devra être déposé avant le 30 juin 1973 que nous attendons des nouveautés, et notamment que l'on mette de côté le formalisme qui, d'après le rapport Davignon, préside actuellement aux rapports qui existent dans ce domaine entre le Conseil de ministres et le Parlement. Le Conseil de ministres et le Parlement élargi devraient pouvoir dialoguer couramment sur ces matières, comme ils le font habituellement sur des matières proprement communautaires.

Je conclus, Monsieur le Président, en vous remerciant de votre indulgence à mon égard.

Le Sommet de Paris n'est pas, à nos yeux, un aboutissement ; c'est un point de départ. Nous surveillerons les étapes futures de la construction européenne. Le Parlement, en définitive, doit se considérer comme le garant exigeant de l'échéancier qui a été établi ; il doit se constituer comme l'organe qui demandera aux autres institutions communautaires d'observer non seulement les apparences d'un calendrier, mais la réalité des engagements pris.

Et puis, le rôle du Parlement est d'associer les peuples, dont, je tiens à le dire, nous sommes les représentants élus, à la construction européenne. Pour cela, nous souhaitons que cette union européenne, dont le nom est apparu pour la première fois dans ce communiqué, loin d'inquiéter les uns et les autres, soit pour eux l'occasion de se rassembler dans un grand dessein, unissant tous les Européens dans la recherche des solutions qui permettront à l'Europe d'être à la fin de la décennie, la réalité que nous souhaitons tous.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Amendola.

**M. Amendola.** — (I) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, de nombreux parlementaires ont prononcé à plusieurs reprises le mot de « déception ». Nous comprenons leurs sentiments, mais nous autres communistes italiens devons déclarer que, pour notre part, nous ne sommes nullement déçus, parce que nous n'attendions pas de la Conférence en cause les résultats que d'autres en espéraient. Je tiens à relever que M. Habib-Deloncle est le seul orateur qui ait manifesté une entière satisfaction, ce qui s'explique aisément, puisqu'il était le seul à prendre la parole en tant que défenseur officiel de la Conférence de Paris et de l'action menée par M. Pompidou.

Nous comprenons également que M. Müller, rapporteur de la commission politique, et M. Mansholt, président de la Commission, aient essayé de

**Amendola**

mettre une sourdine à leur déception et de formuler en termes diplomatiques leurs critiques, qui transparaissaient néanmoins assez clairement de leurs exposés.

Nous autres communistes ne sommes cependant pas liés par des obligations d'ordre diplomatique ; nous pouvons exprimer librement notre opinion, ce qui est précisément le rôle de l'opposition, dans cette Assemblée comme dans les autres.

Je voudrais faire observer en premier lieu que la Conférence au sommet s'est tenue à Paris au milieu de l'indifférence générale de l'opinion publique européenne. C'est là une constatation que nul ne peut nier et qui a d'ailleurs été formulée de maints côtés. Quelle est la raison de cette indifférence ? Comment un événement dont on vient de dire qu'il avait une portée historique peut-il se dérouler et, partant, avoir une incidence, s'il se heurte à cette indifférence ? Il paraît que les quotidiens avaient organisé des équipes de collaborateurs, prévu des éditions spéciales et réservé des pages entières à cette Conférence. Toutes ces dispositions ont progressivement perdu de leur envergure, les informations publiées occupant de jour en jour moins de colonnes.

Le fait est que sans la participation des peuples, sans l'intérêt, l'entrain, et même les sentiments contraires de l'opinion publique, il est impossible de construire une Communauté européenne solidement ancrée dans le consensus populaire. La Conférence qui avait voulu qu'on l'appelât pompeusement la « constituante européenne » était fatalement vouée à l'échec. En réalité, elle n'a été que l'une des innombrables tractations diplomatiques menées en vue d'ajuster les rapports de force entre les États membres au moment où la Communauté va passer de six à neuf pays.

A nos yeux de communistes, le déroulement de la Conférence, ses résultats, l'indifférence qu'elle a rencontrée auprès des peuples, nous confirment dans l'aversion que nous éprouvons envers ce genre de réunions, qui se tiennent en dehors du cadre des institutions communautaires, comme si elles voulaient accuser encore l'intention — évidente dans certains partis politiques qui participent pourtant à l'œuvre communautaire — de mettre en relief la fragilité des institutions des Communautés européennes, leur nature précaire, leur impuissance à déterminer elles-mêmes l'avenir de la Communauté.

A mon sens, c'est uniquement au sein du Parlement et de la Commission que l'on pourra fixer les grandes lignes de l'évolution de la Communauté et surmonter les difficultés actuelles, autrement dit, faire de la Communauté, grâce à un processus de transformation démocratique, un centre ouvert de coopération européenne et paneuropéenne, de détente et de paix, à la condition toutefois que le Parlement devienne, sans discriminations, le représentant autorisé de tou-

tes les forces politiques et sociales qui existent dans les pays membres et que la Commission ne se limite pas à rassembler les aptitudes et les compétences nécessaires, mais qu'elle soit également l'expression des forces sociales, syndicales, culturelles et juvéniles qui se font sentir à l'intérieur de la Communauté.

En raison de la prédominance dont jouit le Conseil de ministres en tant qu'organe de propulsion (comme vient de le rappeler M. Habib-Deloncle), la Communauté est actuellement tributaire des oscillations qui se produisent sans cesse dans les rapports de force entre les pays, ce qui la plonge dans un état d'incertitude permanente. Sous prétexte d'une *Realpolitik*, toutes les crises politiques que traversent les divers pays, les contrastes qui se font jour, les mutations en cours, se répercutent sur la vie de la Communauté, empêchant celle-ci de progresser.

Le Conseil, qui est actuellement le principal centre de pouvoir de la Communauté, doit plus que toute autre institution procéder au jour le jour, étant harcelé par les exigences quotidiennes qui découlent des activités des gouvernements.

C'est ainsi que nous nous trouvons en ce moment à la veille d'élections dans plusieurs pays (la république fédérale d'Allemagne, les Pays-Bas, la France et, demain peut-être, le Royaume-Uni). Quelle importance revêtent les gouvernements, dont la position est fatalement précaire, face aux forces constantes de ces pays, qu'elles soient au pouvoir ou dans les rangs de l'opposition, et qui se retrouvent toutes dans cette Assemblée, pour autant que celle-ci réussit à les réunir et à les associer à une œuvre de plus vaste portée, destinée à surmonter les difficultés immédiates afin de pouvoir affronter les grands problèmes que pose la construction de l'Europe ? Les objectifs ambitieux qui avaient été proposés n'ont pas été atteints. Après s'être déroulée dans la grisaille et la confusion, la Conférence s'est achevée avec la publication d'un document qui, comme l'ont dit la plupart des observateurs, représente une fuite en avant et reporte à un avenir lointain, soit après 1980, la réalisation des objectifs d'unification économique et politique dont on avait pensé, à la suite de la Conférence de La Haye, qu'il serait possible de les atteindre dans des délais plus brefs, selon une idée qui était en contradiction avec nos propres prévisions.

Cependant, qu'advient-il de l'Europe communautaire en ce début des années 1970, c'est-à-dire lorsque les transformations en cours sur la scène mondiale seront achevées ? Le monde change à une rapidité qui ne souffre aucun retard, et la Communauté sera obligée, comme elle l'a fait jusqu'à présent, de subir ces mutations de l'extérieur parce qu'elle est incapable de trouver, dans le *consensus* de ses peuples, l'instrument nécessaire pour s'affirmer et assumer une fonction indépendante.



**Amendola**

La multiplication, au cours de ces deux dernières années, des grands centres d'initiative politique et économique, qui a mis fin au système bipolaire qui avait prévalu jusqu'en 1970, les relations qui se sont établies à l'échelle mondiale entre les États-Unis, l'Union soviétique, la Chine et le Japon, l'apparition de nouveaux États nationaux dans les régions autrefois soumises à l'oppression colonialiste, la perspective, entièrement justifiée, d'une reprise de l'économie mondiale, qui s'est traduite dans la réalité à la suite de la conclusion des grands accords commerciaux internationaux, l'espoir qui nous anime de voir se terminer sous peu la guerre d'agression contre le Vietnam : ce sont là autant d'éléments de la situation mondiale qu'il suffit d'avoir présents à l'esprit pour se rendre compte de l'étroitesse et du manque d'envergure des idées politiques qui ont présidé à la Conférence de Paris, tenue sur la plan des petits marchandages, des mesquines questions de boutique, et ce à telle enseigne que dans leurs journaux, certains de nos collègues d'autres partis politiques ont parlé de l'Europe « des supermarchés », alors qu'ils sont des membres de la majorité gouvernementale à laquelle incombe, par conséquent, la responsabilité de la participation de l'Italie à cette Conférence.

Même les indications timides données dans le domaine de la politique sociale, régionale, industrielle et scientifique ne sont qu'une fiche de consolation, et c'est ainsi qu'elles apparaissent à la lecture du communiqué, alors qu'objectivement, les problèmes réels ne cessent de s'aggraver. Et la réunion que les divers représentants des gouvernements — ministres des finances, de l'agriculture, des affaires étrangères — ont tenue le 30 octobre à Bruxelles, au lendemain de la Conférence, comme s'ils avaient voulu mettre ses résultats à l'épreuve, a montré qu'à l'heure actuelle, on ne peut aller au-delà ... des pommes de terre (comme l'a si bien dit un orateur ce matin). C'est un chemin tout différent qu'il nous faut parcourir pour arriver à élaborer une politique et à prendre des initiatives dans le domaine industriel, scientifique et régional.

Parmi les raisons qui expliquent l'échec de la Conférence au sommet, la principale réside dans le fait qu'à la suite de tractations difficiles, l'ordre du jour a été consacré à des problèmes contingents, dus à la crise monétaire et à l'inflation, problèmes pour la solution desquels il n'est pas possible de réaliser une politique commune, vu les différences que présente actuellement l'économie des divers pays. L'inflation ne saurait être combattue à l'aide des mêmes mesures dans tous les pays, précisément à cause des différences qui les séparent et qui ne pourront être éliminées qu'au moyen d'une politique régionale et d'une politique de développement scientifique à long terme dont nous ne voyons même pas encore les premières amorces. Même la stratégie monétaire, qui a conduit à quelques-uns des résultats les plus tangibles dans l'action concertée menée par

les banques centrales, doit nécessairement se fonder sur des critères divers, du fait que la situation varie d'un pays à l'autre. Nous voyons déjà que les pays membres évoluent de façons différentes dans le cadre des accords stipulés en septembre. Certes, ces accords peuvent avoir éventuellement leur utilité dans des limites étroites, mais nous sommes bien loin de la mise en œuvre du plan d'unification économique et politique qui avait été élaboré à la suite de la précédente Conférence au sommet de La Haye.

Au centre de l'activité de la Communauté se trouve — seul point concret — une politique agricole absurde, qui conduit à aggraver les conditions de vie des peuples, et à laquelle sont subordonnées la politique monétaire (à cause des prix) et la politique régionale, dans l'oubli délibéré des grandes aspirations qui seules sont à même de donner un sens nouveau à la notion de « Communauté » et de répondre à la question soulevée de maints côtés, à savoir quelle sera l'Europe et pour qui elle doit être créée, ainsi que dans le mépris total des idéaux d'indépendance, de paix et de réforme sociale qui pourraient apporter une contribution réelle à la construction d'une Communauté européenne qui serait le centre, sur ce continent, d'une coopération plus vaste.

Une fois encore, la myopie et la timidité des chefs d'État ou de gouvernement réunis à Paris s'est traduite par leur refus de comprendre que la perspective d'une unification économique et politique ne pourra prendre corps que si la Communauté parvient à assumer son rôle en Europe et dans le monde, en se définissant et en s'affirmant dans ses relations avec les États-Unis d'une part, l'Union soviétique de l'autre. Ce thème des relations avec l'extérieur n'a pas été abordé, et le silence qui a entouré ce problème essentiel révèle toute l'incertitude et la fragilité des résultats de la Conférence de Paris.

La Communauté est-elle capable d'adopter une position indépendante à l'égard des États-Unis ? En réalité, à défaut de cette autonomie face aux États-Unis d'Amérique, la Communauté ne peut prétendre affirmer son indépendance envers l'Union soviétique. Il est indispensable que la Communauté soit indépendante si l'on veut surmonter les blocs, réduire les forces militaires et supprimer toutes les bases étrangères stationnées en Europe. C'est cette autonomie qui lui permettra de mener une politique économique et monétaire indépendante, offrant la possibilité d'accomplir des progrès économiques dans les relations entre tous les pays sans aggraver les divergences actuelles qui, d'une part, créent une zone d'expansion congestionnée au centre de l'Europe communautaire et, d'autre part, provoquent un déclin de plus en plus grave dans certaines régions périphériques.

Après la Conférence de La Haye, on avait également fixé, ou plutôt, rappelé des dates (car ce sont les mêmes — 1973, 1975, 1980 — nul ne pouvant,

**Amendola**

par la seule force de l'imagination, modifier la succession des années). Les étapes que l'on se propose d'atteindre sont continuellement renvoyées, et l'on passe son temps à courir après des fantômes fuyants, alors que le monde ne cesse de changer autour de nous. La politique doit prendre un tournant nouveau, qui résultera non pas de conférences au sommet, mais de l'impulsion nouvelle que les forces démocratiques donneront au processus communautaire. Evidemment, l'élection du Parlement européen au suffrage universel direct serait au centre de ce tournant. Nous déclarons ici une fois encore que nous sommes fermement décidés à œuvrer de manière à y parvenir, mais à condition qu'il n'y ait aucune tromperie. En effet, le mode d'élection adopté dans un seul pays ne compte guère ; autrement dit, la situation ne changerait pas dans cette Assemblée si la représentation de l'une de ses parties était modifiée (il en résulterait simplement quelque chose d'hétérogène). Ce qu'il faut, c'est une Assemblée dont les membres sont élus par tous les pays d'Europe, quelles que soient les conséquences de ces consultations sur le plan politique. En ce qui nous concerne, je pense que nous formerions encore une minorité, mais une minorité qui fonderait ses arguments sur ses propres idées et sur sa propre force de raisonnement. Cependant, je ne crois pas que cette élection au suffrage universel se fera ; on peut tout au plus rechercher les moyens qui permettraient au Parlement européen de mieux représenter les forces qui existent réellement dans les divers Parlements nationaux.

En attendant, j'espère toutefois — et c'est sur ce vœu que je terminerai mon intervention — que l'arrivée au Parlement européen des délégations des nouveaux États membres apportera un changement.

Pendant vingt ans, cette Assemblée s'est enlisée dans la routine. Peut-être l'arrivée du Royaume-Uni, du Danemark et de l'Irlande apportera-t-elle un élément de nouveauté et les forces qui s'étaient opposées à l'adhésion de ces pays à la Communauté se feront-elles aussi représenter. Je pense aux travaillistes anglais et à une bonne partie des sociaux-démocrates danois.

En effet, j'ose espérer que la représentation de ces forces qui ont lutté contre l'adhésion à la Communauté aura l'autorité nécessaire et le sens des responsabilités. Je sais qu'à l'heure actuelle, le mouvement ouvrier britannique envisage la possibilité de boycotter les institutions communautaires, étant donné que ces forces de gauche ont lutté contre l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté.

Sur ce point, les communistes italiens sont en désaccord avec leurs compagnons d'autres partis de ces pays, qui ont mené campagne contre l'adhésion à la Communauté. L'idée de boycotter les institutions me rappelle la position qu'avaient adoptée les groupes de gauche et d'extrême-gauche lorsqu'ils durent

se décider à participer ou non aux Parlements nationaux et qu'ils déclarèrent que ces institutions étaient l'instrument de l'État bourgeois — ce qu'elles étaient effectivement. C'est ainsi qu'en Italie, nous avons eu l'abstentionnisme de Bordiga.

Nous avons combattu cette attitude en affirmant que, quels qu'ils soient, les Parlements sont un terrain de rencontre sur lequel les représentants de la classe ouvrière doivent se trouver. Je ne voudrais pas que les formations de gauche qui ont lutté contre l'adhésion du Royaume-Uni et du Danemark à la Communauté — et c'était là leur droit et leur devoir si telle était leur conviction — s'en tiennent à leur position au point de ne pas participer de façon autorisée aux travaux de la Communauté, que ce soit au sein de la Commission ou du Parlement.

J'espère, tout au contraire, qu'ils viendront, avec vigueur et conscience, se joindre à nous dans une œuvre commune de transformation démocratique des institutions et établir, grâce à cette lutte de l'opposition, le lien avec les masses populaires qui fait actuellement défaut et qui est l'une des principales raisons de l'échec de la Conférence de Paris.

(Applaudissements)

**PRÉSIDENCE DE M. ROSSI***Vice-président*

**M. le Président.** — La parole est à M. Furler.

**M. Furler.** — (A) Monsieur le Président, nous avons entendu les déclarations des groupes politiques sur la Conférence au sommet et les problèmes qu'elle nous pose. Je ne parle donc pas ici au nom d'un groupe politique, je parle pour moi-même en tant qu'Européen de longue date qui dispose d'une longue expérience et qui a une idée bien définie de notre future Europe. Et il me faut malheureusement dire que je ne peux pas être d'accord avec l'appréciation généralement positive de certains résultats de cette Conférence au sommet.

Je me limiterai à deux points, mon temps de parole étant de toute façon limité. Le premier concerne les rapports avec le Parlement européen et l'attitude à son égard. On peut dire ce que l'on veut à ce propos — il ne fait aucun doute que la Conférence au sommet a, pour l'essentiel, tout simplement écarté les deux questions fondamentales dont il est question ici et pour lesquelles nous nous battons. Tout d'abord, en ce qui concerne l'élection au suffrage universel de nos représentants, aucune décision n'a été prise, rien absolument n'a été fait.

Ensuite, notre combat avait pour objet principal d'obtenir que les compétences de ce Parlement soient étendues et réellement efficaces. On ne peut

**Furber**

prétendre qu'il n'y ait pas eu d'orientations et que l'on ait dû se limiter à demander que l'on présente des propositions. Il existe à ce sujet de nombreuses résolutions de notre Parlement, il existe des déclarations de l'exécutif et un rapport d'expert avait été demandé, le fameux rapport Vedel, qui exposait clairement le problème et qui est parvenu à la même conclusion que le Parlement : nous devons d'urgence participer aux travaux législatifs pour avoir suffisamment d'influence sur le développement de la Communauté européenne. Il n'en a pas non plus été question à la Conférence au sommet. On n'a pas voulu nous l'accorder, on ne nous le fait même pas entrevoir. On s'est référé à deux anciennes résolutions du Conseil de ministres : l'une concerne les pouvoirs budgétaires. Comme vous le savez, ces pouvoirs nous ont été accordés, dans une mesure limitée, depuis déjà deux ans. Comme vous le savez également, ces pouvoirs budgétaires ne sont pas particulièrement efficaces, car nous ne participons pas de façon efficace à l'élaboration des lois qui sont à la base du budget ; elles sont faites à Bruxelles par les seuls six, neuf ou dix ministres. Nous nous sommes élevés contre ce fait et nous avons formulé certaines revendications. Cela n'a donné aucun résultat !

Nous voulons améliorer les méthodes de travail et les pouvoirs de contrôle du Parlement. Nous avons suffisamment de pouvoirs de contrôle envers la Commission. Nous les avons toujours exercés et je crois que nous avons obtenu d'excellents résultats. C'est pour les pouvoirs de contrôle à l'égard du Conseil de ministres que nous nous battons et rien n'a été fait !

J'en conclus que nous devons, nous membres du Parlement européen, être très mécontents de ce qui s'est passé. Mais il s'agit moins pour moi des décisions concrètes que de l'attitude adoptée à l'égard du Parlement. C'est là ce que nous ne comprenons pas et ne pouvons considérer comme européen dans un esprit nouveau. Nous sommes persuadés que sans un Parlement réellement efficace, le développement de la Communauté européenne ne peut pas se poursuivre dans le sens d'une Europe nouvelle et unie, et que, dans l'intérêt des peuples, auxquels on a tant de fois fait allusion, il ne suffit pas non plus que le Parlement soit consulté sans qu'il en résulte d'obligation. Non, il doit également pouvoir participer aux décisions. Ce n'est qu'à cette condition que nous progressons dans cette direction également.

J'ai consigné tout cela par écrit dans un article. Il est tout simplement désolant de voir ce qui est arrivé ici ; je ne peux pas l'accepter. Je me réjouis que le président en exercice du Conseil ait fait l'éloge de notre Parlement et ait déclaré que nous avions progressé. J'accepte tout cela. Le Conseil de ministres n'est pas non plus responsable de ce qui s'est passé à Paris. Sur ce point, la Conférence au sommet n'a cependant pas eu d'effets positifs pour nous.

Le second point est encore plus important dans le cadre du développement général. Je me limite de façon tout à fait concrète à la nouvelle question de l'Union européenne qui a été soulevée. Le mot en soi est déjà nouveau. Pourquoi a-t-on utilisé un terme nouveau, alors que nous voulons ce que nous avons de tout temps voulu ? Ce que nous voulons tous, c'est l'Union politique, une Europe de la Communauté, une Europe d'une plus grande unité. On a opté pour un autre mot et, alors, non seulement on a dit que ce terme représente à peu près l'idée, mais la notion a été clairement délimitée, même si les concrétisations manquent. Une chose me préoccupe vivement et nous devons lutter pour qu'elle ne se réalise pas. Il est en effet dit que d'ici la fin de la décennie, l'ensemble des relations des États membres doit se transformer en une « Union européenne ». Que signifie « ensemble des relations » ? Sans doute les relations économiques et sociales, et non seulement les relations de politique étrangère ou de défense, ou les relations culturelles qui s'y ajouteront éventuellement, les relations qui, jusqu'à présent, dans une Communauté en devenir, ont dans de vastes domaines été réglées par les traités de Rome.

Je me permets de vous rappeler la grande lutte qui a eu lieu au cours des années 1960, 1961 et 1962 au sujet de l'union politique et les propositions que nous avons examinées ici sous le nom de propositions Fouchet. Le point essentiel en était le suivant : le plan Fouchet prévoyait que tout entrerait dans le cadre de cette union dont le rôle serait prépondérant, union qui, naturellement, comme ce qui pourrait aussi naître ici, ne s'édifiait pas sur la base de la pensée communautaire ni sur d'éventuelles décisions majoritaires, mais sur la base d'une vague association des États, d'une Europe des patries. C'est pour cela que nous nous sommes battus.

Notre Parlement s'est toujours opposé à cette façon de voir ; les trois grands groupes politiques transnationaux s'y sont opposés et nous avons soutenu la lutte avec succès dans la mesure où ce plan Fouchet n'a pas été réalisé, ceci dans l'intérêt d'une Europe communautaire et nouvelle et contre un retour au temps des liens de droit international, tels ceux du Conseil de l'Europe qui — sous cette forme au moins — n'a politiquement pas progressé sur la voie menant à l'unité de l'Europe.

Certes, cette phrase parle également « du respect absolu des traités déjà souscrits ». Les traités européens doivent donc être respectés et ne doivent pas être modifiés. Mais la modification vient d'elle-même. Si toutes les relations décisives, c'est-à-dire également les relations de politique économique, les relations sociales, etc., relèvent de la nouvelle Union européenne avec des centres de décisions sans doute totalement différents, ce maintien des formes, des traités européens, a alors, il faut le dire, perdu son sens le plus profond.

**Furler**

Je suis donc d'avis que nous ne pouvons pas simplement constater et interpréter. Ce qui a été dit dans cette enceinte est sans aucun doute ce que nous avons toujours voulu. A mon avis cependant, ce n'est pas tout à fait certain. Je suis par contre persuadé que les formulations décisives — pas toutes, mais certaines — ont pour but quelque chose de tout à fait différent que ce que nous lisons dans ce texte. Il est à la mode de conclure des traités entre des États et, comme on ne peut pas se mettre d'accord sur les points essentiels, chaque État, lorsqu'ils sont signés, leur donne finalement une interprétation différente. Mais qu'est-ce qui est alors valable, et dans quelle direction allons-nous ? Je crois que nous allons dans une direction que je peux approuver, car ce qui naît ici, si ce n'est pas réalisé de façon totalement différente, n'est pas l'Europe que vous vouliez, à savoir notre Europe.

Cela n'a, pour l'essentiel, plus rien à voir avec l'Europe de Robert Schuman, de De Gasperi et de Konrad Adenauer, ni non plus avec celle de Spaak et de Hallstein. Il s'agit d'une toute autre voie, qui n'est pas celle du progrès, mais celle d'une adaptation aux circonstances. Cela ne sera pas non plus une Europe vraiment efficace qui parle d'une seule voix et qui, aussi, est prise au sérieux, mais une agglomération d'États sans décision communautaire, parfois même contre un État dans l'intérêt de la poursuite du développement de l'Europe. Se pose à nouveau, ici, la question de l'unanimité.

Je crois donc que nous n'avons aucune raison d'être satisfaits, que nous ne pouvons pas non plus nous contenter d'une simple interprétation, qu'il n'en est nullement ainsi qu'il vient d'être dit, à savoir que rien n'a changé dans l'orientation. Non, une autre orientation apparaît très nettement. Nous devons par conséquent comprendre à temps quelle sera manifestement l'évolution afin de la combattre en temps voulu. Le but fixé ne doit être réalisé que dans dix ans. Malheureusement, on est bien plus pressé pour d'autres choses que pour cette Europe politique unifiée. On se dit : dix années, cela ne durera pas trop longtemps. Mais au cours de ces dix années, si nous ne parvenons pas auparavant à une plus grande unité ; bien des choses peuvent se passer qui finiront tout simplement par rendre cette unité impossible. Comprenez bien cela : les évolutions de la politique mondiale sont telles que tout ne plaide pas en notre faveur et en faveur du développement qui mène à une Europe unie, à moins que nous ne parvenions à ce but par notre propre force.

J'aimerais donc exhorter le Parlement, qui doit être entendu, à rester ferme, à maintenir la grande ligne d'une Europe commune vraiment efficace, et à ne pas se laisser refouler sur une ligne qui n'a plus rien à voir avec notre Europe, l'Europe à laquelle ce Parlement européen aspire. C'est pourquoi je fais appel à vous tous pour engager le combat à temps et ne pas se contenter de dire que c'est l'atmosphère

générale, que l'on est d'accord et que cela s'est bien développé. Nous devons combattre bien davantage. La lutte ne sera pas facile. Mais, en tant que membres du Parlement européen, nous devons en quelque sorte être et rester le porte-étendard de la lutte pour une Europe vraiment unie.

(Applaudissements)

M. le Président. — La parole est à M. Thiry.

M. Thiry. — Monsieur le Président, dans ce débat, de grande importance générale, sur les résultats de la Conférence au sommet, je voudrais demander au Parlement d'accorder pendant quelques instants son attention particulière à l'un des points qui furent énumérés dans le communiqué final de cette conférence, point qui ne m'a pas paru avoir bénéficié d'une sollicitude très grande ni dans les rapports que nous avons entendus, ni jusqu'à présent dans la discussion de ces rapports. Il s'agit de la politique régionale de l'Europe.

Je me permettrai de rappeler comment se sont exprimés exactement, sur cette question, les neuf chefs d'État ou de gouvernement réunis à Paris. C'est le chapitre 2 de cette résolution commune, venant immédiatement après la décision, mise très justement en évidence, de réaliser de façon irréversible l'union économique et monétaire, et rien que la place, qu'aux yeux des plus hauts représentants des États membres cette politique régionale de l'Europe occupe ainsi dans la liste des urgences européennes, suffirait à en marquer toute l'importance.

« Les chefs d'État ou de gouvernement », dit le communiqué, « reconnaissent une grande priorité à l'objectif de remédier, dans la Communauté, aux déséquilibres culturels et régionaux qui pourraient affecter la réalisation de l'union économique et monétaire. Les chefs d'État ou de gouvernement invitent la Commission à présenter des propositions appropriées. »

Et les porte-parole des États membres vont plus loin dans la voie des précisions pratiques en annonçant que ces États s'engagent d'ores et déjà à « coordonner leurs politiques régionales » et prennent la décision de « créer un fonds de développement régional qui sera mis en place avant le 31 décembre 1973 ».

Monsieur le Président, je ne sais comment il faut dénommer, par rapport à l'action qui est attendue de la Communauté depuis trois ans dans le domaine de l'aide aux régions, cette déclaration que l'on peut bien qualifier de capitale, ne serait-ce qu'en considération de l'autorité dont sont revêtus ceux qui l'ont prononcée. Est-ce une consécration de la préoccupation qui est unanimement la nôtre et que le Parlement européen a plusieurs fois affirmée ? Est-ce une impulsion, et j'irais presque jusqu'à dire une injonction, qui a été jugée nécessaire pour faire

**Thiry**

avancer une entreprise de la Communauté dont il faut bien admettre qu'elle est demeurée jusqu'à présent à l'état d'intention ?

En tous cas, je crois que les organes de la Communauté auraient tort de ne pas prêter la plus grande attention à la pressante nécessité d'aboutir que les neuf chefs d'État ou de gouvernement viennent de signifier en termes si nets, je dirais même : si impérieux !

Et pourtant, si je tâche de faire le point de l'avancement des travaux de la Communauté en cette matière pendant ces dernières semaines, je dois bien constater que le résultat est, sinon totalement négatif, du moins extrêmement maigre.

Puis-je rappeler qu'en notre session de septembre, à Luxembourg, nous avons approuvé le rapport, présenté par M. Mitterdorfer au nom de la commission économique et qui se prononçait défavorablement sur la proposition de la Commission relative à la création d'une société de développement régional ? Dans le débat, qui a suivi l'exposé de M. Mitterdorfer, tous les intervenants ont marqué leur accord avec la commission économique pour estimer au moins prématurée la mise en chantier d'un tel organisme éventuel de complément alors que l'organe principal, le fonds de développement régional, est encore à créer de toutes pièces, bien que le Conseil ait marqué son accord sur cette création il y a plus de six mois, en exécution de l'engagement de principe qui, lui-même, date de 1969.

Le sens très net de ce débat et de la résolution qui suivit était de presser le Conseil de passer à l'action concrète, notamment par la mise en œuvre du Fonds de développement régional, et sans que la Communauté doive s'attarder à fabriquer les plans d'une machine auxiliaire alors que ceux de la machine principale ne sont pas encore arrêtés ni même, je suppose, ébauchés.

Depuis lors, il y a eu le Sommet et la décision catégorique que les chefs des États membres y ont adoptée de créer un Fonds de développement régional qui devra fonctionner avant le 31 décembre 1973.

Il faut rendre cette justice au Conseil des Communautés qu'il n'a pas tardé à réagir à cette vigoureuse résolution. Dans la communication qu'il a faite à la presse après sa session des 30 et 31 octobre, session qui était principalement consacrée à la lutte contre l'inflation, on trouve inséré un paragraphe, a vrai dire fort succinct, relatif à « l'action de caractère structurel » qui doit « tendre à réduire les déséquilibres régionaux dans la répartition de la main-d'œuvre disponible et des capacités techniques; conformément aux conclusions de la Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des 19 et 20 octobre 1972 ».

Réaction rapide, disais-je, mais encore une fois bien décevante, puisqu'elle se contente une fois de plus de déclarer une intention, et dans des termes peut-être moins concrets et plus circonlocutoires que jamais, dans des termes singulièrement plus flous, en tout cas, que ceux du communiqué de la Conférence de Paris, d'un flou qui va jusqu'à se résoudre dans l'évasif.

C'est à la date du 1<sup>er</sup> octobre dernier que le Conseil, selon son propre engagement, aurait dû avoir pris les décisions nécessaires pour l'application des premières mesures de politique régionale. Une nouvelle échéance est à présent fixée pour la mise en activité du Fonds de développement régional, et, cette fois, par une décision directe des neuf États membres : c'est l'échéance du 31 octobre 1973.

Or, un an est vite passé ; nous avons déjà vu s'écouler trois années sans que rien ne soit fait pour l'application d'un principe adopté. Bien que je parle comme membre non inscrit, je crois bien n'être pas le seul dans cette Assemblée à attendre avec impatience le premier signe d'un réel commencement d'exécution dans une œuvre européenne qui n'intéresse pas seulement les régions en difficultés, difficultés accidentelles ou structurelles, mais qui intéresse aussi, au plus haut point, l'équilibre de toute la Communauté et qui, de plus, apparaît pour celle-ci comme une des pierres de touche de sa capacité d'agir.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Malfatti.

**M. Malfatti.** — (I) Monsieur le Président, Monsieur le Président du Conseil, chers collègues, il est inutile de vous dire combien je suis heureux de me retrouver avec vous, parmi vous, sur ces bancs.

Pour porter un jugement sur le sommet de Paris, je crois qu'une des conditions — sinon l'unique — est de s'en tenir aux faits plutôt que d'avoir recours à un critère qui peut sembler objectif mais qui, cependant, se prête beaucoup à la subjectivité : je fais allusion au fait qui consiste à se demander si à Paris on a fait ou non de grands pas en avant.

S'il faut s'en tenir aux faits, je crois, Monsieur le Président, que nul ne peut nier que le sommet de Paris a renforcé la « communauté » de la Communauté. Pour ceux qui craignaient qu'à travers l'élargissement de la Communauté on allait aboutir à sa « dilution » ou, purement et simplement, à sa dégradation en une « zone de libre échange », c'est un fait établi que la logique communautaire a été renforcée par le sommet de Paris. Il a amorcé des politiques communes — qui sont partie constitutive d'une telle logique — aussi bien sur le fond des problèmes que de la procédure ; il a donné une interprétation dynamique, évolutive, au traité de Rome, grâce à l'élargissement des compétences de

**Malfatti**

la Communauté; il a confirmé le principe fondamental de la solidarité communautaire; il a rendu politiquement irréversible le processus de transformation de la Communauté en une union économique et monétaire, en faisant disparaître la « clause dite de prudence ».

A partir de ce fait établi — une Communauté qui sort renforcée du sommet de Paris — un programme a été établi pour les prochains douze à vingt-quatre mois, programme que Jean Monnet a justement qualifié « d'imposant » quand il a formulé un jugement positif sur les résultats du sommet.

Certes, là où il y a de la lumière, il y a aussi des ombres. Les raisons d'être amers ne manquent pas, la principale étant liée au fait de ne pas avoir tranché le nœud de la démocratisation de notre Communauté et, plus particulièrement, le problème des pouvoirs du Parlement européen ainsi que celui de son élection au suffrage universel direct. S'il n'était facile et réaliste de prévoir que le sommet n'allait pas prêter aux problèmes institutionnels toute l'attention que ces derniers méritent — pour la simple raison qu'il est bien difficile de lancer des réformes au moment où les nouveaux pays adhérents ne participent pas, à part entière, à ces mêmes institutions — nous avons toutefois de bonnes raisons d'être déçus et amers. Aucune solution n'a été donnée à l'un des problèmes fondamentaux de notre Communauté, celui précisément du renforcement du caractère démocratique de notre édifice communautaire.

Cependant, et d'une manière paradoxale, je voudrais dire que le problème des institutions, d'un point de vue objectif, est au centre des décisions prises au sommet de Paris, précisément parce que la dynamique qui a été déclenchée, l'élargissement des compétences de la Communauté et l'objectif qui a été défini, et sur lequel je reviendrai — je veux parler de l'union politique — conduisent fatalement ce processus à aboutir au fameux « centre de décision politique », au fameux « gouvernement européen » ainsi qu'au renforcement du caractère démocratique de notre Communauté. C'est pourquoi j'applaudis au fait que la Commission ait convoqué, au cours des travaux de Paris, le problème du gouvernement européen.

Je voudrais maintenant passer rapidement à deux problèmes politiques fondamentaux pour l'avenir. Le premier, l'Europe confrontée à l'évolution de la situation internationale; le second, le problème de l'union européenne.

Sur le premier point, on ne peut nier que l'Europe des neuf, qui a décidé de se transformer complètement, d'ici à deux ans, en une union européenne — objectif 80 —, sera confrontée dans les prochains jours et dans les prochains mois à certains événements qui seront déterminants pour l'équilibre inter-

national et qui, en particulier, seront de la plus haute importance pour l'avenir du continent européen.

Il s'agit d'un problème qui concerne en particulier — je prends un premier exemple significatif — les rapports de l'Europe et des États-Unis d'Amérique. En fait, nous savons déjà que l'une des premières préoccupations du président Nixon, au moment de sa réélection à la présidence des États-Unis, est de prévoir un voyage en Europe. Un réajustement de la politique américaine vis-à-vis de l'Europe se dessine aujourd'hui. Il est question de *burden sharing*, c'est-à-dire de répartition des charges, de négociations en vue d'une redéfinition des relations économiques internationales ou de négociations pour la réforme du système monétaire international; il est indéniable que nous sommes entrés dans une nouvelle ère où seront redéfinis les rapports entre les États-Unis et l'Europe.

Comme second exemple, je crois que l'on peut contester l'importance que revêt la conférence sur la sécurité et la coopération européenne. Cette conférence ne représente pas un objectif lointain parce que, d'ici à sept jours, auront lieu les premières réunions préparatoires. Par conséquent, d'une part nous avons l'« objectif 80 » — à savoir l'achèvement de la construction européenne grâce à la réalisation de l'union européenne et, d'autre part, nous aurons une confrontation immédiate, dans les prochains jours, avec une réalité internationale en mouvement, confrontation dont nous ne pouvons être absents.

Ces considérations ne traduisent pas un jugement négatif sur le sommet, mais elles soulignent la nécessité d'une cohérence absolue de la part de la Communauté quant à l'objectif que nous nous sommes donné de la transformer, d'ici à dix ans, en une union européenne. En d'autres termes, ceci signifie que, conformément à l'objectif que nous nous sommes donné, il nous faut traduire dans les faits les actes politiques les plus urgents, actes qui permettront à la Communauté d'être présente, en tant qu'interlocuteur valable, à ces échéances internationales, grâce, par exemple, à une nécessaire et urgente stratégie communautaire en ce qui concerne le développement, à une époque caractérisée par la détente, de la coopération entre les pays de l'Est, la Communauté européenne et les États membres de la Communauté. C'est un point qui est ébauché dans le communiqué final du sommet de Paris.

Enfin, Monsieur le Président, j'en arrive au problème de l'union européenne, élément nouveau de la plus haute importance.

Je n'ai jamais pensé qu'à ce stade de l'intégration européenne, il fût possible de dresser une cloison étanche entre le politique et l'économique, et ceci semble encore plus clair aujourd'hui, vu les décisions du sommet de Paris, car il est évident, à mon avis, que par exemple l'union économique et monétaire n'est qu'un volet de la réalisation des fina-

**Malfatti**

lités politiques du traité de Rome, l'autre volet étant l'union politique à réaliser dans les années 70. Et, avec le sommet de Paris, en s'en tenant aux faits, nous sommes objectivement plus avancés, Monsieur Amendola, qu'après les décisions du sommet de La Haye, parce qu'à ce moment-là, il s'agissait seulement de réaffirmer les finalités politiques du traité de Rome et qu'aujourd'hui ces finalités ont été précisées en un objectif général, celui de l'union européenne, pour lequel on définit une méthode : à savoir la participation de toutes les institutions communautaires à la préparation d'un projet en vue d'un nouveau sommet qui devra opérer des choix adéquats. On reprend de la sorte un dessein — disons-le — de type unitaire et, fait tout à fait nouveau, on en rend responsables toutes les institutions communautaires.

A ce propos — et j'arrive à ma conclusion — surgit un problème pour notre institution — le Parlement européen — et, d'une manière plus générale pour toutes les institutions communautaires, à savoir celui d'apporter un certain ordre, d'harmoniser et d'établir les ajustements nécessaires par rapport à toutes les dates fixées dans le calendrier du communiqué final du sommet de La Haye, ou, pour être plus précis, des dates qui ont un rapport plus direct avec l'objectif final de notre transformation en une « union européenne ». Je les rappelle rapidement : avant le 30 juin 1973 doit être présenté le second rapport dans le cadre de la coopération politique ; avant le 1<sup>er</sup> mai 1973, il faudra élaborer les mesures relatives à la répartition des compétences et des responsabilités entre les institutions communautaires et les États membres, mesures nécessaires au bon fonctionnement de l'union économique et monétaire ; avant le 30 juin 1973, auront lieu les délibérations du Conseil pour l'amélioration des procédures de décision ; enfin l'objectif final, pour 1975 : préparer le rapport sur l'union européenne qui permettra ultérieurement la réunion d'un nouveau sommet.

Il est clair que toutes ces questions sont liées parce que — comme je le disais au commencement — le processus, dans sa substance, dans sa dynamique et dans ses finalités, est un processus unitaire. Je forme des vœux pour qu'au début de l'année 1973, le Parlement européen soit à même de débattre ce problème fondamental ainsi que d'en fixer les modalités, les processus et les délais. Ce qui permettra à cette institution d'y apporter toute sa contribution, conformément à son passé, contribution que nous pouvons et voulons apporter pour promouvoir ce grand dessein qu'est l'union européenne.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Radoux.

**M. Radoux.** — Monsieur le Président, au cours des travaux de la commission politique relatifs au sujet

dont nous débattons, j'ai pu, sans très grande difficulté, marquer mon accord sur le rapport présenté par M. Müller, et je désire dire immédiatement, avant le vote, que je voterai ce rapport.

Mais, en commission politique, je me suis abstenu chaque fois que, dans le texte, figuraient les mots « union politique ». Il s'agit là d'un nouvel animal que l'on a créé à l'occasion de la Conférence des chefs d'État ou de gouvernement et, rejoignant un des collègues qui m'ont précédé, je refuse d'apposer ma signature au bas d'un terme sans savoir exactement ce qu'il recouvre.

On sait, au sein de ce Parlement, ce que je pense de la constitution de l'Europe future. Je le dis en termes lapidaires : ce ne sera pour moi ni une fédération, ni une confédération, mais quelque chose de bien spécifique à l'Europe, ce sera une Communauté.

Dans l'attente de savoir ce que veut dire « union politique », je me suis abstenu en commission, et, pour me mettre en ordre avec ce que j'ai dit en commission, je tenais, Monsieur le Président, à le répéter en séance publique.

**M. le Président.** — La parole est à M. le Président en exercice du Conseil.

**M. Schmelzer, président en exercice du Conseil des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, pourrais-je disposer de cinq ou dix minutes de réflexion avant de répondre ?

**M. le Président.** — Nous allons donc interrompre nos travaux pendant quelques minutes.

La séance est suspendue.

(La séance, interrompue à 16 h 30, est reprise à 16 h 45).

**M. le Président.** — La séance est reprise.

La parole est à M. le Président en exercice du Conseil de ministres.

**M. Schmelzer, président en exercice du Conseil des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, c'est avec intérêt que j'ai écouté les considérations formulées par les délégués et par la Commission européenne. Je ferai rapport à leur sujet aux autres membres du Conseil et à nos collègues des trois pays adhérents. Vous comprendrez qu'il m'est impossible de répondre en détail à tous les exposés.

M. Müller a présenté une proposition de résolution dont j'ai traité dans ma première intervention. J'ai pu comprendre que la majorité ou peut-être même la totalité du groupe de MM. Müller et Bertrand, ainsi que les groupes de MM. Giraud et Berkhouwer,

**Schmelzer**

pouvaient se rallier dans les grandes lignes à la proposition de résolution.

J'ai déjà eu l'occasion de porter devant le Parlement des Pays-Bas une appréciation sur les résultats de la conférence au sommet, tels que les voyait le gouvernement néerlandais. Je vous ai commenté ces mêmes résultats du point de vue du président en exercice du Conseil. Je n'ai pas grand-chose à ajouter, mais je souhaiterais répondre à quelques observations qui ont été faites et à quelques questions qui ont été posées.

M. Bertrand — et avec lui notamment M. Habib-Deloncle — s'est demandé pourquoi, dans le calendrier arrêté pour les divers secteurs, aucune date n'était fixée pour l'élaboration d'une politique énergétique. Le communiqué de la conférence au sommet précise que les institutions communautaires élaboreront une politique énergétique dans les meilleurs délais. Les chefs d'État ou de gouvernement ont estimé qu'il était judicieux de s'en tenir aux termes « dans les meilleurs délais ». La Communauté est dès à présent en train de rassembler des informations au sujet de la politique énergétique et de l'approvisionnement en énergie. Cette matière n'est pas des plus simples, si bien qu'à mon avis, il est sage de ne pas arrêter une date précise pour chaque point, vu l'ampleur du programme d'action. En ce qui concerne l'expression « dans les meilleurs délais », il ne fait aucun doute que le Parlement ne négligera pas de la rappeler, si nécessaire, aux ministres.

Dans les commentaires, un peu moins positifs, qu'il a consacrés aux accords conclus dans le domaine des relations extérieures, M. Bertrand a déclaré que ces accords étaient formulés en termes un peu plus vagues et qu'ils ne faisaient pas l'objet d'un calendrier. Je ferai observer au sujet de la coopération au développement et de la stratégie pour le développement qu'aux termes d'un accord conclu au Conseil, les ministres de la coopération au développement et leurs collègues des affaires étrangères présenteront pour le 1<sup>er</sup> mai 1973 au plus tard un rapport basé sur les propositions de la Commission européenne. Cela constitue déjà une certaine assise pour la politique de coopération au développement.

En ce qui concerne les pays industrialisés, il sera nécessaire pour la Communauté de définir une attitude en vue des négociations qui se dérouleront dans le cadre du GATT au milieu de l'année 1973. Pour ce qui est des relations avec les pays à commerce d'État — les pays du bloc oriental —, la Communauté devra avoir défini une position commune dans le domaine de la politique commerciale avant que ce problème ne soit abordé à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

M. Bertrand a cité dans ses commentaires des points qu'il jugeait moins positifs le sort réservé au Parle-

ment européen. Plusieurs autres orateurs ont exprimé les mêmes vues. M. Bertrand a déclaré que le texte sorti des délibérations ne peut guère se comparer à la résolution de juillet 1972 du Parlement européen. Il est évident que les chefs d'État ou de gouvernement n'ont pas voulu adopter à la conférence au sommet de Paris une attitude indifférente à l'égard du Parlement européen. J'ai constaté, dès ce matin, que, si le texte relatif au renforcement institutionnel et à la position du Parlement n'est peut-être pas aussi concret que celui des autres points, un certain nombre de déclarations d'intention ont cependant été formulées, qui devront être concrétisées et réalisées. M. Malfatti a fait observer à juste titre que les nouveaux membres se montrent évidemment hésitants devant ce renforcement des institutions et du Parlement, dans la mesure où ce renforcement implique une modification du traité. Je ne désespère pas que les formules restées assez vagues en matière institutionnelle pourront être concrétisées de manière raisonnable.

Sur le point des élections directes, je ferai observer que la position très claire du gouvernement des Pays-Bas est connue. Il ne m'appartient pas de vous la rappeler ici aujourd'hui et, en outre, cela reviendrait à porter de l'eau à la rivière. M. Bertrand a déclaré que le Parlement européen n'avait pas été prié d'élaborer un nouveau projet en matière d'élections. C'est peut-être dû au fait que nous avons conclu à Paris que ce serait faire preuve de peu d'élégance à l'égard du Parlement européen que de lui adresser une demande, voire de le charger d'une mission. Nous sommes partis du principe que le Parlement européen élargi des Neuf présenterait une proposition nouvelle concernant des élections européennes directes. Je ne vous cacherai d'ailleurs pas, Monsieur le Président, qu'il existait certaines divergences de vues parmi les participants à la conférence de Paris au sujet du problème de l'élection directe des membres du Parlement européen. Nous avons cependant été d'accord pour estimer que nous ne devions pas adresser de demande au Parlement européen, parce que nous pouvions supposer avec certitude qu'il présenterait lui-même ses propositions. Mais à la Conférence de Paris nous nous sommes bien demandé si nous pouvions nous mettre d'accord sur un délai précis, dans lequel le Conseil pourrait se prononcer sur une proposition nouvelle émanant du Parlement européen.

Aucun accord n'a été réalisé sur ce point à la conférence de Paris.

Monsieur le Président, je puis me rallier complètement aux paroles que M. Malfatti a prononcées au sujet des relations entre l'Europe et les pays tiers. Aussi ne dois-je rien ajouter à son exposé.

Le président de la Commission européenne et MM. Berkhouwer et Amendola ont abordé un autre sujet : la déception profonde quant à la manière



**Schmelzer**

dont les ministres des affaires économiques et des finances se sont acquittés de la mission dont ils avaient été chargés en ce qui concerne la lutte contre l'inflation.

Monsieur le Président, je puis comprendre qu'une certaine impatience se manifeste en l'occurrence. Cependant, je me permettrai de mettre en garde contre un trop grand défaitisme. C'était la première fois que les ministres des affaires économiques et des finances se réunissaient après la conférence au sommet, pour aborder ce problème extrêmement complexe. Comme je l'ai déjà dit dans mon exposé précédent, il s'agit d'un problème qui exige que des mesures soient prises dans divers secteurs, tels que la politique monétaire, la politique des revenus, la politique budgétaire; c'est donc un problème d'une extrême complexité. Cependant je voudrais faire observer que, si dans plusieurs domaines de la lutte contre l'inflation aucun accord portant sur des chiffres précis n'a été réalisé au cours de la réunion des ministres des affaires économiques et des finances, il est cependant certains points pour lesquels des chiffres ont été arrêtés et d'autres pour lesquels des décisions ont été prises du point de vue qualitatif.

C'est notamment le cas en ce qui concerne l'évolution du niveau des prix à la consommation en 1973, le contrôle des prix des produits et services industriels, la limitation des liquidités monétaires et quasi monétaires, le contrôle du niveau des taux d'intérêts et de la politique du crédit, une politique budgétaire très stricte et chiffrée avec précision, les mesures que j'ai déjà évoquées en ce qui concerne la viande de bœuf et les pommes de terre, la politique en matière de concurrence et la politique commerciale. Encore une fois, tout ne fait pas l'objet de chiffres précis, mais j'estime cependant que c'est un début, en tout cas, et que, dès lors, il ne faut pas nécessairement voir l'avenir sous des couleurs trop sombres.

Monsieur le Président, M. Habib-Deloncle a dit à juste titre que la conférence au sommet n'était pas un aboutissement mais un « *point de départ* » pour la grande entreprise que constitue la construction européenne. Je suis de son avis sur ce point. Mais je me permettrai une remarque au sujet de sa déclaration selon laquelle les « *finalités* » de Paris sont plus importantes et — à ce que j'ai compris — vont plus loin que les « *finalités des traités* ».

On a beau évoquer ces « *finalités* » de Paris, et M. Habib-Deloncle a cité les « *finalités humaines et sociales* », « *la personnalité de l'Europe* », etc., j'estime qu'avant tout cela, avant toutes les déclarations et décisions de Paris, il y a les bases qui ont été jetées dans les traités, il y a les traités et l'acquis communautaire qui s'est formé en 14 années d'action communautaire et qui a été garanti par le traité d'adhésion. Je ne veux pas perdre de vue le

lien existant entre les décisions de Paris et les dispositions et objectifs des traités. M. Habib-Deloncle m'a également demandé si la date du 1<sup>er</sup> janvier 1974 arrêtée pour le programme d'action et figurant à la fin du paragraphe 7 — qui concerne la politique industrielle, scientifique et technologique — s'applique à tout le paragraphe ou seulement à sa dernière partie. Si je me rappelle bien ce qui s'est dit à Paris, on a certainement voulu que la date arrêtée pour l'élaboration du programme d'action s'applique à tout le paragraphe.

**M. Habib-Deloncle.** — Très bien !

**M. Schmelzer.** — M. Furler a donné des résultats de la conférence au sommet une vue plus négative que celle qui se dégage des interventions d'un certain nombre de ses collègues, particulièrement en ce qui concerne les problèmes institutionnels et la position du Parlement. Je ne vais pas me lancer dans une controverse sur ce point, au sujet duquel j'ai déjà donné mon sentiment. Mais je ne puis partager les préoccupations de M. Furler, lorsqu'avec M. Radoux, qui à ce que j'ai pu comprendre s'en montre aussi quelque peu préoccupé, il exprime son appréhension marquée devant l'introduction de la notion d'Union européenne et qu'il adopte une position très critique à l'égard de la formule disant que l'ensemble des relations des États membres devrait être transformé en une Union européenne.

Si cette formule se présentait isolément dans un discours, je pourrais concevoir que l'on se demandât : « Qu'est-ce que cela peut bien vouloir dire ? » Mais il faut évidemment la voir dans le contexte de l'ensemble des débats et des décisions de Paris. On y a réussi — et c'est heureux selon moi — à incorporer au programme d'action de la Communauté quantité de normes politiques dont il n'était pas du tout certain qu'elles seraient incluses dans les activités de la Communauté; je citerai la politique monétaire, la politique sociale, l'environnement. La mission d'élaborer les programmes d'action les concernant a été confiée aux institutions de la Communauté et — comme M. Furler l'a également fait observer — la formule finale fait allusion au respect absolu des traités déjà sous-crits.

Face à ces déclarations pessimistes, je voudrais enfin affirmer que la conviction montrée par tous les pays intéressés et la pratique amèneront très vraisemblablement une lente progression dans la construction d'une Communauté plus efficace et plus démocratique; nous ne pouvons évidemment pas encore donner à cette communauté une qualification historique déterminée; elle sera une construction « *sui generis* », mais qui devra être efficace et démocratique. La notion d'Union européenne ne suscite aucune difficulté en ce qui me concerne, étant donné que c'est de nous tous, et donc du Parlement européen également, que dépend l'édification de la Communauté.

**Schmelzer**

M. Amendola a brossé un tableau très sombre de la conférence au sommet. Je crains ne pouvoir le faire changer d'avis. Il nous a dit que l'Europe n'a guère de résonnance parmi la jeunesse, ni dans les syndicats, ajoutant que, dans la presse, la conférence au sommet est passée des premières pages aux dernières.

Je puis vous affirmer avoir lu pendant la conférence au sommet un certain nombre de journaux de divers pays, qui consacraient dans leurs premières pages de très beaux articles et des photos à cette conférence. Par ailleurs, c'est à nous qu'il appartient de décider de la vigueur de l'appel à lancer aux jeunes générations et aux organisations syndicales. Si, sur le plan régional et social, nous menons une action vigoureuse en faveur des pays en voie de développement et de la protection de l'environnement, nous pourrions également enthousiasmer la jeunesse.

Naturellement, le renforcement des institutions et du Parlement européen doit être tel qu'il permette à nos populations d'en avoir une image plus vivace dans leur esprit, leurs sentiments et leur cœur. C'est une tâche dont il nous faudra nous acquitter nous-mêmes.

En ce qui concerne la politique sociale, la nécessité de la participation des partenaires sociaux à son élaboration a été nettement soulignée, comme a été réclamée la collaboration des travailleurs dans les entreprises. Ce sont là des points auxquels M. Amendola aurait dû se montrer sensible.

S'agissant de gouvernements qui se trouvent à la veille d'élections, le même orateur a demandé quelle pouvait être vis-à-vis des Parlements la valeur des décisions que ces gouvernements ont prises à la conférence au sommet. Il a demandé s'ils avaient encore droit de parole. Je ne puis évidemment répondre que pour les Pays-Bas ; je dirai donc que le traité d'adhésion a été examiné hier à la Première Chambre des États Généraux des Pays-Bas et qu'à cette occasion il a également été question de la conférence au sommet. Le traité d'adhésion a été adopté à l'unanimité des membres présents de tous les partis, donc des partis du gouvernement comme de ceux de l'opposition, moins les voix du parti communiste des Pays-Bas. En tout cas, pour ce qui est des Pays-Bas, il est permis d'affirmer que sur le plan de la politique européenne il n'existe pas de divergence fondamentale entre le gouvernement et l'opposition. Je suis heureux de voir opiner du bonnet M. Broeks, qui représente un parti néerlandais d'opposition et qui est également un des membres éminents de la Première Chambre.

Puis-je souligner en ce qui concerne les observations que M. Amendola a faites au sujet des relations avec les États-Unis que le communiqué de la conférence au sommet ne dit pas que la Communauté doit être autonome ; il précise qu'un dialogue constructif est souhaitable. Pour ma part, j'ai la conviction que, si nous progressons dans la construction d'une Union euro-

péenne véritable et si nos populations ressentent davantage l'existence de la Communauté européenne, nous serons d'autant plus capables de porter une part de la responsabilité collective du monde et de donner à ce dialogue constructif une orientation positive pour la paix mondiale.

Évoquant la politique régionale, M. Thiry s'est demandé si celle-ci n'était pas trop peu concrète et si les ministres la prenaient réellement au sérieux. Je n'ai pas la moindre raison de douter des intentions des ministres, de leur détermination de prendre cette affaire au sérieux et d'agir. Évidemment, des préalables techniques et financiers sont requis, mais le passage en question n'a pas été inséré dans le communiqué « pour la galerie ». C'est un passage qui a été inséré intentionnellement dans l'ensemble formé par les politiques sociale, économique et monétaire et qui s'inspire de l'idée qu'un équilibre humain et socio-économique est nécessaire dans la Communauté.

Monsieur le Président, dans ma réponse, j'ai consacré moins d'attention aux observations formulées par MM. Müller, Bertrand, Giraud, Malfatti et Berkhouwer ; dans leur appréciation positive de la conférence au sommet leurs vues se rapprochent fortement de mes propres opinions ; en ce qui concerne l'aspect négatif de ces appréciations, je vous rappelle que j'en ai non seulement pris note mais encore que j'ai promis de faire rapport à leur sujet.

J'espère que vous m'approuverez d'avoir accordé plus d'attention aux déclarations de ceux qui ont formulé des observations négatives sur la conférence au sommet dans son ensemble.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Burgbacher.

**M. Burgbacher.** — (A) Monsieur le Président, Monsieur le Président du Conseil, mes chers collègues, tout en remerciant M. Müller et M. le Président du Conseil des réponses détaillées qu'ils ont bien voulu nous donner, je voudrais me limiter à une observation qui, vous le comprendrez, me tient à cœur. Elle concerne la politique énergétique.

Il faut reconnaître que la Conférence au sommet s'est préoccupée de ce thème qu'elle avait quelque peu ignoré pendant de longues années, et qu'elle a pris position dans une déclaration brève, mais riche en substance. Cette importante déclaration marque un tournant dans les grandes orientations de la politique énergétique. Jusqu'ici, tous les problèmes de l'énergie étaient conditionnés par les prix qui avaient toute priorité. Or, pour la première fois la priorité est désormais reconnue aux aspects qui, à la longue, s'avèrent être les plus importants, à savoir ceux qui ont trait à la sécurité et à la permanence de l'approvisionnement. Cela répond exactement au souhait exprimé ici même et à l'unanimité par votre Parle-

**Burgbacher**

ment et par votre commission de l'énergie, quelques semaines avant le début de la Conférence au sommet. Ayant assumé pendant de longues années la présidence de la commission de l'énergie, et en ma qualité actuelle, de membre de cette commission, je suis très reconnaissant que la Conférence au sommet ait formulé cette constatation ; j'espère et je souhaite que personne ne l'oublie au fur et à mesure que le temps s'écoulera.

Or, le président du Conseil vient de dire qu'aucun délai n'a été décidé, et certains d'entre nous, également, ont critiqué l'absence de délai pour la mise en œuvre d'une politique énergétique définitive.

Bien que je ne l'estime pas décisif en l'espèce, je partage cet avis, Monsieur le Président — et c'est la raison pour laquelle j'ai demandé la parole : dans une économie énergétique moderne, il est capital qu'un délai d'environ huit ans s'écoule entre le moment de la décision et celui auquel l'on dispose des entreprises énergétiques dont la construction a été décidée. En d'autres termes, il ne sert à rien que le Conseil et le Parlement ne se penchent sur une éventuelle pénurie d'énergie ou sur quelque autre perturbation qu'au moment où le danger devient aigu ; au contraire, la politique de l'énergie ne saurait remplir ses tâches que si les prévisions portent sur huit ans. J'insiste vivement sur cet aspect de la question, ce délai de huit ans n'étant pas indispensable, en revanche, dans d'autres domaines. En l'espèce, son respect est impératif ; c'est pourquoi je vous mets en garde, réfléchissez-y à temps ! Il est bien entendu plus difficile de réfléchir dès à présent à toutes ces questions qu'au moment où le danger est imminent. Dans cette dernière hypothèse, toutefois, les jeux sont faits en ce qui concerne le secteur énergétique.

Il s'y ajoute le fait que l'industrie énergétique du marché commun doit encore combler un retard. Il faut songer non seulement au fait que la demande en énergie n'est pas loin de doubler tous les dix ans, mais aussi au retard réel que nous enregistrons sur le marché mondial par rapport à nos concurrents présents ou futurs. L'URSS offre à ses ressortissants et à son économie une quantité d'énergie d'environ 2,5 fois supérieure à celle dont nous disposons aujourd'hui dans le Marché commun des Neuf ; les États-Unis peuvent offrir à leurs ressortissants et à leur économie une quantité d'énergie égale au quadruple de celle offerte par la CEE des Neuf. Si nous ne parvenons pas, pour le moins, à réduire ces écarts, la compétitivité de l'économie communautaire risque d'être sérieusement compromise dans un avenir lointain, c'est-à-dire dans dix ou vingt ans.

J'ai voulu brièvement attirer votre attention sur ces deux points, à savoir les délais de mise en œuvre et la nécessité de rattraper notre retard sur le marché mondial.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Schmelzer.

**M. Schmelzer, président en exercice du Conseil des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, M. Burgbacher n'attend certainement pas de moi que j'aborde dès à présent la question de la politique énergétique. C'est une matière très complexe, qui sort des limites du présent débat. Complexe cette matière l'est notamment en raison, d'une part, des problèmes en relation avec les efforts propres et la responsabilité des entreprises intéressées et, d'autre part, des possibilités d'approvisionnement sûr et durable grâce aux mesures des gouvernements nationaux et à l'influence de la Communauté. Je prends cependant bonne note de ses observations et je ferai rapport à leur sujet.

La deuxième observation de M. Burgbacher concerne la proposition de résolution présentée par M. Berkhouwer en matière de lutte contre l'inflation. Peut-être cette proposition de résolution sera-t-elle encore discutée séparément, mais je tiens à faire observer dès à présent que j'espère que le Parlement voudra tenir compte dans ses considérations des remarques que j'ai faites à ce sujet et qui, j'en ai la conviction, permettront d'aboutir à une appréciation beaucoup moins négative que celle qui résulte des exposés de MM. Mansholt et Berkhouwer. J'ai demandé de faire preuve de plus de confiance dans l'action des ministres des affaires économiques et des finances.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Passons maintenant à l'examen de la proposition de résolution qui figure dans le rapport de M. Müller.

La parole est à M. Berkhouwer au nom du groupe des libéraux et apparentés.

**M. Berkhouwer.** — (N) Monsieur le Président, j'ai eu l'honneur de présenter cette proposition de résolution au nom de mes amis politiques. J'ignore si elle doit être discutée au cours du présent débat. L'urgence a été demandée. En réponse aux paroles de M. Schmelzer je voudrais formuler les observations suivantes. Si je puis comprendre sa réaction, qu'il ne s'émeuve pas lorsqu'à mon tour je lui demande de faire preuve de compréhension pour les mobiles qui nous animent. Ce texte n'est pas une motion de méfiance ; nous ne souhaitons pas renverser le Conseil. C'est un pouvoir que ce Parlement ne possède pas encore...

**M. Habib-Deloncle.** — On ne l'aura pas de sitôt !

**M. Berkhouwer.** — ... C'est ce que j'ai constaté, mon cher ami ! Alors que l'on a décidé solennellement à la conférence au sommet de s'attaquer à l'inflation et que l'on a chargé toutes les institutions de faire le nécessaire dans ce but, aucune décision n'a été prise à

**Berkhouwer**

la toute première réunion qu'ont tenue les ministres des finances et des affaires économiques après la conférence. Le seul résultat de cette réunion du Conseil, ce sont les quelques recommandations relatives à la limitation de la hausse des prix à 4 %. Et cela à un moment où les prix crèvent ce plafond partout et particulièrement dans mon pays, où leur augmentation est la plus rapide. Si vous jetez un coup d'œil sur les statistiques relatives à leur évolution au cours des derniers mois aux Pays-Bas, vous verrez que celle-ci est incroyable ! Eh bien la chose est toute simple : le Parlement européen déclare déplorer cette situation ! En effet, la toute première fois qu'il a fallu prendre une décision à ce sujet, le Conseil n'y est pas parvenu.

**M. le Président.** — Je viens de recevoir à l'instant votre proposition de résolution avec demande de discussion d'urgence.

Si l'Assemblée est d'accord, nous allons continuer à examiner le rapport de M. Müller et, quand cette discussion sera terminée, la présidence présentera votre proposition de résolution, Monsieur Berkhouwer. Ce sont deux débats différents, tout au moins dans leur déroulement.

Nous reprenons l'examen de la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Müller.

La parole est à M. Habib-Deloncle pour une explication de vote sur le préambule.

**M. Habib-Deloncle** (*non revu par l'orateur*). — Le préambule vise la résolution du 5 juillet, que nous n'avons pas votée ; nous en avons contesté assez violemment le caractère, et en conséquence nous ne voterons pas cette partie du préambule.

**M. le Président.** — Nous prenons acte de cette déclaration.

Je mets aux voix le préambule.

Le préambule est adopté.

Sur les paragraphes 1 à 7, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 1 à 7 sont adoptés.

Après le paragraphe 7, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par M. Offroy, au nom du groupe de l'UDE et dont voici le texte :

Insérer un paragraphe 7 bis (nouveau) libellé comme suit :

« — qu'un programme précis ait été élaboré de nature à permettre à la Communauté de disposer des moyens nécessaires à la mise en œuvre d'une

véritable politique industrielle, scientifique et technologique. »

La parole est à M. Offroy pour défendre cet amendement.

**M. Offroy.** — Monsieur le Président, cet amendement est assez simple.

J'ai noté que dans la résolution de M. Müller, on reprenait les points essentiels des décisions prises à la Conférence au sommet. Les décisions qui concernent la politique industrielle, technologique et scientifique n'étaient pas mentionnées bien qu'elles soient d'une très grande importance.

Les débats qui ont eu lieu hier dans le cadre du budget nous ont montré qu'il y avait, d'une part, la nécessité d'adopter une politique commune dans ce domaine et, d'autre part, un très grand retard dans les décisions du Conseil à ce sujet.

Je me félicite donc particulièrement de voir que la Conférence au sommet a relancé cette idée, qu'elle a même prévu un calendrier pour la présentation des propositions à faire à ce sujet ; je crois donc qu'il serait utile d'ajouter cet alinéa à tout ceux qui existent déjà, de manière à montrer l'intérêt que nous attachons à la politique industrielle, technologique et scientifique.

**M. le Président.** — La parole est à M. Bertrand.

**M. Bertrand, rapporteur suppléant.** — (N) Monsieur le Président, je puis me rallier à cette proposition d'amendement de M. Offroy. Si notre proposition de résolution mentionne la politique dans tous les secteurs, à l'exception de la politique industrielle, scientifique et technologique, nous sommes effectivement en présence d'une lacune.

**M. le Président.** — La parole est à M. Radoux.

**M. Radoux.** — Le groupe socialiste peut marquer son accord.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix l'amendement n° 1.

L'amendement n° 1 est adopté.

Sur les paragraphes 8 à 10 je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix les paragraphes 8 à 10.

Les paragraphes 8 à 10 sont adoptés.

Après le paragraphe 10, je suis saisi d'un amende-

**Président**

ment n° 2, présenté par M. Habib-Deloncle au nom du groupe de l'UDE et dont voici le texte :

Insérer un paragraphe 10 bis (nouveau) libellé comme suit :

« 10 bis. que la Conférence au sommet des Chefs d'État et de gouvernement ait confié aux institutions de la Communauté des mandats importants concernant la mise en œuvre des différentes politiques qui constituent la réalité concrète de la construction de l'Europe, et se déclare prêt, pour sa part, à assumer à cet égard toutes les responsabilités qui découlent pour lui tant du traité que du communiqué de Paris. »

La parole est à M. Habib-Deloncle pour défendre cet amendement.

**M. Habib-Deloncle.** — Monsieur le Président, lorsque, ce matin et cet après-midi, le bilan a été dressé des résultats de la Conférence au sommet de Paris, plusieurs orateurs ont été d'accord pour dire qu'il y avait un progrès non seulement en ce sens qu'un calendrier précis a été fixé pour un certain nombre de réalisations et la définition de certaines actions, mais encore en ce sens que des mandats ont été confiés sur différents points aux institutions communautaires prises dans leur ensemble pour la mise en œuvre de ces politiques. M. Mansholt s'est félicité particulièrement de ce qu'ainsi certaines réalisations prenaient un caractère nettement communautaire.

J'ai moi-même repris ce point de vue dans mon intervention et j'ai relevé que les organes compétents de la Communauté doivent soumettre des rapports en matière de défense de la monnaie et de mise en commun des réserves, en matière de politique régionale, notamment pour la mise en place du Fonds régional, en matière sociale pour la mise en place du programme d'action sociale et pour la politique industrielle, scientifique et technologique dont parlait à l'instant M. Offroy. A cet égard, je remercie M. le Président en exercice du Conseil de ministres d'avoir précisé que la date du 1<sup>er</sup> janvier 1974 s'applique non seulement à la politique scientifique et technologique, mais aussi à la politique industrielle.

Les institutions communautaires sont également invitées à intervenir en tant que telles en ce qui concerne l'établissement du programme d'action sur l'environnement, sur l'énergie, même si avec M. Burgbacher je déplore qu'aucune date n'ait été fixée.

Les institutions communautaires doivent réaliser au cours de l'année 1973 les études sur les relations extérieures de la Communauté.

Enfin, les institutions communautaires — certaines d'entre elles ou toutes — doivent, aux termes des paragraphes 15 et 16, participer au développement institutionnel.

Il me semble que nous devrions marquer notre satisfaction de ce résultat positif de la Conférence au sommet, qui est assez différent de l'appréciation plus ou moins nuancée que l'on peut porter sur l'aspect purement institutionnel du bilan et sur les engagements que nous prenons aux paragraphes 26 et 27 de la résolution en ce qui concerne l'amélioration de la procédure de décision et des méthodes de travail des institutions et le développement ultérieur des objectifs politiques de la Communauté contenus dans les traités.

C'est pourquoi j'ai déposé un amendement demandant, entre autres choses, que le Parlement se félicite de ces mandats importants confiés aux institutions de la Communauté concernant la mise en œuvre des différentes politiques dont j'estime qu'elles constituent la réalité concrète de la construction européenne. Je crois qu'il est bon que le Parlement se déclare prêt, pour sa part, à assumer à cet égard toutes les responsabilités qui découlent pour lui, tant des traités, que du communiqué de Paris. Je souhaiterais que le Parlement, par cette formule, prenne acte du fait que lorsqu'on parle des institutions communautaires, il ne s'agit pas seulement des deux institutions de proposition et de décision que sont la Commission et le Conseil, mais également de cet organe de délibération représentant les peuples, qu'est le Parlement.

Pour toutes ces raisons, je demande à l'Assemblée d'adopter cet amendement, que je n'avais pas formulé en commission en raison des conditions un peu hâtives dans lesquelles nous avons délibéré, sans qu'il y ait remise en cause des décisions de la commission, et simplement pour apporter un complément, à mon avis fort important et positif, au rapport de la commission politique.

**M. le Président.** — La parole est à M. Giraud.

**M. Giraud.** — Monsieur le Président, au nom du groupe socialiste, je donne mon accord sur l'amendement qui vient d'être déposé, surtout dans la mesure où il a trait à l'activité du Parlement, mais cela ne réduit en rien le scepticisme et les réserves que nous avons manifestés sur la complexité de ce calendrier, sur la multiplicité des mandats et la position d'expectative quant à leur application en temps utile.

**M. le Président.** — La parole est à M. Bertrand.

**M. Bertrand, rapporteur suppléant.** — (N) Monsieur le Président, je dois reconnaître que cet amendement de M. Habib-Deloncle comporte un aspect positif, qui doit être matérialisé dans notre proposition de résolution ; je ne crois pas, cependant, qu'il doive figurer à la suite du paragraphe 10, les premiers dix paragraphes de notre proposition de résolution ne traitant que des résultats positifs de la Conférence au sommet, alors qu'aux termes de cet amendement de

**Bertrand**

M. Habib-Deloncle, le Parlement assume une responsabilité.

M. Habib-Deloncle a affirmé — et il a raison — que les paragraphes 25 et 26 sont limitatifs et qu'ils ne traitent que de manière insuffisante de la question. Voici donc ce que je proposerais :

Au paragraphe 24 de la proposition de résolution, il est dit : « en appelle au Conseil et à la Commission des Communautés européennes pour que, dans le respect des délais indiqués par la Conférence de Paris, des décisions soient adoptées afin de donner une nouvelle impulsion à la construction communautaire ».

Comme au paragraphe 24 nous en appelons au Conseil et à la Commission, nous pouvons inclure l'amendement de M. Habib-Deloncle à la suite de ce paragraphe en tant que paragraphe 24 bis, étant entendu que ce paragraphe commencerait par les termes : « reconnaît que la Conférence au sommet... », le reste du texte proposé par M. Habib-Deloncle demeurant inchangé. L'amendement se retrouverait ainsi à sa juste place dans le contexte de la proposition de résolution, en ce sens que le Parlement, après en avoir appelé au Conseil et à la Commission, assume toutes les responsabilités qui découlent pour lui tant du traité que du communiqué de Paris.

Dans ces conditions, je puis accepter, en tant que rapporteur suppléant, l'amendement de M. Habib-Deloncle.

**M. le Président.** — Quel est votre avis, Monsieur Habib-Deloncle, sur la proposition de M. Bertrand ?

**M. Habib-Deloncle.** — Je suis sensible aux efforts que fait M. le Rapporteur pour comprendre le point de vue des membres de mon groupe.

Je suis d'accord pour déplacer ce paragraphe. Toutefois, je considère que le terme « reconnaît » est un peu neutre et je préférerais la formule « estime important ».

Encore une fois je suis d'accord pour déplacer ce paragraphe pour autant qu'on émet un jugement de valeur.

**M. le Président.** — Quel est l'avis du rapporteur ?...

**M. Bertrand, rapporteur.** — Je suis d'accord.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement ainsi modifié et compte tenu de son insertion après le paragraphe 24.

L'amendement ainsi modifié est adopté.

Aux paragraphes 11 à 18, je suis saisi d'un amendement n° 3 présenté par M. Triboulet, au nom du

groupe de l'UDE, ainsi que d'un amendement n° 3/ corrigé.

Voici le texte de ces deux amendements :

— Amendement n° 3 :

Remplacer le mot : « déplore » et les paragraphes 11 à 18 par ce qui suit :

« souhaite :

- par. 11 : que l'accord sur la mise en œuvre d'une politique globale de coopération à l'aide au développement à l'échelle mondiale débouche rapidement... (texte inchangé)
- par. 12 : que les engagements tendant à améliorer les procédures de décision et le fonctionnement des institutions reçoivent, à bref délai, un contenu concret, permettant une amélioration profonde de la procédure de décision entre la Commission, le Conseil et le Parlement, dans le respect des traités.
- par. 13 : que, dans la perspective de l'union économique et monétaire, le Parlement européen dispose des pouvoirs de contrôle qui échapperaient aux Parlements nationaux.
- par. 14 : que, conformément à la décision du 22 avril 1970, la Commission saisisse enfin le Conseil de ses propositions tendant à renforcer les pouvoirs de contrôle budgétaire du Parlement.
- par. 15 : que des mesures soient prochainement arrêtées permettant, dans le cadre de la coopération politique, d'adopter des positions communes à moyen et long terme.
- par. 16 : que, les Chefs d'État ou de gouvernement s'étant donné comme objectif majeur de transformer, avant la fin de l'actuelle décennie et dans le respect absolu des traités déjà souscrits, l'ensemble des relations des États membres en une Union européenne, le Parlement européen soit pleinement associé à la mise en œuvre de cette union au sein de laquelle son rôle doit être considérablement renforcé. »

— Amendement n° 3/ corrigé :

Il y a lieu de lire le paragraphe 14 proposé par cet amendement, comme suit :

- « § 14. que, conformément au traité du 22 avril 1970 et aux déclarations qui l'accompagnent, la Commission des Communautés saisisse enfin le Conseil de ses propositions tendant à renforcer les pouvoirs budgétaires »

## Président

taires et les pouvoirs de contrôle du Parlement européen ».

La parole est à M. Habib-Deloncle, suppléant M. Triboulet, pour défendre ces deux amendements.

**M. Habib-Deloncle.** — Monsieur le Président, ayant dû s'absenter, le président de notre groupe m'a chargé de défendre cet amendement.

Je regrette qu'il ne soit pas là lui-même pour le faire, non que je ne souscrive pleinement à cet amendement, mais parce que j'estime qu'ayant participé aux travaux de la commission politique, je suis moins libre qu'il ne l'était lui-même pour en parler.

Le rapport de M. Müller fut, dès l'origine, fondé sur un triptyque. Très égalitaire, dans sa première version, ce triptyque était un peu moins symétrique dans la deuxième, puisqu'il accordait, et je m'en réjouis, plus de place aux éléments positifs qu'aux éléments négatifs. Dans les éléments positifs, le Parlement se réjouissait des résultats obtenus ; dans les éléments négatifs, il déplorait certains aspects ; enfin, dans les éléments d'avenir, il adoptait certaines positions.

Cette attitude d'esprit nous paraît tout à fait compréhensible, mais elle pourrait s'exprimer différemment.

En définitive, comme nous l'avons marqué dans nos interventions, les uns et les autres — je n'ai pas été le seul à le faire, et M. le Président en exercice du Conseil a bien voulu me donner acte de son accord avec notre pensée là-dessus —, la Conférence de Paris n'est pas un point d'arrivée, mais un point de départ ou une étape.

En second lieu, la Conférence de Paris ne suspend pas l'activité des institutions communautaires : elle donne un cadre, elle trace des directives, mais rien n'empêche le Conseil, la Commission et le Parlement de continuer à se saisir d'un certain nombre de problèmes qui sont insuffisamment précisés à nos yeux dans le communiqué de Paris. C'est le cas, par exemple, de la politique d'aide au développement ; de la politique énergétique, dans la mesure où les dates ne sont pas suffisamment fixées ; de la lutte contre l'inflation et, à cet égard, la proposition de résolution de notre collègue M. Berkhouwer — je le dis en passant — paraît correspondre tout à fait à nos vues.

Dans ces conditions, nous souhaitons qu'au lieu de *déplorer*, attitude, en soi, un peu stérile, nous prenions acte de certaines lacunes, mais en indiquant immédiatement ce que les institutions communautaires doivent faire pour y remédier.

Je ne m'opposerais pas pour ma part, et je suis sûr que M. Triboulet ne s'y opposerait pas non plus, au remplacement du mot *souhaite* par un terme plus fort, qui serait *demande*... « au Conseil et à la Commission des Communautés, chacun pour ce qui le concerne, que, etc. ». En effet, ce sont des demandes

que nous devons faire à des institutions responsables et qui ont parfaitement qualité pour continuer à faire progresser la construction communautaire.

Quelles sont ces demandes ?

Nous avons repris purement et simplement le paragraphe 11 de la résolution de M. Müller. Je signale, en passant, que c'est moi-même qui, en commission, avais fait transférer ce paragraphe de l'endroit où l'on se *félicite* à l'endroit où l'on *déplore*. Je ne suis donc pas suspect en ce domaine ! Nous demandons que l'accord théorique obtenu sur la politique d'aide au développement se traduise, comme le demandent M. Müller et la commission, par l'affectation à cette aide de 0,7 % du produit national brut de la Communauté et par l'accroissement annuel de 15 % des importations en provenance des États intéressés. La rédaction est donc la même, mais nous demandons que le Conseil fasse en sorte que cet effort aboutisse. Plutôt que de *déplorer* devant le mur des lamentations, nous *demandons* que quelque chose soit fait.

De même, nous demandons que les engagements — que l'on peut juger négligeables, mais que le Parlement, lui, n'a pas, selon moi, intérêt à juger tels — tendant à améliorer les procédures de décision et le fonctionnement des institutions, reçoivent un contenu concret. Le paragraphe 15 du communiqué de Paris contient un certain nombre de bonnes intentions. Que va-t-il en être ? Plutôt que de déplorer que l'on n'en ait pas dit plus, nous souhaitons que très rapidement elles se concrétisent.

Quant à notre paragraphe 13, je le trouve beaucoup plus précis qu'aucune des rédactions de M. Müller. C'est, en effet, notre groupe — notez-le — qui demande « que, dans la perspective de l'union économique et monétaire, le Parlement européen dispose des pouvoirs de contrôle qui échapperaient aux Parlements nationaux ». Voilà quelque chose de concret !

L'alinéa 2 du paragraphe 15 du communiqué de Paris déclare que la Commission devra soumettre avant le 1<sup>er</sup> mai 1973, conformément à la résolution du 22 mars 1971, les mesures relatives à la répartition des compétences et des responsabilités entre les institutions de la Communauté et les États membres qui sont nécessaires au bon fonctionnement d'une union économique et monétaire. Avec tous les groupes de cette Assemblée, mais clairement, nous disons que, dans cette perspective, le Parlement européen doit hériter des pouvoirs de contrôle qui vont échapper aux Parlements nationaux. Ce transfert n'est donc pas un transfert de l'institution parlementaire vers l'institution gouvernementale, mais un transfert en quelque sorte homothétique, avec les transpositions nécessaires à l'échelon européen.

Au paragraphe 14, nous demandons à la Commission, comme le Parlement l'a déjà fait, de nous saisir, conformément à la décision du 22 avril 1970, confir-

**Habib-Deloncle**

mée par la Conférence au sommet, des propositions qui tendent à renforcer les pouvoirs de contrôle budgétaire du Parlement. Dans ce domaine, ne mettons pas la Conférence au sommet en accusation. Elle constate qu'une mécanique avait été prévue le 22 avril 1970, que le Conseil s'était déclaré prêt à examiner des propositions qui émaneraient de la Commission pour l'extension des pouvoirs budgétaires et des pouvoirs de contrôle du Parlement européen. Sur ce point, nous avons constaté, sur rapport de M. Spénale, que la Commission n'avait pas rempli ce mandat.

Il ne faut donc pas déplorer, mais demander à la Commission de nous saisir. C'est là que nous avons accepté un corrigendum, car on nous a fait observer que notre rédaction était trop restrictive. Ce corrigendum se lit : « que, conformément à la décision du 22 avril 1970 et aux déclarations qui l'accompagnent, la Commission des Communautés saisisse enfin le Conseil de ses propositions tendant à renforcer les pouvoirs budgétaires et les pouvoirs de contrôle du Parlement européen ».

Le paragraphe 15 concerne la coopération politique. Quant au paragraphe 16, il a trait à cette fameuse union européenne devant laquelle certains ont une attitude réservée, mais dont nous estimons qu'il s'agit d'un point positif. Le Parlement doit être pleinement associé aussi à la mise en œuvre de cette union. Il est certain qu'aux termes de l'évolution, le rôle du Parlement devra être considérablement renforcé.

Voilà ce que nous avons demandé comme éléments positifs. Peut-être avons-nous omis tel ou tel point. Peut-être avons-nous été — on ne s'en étonnera pas — assez discrets sur le problème de l'élection directe du Parlement au suffrage universel. Je serais d'ailleurs prêt à ajouter un paragraphe pour indiquer que des mandats précis doivent être donnés aux institutions européennes pour étudier la manière de résoudre les difficultés existantes. Mais ce qui est important, c'est l'état d'esprit, c'est-à-dire qu'au lieu de *déplorer* par rapport à des résultats maintenant acquis, nous adoptions une attitude *positive*, que nous disions tout de suite que nous n'en restons pas là et que nous allons progresser vers quelque chose de nouveau.

Tel est le sens que notre groupe a donné au dépôt de cet amendement qui constitue, de sa part, dans son intention, une contribution positive à la construction européenne.

**M. le Président.** — Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. Bertrand, rapporteur suppléant.** — (N) Monsieur le Président, la conviction que met notre collègue Habib-Deloncle à défendre cet amendement suscite ma méfiance : nous nous trouvons en effet en présence d'une tentative de son groupe tendant à énerver la résolution telle qu'elle a été présentée au Par-

lement par la Commission politique et à lui enlever toute substance. Nous pourrions souhaiter que le paragraphe qu'il propose soit placé après le paragraphe 27, bien qu'il s'agisse en l'occurrence d'enfoncer une porte ouverte, parce que le communiqué de la conférence au sommet de Paris est très clair. Le paragraphe 16 de la proposition de résolution dit que le Parlement devra être associé pleinement à l'édification de l'Union européenne. Le communiqué précise que les institutions de la Communauté devront déposer leurs propositions avant la fin de 1975. Or, le Parlement fait partie de ces institutions. Il s'agit donc bien d'enfoncer une porte ouverte.

Toutefois ce n'est pas de cela qu'il est question pour l'instant, mais bien du fait que la commission politique a déploré à l'unanimité moins deux abstentions l'absence de décisions concrètes sur certains points en matière de coopération au développement. Par exemple, il n'a pas été décidé de porter la contribution nationale des États à 0,7 % du produit national brut de la Communauté pour la période d'ici à 1975. On n'est pas non plus tombé d'accord sur l'accroissement annuel de 15 % des importations en provenance des États intéressés. Nous le déplorons et il convient d'exprimer ces regrets.

En deuxième lieu, il est impossible de passer sur le fait qu'aucune décision n'a été prise en exécution de la résolution concernant le renforcement des structures démocratiques, que ce Parlement a adoptée à une large majorité le 5 juillet 1972. D'autre part, on ne peut oublier qu'aucune date n'a été fixée pour l'organisation d'élections au suffrage universel direct.

Monsieur le Président, nous savons tous ce qui s'est passé à la conférence au sommet de Paris. Nous connaissons les gouvernements qui, à Paris, ont réclamé l'organisation de l'élection du Parlement au suffrage universel direct, même en agitant la menace de ne pas adopter l'ensemble du communiqué. Nous devons reconnaître pour l'instant qu'à ce moment les conditions n'étaient peut-être pas encore mûres pour forcer la décision. M. Berkhouver a déclaré que M. Brandt entendait ramener dans ses bagages un chapitre sur la politique sociale et M. Heath, un chapitre sur la politique régionale. Je voudrais lui demander ce que son premier ministre a rapporté de la conférence au sommet.

C'est pourquoi nous voulons exprimer à présent notre déception devant le fait que la conférence au sommet n'a pas réalisé un certain nombre de choses. Nous refusons de renoncer au mot « déploré ». Je suis cependant disposé à tenir compte des vœux exprimés par M. Habib-Deloncle dans son paragraphe 13 et à les insérer, sous un paragraphe 27 bis nouveau, dans le chapitre relatif au « Parlement européen ». J'y suis disposé, bien que cela n'ajoute rien à l'ensemble de la résolution. J'estime qu'il n'est pas nécessaire d'insérer son paragraphe 14 dans la proposition de résolution, parce que le communiqué final



**Bertrand**

de la conférence de Paris dit dans son paragraphe 15 ce qui suit : « Désireux de renforcer les pouvoirs de contrôle de l'Assemblée parlementaire européenne, et cela indépendamment du moment où, conformément à l'article 138 du traité de Rome, elle sera élue au suffrage universel, et de contribuer pour leur part à améliorer les conditions de son fonctionnement, les chefs d'État ou de gouvernement confirment la décision du 22 avril 1970 du Conseil des Communautés ».

Monsieur le Président, je demande, donc le rejet de l'amendement de M. Triboulet tendant à remplacer le mot « déplore » par le mot « demande ».

M. le Président. — La parole est à M. Berkhouwer.

M. Berkhouwer. — Monsieur le Président, à mon sens, nous nous trouvons pour l'instant dans une situation difficile. Je voudrais d'ailleurs dire en passant à M. Bertrand que je ne comprends pas pourquoi il a cru devoir s'adresser à moi et rappeler que, selon moi, chacun entendait rentrer dans son pays avec un résultat. Je ne comprends pas pourquoi il m'a demandé ce qu'avait donc rapporté le premier ministre des Pays-Bas. Je crois ne pas avoir mérité cette remarque, quelque peu inamicale, de M. Bertrand. J'ai déclaré que chacun avait intérêt à la réussite de la conférence au sommet et que chacun pourrait rentrer chez lui en ayant obtenu quelque chose.

Cela vaut pour tous les participants à la conférence au sommet. J'ai cité MM. Heath et Brandt à titre d'exemple...

M. Bertrand. — C'est également ce que j'ai fait.

M. Berkhouwer. — Je suppose que le premier ministre et son ministre des affaires étrangères sont rentrés après avoir obtenu les mêmes résultats que les autres participants. M. Heath s'est préoccupé en premier lieu de la politique régionale et M. Brandt, de la politique sociale. Mais tous les éléments de l'ensemble profitent à l'ensemble de la Communauté. De grâce, ne nous querellons pas là-dessus. Je tenais cependant à faire cette rectification, parce que je regrette que M. Bertrand se soit permis cette sortie contre moi.

Je voudrais tâcher de parvenir à une synthèse, M. Broecksz a beau secouer la tête en signe de dénégation, je ne vois pas pourquoi je ne tenterais pas de réaliser une synthèse. J'essaie de porter un jugement positif sur le contenu de l'amendement.

M. Habib-Deloncle et consorts veulent remplacer le mot « déplore » et les paragraphes 11 à 18 inclus par un ensemble plus positif. Ce nouveau texte recouvre l'ancien, sauf pour ce qui est du paragraphe relatif à l'élection des membres du Parlement au suffrage universel direct. Le grand problème pour moi c'est

que je suis favorable au côté positif de l'amendement. Je préfère adopter une attitude positive plutôt qu'une attitude négative. Comme tel, le texte de l'amendement est bon. L'ennui, c'est que celui-ci ne fasse pas allusion au fait que le Parlement déplore que pour la mise en œuvre de l'élection au suffrage universel direct non seulement des dates précises n'aient pas été arrêtées mais qu'aucun mandat n'ait été donné pour résoudre les difficultés existantes. Il s'agit de respecter l'article 138 du traité. On peut se rallier au texte positif de l'amendement, mais l'ennui c'est qu'ainsi l'allusion à l'élection au suffrage universel direct est perdue. M. Habib-Deloncle est-il prêt à accepter un compromis, en ce sens que le paragraphe 13 serait maintenu ? M. Habib-Deloncle demande à la Commission — et j'applaudis à cette initiative — de soumettre enfin au Conseil, conformément à la décision du 22 avril 1970, des propositions relatives au renforcement des pouvoirs de contrôle budgétaire du Parlement. Mais pourquoi ne veut-il pas déplorer avec nous que pour la mise en œuvre de l'élection au suffrage universel direct des membres du Parlement européen non seulement des dates précises n'aient pas été arrêtées, mais qu'aucun mandat n'ait été donné pour résoudre les difficultés existantes ? Pour moi, c'est le point crucial : Je regretterais la suppression du paragraphe en cause. Quelle solution donner à ce problème, je l'ignore ; peut-être est-il possible de suspendre la séance pour quelques instants. J'entends M. Broecksz crier : « Au vote ! Il donnera la solution ». Peut-être pourrais-je tenter d'aboutir à une synthèse ?

M. le Président. — La parole est à M. Radoux.

M. Radoux. — Monsieur le Président, cette Assemblée connaît mon souci, qui est d'essayer d'obtenir l'unanimité, ou du moins la plus grande majorité. Elle connaît également mon sens profond de ce à quoi vient de faire allusion M. Berkhouwer : le compromis. Mais il est des situations où l'on ne peut marier l'eau et le feu ; c'est dans une telle situation que nous nous trouvons.

Si je connaissais M. Habib-Deloncle de longue date, peut-être, grâce à son habileté et à son charme, l'aurais-je suivi. Mais il est des moments où il est un peu trop intelligent !

Mon groupe ne peut donc accepter son amendement et demande le vote pour pouvoir repousser l'amendement de M. Habib-Deloncle.

M. le Président. — La parole est à M. Habib-Deloncle.

M. Habib-Deloncle. — Monsieur le Président, les paroles de M. Radoux me comblent de confusion. La prochaine fois, j'essaierai d'être plus bête.

(Sourires)

**Habib-Deloncle**

Nonobstant les dénégations de M. Broeks, je crois important de chercher un terrain d'entente dans ce Parlement. Car ce Parlement peut conquérir ses pouvoirs, mais il devra, à un moment ou à un autre, les obtenir d'un consensus gouvernemental. Et chaque fois que nous essaierons de préfigurer, dans ce Parlement, ce consensus gouvernemental, nous aurons fait œuvre utile ; chaque fois, au contraire, que nous accentuerons les césures, nous aurons fait œuvre mauvaise.

Je ne veux pas revenir sur l'affaire de la résolution du 5 juillet, mais je constate maintenant que tout est fini. Au moment de la conférence de La Haye, on avait beaucoup parlé de la résolution votée antérieurement par le Parlement. On avait pris soin de nous dire qu'elle était dans le dossier des chefs d'État ou de gouvernement et qu'elle avait été examinée à La Haye. Qui, à la Conférence de Paris, a parlé de la résolution du 5 juillet ? Je me contenterai de poser la question !

Chaque fois que nous prendrons des positions trop tranchées — certes, Monsieur Broeks, on peut toujours se défouler ! —, nous n'obtiendrons aucun résultat positif pour cette Assemblée.

Une deuxième observation me vient à l'esprit. Comme nous représentons tous des Parlements nationaux, nous représentons donc tous des majorités et des oppositions. Je suis étonné qu'étant donné les matières importantes sur lesquelles on critique la Conférence au sommet, il n'y ait pas déjà au moins quatre ou cinq gouvernements qui aient été renversés par leurs Parlements nationaux ! Aurions-nous un comportement dans nos Parlements nationaux respectifs et un autre quand nous appartenons à la majorité au Parlement européen ?

Mais, pour répondre à M. Berkhouwer et pour qu'il ne soit pas dit que j'ai fait œuvre d'intransigeance, je dirai qu'ayant voté le paragraphe 13 en commission et ayant même contribué à sa rédaction actuelle, j'accepterai son maintien avec le mot *déplore*, parce que, effectivement, dans le communiqué de Paris, une parenthèse fait référence à l'article 138, mais sans rien dire.

En commission politique, j'avais demandé, comme rapporteur, que la Conférence au sommet donnât au Conseil mandat de constituer un groupe de travail pour résoudre les difficultés, graves, qui s'opposent à la mise en œuvre de l'élection directe. Or, aucun mandat n'a été donné, et, ce que je comprends d'ailleurs, aucune date n'a été fixée.

Ayant voté en commission la rédaction balancée de ce paragraphe, je reste logique avec moi-même. Si le rapporteur acceptait nos rédactions pour le reste de l'amendement, j'accepterais, au lieu du remplacement de tous les paragraphes 11 à 18 de la résolution de M. Müller, le maintien du paragraphe 13, avec le mot *déplore*.

**M. le Président.** — La parole est à M. Broeks.

**M. Broeks.** — (N) Monsieur le Président, je suis d'accord avec M. Habib-Deloncle quand il estime regrettable le fait qu'au sein de la commission politique nous n'avons plus eu le temps d'examiner le projet de rapport définitif de M. Müller. Une chose n'en est pas moins certaine : au sein de la commission politique, nous étions tous unanimes quant au schéma adopté pour la proposition de résolution. La commission devait indiquer ce dont elle se félicitait, ce qui ne répondait pas à son souhait et, en troisième lieu, ce qu'elle réclamait pour le Parlement européen. Si nous donnions suite à la proposition de M. Habib-Deloncle, cela signifierait que nous déclarons nous réjouir de beaucoup de choses, sans déplorer quoi que ce soit qui ait trait à la Conférence au sommet.

En ce qui me concerne, je déplore certains faits précis. Ils sont d'ailleurs clairement indiqués dans la proposition de résolution.

C'est pourquoi je me réjouis tout particulièrement de ce que le porte-parole du groupe démocrate-chrétien estime que le terme « déplore » ne saurait en aucun cas être remplacé par le terme « demande ». En effet, dans cette hypothèse, tout serait ramené au troisième point.

Si M. Berkhouwer, maintenant absent, entreprenait subitement de jeter un pont, je craindrais que celui-ci ne soit en opposition avec mes principes. C'est bien ce qui est apparu, car M. Berkhouwer, de toute évidence, ne déplore plus ce qu'il a antérieurement déploré. Visiblement, il ne déplore plus ce qui figure au paragraphe 11 en matière d'aide au développement. Or, c'est précisément ce à quoi mes amis et moi-même, d'une manière générale, attachons une importance exceptionnelle...

**M. Berkhouwer.** — (N) Je le déplore également.

**M. Broeks.** — (N) M. Berkhouwer l'entend ainsi, mais il ne l'a pas dit. Quand il le dit, c'est toujours en des termes plus clairs que ceux qu'il emploie à présent. Je ne puis l'accepter d'aucune façon, et je ne veux pas l'accepter.

Je voudrais dire à M. Habib-Deloncle qu'il existe des moments où je puis aisément parvenir à un compromis avec lui, mais qu'il existe également des moments où nos principes ne sauraient plus s'accorder. A ce propos, je me rallie à l'observation de M. Radoux. Ce n'est pas l'intelligence qui est en cause, ce sont les convictions. À certains moments, les convictions de M. Habib-Deloncle et les miennes se heurtent, heureusement pour nous deux, dirais-je, car il serait étrange qu'il en fût autrement. De temps à autre, au sein de la commission politique, nos convictions se sont heurtées, et je souhaite que ceci apparaisse clairement dans le rapport.

**M. le Président.** — Dois-je comprendre, Monsieur Habib-Deloncle, que votre amendement se présente maintenant comme suit : *demande avec insistance...* suivi des nouveaux paragraphes 11, 12, 14 corrigé, 15 et 16, après quoi « *déplore* », suivi de l'ancien paragraphe 13 de la proposition de M. Müller ?

**M. Habib-Deloncle** (*non revu par l'orateur*). — Les paragraphes n'étant pas homologues, je maintiens aussi mon propre paragraphe 13, qui ne remplaçait pas mot pour mot le paragraphe 13 proposé par M. Müller.

Notre amendement serait donc tel que vous venez de le présenter, et serait suivi du paragraphe 13 de M. Müller.

**M. le Président.** — La parole est à M. Bertrand.

**M. Bertrand.** — (N) Monsieur le Président, en tant que rapporteur suppléant, je ne puis accepter la proposition de M. Habib-Deloncle. Je ne puis accepter qu'il soit porté atteinte à l'équilibre réalisé au sein de la commission sans que celle-ci se soit à nouveau exprimée à ce sujet. Je ne puis, en ce moment, consulter la commission à ce sujet ; c'est pourquoi je propose d'adopter tel quel le texte des paragraphes 11, 12, 13, 14 et 15 proposés par la commission politique et de rejeter l'amendement présenté par M. Habib-Deloncle.

**M. le Président.** — La parole est à M. Liogier.

**M. Liogier.** — Monsieur le Président, l'intervention de M. Radoux m'a étonné. En effet, le porte-parole de son groupe n'a-t-il pas souligné ce matin — et je l'en félicite d'ailleurs —, par une image fort bien choisie, qu'on ne peut pas transformer d'un coup de baguette magique une citrouille en carosse ?

Le terme *déplore* appliqué à peu près à tout ce qui reste encore à réaliser marquerait, s'il était maintenu, que le Parlement européen reste navré que la citrouille ne soit pas devenue carosse et qu'il croit à la vertu de la baguette magique, qui n'a pas trouvé de fée à la Conférence au sommet de Paris.

**M. le Président.** — La parole est à M. Giraud.

**M. Giraud.** — Je n'avais pas l'intention de prendre la parole, mais je me dois de le faire, ayant été, gentiment d'ailleurs, mis en cause par mon collègue Liogier.

Je n'ai pas l'habitude d'être en désaccord avec mes collègues du groupe, je suis toujours bête et discipliné ! Mais, dans ce cas, il ne s'agit ni de bêtise ni de discipline, mais bien d'une véritable conviction.

Pour la première fois, l'autre jour, j'ai participé aux travaux de la commission politique. J'y ai eu l'im-

pression qu'à l'exception de deux de nos collègues, qui se sont abstenus, nous étions parfaitement d'accord sur une certaine résolution. Celle-ci était équilibrée ; elle citait des choses dont nous nous réjouissons — c'était le carosse —, d'autres, que nous déplorions — c'était la citrouille !

Personnellement, je ne suis prêt à partager ni le carosse ni la citrouille !

(Sourires)

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 3 tel qu'il a été modifié par l'amendement n° 3/corr. et oralement par M. Habib-Deloncle.

L'amendement n° 3 est rejeté.

Je mets aux voix les paragraphes 11 à 18. Ces paragraphes sont adoptés.

Sur les paragraphes 19 à 28, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande plus la parole ?

Je mets ces paragraphes aux voix.

Les paragraphes 19 à 28 sont adoptés.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

#### 10. Dépôt avec demande de vote immédiat d'une proposition de résolution

**M. le Président.** — J'ai reçu de M. Berkhouwer, au nom du groupe des libéraux et apparentés, une proposition de résolution n° 201/72 sur l'attitude du Conseil en matière de lutte contre l'inflation, avec demande de discussion d'urgence.

Le Parlement voudra sans doute se prononcer immédiatement sur la demande d'urgence.

Il n'y a pas d'opposition ?

La parole est à M. Bertrand.

**M. Bertrand.** — (N) Monsieur le Président, je suis d'accord sur le principe de cette discussion mais je ne vois pas de raison d'examiner d'urgence une proposition de résolution sur une question que le Conseil a abordée. Je propose de renvoyer la proposition de résolution à la commission compétente et de demander à un représentant de la Commission des

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 25.

**Bertrand**

Communautés européennes d'informer complètement la commission politique des décisions que le Conseil a prises les 30 et 31 octobre. Sur la base de cet entretien, on pourra alors présenter une proposition de résolution selon la procédure normale pour inscrire ce problème à notre ordre du jour. Telle est la procédure normale.

Si une réunion du Conseil se tenait vendredi prochain, il pourrait être urgent d'adopter cette proposition de résolution pour faire connaître au Conseil nos points de vue. Il n'est toutefois pas question actuellement d'une réunion imminente du Conseil et il n'y a donc pas lieu de se hâter.

Je ne voudrais pas me déclarer opposé à la proposition de résolution, car je suis d'accord sur le fond, mais j'aimerais qu'elle soit tout d'abord renvoyée à la commission intéressée, pour que nous puissions nous prononcer en connaissance de cause et sur la base des explications fournies par l'exécutif en ce qui concerne les décisions du Conseil des 30 et 31 octobre.

**M. le Président.** — La parole est à M. Berkhouwer.

**M. Berkhouwer.** — (N) Monsieur le Président, je me trouve dans une position difficile. J'aimerais être d'accord avec tous ceux avec qui je travaille dans ce Parlement, mais c'est parfois difficile.

M. Bertrand a dit qu'il est d'accord, au fond, sur la proposition de résolution. Avons-nous donc encore besoin que l'exécutif nous donne d'autres éclaircissements? M. Habib-Deloncle vient de se prononcer également sur le contenu de la proposition de résolution. Par ailleurs, M. Mansholt, président de la Commission européenne, s'est prononcé exactement dans le même sens que la proposition de résolution.

Je dois dire qu'avec la meilleure volonté du monde, en dépit de mon désir de parvenir à un accord avec mon collègue Bertrand, je ne sais pas quels autres éclaircissements on peut espérer recevoir de la Commission européenne. Son président, comme je viens de le dire, a exposé exactement le même point de vue que moi dans la proposition de résolution.

Le Parlement entend suivre l'actualité et réagir immédiatement. Nous avons parlé aujourd'hui de la Conférence au sommet et il est donc logique que nous aboutissions à cette constatation. Je ne saisis plus l'argumentation de M. Bertrand, car j'ai parlé avec des membres de son groupe qui ont déclaré « Nous voulons nous associer à cette demande. » J'aimerais donc entendre l'opinion d'autres membres de son groupe.

**M. le Président.** — La parole est à M. Löhr.

**M. Löhr.** — (A) Monsieur le Président, mes chers collègues, depuis des mois, la Commission a soumis au Conseil, aux fins d'adoption, les mesures économiques nécessaires au rétablissement de la stabilité dans nos pays membres. Au cours de nombreuses réunions de la commission économique de notre Parlement, nous avons discuté longuement de ce problème. L'unanimité a été réalisée entre les membres de la Commission économique et de l'exécutif au sujet de l'ampleur et du contenu économique de toutes ces mesures. Depuis des mois, le Conseil n'a pas agi en conséquence. Dans quelques-uns de nos pays membres, on a eu l'impression que le rétablissement de la stabilité dépendait de la réunion au sommet. Celle-ci a délégué cette tâche au Conseil. Et qu'est-il sorti de la réunion du Conseil des 30 et 31 octobre? Une recommandation de réduire d'ici le 31 décembre 1973 le taux d'inflation à 4% par rapport à la proposition initiale de la Commission.

Nos gouvernements nationaux luttent maintenant à nouveau contre ce mal insidieux qu'est l'inflation. J'aimerais dire au président en exercice du Conseil: Croyez bien que les membres de la commission économique se préoccupent sérieusement de ce que l'inflation, à long terme, ne causera pas seulement un préjudice sérieux à nos économies nationales, pour le plus grand dommage de nos populations, mais compromettra, en outre, ce qui a été acquis dans les débuts de l'union économique et monétaire, l'union tarifaire et également le marché commun agricole.

**M. le Président.** — Je voudrais préciser que nous ne discutons pas sur la proposition de résolution, mais sur la demande de discussion d'urgence.

Sur ce point précis, c'est-à-dire la demande de discussion d'urgence, quelqu'un demande-t-il la parole?

La parole est à M. Löhr.

**M. Löhr.** — (A) J'en ai presque fini et je vous prie de me laisser dire encore quelques mots, Monsieur le Président. Pour cette raison, j'approuve entièrement la proposition de résolution de M. Berkhouwer. Il n'est pas nécessaire de renvoyer encore une fois ce problème à la commission économique. Le Conseil est saisi de toutes les mesures que la Commission envisage de prendre pour lutter contre l'inflation.

**M. le Président.** — La parole est à M. Berkhouwer.

**M. Berkhouwer.** — (N) Je demande au Parlement d'approuver cette proposition. Il faut statuer sur cette résolution sans prétention selon la procédure d'urgence. En premier lieu, il est question d'urgence. Cette constatation étant faite, la résolution peut être adoptée conformément à la procédure habituelle. Nous n'avons pas besoin de longues procédures, car nous savons tous de quoi il s'agit.

**M. le Président.** — La parole est à M. Radoux.

**M. Radoux.** — Monsieur le Président, M. Bertrand a indiqué tout à l'heure les raisons pour lesquelles il demandait que cette proposition soit renvoyée en commission.

Le groupe socialiste partage cette demande et propose également le renvoi en commission de la proposition de résolution de M. Berkhouwer.

**M. le Président.** — La parole est à M. Burgbacher.

**M. Burgbacher.** — (A) Monsieur le Président, mes chers collègues, je vous demande de m'excuser si j'en viens à contredire l'un ou l'autre d'entre vous. Je me permets de faire cette simple déclaration : ce Parlement ne peut se permettre de remettre en cause aux yeux des populations de l'Europe, l'urgence de cette question. Il n'y a que cette urgence qui compte.

**M. le Président.** — J'invite donc l'Assemblée à se prononcer sur la demande de vote immédiat.

Le résultat de l'épreuve à main levée étant douteux, je fais voter par assis et levé.

Le vote immédiat est décidé.

La parole est à M. Berkhouwer.

**M. Berkhouwer.** — (N) Monsieur le Président, je ne demande la parole que pour dire que je n'ai rien à ajouter à ce qui est dit dans la proposition de résolution sur laquelle j'ai déjà formulé des observations.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

#### 11. *Modification de l'ordre du jour*

**M. le Président.** — Je fais remarquer à l'Assemblée que nous avons pris un certain retard dans nos travaux et qu'à l'ordre du jour figurent encore le rapport de M. Radoux et le rapport de M. Rossi.

De surcroît, une suspension de séance était prévue, théoriquement, pour 18 heures.

Étant donné les engagements officiels de nombreux parlementaires, je propose à l'Assemblée de renvoyer à une prochaine période de session l'examen du rapport de M. Rossi sur le bassin méditerranéen, tout en précisant que le rapporteur et le président de la commission seraient d'accord.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi décidé.

#### 12. *Préparation de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport intermédiaire de M. Radoux fait au nom de la commission politique, sur la préparation de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe ainsi que sur la proposition de résolution présentée par M. Berkhouwer au nom du groupe des libéraux et apparentés (doc. 191/72).

La parole est à M. Radoux, qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Radoux, rapporteur.** — Monsieur le Président, comme vous l'avez fait remarquer, l'heure est très avancée. C'est une première raison pour être bref.

Il existe une deuxième raison, c'est qu'au cours de la discussion que nous avons eue à la commission politique, nous n'avons pas rencontré de grandes difficultés pour nous mettre d'accord sur une formule, puisque la proposition de résolution qui vous est présentée a été acceptée par neuf voix et deux abstentions.

Je dois tout d'abord remercier le groupe des libéraux et apparentés d'avoir pris l'initiative de vous présenter cette résolution à un moment tout à fait opportun. En effet, c'est la semaine prochaine, à Helsinki, que commenceront les pourparlers multilatéraux préparatoires à la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

On trouve les origines de la réunion de la semaine prochaine dans deux décisions. La première, c'est une proposition datant de 1954 et dont l'histoire attribue la paternité à M. Molotov, qui était à l'époque ministre des affaires étrangères de l'Union soviétique.

La deuxième origine se trouve dans un communiqué de 1968 de l'Alliance atlantique, à Reykjavik, où furent proposées des conversations sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces.

Au moment où nous parlons, il est sans doute bon de rappeler qu'à l'agenda de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ne figurera pas ce point dont ont parlé les Occidentaux à Reykjavik. En particulier la réduction mutuelle et équilibrée des forces fera l'objet de conversations exploratoires à la fin du mois de janvier prochain, si mes informations sont exactes, soit à Vienne, soit à Genève.

L'agenda de la conférence officielle sur la sécurité comprendra donc un volet « sécurité », mais dont seront absents ce qu'on appelle les MBFR ; le deuxième point concernera les affaires économiques et le troisième les questions culturelles.

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 28.

**Radoux**

Monsieur le Président, nous n'avons pas eu de très grands débats au sein de la commission, et c'est pourquoi je me permettrai de vous suggérer une procédure tendant à aboutir rapidement. Nous n'avons pas de rapport écrit, pour la bonne raison que le président de notre commission, M. Giraud, auquel je désire rendre hommage, a dû travailler très rapidement afin que notre commission et cette Assemblée puissent éventuellement voter aujourd'hui une résolution avant que ne s'ouvre la semaine prochaine la réunion d'Helsinki.

La deuxième raison pour laquelle il n'était pas nécessaire de présenter un rapport, c'est que, du point de vue chronologique, et je puis ajouter historique, le secrétariat de la commission a présenté un document que l'on peut considérer comme tout à fait remarquable. Avec votre autorisation, Monsieur le Président, et celle des membres de cette Assemblée, je demanderai que ce document soit transmis à tous les membres de l'Assemblée. Il est actuellement entre les mains des membres de la commission politique et il serait utile qu'il fût également entre les mains de tous les membres de notre Parlement, pour la raison essentielle que, dans notre résolution, nous disons que c'est un rapport intérimaire. Nous ne sommes en effet que devant des conversations exploratoires. Enfin et surtout, si nous nous occupons aujourd'hui de ces questions au Parlement européen, c'est parce que nous avons l'intention de continuer à suivre ce qui va se passer, non seulement au point de vue de la préparation à Helsinki, mais aussi dans le déroulement même de la Conférence.

Monsieur le Président, à part deux évocations relatives aux considérants, je vous proposerai de procéder à la discussion sur la proposition de résolution paragraphe par paragraphe.

Mais au préalable, si vous me le permettez, Monsieur le Président, je voudrais faire remarquer aux membres de l'Assemblée que le document n° 191/72 qu'ils ont sous les yeux, porte sur la couverture en texte français : « ... sur la préparation de la Conférence pour la sécurité ».

Il convient de lire « sur la sécurité », ce sont les termes officiels.

Enfin, à la page 5 du texte français, au paragraphe 1<sup>er</sup> de la résolution on a indiqué : « se félicite de ce que des pourparlers... ».

Il faut bien entendu lire : « se félicite que des pourparlers... ».

Enfin, — et ceci est tout à fait bénin — au paragraphe 3, deuxième ligne, il faut apporter une correction à l'orthographe du mot « importante ».

J'ai lu les termes de recommandations qui ont été votées par d'autres instances internationales sur ce sujet, et je dois dire que j'ai été assez étonné de constater que les termes officiels déjà employés

n'aient pas été repris, d'où mes demandes de rectification.

En effet, si on ne reprend pas les termes officiels, on risque parfois de tomber dans des chausse-trappes, de commettre des erreurs sans le savoir. C'est pourquoi, dans la résolution que je vous présente, j'ai été très attentif à reprendre les termes officiels qui sont employés par la diplomatie de nos pays comme par celle des pays de l'Est lorsqu'il est question de la conférence en question.

Avant de vous demander, Monsieur le Président, de passer au vote sur la proposition de résolution, je voudrais encore dire quelques mots sur les deux considérants.

Le premier considérant, c'est une prise d'acte. On prend acte de certains faits.

Je le fais remarquer parce que ces faits peuvent plaire ou déplaire.

Il n'en reste pas moins que la semaine prochaine, une conférence se réunira à Helsinki et qu'il est généralement admis qu'après quelques semaines ou quelques mois se tiendra une conférence sur la sécurité, que souhaite, d'ailleurs, à l'Ouest et à l'Est l'immense majorité des gouvernements.

Dans le deuxième considérant, les membres de la commission prennent acte d'une coïncidence.

Le premier janvier 1973, comme la Conférence au sommet des chefs d'État ou de gouvernement l'a à mon avis très sagement voulu, la politique commerciale commune sera mise en place.

Voilà mon propos au sujet des deux considérants.

J'ai précisé pourquoi j'avais repris dans les paragraphes de ma résolution les termes mêmes qui sont employés par les organes officiels.

J'estime en effet que dans cette circonstance, nous nous occupons d'une question qui regarde davantage la diplomatie que la politique puisque nous entrons en négociation et que, par conséquent, nous ne manions pas le pic ou la bétonnière, mais évoluons devant des échantillons de porcelaine, et qu'il importe donc de se conduire en conséquence.

**PRÉSIDENCE DE M. HABIB-DELONCLE***Vice-président*

**M. le Président.** — Pour la clarté de nos travaux, voudriez-vous avoir l'amabilité, Monsieur Radoux, de rappeler brièvement les conditions dans lesquelles vous souhaitez que nous procédions.

**M. Radoux, rapporteur.** — Si aucune remarque particulière n'était présentée, nous pourrions procéder

**Radoux**

immédiatement à l'examen, paragraphe par paragraphe, de la proposition de résolution.

**M. le Président.** — Quatre orateurs sont inscrits dans la discussion et, à moins qu'ils ne renoncent à la parole, l'Assemblée doit maintenant les entendre.

**M. Radoux.** — Bien entendu !

**M. le Président.** — La parole est à M. Scelba, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Scelba.** — (I) Monsieur le Président, bien que la résolution présentée ait un caractère intérimaire et porte sur les questions de procédure relatives à la Conférence sur la sécurité et la coopération économique européenne, j'estime qu'elle n'en est pas pour autant d'importance mineure. Nous ne l'aurions pas présentée ni discutée s'il s'agissait de questions peu importantes. Cette résolution a une signification politique et mérite d'être discutée.

J'estime que l'on peut considérer comme tout à fait légitime que cette Assemblée examine la question de la Conférence sur la sécurité et la coopération économique en Europe sous l'angle de l'intérêt communautaire.

La conférence en question n'a pas encore été convoquée. Les prochaines réunions d'Helsinki auront un caractère préparatoire et seront consacrées à la détermination de l'ordre des travaux, des questions à examiner et des procédures. Il ne s'agit donc pas encore de discuter le fond des problèmes qui seront inscrits à l'ordre du jour de la conférence et que nous ne connaissons pas encore. D'où le caractère intérimaire de la résolution que nous avons présentée. Pour ma part, je me limiterai à indiquer les conditions qui devront être également remplies au cours de la phase préparatoire afin que la conférence ne soit pas de nature à compromettre à la fois le présent et l'avenir de la Communauté.

J'évoquerai aussi brièvement les possibilités qu'offre cette conférence ainsi que les deux thèmes généraux auxquels elle sera consacrée, à savoir la sécurité et la coopération.

La résolution qui sera votée par le Parlement s'adresse essentiellement aux institutions de la Communauté, au Conseil de ministres et à la Commission, et, en deuxième lieu, aux gouvernements des États membres. Mais nous espérons que le point de vue de notre Assemblée sera porté à la connaissance des gouvernements de tous les États invités à la conférence.

Étant donné ses raisons d'être, il est naturel que la Communauté œuvre à la détente internationale. Nous n'éprouvons donc aucune difficulté à nous féliciter de toutes les initiatives qui sont prises en vue de promouvoir réellement la détente dans le monde telles

que, par exemple, la convention d'une Conférence européenne sur la sécurité et la coopération.

La première tâche du Parlement européen est de veiller à ce que les traités instituant la Communauté soient rigoureusement respectés et que l'évolution de la politique communautaire ne soit pas compromise par des attitudes contradictoires.

Les États membres de la Communauté ont été invités à la conférence à titre individuel, mais nul ne saurait, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la Communauté, ignorer les liens communautaires qui les unissent et l'engagement qu'ils ont pris de réaliser une union monétaire, économique et politique.

Lors de la récente Conférence de Paris, les chefs d'État ou de gouvernement de la Communauté élargie se sont donné comme « objectif majeur » de « transformer, avant la fin de l'actuelle décennie et dans le respect absolu des traités déjà souscrits, l'ensemble des relations des États membres en une Union européenne ».

Nous n'avons aucune raison de douter que les droits de la Communauté, les pouvoirs de ses institutions et ses objectifs finaux, qui ont été arrêtés dernièrement à Paris, ne seront pas toujours présents à la mémoire des gouvernements des États membres.

Cependant, j'estime qu'il peut être utile qu'à la veille des entretiens préparatoires de la conférence européenne, le Parlement européen affirme pour sa part qu'il considère que le succès de cette conférence est conditionné par le respect rigoureux des dispositions des traités concernant les droits de la Communauté, les pouvoirs de ses institutions et la mise en œuvre dans tous les secteurs de politiques communes concordant avec les objectifs politiques qui sont assignés à la Communauté et qui ont été confirmés dernièrement à Paris.

En ce qui concerne le respect absolu des traités déjà souscrits, je rappellerai qu'en vertu des articles 9, 113 et suivants du traité instituant la Communauté et de la décision du 16 décembre 1969 du Conseil de ministres, les États membres ne sont plus habilités, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1973, à négocier des traités commerciaux sans respecter les procédures communautaires et que, sauf cas exceptionnel, il incombe exclusivement aux organes communautaires de conclure des accords dans ce domaine.

Les gouvernements des États membres et le Conseil de ministres de la Communauté ont tendance à limiter la participation de la Commission exécutive aux travaux préparatoires de la conférence au seul domaine de la politique commerciale. Or, nous ne saurions approuver une telle tendance qui est également confirmée par les déclarations qui ont été faites ce matin par le président en exercice du Conseil.

Je voudrais tout d'abord faire observer que, dans les États modernes, les aspects politiques et économiques

## Scelba

sont étroitement interdépendants. Mais, par ailleurs, il convient de faire observer qu'il ressort des engagements pris à Paris en ce qui concerne la création d'une « Union européenne », entendue également comme une union politique, que la Communauté européenne est concernée par la conférence prévue, non seulement sur le plan des problèmes liés à la coopération économique, mais également sur celui des problèmes politiques, y compris celui de la sécurité.

Cette interdépendance est d'ailleurs reconnue dans le communiqué final de la Conférence de Paris où il est dit à ce propos : « En vue de favoriser la détente en Europe, la Communauté réaffirme sa volonté de mener à l'égard des pays de l'Est une politique commerciale commune à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1973... ». Le communiqué poursuit : « Cette politique de coopération est, au stade actuel, étroitement liée à la préparation et au développement de la Conférence sur la sécurité et la coopération européenne où la Communauté et les États membres sont appelés dans ce domaine à apporter une contribution concertée et constructive. »

Pour notre part, il s'agit d'en tirer certaines conclusions précises tant sur le plan institutionnel que sur le plan pratique.

Sur le plan institutionnel, se pose tout d'abord le problème de la participation de la Communauté en tant que telle, avec ses organes, à la conférence européenne.

Si les États membres se résignaient à ce que l'existence de la Communauté européenne soit méconnue, ils compromettraient non pas tant ses pouvoirs dans les matières prévues par les traités en vigueur, que sa présence dans le monde et ses possibilités d'assumer les responsabilités dont il est question dans les communiqués de La Haye et de Paris. Et cela ne serait pas fait pour contribuer à la détente. Bien au contraire.

S'il est vrai que le but de la conférence est de favoriser la détente, il convient de rappeler qu'en créant la Communauté européenne, les États membres ont voulu éliminer entre eux les causes de conflits futurs, contribuer en commun, dans la paix, la liberté et la démocratie, au progrès économique, social et politique des peuples, ce qui est bien plus important que la détente.

Le respect des traités en vigueur, la défense des développements politiques, déjà projetés, de la Communauté et les liens objectifs existant entre la politique économique et la politique en général imposent donc non seulement que les États membres adoptent une position commune tant en matière de coopération que de sécurité au cours de la conférence prévue, mais également que la Communauté européenne y participe en tant que telle.

Certains intéressés ont objecté à l'encontre de la nécessité d'une politique communautaire en matière de coopération économique et de sécurité que, la conférence ayant pour but l'élimination de la politique des blocs, il faut également éviter de donner l'impression que les États membres de la Communauté se présentent à la conférence en bloc. Pour démontrer l'inconsistance de cette thèse, il suffirait de faire simplement observer que si on l'acceptait, elle aboutirait à la négation de la Communauté existante ou reviendrait à faire arbitrer son existence et son avenir par les États de l'Est, et plus précisément par l'URSS.

On peut facilement imaginer quel serait cet avenir étant donné que nul n'ignore que l'URSS n'a aucun intérêt à ce qu'il y ait une communauté politique des États démocratiques européens. Ce n'est pas sans motif que l'URSS s'est toujours refusée jusqu'à présent à reconnaître l'existence de la Communauté européenne et continue à négocier séparément, y compris dans le domaine commercial, avec les différents États membres.

C'est précisément parce que nous n'ignorons pas l'hostilité de l'Union soviétique à l'égard d'une Europe démocratique constituant une unité économique et politique, que nous estimons devoir réaffirmer la nécessité, dans tous les domaines, d'une politique commune fondée sur l'existence de la Communauté et tenant compte des objectifs politiques qui lui ont été assignés.

Par ailleurs, on peut aisément imaginer quelles seraient les conséquences au cas où les États membres se présenteraient à la conférence en ordre dispersé et sans une politique commune. Il suffit de considérer la position d'infériorité dans laquelle se trouvent dans tous les domaines les différents pays à l'égard de l'URSS, qui est l'une des deux superpuissances et qui constitue à elle seule un bloc contre lequel les États membres ne seraient pas en mesure de faire face et d'assurer leur sécurité extérieure en l'absence d'une politique commune.

L'état de sujétion dans lequel se trouvent les États européens du Pacte de Varsovie, qui ont les titres historiques pour faire partie de la Communauté européenne, ne peut certes laisser indifférent. Et c'est bien la dernière chose que nous puissions souhaiter que la conférence contribue à consolider cette situation. Nous savons que les peuples de ces États éprouvent également cette crainte.

Mais, connaissant les raisons qui lient ces États à l'URSS, nous sommes certains que si les États membres de la Communauté se présentaient à la conférence en ignorant les liens communautaires qui les unissent, cela suffirait à maintenir les conditions de liberté des pays mineurs du Pacte de Varsovie. Et n'oublions pas que l'URSS est intervenue manu militari en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1969 pour réprimer les tentatives entreprises par les



Scelba

gouvernements de ces pays en vue d'assurer l'indépendance et l'autonomie politique de leurs peuples.

Et tant que durera cette situation, il n'y aura — il est inutile de se le dissimuler — aucune détente réelle.

Il est du devoir et de l'intérêt des États membres de la Communauté de contribuer à éliminer cet élément de perturbation en vue de parvenir à une véritable détente. Mais nous ne pouvons pas le faire en renonçant à une politique comme la politique communautaire, qui constitue le moyen le plus sûr pour garantir la paix entre les États membres et contribuer à l'établissement de la paix dans le monde.

Nous pouvons contribuer à la détente en revendiquant pour toutes les nations l'indépendance et l'autonomie, en démontrant par les faits la supériorité des démocraties libres et en ne nous limitant pas à négocier dans le seul but d'éliminer les obstacles aux échanges économiques, mais également en vue d'éliminer les barrières qui font obstacle à la libre circulation des personnes et des idées.

Je crois que ce n'est pas le fait du hasard si les chefs d'État ou de gouvernement de la Communauté élargie ont estimé devoir, à la veille des réunions préparatoires de la Conférence européenne, affirmer à Paris leur volonté de « fonder le développement de la Communauté sur la démocratie, la liberté des opinions, la libre circulation des personnes et des idées et la participation des peuples par l'intermédiaire de leurs représentants librement élus ».

M. le Président. — Monsieur Scelba, je vous demande de conclure.

M. Scelba. — (I) J'interviendrai quelques minutes encore pour présenter l'amendement que j'entends proposer.

En réaffirmant ces principes, en vue d'une utilisation extérieure à la Communauté, j'ai voulu faire comprendre que leur mise en œuvre pratique conditionne également la sécurité et la coopération.

Il paraît donc absurde à tous points de vue qu'en vue d'éliminer la politique dite des blocs, les États membres soient pratiquement contraints de compromettre la grande option qui a été prise par les peuples de l'Europe démocratique en créant la Communauté européenne.

Et étant donné qu'il y a des risques dans ce domaine, nous estimons que le Parlement européen doit, dans la perspective de la conférence européenne, inviter les gouvernements des États membres à s'entendre sur une attitude commune à l'égard de tous les thèmes en discussion, et à défendre le présent et l'avenir des Communautés européennes et de ses institutions.

Il se peut que les exigences de la paix imposent que l'on accède à la demande qui a été faite par l'URSS de consolider les frontières entre les États européens victorieux qui ont été tracées par les armes des vainqueurs lors de la dernière guerre. Mais la conférence n'atteindrait pas son but si le *statu quo* devait également consolider les barrières qui s'opposent à la libre circulation des hommes et des idéaux de liberté et de démocratie et ne devait pas contribuer à l'affirmation d'un respect plus large et plus général de la dignité et de la personne humaines et du droit à l'auto-détermination des peuples.

Les États membres failliraient alors à leurs traditions les plus nobles et la Communauté européenne à sa vocation.

Les grands idéaux moraux qui caractérisent les sociétés civilisées et les luttes pour l'affirmation des droits de l'homme et des nations font partie des biens les plus précieux que possèdent les États membres. Et c'est également pour mieux sauvegarder ce patrimoine qu'ils se sont unis au sein de la Communauté. En affirmant l'exigence commune cohérente à la conférence d'une politique européenne et d'une présence de la Communauté européenne, nous tendons à sauvegarder ce patrimoine en ayant pour motif réel la paix et le progrès économique, social et politique de tous les peuples européens.

La résolution contient une référence au problème de la sécurité avec une appréciation favorable des accords de Moscou sur la limitation des missiles antimissiles, que nous approuvons. Mais nous estimons devoir préciser qu'en matière de sécurité militaire, la mise en œuvre d'une politique communautaire ne serait pas suffisante. Étant donné la situation actuelle en matière d'armement et les rapports d'alliances qui en résultent, il est indispensable que la politique des États membres en matière de sécurité concorde avec celle des États-Unis d'Amérique, sans la contribution desquels à la défense commune, il n'y aurait de sécurité pour aucun de nos pays.

Monsieur le Président, étant donné que j'ai la parole, j'en profiterai pour ajouter que ce que je viens de dire justifie l'amendement présenté par le groupe démocrate-chrétien au paragraphe 2 de la résolution et en précise la signification et la portée.

L'amendement n'est pas en contradiction avec le texte de la résolution, mais tend plutôt à rendre plus explicite l'invitation adressée aux institutions de la Communauté européenne et aux gouvernements des États membres.

La résolution recommande aux États membres de se concerter au niveau de la Communauté à propos de la politique à adopter au cours de la phase préparatoire de la conférence. Or, la concertation entre les gouvernements étant déjà prévue de manière générale dans le cadre du rapport Davignon, l'invitation du Parlement pourrait être considérée comme superflue.

**Scelba**

Dans notre amendement, nous demandons que la concertation se traduise par la mise en œuvre d'une politique commune, considérée comme la condition essentielle pour le succès de la conférence ; en outre, nous demandons que soient sauvegardés le présent et l'avenir de la Communauté et les droits et les pouvoirs de ses institutions qui pourraient être compromis au cours de cette phase. La participation de la Communauté à la conférence européenne est prévue au point 13 du communiqué de Paris et je ne vois donc pas pourquoi le Parlement européen ne devrait pas se référer expressément à ce communiqué ; quant à l'exigence, en matière de politique étrangère, de passer, dans la mesure du possible et, par conséquent, lorsque les raisons d'être de la Communauté l'exigent, du stade de la concertation à celui de la mise en œuvre d'une politique commune, elle est également explicitement affirmée au point 14 du communiqué de Paris.

Nous estimons qu'il est essentiel que la résolution contienne une prise de position précise en ce sens, à défaut de laquelle elle serait privée de son caractère d'actualité et n'aurait qu'une faible portée sur le plan politique.

C'est en raison de toutes les considérations que je viens de formuler que nous nous permettons d'inviter l'Assemblée à adopter notre amendement.

(Applaudissements)

**PRÉSIDENCE DE M. SCHUIJT***Vice-président*

**M. le Président.** — La parole est à M. Bousquet, au nom du groupe de l'UDE.

**M. Bousquet.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, le problème que nous examinons ce soir est extrêmement important et je remercie notre collègue, M. Radoux, des paroles qu'il a prononcées et du texte qu'il a préparé. Il a très bien vu l'ensemble du problème.

Les débats que nous avons eus à la commission politique nous ont permis d'être mieux éclairés sur un problème fondamental. Je voudrais néanmoins, si vous le permettez, vous dire quelques mots sur ce sujet, que je considère comme capital dans les rapports Est-Ouest.

Vous vous souvenez tous que, lors de son voyage à Moscou, le général de Gaulle avait envisagé une Europe allant de l'Atlantique à l'Oural. Cette Europe impliquait une pénétration réciproque des deux parties du continent, sans idéologie imposée par un camp à l'autre, chacun conservant son éthique et ses principes politiques sans recherche d'hégémonie, et nous comptons sur le programme de rapprochement ainsi élaboré lors du voyage en URSS du président

de la République en 1966 pour développer des liens bilatéraux. Une politique de coopération et d'entente devait être réalisée, et elle l'a d'ailleurs été sur ces bases en ce qui concerne la France. Nous espérons ainsi faciliter les contacts avec certains États d'Europe orientale, en augmentant les échanges de toute nature avec eux et en réduisant par là leur dépendance à l'égard du Kremlin ; certes, nous ne songions nullement à détacher de l'URSS les démocraties populaires. Ni reconquête, ni vengeance. Mais, la meilleure satisfaction des besoins des peuples devait passer, à nos yeux, avant les calculs de l'idéologie.

La politique française vis-à-vis de l'Est fut reprise par la république fédérale d'Allemagne en 1970, avec les résultats que l'on sait, c'est-à-dire traités de Moscou et de Varsovie, reconnaissance de la ligne Oder-Neisse, accords quadripartites sur Berlin, politique inter-allemande. Ces rapports nouveaux créaient une novation considérable dans les relations germano-soviétiques et germano-polonaises, ainsi qu'un début de détente entre RFA et RDA.

Après la crise tchèque de 1968, MM. Pompidou et Heath reprirent aux Chequers, en mars 1971, le programme français de 1966. Pour eux — je cite leur phrase — « une Conférence sur la sécurité et la Coopération, bien préparée, et circonscrite, permettrait à certains États d'Europe orientale d'affirmer une plus grande individualité ».

M. Brandt tenait un langage analogue, affirmant avoir les mêmes préoccupations que le chef de l'État français et le premier ministre britannique et que, la conférence venant après la ratification de l'Ostpolitik, elle réduirait la dépendance des pays de l'Est à l'égard de Moscou.

Pour l'Ouest en un mot, un point d'arrivée est atteint à partir duquel une vaste politique de confiance et de collaboration avec l'Est pourrait se développer près de trente ans après la fin de la guerre.

Cette politique vient d'être amplifiée par le tout récent paragraphe d'un accord entre les deux Allemagnes, le « Grundvertrag », qui se traduit par la reconnaissance de chaque État l'un par l'autre, qui va permettre l'échange de représentants diplomatiques entre eux et qui entraînera l'augmentation du volume des échanges commerciaux, celui du mouvement des personnes et enfin l'entrée des deux États allemands à l'ONU avec la reconnaissance de la République démocratique par la plupart des puissances de l'Ouest.

Il est incontestable que, du fait de la conclusion des accords Brandt avec l'URSS et la Pologne d'une part, l'Allemagne de l'Est d'autre part, les propositions soviétiques concernant le système européen de sécurité et de coopération se sont trouvées singulièrement renforcées.

Celles-ci ont été développées inlassablement, je le rappelle, depuis janvier 1954 : propositions

**Bousquet**

Molotov il y a dix-huit ans, déclaration des pays de l'Est dans le même sens en 1954 également, propositions d'accords régionaux d'origine soviétique formulées en 1957, 1958, 1960, 1963 et 1964 en vue de la création de zones de paix au nord, au centre (plan Rapacki), et au sud de l'Europe, plans de paix de Bucarest en 1966 et de Karlovy-Vary en 1967, de Prague en 1969 et de Budapest en 1970. Ce dernier acceptait explicitement la participation des membres nord-américains de l'Alliance atlantique à la Conférence Est-Ouest projetée.

Les propositions du pacte de Varsovie furent soutenues et appuyées par la Finlande en mai 1969 et par l'Autriche en 1970.

Au début de 1971, Moscou revenait à la charge en appuyant l'ouverture, à Helsinki, de négociations multilatérales. De son côté, le Conseil atlantique, au cours de cette même année 1971, puis en 1972, consacra une place importante à la Conférence sur la sécurité et la coopération lors de ses réunions de Lisbonne en juin 1971, de Bruxelles en décembre 1971 et de Bonn en mai 1972.

Partout fut suggérée l'ouverture de conversations multilatérales préparatoires à Helsinki.

Aujourd'hui, où en sommes-nous ?

A la veille des pourparlers multilatéraux préparatoires, qui doivent s'ouvrir le 22 novembre prochain dans la capitale finlandaise, l'Ouest a défini les trois points essentiels qui, pour nous, doivent constituer les éléments de base de ces pourparlers et de la conférence ultérieure :

Il s'agit :

- premièrement, des problèmes politiques,
- deuxièmement, des problèmes économiques, scientifiques et techniques,
- troisièmement, des problèmes culturels et humains.

Les problèmes politiques doivent porter essentiellement sur la sécurité et les questions qui s'y réfèrent directement, sauf au plan militaire. Qu'est-ce à dire ? Cela signifie qu'on traitera de la garantie des frontières, des pactes de non-agression réciproque, du règlement des litiges de nature politique, par la voie de négociations, commissions mixtes, etc., de la définition des principes devant servir de modèle aux États avec, tout d'abord, l'engagement de ne pas recourir à la force ou à la menace de la force, de l'égalité inter-étatique et de la bonne conduite entre puissances.

Il s'agit aussi, bien sûr, de la reconnaissance diplomatique réciproque pour des pays qui, comme l'Allemagne de l'Est, n'en bénéficient pas encore, cette reconnaissance entraînant un vote favorable pour l'admission à l'ONU de ceux qui n'en sont pas mem-

bres et souhaitent le devenir, comme c'est le cas des deux Allemagnes.

Il s'agit, en un mot, de faire progresser diplomatiquement la notion de sécurité dans un esprit de détente et de collaboration, par des voies parallèles et des progrès analogues à ceux accomplis ou à accomplir sur le plan économique (échanges techniques, coopération scientifique) et, si possible, sur les plans culturel et humain.

Le développement des échanges commerciaux et la multiplication des liens économiques et techniques sont souhaités par tous et ne paraissent pas devoir poser de problème. A ce sujet, il semble vraiment y avoir unanimité, et le développement spectaculaire du commerce Est-Ouest, des États-Unis au moins étendu des pays européens, démontre, depuis quelques années, ce qui a été réalisé, va l'être ou le sera demain.

En présentant nos techniques, en faisant connaître et apprécier notre niveau de vie, nous entendons développer autant que faire se peut les relations, la complémentarité, de manière à substituer la confiance à la crainte et la sympathie à la méconnaissance ou à l'ignorance. Nous entendons que soient multipliées les exportations de marchandises, de produits de toute sorte, qu'il s'agisse d'échanges agricoles, d'approvisionnement en pétrole, d'électricité ou de coopération scientifique, des contacts entre grandes, moyennes ou petites entreprises, du statut de la représentation, de contacts professionnels, industriels ou techniques, des transports routiers ou de la navigation fluviale. Sur le plan de la coopération industrielle, technique, scientifique ou agricole et même bancaire ou de la lutte contre les fléaux modernes y compris avec l'URSS, tous les échanges, non seulement sont possibles, mais doivent être encouragés, favorisés.

Plus complexe, et nous touchons là un point sensible, apparaît le développement des relations culturelles et humaines. Il existe, certes, déjà, entre l'Est, URSS exclue, et l'Ouest, des échanges importants à ce titre, par le développement des bibliothèques, des lecteurs en mission, le souci des populations de mieux connaître l'expression de la pensée occidentale sous toutes ses formes. Il n'en est malheureusement pas encore de même chez les Soviétiques. Sur leur territoire, livres, pensées, journaux de nos pays ne pénètrent pas ou entrent à doses infimes. A plus forte raison, si le mouvement des personnes ne connaît guère de restriction chez les satellites, mise à part l'Allemagne de l'Est, il en comporte de considérables en Russie. On le sent d'ailleurs si bien à Moscou que, si je ne me trompe, les points essentiels de l'ordre du jour de base des pourparlers préparatoires, élaborés dans la capitale de l'URSS, ne mentionnent pas le mouvement des personnes et les problèmes humains. Ils englobent les facteurs culturels au sein des échanges économiques et techniques en les mentionnant d'ailleurs à peine. Il existe

**Bousquet**

là un point important sur lequel l'attention doit être appelée.

J'attire toute votre attention sur le point 4 qui concerne l'Organe pan-européen permanent, si cet organe doit finalement voir le jour. Par ce biais, il est évident que l'URSS va rechercher le moyen de disposer d'un droit de regard sur les groupements qui, tels le Marché commun élargi, la discriminent, à ses yeux, et, d'une façon générale, discriminent l'Est, notamment aujourd'hui, par la politique agricole commune, demain, par l'union économique et monétaire. Il est facile de répondre que l'URSS et les satellites sont des pays à commerce d'État, dont les normes économiques et monétaires sont entièrement différentes des nôtres. Néanmoins, il est à craindre que, par le biais du Comité pan-européen permanent, l'Ouest ne soit invité à fournir des justifications, auxquelles une réciprocité inévitable ne nous apportera qu'une contrepartie toute théorique.

L'investigation éventuelle du Marché commun peut conduire demain le même Comité pan-européen à se préoccuper de l'Alliance atlantique. Ce sera pour nous une faible consolation que d'obtenir de parcimonieux renseignements sur l'alliance dite Pacte de Varsovie à moins que, pour abréger le débat, on ne nous propose la suppression des deux alliances ou l'adhésion de l'URSS à la nôtre, comme en 1954 ! Il est vrai que nous ne sommes plus au temps de la guerre froide.

Il conviendra en tout cas ici, écartant l'humour dans un sujet aussi sérieux, de faire preuve de beaucoup de vigilance, de doigté et d'habileté diplomatique pour éviter heurts, froissements ou empiètements.

J'en arrive maintenant à ce que nous considérons en France comme les problèmes essentiels, *les problèmes militaires*. C'est là, une raison de plus, de nous garder — j'y insiste — de consacrer un paragraphe de la résolution aux problèmes militaires comme, par exemple, MBFR ou réduction mutuelle et équilibrée des forces.

Rien ne nous y invite. Tout doit nous en décourager. Pourquoi ?

Tout d'abord, la CEE est essentiellement économique, financière, industrielle et technique.

A grand-peine avons-nous réussi — et encore les progrès sont-ils particulièrement lents — à tenter d'adopter des positions communes sur quelques rares problèmes de politique étrangère.

Ensuite, membres d'une organisation essentiellement civile, nous n'avons aucun titre à mentionner dans nos textes des problèmes militaires pour nous louer de conversations non encore engagées d'ailleurs et dont l'issue est pour le moins douteuse.

Troisièmement, il a déjà été formellement décidé que ces problèmes ne seraient abordés ni pendant

la préparation ni durant le déroulement de la conférence.

Quatrièmement enfin, les MBFR constituent, à coup sûr, l'un des points les plus délicats et les plus graves pour l'Europe de l'Ouest. Il ne convient pas, vous en serez d'accord avec moi, d'indiquer pourquoi dans cette enceinte, parce qu'elle n'en constitue pas le lieu. Cette Assemblée n'est en effet pas chargée des problèmes militaires.

La mention dans ce même paragraphe 3 de la proposition de résolution de notre collègue Radoux des « SALT » ne me paraît pas heureuse. Pourquoi ? Parce qu'il s'agit d'un accord conclu en dehors des pays européens qui n'ont jamais été consultés à son sujet. Il intéresse, comme chacun sait, uniquement les deux super-puissances. Pour ces deux raisons, il ne trouve pas sa place dans un texte intéressant avant tout les relations entre habitants de notre continent. Je demande donc — comme je l'ai déjà fait en commission politique — que soit supprimé le paragraphe 3.

Enfin, je souhaiterais que dans le premier alinéa du préambule, on ne se bornât pas à une indication générale des accords conclus et ratifiés, mais que fussent particulièrement mentionnés les traités germano-soviétique et polono-soviétique ainsi que l'accord quadripartite sur Berlin.

**M. le Président.** — Dois-je considérer, Monsieur Bousquet, que vous avez également défendu vos amendements ?

**M. Bousquet.** — Je les ai introduits très rapidement dans mon texte, mais je les exposerai plus en détail le moment venu.

**M. le Président.** — La parole est à M. Leonardi.

**M. Leonardi.** — (1) Monsieur le Président, mes chers collègues, je crois que l'on peut considérer comme significatif le fait que nous ayons parlé le même jour, d'une part, de la conférence au sommet, qui a essentiellement porté sur des problèmes liés à l'organisation et au développement de notre Communauté en tant que telle et, d'autre part, de la conférence sur la sécurité et la coopération, dans le cadre de laquelle seront examinés les problèmes fondamentaux soulevés par nos relations extérieures avec d'autres pays d'Europe, faisant partie d'un système économique et social différent.

Cette simultanéité n'est pas fortuite : elle résulte du fait que plus de 25 ans après la fin de la guerre et plus de 15 ans après la création de la Communauté européenne, des circonstances entièrement nouvelles sont apparues qui exigent de profondes transformations dans la constitution interne de la Communauté et de ses relations extérieures.

## Leonardi

Ces deux aspects sont indissociables et c'est justement la reconnaissance de leur parallélisme qui constitue la condition préalable à une solution équitable. Ce sera la nature même de la Communauté qui déterminera le caractère de ses relations extérieures et sa capacité à affronter et à résoudre les problèmes de cette grande Europe dont la Communauté fait partie.

Nous parviendrons à aménager nos relations extérieures dans la mesure où nous parviendrons à adapter cette Communauté aux nouvelles exigences qui sont apparues au cours de ces dernières années en ce qui concerne l'existence de la Communauté elle-même et son importance dans le monde en tant que grande région économique.

Il ne faut donc pas considérer que le processus d'intégration communautaire est incompatible avec la coopération avec l'extérieur mais qu'au contraire, il en constitue le préalable indispensable. Les phénomènes objectifs qui sont à la base du processus d'intégration peuvent constituer le préalable au développement de la coopération avec les autres pays d'Europe qui font partie de systèmes économiques et sociaux différents et n'ont pas la même organisation régionale, à condition que nous adoptions à leur égard une attitude équitable et satisfaisante grâce à des institutions et des procédures appropriées. Nos difficultés résultent donc non pas de la contradiction entre les deux phénomènes mais de notre incapacité à les affronter et à les résoudre dans l'intérêt de la paix et du progrès des peuples.

M. Amendola a fait ressortir aujourd'hui les faiblesses de la construction communautaire qui ont été mises en lumière par les travaux et les résultats de la Conférence au sommet. Mais ces phénomènes pèsent et influent lourdement sur la participation de nos pays à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. Le fait que la Communauté ne parvienne pas à se défaire de liens et de processus institutionnels dérivant des circonstances dans lesquelles elle a été créée, en tant qu'élément essentiel d'un bloc nettement opposé et hostile à d'autres blocs, provient de ce que nous ne parvenons pas à nous défaire des forces conservatrices qui, jusqu'à présent, ont déterminé son développement et qui nous ont fait aboutir aux maigres résultats de la Conférence au sommet, une mauvaise base de départ pour affronter les problèmes posés par la conférence sur la sécurité et la coopération dont le but est précisément l'élimination des blocs.

Le rapporteur, dans sa proposition de résolution, de même que le ministre Schmelzer dans son intervention de ce matin, recommandent aux États membres de se concerter, mais sur quoi nos pays devraient-ils se concerter ? Sur quelles bases et en vue de quels objectifs ? Si après tant d'années de travail en commun, nos pays ne parviennent pas à mettre en œuvre des politiques communes dans les domaines de l'industrie des transports, de l'énergie, de la recherche

scientifique et ainsi de suite, comment pourront-ils se concentrer sur les relations extérieures et affronter sur des bases communes les problèmes de la coopération avec d'autres pays appartenant à la même Europe mais ayant des systèmes économiques et sociaux différents ? Chaque pays tendra à faire comme bon lui semble et la recommandation contenue dans la proposition de résolution ne constituera que l'expression d'un vœu pur et simple, comme c'est souvent le cas au sein de ce Parlement qui fait connaître ses desiderata mais qui est incapable de créer les conditions préalables à leur réalisation. Ou bien, nous devons nous contenter de considérer notre Communauté comme une simple union douanière dont le véritable point de rencontre et de concertation est, comme l'affirme la proposition de résolution, la politique commerciale, politique qui constitue une partie de plus en plus faible des relations extérieures, lesquelles prennent des formes de plus en plus diverses dans le domaine de la co-production, des échanges, de la collaboration technique, etc.

La concertation sur les problèmes commerciaux limite non seulement à peu de choses les possibilités de coopération entre nos pays, mais tend également à confirmer le caractère fermé de notre Communauté et risque d'inciter à la formation de nouveaux blocs à un moment où il s'agit précisément de lutter contre la formation de ces blocs et de promouvoir des relations de plus en plus ouvertes avec l'ensemble du monde. Tout se passe comme s'il fallait considérer comme définitivement acquis le caractère de nos échanges commerciaux qui ont été définis lorsque les différents blocs politiques étaient antagonistes ; c'est ainsi qu'aujourd'hui l'ensemble des échanges commerciaux de la grande Europe se répartit comme suit : 35 % des échanges ont lieu entre les pays de la CEE, 9 % entre les pays de l'AELE et 15 % entre les pays du COMÉCON, alors que les échanges entre des pays appartenant aux deux systèmes ne portent que sur 6 %.

Certes, le développement des échanges intra-communautaires constitue un élément important du développement économique, mais il doit également constituer la condition préalable au développement des relations extérieures qui ne peuvent plus se cantonner seulement au domaine commercial et doivent également se traduire par la coopération et la mise en œuvre de projets communs dans le domaine de la production, de la recherche, des transports, de l'énergie, de la protection de l'environnement, etc., afin que les divisions intervenues en Europe à la suite de la guerre, de l'antagonisme des blocs, des différences qui existent entre les systèmes politiques, aillent en s'atténuant et que la coopération toujours accrue constitue la base certaine et permanente de la sécurité.

Voilà le domaine spécifique dans lequel nous pourrions apporter notre contribution.

**Leonardi**

Le problème de l'individualisation de la Communauté est donc inséparable de celui de la sécurité et de la coopération dans la mesure où seule une Communauté démocratique et consciente des intérêts de ses peuples pourra contribuer de manière valable à résoudre les problèmes qui se posent dans le cadre des relations avec les autres pays d'Europe dont l'organisation régionale est différente. Aujourd'hui, il s'agit, sur un plan concret, de ne pas dissocier la Conférence au sommet de la conférence sur la sécurité et la coopération et d'étudier leurs conditionnements réciproques, qui peuvent se résumer brièvement dans le fait que seules des politiques communes définies démocratiquement sur la base du consensus des peuples, et essentiellement grâce à une représentation correcte et une participation de toutes les forces politiques s'exprimant démocratiquement, peuvent constituer la base de relations extérieures dans la paix et la coopération.

Les insuffisances qui sont apparues lors de la Conférence au sommet, l'incapacité à mettre en œuvre une réforme institutionnelle et, par conséquent, à adopter une position solidaire, font que les pays européens affrontent en position de grande incertitude et de faiblesse les problèmes qui seront évoqués dans le cadre de la conférence sur la sécurité et la coopération, sur laquelle la proposition de résolution émet un avis favorable tout en faisant ressortir les aspects traditionnels de notre activité communautaire que nous condamnons et qui la rendent inapte à affronter cette nouvelle tâche.

C'est sur cette base que M. Scelba a pu reprendre un point de vue, qui n'est pas nouveau, selon lequel la conférence sur la sécurité et la coopération devrait être en réalité une conférence annonçant une nouvelle croisade.

Certes, la proposition de résolution est positive en ce sens qu'elle affirme la nécessité pour la Communauté de participer à la conférence sur la sécurité, nécessité qui est désormais généralement reconnue ; en revanche, en ce qui concerne les autres aspects de la question, elle peut être considérée comme le rappel nostalgique d'un passé qui est véritablement révolu.

C'est pourquoi nous nous abstenons de nous prononcer sur la proposition de résolution présentée.

*(Applaudissements sur les bancs d'extrême gauche)*

**M. le Président.** — La parole est à M<sup>lle</sup> Lulling.

**M<sup>lle</sup> Lulling.** — Monsieur le Président, c'est en mon nom personnel que je tiens à déclarer que, telle qu'elle nous est présentée, il m'est difficile de manifester de l'enthousiasme pour la proposition de résolution sur la préparation de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Le document qui nous a été soumis par la commission politique reflète, en effet, dans une trop forte

mesure la volonté d'écarter tous les sujets de controverses possibles. Si telle pourrait, à la rigueur, être l'attitude d'un diplomate de carrière, le rôle de parlementaire en régime démocratique doit rester de s'attaquer à des questions épineuses et controversées, de contribuer à faire comprendre à l'opinion publique les aspects essentiels de la vie internationale.

Confronté avec le problème de la tenue d'une conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, le Parlement européen peut-il vraiment se contenter d'affirmer poliment qu'il se félicite que des pourparlers multilatéraux préparatoires à cette conférence s'ouvriront le 22 novembre prochain à Helsinki ?

Personnellement j'estime que les peuples européens sont en droit d'attendre de leurs représentants une prise de position reflétant plus concrètement les soucis et les aspirations de ces peuples. Abandonnons le langage trop poli de la haute école diplomatique à ceux qui ont pour tâche de s'adonner au métier de diplomate. J'ai, moi, une conception quelque peu différente de notre propre tâche.

Parlant de la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, M. Amendola avait, au cours de la séance du 15 septembre 1970, exprimé le souhait suivant : « Il aurait dû être permis au Parlement européen d'apporter sa contribution, n'eût-ce été que pour indiquer quels devaient être les éléments à sauvegarder et les garanties à prendre ».

Personnellement je persiste à croire que nous aurions fait œuvre plus utile en acceptant ce défi qui nous a été lancé par les parlementaires communistes qui siègent dans cette enceinte. Suivant en cela nos collègues de l'Assemblée Consultative du Conseil de l'Europe, le Parlement européen aurait pu rappeler, à l'occasion de son vote d'aujourd'hui :

— qu'il tient à promouvoir sur le plan international le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques ;

— qu'il désire voir aboutir à des résultats concrets des négociations concernant les réductions mutuelles et équilibrées des forces militaires en Europe ;

— qu'il désire voir révoquée la fameuse doctrine Brejnev concernant la souveraineté limitée des pays socialistes de l'Europe de l'Est, doctrine qui est à l'origine notamment de l'anéantissement du « Printemps de Prague » ;

— qu'il désire voir aboutir la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à un engagement concernant la non-ingérence des puissances dans les affaires intérieures d'États tiers ;

— qu'il désire voir rétablie la libre circulation des personnes, des idées et des informations entre tous les États européens.

Monsieur le Président, je suis profondément convaincue qu'un pareil langage aurait été compris non seu-

**Lulling**

lement par les peuples que nous avons le devoir de représenter, mais aussi par les peuples des États de l'Europe orientale. Par contre, je ne vois pas quel effet utile pourrait être produit par l'adoption de la résolution telle qu'elle nous est présentée, et, vu les multiples amendements déposés, un délai supplémentaire de réflexion aurait été utile. Il aurait aussi pu nous fournir l'occasion d'étudier un certain nombre de déclarations très intéressantes qui ont été faites récemment par des hommes politiques des républiques socialistes de l'Europe orientale, qui, eux, ne mâchent pas leurs mots comme nous donnerions l'impression de le faire en votant le texte de la proposition de résolution qui nous a été soumise par notre commission politique.

Les exercices de style feutré sont les jeux des diplomates. Dans nos régimes démocratiques, le rôle des parlementaires ne peut être d'imiter ces jeux. Notre devoir est de dire sans fard ce que nous ressentons et ce que nous croyons être les aspirations profondes de nos peuples.

Voilà pourquoi j'ai tenu à intervenir dans ce débat.  
(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Dahrendorf.

**M. Dahrendorf, membre de la Commission des Communautés européennes.** — (A) Monsieur le Président, parlant au nom de la Commission, je puis me limiter à quelques mots. Pour l'essentiel, le président de la Commission a déjà pris position sur la question de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe à un stade antérieur de nos discussions.

La Commission appuie les principes qui ont inspiré la proposition de résolution ici en discussion. La Commission, de son côté, a toujours estimé que la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe constituait un élément important de l'avenir européen.

La partie décisive de la proposition de résolution est, à notre avis, le paragraphe 2, où il est question d'une position commune de la Communauté. La préparation de la Conférence sur la sécurité s'est déroulée à tous les échelons des institutions communautaires. Au début de la semaine prochaine, les ministres des affaires étrangères des États membres de la Communauté élargie se réuniront à La Haye dans le cadre de la coopération politique. La Commission prend part à cette réunion, dans la mesure où elle traite de la question de la Conférence sur la sécurité en Europe. Ce n'est pas un hasard si l'on applique précisément à cet égard cette formule institutionnelle quelque peu compliquée :

Une partie des thèmes de la Conférence sur la sécurité et la coopération sont des thèmes communautaires. A partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, la Communauté aura une politique commerciale commune éga-

lement à l'égard des pays de l'Europe de l'Est à commerce d'État. Certains thèmes de la Conférence ne sont pas directement des thèmes communautaires, mais ils concernent à un si haut point l'activité communautaire qu'il est souhaitable de rechercher, tout au moins, une coordination des points de vue. Dans ces deux domaines, la Commission participera, également à l'avenir, à la préparation de la conférence. A cet égard, le paragraphe 2 de la proposition de résolution appuie une position que nous avons toujours adoptée. Nous avons toute confiance qu'il sera possible, dans le cadre de la préparation de la conférence et au cours de la conférence elle-même, de développer, en étroite liaison avec le Parlement, les positions que la Communauté aura à défendre. Nous sommes certains que l'on pourra, à cet égard, d'une part agir communautairement et, d'autre part, veiller à ce qu'à la conférence l'accent ne soit mis à tort sur la politique des blocs.

En ce sens, la Commission appuie les principes qui sont exprimés dans cette proposition de résolution.

**M. le Président.** — Je remercie M. Dahrendorf.

La parole est à M. Radoux.

**M. Radoux.** — Monsieur le Président, j'avais proposé tout à l'heure une formule pour essayer de gagner du temps. Mais, comme chacun peut prendre la parole, j'ai aussi le droit de répondre, car j'ai entendu certaines affirmations qui appellent de ma part une réponse, faute de quoi je ne dormirais pas !

M<sup>lle</sup> Lulling a souvent employé les mots de *poli* et *poliment*. Je la remercie de me trouver poli. C'est d'ailleurs pourquoi c'est à elle que je répondrai d'abord.

M<sup>lle</sup> Lulling trouve notre résolution trop faible. Je veux précisément faire remarquer que, par la conférence qui va s'ouvrir, le 22 de ce mois, à Helsinki, l'Ouest manifestera deux choses : premièrement qu'il a pris tout le temps nécessaire pour que ces conversations n'échouent pas ; deuxièmement, qu'il a pris tout le temps nécessaire pour que la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe soit un succès. Ce n'est pas par des déclarations comme l'on en entend trop souvent depuis vingt ans, faites de grandes généralités sur l'amour de la paix et des peuples, l'entente, l'amitié, que l'on règle les questions entre l'Est et l'Ouest. Nous sommes arrivés à un très grand tournant et, sans faire de jeux de mots, je crois que la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe est véritablement un lever de rideau entre les pays de l'Est et les pays de l'Ouest, pour la première fois depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Je n'ai pas employé un langage diplomatique, Mademoiselle Lulling, j'ai simplement essayé de rédiger une résolution meilleure, j'ai la faiblesse de le croire, que certaines autres qui ont déjà été adoptées.

**Radoux**

Enfin, Mademoiselle Lulling, je ne crois pas qu'il soit bon, en politique comme en diplomatie, de commencer à condamner au moment où l'on se met à table pour essayer de s'entendre.

Monsieur Leonardi, décidément, les extrêmes se touchent ! Je rentre de Moscou ; je n'y ai plus entendu parler de blocs. Je vous félicite, vous avez vraiment accompli un très grand pas en avant. Vous abandonnez les trente-deux thèses marxistes contre le Marché commun, vous abandonnez les seize thèses qui ont suivi, et vous exprimez l'espoir que notre Communauté va pouvoir agir en tant que Communauté.

Voyez-vous, vous retardez un peu ! Il fut un temps où l'on disait que le Marché commun était l'enfant de l'Alliance atlantique, on finira par dire que l'Alliance atlantique est l'enfant du Marché commun ! Vous devez savoir ce que vous voulez. Je vous rappelle une vérité, car il ne s'agit plus ici de thèses personnelles ou de thèses défendues par la Commission : comme M. Dahrendorf l'a très justement rappelé, le 1<sup>er</sup> janvier prochain la politique commerciale du Marché commun va entrer en vigueur. J'ajoute que le 31 décembre 1974, c'est l'ensemble de la politique commerciale et économique de nos États membres qui entrera en vigueur, et que, dans un discours prononcé devant les syndicats, le 24 avril dernier je crois, M. Leonid Brejnev a dit, non pas qu'il reconnaissait le Marché commun, mais qu'il reconnaissait les réalités de l'Ouest. Et après le voyage que j'ai fait à Moscou, je suis tout disposé à vous envoyer un exemplaire du journal de mon parti dans lequel vous pourrez lire le communiqué qui est sorti de nos entretiens ; ses termes sont nettement en avance sur les thèses que vous avez défendues.

Enfin, je désire vous rassurer. Vous avez dit que nous étions peut-être en danger dans la Communauté, que peut-être nous n'abordions pas ces négociations comme il faudrait, que nous n'étions peut-être pas assez unis. Je puis en tout cas vous affirmer que, pour ce qui est des questions militaires, le Marché commun, ou, plus exactement, comme on dit très justement aujourd'hui, les Communautés européennes, n'ont pas besoin d'avoir peur ; elles peuvent poursuivre leur travail pacifique et fructueux parce que la défense de l'Europe est aussi celle de l'Occident, c'est-à-dire que c'est une défense indivisible et, tant que vous habitez l'Italie comme citoyen libre, Monsieur Leonardi, n'ayez pas peur !

Monsieur Scelba, vous avez énormément d'expérience. Dans votre amendement il est un point excellent que je reprendrai sous une autre forme, que, j'espère, vous pourrez accepter. Mais, dans votre discours, vous avez dit qu'il n'y avait pas encore de détente. M. l'ambassadeur Bousquet vous a très bien répondu : la détente est en cours depuis des mois, depuis même un certain nombre d'années. Notre tâche, maintenant, c'est de l'approfondir. Mais il n'est

pas vrai que nous soyons encore en termes de guerre froide, car si tel était le cas, le chancelier Brandt n'aurait pas pu, comme il l'a fait, avoir l'habileté de signer certains traités et le courage d'accomplir, en tant qu'homme d'État, son geste de Varsovie !

Pour terminer, je dirai à M. l'ambassadeur Bousquet qu'en ce qui concerne les SALT, il a tout à fait raison. Mais ce ne sont pas les Européens qui possèdent les armements stratégiques, mais les Américains et les Russes. Il est donc assez normal que ce soit entre eux que les conversations aient lieu. Il s'agit de « conversations collatérales de désarmement ». Ce n'est pas le vrai désarmement, mais, comme vous le savez aussi, il y aura les SALT n° 2, c'est-à-dire ce qui me paraît très important, la continuation de cette conférence. En effet, il existe la thèse du désarmement général et contrôlé, mais il y a aussi l'application de la thèse, et ce que j'aurais voulu vous voir accepter, ce sont les MBFR, parce que c'est précisément l'Europe qui est concernée par cette opération.

Mais ce n'est pas tout. Dans les cercles de l'ONU et ailleurs, on parle, depuis que l'ONU est créée, de la thèse du désarmement général et contrôlé, mais jusqu'à présent personne n'a appliqué une partie de cette thèse. Si nous pouvions annoncer au monde qu'à l'endroit où, dans ce monde, il y a le plus d'armes et le plus d'hommes, nous sommes parvenus à un commencement de désarmement, quel succès pour l'Europe et quel exemple pour les autres !

Voilà pourquoi j'essaie, Monsieur l'Ambassadeur, de vous convaincre d'accepter malgré tout que les MBFR figurent dans la résolution.

Il y a une autre raison. L'Union soviétique, qui s'est montrée tout à fait intransigeante au sujet de l'agenda de la Conférence sur la sécurité, a accepté des conversations tout à fait spéciales sur les MBFR. Ne serait-il pas étrange que, maintenant que l'Union soviétique a accepté ce que nous avons proposé en 1968, nous allions, nous, n'en plus parler ?

Voilà, Monsieur le Président, ce que j'avais à déclarer. Je crois que nous sommes dans la bonne voie. Dans la question du désarmement comme dans toute autre, il faut avoir beaucoup de prudence et beaucoup de patience. Mais qui aurait dit que vingt-cinq ans après la fin de la deuxième guerre mondiale, plus de trente-cinq pays pourraient, comme ce sera le cas la semaine prochaine à Helsinki, se réunir, parce que conscients tous de la venue de la paix, alors que, vingt ans après la deuxième guerre mondiale, tout le monde sentait que l'on allait vers la guerre ?

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.



**Président**

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution.

Sur le premier alinéa du préambule, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par M. Bousquet au nom du groupe de l'UDE et dont voici le texte :

Compléter le texte comme suit :

« ... notamment, les Traités de la RFA avec l'URSS et la Pologne, l'accord quadripartite sur Berlin, et le récent traité entre la RFA et la RDA ».

La parole est à M. Bousquet pour défendre son amendement.

**M. Bousquet.** — Monsieur le Président, cet amendement a subi quelques modifications, que j'ai mises au point avec l'aide de certains collègues allemands. Il doit maintenant se lire comme suit :

« notamment les traités de la RFA avec l'URSS et la Pologne ainsi que l'accord quadripartite sur Berlin ».

J'ai supprimé « et le récent traité entre la RFA et la RDA, parce que celui-ci n'est que paraphé et n'a pas encore été signé. Ce serait une erreur de mentionner dans une résolution un traité non signé.

**M. le Président.** — Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. Radoux.** — D'accord !

**M. le Président.** — Je mets l'amendement aux voix dans la version indiquée par son auteur.

L'amendement n° 1, ainsi modifié, est adopté.

Je mets aux voix le premier alinéa ainsi modifié.

Le premier alinéa ainsi modifié est adopté.

Sur le deuxième alinéa du préambule je suis saisi d'un amendement n° 2, présenté par M. Bousquet, au nom du groupe de l'UDE et qui tend à supprimer cet alinéa.

La parole est à M. Bousquet pour défendre son amendement.

**M. Bousquet.** — En fait, une erreur s'est glissée dans la rédaction de cet amendement n° 2. Je le retire.

**M. le Président.** — Acte est donné du retrait de l'amendement n° 2.

Je mets aux voix le deuxième et le troisième alinéas du préambule.

Ils sont adoptés.

Sur les paragraphes 1 et 2 je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ? ...

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 1 et 2 sont adoptés.

Après le paragraphe 2, je suis saisi d'un amendement n° 3/rév. présenté par M. Scelba, au nom du groupe démocrate-chrétien et dont voici le texte :

Après le paragraphe 2, insérer le nouveau texte suivant :

« 2 bis. — invite les États membres à convenir, durant les travaux préparatoires et la fixation de l'ordre du jour, d'une politique commune qui s'accorde avec les objectifs assignés à la Communauté par la Conférence de Paris et à sauvegarder les droits de la Communauté et de ses organes ; »

Cet amendement a déjà été défendu par son auteur.

Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. Radoux, rapporteur.** — Monsieur le Président, j'ai dit tout à l'heure que dans l'amendement de M. Scelba, il y avait une idée extrêmement importante. Effectivement cette idée est celle de sauvegarder les droits de la Communauté non seulement dans les conversations mais dans les négociations et aussi dans la clôture des négociations, puisque nous espérons qu'elles seront clôturées d'une façon satisfaisante.

Je dois cependant dire que dans le texte français du paragraphe 2 bis qui a été distribué, la pensée de M. Scelba ne me paraît pas bien reproduite. Je voudrais alors très lentement, si vous le voulez bien, Monsieur le Président, à cette heure tridive, vous donner lecture de ce que je propose :

« Invite les États membres à veiller à l'application d'une politique qui s'accorde avec les objectifs assignés à la Communauté par la Conférence des chefs d'État et de gouvernement à Paris, ... » — et c'est ici que vient l'idée de M. Scelba — « ... notamment en ce qui concerne la sauvegarde des droits de la Communauté. »

C'est une idée nouvelle, Monsieur le Président.

**M. le Président.** — Cela me semble une interprétation assez libre du texte original.

Quel est l'avis de M. Scelba.

**M. Scelba.** — (I) Monsieur le Président, ne disposant pas du texte de l'amendement tel qu'il est formulé par M. Radoux, il est difficile d'exprimer une opinion. Il me semble que les deux idées fondamentales de mon amendement s'y trouvent, toutefois je ne sais comment elles sont formulées, car je n'ai pas devant

Scelba

moi le texte écrit de la nouvelle rédaction. Ainsi, il m'est impossible de dire si ce texte convient.

Les deux idées sont : 1) adoption par les États membres d'une politique commune qui soit cohérente avec les engagements et les objectifs fixés par la Conférence de Paris ; 2) sauvegarde des droits de la Communauté. Il me semble — je le répète — que ces deux idées y sont, mais le problème est de voir comment elles sont exprimées. Il conviendrait d'avoir le nouveau texte, ne serait-ce qu'en français, pour pouvoir décider. Ainsi, je ne suis pas en mesure de dire si l'on peut ou non accepter le nouveau texte de l'amendement ; je prie donc M. Radoux de le formuler par écrit.

**M. le Président.** — Je suis comme vous, Monsieur Scelba, je ne sais pas exactement ce que sera le texte, alors, si M. Radoux pouvait nous donner lecture très lentement, du texte français, nous pourrions probablement vous demander de nous marquer votre assentiment.

**M. Radoux, rapporteur.** — Monsieur le Président, je vais donc relire ce texte mais je voudrais dire à M. Scelba que ce que j'ai enlevé de son texte ce sont surtout certains mots qui constituent une redite par rapport au paragraphe précédent de la résolution que nous venons d'adopter. En d'autres termes, j'exprime avec d'autres mots sa pensée, afin de ne pas répéter ce qui est dit déjà au paragraphe 2.

Ce paragraphe 2 bis serait ainsi libellé :

« Invite les États membres à veiller à l'application d'une politique qui s'accorde avec les objectifs assignés à la Communauté par la Conférence des Chefs d'État ou de gouvernement à Paris, notamment en ce qui concerne la sauvegarde des droits de la Communauté. »

**M. le Président.** — La parole est à M. Scelba.

**M. Scelba.** — (1) Monsieur le Président, je tiens en premier lieu à faire observer que M. Radoux désire supprimer les mots « politique commune ». Eh bien, je demande expressément que les États membres adoptent, à propos de la conférence sur la sécurité, une politique commune. Si ces mots sont supprimés, le texte perd toute sa signification. J'ai déjà dit, en effet, qu'il est inutile de rappeler aux États le devoir de la concertation, parce qu'il est déjà implicite dans les accords en vigueur. Les ministres pourraient en effet répondre : pourquoi nous invitez-vous à faire ce que vous savez que nous faisons déjà ? En revanche, nous demandons quelque chose de plus : se concerter sur une politique commune. Telle est l'idée fondamentale. Dans le texte de M. Radoux, cette idée y est déjà, parce que l'on recommande aux États membres de se concerter dans la Communauté. Eh bien, je demande plus explicitement de parler de poli-

tique commune : là est toute la différence. En outre, alors que j'utilise les mots « adopter une politique commune », M. Radoux parle de « veiller à l'application d'une politique commune ». Ce sont deux idées différentes ; l'idée fondamentale est l'invitation adressée aux États membres d'adopter une politique commune, conforme aux engagements pris.

Si M. Radoux accepte de laisser dans le texte les mots « politique commune », je peux accepter sa rédaction, surtout en ce qui concerne le dernier membre de phrase. Dans le cas contraire, — je le répète — l'amendement perdrait toute sa signification. Et M. Radoux ne peut pas ne pas être d'accord parce que l'idée est exprimée au paragraphe 2 de la proposition de résolution que nous avons adoptée, même si c'est sous une forme qui pourrait ne pas être interprétée dans le bon sens. Je cherche à expliquer, ce qui à mon avis, est déjà implicite dans le paragraphe cité. En supprimant le mot « commune », nous pourrions créer des équivoques. Si M. Radoux accepte la précision que je désire apporter au texte, je me déclare disposé à accepter les autres modifications formelles qu'il a proposées.

**M. le Président.** — Après la déclaration de M. Scelba, je n'ai pas d'autre choix que de mettre aux voix l'amendement de M. Scelba tel qu'il nous a été distribué.

Je sais qu'il est coutume de présenter oralement des propositions de modification mineures à un amendement, mais j'ai l'impression que dans le cas présent il s'agit d'une modification de fond pouvant donner lieu à des interprétations différentes.

L'amendement a été distribué largement dans les délais de sorte que M. Radoux aurait eu le temps de présenter un amendement écrit. Or, il ne l'a pas fait.

Dans ces conditions, je propose de voter sur l'amendement de M. Scelba dans sa forme originale.

La parole est à M. Bousquet.

**M. Bousquet.** — Monsieur le Président, avant le vote, je voudrais rappeler que M. Radoux a raison. Ce que demande M. Scelba figure déjà dans le texte antérieur...

**M. le Président.** — Monsieur Bousquet, il ne s'agit pas en ce moment d'avoir raison, il s'agit de la procédure à suivre. Nous sommes saisis d'un amendement. Si une modification doit y être apportée, elle doit l'être par écrit, mais alors nous ne pourrions plus voter aujourd'hui. C'est une question de procédure.

La parole est à M. Radoux.

**M. Radoux, rapporteur.** — Après son intervention, je suis d'accord avec M. Scelba. Je donne lecture de

**Radoux**

la phrase : « invite les États membres à appliquer une politique commune qui s'accorde avec les objectifs... etc. ».

**M. le Président.** — J'ai l'impression que l'essentiel figure maintenant dans le texte.

Nous allons voter sur le texte de M. Scelba amendé oralement par M. Radoux.

L'amendement n° 3 ainsi modifié est adopté.

Sur le paragraphe 3, je suis saisi d'un amendement n° 4, présenté par M. Bousquet, au nom du groupe de l'UDE et qui tend à supprimer ce paragraphe.

La parole est à M. Bousquet pour défendre cet amendement.

**M. Bousquet.** — Monsieur le Président, j'ai développé tout à l'heure les raisons pour lesquelles j'insistais en faveur de l'adoption de cet amendement. Je les rappelle très rapidement. Premièrement, la CEE est un organisme essentiellement économique, financier, industriel et technique. Deuxièmement, membres d'une organisation essentiellement civile, nous n'avons aucun titre à mentionner dans un texte de notre part des problèmes militaires, dont personne ne sait comment ils évolueront. Troisièmement, il a déjà été formellement décidé que les travaux de la conférence d'Helsinki ne porteraient pas sur ces problèmes ; notre texte porte sur la conférence d'Helsinki. Il est donc inutile de parler des MBRF et des SALT. Quatrièmement, la question des MBRF constitue à coup sûr un des points les plus délicats pour l'Europe, dont nous n'avons pas à nous mêler et que nous ne connaissons pas.

**M. le Président.** — Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. Radoux, rapporteur.** — Monsieur le Président, j'ai fait valoir comme M. Bousquet vient de le faire, les raisons pour lesquelles je demande le maintien du texte.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 4.

L'amendement n° 4 est rejeté.

Je mets aux voix le paragraphe 3.

Le paragraphe 3 est adopté.

Sur les paragraphes 4 et 5, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ? ...

Je les mets aux voix.

Les paragraphes 4 et 5 sont adoptés.

Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

### 13. *Ordre du jour de la prochaine séance*

**M. le Président.** — La prochaine séance aura lieu demain, jeudi 16 novembre 1972, à 10 h et à 15 h avec l'ordre du jour suivant :

- rapport de M<sup>lle</sup> Flesch sur le projet de budget supplémentaire n° 2 pour 1972 ;
- vote sur l'état prévisionnel du Parlement européen ainsi que sur la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Aigner ;
- vote sur le projet de budget général des Communautés pour l'exercice 1973 ainsi que de la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Offroy ;
- rapport de M. Meister sur la quatrième directive tendant à coordonner les garanties pour protéger les intérêts des associés et des tiers ;
- rapport complémentaire de M. Héger sur une troisième directive tendant à coordonner les garanties en cas de fusions de sociétés anonymes ;
- rapport de M. Koch sur les taxes sur le chiffre d'affaires et les franchises fiscales applicables à l'importation de petits envois de marchandises ;
- rapport de M. Liogier sur l'organisation des marchés dans le secteur des fruits et légumes.

La séance est levée.

*(La séance est levée à 19 h 50)*

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 29.

## SÉANCE DU JEUDI 16 NOVEMBRE 1972

### Sommaire

1. Adoption du procès-verbal .....	152	Examen de la section III « Commission » .....	156
2. Retrait d'un document .....	152	Proposition de modification n° 5 au titre 1, chapitre 11 : MM. Riedel ; Offroy ; Spénale ; président de la commission des finances et des budgets ; Burgbacher ; Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes ; Richarts ; Burgbacher ; Coppé ; Spénale ; Riedel ; Coppé .....	156
3. Dépôt de documents .....	152	Adoption de la proposition de modification n° 5 .....	161
4. Communication sur la décharge donnée à la Commission sur l'exécution des budgets .....	153	Proposition de modification n° 16 au titre 1, article 110 : M <sup>lle</sup> Lulling, M. Offroy ..	161
5. Autorisation d'établir un rapport .....	153	Adoption de la proposition de modification n° 16 .....	163
6. Projet de budget supplémentaire n° 2 des Communautés pour 1972. — Discussion d'un rapport de M <sup>lle</sup> Flesch, fait au nom de la commission des finances et des budgets :		Proposition de modification n° 9 à l'article 260 : M. Offroy .....	163
M. Offroy, rapporteur suppléant .....	153	Adoption de la proposition de modification n° 9 .....	163
Vote du projet de budget .....	153	Proposition de modification n° 21 au chapitre 33, article 330 : MM. Offroy, Coppé .....	163
Adoption de la proposition de résolution .....	153	Adoption de la proposition de modification n° 21 .....	164
7. Etat prévisionnel du Parlement européen et budget général des Communautés pour 1973 (votes) .....	154	Proposition de modification n° 11 au chapitre 33, article 330 : M. Offroy .....	164
Adoption de la proposition de modification n° 12 au titre 9 .....	154	Adoption de la proposition de modification n° 11 .....	165
Proposition de modification n° 6 : M. Aigner .....	154	Propositions de modifications nos 2 et 22 au chapitre 33, article 330 : MM. Noë ; Aigner ; Coppé ; Burgbacher ; Spénale ; Schmelzer, président en exercice du Conseil des Communautés européennes ; Spénale ; Schmelzer ; Spénale ; Aigner .....	165
Adoption de la proposition de modification n° 6, au tableau des effectifs .....	155	Adoption de la proposition de modification n° 22 .....	169
Adoption de la proposition de modification n° 13 au tableau des effectifs .....	155	Retrait de la proposition de modification n° 2 sans objet .....	169
Adoption de l'état prévisionnel du Parlement européen pour l'exercice 1973 ....	155	Proposition de modification n° 8 au titre 3 : M. Offroy .....	169
Adoption de la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Aigner ..	155		
Examen des propositions de modification au projet de budget général des Communautés :			
M. Offroy, rapporteur .....	155		
Adoption de la section II « Conseil » ....	156		

Adoption de la proposition de modification n° 8 .....	170	Examen de la proposition de directive : MM. Broeksz ; Haferkamp .....	185
Proposition de modification n° 20 au chapitre 41 : MM. Pêtre ; Offroy ; Coppé ..	170	Amendement n° 2 à l'article 2 : MM. Broeksz ; Meister .....	185
Adoption de la proposition de modification n° 20 .....	171	Rejet de l'amendement n° 2 .....	186
Adoption de la proposition de modification n° 3 au chapitre 50, article 500 ....	172	Amendement n° 3 à l'article 4 : M. Broeksz	186
Adoption de la proposition de modification n° 4 au chapitre 51, article 510 ....	173	Retrait de l'amendement n° 3 .....	186
Adoption de la proposition de modification n° 18 aux titres 6 et 7 .....	173	Amendement n° 1 à l'article 50 : MM. Broeksz ; Meister ; Haferkamp ; Broeksz ; Haferkamp .....	186
Adoption de la proposition de modification n° 1 au chapitre 80, article 800 ....	174	Retrait de l'amendement n° 1 : M. Meister	188
Propositions de modification nos 14 et 19 au chapitre 88, article 880 ; MM. Offroy ; Spénale ; Vals .....	174	Adoption de la proposition de résolution	188
Retrait de la proposition de modification n° 14 .....	175	10. Troisième directive tendant à coordonner les garanties en cas de fusion de sociétés anonymes. — Discussion d'un rapport de M. Héger, fait au nom de la commission juridique :	
Adoption de la proposition de modification n° 19 .....	176	M. Héger, rapporteur .....	188
Proposition de modification n° 7 au chapitre 98, article 980 : MM. Offroy ; Coppé	176	MM. Meister, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Lefebvre, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Broeksz, au nom du groupe socialiste ; Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes .....	189
Adoption de la proposition de modification n° 7 .....	176	Examen de la proposition de directive ..	192
Adoption de la section III « Commission » modifiée .....	177	Amendement n° 1 à l'article 4 : MM. Broeksz ; Héger ; Broeksz ; Haferkamp ..	192
Adoption de la section IV « Cour de justice » .....	177	Rejet de l'amendement n° 1 .....	193
Adoption du volume I « Recettes » modifié	177	Amendement n° 2 à l'article 6 .....	193
Adoption du projet général .....	177	Rejet de l'amendement n° 2 .....	193
Examen de la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Offroy : MM. Spénale ; Coppé ; Spénale .....	177	Amendement n° 3 après l'article 14 : M. Broeksz .....	193
Adoption de la proposition de résolution : M. Schmelzer .....	178	Retrait de l'amendement n° 3 .....	194
8. Dépôt d'une motion de censure .....	178	Amendement n° 4 à l'article 21 : MM. Broeksz ; Héger ; Haferkamp ; Broeksz ; Héger .....	194
9. Quatrième directive tendant à coordonner les garanties pour protéger les intérêts des associés et des tiers. — Discussion d'un rapport de M. Meister, fait au nom de la commission juridique :		Rejet de l'amendement n° 4 .....	194
M. Meister, rapporteur .....	178	Adoption de la proposition de résolution	195
MM. Koch, au nom du groupe socialiste ; Lefebvre, au nom du groupe des libéraux et apparentés ; Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes .....	181	11. Composition des commissions .....	195
		12. Directives concernant les taxes sur le chiffre d'affaires et les franchises fiscales applicables à l'importation des petits envois de marchandises. — Discussion d'un rapport de M. Koch, fait au nom de la commission des finances et des budgets : M. Koch, rapporteur .....	195

M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes ...	197	Cipolla ; Brouwer ; Liogier ; Scarascia Mugnozza ; Richarts .....	207
Adoption de la proposition de résolution	197	Adoption de l'amendement n° 1 .....	208
13. Règlements concernant l'organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes et l'assainissement de la production fruitière. — Discussion d'un rapport de M. Liogier, fait au nom de la commission de l'agriculture :		Amendement n° 2 à l'article 6 de la proposition n° 1 : MM. Liogier ; Scarascia Mugnozza .....	209
M. Liogier, rapporteur .....	197	Rejet de l'amendement n° 2 .....	209
MM. Richarts, au nom du groupe démocrate-chrétien ; Cipolla ; Vetrone ; Brouwer ; Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes .....	200	Adoption de la proposition de règlement n° 1 : MM. Vetrone ; Scarascia Mugnozza ; Brouwer ; Cipolla .....	209
Examen des propositions de règlement ..	206	Adoption de la proposition de règlement n° II .....	211
Amendement n° 1 à l'article 2 de la proposition n° 1 : MM. Brouwer ; Vetrone ;		Adoption de la proposition de résolution	211
		14. Ordre du jour de la prochaine séance :	
		MM. Vetrone ; Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes .....	211

## PRÉSIDENCE DE M. SCHUIJT

## Vice-président

(La séance est ouverte à 10 h 05)

M. le Président. — La séance est ouverte.

## 1. Adoption du procès-verbal

M. le Président. — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?...

Le procès-verbal est adopté.

## 2. Retrait d'un document

M. le Président. — Je signale que la proposition de résolution présentée par MM. Vredeling, Boano, Bourdellès, M<sup>lle</sup> Flesch, MM. de Koning, Lange, Löhr, Mommersteeg et Radoux, sur la continuation des travaux du Parlement européen en matière de politique communautaire de coopération au développement (doc. 102/72) a été retirée par ses auteurs.

## 3. Dépôt de documents

M. le Président. — J'ai reçu les documents suivants :

a) du Conseil des Communautés européennes des demandes d'avis sur :

— les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :

I - un règlement portant ouverture, répartition et mode de gestion du contingent tarifaire communautaire de figues sèches présentées en emballages immédiats d'un contenu net inférieur ou égal à 15 kg, originaires d'Espagne de la position ex 08.03 B du tarif douanier commun ;

II - un règlement portant ouverture, répartition et mode de gestion du contingent tarifaire communautaire de raisins secs présentés en emballages immédiats d'un contenu net inférieur ou égal à 15 kg, originaires d'Espagne, de la position 08 04.B. I. du tarif douanier commun

(doc. 199/72),

ce document a été renvoyé à la commission de l'agriculture pour examen au fond et, pour avis, à la commission des relations économiques extérieures ;

— la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux licenciements collectifs (doc. 200/72),

ce document a été renvoyé à la commission des affaires sociales et de la santé publique

**Président**

pour examen au fond et, pour avis, à la commission juridique.

b) *des commissions parlementaires*, les rapports suivants :

- rapport de M<sup>lle</sup> Colette Flesch, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget supplémentaire n° 2 des Communautés européennes pour l'exercice 1972 (doc. 202/72) ;
- rapport de M. Gerhard Koch, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant une directive relative aux franchises fiscales applicables à l'importation des petits envois de marchandises destinés à des particuliers (doc. 203/72).

4. *Communication sur la décharge donnée à la Commission sur l'exécution des budgets*

M. le Président. — J'ai reçu du Conseil des Communautés européennes, copie des documents suivants :

- Décision du Conseil du 7 novembre 1972 donnant décharge à la Commission sur l'exécution du budget et du budget supplémentaire des Communautés européennes pour l'exercice 1969 ;
- Décision du Conseil du 7 novembre 1972 donnant décharge à la Commission sur l'exécution du budget et du budget supplémentaire de recherches et d'investissement de la CEEA pour l'exercice 1969.

Ces décisions seront publiées au Journal officiel des Communautés européennes.

Les documents en question sont renvoyés à la commission des finances et des budgets.

5. *Autorisation d'établir un rapport*

M. le Président. — J'ai autorisé la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques à élaborer un rapport sur un nouveau système d'aide communautaire pour les charbons à coke et coques destinés à la sidérurgie de la Communauté.

6. *Projet de budget supplémentaire n° 2 des Communautés européennes pour 1972*

M. le Président. — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M<sup>lle</sup> Flesch, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur le projet de budget supplémentaire n° 2 des Communautés européennes pour l'exercice 1972 (doc. 202/72).

La parole est à M. Offroy, suppléant M<sup>lle</sup> Flesch, qui l'a demandée pour présenter le rapport.

M. Offroy, *rapporteur suppléant*. — Monsieur le Président, ce budget supplémentaire ne demandera pas, je crois, de très longs commentaires.

Vous savez que les nouveaux États membres ont demandé à ne pas participer au financement de certaines dépenses engagées en 1972, mais qui ne pourront être liquidées qu'en 1973, notamment en ce qui concerne le FEOGA, section « garantie ». Il a été considéré que la totalité de ces dépenses pourrait être liquidée pour le 31 janvier 1973. Cette demande a été jugée recevable par le Conseil et par la Commission. Dans ces conditions, un projet de budget supplémentaire pour 1972 vous a été présenté.

Ce projet se monte à 195 190 000 unités de compte, et plus tard, lors de la discussion du budget de 1973, la commission des finances et des budgets vous proposera de diminuer d'un montant correspondant le budget de 1973.

Je demande donc au Parlement de bien vouloir approuver ce budget supplémentaire n° 2, qui est conforme à la position du Conseil et de la Commission.

M. le Président. — Nous allons procéder maintenant au vote sur le projet de budget supplémentaire n° 2 pour l'exercice 1972.

Nous procédons d'abord au vote sur le volume I « Recettes ».

Personne ne demande la parole ?

Le volume I « Recettes » est adopté.

Nous passons maintenant au vote sur le volume 4, section III « Commission ».

Personne ne demande la parole ?

Le volume 4, section III, est adopté.

Je mets aux voix l'ensemble du projet de budget supplémentaire n° 2.

Personne ne demande la parole ?

L'ensemble du projet de budget supplémentaire est adopté.

En conséquence, le budget supplémentaire n° 2 des Communautés européennes pour l'exercice 1972 est, conformément aux traités, réputé définitivement adopté.

Nous procédons maintenant au vote sur la proposition de résolution contenue dans le rapport de M<sup>lle</sup> Flesch.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 32.

**Président**

7. *État prévisionnel du Parlement européen et budget général des Communautés pour 1973*  
(votes)

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle le vote sur l'état prévisionnel du Parlement européen et sur le projet de budget général des Communautés européennes pour l'exercice 1972.

Conformément à l'article 23 bis, paragraphe 6, du règlement, le Parlement doit se prononcer par des votes distincts et successifs sur :

- chaque proposition de modification ;
- chaque section du projet de budget ;
- l'ensemble du projet de budget ;
- la proposition de résolution relative au projet de budget.

En application de ces dispositions, et dans le but de clarifier la procédure de vote, je me propose, en ce qui concerne les différentes sections, de mettre aux voix uniquement les propositions de modification et l'ensemble de la section. Les titres ou autres subdivisions de chaque section pour lesquels il n'y aurait pas de propositions de modification déposées ne seront donc pas mis aux voix séparément ; ils feront l'objet d'un vote lors de la mise aux voix de la section.

Il va de soi que si des membres veulent faire une déclaration de vote sur un titre, chapitre ou article déterminé sur lequel il n'y aurait pas de proposition de modification, il leur sera possible de l'exprimer lors de la mise aux voix de la section.

Nous allons, en premier lieu, procéder à la mise au point de l'état prévisionnel du Parlement européen ainsi qu'au vote des propositions de modification déposées à son sujet et de la proposition de résolution y faisant suite.

Sur le titre 9, je suis saisi d'une proposition de modification n° 12 de la commission des finances et des budgets tendant à insérer au chapitre 98 un crédit de 1 300 000 u.c.

Voici le texte de cette proposition :

*Section I : Parlement*

a) *dépenses*

Chapitre 98 — Crédits provisionnels non affectés

Inscrire à ce chapitre la somme de 1 300 000 u.c.

*Section III : Commission*

Titre 2 — Chapitre 29

Article 290

Augmenter le crédit de 11 685 u.c.

b) *recettes* (Volume 1)

Article 550 :

Augmenter le montant de 1 172 680 u.c.

Article 560 :

Augmenter le montant de 22 157 u.c.

Titre 1 — Ressources propres

Article 190 :

Augmenter les crédits de 116 848 u.c.

*Justification*

Ce crédit se révèle nécessaire au vu des augmentations éventuelles des rémunérations pour lesquelles une décision de la part du Conseil intervient normalement avant la fin de l'année. Il est inscrit pour l'instant au chapitre 98, conformément à l'inscription faite dans le même but par les autres institutions.

Le rapporteur désire-t-il développer cette proposition ?

**M. Aigner.** — Non, Monsieur le Président.

**M. le Président.** — Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de modification n° 12.

La proposition de modification n° 12 est adoptée.

Sur le tableau des effectifs du Parlement européen, je suis saisi de trois propositions de modification, à savoir les propositions n°s 6 et 13 déposées par la commission des finances et des budgets et la proposition n° 15 déposée par MM. Vals, Berkhouwer, Triboulet, Hougardy, Wohlfart et Pêtre, qui a été retirée par ses auteurs.

Voici le texte des deux propositions qui restent en discussion :

— Proposition de modification n° 6

*Section I : Assemblée*

Le tableau des effectifs de l'Assemblée est à modifier comme suit :

Dans la colonne emplois permanents, lire

7 LA 3 au lieu de 5 LA 3

14 LA 4 au lieu de 15 LA 4

30 LA 5 au lieu de 31 LA 5

*Justification*

Dans ces conditions, les responsables des différentes sections de la traduction seront classés au même niveau, exception faite provisoirement de la nouvelle section danoise qui sera constituée.



**Président**

— Proposition de modification n° 13 :

*Section I : Parlement*

Le tableau des effectifs prévu au projet de budget, volumes 1 et 2, Section 1, Assemblée est, pour ce qui est d'un certain nombre de postes des catégories C et B, transformé comme suit :

20 C 1 en 10 B 3

5 B 4

5 B 5

*Justification*

Suite aux nouvelles dispositions du statut des fonctionnaires concernant une prolongation dans la catégorie B de la carrière du personnel de catégorie C de secrétariat et technique, il a été décidé de créer un certain nombre d'emplois de catégorie B. Une décision conforme a été prise par le Conseil et la Commission des Communautés.

Le rapporteur voudra sans doute développer les deux premières propositions simultanément, étant entendu qu'il sera procédé à des votes distincts.

La parole est à M. Aigner.

**M. Aigner.** — (A) Monsieur le Président, en ce qui concerne ces amendements, il s'agit pratiquement de l'exécution des modifications apportées au statut des fonctionnaires. Nous voulons, de la même manière que les autres institutions de la Communauté, adapter notre budget au nouveau statut des fonctionnaires. Je vous prie donc d'adopter les présents amendements.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de modification n° 6, modifiant le tableau du cadre linguistique.

La proposition de modification n° 6 est adoptée.

Je mets ensuite aux voix la proposition de modification n° 13, modifiant un certain nombre de postes des catégories C et D.

La proposition de modification n° 13 est adoptée.

Nous allons procéder maintenant au vote sur l'ensemble de notre état prévisionnel.

Je le mets aux voix.

L'état prévisionnel du Parlement européen pour l'exercice 1973 est ainsi définitivement arrêté et la section I du projet de budget général est modifiée en conséquence.

Nous allons procéder maintenant au vote sur la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Aigner.

Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

Nous allons procéder maintenant au vote du projet de budget général et, ce faisant, des propositions de modification déposées, puis de la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Offroy.

Le rapporteur désire-t-il prendre la parole maintenant, étant entendu qu'à l'occasion de la discussion de chaque proposition de modification la parole lui sera donnée ?

La parole est à M. Offroy.

**M. Offroy, rapporteur.** — Monsieur le Président, je voudrais simplement dire très brièvement que la commission des finances et des budgets s'est réunie hier pour examiner, d'une part, les propositions de modification qui avaient été déposées à la suite du débat d'avant-hier et, d'autre part, les observations présentées par M. le Président en exercice du Conseil.

A cet égard, il convient de noter que M. Westerterp a exprimé le souhait que l'on puisse chiffrer dès maintenant les modifications qui doivent intervenir dans le projet de budget, du fait que la Norvège renonce à entrer dans la Communauté élargie. Tel était également le sentiment de la commission des finances et des budgets. Elle s'est néanmoins ralliée à l'argument qui lui a été présenté, selon lequel la Norvège a jusqu'au 31 décembre de cette année pour faire connaître sa décision définitive.

Comme aucune notification officielle n'a encore été adressée par le gouvernement norvégien, il semblait malaisé de prévoir dès maintenant les réductions budgétaires qu'il y a lieu d'opérer sur le projet qui a été établi dans l'hypothèse d'une Communauté à Dix.

Dans ces conditions, il semble que cette question devra faire l'objet d'un budget rectificatif, qui sera soumis lorsque la Communauté aura été officiellement informée de la décision du gouvernement d'Oslo.

Par ailleurs, un certain nombre de modifications ont été envisagées à la suite de la demande de M. Westerterp. Nous avons, d'une part, accepté ce rattachement de 195 millions d'u.c. au budget de 1972, qui vient de faire l'objet d'un vote du Parlement et, d'autre part, nous avons tenu compte des indications du président en exercice du Conseil en ce qui concerne, par exemple, le Centre commun de recherche et les crédits supplémentaires qui doivent être prévus à cet égard. J'aurai l'occasion d'y revenir lorsque nous en arriverons à cette proposition.

La mise en œuvre de la nouvelle procédure constitue

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 33.

**Offroy**

un peu ce qu'on appelle un marathon, en ce sens qu'un très grand nombre de séances ont lieu soit au sein de la commission des finances et des budgets, soit avec la Commission européenne, soit avec le Conseil, soit à trois.

Néanmoins, cette procédure nous paraît utile, car il est bien évident qu'elle met en lumière l'utilité du contrôle budgétaire effectué par cette Assemblée. Il est normal que le Parlement revendique de nouveaux pouvoirs budgétaires, mais pour étayer cette demande il est indispensable qu'il manifeste d'abord sa volonté d'utiliser ceux qu'il détient déjà.

C'est dans cet esprit que sont présentées à l'approbation de l'Assemblée les propositions de modification ou d'amendement qui vont être maintenant discutées.

**M. le Président.** — Nous devrions normalement commencer par l'examen de la partie « Recettes », contenue dans le volume premier du budget général. Toutefois, des propositions de modification ayant été déposées aux diverses sections du projet de budget qui, en cas d'adoption, auront des répercussions sur les recettes, le vote sur l'ensemble de la partie « Recettes » est réservé jusqu'après le vote des diverses sections.

La section I, relative au Parlement européen, a déjà fait l'objet d'un vote.

Nous passons donc maintenant à la section II « Conseil ».

Sur cette section je ne suis saisi d'aucune proposition de modification.

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix la section II.

La section II « Conseil » est adoptée.

Nous passons à la section III « Commission ».

Nous allons appeler en premier lieu la proposition de modification n° 5, déposée par M. Riedel, au nom de la commission économique, puisqu'elle concerne une augmentation des effectifs, dont le principal crédit figure au titre 1; chapitre 11 et sur laquelle la commission des finances et des budgets a émis un avis défavorable.

Voici le texte de cette proposition :

*Section III : Commission*

L'organigramme est à compléter comme suit :

4 postes A 3

8 postes A 5/4

12 postes A 7/6 soit 24 postes de la catégorie A

4 postes B.1

7 postes B 3/2

7 postes B 5/4 soit 18 postes de la catégorie B

4 postes C 1

10 postes C 3/2 soit 14 postes de la catégorie C.

a) *dépenses*

Augmenter les crédits de 762 600 u.c. répartis comme suit :

**I - Titre 1 : Chapitre 11 : Personnel**

Art. 110 :

augmenter les crédits de 426 300 u.c.

Art. : 113 :

augmenter les crédits de 13 700 u.c.

Art. 114 :

augmenter les crédits de 6 400 u.c.

Art. 116 :

augmenter les crédits de 17 200 u.c.

Art. 121 :

augmenter les crédits de 9 000 u.c.

Art. 122 :

augmenter les crédits de 67 100 u.c.

Art. 123 :

augmenter les crédits de 45 700 u.c.

Art. 124 :

augmenter les crédits de 49 800 u.c.

Art. 130 :

augmenter les crédits de 17 500 u.c.

Art. 149 :

augmenter les crédits de 3 500 u.c.

En conséquence, augmenter les crédits du chapitre 11 de 656 200 u.c.

**II - Titre 2 : Chapitre 20 : Dépenses d'investissement immobilier**

Art. 210 :

augmenter les crédits de 39 200 u.c.

Art. 211 :

augmenter les crédits de 700 u.c.

Art. 212 :

augmenter les crédits de 2 100 u.c.

Art. 213 :

augmenter les crédits de 9 800 u.c.

Art. 214 :

augmenter les crédits de 1 400 u.c.

Art. 219 :

augmenter les crédits de 3 500 u.c.

Art. 220 :

augmenter les crédits de 7 000 u.c.

**Président**

Art. 221 :  
augmenter les crédits de 27 300 u.c.

Art. 222 :  
augmenter les crédits de 3 500 u.c.

Art. 230 :  
augmenter les crédits de 2 800 u.c.

Art. 231 :  
augmenter les crédits de 4 900 u.c.

Art. 239 :  
augmenter les crédits de 4 200 u.c.

En conséquence, augmenter les crédits du chapitre 20 de 106 400 u.c.

**Couverture****b) recettes**

Titre 4 : Retenues effectuées sur les rémunérations du personnel

Augmenter les crédits de 65 100 u.c. répartis comme suit :

I - Chapitre 40 : Produit de l'impôt sur les traitements, salaires et indemnités des fonctionnaires et autres agents

Augmenter les crédits de 41 800 u.c.

II - Chapitre 41 : Contributions du personnel au financement du régime de pension

Augmenter les crédits de 23 300 u.c.

**c) compensation**

Titre 9 — Chapitre 98 : Crédits provisionnels non affectés.

Diminuer les crédits de 697 500 u.c.

**Exposé des motifs****a) Justification d'ordre général**

Alors que tant le Conseil que la Commission ont maintes fois rappelé la nécessité de développer l'instrument statistique en vue des objectifs de l'union économique et monétaire, l'autorité compétente — à savoir l'Office statistique des Communautés européennes — est plus ou moins minée par le départ de spécialistes, dont le remplacement demandera un certain temps, et par une stagnation de l'effectif dont la capacité est déjà pleinement utilisée et qui ne peut être employée à de nouvelles tâches. Cette situation, ainsi que les retards qui continuent à se manifester dans l'élaboration et la publication des informations statistiques, préoccupent profondément les responsables de la politique économique et les utilisateurs de statistiques.

La présente proposition de modification ne vise pas à colmater des brèches, mais à créer les conditions

nécessaires — sur le plan du personnel — pour l'élaboration et l'harmonisation des statistiques communautaires.

Il est bien connu que le matériel de base est recueilli dans les États membres et est d'abord traité. Il est tout aussi connu que, du fait des divergences considérables dans les méthodes appliquées dans les États membres, il est nécessaire de produire un gros effort d'harmonisation en vue des besoins communautaires.

En outre, la Communauté ne devrait pas être à la traîne de l'évolution dans les États membres, mais au contraire donner les impulsions nécessaires et influencer sur le développement de nouvelles statistiques.

**b) Justification spécifique des demandes de postes**

En vue de réaliser les objectifs de l'union économique et monétaire, il importe de promouvoir en priorité les domaines statistiques suivants :

— Élaboration d'indicateurs régionaux comparables au niveau de la Communauté.

— Aménagement de la comptabilité nationale trimestrielle en vue d'orienter la conjoncture de la politique économique à court terme et de mettre à jour les données de la comptabilité nationale.

— Élaboration de tableaux régionaux Input-Output selon la méthode déjà mise au point par l'Office statistique.

— Mise au point d'une Statistique des mouvements de capitaux aux fins de la politique monétaire.

— Élaboration et application d'un système de balance de paiement établi sur des définitions communes.

— Enquêtes méthodiques sur le calcul des prix constants dans le cadre du système européen de comptabilité nationale.

— Accélération de la publication de tableaux Input-Output portant sur un an et cinq ans.

— Harmonisation des données jusqu'ici surtout nationales dans le domaine des statistiques monétaires et financières.

— Élaboration de comptes complémentaires de la comptabilité nationale pour l'évaluation des liquidités bancaires.

— Organisation des statistiques réclamées dans le mémorandum sur la politique industrielle de la Communauté (développement des structures industrielles, investissements d'équipement, subventions, etc.).

La parole est à M. Riedel.

**M. Riedel.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, permettez-moi, en présentant mes observations sur la proposition de modification que j'ai présentée au nom de la commission économique, de revenir d'abord à la déclaration faite par M. Offroy, en sa qualité de rapporteur. Il est fort possible que les compétences en la matière étant relativement récentes et, leur exercice n'étant pas encore familier, que la partie que j'ai à défendre ici, ait suscité des prises de position différentes de la part de la commission des finances et des budgets et de la part de la commission économique au nom de laquelle je parle. J'ai regretté, notamment, de n'avoir pu à l'époque assister à la réunion de la commission des finances et des budgets. Vous n'ignorez pas qu'en ma qualité non seulement de rapporteur de la commission économique, mais aussi de membre suppléant de la commission des finances et des budgets, je ne suis certainement pas, un profane en la matière. Permettez-moi donc de dire que c'est avec une certaine surprise que je lis dans le remarquable rapport de notre collègue Offroy que la commission des finances et des budgets n'a pu faire droit à la demande de la commission économique visant à accorder des postes à l'Office statistique, car elle estime que l'avis motivé de la commission économique est trop partiel, parce que trop orienté sur un service de la Commission européenne.

Mesdames, Messieurs, c'est avec une grande préoccupation que la commission économique suit les développements dans le domaine des statistiques — comme les déclarations faites par ses membres devant cette Assemblée lundi dernier à l'occasion du débat sur la question orale relative à l'état d'avancement de l'harmonisation des statistiques au Conseil et à la Commission vous ont permis de le constater — en raison des pouvoirs particuliers que lui confère la mise en œuvre de l'union économique et monétaire. Après plusieurs années de délibérations, la commission économique est convaincue qu'une part importante des difficultés que l'on déplore dans la Communauté en matière de statistiques est attribuable au manque de personnel de l'Office statistique. J'estime que le Parlement européen ne doit pas restreindre lui-même ses compétences budgétaires, mais que, lorsqu'il est en mesure de le faire, il doit faire des propositions fondées en matière de politique du personnel et les présenter clairement et avec insistance. Les compétences n'ont finalement de valeur que si elles sont réellement exercées.

J'estime que le droit encore très récent dont dispose notre Parlement de faire des propositions de modification doit être utilisé sur le plan politique et que l'on ne doit pas se laisser brider par des considérations formalistes. Le Parlement est une institution suffisamment indépendante pour pouvoir mettre des accents. La présentation d'un projet de budget doit être une bonne occasion de mettre de tels accents. Si une proposition de modification est déposée dans

le cadre d'une procédure concrète, elle doit être précisée.

Je défends cet amendement n° 5 au nom de la commission économique. Si je le signale plus particulièrement, c'est parce qu'au cours des négociations de la commission des finances et des budgets, des représentants de la commission européenne ont manifesté leur étonnement de voir qu'en ma qualité de rapporteur, j'avais demandé et obtenu des renseignements aussi détaillés. Monsieur le Président, permettez-moi d'en revenir encore aux débats de lundi. L'intensité avec laquelle ce sujet a été débattu en séance plénière montre qu'aucun intérêt particulier n'a été négligé, mais qu'un sujet actuel, reconnu d'intérêt général, a été abordé. L'opinion publique attend précisément de nous, parlementaires, que nous réalisions concrètement ce qui est reconnu politiquement nécessaire. Je demande donc l'attention de l'Assemblée pour quelques explications relatives aux chiffres avancés dans la proportion de modification.

Il convient d'élaborer des informations transparentes. Des statistiques homogènes sont nécessaires à cet effet. Pour dresser ces statistiques homogènes, il faut du personnel. Le traitement des résultats peut, grâce au progrès scientifique, être confié à des ordinateurs. Avec la commission économique, je dois constater que l'Office statistique des Communautés européennes ne dispose ni du personnel, ni des ordinateurs nécessaires. Il est de plus en plus urgent de disposer de données homogènes et actuelles au niveau communautaire. Dans ce domaine, l'Office statistique ne s'est plus vu accorder aucun poste nouveau depuis pratiquement quatre ans, bien que nous sachions que dans ce laps de temps les effectifs de la Commission européenne se sont considérablement élargis.

Je ne voudrais pas me répéter, alors que M. Bos a aimablement introduit les deux questions écrites lundi dernier. Je veux simplement dire que la commission économique pose une exigence minimale dans cet amendement, exigence qui doit permettre d'assurer un début d'infrastructure à cet Office, à savoir dans le domaine de la statistique industrielle, en matière de statistiques régionales de ce qu'on appelait jusqu'ici des entreprises à un seul homme, en matière de statistiques conjoncturelles, d'établissement et de publication annuelle de tableaux *Input-Output*, d'harmonisation de différentes statistiques financières et fiscales ainsi que d'établissement de comptes complémentaires pour la comptabilité économique générale.

**M. le Président.** — Monsieur Riedel, permettez-moi de vous rappeler que vous ne disposez que de cinq minutes et que vous avez déjà dépassé ce temps.

**M. Riedel.** — (A) Merci beaucoup, Monsieur le Président ! Vous me permettez ainsi d'en venir à la conclusion. La statistique n'est donc en aucun cas un domaine superflu. Dans le processus d'unification,

**Riedel**

la statistique constitue précisément le principal auxiliaire des décisions économiques, qui sont de plus en plus nécessaires en raison du parallélisme convenu entre la politique économique et monétaire, en vue de créer les instruments communautaires nécessaires à l'union économique et monétaire.

Je voudrais donc demander à l'Assemblée d'adopter cet amendement, car comme je l'ai déjà dit, il s'agit de mettre à la disposition de la Commission européenne l'outil dont elle a besoin pour réaliser l'union économique et monétaire que nous souhaitons et espérons.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est au rapporteur.

**M. Offroy, rapporteur.** — Monsieur le Président, la commission des finances et des budgets estime, comme la commission économique, qu'il y a lieu d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité de l'Office statistique.

La raison pour laquelle elle n'a toutefois pas émis un avis favorable sur la proposition de modification présentée par la commission économique est la suivante. Des demandes de personnel nouveau, présentées par la Commission européenne, figuraient dans l'avant-projet de budget. Elles se montaient à un peu plus de mille emplois nouveaux. Au terme de discussions entre la Commission européenne et le Conseil, celui-ci a accordé environ 800 emplois nouveaux, et la Commission européenne s'est déclarée d'accord sur ce chiffre.

La commission des finances et des budgets a donc considéré que, puisque la Commission européenne avait accepté ce chiffre de 800 emplois environ, il appartenait à cette dernière d'effectuer, à l'intérieur de ce chiffre, les aménagements nécessaires, notamment en ce qui concerne l'Office statistique.

Je tiens à préciser que, selon la proposition de la commission économique, il s'agit d'augmenter de 56 emplois l'effectif de l'Office statistique, ce qui est évidemment assez considérable. D'autre part, le détail même donné par la commission économique dans sa proposition montre à l'évidence que cette proposition n'a pu être établie qu'avec la pleine coopération, voire à la demande, d'un service de la Commission européenne.

Nous pensons que cette méthode n'est pas bonne, car il ne faut pas que, par le biais de propositions de modification demandées par la commission parlementaire, on puisse revenir sur des décisions prises, notamment sur des accords conclus entre le Conseil et la Commission européenne au sujet du budget.

C'est la raison pour laquelle, tout en étant d'accord sur le principe de la demande de la commission économique, la commission des finances et des budgets

n'a pas émis un avis favorable quant au détail prévu pour ces augmentations budgétaires.

Toutefois, elle a demandé à la Commission des Communautés de s'occuper du problème dont vient de parler M. Riedel, afin que puissent être améliorées, comme il est certainement nécessaire, les statistiques présentées régulièrement à la Communauté.

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale, président de la commission des finances et des budgets.** — Monsieur le Président, je souhaiterais entendre l'opinion de la Commission des Communautés sur cette proposition de modification.

En effet, premièrement, la commission des finances et des budgets a entendu ne pas se montrer plus royaliste que le roi. La Commission s'étant déclarée satisfaite des effectifs qui lui étaient accordés, il nous était difficile de nous opposer à ce *gentlemen's agreement* conclu entre deux autres institutions.

Deuxièmement, je rappelle que nous avons toujours affirmé ici que la Commission est maîtresse de ses effectifs et que, dans la mesure où elle obtient satisfaction globalement, il lui appartient de disposer de ses effectifs de façon à remplir au mieux les missions qui lui sont confiées.

Dans le cas présent, j'aimerais entendre de la bouche de M. Coppé que, pour faire écho quand même à la modification proposée par la commission économique qui, dans son esprit, nous agréée, la Commission européenne examinera ce problème et tâchera d'affecter des moyens supplémentaires à l'Office statistique.

**M. le Président.** — Avant de la donner à M. Coppé, je donne la parole à M. Burgbacher. De cette façon au cas où d'autres questions seraient posées au représentant de la Commission, M. Coppé pourra y répondre ensemble.

**M. Burgbacher.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, c'est là, je le concède, un problème fondamental difficile. C'est davantage qu'une querelle de formalisme. Il s'agit de la question de savoir avec quelle efficacité notre Parlement peut réaliser ses desiderata politiques.

Si, comme je le comprends, la politique du personnel doit dépendre de la Commission — je voudrais le reconnaître expressément — cela signifie que toutes les décisions de cette Assemblée dépendent dans leur efficacité de la politique du personnel de la Commission. En d'autres termes, de la manière dont la Commission répartit ses 800 postes, dépend la politique réelle, car aucune politique n'est possible sans collaborateurs.

Il s'agit donc ici de la question de savoir si l'Assemblée est en mesure, au moyen d'une modification telle celle présentée par M. Riedel, d'imposer ses vues, et

**Burgbacher**

c'est une décision que chacun doit prendre individuellement. Je me prononce pour l'amendement Riedel, tout en comprenant les déclarations de principe, surtout celles de notre ami Offroy. J'attire toutefois votre attention sur le fait qu'il s'agit davantage d'une question de statistiques, et qu'il s'agit de savoir dans quelle mesure les décisions de l'Assemblée ont ou n'ont pas d'effet sur l'organisation de la Communauté.

**M. le Président.** — La parole est à M. Coppé.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, nous avons, en effet, déclaré notre accord avec le Conseil sur l'« enveloppe » globale du personnel accordée pour le budget de l'année prochaine et, par conséquent, sur la modification de l'organigramme. Nous avions demandé un millier de personnes. Le Conseil nous en a accordé huit cents, et nous nous sommes déclarés d'accord sur ce chiffre.

Les représentants du Conseil, à tous les niveaux, présents devant moi, savent que nous avons toujours défendu le droit de la Commission, d'affecter, à l'intérieur de cette « enveloppe », selon ses besoins et dans l'intérêt de ses services le personnel que le Conseil, en tant qu'autorité budgétaire, lui accorde.

Pendant des années, nous avons eu à subir, de temps à autre, des indications quant à l'utilisation que nous devrions faire du personnel supplémentaire qui nous était accordé. J'ai toujours défendu, aussi bien ici en séance publique qu'au Conseil, le droit de la Commission d'affecter le personnel selon les nécessités de ses services et la vue qu'elle en a elle-même.

Je demande donc au Parlement européen de comprendre qu'il est indispensable que la Commission puisse, à l'intérieur d'une « enveloppe », affecter le personnel selon ce qu'elle estime être les besoins.

Revenant, à présent, sur ce qu'a dit M. Burgbacher, je souligne que cela ne diminue en rien le droit du Parlement de nous juger sur notre efficacité. Si, une fois cette affectation faite comme nous avons estimé devoir la réaliser, l'efficacité de la Commission dans l'exécution de ses tâches ne paraît pas suffisante, le Parlement peut nous juger sur la façon dont nous exécutons les devoirs que nous imposent les règlements communautaires.

Enfin, cela ne diminue en rien la nécessité d'un appareil statistique convenable. Nous en avons d'ailleurs discuté lundi, à l'occasion du débat sur la question orale relative à l'harmonisation des statistiques. J'ai reconnu qu'il restait à faire, tout en signalant les nombreux services rendus déjà par cet Office,

Et voici un argument purement technique. Sous réserve des déclarations que j'ai faites tout à l'heure en ce qui concerne le droit de la Commission d'affecter son personnel comme elle l'entend, il est évident que l'augmentation de 25 % que l'on voudrait donner

à l'Office statistique créerait une distorsion déjà difficilement tolérable du seul point de vue technique. J'ai cru devoir vous donner cette information complémentaire.

Je le répète, nous croyons que l'appareil statistique dont nous disposons n'est pas suffisant. Mais cette situation existe aussi dans d'autres services, notamment dans celui des traductions, qui a souvent un retard considérable.

Mais, encore une fois, à l'intérieur de l'« enveloppe » qui a été convenue et acceptée, je défends le droit de la Commission de faire les affectations, selon les nécessités du service et la vue qu'elle-même en a.

**M. le Président.** — La parole est à M. Richarts.

**M. Richarts.** — (A) Monsieur le Président, je poserai d'abord une question à M. Coppé. Monsieur Coppé, ces 800 postes seront-ils répartis selon le principe de l'arrosoir ou en fonction des besoins réels à l'intérieur de la Commission ? Il faut bien se poser cette question, notamment parce qu'au cours des dernières années nous sommes intervenus à plusieurs reprises pour un accroissement des effectifs d'autres services de la Commission. Je songe ici avant tout au secteur agricole, dans lequel une division était manifestement pourvue d'effectifs insuffisants et pour laquelle le Conseil n'a octroyé les postes nécessaires qu'après que nous ayons longuement insisté ici au Parlement, car nous pouvions prouver qu'en raison de son effectif insuffisant cette division ne pouvait tout simplement pas effectuer les tâches qui lui incombait. Je vous serais reconnaissant de nous dire de quelle manière ces postes seront répartis.

**M. le Président.** — La parole est à M. Burgbacher.

**M. Burgbacher.** — (A) Monsieur le Président, mes chers collègues, je voulais poser cette même question. Je voudrais d'abord remercier M. Coppé pour ses déclarations. Celles-ci contiennent toutefois une constatation peu satisfaisante. Vous avez dit, Monsieur le Vice-président, que la Commission européenne veut exercer le droit de décider elle-même de quelle manière seront répartis les postes, et je le comprends. Vous avez dit ensuite : s'il apparaît que les décisions ne sont pas efficaces, on pourra alors intervenir. Or, c'est précisément ce que nous ne voulons pas : nous ne voulons pas courir après l'efficacité, mais garantir l'efficacité. Ce que vous avez dit, signifie que nous devons attendre les décisions de la Commission et que s'il n'en résulte rien de bon nous aurons le droit de réclamer. Quand ? L'année prochaine ou l'année suivante ? Et que se passera-t-il entre-temps ? Cela n'est pas suffisant.

La question relative au principe de l'arrosoir est très importante. Si je vous ai bien compris, vous n'êtes disposé à affecter à l'Office statistique que 20 postes sur

**Burgbacher**

les 800, en appliquant ainsi schématiquement votre principe d'une répartition automatique à tous les services ; ce n'est certes pas là un principe que cette Assemblée peut approuver.

**M. le Président.** — Il semble, Monsieur Coppé, qu'un supplément d'information soit nécessaire.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, il m'est difficile de dire aujourd'hui comment la nouvelle Commission fera cette répartition. La composition actuelle de la Commission n'est pas celle qu'elle aura l'année prochaine. J'ajouterai d'ailleurs que l'honorable Parlement n'a pas non plus la composition qu'il aura l'année prochaine, pour répartir le personnel supplémentaire !

Tout ce que je puis dire, c'est que la Commission actuelle transmettra à la Commission future un supplément de 800 personnes à répartir. Le Parlement donne son accord sur cette « enveloppe » qui a été convenue et ne s'engage pas à plus. Le prochain Parlement jugera la prochaine Commission, à l'occasion d'une réunion que la commission des finances et des budgets consacrera à la répartition qui aura été faite. Mais je ne puis — et je suis sûr que le Parlement en conviendra — prendre d'engagement au nom de la Commission future. Nous décidons, en effet du budget de 1973 !

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale, président de la commission des finances et des budgets.** — Monsieur le Président, avant le vote, je voudrais simplement insister sur le fait que le problème en débat, qui a l'air d'une question de fait, pose, en réalité, un problème de doctrine : appartient-il à un Parlement de définir à une unité près les effectifs qui vont figurer dans l'organigramme d'une institution exécutive, avec 4 A3, 8 A5, jusqu'à 10 C3/2 ? Est-ce à un Parlement de dresser, du haut en bas de l'échelle, l'organigramme d'une autre institution, contre laquelle d'ailleurs il peut, si elle fonctionne mal, exercer un pouvoir de censure ?

Je pense qu'une institution doit garder sa liberté politique et pouvoir disposer à son gré de ses effectifs ? C'est dans le cadre global que nous devons aider la Commission. Nous l'avons fait auprès du Conseil, et il semble que les effectifs qui lui ont finalement été accordés par celui-ci soient sensiblement supérieurs à ce qui pouvait être attendu après le premier débat budgétaire. La Commission s'est déclarée satisfaite. Elle doit prendre ses responsabilités en affectant son personnel. Si nous voulons, à partir des C 3/2, régler l'organigramme d'une autre institution, ce n'est plus un travail parlementaire que nous accomplissons.

Telle est la question de principe la plus importante d'après laquelle notre Assemblée doit déterminer sa

position, car il faut un respect réciproque entre les institutions.

**M. le Président.** — La parole est à M. Riedel.

**M. Riedel.** — (A) Monsieur le Président, cher collègue Spénale, il s'agit évidemment pour nous de préserver le bon ordre et nous sommes tous des institutions d'une Communauté qui respectent mutuellement les exigences qu'elles se posent. Toutefois, je dois attirer votre attention sur le fait que ce problème ne nous a pas été soumis seulement hier soir. Voilà des années que l'on discute de ces questions. La précision que nous avons enfin appliquée dans la procédure budgétaire serait en soi l'affaire de la Commission. Cette précision faisant toutefois défaut, je vous demande de comprendre : non que nous soyons irrespectueux ou que nous veuillions arracher d'autres pouvoirs, mais nous devons par souci d'efficacité, dire pour l'année 1973 comment nous voulons concrétiser ici notre volonté politique. Après avoir consulté le président de la commission économique, je ne puis que vous dire que je maintiens ma proposition de modification.

**M. le Président.** — La parole est à M. Coppé.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, en faisant appel à ma mémoire, je puis ajouter tout de suite à la liste quatre directions générales qui, de toute évidence, ont besoin de personnel supplémentaire : l'agriculture, le contrôle financier, les affaires sociales, l'économie et les finances. Et je suis persuadé d'en avoir oublié !

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix la proposition de modification n° 5.

La proposition de modification n° 5 est adoptée.

Au même titre premier, sur l'article 110, je suis saisi d'une proposition de modification n° 16 présentée par M<sup>lle</sup> Lulling et MM. Bermiani, Broeks, Dubois, Falter et Spénale, et sur laquelle la commission des finances et des budgets a exprimé un avis favorable.

Voici le texte de cette proposition :

### *Section III : Commission*

#### *a) dépenses*

#### *Titre 1 — Chapitre 11*

#### *— Personnel*

#### *Article 110*

*— Fonctionnaires et agents temporaires occupant un emploi prévu au tableau des effectifs*

**Président**

Augmenter le crédit de 397 245 u.c.

**Titre 2 — Chapitre 29**

— Autres dépenses

**Article 290**

- Remboursement forfaitaire aux États membres des frais encourus pour la perception des ressources propres

Augmenter le crédit de 3 571 u.c.

**b) recettes (Volume 1)**

**Titre 5 — Contributions**

**Article 550**

Augmenter les contributions de 358 339 u.c.

**Article 560**

Augmenter les contributions de 6 771 u.c.

**Titre 1 — Ressources propres**

**Article 190**

Augmenter le crédit de 35 706 u.c.

**Justification**

Dans ses arrêts du 7 juin 1972 dans les affaires 20/71 et 32/71, la Cour de justice a constaté que l'article 4, paragraphe 3, de l'Annexe VII du Statut des fonctionnaires des Communautés européennes instaure un traitement discriminatoire entre les fonctionnaires masculins et féminins, l'octroi des indemnités de dépaysement en cas de mariage des fonctionnaires féminins étant subordonné à l'acquisition de la qualité de chef de famille.

Depuis ces arrêts :

- la Commission européenne a soumis un projet de modifications du Statut pour ce qui concerne les parties affectées par ces arrêts, et ceci seulement pour l'avenir ;
- les administrations des institutions communautaires ont procédé au paiement de l'indemnité de dépaysement aux fonctionnaires féminins qui en avaient perdu le bénéfice après leur mariage, sur la base des dispositions faisant l'objet des arrêts en question.

Ce paiement n'est toutefois intervenu qu'à partir du 1<sup>er</sup> juillet 1972, sauf pour les deux plaignantes ;

- différentes démarches — dont notamment un nouveau procès devant la Cour de justice, sont en cours pour obtenir le paiement des arriérés dus avant la date du 1<sup>er</sup> juillet 1972.

Il est dès lors plus que probable que les institutions auront à faire face en 1973 à des versements complémentaires et il y a lieu de prévoir dès main-

tenant les crédits nécessaires pour éviter de longs retards dans la liquidation aux intéressés (liquidation qui, pour la première application (partielle) des arrêts 20/71 et 32/71 s'est fait attendre pendant six mois).

Une majoration de 5 % des crédits prévus au poste 1102, soit 397 245 u.c. semble devoir répondre à cette exigence.

La parole est à M<sup>lle</sup> Lulling.

**M<sup>lle</sup> Lulling.** — Monsieur le Président, dans notre amendement, nous demandons l'augmentation des crédits affectés au personnel de la Commission, afin de permettre à celle-ci de respecter les décisions de la Cour de justice, qui a constaté, dans ses arrêts du 7 juin 1972, que le statut des fonctionnaires des Communautés européennes instaure un traitement discriminatoire entre les fonctionnaires féminins et masculins, l'octroi des indemnités de dépaysement en cas de mariage des fonctionnaires féminins étant subordonné à l'acquisition de la qualité de chef de famille. Il est incontestable, et des juges de la Cour me l'ont confirmé, que les arriérés sont dus aux fonctionnaires féminins qui ont été l'objet de cette disposition discriminatoire, incompatible d'ailleurs avec les dispositions de l'article 119 du traité de Rome,

Mais, Monsieur le Président, si notre amendement ne concerne que les crédits de la Commission, nous n'ignorons évidemment pas que le personnel féminin des autres organes de la Communauté : Parlement, Conseil, Cour de justice, Comité économique et social, est victime des mêmes discriminations. Mais les réserves de crédits de ces institutions leur permettent de faire face aux dépenses résultant du paiement des arriérés dus à ces fonctionnaires féminins, qui y sont d'ailleurs beaucoup moins nombreux qu'à la Commission.

Pour ces raisons, notre amendement s'est limité aux crédits de la Commission. J'ai tenu à donner ces explications, pour ne pas donner l'impression que nous serions opposés au paiement de ces mêmes arriérés aux fonctionnaires féminins des autres institutions. Ceux-ci y ont évidemment droit.

**M. le Président.** — La parole est au rapporteur.

**M. Offroy, rapporteur.** — Je dirai simplement que nous sommes d'accord avec M<sup>lle</sup> Lulling.

Au moment où la question de l'égalisation des salaires féminins et masculins est vraiment à l'ordre du jour dans la Communauté, il nous paraît souhaitable d'adopter cet amendement. Quant aux autres institutions, les aménagements nécessaires pourront effectivement être opérés dans le cadre des crédits imprévus.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...



**Président**

Je mets aux voix cette proposition de modification n° 16.

La proposition de modification n° 16 est adoptée.

Sur l'article 260, je suis saisi d'une proposition de modification n° 9, déposée par M. Schuijt et par la commission des finances et des budgets.

Voici le texte de cette proposition :

*Section III : Commission**a) dépenses*

## Titre 2 — Chapitre 26

— Frais d'études, d'enquêtes et de consultations.

## Article 260

— Consultations, études et enquêtes de caractère limité.

Augmenter les crédits de 18 000 u.c.

*b) compensation*

## Titre 4, Chapitre 41

## Article 413 — Bourses d'études

Réduire les crédits de 18 000 u.c.

*Justification*

Le crédit proposé pour l'article 260 est destiné à faire une étude préalable ayant pour objet de proposer des modalités concrètes pour l'organisation efficace de voyages de jeunes Américains dont la formation intellectuelle et professionnelle a déjà fait, ou fera, des « multiplicateurs », qui, après une étude approfondie des réalités communautaires, seront susceptibles de renforcer les relations entre les États-Unis et la Communauté européenne.

En compensation, il y a lieu de supprimer le crédit prévu sous le poste 4139 à l'article 413. Il ne s'agit pas en effet de réserver des crédits pour des voyages d'études à des ressortissants des USA exerçant des responsabilités à niveau élevé dans leur pays, mais bien plus d'organiser efficacement des voyages de jeunes Américains dont la formation intellectuelle et professionnelle est digne d'intérêt.

L'auteur n'étant, vous comprendrez pourquoi, pas en mesure de prendre la parole, je demande au rapporteur s'il désire intervenir sur cette proposition de modification.

**M. Offroy, rapporteur.** — Je veux simplement dire que la commission des finances et des budgets approuve entièrement la proposition de modification.

**M. le Président.** — Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de modification n° 9.

La proposition de modification n° 9 est adoptée.

Au chapitre 33, sur l'article 330, je suis saisi de cinq propositions de modification, à savoir les n°s 10, 11, 21 et 22 déposés par la commission des finances et des budgets, et le n° 2, déposé par la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques.

Trois de ces propositions ont cependant des buts distincts.

Nous allons les examiner dans l'ordre où elles s'écartent le plus du projet de budget, soit d'abord les n°s 10 et 21, puis le n° 11 et enfin les n°s 2 et 22.

La proposition de modification n° 10, déposée par la commission des finances et des budgets, est remplacée par la proposition n° 21, déposée par cette même commission et qui propose d'augmenter le crédit de 10 000 000 d'u.c.

Voici le texte de la proposition de modification n° 21, remplaçant la proposition n° 10 :

*Section III : Commission**a) dépenses*

## Titre 3 — Chapitre 33

— dépenses de recherches et d'investissements

Augmenter le crédit de 10 000 000 d'u.c.

*b) compensation*

## Titre 9 — Chapitre 98

— Crédits provisionnels non affectés

## Article 980

— Crédits provisionnels non affectés

Réduire ce crédit de 10 000 000 d'u.c.

*Justification*

Il y a lieu de rappeler que, dès le début de l'exercice, il est obligatoire de payer, même en l'absence de toute décision de programme, les dépenses destinées à financer les mesures conservatoires permettant d'assurer le maintien du potentiel du CCR, y compris les traitements des fonctionnaires.

La décision budgétaire prévoyant l'inscription, au Chapitre 98 « Crédits provisionnels non affectés », d'une somme en crédits de paiement de 63,2 Muc est, du fait de l'affectation de ces crédits à ce chapitre, budgétairement inexécutable au 1<sup>er</sup> janvier 1973.

D'autre part, les crédits figurant au Chapitre 33 du projet de budget — 22,4 Muc — sont déjà affectés à des actions qui se basent déjà sur une décision de programme arrêtée par le Conseil.

Par conséquent, la commission des finances et des budgets estime, afin d'éviter une gestion éventuelle

**Président**

hors budget, à savoir une gestion de fait, qu'il conviendrait de « virer », du chapitre 98 au chapitre 33, les crédits nécessaires pour le paiement du personnel et pour faire face aux mesures conservatoires d'entretien et de fonctionnement du CCR.

La somme qu'elle propose d'affecter au chapitre 33 correspond à une somme forfaitaire.

La Commission devra, bien entendu, gérer ces fonds selon les principes de bonne gestion et les méthodes utilisées dans des circonstances analogues.

Le rapporteur désire-t-il développer cette proposition de modification ?

**M. Offroy, rapporteur.** — Monsieur le Président, je voudrais simplement rappeler à l'Assemblée que nous avons effectivement demandé une augmentation correspondant à trois douzièmes provisoires pour les dépenses inévitables concernant le Centre commun de recherche, qui avaient été inscrites au chapitre 98 du projet de budget.

A notre dernière réunion, M. le Président en exercice du Conseil a déclaré qu'il n'était pas favorable à cette procédure des douzièmes provisoires et que, selon lui, le Conseil se rangerait plus facilement à l'adoption d'un crédit forfaitaire de 10 000 000 d'u.c. correspondant, en somme, à ces trois douzièmes provisoires que nous avons demandés.

Dans notre seconde proposition, nous avons donc demandé, non plus les trois douzièmes provisoires, mais ce crédit forfaitaire de 10 000 000 d'u.c. envisagé par M. Westerterp.

Il est bien entendu que, dans notre esprit, la Commission gèrera ce crédit selon les principes habituels de bonne gestion et les méthodes utilisées en pareille circonstance.

C'est dans ces conditions que nous demandons au Parlement de bien vouloir accepter la deuxième proposition, portant le n° 21, qui représente le dernier état des positions prises par la commission des finances et des budgets.

**M. le Président.** — La parole est à M. Coppé.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, après la déclaration que vient de faire M. Westerterp, nous constatons en effet une modification de la proposition initiale. Il ne s'agit pas en effet d'un montant correspondant à trois douzièmes provisoires, mais d'un montant forfaitaire. Je désire déclarer ici que la Commission européenne s'inspirera, pour gérer ses crédits, de règles analogues à celles qu'elle aurait suivies s'il s'agissait de douzièmes provisoires.

Je désire faire cette déclaration, parce que je crois qu'il est utile que chacun sache exactement quelle

règle la Commission veut appliquer dans ce domaine, même s'il ne s'agit pas de douzièmes provisoires qui feraient l'objet d'une décision commune du Conseil, de la Commission et du Parlement.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix cette proposition de modification n° 21.

La proposition de modification n° 21, remplaçant la proposition n° 10, est adoptée.

Nous passons maintenant à l'examen de la proposition de modification n° 11, également déposée par la commission des finances et des budgets et qui prévoit une augmentation de crédit de 3 617 300 u.c.

Voici le texte de cette proposition de modification.

### *Section III : Commission*

#### *a) dépenses*

##### *Titre 3 — Chapitre 33*

— dépenses de recherches et d'investissements  
Augmenter le crédit de 3 617 300 u.c.

#### *b) compensation*

##### *Titre 9 — Chapitre 98*

— Crédits provisionnels non affectés  
Article 980

— Crédits provisionnels non affectés  
Réduire ce crédit de 3 617 300 u.c.

### *Justification*

L'augmentation du chapitre 33 est la conséquence de la décision prise par la Communauté de prolonger sa participation à l'accord de recherche Dragon du 1-4-1973 au 31-3-1976. La modification du crédit d'engagement reflète la totalité des obligations de la Communauté découlant de la prolongation de la durée de l'accord. La modification des crédits de paiement représente la prévision de la participation de la Communauté aux dépenses réelles prévues « par le budget de l'accord » pour l'exercice 1973.

Le crédit d'engagement mentionné au commentaire du chapitre 33 au point 1 (« crédits relatifs aux objectifs de recherche ayant déjà fait l'objet d'une décision de programme par le Conseil ») doit être augmenté de 9 510 000 u.c. (de 4 363 000 à 13 873 000 u.c.).

Le crédit d'engagement figurant au point 14 du commentaire du chapitre 98 doit être réduit de 9 699 800 u.c. (à savoir de 78 704 994 à 69 005 194 u.c.).

**Président**

L'Annexe I à la section III du projet de budget doit être modifiée en conséquence.

La parole est au rapporteur.

M. Offroy, *rapporteur*. — Monsieur le Président, la Communauté ayant décidé de continuer sa participation à l'accord de recherche Dragon, il nous paraît normal de prévoir les crédits qui correspondent à cette décision.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix cette proposition de modification n° 11.

La proposition de modification n° 11 est adoptée.

Nous passons enfin à l'examen de la proposition de modification n° 2 déposée au nom de la commission de la recherche, de l'énergie et des problèmes atomiques, par MM. Springorum, Berkhouwer, Gerlach, Borocco, Glesener, Wohlfart, Hougardy et Noè, et de la proposition n° 22, déposée par la commission des finances et des budgets qui prévoient toutes les deux une diminution de crédit de 400 000 unités de compte.

Voici le texte de ces deux propositions de modification :

— Proposition de modification n° 2

*Section III : Commission*

a) *dépenses*

Titre 3 — Chapitre 33

— Dépenses de recherches et d'investissements

Article 330

— Dépenses de recherches et d'investissements

Réduire ce crédit de 400 000 u.c.

Titre 2 — Chapitre 29

— Autres dépenses

Article 290

— Remboursement forfaitaire aux États membres des frais encourus pour la perception des ressources propres

Réduire ce crédit de 3 600 u.c.

b) *recettes* (Volume 1)

Titre 5

— Contributions

Article 550

Les contributions sont à réduire de 361 176 u.c.

Article 560

Les contributions sont à réduire de 6 824 u.c.

Titre 1

— Ressources propres

Article 190

Réduire ce crédit de 35 600 u.c.

*Justification*

La proposition de modification vise à supprimer 400 000 u.c. pour les crédits de paiement de l'Annexe I à la Section III — Commission, sous le titre 2, chapitre 230 : « Réseau informatique européen ».

Cette activité a été décidée à partir de 1972 pour une durée de 5 ans dans le cadre des activités COST ; elle prévoit la participation de la Communauté à la création d'un réseau informatique européen. La proposition de modification a pour objet de rappeler que le Parlement européen s'élève contre toute extension de l'activité communautaire en dehors des procédures prévues à cet effet dans le traité (articles 235 et 236 du traité CEE et articles 203 et 204 du traité CEEA). Le traité CEEA ne prévoit en effet que des compétences pour des activités de recherche dans le secteur nucléaire dont ne font pas partie les activités de recherche dans le domaine de l'informatique.

Ce point de vue a déjà été défendu dans le rapport Glesener sur les accords relatifs à des actions communes de recherche signés par différents États européens ainsi que par la Commission des Communautés européennes, rapport adopté par le Parlement à sa session de juin 1972.

Le préalable à une réinscription de ce crédit de paiement est l'application de l'article 235 du traité de la CEE.

Proposition de modification n° 22 :

*Section III : Commission*

a) *dépenses*

Titre 3 — Chapitre 33

— Dépenses de recherche et d'investissement

Articles 330

— Dépenses de recherche et d'investissement

Réduire ces crédits de 400 000 u.c.

b) *compensation*

Titre 9 — Chapitre 98 — Crédits prévisionnels non affectés

Augmenter ces crédits de 400 000 u.c.

**Président***Justification*

Par le déplacement de cette somme du chapitre 33 au chapitre 98, la commission des finances et des budgets entend en bloquer l'utilisation jusqu'au moment où la Commission utilisera l'art. 235 du traité CEE pour « les accords » auxquels cette somme se rapporte.

Ces propositions de modification peuvent faire l'objet d'une discussion commune, mais la proposition n° 22, qui est une proposition compensatoire, sera mise aux voix en premier lieu.

La parole est à M. Noè, un des auteurs de la proposition.

M. Noè. — (I) Monsieur le Président, au nom de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, je voudrais exposer brièvement les motifs qui m'ont amené à proposer cette modification.

La commission de l'énergie n'est pas du tout opposée à l'exécution des recherches prévues par les accords COST prévoyant un réseau d'informatique qui, en reliant cinq centres européens — le polytechnicum de Zurich, le polytechnicum de Milan et d'autres centres — permet d'acquérir des informations pour le passage de l'étude de l'informatique à l'état de la téléinformatique.

Il n'en reste pas moins que la commission s'est prononcée contre la procédure qui tend à confier des recherches non nucléaires aux centres de recherche, en leur confiant des enquêtes sectorielles et limitées dans le temps. La commission de la recherche souhaite que, par application des articles 235 et 236, on puisse à l'avenir confier ce genre d'activités aux centres de recherche de façon permanente et coordonnée.

Telle est la raison précise pour laquelle nous avons présenté cette proposition de modification qui entend protester en quelque sorte contre ces approches fragmentaires à l'égard de problèmes aussi importants.

Nous sommes convaincus qu'il n'y a plus lieu de faire la distinction entre recherches nucléaires et recherches non nucléaires : cette distinction, établie à l'époque du traité de Rome, n'a désormais plus de raison d'être, d'une part parce qu'il existe une complémentarité entre les recherches effectuées dans divers domaines et d'autre part parce que dans cette période critique que traversent les centres communs de recherche, c'est précisément l'approche correcte d'un autre type de recherches, telle celle de la téléinformation, qui pourrait représenter effectivement un moyen d'activité profitable pour ces centres de recherche, à la condition expressément toutefois que cette approche s'effectue de façon continue, conformément aux articles 235 et 236.

M. le Président. — La parole est à M. Aigner.

M. Aigner. — (A) Monsieur le Président, nous avons tenu compte de cette question à la commission des finances et des budgets. Nous avons cependant pensé que l'opinion publique ne comprendrait sûrement pas que nous interprétions les traités de façon restrictive en ce qui concerne notre droit budgétaire. C'est pourquoi la proposition de modification n° 22 demande le virement des 400 000 u.c. du chapitre 33 au chapitre 98 où leur utilisation sera bloquée jusqu'au moment où nous obiendrons, en discutant par ailleurs avec la Commission, que l'article 235 soit utilisé également dans l'œuvre commune. J'apprécierai beaucoup que nous suivions cette voie.

M. le Président. — La parole est à M. Coppé.

M. Coppé, *membre de la Commission des Communautés européennes*. — Monsieur le Président, la Commission comprend parfaitement que le Parlement désire manifester que la Commission et la Communauté tout entière doivent s'engager dans la voie d'une activité non nucléaire.

La Commission est sur le point de présenter au Conseil un programme pluri-annuel qui comprendra une partie des activités non nucléaires, qui, suite à la réunion au sommet, se baseront sur l'article 235. Par conséquent, la question de principe, que le Parlement voulait trancher, sera réglée d'ici très peu de jours et le Parlement aura satisfaction.

Nous sommes persuadés que le Conseil lui-même, à la suite de la réunion au sommet — une clause du communiqué final stipule que les politiques d'accompagnement doivent se fonder sur les dispositions du traité, y compris l'article 235 — acceptera de suivre cette voie, qui est nouvelle.

J'ajoute qu'au moment où nous avons élaboré le budget, cette voie de l'article 235 était fermée.

Monsieur le Président, j'insiste donc pour que, dans une question purement budgétaire, on veuille bien ne pas renvoyer un montant de l'ordre de 400 000 unités de compte à un poste bloqué.

La question de principe sera réglée.

Vous aurez l'occasion de vous prononcer sur un programme qui comprendra non seulement une activité d'informatique mais bien d'autres activités non nucléaires.

Comme d'autre part, conformément à une thèse permanente du Parlement européen, nous avons toujours estimé qu'il fallait faire une interprétation aussi extensive que possible des dispositions du traité, nous avons toujours eu une activité d'informatique jointe à l'action CETIS.

Nous avons donc estimé que cette action pouvait

**Coppé**

être intégrée dans le programme au titre du chapitre 33.

C'est précisément un exemple de ce que nous pouvions faire à l'intérieur de la Communauté existante.

Je crois donc que, si le Parlement veut manifester cette intention de principe, il en aura l'occasion mais, aujourd'hui, il va simplement nous gêner en nous empêchant d'utiliser, comme nous le désirerions, 400 000 u.c. Nous devrions en effet introduire une proposition et suivre une procédure au titre de l'article 235, ce qui serait beaucoup plus long que si nous affections cette somme directement au chapitre 33.

Je suis persuadé que le Parlement aura satisfaction et qu'il pourrait, afin de ne pas gêner l'exécution du budget et pour plus d'efficacité, attendre quelques semaines avant d'engager une discussion de principe qui, sans nul doute, ira dans le sens souhaité par la Commission et par le Parlement lui-même.

**M. le Président.** — La parole est à M. Burgbacher.

**M. Burgbacher.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, ce problème du développement de la recherche au-delà du domaine nucléaire est extrêmement important. Je voudrais en quelque sorte compléter, au nom de la commission de l'énergie dont je suis membre, les déclarations de mon ami Noé auxquelles je souscris pleinement. Nous travaillons en ce moment, en théorie et en pratique, à un processus extrêmement prometteur qui consiste à gazéifier le charbon européen au moyen de la chaleur qui se dégage automatiquement des réacteurs, afin de pouvoir remplacer d'ici dix ou vingt ans le gaz naturel dont les réserves risquent de devenir insuffisantes par du charbon transformé. Ce problème est d'une importance vitale, compte tenu du principe énoncé à la Conférence au sommet d'assurer à la Communauté un approvisionnement énergétique futur fiable et durable. A vrai dire, lorsque l'on parle de 400 000 u.c., je m'imagine le moustique allant chatouiller l'éléphant. Cette somme est totalement insuffisante. Il convient de prendre en considération des montants d'un tout autre ordre. Je voudrais attirer l'attention du Parlement, de la Commission et du Conseil sur ce problème urgent de politique énergétique.

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale.** — Monsieur le Président, la commission des finances s'est trouvée devant une proposition de suppression de ces crédits faite par la commission compétente. Il lui a été dit que ce Parlement avait toujours voulu maintenir au maximum les activités de recherches du Centre, recherches élargies depuis peu à l'informatique. Le Parlement lui-même s'est

prononcé contre cet accord dans la mesure où la procédure de l'article 235 n'aurait pas été appliquée.

La commission des finances a voulu faire une proposition transactionnelle en tenant compte à la fois du fait que la procédure nécessaire n'avait pas été appliquée et que ceci a été dit par la commission de l'énergie, la commission juridique et le Parlement lui-même. Par conséquent, à moins que le Parlement ne se déjuge, nous devons en tenir compte. Pour atteindre notre but sans pour autant faire disparaître du budget une somme qui ne pourrait plus y réapparaître ensuite, en cas de nécessité, que par des procédures très longues de budgets supplémentaires, nous avons donc inscrit cette somme au chapitre 98 en précisant qu'elle ne pourrait être utilisée qu'après mise en œuvre de la procédure de l'article 235. Cela permet de réserver la position des deux commissions qui s'étaient déjà prononcées en ce sens.

Telle est la proposition transactionnelle faite par la commission des finances et que je demande au Parlement de vouloir accepter.

Je répondrai à M. Coopé qu'en ce qui concerne la procédure de l'article 235, qui n'a pas été utilisée dans le passé — ce qui est regrettable — et dont ce Parlement, dans sa résolution de juin 1972 a demandé l'utilisation, au sujet de cet accord, elle a été finalement débloquée, en principe, par le Conseil en juillet 1972. Nous voulons espérer que c'est à la suite de la position prise par notre Parlement.

Ce n'est pas une procédure lourde, c'est une procédure interne, la Commission n'aime pas tellement les procédures internes. Le Conseil peut décider, c'est très facile ; il se réunit tous les mois ! Pourquoi, depuis le mois de juin, n'a-t-il donné aucune satisfaction à notre vœu de mettre en application l'article 235 ? Il peut le faire le mois prochain, il peut le faire ce mois-ci. Nous n'allons pas du tout gêner la marche des travaux, et nous aurons ainsi préservé la position du Parlement quant à l'article 235, sans susciter de difficultés pour le budget. Je souhaite que l'Assemblée suive la proposition de la commission des finances, proposition qui est équilibrée et transactionnelle.

**M. le Président.** — La parole est à M. Schmelzer, président en exercice du Conseil des Communautés européennes et ministre des affaires étrangères des Pays-Bas.

**M. Schmelzer, président en exercice du Conseil des Communautés européennes.** — C'est exact, Monsieur le Président !

(Sourires)

Monsieur le Président, le président du Conseil a déjà abordé ce problème à la commission des finances et des budgets et lors de l'Assemblée plénière du 14 novembre. La discussion étant ranimée, je ne veux

**Schmelzer**

pas donner l'impression, en me taisant, que le Conseil ne s'est pas préoccupé de cette affaire.

Je vais résumer brièvement le point de vue du Conseil. Le Conseil, la Commission européenne et le Parlement également, je crois, se sont toujours appliqués à élargir le plus possible le champ d'action du Centre européen de recherche à tous les secteurs couverts par le traité EURATOM. La Commission européenne avait proposé au Conseil de reconnaître qu'un tel lien existait entre les travaux prévus dans le cadre de l'action des Onze et ceux prévus dans le cadre de son programme dans le domaine de l'information. Le Conseil a ensuite adopté à l'unanimité des voix un programme de recherche dont le but est de permettre dans ce domaine la participation de la Communauté à l'action des Onze. On comprendra que le Conseil accepte difficilement l'annulation de sa décision. Il en résultera que provisoirement la Communauté perdra toute base juridique pour sa participation à cette action. Par ailleurs, les pays tiers signataires de cet accord ont été officiellement informés de l'accomplissement des procédures internes nécessaires à la Communauté pour lui permettre de participer à cette action. Tout serait donc remis en question, ce qui me semble tout de même hautement préjudiciable. Je soulignerai et appuierai donc l'appel lancé par notre collègue Westerterp au Parlement. J'en appelle notamment à la commission compétente afin qu'elle envisage de retirer l'emendement à la lumière des arguments que je viens d'avancer.

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale.** — Monsieur le Président, j'ai écouté très attentivement M. le Président du Conseil. Avec tout le respect que j'ai pour sa personne et pour l'institution qu'il représente, je dois dire que l'article 235 du traité est d'une application tellement commode que je ne vois pas pourquoi on nous dit qu'il y aura des malheurs, s'il faut y recourir !

Je vous en donne lecture : « Si une action de la Communauté apparaît nécessaire pour réaliser, dans le fonctionnement du Marché commun, l'un des objets de la Communauté, sans que le présent traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée, prend les dispositions appropriées. »

Monsieur le Président du Conseil, si, en même temps que l'examen du projet de budget, vous inscrivez à l'ordre du jour de votre Assemblée ce programme d'informatique, sur la base de l'article 235, vous pouvez, au cours de la même séance, appliquer cet article et régler la procédure budgétaire.

Je ne vois vraiment pas où réside la difficulté.

Finalement, puisque tout cela est déjà acquis, que la Commission est d'accord et que le Parlement a

donné un avis favorable à la question, et qu'il n'y a pas de problème au plan juridique, je ne vois pas pourquoi nous renoncerions à cette proposition. Elle revêt pour nous une importance d'autant plus grande qu'elle sera mise en œuvre pour la première fois. Le Conseil en effet s'est refusé jusqu'ici à l'utiliser. Il a indiqué qu'il l'appliquerait, mais on n'arrive pas à cette mise en application.

Je demande à l'Assemblée de maintenir la proposition de la commission des finances, qui est parfaitement transactionnelle et qui ne représente aucune difficulté.

**M. le Président.** — La parole est à M. Schmelzer.

**M. Schmelzer, président en exercice du Conseil des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, je traiterai le président de la commission des finances et des budgets avec tout le respect qui est dû à sa personne et à ses fonctions ainsi qu'il l'a fait lui-même à mon égard. Il n'empêche que son exposé ne m'a pas convaincu. Que s'est-il passé ? Le Conseil a déjà fixé le programme. On peut maintenant procéder, en connaissance de cause, à un échange de vues sur la question de savoir si, dans certaines circonstances, on aurait pu, ou non, se baser sur l'article 235. Le Conseil a, bien entendu, discuté de ce problème mais il arrive au Conseil également de ne pas faire l'unanimité sur chacun des points en discussion. Quoi qu'il en soit, le Conseil n'a pas appliqué l'article 235 ; il n'en reste pas moins que maintenant le programme est fixé.

La question est délicate car, en soi, la proposition du président de la commission des finances et des budgets était séduisante. Il a déclaré que si le Conseil présentait maintenant une nouvelle proposition sur la base de l'article 235, le Parlement européen pourrait y souscrire. Mais, je le répète, la question est délicate du fait que la décision a déjà été prise. Je pourrais me figurer que ce Parlement — permettez-moi, Monsieur le Président, de penser tout haut : je ne veux pas aborder les responsabilités de ce Parlement — peut faire comprendre un jour au Conseil qu'il ne lui donnera pas son accord sur le plan budgétaire si des actions comparables ne reposent pas, à l'avenir, sur l'article 235. Je puis très bien m'imaginer cette situation, le Parlement s'appuyant sur le fait qu'il y a eu un précédent. Je trouve qu'il n'est pas facile de condamner le Conseil pour ainsi dire *a posteriori* sans lui donner la possibilité de reconsidérer plus tard ces questions. Il ne devrait cependant pas rencontrer de difficultés dans ce cas important.

Je laisse cette remarque, Monsieur le Président, à votre appréciation. Il se peut qu'elle incitera désormais le Parlement à une certaine mansuétude et à une certaine confiance dans ce domaine.

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale.** — Monsieur le Président, je tiens tout d'abord à remercier M. le Président du Conseil de sa réponse. J'ai en effet, entendu maintenant, d'une façon incidente, pourquoi l'article 235 n'a pas été appliqué. Il nous a indiqué que l'unanimité ne se faisait pas toujours sur ces problèmes.

Or, il se trouve que nous, qui sommes contre l'application permanente de la règle de l'unanimité dans les matières déjà communautaires — je parle en tout cas au nom de mon groupe politique et en mon nom personnel — nous pensons au contraire que lorsqu'il s'agit d'introduire de nouvelles politiques communautaires, c'est presque une façon de modifier le traité originel. Or, procéder à une telle modification par une procédure interne, c'est recourir à une procédure tout à fait exceptionnelle, qui requiert évidemment l'unanimité, puisque, désormais, les États vont être liés par des politiques communes auxquelles ils n'avaient pas consenti lors de la signature du traité originel.

Tel est le sens profond de l'article 235. Pour des matières non inscrites au traité originel, on passe par l'article 235. C'est sur ce point que notre Parlement s'est prononcé en juin 1972. C'est de là que découlent les modifications tendant à une suppression proposées par la commission économique. Je pense, encore une fois, que la proposition de la commission des finances va tout à fait dans le sens de la conciliation. Il est nécessaire que le Conseil, pour faire entrer une matière nouvelle dans les actions communautaires, ait recours à l'article 235.

**M. le Président.** — La parole est à M. Aigner.

**M. Aigner.** — (A) Monsieur le Président, je voudrais, au nom de mon groupe également, me prononcer expressément en faveur des motifs avancés par M. Spénale. Notre droit n'est pas la dernière raison pour laquelle j'ai proposé à la commission des finances que l'on impose, si nécessaire, le dialogue permanent sur le droit budgétaire de ce Parlement avec les autres institutions. Je crois que nous avons un pouvoir souverain sur la procédure de déblocage. Dès que le Conseil de ministres a précisé sa position, il appartient à la seule Commission de nous donner satisfaction et nous sommes prêts, à tout moment, à entamer ce dialogue. Nous pourrions alors adhérer, en toute souveraineté, à cette procédure de déblocage.

Je crois que nous devrions adopter cette proposition à l'unanimité.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de modification n° 22 de la commission des finances et des budgets.

La proposition de modification n° 22 est adoptée.

En conséquence, la proposition de modification n° 2 est devenue sans objet.

Sur le Titre 3 je suis saisi d'une proposition de modification n° 8, déposée par la commission des finances et des budgets et visant à insérer un nouveau chapitre 39.

Voici le texte de cette proposition :

### *Section III : Commission*

#### *a) dépenses*

##### Titre 3

Insérer un nouveau chapitre 39 :

Politique des structures régionales

Inscrire un crédit de 1 000 u.c.

##### Titre 2 — Chapitre 29

— Autres dépenses

##### Article 290

— Remboursement forfaitaire aux États membres des frais encourus pour la perception des ressources propres

Augmenter ce crédit de 9 u.c.

#### *b) recettes (Volume 1)*

##### Titre 5

— Contributions

##### Article 550

Les contributions sont à augmenter de 902 u.c.

##### Article 560

Les contributions sont à augmenter de 17 u.c.

##### Titre 1

— Ressources propres

##### Article 190

Augmenter ce crédit de 90 u.c.

### *Justification*

La commission des finances et des budgets, sur la base d'une suggestion de la commission économique, propose d'inscrire ce nouveau chapitre.

Compte tenu de l'urgence de réaliser une politique régionale, par ailleurs confirmée par la Conférence au sommet du 19 octobre 1972, elle a estimé qu'il était nécessaire d'ouvrir cette ligne budgétaire et de la doter de 1 000 u.c. Cette inscription doit inciter le Conseil, qui aurait déjà dû prendre des décisions en matière de politique des structures régionales, à concrétiser dans les plus brefs délais cette politique par la voie budgétaire.

La parole est au rapporteur.

**M. Offroy, rapporteur.** — Monsieur le Président, la commission des finances et des budgets, en plein accord avec la commission économique, a demandé l'inscription de ce nouveau chapitre, de manière à montrer au Conseil le désir qu'elle a de voir la politique régionale entrer vraiment dans une phase de réalisation.

Je rappelle à ce sujet que la Conférence au sommet d'octobre dernier a estimé qu'il était nécessaire d'aller de l'avant dans ce domaine et je souhaite donc que le Parlement adopte la proposition faite par la commission des finances et des budgets.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix la proposition de modification n° 8.

La proposition de modification n° 8 est adoptée.

Sur le chapitre 41, je suis saisi d'une proposition de modification n° 20 déposée par MM. Pêtre, Thiry, Vandewiele, Van der Stoel et Martens et par la commission des finances et des budgets, et qui remplace la proposition de modification n° 17 de MM. Pêtre et consorts.

Voici le texte de la proposition n° 20 :

### *Section III : Commission*

#### *a) dépenses*

##### Titre 4 — Chapitre 41

##### — Subventions et participations

Augmenter les crédits du chapitre 41 de 21 700 u.c.

##### Titre 2 — Chapitre 29

##### — Autres dépenses

##### Article 290

— Remboursement forfaitaire aux États membres des frais encourus pour la perception des ressources propres

Augmenter le crédit de 195 u.c.

#### *b) recettes (Volume 1)*

##### Titre 5 — Contributions

##### Article 550

Augmenter les contributions de 19 575 u.c.

##### Article 560

Augmenter les contributions de 370 u.c.

##### Titre 1 — Ressources propres

##### Article 190

Augmenter le crédit de 1 950 u.c.

### *Justification*

La Commission, dans son avant-projet de budget pour 1973, avait inscrit un crédit de 453 400 u.c. au titre du chapitre 41 par rapport à 200 000 u.c. en 1972.

Le chapitre 41 présente un intérêt particulièrement important pour la Communauté dans la mesure où il permet de favoriser ou de susciter de nombreuses actions de caractère européen. Il apparaît comme un moyen irremplaçable de développer la connaissance meilleure par les populations des activités communautaires et par là de répondre aux critiques souvent exprimées pour l'insuffisance d'intérêt et de ferveur des populations à l'égard de l'Europe.

En réalité, si l'on excepte des actions nouvelles prévues en 1973, soit :

— l'action pour les consommateurs	160 000 u.c.
— les bourses pour jeunes Américains	20 000 u.c.
— accord international sur l'étain	1 200 u.c.
— autres interventions prévues au nouvel article 419	12 200 u.c.
	193 400 u.c.

l'augmentation par rapport à 1972 n'était que de 60 000 u.c. ou 30 % pour les actions déjà en cours. Cela correspondrait en fait à garantir à la Communauté élargie les mêmes moyens que ceux qui sont à la disposition de la Communauté actuelle.

Or, le Conseil a réduit de 53 400 u.c. le montant total du chapitre 41. Par conséquent, ou bien la Communauté élargie va devoir réduire l'action envisagée en faveur des consommateurs ; ou bien il lui faudra renoncer à maintenir pour les 9 le niveau des interventions qu'elle fait actuellement au bénéfice des 6. Ceci serait d'autant plus regrettable que c'est précisément dans les nouveaux États que le besoin de telles interventions va se faire sentir avec une acuité accrue.

La parole est à l'auteur de la proposition.

**M. Pêtre.** — Monsieur le Président, je crois que la justification écrite de cette proposition d'antendement est suffisamment claire et précise. Elle est suffisamment connue, je ne dois donc plus la commenter.

Je puis ajouter que la commission des finances, qui a discuté de ce problème hier après-midi, a fait siennes les considérations que nous avons exprimées et a voté cette proposition. Cela me permet de rassurer l'Assemblée et de lui demander de bien vouloir suivre l'exemple de la commission des finances en cette matière.

**M. le Président.** — La parole est au rapporteur.

**M. Offroy, rapporteur.** — Monsieur le Président,



**Offroy**

je confirme ce que vient de dire M. Pètre et j'ajoute une précision. Dans sa séance d'hier, la commission des finances et des budgets a proposé que l'augmentation de crédit ainsi sollicitée soit destinée à l'ensemble du chapitre 41.

En effet, le chapitre 41 comporte un point qui nous paraît très important, celui de l'action en faveur des consommateurs.

Nous laisserons donc à la Commission européenne le soin de répartir ce crédit sur l'ensemble de ce chapitre 41, dans l'espoir que cette action en faveur des consommateurs, qui a été récemment jugée très utile, puisse, elle aussi, faire l'objet d'une augmentation substantielle.

**M. le Président.** — La parole est à M. Coppé.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, la Commission remercie la commission des finances et des budgets d'avoir bien voulu présenter cette proposition qui rejoint ses vœux.

En effet, nous avons constaté qu'à la suite de la réduction que le Conseil avait opérée dans notre avant-projet de budget, l'action en faveur des consommateurs avait bénéficié de la part du lion et que les autres postes étaient réduits à une portion à ce point congrue qu'elle correspondait à peine à l'augmentation du coût de la vie. Par conséquent, on ne constatait aucune augmentation à la suite de l'élargissement.

Dans ces conditions, Monsieur le Président, nous avons dû insister et sommes heureux que la commission des finances et des budgets ait bien voulu présenter cette proposition qui rencontre nos désirs.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de modification n° 20.

La proposition de modification n° 20 est adoptée.

Sur le chapitre 50, article 500, je suis saisi d'une proposition de modification n° 3, déposée par la commission des affaires sociales et de la santé publique. Voici le texte de cette proposition :

### *Section III : Commission*

#### *a) dépenses*

#### Titre 5 — Chapitre 50

- Dépenses au titre de l'article 4 de la décision du Conseil du 1-2-1971 concernant la réforme du Fonds social européen

#### Article 500

- Dépenses au titre de l'article 4 de la déci-

sion du Conseil du 1-2-1971 concernant la réforme du Fonds social européen

Augmenter les crédits de 10 000 000 d'u.c.

#### Titre 2 — Chapitre 29

- Autres dépenses

#### Article 290

- Remboursement forfaitaire aux États membres des frais encourus pour la perception des ressources propres

Augmenter les crédits de 89 882 u.c.

#### b) recettes (Volume 1)

#### Titre 5

- Contributions

#### Article 550

Augmenter les contributions de 9 020 616 u.c.

#### Article 560

Augmenter les contributions de 170 439 u.c.

#### Titre 1

- Ressources propres

#### Article 190

Augmenter les crédits de 898 827 u.c.

#### *Justification*

Il s'agit d'interventions au titre de l'article 4 de la décision du Conseil du 1<sup>er</sup> février 1971 pour lesquelles est proposé un crédit de 70 000 000 u.c.

Depuis l'introduction de son avant-projet de budget pour 1973, la Commission européenne a soumis au Conseil trois nouvelles propositions (Doc. Com (72) 812 final) :

- relatives à l'intervention du Fonds social en faveur des personnes qui quittent l'agriculture ;
- relatives à l'intervention du Fonds social en faveur des personnes occupées dans le secteur du textile et de l'habillement ;
- portant modification du règlement du Conseil relatif aux aides susceptibles de faire l'objet d'un concours du Fonds social.

Dans la première de ces propositions, la Commission, tout en admettant qu'une évaluation est difficile à faire, estime que, parmi les personnes qui quitteront l'agriculture dans les 10 prochaines années, 30 000 sont à reconverter et que cette opération de reconversion coûtera annuellement entre 125 000 000 et 150 000 000 u.c., dont moitié à la charge du Fonds social, soit 60 000 000 à 75 000 000 u.c.

**Président**

Or, dans le commentaire de son avant-projet, la Commission se base sur un chiffre de plus ou moins 80 000 personnes quittant l'agriculture entre 1973 et 1975, à un coût moyen de 2 000 u.c. Les crédits à inscrire au budget devraient, dans cette hypothèse, s'élever à  $160\,000\,000:2 = 80\,000\,000$  u.c.

Par ailleurs, aucune estimation chiffrée n'est faite pour le textile et l'habillement, ainsi que pour les nouvelles formes d'aide proposées dans la troisième proposition précitée.

Le Parlement européen se doit de soutenir, sans restriction, les trois propositions mentionnées. Il doit se féliciter surtout des initiatives qu'elles tendent à lancer en prévoyant de faire rembourser notamment par le Fonds social :

- les dépenses nécessaires pour maintenir, pendant une période de 6 mois, le revenu des personnes qui, ayant quitté l'agriculture pour exercer une activité extra-agricole, restent dans l'attente d'un emploi immédiatement après leur requalification ;
- des opérations de reconversion professionnelle à une activité salariée ou indépendante des personnes qui quittent l'agriculture ou dont l'activité professionnelle — connexe à l'activité agricole — est directement affectée ou menacée de l'être pour l'évolution ou la modernisation de cette dernière.

Il s'agit là de revendications formulées depuis longtemps par le Parlement européen. Dès lors, celui-ci, pour éviter que la mise en application de ces propositions ne soit retardée ou rendue impossible par faute des crédits adéquats, propose de porter le crédit inscrit à l'article 500 de 70 000 000 à 80 000 000 u.c., soit une augmentation de 10 000 000 u.c.

Les recettes devront être augmentées du même montant.

Sur cette proposition, la commission des finances et des budgets a exprimé un avis favorable.

Personne ne demande plus la parole ? ...

Je mets aux voix cette proposition de modification n° 3.

La proposition de modification n° 3 est adoptée.

Sur le chapitre 51, article 510, je suis saisi d'une proposition de modification n° 4 déposée par la commission des affaires sociales et de la santé publique.

Voici le texte de cette proposition :

*Section III : Commission*

*a) dépenses*

Titre 5 — Chapitre 51

- Dépenses au titre de l'article 5 de la décision du Conseil du 1<sup>er</sup> février 1971 concernant la réforme du Fonds social européen

Article 510

- Dépenses au titre de l'article 5 de la décision du Conseil du 1<sup>er</sup> février 1971 concernant la réforme du Fonds social européen

Augmenter les crédits de 30 000 000 u.c.

Titre 2 — Chapitre 29

- Autres dépenses

Article 290

- Remboursement forfaitaire aux États membres des frais encourus pour la perception des ressources propres

Augmenter les crédits de 269 649 u.c.

b) *recettes* (Volume 1)

Titre 5

- Contributions

Article 550

Augmenter les contributions de 27 061 851 u.c.

Article 560

Augmenter les contributions de 551 317 u.c.

Titre 1

- Ressources propres

Article 190

Augmenter les crédits de 2 696 481 u.c.

*Justification*

Dans son avant-projet de budget, la Commission européenne avait proposé un montant de 140 000 000 u.c. pour des dépenses au titre de l'article 5 de la décision du Conseil du 1<sup>er</sup> février 1971.

Dans son commentaire, la Commission indiquait que ces crédits demandés tenaient compte de l'importance des opérations qu'il est prévu de réaliser dans les États membres et qui sont susceptibles d'être financées par le Fonds.

En outre, dans le montant de 140 000 000 u.c., était inclus un montant de 10 000 000 u.c. représentant les crédits retenus au titre de l'élargissement.

Dans le projet de budget, le Conseil propose, pour cet article, un montant de 110 000 000 u.c., soit une diminution de 30 000 000 u.c.

Si l'on sait que les opérations au titre de l'article 5 de la décision du Conseil du 1<sup>er</sup> février 1971, sont

**Président**

celles pour lesquelles des concours sont accordés, sans autre intervention du Conseil, on comprend la portée politique de la diminution opérée par le Conseil.

Le Parlement européen estime que, pour ce genre d'intervention, il y a lieu de faire entièrement confiance à la Commission assistée du Comité du Fonds social européen et qu'il faut éviter, qu'à travers des manipulations budgétaires, le Conseil aboutisse à imposer, pour les interventions au titre de l'article 5, la même procédure que celle qui est prévue pour les interventions au titre de l'article 4, à savoir que l'intervention du Fonds doit être fondée sur une décision spécifique prise par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée.

Il n'est pas inutile de rappeler, qu'au cours de la Conférence au sommet de Paris, il a été envisagé de stimuler « une action vigoureuse dans le domaine social », ce qui laisse sous-entendre des interventions plus poussées par le Fonds social européen.

Pour ces raisons, il est proposé de rétablir les montants proposés initialement par la Commission, c'est-à-dire de porter de 110 000 000 à 140 000 000 u.c., les crédits inscrits à l'article 510 du projet de budget.

Cette augmentation de crédits devra être financée par une augmentation correspondante des recettes de 30 000 000 u.c.

Sur cette proposition la commission des finances et des budgets a exprimé un avis favorable.

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix cette proposition de modification n° 4.

La proposition de modification n° 4 est adoptée.

Sur les Titres 6 et 7 — FEOGA, section « Garantie » — je suis saisi de la proposition de modification n° 18 déposée par la commission des finances et des budgets et qui est la conséquence de l'adoption du budget supplémentaire n° 2 pour l'exercice 1972.

Voici le texte de cette proposition :

*Section III : Commission*

a) dépenses

Titres 6 et 7 — FEOGA, Section « Garantie »

Réduire ce crédit de 195 190 000 u.c.

Titre 2 — Chapitre 29

— Autres dépenses

Article 290

— Remboursement forfaitaire aux États membres des frais encourus pour la perception des ressources propres

Réduire ce crédit de 1 754 420 u.c.

b) recettes

Titre 1

— Ressources propres

(crédit à couvrir conformément à la décision du 21-4-1970)

Réduire ce crédit de 196 944 420 u.c.

*Justification*

La commission des finances et des budgets introduit cette proposition de modification au projet de budget des Communautés sur demande de la Commission et du Conseil des Communautés.

Cette réduction résulte du fait que la même somme fait désormais l'objet d'un projet de budget n° 2 supplémentaire pour 1972 visant à rattacher à l'exercice 1972 les dépenses du mois de janvier 1973 du FEOGA, Section « Garantie ».

Le rattachement de ces crédits au budget 1973 est une application des accords pris avec les nouveaux pays membres, quant à leur participation aux dépenses du budget.

La réduction de 195 190 000 u.c. est à ventiler comme suit :

— chap. 60	67 190 000
— chap. 61	4 530 000
— chap. 62	50 190 000
— chap. 63	26 440 000
— chap. 64	13 190 000
— chap. 65	500 000
— chap. 66	5 070 000
— chap. 67	1 430 000
— chap. 68	7 540 000
— chap. 69	4 700 000
— chap. 70	10 020 000
— chap. 71	250 000
— chap. 72	910 000
— chap. 73	410 000
— chap. 74	500 000
— chap. 76	80 000
— chap. 78	2 240 000

M. le Rapporteur désire-t-il la développer ?

M. Offroy, rapporteur. — Non, Monsieur le Président.

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix cette proposition de modification.

La proposition de modification n° 18 est adoptée.

Sur le chapitre 80, article 800, je suis saisi de la pro-

**Président**

position de modification n° 1 déposée par la commission de l'agriculture.

Voici le texte de cette proposition :

*Section III : Commission**a) dépenses*

## Titre 8 — Chapitre 80

- Projets d'amélioration des structures agricoles visées à l'article 13 du règlement n° 17/64

## Article 800

- Projets d'amélioration des structures agricoles visées à l'article 13 du règlement n° 17/64

Augmenter le crédit de 45 000 000 d'u.c.

*b) compensation*

## Titre 9 — Chapitre 98

- Crédits provisionnels non affectés

## Article 980

- Crédits provisionnels non affectés

Réduire ce crédit de 45 000 000 d'u.c.

*Justification*

1. Cette augmentation se fonde sur la disposition du traité d'adhésion <sup>(1)</sup> qui stipule que le montant annuel de 285 millions d'unités de compte figurant à l'article 6, paragraphes 4 et 5, doit être adapté pour tenir compte des nécessités de la Communauté après la date de l'adhésion des nouveaux États membres.

2. La commission de l'agriculture se prononce contre l'inscription de ce crédit sous forme de provision pour une augmentation éventuelle des crédits à la section orientation du FEOGA — ainsi qu'il est dit au point 17 des commentaires du chapitre 98 du budget : « Crédits provisionnels non affectés ».

Si ces crédits ne sont pas inscrits au chapitre 80 du budget, on peut craindre que le financement de projets des pays adhérents ne se fasse au détriment des projets des six États membres.

Une telle réduction des crédits en question est en contradiction tant avec la disposition sus-mentionnée du traité d'adhésion qu'avec l'article 6 du règlement n° 729/70 et, enfin, avec la résolution du Conseil du 25 mai 1972 qui détermine l'importance de la politique structurelle en tant qu'élément de la politique agricole commune.

Sur cette proposition de modification la commission des finances et des budgets a exprimé un avis favorable.

Personne ne demande la parole ?

Je mets donc aux voix cette proposition de modification.

La proposition de modification n° 1 est adoptée.

Sur le chapitre 88, article 880, je suis saisi de deux propositions de modification : l'une, n° 14, déposée par MM. Houdet et Vredeling, au nom de la commission de l'agriculture, et la deuxième, n° 19, déposée par la commission des finances et des budgets.

Ces propositions de modification tendent au même but, mais diffèrent légèrement dans leur rédaction.

Voici le texte de ces deux propositions :

— Proposition de modification n° 14

*Section III : Commission**a) dépenses*

## Titre 8 — Chapitre 88

- Crédits réservés au cours des exercices précédents pour le financement des dépenses des chapitres 81 à 84.

## Article 880

- Crédits réservés au cours des exercices précédents pour le financement des dépenses des chapitres 81 à 84.

Prévoir un crédit de 1 u.c. et, en regard de ce crédit, le texte suivant :

Au titre des années 1969 à 1972 des crédits s'élevant à 438 384 300 u.c. ont été réservés pour le financement de la réforme de l'agriculture dans la Communauté par les États membres fondateurs. Ces crédits constituent des autorisations d'engagement pour le financement communautaire des actions communes au sens de l'article 8 du règlement (CEE) n° 729/70. Afin que ces crédits ne soient pas réduits du fait de l'élargissement, l'autorité budgétaire s'engage à les adapter en conséquence. Au cas où ces crédits seraient engagés en partie ou en totalité en cours d'exercice, l'autorité budgétaire s'est engagée à apporter en conséquence les modifications correspondantes en recettes.

*b) recettes*

Contribution des États membres : + 1 u.c.

*Exposé des motifs*

L'augmentation approximative de ce crédit, comme suite à l'adhésion des nouveaux membres, étant difficile à calculer, il est proposé de remplacer la mention « P.M. » prévue au projet de budget par 1

<sup>(1)</sup> Page 125, litt. B, paragraphe 2.

**Président**

u.c., en prévoyant un commentaire à l'article 880, qui est à considérer comme une modification au projet du budget. Ce texte, en effet, a la valeur, comme le Conseil l'indique, d'une « inscription spéciale » au projet du budget.

— Proposition de modification n° 19 :

*Section III : Commission**a) dépenses*

## Titre 8 — Chapitre 88

- Crédits réservés au cours des exercices précédents pour le financement des dépenses des chapitres 81 à 84.

## Article 880

- Crédits réservés au cours des exercices précédents pour le financement des dépenses des chapitres 81 à 84.

Prévoir un crédit de 1 u.c. et, en regard de ce crédit, le texte suivant :

Au titre des années 1969 à 1972 des crédits s'élevant à 438 384 300 u.c. ont été réservés pour le financement de la réforme de l'agriculture dans la Communauté par les États membres fondateurs. Ces crédits constituent des autorisations d'engagement pour le financement communautaire des actions communes au sens de l'article 8 du règlement (CEE) n° 729/70. Afin que ces crédits ne soient pas réduits du fait de l'élargissement, l'autorité budgétaire devra s'engager à les adapter en conséquence. Au cas où ces crédits seraient engagés en partie ou en totalité en cours d'exercice, l'autorité budgétaire devra s'engager à apporter en conséquence les modifications correspondantes en recettes.

*b) recettes*

Contribution des États membres : + 1 u.c.

*Justification*

L'augmentation approximative de ce crédit, comme suite à l'adhésion des nouveaux membres, étant difficile à calculer, il est proposé de remplacer la mention « P.M. » prévue au projet de budget par 1 u.c., en prévoyant un commentaire à l'article 880, qui est à considérer comme une modification au projet du budget. Ce texte, en effet, a la valeur comme le Conseil l'indique, d'une « inscription spéciale » au projet du budget.

La parole est au rapporteur.

**M. Offroy, rapporteur.** — Monsieur le Président, cette différence est, en fait, légère. Dans la proposition de la commission de l'agriculture, il est indiqué que l'autorité budgétaire s'est engagée à apporter

les modifications nécessaires et qu'elle s'engage à adapter en conséquence le budget. Nous estimons qu'il est impossible, au stade actuel, compte tenu des changements qui vont intervenir d'ici au 1<sup>er</sup> janvier 1973 dans la composition des différents éléments de l'autorité budgétaire, d'employer l'expression « s'est engagée » car il est évident que personne actuellement ne peut prendre d'engagement pour la nouvelle Commission.

Pour ces raisons, nous préférons notre texte qui indique que l'autorité budgétaire « devra » s'engager. Nous donnons ainsi une incitation à la nouvelle Commission d'emprunter la voie préconisée par la commission de l'agriculture et approuvée par la commission des finances, afin que les agriculteurs des pays membres fondateurs de la Communauté ne soient pas désavantagés par l'inscription d'un crédit identique à celui de l'année dernière et qui devra être réparti entre neuf États au lieu de six. Dans ces conditions, nous demandons au Parlement d'accepter la proposition de la commission des finances.

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale.** — A mon avis, il serait regrettable de procéder à un vote qui risque d'être négatif sur cette proposition de modification. Il me paraît préférable d'entendre un membre de la commission de l'agriculture nous dire que celle-ci peut se rallier au texte proposé par la commission des finances et des budgets, texte dont l'objet est identique mais dont la rédaction est simplement plus prudente. En effet, nous ne pensons pas qu'il soit possible de dire que l'autorité budgétaire est une trinité, et certaines des institutions concernées n'ont pas pris l'engagement que nous demandons. C'est la raison pour laquelle nous disons qu'elle « doit s'engager ». Nous ne pouvons pas aller plus loin. Il ne s'agit pas d'un problème d'agriculture ni même de finances, mais d'une simple question de rédaction à laquelle la commission de l'agriculture pourrait se rallier.

**M. le Président.** — La parole est à M. Vals.

**M. Vals.** — Monsieur le Président, M. Vetrone et moi-même sommes les seuls représentants de la commission de l'agriculture présents dans l'hémicycle, et je pense que mon collègue ne m'en voudra pas de dire que, pour ma part, j'accepte la proposition faite par M. le Président de la commission des finances et des budgets.

Au fond, il ne s'agit que d'un problème de rédaction et je pense que nous pouvons, sans danger, nous rallier au texte de la commission des finances et des budgets.

**M. le Président.** — La proposition de modification n° 14 est donc retirée.

**Président**

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de modification n° 19.

La proposition de modification n° 19 est adoptée.

Sur le chapitre 98, article 980, je suis saisi d'une proposition de modification n° 7 déposée par la commission des finances et des budgets.

Voici le texte de cette proposition :

*Section III : Commission**a) dépenses*

## Titre 9 — Chapitre 98

— Crédits provisionnels non affectés

## Article 980

— Crédits provisionnels non affectés

Augmenter le crédit de 20 000 000 d'u.c.

## Titre 2 — Chapitre 29

— Autres dépenses

## Article 290

— Remboursement forfaitaire aux États membres des frais encourus pour la perception des ressources propres

Augmenter le crédit de 179 766 u.c.

*b) recette (Volume 1)*

## Titre 5 — Contributions

## Article 550

Augmenter les contributions de 18 041 232 u.c.

## Article 560

Augmenter les contributions de 340 878 u.c.

## Titre 1 — Ressources propres

## Article 190

Augmenter le crédit de 1 797 656 u.c.

*Justification*

Cette proposition de modification tend à introduire, dans l'article 980, un crédit pour rétablir ainsi à l'article 980 la proposition de l'avant-projet de budget général établi par la Commission figurant aux postes 2691 et 2692. Le memorandum sur la politique industrielle soumis par la Commission a exposé, de manière claire et exhaustive, les efforts nécessaires à faire au niveau communautaire pour parvenir à un développement équilibré des structures industrielles dans les États membres. La Commission a soumis au Conseil des propositions concrètes concernant les premières actions dans le domaine de la politique industrielle communautaire.

L'inscription de 20 000 000 d'u.c. devrait servir à des mesures en faveur des entreprises ne disposant pas normalement d'un budget suffisant pour la recherche (ce qui ne fait qu'accroître leur handicap par rapport aux grandes concentrations).

La parole est à M. Offroy.

**M. Offroy, rapporteur.** — Monsieur le Président, je voudrais marquer que nous attachons une très grande importance à cette proposition. En effet, depuis longtemps, nous demandons que la politique industrielle devienne une réalité, et, d'ailleurs, dans ce domaine, nous avons été très satisfaits des paragraphes du communiqué de la Conférence au sommet, qui s'orientent exactement dans la voie que le Parlement préconise depuis déjà pas mal de temps. Je crois donc qu'il est nécessaire d'inscrire ce crédit de vingt millions d'u.c. car, dans l'esprit de la Commission européenne, il est destiné à aider les moyennes entreprises qui n'ont pas de grand budget de recherche et qui doivent cependant étudier la manière d'améliorer soit leurs techniques de fabrication soit la qualité de leurs produits.

Ainsi nous souhaitons que ce crédit soit inscrit comme une indication donnée au Conseil du désir du Parlement de voir cette politique industrielle, conformément d'ailleurs aux résolutions de la Conférence au sommet, entrer très rapidement dans la voie des réalisations.

**M. le Président.** — La parole est à M. Coppé.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, la Commission européenne remercie la commission des finances et des budgets pour l'initiative qu'elle a prise dans cette proposition de modification. Un crédit est, ainsi repris au budget que la Commission avait déjà à l'origine, proposé au poste 980 de l'avant-projet de budget. Elle l'avait fait en sachant que ce montant était destiné à un domaine pour lequel une politique devait encore être élaborée. Nous pensions cependant qu'il était nécessaire de reprendre ce crédit à ce poste en nous basant sur le fait que les « contrats communautaires d'innovation industrielle » seront conclus en 1973.

Nous remercions une fois encore la commission des finances et des budgets et d'avance également le Parlement. Nous espérons que le Conseil se laissera davantage persuader par mes arguments en seconde lecture du budget, qu'il ne l'a été lors de la première lecture.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix la proposition de modification n° 7.

La proposition de modification n° 7 est adoptée.

Nous avons ainsi terminé l'examen des propositions

**Président**

de modification déposées sur la section III « Commission ».

Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix la section III « Commission » avec les modifications que nous venons d'adopter.

La section III « Commission », ainsi modifiée, est adoptée.

Nous passons maintenant à l'examen de la section IV « Cour de justice ».

Sur cette section, je ne suis saisi d'aucune proposition de modification.

Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix la section IV « Cour de justice ».

La section IV « Cour de justice » est adoptée.

Nous passons maintenant au vote du volume I « Recettes », que nous avons réservé tout à l'heure.

Je mets aux voix le volume I « Recettes », tel qu'il a été modifié par l'adoption des différentes propositions de modification.

Le volume I « Recettes », ainsi modifié, est adopté.

Je mets maintenant aux voix l'ensemble du projet de budget tel qu'il a été modifié par nos votes successifs.

Personne ne demande plus la parole ?

Le projet de budget général, ainsi modifié, est adopté.

Il s'élève, compte tenu des modifications que nous venons d'adopter, à un montant total, en recettes et en dépenses, de 4 304 747 492 unités de compte.

Conformément à l'article 23 bis, paragraphe 9, du règlement, il sera annexé au procès-verbal de la présente séance et transmis sans délai au Conseil.

Nous passons maintenant au vote sur la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Offroy.

La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale.** — Monsieur le Président, dans cette proposition de résolution, il est précisé, au paragraphe 6, que le Parlement insiste dans cette perspective sur l'urgence du renforcement de ses pouvoirs budgétaires et de ses pouvoirs de contrôle et rappelle à la Commission l'engagement qu'elle a pris de présenter, à cet égard, des propositions dès 1972. Je voudrais demander au représentant de la Commission quelles sont les intentions de son institution en ce qui concerne ces propositions, notre sentiment étant que la Commission a pris, sur ce problème, qui pour nous est essentiel, une position de plus en plus fluide et dilatoire. La Commission actuelle connaîtra ses derniers moments le 31 décembre 1972. Si elle n'a pas fait de proposition à cette date, elle n'aura pas tenu ses

promesses. Les tiendra-t-elle et quand ? Quelles sont ses intentions ?

Je voudrais entendre la réponse avant d'indiquer ce que nous avons, quant à nous, à proposer.

**M. le Président.** — La parole est à M. Coppé.

**M. Coppé, membre de la Commission des Communautés européennes.** — Monsieur le Président, le président de la commission des finances et des budgets connaît les sentiments de déférence que j'ai à son égard. Il connaît aussi les sentiments profonds qui animent les membres de la Commission et leur désir de voir toujours renforcer les pouvoirs du Parlement, et plus particulièrement ses pouvoirs budgétaires.

Ceci étant dit, je ne peux pas m'éloigner de la position prise par la Commission. Je suis donc dans l'obligation, sur ce point, de relire le texte dont M. Mansholt a donné connaissance hier au nom de la Commission. Il s'agit d'un texte en néerlandais, que je reprends.

*(L'orateur poursuit en langue néerlandaise)*

« Il est évident — et les ministres l'ont déclaré eux aussi — que cela ne signifie nullement qu'il ne devra rien se passer entre-temps. On se préoccupe actuellement du fait que les organes ne fonctionnent pas encore d'une façon satisfaisante, que le contrôle budgétaire est insuffisant, et qu'en ce qui concerne la compétence et la responsabilité des institutions, il faudra prendre un certain nombre de mesures en se fondant sur des décisions prises dans le passé. Je songe à ce que préconisait la résolution de 1970 à propos du contrôle budgétaire et celle de mars 1970 à propos des pouvoirs législatifs. Il y a là, inexploité, un champ d'action très étendu. A cet égard aussi, la Commission devra faire des propositions. Elle estime d'ailleurs que celles-ci devront émaner de la Commission des Neuf. »

J'ai dit à l'époque, au nom de la Commission, qu'elle ne présenterait pas de propositions avant la Conférence au sommet et que sa position, à l'issue de ce sommet, restait ouverte. M. Mansholt a précisé hier l'opinion de la Commission. Des propositions devront donc être présentées en la matière par la nouvelle Commission des Neuf, après le 1<sup>er</sup> janvier 1973.

Je regrette de devoir donner à M. Spénale une réponse insatisfaisante qui, dans une certaine mesure, l'est pour moi également. Mais il me semble toutefois que dans les circonstances présentes cette attitude est la seule valable.

**M. le Président.** — La parole est à M. Spénale.

**M. Spénale.** — Monsieur le Président, les engagements n'ont pas été tenus, les délais ont expiré ; la

**Spénale**

Commission que nous avons devant nous pouvait, seule, débloquent la procédure de réexamen des pouvoirs budgétaires de ce Parlement, dans des délais précis. Elle a utilisé différents moyens dilatoires : d'abord les ratifications, maintenant elles sont passées ; ensuite, le sommet, il est passé lui aussi ; enfin on a discuté sur les dates : était-ce à partir des ratifications ou du 22 avril 1970 ?

De toute façon, si l'on retient le délai le plus large, c'est avant le 31 décembre 1972. Il nous paraissait important que la Commission fasse des propositions ayant une valeur testamentaire. Ce n'est pas parce que cette Commission n'a plus de responsabilités au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 1973 qu'elle n'a pas, en son esprit européen, à se préoccuper de la suite.

Lorsque je faisais mon service militaire, le règlement d'infanterie dans mon pays stipulait : les chefs tombent, le combat continue. Cette Commission tombe, le combat continue. Il était entendu que nous le mènerions ensemble. Et voici que nous sommes abandonnés par notre partenaire au moment où il aurait dû faire des propositions.

En conséquence, Monsieur le Président, je viens de vous faire parvenir le texte d'une proposition de motion de censure contre la Commission, qui n'a pas tenu ses engagements.

*(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste et à l'extrême-gauche)*

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Offroy.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

Au terme de ce débat, mes chers collègues, je crois pouvoir transmettre, au nom de notre Assemblée, nos remerciements les plus chaleureux, d'abord à notre rapporteur, ensuite à la commission des finances et des budgets qui, sous la présidence de M. Spénale, a beaucoup travaillé, puis à vous tous, pour avoir participé à ces débats, et, en dernier lieu, à notre secrétariat, qui a accompli un travail important.

La parole est à M. le Président en exercice du Conseil qui m'a demandé à intervenir après le vote.

**M. Schmelzer, président en exercice du Conseil des Communautés européennes.** — (N) Monsieur le Président, avec votre accord, j'ajouterai encore une seule remarque. C'est la première fois que j'assiste, et encore d'une façon très partielle, aux débats sur le budget ; je les ai suivis avec beaucoup d'intérêt et

je vous remercie de l'occasion qui m'a été ainsi offerte.

Il est apparu, du moins en ce qui concerne les relations entre le Conseil et le Parlement, qu'un accord sur un certain nombre de propositions de modification existe. Pour certaines d'entre elles, le Conseil ne s'est pas encore prononcé clairement et pour d'autres il y a divergence d'opinions. Conformément à la procédure habituelle, le Conseil apprécierait le fait qu'une délégation du Parlement vienne débattre à Bruxelles de ce problème avec lui, le 5 décembre à 10 h. J'espère, Monsieur le Président, que cet arrangement vous convient.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — Je pense que le Parlement n'aura aucune difficulté à accepter cette invitation. Il s'agira de s'entendre sur la date et le lieu de cette rencontre par les voies habituelles.

*(Applaudissements)*

#### 8. Dépôt d'une motion de censure

**M. le Président.** — Je viens de recevoir de M. Spénale une motion de censure visant la Commission des Communautés européennes.

Cette motion de censure sera imprimée et distribuée sous le n° 204/72. Elle sera traitée selon la procédure prévue à l'article 21 du règlement.

#### 9. Quatrième directive tendant à coordonner les garanties pour protéger les intérêts des associés et des tiers

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Meister, fait au nom de la commission juridique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une quatrième directive sur la base de l'article 54, paragraphe 3 g, tendant à coordonner les garanties qui sont exigées dans les États membres, des sociétés pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers, en ce qui concerne la structure et le contenu des comptes annuels et du rapport de gestion, les modes d'évaluation ainsi que la publicité de ces documents (doc. 159/72).

La parole est à M. Meister qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Meister, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, chers collègues, en tant que rapporteur de la commission juridique, je dois vous présenter ce rapport au titre fort long : « Proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une quatrième directive sur la base de l'article 54, alinéa 3 g, tendant à coordonner les garanties

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 35.



**Meister**

qui sont exigées, dans les États membres, des sociétés pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers, en ce qui concerne la structure et le contenu des comptes annuels et du rapport de gestion, les modes d'évaluation ainsi que la publicité de ces documents ». Je peux vous dire que la commission juridique a examiné cette proposition au cours de non moins de huit réunions et qu'ensuite, non sans quelques difficultés, elle l'a adoptée à l'unanimité.

En quelques mots, il s'agit d'une directive qui, à l'intérieur de la Communauté, permettra d'harmoniser, d'unifier, de rendre comparables, de rendre transparents les bilans commerciaux des sociétés anonymes, des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés en commandite par actions.

A ce propos, Monsieur le Président, il ne faut pas seulement considérer cette quatrième directive, mais également les trois premières. Vous n'ignorez pas que toute une série de directives ont été élaborées par étapes qui traitent de l'ensemble des questions concernant le droit des sociétés et que, comme chacun sait, ces directives s'enchaînent en grande partie. C'est pourquoi, en appréciant cette directive, il faut vraiment se rappeler le contexte qui n'est pas à négliger.

Cette quatrième directive doit, dans la mesure du possible, offrir une garantie aux actionnaires, aux actionnaires minoritaires en particulier, aux associés, aux commanditaires ainsi qu'aux créanciers et aux créditeurs en ce qui concerne l'appréciation de leurs immobilisations et de leurs crédits. Cela a paru important non seulement à la Commission, mais aussi à la commission juridique, car les dispositions respectives des États membres présentent de grandes divergences, si bien que des entreprises de même forme juridique publient des informations différentes, ce qui non seulement rend toute appréciation très difficile, mais de toute évidence conduit aussi à des distorsions de concurrence. Le but de cette directive est donc que les bilans et informations publiés par les sociétés mentionnées soient équivalents et comparables.

Pour être complet, Monsieur le Président, je dois cependant mentionner qu'il s'agit exclusivement ici du bilan commercial et non du bilan fiscal. Il faudrait sans doute arrêter en temps voulu une directive propre en ce dernier domaine.

Dans l'appréciation de la directive et du rapport de la commission juridique proposés, il ne faut pas négliger le fait qu'ils doivent apporter une contribution à l'intégration des marchés de capitaux dans la CEE, conformément à l'article 67 du traité de Rome, dans lequel il est stipulé qu'au cours de la période transitoire les États membres suppriment progressivement entre eux les restrictions aux mouvements de capitaux ainsi que toutes les discriminations, dans la mesure où cela est nécessaire pour la libéralisation du marché. Il ne faudra notamment s'attendre à des

mouvements de capitaux par titres cotés en bourse sur une grande échelle que si l'investisseur est en mesure, grâce à des comparaisons harmonisées, de se faire une idée proche de la réalité et des résultats des différentes sociétés.

Ces considérations revêtent une importance encore plus grande si, pour des raisons de politique sociale, on peut préparer la voie d'une large répartition du capital de production.

L'ouverture à l'économie du marché des capitaux dans toute l'étendue de la Communauté et, par là aussi, à l'épargnant, devient de plus en plus nécessaire pour le financement des investissements et, de ce fait, pour une croissance économique constante.

Monsieur le Président, la présente directive sur le bilan des sociétés contient des dispositions sur la structure et le contenu du bilan, sur le compte de profits et pertes des sociétés, sur les modes d'évaluation et sur l'élaboration d'une annexe avec des explications chiffrées adéquates. Enfin, est exigée l'élaboration d'un rapport de gestion rendant compte de l'évolution de la société. La publicité de toutes ces informations est prévue aussi bien pour les sociétés anonymes que pour les sociétés à responsabilité limitée ; il est cependant loisible aux États membres d'autoriser une publicité obligatoire restreinte si elle est défendable et dûment motivée.

Je tiens à mentionner plus particulièrement que la proposition de statut pour une société anonyme européenne, qui est à l'examen de la commission juridique, fixe les règles fondamentales de la reddition des comptes dont l'élaboration tient largement compte des dispositions de cette quatrième directive. Il est vrai que cette directive permet certaines appréciations divergentes lorsqu'il est certain qu'elles correspondent aux principes d'une reddition des comptes régulière et sûre et, surtout, lorsque les modes d'évaluation et les dérogations par rapport aux évaluations harmonisées prévues sont dûment expliqués en annexe. Grâce à cette réglementation, nous croyons donner satisfaction aux différents intérêts des actionnaires, des salariés, des créanciers et des créditeurs, ainsi qu'aux situations différenciées dans les diverses branches économiques.

Monsieur le Président, pour ce qui est des modifications des coûts de remplacement dont les raisons sont multiples, je dois dire que le porte-parole de notre groupe politique, M. Burgbacher, qui a dû nous quitter et ne peut donc parler au nom du groupe, m'a prié de dire qu'il attachait justement une grande importance à cet ensemble de questions concernant les coûts de remplacement. Je vous prie d'en tenir compte.

Les modifications des coûts de remplacement dont les raisons sont multiples et la possibilité qui en résulte de distribuer les bénéfices apparents portent parfois préjudice à la valeur des informations fournies dans

**Meister**

les comptes annuels, lorsqu'on permet ou exige l'application de principes d'appréciation purement nominaux. La valeur informative d'un compte annuel est également influencée par bien d'autres facteurs, comme les résultats généraux de la société, les sources de déficit, les fluctuations de la valeur monétaire, la politique des banques centrales, comme, d'une façon générale, par les mesures et interventions de tous ordres en matière de politique économique. Comme, en outre, chaque compte annuel est rétrospectif et se rapporte, par ailleurs, à la date de clôture du bilan, les conclusions sur l'évolution future ne sont possibles que lorsque des explications et des informations aident à éclaircir la situation.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, le rapport qui vous est présenté au nom de la commission juridique contient un aperçu des dispositions et des principes juridiques actuellement en vigueur dans les États membres sur la structure et le contenu des comptes annuels, des modes d'évaluation et du rapport de gestion qu'il est impossible de commenter ici. Je me permets cependant de recommander ces explications à l'attention de mes collègues.

Après cette brève introduction, j'en viens maintenant à quelques remarques concernant certains points fondamentaux que je ne peux naturellement pas tous traiter de façon exhaustive, et sur lesquels l'opinion de la commission juridique et celle de l'exécutif divergent plus ou moins.

D'après l'article 4 paragraphe 2 de la proposition de la Commission, une structure différente imposée par la nature particulière de l'entreprise est admissible dans des cas exceptionnels. En vertu de quoi, chaque entreprise pourrait donc déterminer elle-même si elle est de nature particulière. C'est pourquoi la commission juridique a proposé une modification qui doit prévenir les abus. Elle est aussi d'avis qu'il faudrait prévoir, dans des propositions de directives ultérieures, des schémas particuliers pour les établissements de crédits et les compagnies d'assurance.

En ce qui concerne l'article 20 paragraphe 6 et l'article 21 paragraphe 3, ainsi que l'article 20 paragraphe 8 et l'article 21 paragraphe 5, la commission juridique souhaite que les frais de personnel et aussi les autres charges d'exploitation ne figurent pas au total, mais séparément.

Dans l'article 33 paragraphe 3 bis, la commission propose que le chapitre « Prix de revient » soit complété par « frais de recherches et de mise au point ».

L'article 41 paragraphe 6 qui traite des frais de personnel, devrait être complété par un aperçu de l'évolution du nombre de personnes employées ventilé par catégories. Le paragraphe 9 du même article, qui traite des rémunérations des organes d'administration, de gestion et de surveillance devrait être complété par des informations sur les engagements contractés en matière de pensions de retraite par les membres de ces organes.

L'article 43 paragraphe 2, qui traite du rapport de gestion, devrait être complété par le chapitre « Recherche et mise au point » et les coûts de ces travaux.

Dans l'article 44, les paragraphes 1 et 2 traitent de la question du dépôt et de la publication du contrôle des comptes annuels et du rapport de gestion. A ce propos, la commission juridique accorde une importance particulière à l'idée d'« attestation » et à sa publicité, ce qui, sans aucun doute, représente une certaine restriction en faveur de la protection des petites et moyennes entreprises.

L'article 49 paragraphe 2 aborde en particulier la question des sociétés que les États membres peuvent exempter de l'obligation de faire contrôler leurs comptes annuels et leur rapport de gestion par une ou plusieurs personnes habilitées en vertu de la loi nationale à de semblables contrôles. A ce sujet, Monsieur le Président, les idées de la Commission et celles de la commission juridique divergent fortement.

Pour ce qui est des trois critères suivants : total du bilan, montant net du chiffre d'affaires, nombre moyen annuel de l'effectif employé, les opinions suivantes ont été défendues.

En ce qui concerne le total du bilan, diminué des corrections de valeur, si celles-ci ont été portées au passif, la Commission propose la valeur limite supérieure de 100 000 u.c., alors que la commission juridique plaide pour 250 000 u.c. En ce qui concerne le montant net du chiffre d'affaires au sens de l'article 25, la Commission propose 200 000 u.c. alors que la commission juridique veut fixer la limite supérieure à 500 000 u.c. En ce qui concerne l'effectif, la commission juridique propose 50 alors que la Commission se contente de 20.

De semblables divergences d'opinions sont survenues à propos de l'article 50 paragraphe 2. Il s'agit essentiellement de la publicité et on y retrouve les critères : total du bilan, montant net du chiffre d'affaires et effectif.

En ce qui concerne le total du bilan, la Commission propose 1 million d'u.c., la commission juridique 2,5 millions d'u.c. Pour le montant net du chiffre d'affaires, la Commission souhaite 2 millions d'u.c., la commission juridique 5. Pour l'effectif, la Commission est pour 100, la commission juridique pour 250.

Tant en ce qui concerne la reddition des comptes interne qu'externe, la commission juridique considère que la conception de la Commission est trop restrictive. La Commission est apparemment partie du fait que dans les États membres les deux formes de société, c'est-à-dire la société anonyme et la société à responsabilité limitée, ont à peu près les mêmes dimensions. Cela n'est cependant pas exact. En République fédérale, par exemple, il existe environ 2 400 sociétés anonymes, pour la plupart de très

**Meister**

grandes et de grandes entreprises, mais les 80 000 sociétés à responsabilité limitée sont en règle générale de petites ou moyennes entreprises. Dans les autres États membres, le nombre des sociétés anonymes est cependant de loin plus élevé. On les trouve aussi parmi les petites et moyennes entreprises, parmi les entreprises auxquelles on ne peut tout simplement pas demander de payer les coûts élevés d'un contrôle approfondi.

A propos également de la reddition des comptes externes et de sa publicité, on devrait, dans l'intérêt de la publicité, pondérer la garantie des créanciers par rapport aux intérêts des petites et moyennes entreprises et, de plus, considérer la compétitivité par rapport aux grandes entreprises. Pour les petites sociétés dont le programme de production n'est pas très étendu, le compte de pertes et profits permet sans aucun doute des conclusions quant au calcul des coûts, la situation économique et financière et ses possibilités, ce qui entraîne des distorsions de concurrence, des désavantages, etc. considérables. Nous devrions exclure cette possibilité ou, du moins, la restreindre et l'atténuer dans la mesure du possible.

En toute franchise, il faut dire ici que sur cette question et pas seulement celle-ci, une minorité de la commission juridique avait une opinion proche de celle de la Commission et défendait ses propres idées. Il faut d'ailleurs, d'une façon générale, dire qu'au cours des délibérations qui se sont prolongées d'avril à octobre 1972, bien des divergences ont dû être surmontées au sein de la commission juridique pour en arriver tout de même à une opinion quelque peu uniforme. Ce sont notamment MM. Armengaud, l'infatigable, et Broeks, le critique constructif, mais aussi MM. Romeo, en tant que rapporteur de la commission saisie pour avis, la commission économique, et Bermann qui, à partir de leur connaissance des choses et de la situation de leur pays, ont ardemment défendu leurs points de vue.

Comme dans toute tâche politique, il s'agissait, Monsieur le Président, de trouver un compromis raisonnable. Je crois que la commission juridique l'a trouvé et que, dans une certaine mesure, il est satisfaisant. Nous sommes reconnaissants envers la commission économique, saisie pour avis, pour le soutien qu'elle nous a apporté.

On a pu tenir compte de certaines propositions. Dans la question tellement importante des exigences minimales envers les commissaires aux comptes et les experts, la commission juridique se rallie en principe à l'avis de la commission économique, mais elle croit cependant qu'il faudrait élaborer une directive propre comme c'est le cas pour les avocats.

Une question ouverte est celle des sanctions. On m'a plusieurs fois interrogé pour savoir quelles mesures seraient prises si la directive n'était tout simplement pas appliquée? De quelles sanctions dispose-t-on pour obtenir leur application obligatoire? Or, déjà

dans la première directive du Conseil du 9 mars 1968 tendant à coordonner les garanties qui sont exigées dans les États membres de la Communauté, selon l'article 58 paragraphe 2 du traité, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers, on a renvoyé à l'obligation qui incombe aux États membres de veiller à la bonne exécution par des mesures et des sanctions appropriées.

Je mentionnerai encore qu'au cours de l'examen de cette directive au sein de la commission juridique, bien des suggestions m'ont été adressées, en tant que rapporteur, par des associations intéressées, notamment celle des experts comptables, et aussi par d'autres experts. Nous avons longuement examiné ces suggestions, dans certains cas nous avons eu des échanges de vues à leur propos et, lorsque c'était possible, après examen des aspects les plus divers, nous les avons aussi dûment mises à profit.

Nous avons donc des remerciements à tous ceux qui nous ont aidés. J'aimerais surtout exprimer ma reconnaissance au président de la commission juridique, M. Brouwer, pour sa patience notamment, et à tous nos collègues pour leur collaboration. Je remercie le secrétariat de la commission juridique pour la collaboration qu'il nous a accordée dans des conditions difficiles, notamment lorsqu'il s'agissait d'inclure les résultats des délibérations successives. Je dois également exprimer ma reconnaissance sincère aux représentants de la Commission, qui ont régulièrement pris part aux délibérations de la commission, pour leurs conseils compétents.

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je vous saurais gré d'adopter la proposition de résolution que j'ai présentée au nom de la commission juridique.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Koch, au nom du groupe socialiste.

**M. Koch.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, au nom du groupe socialiste, je voudrais faire quelques observations sur le rapport de M. Meister.

J'aimerais tout d'abord, au nom de mon groupe, remercier et exprimer ma reconnaissance au rapporteur pour le travail excellent et approfondi qu'il a accompli. Tous les problèmes importants qui se posent à propos de la directive sur le bilan des sociétés qui est l'objet du rapport, y sont abordés de manière exhaustive. Je puis donc me dispenser d'entrer dans les détails de ces problèmes et j'en référerai au rapport. En raison de l'abondance de problèmes qui se posent ici, j'aimerais ensuite ne mettre l'accent que sur les principaux d'entre eux. Permettez-moi cependant de commencer par quelques remarques générales.

Cette proposition, qui se base sur l'article 54 para-

**Koch**

graphe 3 g du traité de la CEE, doit permettre d'accéder à des informations comparables sur le patrimoine et les résultats des sociétés existant dans le Marché commun. Il est donc étroitement lié à la première proposition de directive présentée par la Commission en 1964 sur la publicité, la validité des engagements pris par les sociétés et la nullité. Le Conseil de ministres a adopté cette première directive en mars 1968. Elle prévoit à l'article 2 que les sociétés anonymes, les sociétés en commandite par actions et les autres sociétés doivent publier les bilans et les comptes de profits et pertes pour chaque exercice. Pour les S.A.R.L., cette publicité obligatoire a été ajournée jusqu'à la date de l'entrée en vigueur de la directive sur le bilan des sociétés. Cette directive a pour but essentiel de rendre les informations, que doivent publier toutes les sociétés de capitaux de la Communauté, équivalentes et comparables. Dans cette mesure, il existe une liaison étroite avec la première directive que j'ai mentionnée ci-dessus.

Comme je l'ai déjà dit, l'obligation de publicité vaut pour toutes les sociétés de capitaux. Les États membres peuvent cependant, pour certains groupes de sociétés à responsabilité limitée, introduire une publicité obligatoire restreinte. La proposition permet également une évaluation divergente des règles harmonisées si cette évaluation correspond aussi aux principes d'une reddition des comptes régulière et sûre et si les modes d'évaluation choisis et les dérogations par rapport aux évaluations de valeur proposées sont indiquées en annexe. Reste ainsi ouverte, la possibilité de développer les règles d'évaluation et de les adapter aux modifications des informations données et des circonstances.

Je voudrais maintenant soulever quelques points particulièrement importants : selon l'article 2 paragraphe 2, les comptes annuels doivent satisfaire aux principes d'une comptabilité régulière et sincère. Selon le paragraphe 3, les comptes annuels doivent être établis avec clarté et donner, dans le cadre des dispositions en matière d'évaluation et de structure des comptes, une image aussi fidèle que possible du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats de la société. Il s'agit donc là des principales dispositions de cette proposition de directive, car elles sont essentielles pour la reddition des comptes. De ce fait, ces propositions ont occupé une grande place dans les discussions de la commission juridique. Pour certains membres de la commission juridique, ces dispositions étaient rédigées de façon trop imprécise ou trop restrictive. C'est pourquoi la commission juridique a convenu de mieux expliquer et préciser ces dispositions dans l'exposé des motifs. Je renvoie au paragraphe 20.

En rapport avec l'article 4 paragraphe 2, la commission juridique a soutenu l'idée que cette disposition est formulée de façon trop générale et que chaque entreprise peut déterminer elle-même s'il y a chez elle un élément particulier justifiant une dérogation

à la structure prescrite du bilan et du compte de pertes et profits. C'est pourquoi la commission juridique s'est prononcée pour une modification de l'article 4 paragraphe 2.

À l'égard de l'article 4 paragraphe 3 proposé par l'exécutif, la commission juridique a en outre formulé des réserves selon lesquelles cette disposition peut être utilisée abusivement pour parvenir à des régimes d'exception injustifiés. C'est pourquoi elle s'est prononcée pour la suppression de ce paragraphe.

Les articles 15 et 18, qui traitent des comptes de régularisation, ont joué un certain rôle dans les délibérations de la commission juridique. Toute personne qui a eu affaire au droit fiscal, au droit des sociétés et à la législation des sociétés anonymes, connaît l'importance du rôle joué par la question des comptes de régularisation lorsqu'est dressé un bilan. À ce propos, la commission juridique en est arrivée à la conclusion que le fait que les actifs et les passifs révisionnels figureraient aux postes comptes de régularisation ne serait justifiable que si l'on ajoutait à la proposition de directive une disposition complémentaire pour que les comptes de régularisation soient commentés à l'Annexe lorsqu'ils sont de grande importance. Elle a soumis des propositions de modification à ces articles.

J'aimerais ensuite appeler l'attention de l'Assemblée sur le régime prévu à l'article 19 et suivants. Conformément à ces articles, deux schémas différents sont admis pour le compte de profits et pertes. Les entreprises ont le choix entre un schéma élaboré selon la procédure des charges totales et un schéma élaboré selon la procédure des chiffres d'affaires, respectivement sous forme de liste et sous forme de compte. Au cours de ses délibérations sur ce sujet, la commission juridique a donné la préférence à la procédure des charges totales, parce que, à son avis, elle a une plus grande valeur informative, mais elle n'a tout de même pas exclu la procédure du chiffre d'affaires. La commission a complété sur des points mineurs les articles 20 et 21 qui règlent la procédure des charges totales. Cela vaut également pour l'article 33 qui contient les règles d'évaluation des éléments de l'actif immobilisé. D'autres propositions de modification concernent l'article 41 (contenu de l'annexe) et les articles 43 et 44 (contenu du rapport de gestion). On peut donner son accord à toutes ces propositions de modification que la commission juridique a examinées en détail. Cela vaut également pour les articles 49 et 50 qui ont pour objet, d'une part, la présentation interne des comptes et, d'autre part, la présentation externe des comptes. La commission juridique a relevé les ordres de grandeur parce qu'elle était d'avis qu'elles ne sont pas adaptées aux données réelles. À son avis, le contrôle devrait être obligatoire, pour les entreprises sous forme de S.A.R.L., lorsque le total du bilan dépasse 250 000 u.c., le montant net du chiffre d'affaires est supérieur à 500 000 et lorsque l'effectif dépasse en moyenne 50 personnes.

**Koch**

au cours de l'exercice. Pour la présentation externe des comptes, la commission juridique était d'avis que les exigences de la publicité ou la protection des créanciers ne sauraient justifier l'obligation imposée aux petites et moyennes entreprises de publier un compte de profits et pertes et de fournir ainsi des observations sur leur situation qui pourraient avoir des conséquences préjudiciables pour des entreprises de cette dimension, surtout sur le plan de la concurrence avec les grandes entreprises. C'est pourquoi la commission juridique voudrait que les entreprises ne soient obligées de publier intégralement leurs comptes que lorsque le total du bilan, diminué des corrections de valeur, dépasse 2,5 millions u.c., le montant net du chiffre d'affaires est supérieur à 5 millions u.c. et l'effectif dépasse, en moyenne, 250 personnes au cours de l'exercice. Le groupe socialiste peut se déclarer d'accord avec cette modification comme d'ailleurs avec toutes les modifications proposées par la commission juridique.

Je veux me limiter à ces quelques remarques. En résumé, je dirai que pour les motifs exposés, le groupe socialiste approuve intégralement le rapport de M. Meister et la proposition de résolution. Il se réjouit de cette proposition qui représente à nouveau un progrès important dans le domaine du droit social.

**M. le Président.** — La parole est à M. Lefebvre, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

**M. Lefebvre.** — Monsieur le Président, c'est M. Armengaud qui, pour notre groupe, a étudié ce problème. Notre collègue étant dans l'impossibilité d'assister à la présente séance, je me bornerai à présenter une observation et à poser une question.

Dans l'ensemble, le groupe libéral estime le rapport de M. Meister satisfaisant. Il a, en effet, constaté que les amendements apportés par M. Meister au projet de directive ont tenu compte, dans une large mesure, des observations ou des propositions d'amendement des représentants du groupe des libéraux à la commission juridique.

Il est toutefois un point sur lequel notre groupe tient à attirer l'attention de la Commission des Communautés. Il s'agit du paragraphe 19 de la résolution, qui se réfère à l'article 30, alinéa 3 du projet de directive. Il paraît dangereux d'autoriser l'incorporation directe au capital de la réserve de réévaluation, lorsque celle-ci est dégagée par la méthode de la valeur de remplacement. Cette valeur de remplacement est incertaine et, dès lors, l'incorporation au capital de la réserve de réévaluation peut aboutir à une majoration fictive du capital, ce qui serait contraire aux intérêts des tiers et des actionnaires ?

Il semblait au groupe libéral que la sagesse aurait consisté à disjoindre, dans les articles 30 et 31, le

point 3, et de dissocier le paragraphe 19 de la résolution.

Quoi qu'il en soit, la Commission des Communautés devrait expliciter très clairement comment elle entend permettre l'incorporation au capital de la réserve de réévaluation dans le cas où c'est la valeur de remplacement qui serait en cause, et ce afin d'éviter les inconvénients qui viennent d'être signalés.

Sous réserve de ces observations, le groupe libéral votera la proposition de résolution.

**M. le Président.** — La parole est à M. Haferkamp.

**M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, permettez-moi tout d'abord de m'associer aux remerciements déjà exprimés aux commissions compétentes et surtout au rapporteur.

Je voudrais souligner une fois encore que nous discutons d'une partie importante d'un travail complexe. M. le Rapporteur a déjà mentionné les première, deuxième et troisième directives. J'ajouterai à cette liste la cinquième directive que nous n'avons pas encore examinée et qui sera prochainement discutée. Il existe bien entendu un lien entre toutes ces directives. Certains des problèmes en discussion s'éclairent dès qu'on les examine à la lumière des autres directives.

Je voudrais prendre position sur les propositions de modification qui ont été présentées. J'examinerai chronologiquement les articles qui ont fait l'objet d'une proposition de modification.

En ce qui concerne la première phrase de l'article 4 paragraphe 2, je dirai que je puis en principe souscrire, au nom de la Commission, à la nouvelle rédaction qui est proposée.

En revanche, je pense qu'il est bon de maintenir la deuxième et la troisième phrases de ce même paragraphe dans le texte proposé par la Commission. La structure différente doit absolument donner une image équivalente et faire l'objet d'explications à l'annexe.

Je ne puis souscrire à la proposition visant à supprimer le paragraphe 3 de l'article 4. Il s'agit de l'autorisation que les États membres peuvent donner aux sociétés de regrouper des postes qui présentent un intérêt secondaire. Les postes qui sont sans importance pour donner une image aussi fidèle que possible du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats de la société, n'ont pas besoin de figurer séparément. Il serait juste, à mon sens, de maintenir la disposition prévue dans ce paragraphe pour conserver toute sa clarté au bilan.

J'accepte par contre les propositions relatives aux

**Haferkamp**

articles 15 et 18. Je dirai qu'à notre avis aussi, elles augmentent la parfaite compréhension du bilan.

Je puis également donner mon accord de principe aux adjonctions apportées aux articles 20 et 21, concernant les schémas adoptés pour le compte de profits et pertes, notamment en ce qui concerne les frais de personnel. Nous tiendrons compte, dans la mesure du possible, de ces propositions de modification. Nous veillerons toutefois à ce que le schéma ne soit pas trop alourdi par l'adjonction de nouveaux postes. Mais nous donnons cependant notre accord de principe. Reste à savoir comment nous relierons ceci à la deuxième idée exprimée dans cet article.

En ce qui concerne l'adjonction faite à l'article 33 paragraphe 3 a, concernant les coûts de recherche et de mise au point, nous estimons que ces coûts sont compris dans le prix de revient. Par conséquent, nous ne pensons pas qu'il faille expressément les ajouter.

En ce qui concerne le problème relatif à l'article 44 dans lequel nous prévoyons une publication du rapport du commissaire aux comptes — la commission ne prévoit que la publication du libellé de conformité — je dirai que nous ne pouvons accepter cette proposition de la commission. Je préciserai toutefois que, par la publication du rapport, nous n'entendons pas, bien entendu, l'ensemble du rapport qui est transmis au conseil de surveillance. Le contenu exact du rapport dont nous parlons à l'article 44 sera défini de manière précise dans la proposition de cinquième directive en vue du rapprochement de la législation économique, que la Commission présentera prochainement au Conseil.

Nous trouvons donc cette définition du rapport dans une autre directive et c'est sous cet aspect que la publicité doit être faite.

Pour ce qui est du règlement relatif au contrôle des comptes, nous estimons que le seuil prévu pour l'obligation de contrôle ne doit pas être relevé. Je veux toutefois signaler, dès maintenant — à l'instar du rapporteur — que nous nous proposons, dans une future proposition de directive actuellement à l'étude, d'harmoniser l'ensemble des qualifications professionnelles requises par les commissaires aux comptes de toutes les sociétés, ce qui règlera aussi ce chapitre.

La dimension des S.A.R.L. qui sont à soumettre à l'obligation de publicité pose sans doute une difficulté majeure. Cette question a fait l'objet d'un débat particulièrement approfondi en commission. Vous pouvez être assuré qu'une très large place lui a été réservée lors des travaux préparatoires effectués par les services de la Commission et au cours des discussions au moment de la prise de décision de la Commission.

Je dirai tout de suite avant de parler de certains détails, que l'on peut ne considérer à cet égard comme absolument équitable une solution calculée au plus près.

M. le Rapporteur a déjà signalé qu'il fallait nécessairement, dans de tels cas, rechercher des compromis. C'est ce à quoi nous nous sommes efforcés de parvenir en l'occurrence ; nous avons voulu tenir compte du fait que sur ce chapitre de la publicité des S.A.R.L., des divergences de vues considérables subsistent entre les États membres. Certains États membres considèrent comme tout naturel que les S.A.R.L. soient soumises à la même obligation de publication que les sociétés anonymes. C'est notamment le cas de la Grande-Bretagne qui entrera prochainement aux Communautés. Dans d'autres États membres, la loi ne prévoit qu'une publicité minimale pour les S.A.R.L. Dès qu'il est question d'étendre cette obligation de publicité, on se heurte à des critiques, voire à des résistances.

Dans notre proposition, nous nous sommes efforcés de trouver un moyen terme. Nous nous sommes, à ce propos, basés sur une proposition de première directive de la Commission en vue de l'harmonisation du droit des sociétés, datant de 1964, et dans laquelle nous avions à l'époque déjà fixé pour la publicité des S.A.R.L. un seuil de 1 million d'U.C. pour le bilan total. J'estime que le règlement que nous proposons ne va pas trop loin.

L'argument principal invoqué contre l'obligation de publication pour les S.A.R.L. de petite et moyenne dimension porte sur la situation concurrentielle de ces entreprises, et se fonde sur le fait que, pour les petites sociétés, dont la gamme de production est fort restreinte, voire unique, on pourrait tirer des conclusions quant à certaines opérations économiques de ces sociétés qui ne doivent pas nécessairement être rendues publiques. En d'autres termes, si des indications sont publiées sur le patrimoine et les résultats de la société, il serait également possible de connaître les résultats de cette société dans les moindres détails.

Je crois qu'il s'agit là d'un cas-limite et qu'en pratique aucune société sans doute ne produira qu'une seule gamme de produits. Il est un fait pourtant que là où se pratique déjà l'obligation de publicité dans les petites sociétés à responsabilité limitée, de telles difficultés ne sont pas encore apparues. Dans la proposition, nous permettons aux États membres — et c'est déjà là un des termes du compromis auquel nous nous sommes efforcés de parvenir — de définir la publicité de la S.A.R.L. de façon qu'il ne saurait être question de mettre en péril la situation concurrentielle de l'entreprise. C'est ainsi par exemple que les États membres peuvent autoriser les S.A.R.L. de la troisième catégorie à ne publier qu'un bilan fort abrégé où ne figurera pas le compte de profits et pertes. D'après notre proposition, les États membres peuvent autoriser les S.A.R.L. de la deuxième catégorie à ne pas porter le montant net du chiffre d'affaires dans le compte de profits et pertes qui est à publier.

Vous pouvez donc constater, Mesdames et Messieurs,

**Haferkamp**

que non seulement nous avons reconnu l'importance du problème, mais aussi que nous l'avons examiné avec sérieux et que nous nous sommes efforcés de parvenir à un résultat qui, d'une part, tienne compte de la nécessité de publication, d'autre part, de la nécessité de ne pas mettre en difficulté les entreprises en publiant des éléments qui ne relèvent pas d'une publicité normale.

M. Lefebvre a parlé, à propos de l'article 30, du problème de l'évaluation. Je dirai, à ce propos, que nous sommes convaincus que le procédé consistant à convertir en capital la réserve de réévaluation sur la base de la méthode du coût de remplacement ou de la méthode de réévaluation, représente un procédé normal. On peut soutenir, estimons-nous, que les montants requis pour le maintien de la substance d'une entreprise soient exprimés dans le capital d'une société.

Cette procédure ne s'accompagne d'aucun risque pour les actionnaires ou les créanciers. Je ne crois pas, par conséquent, qu'il soit juste de supprimer cette disposition. Si nous voulons autoriser la méthode du coût de remplacement ou la méthode de réévaluation, nous devons aussi accepter les conséquences qu'entraînent ces deux modes d'évaluation.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de directive, l'examen de la proposition de résolution proprement dite étant réservé.

La parole est à M. Broeks.

**M. Broeks.** — (N) Monsieur le Président, j'aimerais que M. Haferkamp nous dise ce qu'il pense de l'article 41. Je n'ai encore rien entendu à ce sujet.

**M. le Président.** — Monsieur Haferkamp, voudriez-vous nous donner votre avis ?

**M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (A) Il s'agit sans doute de l'obligation de publicité de l'annexe aux comptes annuels, conformément à l'article 41 et du rapport de gestion dont il est question à l'article 43. La Commission souscrit aux propositions qui ont été faites à ce sujet.

**M. le Président.** — Sur le préambule, les considérants et l'article 1<sup>er</sup>, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets ces textes aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Sur l'article 2, je suis saisi d'un amendement n° 2, présenté par M. Broeks et dont voici le texte :

Rédiger cet article comme suit :

- « 1) inchangé ;
- 2) les comptes annuels doivent donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, et des résultats de la société ;
- 3) les comptes annuels doivent être établis avec clarté compte étant tenu des dispositions particulières prévues par cette directive en matière d'évaluation et de structure des comptes. »

La parole est à M. Broeks pour défendre cet amendement.

**M. Broeks.** — (N) Monsieur le Président, il y a à mon avis un rapport entre les amendements n°s 2 et 3 aux articles 2 et 4. J'avais d'abord pensé que je devrais retirer l'amendement n° 3 à l'article 4 si la proposition contenue dans le rapport de M. Meisner relative à l'article 4 était adoptée. La Commission européenne a certes accepté la modification proposée à l'article 4, paragraphe 2, mais elle souhaite néanmoins le maintien du paragraphe 3 de cet article 4. Avec votre permission, Monsieur le Président, je reviendrai donc tout à l'heure sur l'amendement n° 3 relatif à l'article 4.

À propos de l'amendement n° 2 à l'article 2, je voudrais signaler que non seulement les syndicats libres européens nous ont envoyé un rapport contenant de nombreuses remarques fort utiles sur la 4<sup>e</sup> directive, mais que des associations européennes d'experts-comptables nous ont également fait parvenir des rapports qui ont été d'une très grande utilité pour les membres de la commission juridique ainsi que, je pense, pour le rapporteur.

L'argument des experts-comptables concernant la rédaction actuelle de l'article 2, qui constitue la base de cette directive n'a pas été pris en considération, bien qu'il n'ait pas, à mon avis, rencontré tellement d'opposition à la commission juridique.

Je sais que cette conception était surtout défendue jusqu'ici par les experts-comptables de Grande-Bretagne et des Pays-Bas, mais, peu à peu, on en vient à souligner dans toute l'Europe occidentale que les comptes annuels donnent une image fidèle, « true and fair view », disent les Anglais, de sorte que tous les experts-comptables des pays de la CEE souscrivent à cette idée.

Monsieur le Président, je ne suis pas un expert en matière d'établissement de comptes annuels. Aussi suis-je assez enclin à écouter les experts-comptables. S'ils n'établissent pas les comptes annuels, ils sont les intermédiaires qualifiés entre ceux qui doivent établir ces comptes annuels et ceux à qui ils sont destinés. Ils sont les experts indépendants qui doivent

**Broeks**

garantir que le compte annuel tel qu'il se présente répond effectivement aux désirs des tiers et, je pense, de l'entreprise elle-même. A présent, ce qu'ils demandent va au-delà de la présentation d'une comptabilité régulière ou d'une « image aussi sûre que possible », quel que soit le sens de cette expression élastique.

Leurs vœux vont donc au-delà des données de la comptabilité régulière à laquelle il est fait allusion. Le compte annuel doit aussi faire apparaître la réalité que recouvrent les chiffres. Pour ce qui est de la directive à l'examen, il doit être évident qu'une formule aussi extensible que « image aussi sûre que possible » ne peut conduire à ce que les informations fournies aux intéressés ne reflètent pas exactement la situation réelle de la société.

Les rapports ne doivent pas seulement être objectifs en ce qui concerne les chiffres, ils doivent aussi être établis de manière à faire apparaître tous les renseignements qui revêtent une importance pour les actionnaires et les tiers, afin que les intéressés puissent se faire une opinion complète de la situation économique et financière de la société. C'est pourquoi j'ai pensé que le texte proposé par les experts-comptables convenait mieux que celui qui figure dans la directive. Mon groupe propose donc d'y apporter la modification qui a été suggérée.

**M. le Président.** — Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. Meister.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, voilà donc l'amendement n° 2, si je vous ai bien compris, Monsieur Broeks. A propos de l'article 2 paragraphe 2, vous proposez que les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de la société. En revanche, le texte de la proposition est le suivant : « les comptes annuels doivent satisfaire aux principes d'une comptabilité régulière et sincère ».

Eh bien, Mesdames et Messieurs, cela ne revient-il pas au même ? Une comptabilité régulière et sincère doit, ni plus ni moins, donner une image de la situation financière, elle doit être comparable, etc. Ces termes de « comptabilité régulière et sincère » veulent dire tout cela.

Le paragraphe 3 serait à rédiger comme suit :

« Les comptes annuels doivent être établis avec clarté, compte tenu des dispositions particulières prévues dans cette directive en matière d'évaluation et de structures des comptes ».

Le texte de la proposition est le suivant :

« Ils doivent être établis avec clarté et donner, dans le cadre des dispositions en matière d'évaluation et de structure des comptes, une image aussi sûre que possible du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats de la société ».

Je dois avouer ma préférence pour cette formule exhaustive de la Commission.

Je voudrais donc demander à cette haute Assemblée de rejeter la proposition de modification n° 2 de M. Broeks.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 2.

L'amendement n° 2 est rejeté.

Je mets aux voix l'article 2.

L'article 2 est adopté.

Sur l'article 3, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je le mets aux voix.

L'article 3 est adopté.

Sur l'article 4, je suis saisi d'un amendement n° 3, présenté par M. Broeks et dont voici le texte :

Rédiger cet article comme suit :

« 1) inchangé ;

2) inchangé ;

3) les États membres peuvent autoriser le regroupement des postes du bilan et du compte de profits et pertes précédés de chiffres arabes si ce regroupement est de nature à favoriser la clarté des comptes, à condition que ces postes soient indiqués avec précision dans l'annexe ;

4) inchangé. »

La parole est à M. Broeks pour défendre cet amendement.

**M. Broeks.** — (N) Monsieur le Président, cet amendement devient sans objet, car il aurait apporté un complément si l'amendement à l'article 2 avait été adopté. Je retire donc l'amendement n° 3.

**M. le Président.** — L'amendement n° 3 est retiré.

Je mets aux voix l'article 4.

L'article 4 est adopté.

Sur les articles 5 à 49, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je les mets aux voix.

Les articles 5 à 49 sont adoptés.

Sur l'article 50, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par M. Broeks et dont voici le texte :



**Président**

Après le paragraphe 1 — b), insérer le nouvel alinéa suivant :

« c) Les États membres établissent des sanctions appropriées pour le cas où l'on omet de publier, conformément au paragraphe 1 a) du présent article, les comptes annuels, le rapport de gestion ainsi que le rapport visé à ce paragraphe, ou de rédiger ces documents de la manière prescrite à l'article 48. »

La parole est à M. Broeks pour défendre cet amendement.

**M. Broeks.** — (N) Monsieur le Président, le rapporteur a déjà fait remarquer dans son rapport que l'on ne peut porter un jugement sur cette quatrième directive sans tenir compte des autres directives, et en particulier de la première.

En effet, cette quatrième directive contient des dispositions concernant le mode de publication des comptes annuels et du rapport de gestion, mais elle ne stipule pas que ces documents doivent être publiés et elle ne prévoit aucune sanction pour le cas où ils ne le seraient pas.

Or, les discussions de l'article 1 a) de la quatrième directive s'appliquent à la société anonyme et à la société en commandite par actions, et celles de l'article 1 b) aux sociétés à responsabilité limitée.

La section 11 et les articles 48 à 50 de la directive à l'étude contiennent des dispositions concernant les sociétés à responsabilité limitée visées à l'article 1 b).

Mais, Monsieur le Président, j'ai la première directive sous les yeux. Cette directive, selon son article 1, ne concerne que les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions. Je tiens cependant à faire remarquer que, du moins selon le texte néerlandais, la première directive ne concerne pas les sociétés à responsabilité limitée dont il est question à l'article 1 b) de la quatrième directive. Autrement dit, l'article 6 de la première directive concernant la publicité obligatoire et les sanctions éventuelles ne recouvre pas la proposition aux États membres d'établir des sanctions appropriées pour le cas où la publication prescrite par la première directive ne serait pas effectuée.

Je dois signaler aussi, Monsieur le Président, que dans l'amendement n° 1, on a écrit par erreur « paragraphe 1 a) », alors qu'il s'agit du paragraphe 1 b). Je demande que cette erreur soit rectifiée. Pour ce qui est des sociétés visées à l'article 50, paragraphe 1 b), de la quatrième directive, on ne retrouve donc pas la disposition concernant l'obligation de la publication ni celle qui a trait aux sanctions en cas d'infraction sur ce point. C'est pour cette raison que j'ai présenté l'amendement n° 1.

En écoutant l'exposé de M. Meister, j'ai d'ailleurs eu l'impression que le texte allemand était correct. Il

a en effet parlé des « GmbH » dont fait mention la première directive. Il se pourrait donc très bien qu'il n'y ait là qu'une omission dans la traduction néerlandaise de cette première directive. Toutefois, aussi longtemps qu'il ne sera pas clairement établi qu'il en est ainsi, je désire maintenir mon amendement ; en définitive, c'est un amendement au texte néerlandais. Il faut en effet que la lumière soit faite sur ce point, car aussi longtemps qu'il subsistera un doute sur l'applicabilité de la première directive aux sociétés à responsabilité limitée, la section 11 de la quatrième directive ne portera ni obligation de publier ni sanction en cas de non-respect de cette obligation. Et cela, je pense que l'on ne peut décidément pas l'admettre.

**M. le Président.** — Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. Meister, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, ce n'est pas, mon cher collègue Broeks, que vous ayez toujours tort. J'ai déjà souligné dans mon exposé que nos critiques étaient constructives. Vos mises en garde sont, je crois, en l'occurrence, justifiées en un certain sens. J'ai essayé de m'informer dans cette direction.

Il reste que, dans la première directive, la question des sanctions est bien définie pour les sociétés anonymes, mais que, pour les sociétés à responsabilité limitée, les gouvernements nationaux ne sont compétents pour prendre des sanctions qu'après la mise en œuvre de cette quatrième directive.

Il est dit, en effet, dans la première directive à l'article 2 paragraphe 1 f) :

« Le bilan et le compte de profits et pertes de chaque exercice... »

Le document qui contient le bilan doit indiquer l'identité des personnes qui, en vertu de la loi, sont appelées à certifier celui-ci.

Toutefois, pour les sociétés à responsabilité limitée de droit allemand, belge, français, italien ou luxembourgeois, mentionnées à l'article 1 ... »

Je voudrais donc personnellement déclarer qu'il n'y aurait aucun mal à inclure ce littéra c dans l'article 50. Cela permettrait sûrement une meilleure compréhension du texte. C'est pourquoi je recommande de voter en faveur de la proposition de modification de M. Broeks.

**M. le Président.** — La parole est à M. Haferkamp.

**M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (A) Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord déclarer que nous ne nous opposons pas en l'occurrence à un règlement de cette question. A nos yeux, l'affaire est réglée.

A M. Broeks qui vient d'attirer l'attention sur une

**Haferkamp**

éventuelle erreur de traduction dans le texte néerlandais de la première directive, je dirai qu'il se trompe. La première directive existant en la matière a été arrêtée à une époque où il n'existait pas encore aux Pays-Bas de lois sur les S.A.R.L. ; celles-ci ont été élaborées à une date ultérieure. Il ne pouvait donc en être question dans le texte. Dans tous les autres États, l'énumération contenue à l'article 1 de la première directive est exhaustive et fait mention des S.A.R.L.

Par ailleurs, l'article 2 de cette même directive fait allusion à la directive que nous examinons aujourd'hui. M. le Rapporteur vient d'en citer déjà des extraits. Au stade de la mise en œuvre de cette directive, toutes les dispositions s'appliquent intégralement à la S.A.R.L., y compris aux Pays-Bas.

L'affaire est donc à notre avis tout à fait réglée et rend de ce fait toute adjonction dans la directive actuelle superflue.

**M. le Président.** — La parole est à M. Broeks.

**M. Broeks.** — (N) Monsieur le Président, si les choses sont réellement telles que M. Haferkamp l'a dit et s'il est persuadé que cette partie de la quatrième directive est également couverte par la première directive, je ne vois pas d'inconvénient à retirer mon amendement. Mais je voudrais d'abord en avoir la certitude.

**M. le Président.** — Monsieur Haferkamp, pouvez-vous nous donner cette assurance ?

**M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (A) Je puis le confirmer formellement.

**M. le Président.** — L'amendement n° 1 est retiré. La parole est à M. Meister.

**M. Meister, rapporteur.** — (A) Monsieur le Président, permettez-moi de prendre encore brièvement la parole à propos de l'exposé de notre collègue du groupe libéral. J'ai déjà mentionné dans mon rapport que mon collègue M. Armengaud s'était occupé très attentivement de ces questions. Mais il n'existe aucun amendement officiel en ce sens. C'est pourquoi je pense pouvoir me rallier aux déclarations de M. Haferkamp. Comme aucun amendement officiel n'existe, nous ne pouvons ni en discuter ni l'adopter.

**M. le Président.** — Sur les articles 51 et 52, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ? ...

Je les mets aux voix.

Les articles 51 et 52 sont adoptés.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution proprement dite qui avait été réservé.

Je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ? ...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

*10. Troisième directive tendant à coordonner les garanties en cas de fusions de sociétés*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport complémentaire de M. Héger, fait au nom de la commission juridique, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une troisième directive tendant à coordonner les garanties qui sont exigées dans les États membres des sociétés, au sens de l'article 58, paragraphe 2 du traité, pour protéger les intérêts tant des associés que de tiers, en ce qui concerne les fusions de sociétés anonymes (doc. 168/72).

La parole est à M. Héger qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Héger, rapporteur.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, c'est à la courtoisie particulièrement féconde de notre collègue, M. Broeks, que vous devez d'avoir une seconde édition de l'examen de cette troisième directive.

En effet, le Parlement avait déjà été saisi antérieurement de cette proposition lorsque M. Broeks, au nom du groupe socialiste, a demandé son renvoi à la commission juridique, laquelle s'est penchée sur le problème, au cours de plusieurs réunions. Elle est finalement arrivée à une proposition de résolution, que j'ai l'honneur de vous soumettre, et qui a été adoptée à l'unanimité de la commission juridique.

Je dois cependant à l'objectivité de dire que, lorsque nous avons voté à l'unanimité cette proposition de résolution, M. Broeks nous a dit qu'il donnait son approbation, mais se réservait de présenter éventuellement, à la suite d'une étude ultérieure, certains amendements, ce qu'il fait aujourd'hui. Ce sont les amendements que nous avons reçus ce matin et que nous aurons l'occasion d'examiner tout à l'heure.

La troisième directive du Conseil a un champ d'application restreint. Son but est évidemment de coordonner les garanties à donner pour protéger les intérêts des associés ainsi que celui des tiers. Ici, j'ouvre une

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 38.

**Héger**

parenthèse pour dire que parmi les tiers figure le personnel, car cela a été dit de façon explicite au cours de nos travaux. Il s'agit au surplus d'un champ d'application assez limité, parce que si parmi les sociétés anonymes il existait des coopératives, ces coopératives ne tomberaient pas sous cette directive. Il s'agit au surplus uniquement des sociétés anonymes nationales, car nous attendons les directives ou les propositions de la Commission relatives aux fusions dans le secteur des sociétés internationales. Enfin, je dois dire que la commission juridique souhaite que, le plus rapidement possible, on puisse examiner un projet similaire en ce qui concerne les sociétés à responsabilité limitée.

L'évolution économique postule évidemment des fusions, c'est là la raison pour laquelle votre commission juridique a apporté un soin particulier à l'examen de cette troisième directive, après avoir pris les avis, fort objectifs et fort constructifs, de la commission économique et de la commission des affaires sociales et de la santé publique.

La commission juridique a tenu très largement compte des observations figurant dans ces avis.

Les difficultés que nous rencontrions étaient d'ordre national, si je puis m'exprimer ainsi, c'est-à-dire que les législations nationales ne sont pas toutes concordantes. Mais nous avons voulu nous hisser au niveau européen afin de permettre l'instauration d'un droit européen.

Les fusions qui sont visées sont de deux et même de trois ordres. Il y a les fusions par absorption, qui constituent un groupe important, les fusions par constitution de sociétés nouvelles, et, enfin, les opérations visées à l'article 21 et qui, si elles ne rentrent pas exactement dans le cadre des fusions par absorption ou des fusions par création de sociétés nouvelles, se voient appliquer les mêmes principes.

Il s'agit tout spécialement, et c'est un secteur qui a retenu particulièrement l'attention de M. Bröeks, des fusions où une soultte en espèces dépasse dix pour cent de la valeur nominale ou du pair comptable des actions en cause dans la fusion.

J'ai eu l'honneur tout à l'heure d'indiquer au Parlement qu'il s'agissait de protéger les intérêts des associés et des tiers. Le moyen préconisé par la directive est surtout un moyen permettant d'informer très largement les actionnaires ainsi que le personnel des sociétés qui fusionnent ou qui désirent fusionner.

C'est la raison pour laquelle d'ailleurs un rapport d'expertise, élaboré par des gens d'une qualification adéquate, doit vérifier la véracité et l'équité de l'exposé des conclusions présentées par l'organe administratif des sociétés.

Le paragraphe 2, alinéa 3, de l'article 5 proposé dans sa nouvelle rédaction est particulièrement précis à ce sujet.

Mais si la première proposition de résolution avait été renvoyée devant la commission juridique, pour un nouvel examen, c'est surtout parce que l'article 6 donnait lieu non seulement à une étude fouillée mais aussi à des conclusions plus développées.

Cet article 6 intéresse tout particulièrement le personnel de la société, qui doit précisément recevoir des informations précises et détaillées sur l'évolution prévisible pour deux ans au moins de la société nouvelle ou fusionnée.

Les documents énumérés à l'article 5, paragraphe 3, doivent être communiqués au moins trois mois avant l'Assemblée générale, et les représentants du personnel sont appelés à donner leur avis.

J'ajoute — car je crois qu'il est bon de le souligner — que les dispositions prévues constituent un minimum. En effet, si des législations nationales accordent aux travailleurs des droits ou des dispositions plus favorables, elles restent d'application. Mais lorsque l'on examine l'article 6, on touche à la cogestion, non pas d'une façon explicite, mais il s'agit néanmoins d'une participation. A cet égard, votre commission juridique, après avoir largement débattu de l'opportunité éventuelle de la cogestion dans les sociétés, a considéré que la proposition contenue dans la troisième directive avait un objet trop limité pour permettre de légiférer dans le domaine de la cogestion. Le problème est à ce point important qu'il doit faire l'objet de propositions plus complètes, plus générales, et donner lieu à une résolution ad hoc.

C'est sous le bénéfice de ces quelques observations et des amendements qui ont été examinés et repris dans le rapport, que votre commission propose au Parlement d'adopter à l'unanimité le rapport que j'ai eu l'honneur de vous présenter.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Meister, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Meister.** — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, chers collègues, après l'exposé exhaustif qui a été fait par le rapporteur, j'ai l'honneur de le remercier très vivement, au nom de mon groupe, de son travail et de la peine qu'il s'est donnée.

Il ne fait aucun doute que la directive sur les fusions revêt en principe une très grande importance sur le plan social. Il s'agit cependant de sauvegarder, lors des fusions de sociétés de capitaux, les droits du personnel, et non seulement ceux-ci, mais encore ceux des sociétés elles-mêmes, car les fusions ne doivent pas les affaiblir, mais au contraire les renforcer et leur permettre de rester viables. C'est là une tâche qui relève aussi de la politique sociale, et il s'agit donc de tenir compte à la fois des droits et des obligations, dans la mesure du possible, et de trouver une solution équitable.

**Meister**

L'article 6 répond à cette nécessité. Nous croyons que, grâce aux règles proposées dans la directive, les différents intérêts sont judicieusement équilibrés, que ceux des travailleurs sont largement protégés et que leur position de négociation est renforcée ; les possibilités d'information sont accrues et le temps nécessaire pour l'examen est donné. Notre groupe pense également, comme la commission juridique, que les propositions qui ont été faites dans la directive peuvent être fondées sur l'article 54 du traité instituant la CEE. Pour les raisons qui viennent d'être exposées, nous approuvons donc le rapport complémentaire et la proposition de résolution.

**M. le Président.** — La parole est à M. Lefèbvre, au nom du groupe des libéraux et apparentés.

**M. Lefèbvre.** — Monsieur le Président, je tiens à mon tour, au nom du groupe des libéraux et apparentés à remercier M. Héger de son rapport qui a fait une juste part entre les observations des représentants des différents groupes, notamment en ce qui concerne les articles 2, 5, 6 et 21.

Notre groupe se félicite aussi qu'à l'article 6, M. Héger ait pu tenir compte à la fois des observations des représentants des différents groupes à la commission juridique, de manière non seulement à permettre à la représentation du personnel d'émettre un avis sur les fusions projetées mais également, et il vient de le confirmer dans son intervention, de reporter à des dispositions plus générales les mesures contraignantes en ce qui concerne le personnel et son intervention, puisqu'aussi bien il est impossible de prévoir dans un texte limité des dispositions qui s'apparenteraient à la cogestion et qui soulèvent des problèmes plus généraux.

Sous le bénéfice de ces observations, Monsieur le Président, notre groupe votera la résolution.

**M. le Président.** — La parole est à M. Broeks, au nom du groupe socialiste.

**M. Broeks.** — (N) Monsieur le Président, le groupe socialiste se réjouit de cette troisième directive sur les fusions de sociétés. C'est un premier pas sur une voie qui, pour le moment, ne peut pas être encore parcourue entièrement. Néanmoins, j'espère que le Conseil arrêtera rapidement cette directive, car les concentrations et les fusions sont à l'ordre du jour dans la vie économique. Avec l'élargissement de la Communauté européenne, les sociétés éprouvent le besoin d'avoir une plus grande envergure, d'une manière ou d'une autre. Les petites sociétés ne peuvent plus lutter contre celles, de plus en plus nombreuses, qui s'agrandissent. Elles ne peuvent pas non plus profiter des possibilités actuelles du Marché commun et, a fortiori, de celles qu'il offrira après le 1<sup>er</sup> janvier prochain. Chose curieuse, alors que le monde devient plus petit, les sociétés deviennent plus

grandes. Partout, tant sur le plan international que sur le plan national, on peut lire des informations relatives à des fusions et à des concentrations envisagées ou réalisées. Mais nous ne parlons pas aujourd'hui des fusions internationales.

Bien que nous nous réjouissons de cette directive, nous ne sommes pas encore satisfaits, tant s'en faut. En effet, il existe de nombreuses formes de fusions et de concentrations qui ne sont pas visées par cette directive. En outre, elle n'est applicable qu'aux sociétés anonymes et ne concerne pas les sociétés à responsabilité limitée, les sociétés en commandite par actions, ni les coopératives.

En janvier, le rapport du rapporteur précédent, M. De Gryse, figurait à notre ordre du jour, mais il fut renvoyé à la commission juridique, et l'on espérait qu'il serait représenté en février. Il est heureux que ce renvoi ait eu lieu, car le temps qui s'est écoulé depuis a permis de se rendre compte que les points de controverse sont plus nombreux qu'on ne l'avait d'abord pensé — moi aussi d'ailleurs. Remercions en tout cas M. Héger de la bienveillance et de la science avec lesquelles il a fait face aux difficultés qu'il a rencontrées.

Tout d'abord, on a constaté qu'à l'article 2 il ne s'agissait pas, comme on l'avait d'abord pensé, d'un échange d'actions en cas de fusions, avec une soulte maximum en espèces. Mais il a aussi été constaté que si le règlement en espèces était supérieur à 10 %, il n'y avait pas infraction, et qu'au lieu d'une fusion, on réalisait une « opération assimilée à la fusion ».

La raison de ces dispositions de l'article 2 et de l'article 21 nous échappe. Peut-être le représentant de la Commission européenne pourrait-il nous expliquer comment il se fait que dans le cas de l'attribution d'une soulte en espèces de 10 % au maximum, il y a fusion, mais qu'il en va tout autrement si cette soulte atteint par exemple 11 %.

Que l'on sache bien que nous ne voyons aucun inconvénient à ce que la soulte en espèces soit supérieure à 10 % de la valeur nominale. Ce montant peut, pour ce qui nous concerne, être légèrement supérieur ou inférieur, mais ce qui est ici proposé ne nous paraît pas acceptable. Notre groupe ne pourrait admettre que, dans le cas d'une « opération assimilée à la fusion », même l'article 6, qui a trait à la cogestion, ne soit plus applicable. Le rapporteur propose heureusement de supprimer cette disposition à l'article 21, paragraphe 1. Mais nous serions très heureux d'entendre le représentant de la Commission européenne nous dire si l'exécutif fait sienne cette proposition. Nous espérons que oui, car autrement notre groupe ne pourrait voter en faveur de la proposition de résolution relative à cette directive.

Mais d'autres problèmes tels que, par exemple, la cogestion et le droit des minorités, sont étroitement liés à cette directive sur les fusions.

**Broeks**

L'article 4 confère expressément certains droits à une assemblée générale des actionnaires, une décision devant être prise à une majorité qui ne peut en aucun cas être inférieure aux deux tiers des voix. On trouve des dispositions analogues concernant l'assemblée générale aux articles 12, 13 et 14. Il semble qu'une telle disposition protège particulièrement bien les droits démocratiques des intéressés. En effet, dans ces assemblées générales, une majorité qualifiée des voix exprimées est exigée. Il ne s'agit toutefois pas, en l'occurrence, d'une majorité des voix des personnes présentes à l'assemblée, mais des titres représentés à l'assemblée ou du capital social représenté. Ce qui signifie qu'il pourrait être porté atteinte aux droits des minorités lors de telles réunions.

Récemment, aux Pays-Bas, une société avait acheté un nombre considérable d'actions d'une autre société afin de pouvoir faire décider leur fusion. La société dont les actions avaient été achetées a alors dû décider en toute hâte d'accroître fortement son capital social, de sorte que la majorité requise pour la décision relative à la fusion échappa à la société qui avait procédé à ces achats d'actions.

Cette parade avait été possible parce que les intéressés étaient en mesure de faire face aux événements. Mais il se pourrait aussi que la direction d'une société, que l'on veut amener à fusionner, n'en ait pas la possibilité et une assemblée générale pourrait alors prendre, même à la majorité qualifiée, des décisions qui ne respecteraient pas les droits des minorités. Cela pourrait se produire aussi dans une assemblée générale tenue dans le respect de toutes les règles juridiques, et sans qu'aucune irrégularité de forme ait été commise.

Ce que je viens de dire au sujet d'une assemblée d'actionnaires est valable aussi pour une assemblée de porteurs d'obligations ou de personnes ayant d'autres droits. C'est pourquoi nous estimons qu'il faut encore introduire dans cette directive des dispositions offrant certaines possibilités aux minorités. Aussi avons-nous présenté des amendements tant en ce qui concerne l'article 4 que l'assemblée générale visée aux articles 12, 13 et 14.

Un mot à présent de la cogestion, dont il est question à l'article 6. Je ne m'arrêterai pas à la modification proposée par le rapporteur à ce sujet, mais je signale que cet article, même tel qu'il a été adapté et amélioré, ne donne pas encore satisfaction à notre groupe.

Que le rapporteur veuille bien m'excuser de ne pas en avoir parlé à la commission juridique, mais le problème ne nous est apparu qu'à l'occasion d'un examen plus approfondi du texte. Nous ne pouvons en effet admettre que le personnel ne soit informé des projets de fusion que lorsque les directions des sociétés anonymes intéressées ont déjà décidé de la fusion. Le personnel ne reçoit en effet le rapport en question qu'au plus tard un mois avant l'assemblée générale

des actionnaires. Aux Pays-Bas, la loi sur les conseils d'entreprise stipule que les directions doivent informer le personnel avant que les directions des sociétés intéressées ne concluent un accord. Cette disposition de la loi néerlandaise, qui doit également être connue ailleurs, est parfaitement convenable. Le personnel a ainsi réellement l'occasion de faire connaître son point de vue et éventuellement ses objections au sujet de la fusion. Cela est absolument indispensable. Comment en douter lorsque l'on constate combien la position de nombreuses personnes, surtout âgées, peut devenir très instable en cas de fusion ? Aussi, avons-nous déposé un amendement afin d'introduire dans la directive cette garantie si importante pour le personnel.

Il est ensuite un autre point qui nous semble devoir appeler des réserves. De nombreux articles stipulent à juste titre que le législateur national doit prévoir des sanctions afin d'assurer la bonne exécution des dispositions, mais pour un point aussi important que la cogestion, la directive ne prévoit aucune sanction. Aussi, souhaitons-nous qu'une disposition en ce sens y soit insérée.

J'ai déjà exposé nos critiques au sujet de ce que la directive appelle les « autres opérations assimilées à la fusion ». Le rapport de M. De Gryse ne faisait pas encore ressortir clairement la distorsion entre l'article 2 et l'article 21 à cause du manque de clarté de l'article 21 en ce qui concerne la soule en espèces de plus de 10 % de la valeur nominale ; alors que le pourcentage en question est clairement indiqué à l'article 2, il n'en est plus fait mention à l'article 21. Cela ayant entraîné des malentendus au sein de la commission juridique, nous pensons qu'il convient de rechercher une formule claire.

C'est ce que nous avons essayé de faire dans notre amendement n° 4 à l'article 21. Notre groupe espère que les amendements seront adoptés afin qu'il puisse voter sans réserve en faveur de cette directive, qui concerne une matière très importante. J'ajouterai que, dans mon pays aussi, il est urgent de définir un régime en cette matière, car il n'existe entre employeurs et travailleurs qu'un code de la fusion, qui n'a aucun fondement juridique.

**M. le Président.** — Je pense que M. Broeks a ainsi également défendu ses amendements.

**M. Broeks.** — (N) Monsieur le Président, je voudrais encore intervenir tout à l'heure sur un seul amendement.

**M. le Président.** — La parole est à M. Haferkamp.

**M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (A) Monsieur le Président, en raison de l'heure avancée, je serai très bref. En ce qui concerne les modifications à l'article 5 pro-

**Haferkamp**

posées dans le rapport, nous sommes d'accord sur le contenu. Nous devons toutefois veiller à ce que la formulation ne soit pas en contradiction avec la convention sur les fusions internationales. C'est une question de rédaction ; sur le fond, nous sommes d'accord.

Nous sommes également d'accord sur le fond avec les modifications proposées à l'article 6. Là encore, nous devons trouver une formulation appropriée, notamment pour les dispositions à prendre lorsque les partenaires sociaux ne sont pas d'accord.

Au sujet de l'article 21, je dirai que je peux également me rallier à la proposition faite dans le rapport et tendant à appliquer aussi les dispositions relatives à la protection du personnel dans le cas d'opérations assimilées à la fusion.

A la question posée par M. Broeks : pourquoi 10 % et non un autre pourcentage, je répondrai que nous devons définir d'une manière ou d'une autre ce qui constitue la fusion. C'est ce que nous avons fait à l'article 2. L'article 21 concerne tous les autres cas. Ces deux articles régissent l'ensemble de cette matière.

Pour ce qui est de l'amendement présenté à l'article 21, je me prononcerai par la suite, lorsque nous en serons à l'examen de ce point.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen de la proposition de directive, l'examen de la proposition de résolution proprement dite étant réservé.

Sur le préambule, les considérants et les articles 1 à 3, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets ces textes aux voix.

Ces textes sont adoptés.

Sur l'article 4, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par M. Broeks et dont voici le texte :

Compléter cet article comme suit :

« 1) inchangé ;

2) inchangé ;

3) tout actionnaire qui se trouve lésé par la décision de fusionner, soit à cause du contenu de cette décision, soit à cause de la manière dont elle a été arrêtée, peut, dans le délai d'un mois suivant la date de la réalisation de la fusion, introduire auprès du tribunal, contre la société absorbante, un recours en dédommagement du préjudice subi. »

Monsieur Broeks, désirez-vous encore développer votre amendement ?

**M. Broeks.** — (N) Non, Monsieur le Président ; ce n'est pas nécessaire.

**M. le Président.** — La parole est au rapporteur.

**M. Héger, rapporteur.** — Monsieur le Président, au sujet de l'amendement à l'article 4 qui a été déposé par M. Broeks, c'est-à-dire l'amendement n° 1, je voudrais tout de même présenter une observation et aussi me référer au paragraphe 9 du rapport complémentaire.

Il y est dit que la commission juridique doute de la nécessité d'adopter de telles dispositions complémentaires, car les législations des États membres concordent sur un point : les décisions de l'Assemblée générale sont nulles ou peuvent être déclarées nulles dans la mesure où leur contenu viole certains principes de droit, comme l'atteinte à la bonne foi et aux us et coutumes, ou dans la mesure où des dispositions essentielles de procédure n'ont pas été respectées lors de la prise de décision.

Je voudrais également attirer l'attention sur le paragraphe 24 de la proposition de résolution où il est dit : « Fait observer, pour ce qui est des articles 4, 12, 13 et 14, que les décisions prises par l'Assemblée générale, bien que délibérant valablement du point de vue formel, n'enlèvent pas à tout intéressé qui s'estimerait lésé le droit de demander aux juridictions compétentes réparation du préjudice qu'il aurait subi. »

Cela me paraît être tellement précis et couvrir d'une façon si totale les soucis de M. Broeks, que je n'hésite pas à dire que son amendement me paraît quelque peu dangereux pour les intéressés.

En effet, cet amendement est plus restrictif que les propositions qui ont été faites, puisqu'il prévoit un délai d'un mois pour introduire l'action, alors que le texte proposé ne comporte aucune limitation de durée. Il se peut fort bien qu'un intéressé s'aperçoive que ses intérêts ont été lésés après un délai d'un mois. Il me semble donc que M. Broeks a satisfaction, et il me paraît, dès lors, inopportun — et peut-être même, dans une certaine mesure, dangereux — d'accepter son amendement. C'est pourquoi je demande au Parlement de ne pas l'adopter.

**M. le Président.** — La parole est à M. Broeks.

**M. Broeks.** — (N) Monsieur le Président, je suis satisfait du paragraphe 24 de la proposition de résolution. Je me réjouis aussi des remarques faites à ce sujet dans l'exposé des motifs. Les droits dont il est question dans ces paragraphes sont sauvegardés, même si cet amendement est adopté. Mais, même si l'on remédie à tous les inconvénients de forme que

**Broeks**

peuvent présenter les assemblées générales, et qu'aucune infraction n'a été commise, il est possible que l'assemblée générale porte atteinte aux droits des actionnaires, des obligataires et des personnes jouissant d'autres droits, simplement parce que ces droits ne sont pas suffisamment honorés, au sens le plus littéral du terme. Il peut évidemment y avoir des cas où un recours à une juridiction est parfaitement justifié. Mais ce sont là, à mon avis, des exceptions. En outre, ce qui figure dans la proposition de résolution n'a pas la même portée que ce qui est écrit dans la directive. L'insertion dans la directive donne une plus grande sécurité.

S'il est porté atteinte à des droits, deux solutions sont alors possibles. Premièrement, on peut demander l'annulation de la fusion. Cette possibilité ne me paraît guère heureuse, car la fusion a déjà été réalisée et son annulation n'est presque plus possible, sauf dans les cas où la directive le prévoit. Il est important, je pense, que, même si aucune disposition n'est violée et qu'aucun intérêt des minorités n'est lésé, la directive indique clairement ce qu'il y a lieu de faire. C'est une deuxième possibilité et c'est la raison de cet amendement.

Je pense qu'un délai d'un mois est suffisant. Si on n'est pas encore fixé après un mois, on peut très bien ne pas l'être après une année. Il me paraît normal de fixer un délai pendant lequel une juridiction peut être saisie.

**M. le Président.** — La parole est à M. Haferkamp, pour faire connaître le point de vue de la Commission.

**M. Haferkamp, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (A) Monsieur le Président, je n'entrerai pas dans les détails, d'autant plus que ce serait pratiquement rouvrir le débat sur des aspects qui ont été discutés en long et en large en commission.

Pour ce qui a trait à cet amendement, je voudrais, premièrement, appuyer ce que le rapporteur a déclaré et, deuxièmement, faire remarquer qu'il n'y a pas lieu de régler le problème de la protection des minorités dans le seul cadre des fusions. C'est un problème général, qui sera traité dans la proposition relative à la cinquième directive.

Il ne me paraît donc pas indiqué de prévoir ici ces dispositions spéciales.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix l'amendement n° 1.

L'amendement n° 1 est rejeté.

Je mets aux voix l'article 4.

L'article 4 est adopté.

Sur l'article 5, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ? ...

Je le mets aux voix.

L'article 5 est adopté.

Sur l'article 6, je suis saisi d'un amendement n° 2, présenté par M. Broeks et dont voici le texte :

Rédiger cet article comme suit :

« 1) L'organe chargé de l'administration de chacune des sociétés qui désirent fusionner demande, avant de prendre une décision à cet effet, l'avis de la représentation des travailleurs. A cette fin, il fournira à ces représentants les documents visés à l'article 5, paragraphe 3, et les mettra au courant des prévisions en matière sociale et économique de la société anonyme résultant de la fusion ;

2) ancien paragraphe 1 ;

3) ancien paragraphe 2 ;

4) ancien paragraphe 3 ;

5) les législations nationales fixent les règles régissant la responsabilité civile des organes administratifs qui sont chargés de l'exécution de cet article. »

Cet amendement a déjà été défendu par son auteur.

Je mets aux voix l'amendement n° 2.

L'amendement n° 2 est rejeté.

Je mets aux voix l'article 6.

L'article 6 est adopté.

Sur les articles 7 à 14, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ? ...

Je les mets aux voix.

Les articles 7 à 14 sont adoptés.

Après l'article 14, je suis saisi d'un amendement n° 3, présenté par M. Broeks et dont voici le texte :

Insérer, après l'article 14, un nouvel article ainsi conçu :

« 14 bis. Si, conformément à l'article 12, paragraphe 2 premier alinéa et point a), à l'article 13, paragraphe 2, et à l'article 14, paragraphe 2, la législation nationale dispose que les droits dont il est question dans ces articles sont subordonnés à l'approbation de l'assemblée générale des obligataires, de celle des porteurs des titres visés à l'article 13, ou de celle des titulaires des droits visés à l'article 14, elle prévoit en même temps que les porteurs en question disposent d'un recours ana-

**Président**

logue à celui que l'article 4, paragraphe 3, accorde aux actionnaires. »

La parole est à M. Broeks pour défendre cet amendement.

M. Broeks. — (N) Monsieur le Président, l'amendement n° 1 sur l'article 4 ayant été rejeté, il est superflu de voter sur l'amendement n° 3.

Je retire donc mon amendement.

M. le Président. — L'amendement n° 3 est retiré.

Sur les articles 15 à 20, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ? ...

Je les mets aux voix.

Les articles 15 à 20 sont adoptés.

Sur l'article 21, je suis saisi d'un amendement n° 4, présenté par M. Broeks et dont voici le texte :

Rédiger ainsi le paragraphe 1 de cet article :

« 1) Lorsque les États membres organisent pour les sociétés relevant de leur législation des opérations autres que celles définies par les articles 2 et 20 de la présente directive et par lesquelles une société transfère à une ou plusieurs sociétés existantes ou à constituer la totalité ou une partie de son patrimoine moyennant, en contrepartie totale ou partielle de cet apport, le paiement en espèces de plus de 10 % de la valeur nominale, l'octroi de biens en nature ou l'attribution à ses actionnaires d'actions de la société ou des sociétés bénéficiaires de l'apport, les dispositions des chapitres II et III de la présente directive sont applicables à l'exception de l'article 9, paragraphe 2. »

La parole est à M. Broeks pour défendre cet amendement.

M. Broeks. — (N) Monsieur le Président, je pense que cet amendement a été suffisamment motivé. Je trouve que le texte actuel de l'article manque de clarté. Il a même donné lieu à des confusions à la commission juridique.

M. le Président. — Quel est l'avis du rapporteur ?

M. Héger, rapporteur. — Monsieur le Président, je voudrais très amicalement demander à M. Broeks de retirer son amendement, pour cette raison bien simple que, selon moi, son adoption risquerait, contrairement à ce qu'il souhaite, de réduire le champ d'application de la directive.

En effet, par l'énumération qu'il fait, il empêche certains cas, visés dans les termes généraux qui sont précisément ceux de l'article 21, de trouver leur application.

Dès lors, je crains que l'acceptation de l'amendement de M. Broeks ne soit, par ricochet, l'occasion de faire machine arrière par rapport au texte proposé.

M. le Président. — La parole est à M. Haferkamp pour exposer le point de vue de la Commission.

M. Haferkamp. — (A) Je partage l'opinion du rapporteur.

M. le Président. — La parole est à M. Broeks.

M. Broeks. — (N) Monsieur le Président, les autres possibilités ne m'apparaissent pas très clairement. Si l'on pense qu'il existe davantage de possibilités, je suis disposé à dire : « et d'autres possibilités ». Si l'on lit l'article 2 de cette directive, qui interdit l'attribution aux actionnaires d'une soulte supérieure à 10 %, et qu'à l'article 21 on ne s'aperçoit plus qu'il s'applique également lorsque le paiement est supérieur à 10 %, il ne fait pas de doute qu'il s'agit là d'une erreur et que cette directive donnera lieu à de nombreux malentendus.

Si M. Héger juge bon d'ajouter le terme « ou de toute autre manière » à mon amendement n° 4 après « biens en nature », je n'y vois aucun inconvénient. Je voudrais toutefois maintenir la relation bien nette qui existe entre les articles 2 et 21.

Je suis donc disposé à compléter mon amendement n° 4 en ce sens. Je vais ainsi à l'encontre de la préoccupation de M. Héger.

M. le Président. — La parole est au rapporteur.

M. Héger, rapporteur. — Monsieur le Président, je ne serais pas insensible à l'appel de M. Broeks si j'avais l'imagination assez féconde pour savoir quels sont les cas qui pourraient se présenter !

Devant ce manque d'imagination de votre rapporteur, celui-ci préfère des termes généraux. C'est la raison pour laquelle il demande à M. Broeks de ne pas maintenir son amendement.

M. le Président. — Je mets aux voix l'amendement n° 4.

L'amendement n° 4 est rejeté.

Je mets aux voix l'article 21.

L'article 21 est adopté.

Sur les articles 22 à 24, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ? ...

Je les mets aux voix.

Les articles 22 à 24 sont adoptés.



**Président**

Nous passons maintenant à l'examen de la proposition de résolution proprement dite qui avait été réservé.

Je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

Nous allons maintenant interrompre nos travaux jusqu'à 15 heures.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à 13 heures 30, est reprise à 15 heures 05)

**11. Composition des commissions**

M. le Président. — La séance est reprise.

J'ai reçu diverses demandes de nomination :

a) du groupe socialiste :

— commission de l'agriculture :

M. Della Briotta,

— commission des affaires sociales et de la santé publique :

M. Della Briotta, en remplacement de M. Bermani ;

b) du groupe des libéraux et apparentés :

— commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques :

M. Premoli, en remplacement de M. Biaggi ;

c) des membres italiens non-inscrits :

— commission des affaires sociales et de la santé publique :

M. Marras, en remplacement de M<sup>me</sup> Caretoni Romagnoli,

— commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques :

M. Leonardi,

— commission des transports :

M. Fabbrini, en remplacement de M. Leonardi,

— commission de l'association avec la Turquie :

M<sup>me</sup> Iotti,

— commission des relations avec les pays africains et malgache :

M. Sandri, en remplacement de M<sup>me</sup> Iotti.

J'ai reçu, par ailleurs, une demande tendant à nommer M. De Sanctis membre de la commission juridique, en remplacement de M. Romeo et une demande tendant à nommer M. Romualdi membre de la commission économique en remplacement de M. Romeo.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Ces nominations sont ratifiées.

**12. Directives concernant les taxes sur le chiffre d'affaires et les franchises fiscales applicables à l'importation des petits envois de marchandises**

M. le Président. — Avant d'appeler le rapport de M. Koch, je signale que la commission des finances et des budgets n'a pas été en mesure d'examiner les deux propositions de directive contenues dans le document n° 147/72. Le rapport de M. Koch ne porte que sur la deuxième proposition de directive.

La commission des finances et des budgets fera ultérieurement un rapport sur la première des deux propositions de directives contenues dans le document n° 147/72 et qui concerne les taxes sur le chiffre d'affaires et les accises perçues dans le trafic de voyageurs.

L'ordre du jour appelle donc la discussion du rapport de M. Koch, fait au nom de la commission des finances et des budgets, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant une directive relative aux franchises applicables à l'importation des petits envois de marchandises destinés à des particuliers (doc. 203/72).

La parole est à M. Koch qui l'a demandée pour présenter son rapport.

M. Koch, rapporteur. — (A) Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je me réjouis que vous ayez fait remarquer très justement, Monsieur le Président, que, des deux directives sur lesquelles je dois présenter un rapport, la troisième directive concernant l'harmonisation des dispositions législatives, réglementaires et administratives, relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires et aux accises perçues dans le trafic de voyageurs a été supprimée de l'ordre du jour de la séance d'aujourd'hui, du fait que les deux commissions compétentes, à savoir la commission juridique et la commission des finances et des budgets, n'en ont pas débattu ou n'ont pu le faire. Quelles qu'en soient les raisons, il n'en reste pas moins que ces commissions n'ont pas délibéré. Il convient dès lors de ne pas aborder ce problème en

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 50.

**Koch**

Assemblée plénière. Les commissions ont d'ailleurs introduit une demande en ce sens.

Je n'examinerai donc que la deuxième directive relative aux franchises applicables à l'importation des petits envois de marchandises destinés à des particuliers. Chacun comprendra que je ne puis qu'approuver cette directive.

Il s'agit ici de petits envois d'un État membre à un autre, mais il faut insister sur le fait qu'il s'agit de petits envois effectués entre particuliers. En étudiant le problème, je suis parvenu, sur le plan pratique, à la considération suivante qui est à la fois superficielle et fautive. J'avouerai que j'adore les chocolats fourrés de Bruxelles. Mais, sur la base de cette directive, ces chocolats fourrés de Bruxelles ne peuvent m'être envoyés en franchise par le magasin où je les commande. L'exonération de taxe ne s'applique, en effet, qu'à des envois entre particuliers, c'est-à-dire à des envois qui ne sont pas effectués par des personnes soumises à la taxe sur le chiffre d'affaires. Il n'en va pas de même des journaux, revues et livres. J'ai donc dû me résoudre à abandonner l'espoir que les pralines me seraient envoyées hors taxe, du fait que les petits envois doivent être effectués entre particuliers. Il faut que les marchandises soient destinées à la consommation personnelle du destinataire ou de sa famille.

En d'autres termes, il s'agit donc ici de faciliter les échanges entre amis, parents, etc., et cette disposition ne concerne donc pas les petits envois commandés, par exemple, en République fédérale et destinés à la Belgique ou aux Pays-Bas. Si je voulais qu'on m'envoie une boîte de cigares dont la valeur atteindrait 50 u.c., je ne pourrais m'appuyer sur la directive. Il n'en va pas de même des journaux, revues et autres périodiques. Dans ce cas, la directive s'applique également à des commandes passées à des commerçants, à des personnes soumises à la taxe. Je puis donc, en tant que particulier allemand, profiter de cette faveur, conformément à l'article 2, lorsqu'un commerçant belge me fait parvenir un journal belge.

J'aimerais donc pouvoir dire que nous avons acquis, dans la CEE, le souci de la modestie et nous prenons soin, pour des petites choses également, d'affirmer que le grand marché économique européen est bien parti. Je ne sais s'il est exact de déclarer, dans un cas comme celui-ci, qui, bien qu'étant une question de détail, n'en est pas moins bienvenu, qu'un obstacle à la création d'un marché économique a été ainsi éliminé. Je ne sais si cette déclaration correspond totalement aux circonstances. Je ne crois pas que nous, qui sommes en tant que parlementaires au premier rang de l'action européenne, devions constamment, en faisant de telles déclarations, faire naître dans l'opinion publique des espérances qui finalement ne se réalisent pas.

Nous ne parviendrons à créer le marché commun

européen, ainsi que nous l'entendons tous, que lorsque nous aurons complètement harmonisé la TVA ou la taxe sur le chiffre d'affaires, dans son principe et dans ses règles, et lorsque nous aurons unifié toutes les accises. Ce n'est qu'alors que le marché européen verra le jour.

Il est évident que nous touchons là un problème extrêmement délicat que la Commission n'est pas en mesure de régler. Ce n'est pas qu'il y ait mauvaise volonté de la part de la Commission ou du Parlement, mais nous nous heurtons dans ce domaine à de puissants intérêts financiers nationaux qu'il est très difficile de vaincre. Tous ceux qui coopèrent d'une manière ou d'une autre aux travaux de la commission d'harmonisation fiscale, où nous adoptons des directives d'harmonisation fiscale, le savent ; mais ces directives restent alors, j'ose à peine le dire tout haut, selon les circonstances, pendant des années sur la table du Conseil.

Peut-être conviendrait-il d'informer l'opinion publique du fait que, dans ce domaine, nous ne progressons toujours que très péniblement, que nous devons déblayer le terrain pierre par pierre et qu'effectivement il conviendrait d'accélérer le processus. Mais l'accélération ne se produit pas et ce ne sont pas toutes les conférences qui y changeront quelque chose. J'ai par hasard sous la main le « Züricher Zeitung » d'aujourd'hui, un journal dont l'objectivité ne fait pas de doute. On peut y lire notamment :

« Les ministres des affaires étrangères de la Communauté économique européenne ont adopté, après des années d'hésitation, une directive au début de novembre » — cette directive avait donc été présentée depuis longtemps — « devant éliminer les restrictions à la liberté d'établissement et au libre échange des services pour les activités indépendantes... (etc.) des institutions de crédit. On se donne donc beaucoup de mal, le chemin à parcourir est difficile. »

Je crois que cela aussi, il faudrait le dire à l'occasion ; cela n'a rien à voir avec la mauvaise volonté des participants, de la Commission, du Conseil, etc. Les circonstances sont ce qu'elles sont. La route de l'Europe est infiniment complexe.

Nous pouvons dire bien entendu, et c'est bien ce que je fais, que nous nous félicitons d'autant plus de la manière dont la Commission a élaboré ces directives. J'adresse mes félicitations aux représentants de la Commission ici présents pour leur excellent travail. Je les remercie en tant que parlementaires et j'ajouterai seulement que j'appuie pleinement cette directive relative aux franchises fiscales applicables à l'importation des petits envois de marchandises destinés à des particuliers, et qu'enfin je crois que ce Parlement adoptera cette directive à l'unanimité. On peut en prendre la responsabilité.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Haferkamp pour donner le point de vue de la Commission.

**M. Haferkamp.** — (A) Je puis être bref sur cette question. Je voudrais exprimer mes remerciements pour l'avis exprimé et pour l'adoption de cette proposition. Comme l'a dit très justement M. Koch, il ne s'agit bien entendu que d'un petit pas. Je souscris pleinement à son propos selon lequel il convient de progresser bien plus vite et de façon plus importante dans tous les domaines qui contribuent à faire disparaître les frontières intérieures de l'Europe. C'est précisément parce qu'il est très difficile de réaliser ces progrès importants que nous devons avancer à petits pas. Je ne veux certes pas dire que ces petits pas n'ont pas leur importance, même si nous réglons tout d'abord les échanges de colis par exemple entre particuliers. Je crois que l'on perd pourtant énormément de temps et que l'on a tout lieu d'être agacé lorsque, dans cette Europe, on reçoit un petit colis de la part de parents ou d'amis en provenance d'un autre État membre et que l'on est forcé de se rendre dans l'un ou l'autre bureau de douane pour y payer les taxes. Souvent on ferait mieux d'aller chercher le colis dans l'autre pays plutôt que de faire face à toutes ces difficultés bureaucratiques.

Cette disposition n'aura peut-être pas un impact important sur le plan économique. Le problème n'est pas de pouvoir effectuer des envois massifs. Il s'agit plutôt de permettre aux ressortissants des États membres d'éliminer un phénomène pénible du particularisme en Europe et de faire renaître en eux, dans un domaine bien particulier, le sentiment de se trouver en Europe. Chacun d'entre nous pourrait, je le crois, citer des exemples de tracasseries de ce genre que nous voulons ainsi éliminer.

Nous avons tenu à inclure également — ce n'est pas non plus un exploit, mais je pense que c'est important pour ce que nous entreprenons en faveur de l'Europe — les moyens de diffusion culturelle et les publications envoyées par des voies commerciales. Nous aurions volontiers fait un pas de plus. J'aurais aimé faire plaisir à M. Koch, dont je partage les goûts pour les chocolats fourrés, en y incluant également ce genre de marchandise. Mais je puis alors vous garantir, chers députés, que les producteurs de chocolats fourrés dans les pays européens pousseraient de hauts cris et demanderaient à être protégés ainsi que le font les aéroports dans d'autres cas. Il se fait malheureusement que ce ne sont pas seulement les intérêts financiers, budgétaires, administratifs des États qui jouent un rôle, ceux-ci voulant préserver les droits qu'ils possèdent depuis des années, des décennies, voire des siècles, mais qu'en outre, à chaque pas que nous faisons, nous augmentons la concurrence en ouvrant le marché. Et quoi qu'on dise sur la nécessité de faire progresser l'Europe, on est toujours d'accord sur le fait que ces mesures doivent être prises dans des secteurs qui intéressent les

autres et non soi-même. C'est là une difficulté que nous rencontrons constamment.

Je puis cependant vous promettre que nous poursuivrons les actions entreprises à petits pas et je me féliciterais particulièrement de voir examiner très bientôt cette autre question qui n'a pu être abordée aujourd'hui. Dans ce domaine également, le problème est surtout d'ordre psychologique — nous en reparlerons encore — et, à plus d'un égard, il revêt un caractère politique important pour les États membres, notamment pour ce qui est de leur approbation dans d'autres affaires. Tout en reconnaissant dans ce problème notamment les intérêts des aéroports, je ne pense pas qu'ils doivent nous gêner d'une façon déterminante dans ce pas en avant. Mais il en sera encore question en temps voulu. Je voudrais encore exprimer le vœu que cette proposition soit examinée et adoptée rapidement.

Je vous remercie de votre appui et vous promets pour bientôt de nouvelles propositions de ce genre.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée (\*).

### *13. Règlements concernant l'organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes et l'assainissement de la production fruitière*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Liogier, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur les propositions de la Commission des Communautés européennes au Conseil relatives à :

- I - un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 1035/72 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes ;
- II - un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 2517/69 définissant certaines mesures en vue de l'assainissement de la production fruitière dans la Communauté (doc. 176/72).

La parole est à M. Liogier qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Liogier, rapporteur.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, l'organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes est présentement régie par un règlement unique, qui a repris, pour en faire un seul, huit textes de base successivement adoptés par le Conseil, soit :

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 58.

**Llogier**

- en 1962 : deux règlements portant établissement graduel d'une organisation commune des marchés, prévoyant notamment la mise en place de normes communes de qualité et l'instauration d'un système de protection à la frontière basé sur le prix de référence ;
- en 1966 : deux règlements sur l'application de ces normes, sur la constitution d'organisations de producteurs, sur le recours aux interventions sur le marché intérieur, notamment par le canal de ces organisations, ainsi que sur certaines dispositions concernant les échanges avec les pays tiers ;
- en 1969 : quatre règlements, dont trois modifiaient les précédents, cependant que celui qui porte le numéro 2513/69 traitait de la coordination et de l'unification des régimes d'importation par chaque État membre à l'égard des pays tiers.

Le règlement unique n° 1035/72 du Conseil, du 18 mai 1972, sur lequel il m'a été donné de faire rapport, n'a donc absolument rien changé à la situation antérieure, c'est-à-dire à la situation de 1969. Il n'en était pas moins appelé de tous nos vœux, et l'exposé des motifs du présent rapport en témoigne, car il a mis fin à un enchevêtrement de dispositions dont une partie n'avait pour objet que de modifier l'autre. Il a permis, d'autre part, d'y voir beaucoup plus clair, ce qui signifie qu'il portait en germe un certain nombre de modifications devenues d'autant plus urgentes que les marchés connaissaient de très graves perturbations et parfois de si spectaculaires effondrements des cours, lors des dernières campagnes en particulier, que la situation devenait explosive, les producteurs se trouvant acculés à des positions de désespoir, à tel point que l'ordre public était mis en cause.

Cependant, on ne saurait condamner en bloc le règlement unique n° 1035/72, qui comprend un certain nombre de dispositions intéressantes dans leur esprit, mais dont l'application s'est révélée très difficile, sinon impossible, pour diverses raisons : retard inhérent au texte rendant inefficace les mesures prévues, possibilités de fraude, spécialement en ce qui concerne le respect des prix de référence appliqués aux importations en provenance de pays tiers, associés ou non à la Communauté, etc.

Il était profondément injuste que les fruits et légumes ne bénéficient pas, du point de vue des prix notamment, des garanties et avantages consentis aux autres branches de la production agricole communautaire.

Pour toutes ces raisons, et pour d'autres encore touchant à des aspects particuliers du marché des fruits et légumes, la Commission des Communautés européennes, faisant droit d'ailleurs aux nombreuses relances du Parlement européen et de sa commission de l'agriculture, dont il est fait mention dans notre exposé des motifs, a décidé de présenter au Conseil des propositions relatives à

- 1) un règlement modifiant le règlement 1035/72 portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes ;
- 2) un règlement portant modification du règlement 2518/69 établissant dans le secteur des fruits et légumes les règles générales relatives à l'octroi des restitutions à l'exportation et aux critères de fixation de leur montant.

La première proposition est la pièce maîtresse.

Quant à la seconde, et bien que l'avis du Parlement européen ne soit pas requis, nous pouvons, je crois, nous déclarer d'accord sur la proposition de la Commission.

Comme l'a écrit M. De Wulf dans l'avis qu'il a présenté au nom de la commission des relations économiques extérieures, le règlement 1035/72 ne prévoyait que la possibilité générale de couvrir la différence entre le prix communautaire et le prix du commerce international. La Commission propose d'aménager cette possibilité, en autorisant, d'une part, la fixation des restitutions à l'avance — c'est ce que l'on appelle la préfixation —, d'autre part, la fixation à l'avance de la restitution pour certains fruits secs, c'est-à-dire certaines amandes, noix et noisettes.

Enfin, la troisième proposition concerne un règlement modifiant le règlement 2517/69, définissant certaines mesures en vue de l'assainissement de la production fruitière de la Communauté.

Il s'agit de l'arrachage des pommiers, poiriers et pêchers, qui bénéficiaient d'une prime d'arrachage de 400 u.c. par ha, et ce afin d'éliminer les excédents structurels.

Le Parlement avait demandé que cette prime fût portée à un taux plus élevé, et, par une question écrite, j'avais moi-même attiré l'attention de la Commission sur l'intérêt qu'il y aurait à prolonger les délais de déclaration et d'arrachage. Satisfaction nous est donnée, puisque la prime est portée à 900 u.c. et que les délais sont prolongés. Les pommiers sont toutefois exceptés de cette mesure, la Commission estimant que les demandes d'arrachage sont suffisantes pour éliminer les excédents structurels. Notre façon de voir étant différente, votre commission de l'agriculture propose que les pommiers bénéficient également des délais accordés pour les poiriers et les pêchers.

Nous enregistrons avec satisfaction la proposition de la Commission des Communautés européennes de remboursement à cent pour cent, par la section Orientation du FEOGA, ce qui permettra à tous les États intéressés de procéder aux arrachages.

Nous voici donc revenus, comme l'on dit, au plat de résistance, c'est-à-dire au règlement modifiant le règlement 1035/72/CEE portant organisation commune des marchés dans le secteur des fruits et légumes.

## Liogier

La commission de l'agriculture a examiné avec le plus grand soin et le plus grand intérêt les propositions faites par la Commission au sujet de ce règlement. Elle porte sur celles-ci un jugement d'ensemble favorable. Cela vaut notamment au regard des points les plus importants, à savoir que dorénavant les prix de base et les prix d'achat sont fixés par le Conseil selon la procédure prévue à l'article 43, paragraphe 2, du traité, en tenant compte de la nécessité de contribuer au soutien du revenu des agriculteurs et d'assurer la stabilisation des cours sur les marchés, tout en n'entraînant pas la formation d'excédents structurels dans la Communauté; c'est l'article 2, modifiant l'article 16 du règlement de base.

En d'autres termes, les prix des fruits et légumes, fixés à la même époque que ceux des autres produits agricoles, deviennent comme eux des « prix politiques » et ne résultent plus simplement de l'application des moyennes arithmétiques des cours constatés durant les trois dernières campagnes.

La Commission fait, du reste, observer qu'à plusieurs reprises, il avait été fait recours à l'article 35 du règlement 1035/72, qui permet de déroger à ces critères, qui s'étaient révélés trop rigides pour permettre de fixer les prix à des niveaux pouvant être considérés comme satisfaisants pour les producteurs, tout en n'entraînant pas la formation d'excédents structurels. D'autre part, il n'est pas possible de fixer les prix des seuls fruits et légumes selon la simple application d'une moyenne arithmétique des cours constatés durant les trois dernières campagnes, méthode qui semble ignorer l'augmentation continue des prix de revient, du conditionnement et de la main-d'œuvre, augmentation parfois très importante d'une année à l'autre.

Quant aux prix de référence, leur calcul était également basé sur la moyenne arithmétique des trois campagnes précédentes. Là encore, la Commission a introduit justement un facteur politique. Désormais, la Commission prendra aussi en considération, lors de la fixation du prix de référence, l'évolution des prix d'achat et des prix de base, c'est-à-dire qu'elle répercutera sur les prix de référence la nouvelle méthode proposée pour les prix de base et les prix d'achat.

Les prix de base, d'achat et de référence étant ainsi déterminés, la Commission a pris d'intéressantes mesures concernant un autre problème très important, celui de la préférence communautaire, qui est loin de jouer en plein comme elle joue pour les autres secteurs agricoles. Elle propose donc de tenir compte, lors de la fixation du prix de référence, des frais de transport de la zone de production à la zone de commercialisation.

En effet, jusqu'ici les frais de transport étaient déduits forfaitairement du prix de marché de gros pour le calcul du prix d'entrée, d'où pénalisation sur certains marchés du produit originaire de la Communauté au bénéfice du produit en provenance des pays tiers. Désormais, ces frais de transport sont englobés dans les

prix de référence. Il ne convient donc plus de déduire ces frais de transport du prix des produits importés des pays tiers.

Votre rapporteur a signalé à diverses reprises qu'il est pratiquement impossible de disposer de prix d'entrée reflétant la véritable situation des cours par suite de fraudes portant sur des quantités importantes, à l'importation de pays tiers, qui viennent perturber de façon injustifiée le marché communautaire. On en a eu un éloquent exemple lors de la dernière campagne de pêches.

C'est pourquoi la majorité de la commission de l'agriculture suggère de prendre une toute autre base que celle de la comparaison entre les prix d'entrée et les prix de référence, base qui pourrait être constituée — ce n'est d'ailleurs qu'une simple suggestion — par le niveau des prix communautaires relevés sur les marchés représentatifs des États membres.

Quant à la Commission des Communautés, elle a estimé qu'en cas d'excédents importants sur le marché communautaire et de chutes sensibles et corrélatives des prix, il convenait certes d'intervenir par retrait sur le marché, mais qu'il fallait parallèlement procéder à un freinage des importations.

Elle a en conséquence décidé que, dans une telle hypothèse, elle pouvait — votre commission de l'agriculture propose qu'elle en ait l'obligation — intervenir aux frontières de la Communauté sous forme de réduction, de suspension d'importation ou d'imposition d'un montant supplémentaire sur les quantités importées. Votre commission en est d'accord, mais demande que de telles mesures puissent être prises à temps pour que le marché intérieur ne s'en trouve pas perturbé définitivement.

De telles dispositions restent parfaitement en harmonie avec les règles du GATT qui disposent que lorsqu'un pays membre du GATT intervient sur le marché intérieur en cas d'excédents, il lui est également permis d'intervenir à ses frontières pour réduire ou suspendre des importations, d'autant qu'en ce qui concerne les fruits, la Communauté, par les primes d'arrachage qu'elle subventionne à 100 %, montre bien sa volonté déterminée d'éliminer des excédents structurels.

L'intervention, dans l'esprit même de ses auteurs, ne devrait jouer que sur des quantités marginales et sur tel ou tel marché connaissant tel ou tel jour une offre plus forte que la veille, plus forte que la demande également. Il serait immoral d'en faire une règle générale et qu'elle s'exerce sur d'énormes quantités à jeter à la décharge publique, comme nous l'avons trop connu dans le passé, et cela uniquement pour permettre à des pays tiers de vendre chez nous des produits dont nous avons pléthore et que nous devons détruire.

Nous avons, certes, beaucoup d'amitié pour les pays lointains et pour ceux qui se trouvent au pourtour de

**Liogier**

la Communauté. Nous leur en donnons de multiples preuves, mais « charité bien ordonnée commence par soi-même ».

Pour en finir avec le problème de l'intervention, on doit noter que l'article 18 du règlement n° 1035/72 prévoit que pour pouvoir bénéficier de la compensation financière prévue en cas d'intervention sur le marché, les organisations de producteurs doivent fixer des prix de retrait en dessous d'un certain niveau bien défini, étant entendu que, si le prix de retrait est supérieur à ce niveau, aucune compensation ne leur est octroyée.

Or, les organisations de producteurs qui commercialisent des produits, dont le prix est normalement élevé — je citerai les tomates de serre, des fruits de très haute qualité — se sont trouvées parfois dans l'obligation, pour stabiliser le marché de ces produits, de fixer des prix de retrait à des niveaux supérieurs au plafond fixé. Dans ce cas, la totalité des frais d'intervention ont été à leur seule charge, sans compensation financière.

Il n'en reste pas moins d'un intérêt évident d'admettre que le marché de ces produits se stabilise à un niveau convenable pour le producteur.

Aussi, la Commission propose-t-elle de ne plus plafonner le prix de retrait au niveau actuel découlant du prix de base et des prix d'achat, étant bien entendu cependant que le montant de la compensation demeure au niveau découlant des prix de base et d'achat, ce qui signifie que le groupement des producteurs prend à sa seule charge la différence entre le prix de retrait normal et celui pratiqué pour ces produits de qualité supérieure.

Dans ces conditions, il a semblé normal à votre commission de l'agriculture que les groupements des producteurs aient la possibilité de fixer eux-mêmes ce prix de retrait. En conséquence, la commission de l'agriculture propose de supprimer le deuxième tiret de l'article 1 (*in fine*) et, à l'article 3, remplaçant le texte de l'article 18 du règlement 1035/72, de supprimer le premier tiret au paragraphe 1 ainsi conçu : « ... leur prix de retrait soit au plus égal au niveau maximum éventuellement fixé en application de l'article 15, paragraphe 1 ».

A l'article 4, remplaçant l'article 19 de ce même règlement — c'est le cas de crise grave justifiant le retrait — il est indiqué : « la commission peut autoriser ». Votre commission vous propose, en vue de l'automatisme, de remplacer l'expression « peut autoriser » par « autorise ».

Pour le même motif, à l'article 9, ajoutant un article 26 bis nouveau, elle vous propose de remplacer les termes « peuvent être suspendues » par « sont suspendues ».

Cet article 26 bis nouveau est celui qui prévoit des mesures limitant les importations de pays tiers lorsque les opérations de retrait ou d'achat effectuées dans le

cadre des articles 18 et 19 portent sur des quantités importantes et durant deux ou quatre semaines selon les produits. Votre commission estime que ce délai est beaucoup trop long et propose de le porter à une et deux semaines.

Ensuite, après avoir entendu l'intéressant avis de M. Dewulf fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, la majorité de la commission de l'agriculture a accepté un amendement et un article nouveau montrant ainsi qu'elle appréciait la collaboration ainsi apportée. L'amendement a trait à la fixation des prix de référence, qui, selon la Commission, sont majorés des frais de transport jusqu'aux centres de consommation de la Communauté. L'amendement précise — précision qui ne manque pas d'intérêt — « frais réels de transport » et « jusqu'aux centres de consommation effectifs de la Communauté ».

L'article nouveau est le 11 bis, dont voici le texte :

« Au règlement n° 1035/72 est ajouté un article 29 bis rédigé comme suit :

*Article 29 bis*

1) Si, dans la Communauté, le marché d'un ou de plusieurs produits visés à l'article 1, subit ou risque de subir systématiquement, du fait du niveau des prix des produits importés de pays à commerce d'État, une perturbation grave de nature à mettre en péril les objectifs de l'article 39 du traité, des mesures appropriées d'ordre quantitatif sont appliquées dans les échanges avec les pays tiers intéressés jusqu'à ce que la perturbation ou la menace de perturbation ait disparu.

2) En cas d'application du paragraphe 1, les procédures de l'article 29 sont appliquées en conséquence. »

La majorité de la commission de l'agriculture vous demande donc d'approuver les conclusions du présent rapport, adoptées à l'issue d'un examen très approfondi au cours des réunions des 21 septembre, 5 et 6 octobre et 25 et 26 octobre 1972.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Richarts, au nom du groupe démocrate-chrétien.

**M. Richarts.** — (A) Je n'utiliserai pas les 15 minutes de mon temps de parole.

Monsieur le Président, je remercie tout d'abord notre rapporteur pour son travail, mais je voudrais adresser, en l'absence du président de la commission de l'agriculture, M. Houdet, une question à M. Scarascia Mugnozza. Selon des communiqués de presse, Monsieur Scarascia Mugnozza, le Conseil se serait déjà prononcé sur cette proposition de règlement. Je ne sais si ces communiqués de presse sont exacts ou si le Conseil s'est seulement occupé de la question et attend l'avis du Parlement avant de se prononcer

**Richarts**

définitivement. Cette dernière position serait celle que le Conseil devrait adopter. Il ne peut, en pratique, prendre de décision avant de nous avoir consultés. S'il devait néanmoins l'avoir fait, Monsieur le Président, nous devrions alors, en tant que parlementaires, protester contre une telle procédure du Conseil. Mais peut-être M. Scarascia Mugnozza pourra-t-il nous dire comment les choses se sont réellement passées.

Le rapporteur a déjà donné un bref aperçu historique de l'évolution de l'organisation du marché des fruits et légumes. C'est une organisation de marché difficile, qui a donné peu de satisfaction à ceux qui l'ont développée et qui, par ses effets, sustite peu de sympathie, principalement auprès des consommateurs. Disons-le franchement.

Il est très facile, dans le cadre de cette organisation de marché, de s'en référer à d'autres organisations de marché existantes dans le secteur des céréales, de la viande ou du lait. Dans ce cas, il faudrait toutefois dire aussi qu'il s'agit de domaines totalement différents. Les uns s'organisent beaucoup mieux que d'autres. Aucun marché ne subit des fluctuations comparables, ne serait-ce qu'en matière de volume ou qualité des récoltes, à celui des fruits et légumes.

Cette organisation de marché trouve seulement une justification politique. Si nous donnons aux producteurs de céréales, de betteraves sucrières, de viande, de lait et de produits laitiers, certaines garanties de revenu, il va de soi que les producteurs d'autres produits ont au moins moralement le droit d'être traités de la même manière, et on se prend dès lors à douter, Monsieur le Président, que ces propositions, même celle dont nous discutons, puissent être mises en pratique.

J'ai presque l'impression que, même dans le cadre de cette organisation de marché, les producteurs de fruits et légumes nourrissent plus d'espoir qu'il ne s'en réalisera.

Cette proposition implique certainement un renforcement de la préférence des États membres. En théorie, le fait de s'écarter du prix moyen de ces dernières années pour se rapprocher d'un prix politique peut théoriquement constituer une amélioration. Un problème se pose néanmoins, à mon avis : comment proposer en août, en même temps que les prix des autres produits agricoles, les prix des fruits et légumes pour la campagne suivante, sans même être en mesure d'estimer les quantités à prévoir. C'est pourquoi mon ami Brouwer introduira un amendement qui rapprochera les propositions de prix de l'époque de la commercialisation des fruits et légumes, et qui s'appuie principalement sur le texte du règlement précédent. Cet amendement de mon ami Brouwer et de M. De Koning sera également appuyé par la majorité de mon groupe.

Je n'ai pas de remarque importante à formuler à l'égard de l'autre proposition de règlement modifiant

le règlement définissant certaines mesures en vue de l'assainissement de la production fruitière dans la Communauté. Nous adopterons cette proposition, mais modifiée en ce sens que des primes à l'arrachage seront octroyées également pour les pommiers ; nous pensons, en effet, que le bilan établi par la Commission n'est pas inexact, du fait que son estimation pour les récoltes par hectare de surface soumis à l'arrachage est bien trop élevée. Nous savons qu'en pratique, nous avons affaire à des gens qui savent penser et calculer et ils ne vont donc pas détruire leurs meilleures cultures, mais agiront comme toute personne sensée le ferait. S'ils perçoivent des primes d'arrachage, ils procéderont exactement de la même manière que ceux qui perçoivent des primes d'abatage. Ils arracheront les plantes les plus vieilles qui sont loin de rapporter des récoltes aussi importantes que celles portées en compte ici.

Une remarque encore au sujet de la clause de protection, du nouvel article 29 bis. Cet article renforce naturellement la protection à l'égard des importations en provenance des pays tiers, surtout des pays à commerce d'État. En effet, nous revenons pratiquement ici, ce qui, dans le cadre d'autres organisations de marché serait à peine possible, au système du contingentement. Nous proposons des restrictions quantitatives.

Il existe parmi nous des gens qui sont opposés à ce système, car ils croient que c'est là une mesure qui ne profite qu'à un seul État membre. Ce n'est évidemment pas le cas, vu que les importations ne sont pas bilatérales, mais que ce sont les importations communautaires pouvant perturber l'ensemble du marché. Certains pays méditerranéens ont aussi un commerce d'État. Il s'agit de la Yougoslavie, de la Bulgarie, de la Roumanie et de l'Égypte.

Les importations en provenance de ces pays sont certainement beaucoup moins dangereuses pour nos amis néerlandais producteurs de légumes que pour l'Italie qui est un pays méditerranéen. Je vous serais reconnaissant d'abandonner vos réserves concernant l'article 29 bis.

Je remercie une nouvelle fois le rapporteur. En dépit des modifications apportées à la limitation du prix de retrait, la grande majorité des membres de mon groupe adoptera la proposition de résolution.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cipolla.

**M. Cipolla.** — (1) Monsieur le Président, je tiens à faire observer tout d'abord que cette proposition de règlement sur les fruits et légumes arrive avec retard — disons historique — car ce problème n'a pas été examiné en même temps que celui des autres productions essentielles de la Communauté et avec un retard relatif parce que l'on n'a pas même respecté l'engagement qui avait été pris par le Conseil de ministres au cours d'un marathon, au début de cette

**Cipolla**

année, de présenter ce règlement dans les plus brefs délais.

Celui-ci a, en effet, été pratiquement présenté au moment où notre Communauté à Six vient à disparaître et où débutera, dans quelques semaines, une nouvelle phase de la politique communautaire qui, bien qu'il soit actuellement difficile à prévoir si elle sera meilleure ou pire — nous espérons meilleure —, sera certainement différente.

Il y a un proverbe qui dit « mieux vaut tard que jamais ». Je suis pourtant convaincu que même par ce règlement nous ne parviendrons pas au résultat désiré, dans ce sens que nous ne faisons pas droit aux exigences profondes des producteurs de fruits et légumes et surtout des travailleurs de ce secteur qui intéresse une grande partie de l'Italie et de la France.

Pourquoi n'arriverons-nous pas au résultat désiré ? Parce que nous suivons dans ce secteur la même voie que nous avons suivie pour d'autres secteurs et, qui plus est, en pire, avec de plus grandes réticences et de plus grandes difficultés. Je fais allusion par là aux prix politiques, aux restitutions aux exportations, à l'arrêt des importations en cas de crise. Il est vrai que, charitablement, certains collègues se sont préoccupés de défendre le marché communautaire à l'égard des tomates rouges en provenance des pays à commerce d'État et non à l'égard des tomates peut-être d'une autre couleur — même si toutes les tomates sont rouges —, qui arrivent d'autres pays du bassin méditerranéen.

Mais ce n'est pas là ce qui nous fait dire « non » à la mesure à l'examen. Nous estimons qu'il s'agit d'un vieux remède périmé ; nous estimons que la situation actuelle de la Communauté confirme pleinement les observations que nous n'avions — peut-être avec une précision excessive — cessé de formuler durant de nombreuses années au sein de ce Parlement. Si, au printemps dernier, lorsque nous avons discuté de l'augmentation des prix, on pouvait encore avoir des doutes, actuellement ceux-ci sont devenus certitude, parce que la hausse annoncée des prix de l'année 1972-1973 pour les producteurs agricoles a déjà été appliquée par le commerce et l'industrie, sans qu'une lire de plus ait été payée aux producteurs agricoles et les consommateurs européens en font les frais.

Entrant dans le vif du sujet, j'estime que nous devons tous nous demander quels seront les bénéficiaires de ces mesures protectionnistes. Certes, celles-ci seront supportées par les consommateurs européens et les finances de la Communauté ; toutefois, je crains que ce ne soit pas non plus les producteurs des fruits et légumes qui en bénéficient. Le marché des fruits et légumes est très particulier : c'est sur ce marché que la différence entre le prix payé au producteur et le prix payé par le consommateur est la plus grande. Nous savons qu'en Italie, dans certains cas, et spécialement à certaines époques, le produit arrive au

consommateur à un prix qui non seulement est le double, mais parfois le triple ou le quadruple de celui payé au producteur — pour les pêches, les melons, les légumes et d'autres produits agricoles. D'autre part, je ne crois pas que la situation soit différente dans les autres pays de la Communauté. Nous risquons donc d'agir de telle façon que ce seront les commerçants et non les agriculteurs et les producteurs agricoles qui bénéficieront de cette protection accrue, de cette augmentation des dépenses communautaires pour les exportations subventionnées. J'ai devant les yeux l'exemple de la mesure appelée « prime de pénétration » en ce qui concerne les agrumes. Ce sont aussi bien les petits cultivateurs qui sont mécontents de cette prime — on en a discuté la semaine dernière au Sénat italien — que les gros producteurs, et ces faits étaient dénoncés même sur les bancs de la droite. En effet, la « prime de pénétration » — ces quelques millions d'unités de compte que la Communauté a mis à disposition — a été empochée par les commerçants, sans qu'une lire soit réservée aux producteurs.

Les voies à suivre devraient donc être différentes et nous — et non seulement nous — les avons suggérées. Nous estimons que notre attention doit s'orienter dans deux directions — en cela je ne peux être d'accord avec le rapport de la commission des relations économiques extérieures. En premier lieu, nous devons accorder un traitement privilégié aux groupements de producteurs. Jusqu'ici, dans le secteur des fruits et légumes, ces groupements sont intervenus presque uniquement lorsqu'il fallait détruire les produits, de sorte que dans certaines régions ils ont été appelés groupements de « destructeurs » au lieu de producteurs, précisément parce qu'ils interviennent lorsqu'il s'agit, en période de crise, d'acheter des oranges, des choux-fleurs et d'autres fruits et légumes pour les détruire. Donc, si nous voulons intervenir efficacement, nous devons donner aux groupements de producteurs des moyens privilégiés, par rapport aux commerçants privés, pour intervenir sur le marché de manière permanente et dans les périodes normales. Il ne s'agit donc pas de soigner le malade lorsqu'il est déjà mort, mais d'éviter que la maladie n'intervienne et pour cela il faut doter les groupements de producteurs des moyens nécessaires, ce qui n'a pas été fait jusqu'ici.

En deuxième lieu, je rappelle que le règlement sur les groupements de producteurs, annexé au premier règlement sur les fruits et légumes, a été un échec total dans tout le secteur des fruits et légumes de notre pays ainsi qu'en France, et c'est si vrai que la France intervient par d'autres instruments nationaux. Toute cette matière devrait donc être revue et nous pourrions ainsi apporter vraiment une aide aux producteurs sans augmenter les prix à la consommation ; nous pourrions faire en sorte que le producteur obtienne plus sans accroître d'une lire le prix à la consommation, voire en le diminuant, en influant sur l'énorme marge de la spéculation commerciale.



**Cipolla**

En troisième lieu je voudrais rappeler ce que le président Mansholt a dit au printemps dernier, en réponse à une de mes interventions au cours d'une discussion sur les prix agricoles. Il s'est exprimé en ces termes : « Il serait donc opportun, pour la période où nous disposons d'une structure équilibrée dans notre Communauté, de chercher à remédier à la situation par des aides directes aux revenus — c'est-à-dire des aides qui, sans gêner les consommateurs, sont destinées directement aux cultivateurs. J'espère que de ce point de vue également les aides aux revenus seront jugées de manière positive par le Conseil, mais mon espoir, si les signes précurseurs ne me trompent pas, sera sans doute déçu. De ces aides aux revenus, Monsieur Scarascia Mugnozza, nous n'avons plus eu de nouvelles. La Commission n'a pas présenté les propositions qu'elle s'était engagée à présenter et des nouvelles défavorables nous sont parvenues du Conseil de ministres.

Or, si nous voulons intervenir en faveur des producteurs de fruits et légumes, nous devons agir dans deux directions : renforcement des groupements de producteurs, aides directes au revenu du producteur, pour ne pas nuire au consommateur, pour ne pas créer de nouvelles tendances inflationnistes à un moment où l'inflation constitue un problème fondamental.

Je voudrais en conclusion, Monsieur le Président, pour ne pas abuser du temps mis à ma disposition, formuler une observation. Au cours de la discussion d'hier, de nombreux collègues ont déploré qu'au cours de la dernière réunion des ministres de la Communauté sur les mesures à prendre contre l'inflation, des mesures décisives n'aient pas été prises, mesures que l'opinion publique européenne attendait.

Les premières mesures que le Conseil de ministres devait adopter étaient celles visant à une modification profonde de la politique agricole commune. Aujourd'hui, en effet, le point douloureux, le point d'impact, celui où l'inflation touche particulièrement les revenus des travailleurs, est le marché des produits alimentaires. C'est dans ce secteur que, dans notre pays, comme dans tous les pays de la Communauté, les prix atteignent un niveau toujours plus élevé. C'est là que nous devrions intervenir et certaines personnes, pas seulement dans ce Parlement, ont conseillé d'aller dans cette direction.

En revanche, nous nous voyons à nouveau proposer la même politique qu'avant. Je répète — et je conclus — que cette politique arrive à la fin de la période de la Communauté à Six. Le budget de la Communauté à Six, en ce qui concerne la politique agricole, sera un budget assez lourd. Nous aurions dû être le 1<sup>er</sup> janvier 1973 une Communauté à Dix. Si nous ne sommes pas une Communauté à Dix, et nous avons risqué de ne pas même être une Communauté à Neuf, ceci est dû en grande partie à la politique agricole qui a été menée ; la politique agricole de la

Communauté a précisément été un facteur qui a eu une grande influence sur le vote négatif des Norvégiens.

J'espère que l'élargissement pourra nous permettre, avec l'appui non seulement des agriculteurs mais en général de la masse des travailleurs de tous les pays adhérents, de modifier structurellement cette politique.

**M. le Président.** — La parole est à M. Vetrone.

**M. Vetrone.** — (I) Monsieur le Président, mes chers collègues, le fait que le problème des fruits et légumes finit toujours par susciter des polémiques ne surprendra personne. C'est le sort des produits méditerranéens, continuellement exposés à des critiques de différente origine et de différente nature. Ce Parlement en a fait largement l'expérience, à l'occasion des débats concernant des produits tels que l'huile d'olive, le tabac, le vin, etc. et je le constate à nouveau aujourd'hui, alors que l'on discute des fruits et légumes.

Certaines prises de positions ont fini par avoir une incidence négative un peu sur tous ces produits, mais en particulier sur les fruits et légumes. On a voulu, en effet, mettre à l'écart ce secteur, en invoquant l'argument qu'englobant des produits facilement périssables il requiert une réglementation particulière et que l'on ne peut donc lui appliquer les mêmes dispositions réglementaires qu'aux autres secteurs de la production agricole. M. Richartz vient d'invoquer à nouveau cet argument commode. Et bien, cette « commodité » pour les non-producteurs a fini par représenter un sacrifice considérable pour les producteurs de fruits et légumes qui ont eu à faire face à des dispositions réglementaires injustes, non seulement en raison du critère arithmétique que l'on appliquait et que l'on applique toujours pour fixer les prix de base et les prix d'achat, mais également en raison de la disposition relative à la préférence communautaire qui s'est révélée absolument inefficace. Les producteurs de fruits et légumes ont fini par devoir se contenter de revenus d'année en année plus insatisfaisants, et même, à la stupeur générale de l'opinion publique, ils ont dû assister à la destruction de leurs produits, du fruit de leur labeur, et tout cela parce que les produits étaient estimés excédentaires, alors que sur les marchés des pays membres continuaient à affluer — en provenance des pays tiers et même de l'Australie — des produits identiques à ceux que l'on détruisait dans les zones de production communautaire.

Il s'agit d'une situation qui n'a fait qu'empirer avec le temps et a fini par susciter les plus vives protestations des producteurs ainsi que les vives critiques des moyens d'information à l'égard des institutions communautaires. Celles-ci ont été accusées d'avoir conçu une réglementation pour les fruits et légumes

**Vetrone**

qui prévoyait une disposition autorisant la destruction des produits en cas de crise grave.

Les producteurs des fruits et légumes ont dû attendre jusqu'en mars dernier pour reprendre confiance dans la politique agricole commune, qui s'est révélée trop injuste à leur égard. Je fais allusion à la date — le 24 mars 1972 — à laquelle le Conseil a convenu — je cite textuellement — « qu'il est indispensable que les dispositions arrêtées antérieurement pour les fruits et légumes soient adaptées en conséquence, de façon à ce que les prix de ces produits contribuent d'une manière équivalente au soutien des revenus des producteurs et que la préférence communautaire soit assurée ». On a donc finalement reconnu que l'article 39 du traité de Rome n'avait jamais été respecté à l'égard des producteurs de fruits et légumes.

Les modifications du règlement de base, qu'à la suite de cette décision du Conseil la Commission nous soumet aujourd'hui pour avis, répondent à l'attente des producteurs. Nous pouvons dire que, exception faite de certaines observations de caractère préjudiciel, donc insatisfaisantes, les modifications sont, dans leur ensemble, acceptables en ce qu'elles innovent, en particulier pour ce qui est de la partie qui introduit également pour les fruits et légumes la notion de fixation des prix de base et des prix d'achat sur la base d'un critère politique. Nous devons cependant regretter que cet élément positif perde une partie de sa valeur du fait des nouveaux critères proposés pour la fixation des prix de référence. Ces critères ne garantissent pas, dans une mesure adéquate, une préférence communautaire effective, en ce qu'ils reprennent en substance les critères précédents. En effet, même le système prévu dans les nouvelles modifications se fonde sur le relevé des prix sur les marchés représentatifs des produits d'importation et non sur les prix de la production communautaire, laissant ainsi sans défense le marché communautaire par rapport à la production extra-communautaire qui devrait en revanche n'avoir qu'une fonction de complémentarité.

A en juger par les attitudes adoptées à ce propos aux niveaux communautaires les plus divers, nous devrions en outre conclure qu'il n'y a pas eu de volonté politique de s'exprimer dans le sens que les producteurs de fruits et légumes souhaitent. S'il n'en était pas ainsi, le pessimisme qui nous fait désespérer d'obtenir une solution satisfaisante en ce qui concerne la politique commerciale pour les produits transformés ne serait plus de mise. Les intérêts sont trop importants et ne coïncident pas avec ceux des producteurs.

M. Richarts a annoncé un amendement qui, en vérité, ne nous a pas encore été distribué, mais qui sera illustré par M. Brouwer, amendement dans lequel il est demandé de revenir, en ce qui concerne la date de fixation des prix pour les fruits et légumes, à l'ancienne disposition, à savoir avant le début de chaque campagne de commercialisation.

Je me réserve, Monsieur le Président, de prendre la parole sur cette question mais je tiens à rappeler dès à présent aux collègues qui ont annoncé qu'ils voteraient pour cet amendement, qu'ils courent le risque d'être contredits par celui qui vous parle maintenant.

A ce propos, je déclare — je dois le dire également parce que M. Cipolla l'a fait lorsqu'il s'est référé au nouvel article 29 bis — que sur cette question je demanderai la parole pour que le Parlement, avant de voter, sache quelle est l'origine de cet article additionnel.

En ce qui concerne la proposition de règlement relative aux restitutions, elle est dans son ensemble satisfaisante, parce qu'elle fait droit à la nécessité d'une fixation anticipée, par rapport au début de la campagne de commercialisation, de la restitution, spécialement en ce qui concerne les ventes par contrat.

**M. le Président.** — Monsieur Vetrone, je vous prie de bien vouloir conclure.

**M. Vetrone.** — (I) J'en ai terminé, Monsieur le Président. Qu'il me soit seulement permis de remercier le rapporteur. Quant à la proposition relative à l'assainissement de la production de fruits de la Communauté, j'estime que, par les modifications apportées, on pourra effectivement trouver une solution rapide au problème grave de la destruction, dédommageant ainsi les régions et les productions économiquement non défendables.

En conclusion, Monsieur le Président, je me rallie à la proposition de résolution de M. Liogier. Je désire également le remercier et souligner que j'apprécie vivement le travail peu aisé qu'il a accompli et la manière avec laquelle il a su le mener à bien. Je veux espérer qu'il pourra recueillir l'accord général du Parlement et j'adresse ce souhait à M. Liogier, à qui j'exprime mon admiration et ma sympathie.

**M. le Président.** — La parole est à M. Brouwer, pour dix minutes au maximum.

**M. Brouwer.** — (N) Monsieur le Président, mon intervention sera aussi brève que possible. C'est surtout à la suite des observations de M. Vetrone que je désire prendre la parole. A un moment donné, celui-ci a en effet exprimé la conviction qu'il n'y avait aucune volonté politique pour assurer des revenus raisonnables dans le secteur des fruits et légumes. Je voudrais rappeler à M. Vetrone que, précisément à sa demande, j'ai, lors de mon intervention en faveur de la résolution sur la dernière fixation des prix agricoles, inclus un paragraphe dans lequel j'ai insisté vivement auprès de la Commission des Communautés européennes pour qu'elle modifie le règlement sur les produits horticoles, de manière qu'il tienne davantage compte de la nécessité de garantir dans ce secteur un revenu approprié.

**Brouwer**

En fait, je voudrais simplement réfuter l'opinion de M. Vetrone, selon laquelle nous n'aurions pas la volonté politique de faire bénéficier le secteur des fruits et légumes de revenus appropriés.

Ce n'est pas là toutefois mon propos essentiel ; ce qui est important, à mes yeux, c'est notamment la manière dont la Commission a maintenant présenté des propositions visant à garantir cette amélioration des revenus. Ma plus grande objection est fondée sur des raisons d'ordre technique. En outre, je voudrais protéger l'horticulture contre elle-même. En effet, on court le risque de connaître une énorme surproduction lorsqu'on procède, trop tôt et indépendamment du marché, à la fixation de ces prix de base et prix d'achat.

Dans le secteur horticole, si sensible aux prix et aux fluctuations du marché, il est difficile de fixer à un niveau déterminé, un an ou un an et demi à l'avance, les prix de base et les prix d'achat en se fiant simplement à son bon sens. Cela est beaucoup plus facile dans le secteur des céréales et des produits laitiers, ces produits étant loin d'être aussi sensibles aux prix du marché que le sont les produits horticoles. Telle est mon objection. Mon propos est de protéger le secteur des fruits et légumes contre des mesures susceptibles, à l'occasion, d'exercer un effet négatif sur l'horticulture italienne et — je le dis honnêtement — sur l'horticulture néerlandaise. C'est pourquoi M. De Koning a présenté un amendement n° 1 dont je suis co-signataire.

M. Vetrone ne doit pas se méprendre sur nos objectifs. Nous n'avons certes pas l'intention de renoncer à la volonté politique d'améliorer les revenus dans le secteur horticole. Il s'agit de savoir quelle est la meilleure méthode. Je doute qu'il soit possible de fixer un an à l'avance les prix pour les produits du secteur des fruits et légumes, ce qui pourrait un jour compromettre les revenus dans ce secteur.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Scarascia Mugnozza pour exposer le point de vue de la Commission.

**M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (1) Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, je tiens à m'associer aux vifs remerciements qui ont été adressés au rapporteur, M. Liogier, qui a assumé cette très lourde tâche et l'a brillamment menée à bien. Je prie M. Liogier d'excuser mon retard, mais l'avion avec lequel je suis arrivé de Bruxelles avait, en raison des conditions atmosphériques, une demi-heure de retard sur l'horaire, ce qui explique que je n'ai pu entièrement entendre son exposé. J'ai cependant entendu les différentes interventions et, à ce propos, je tiens à dire avant toute chose (j'ai déjà eu l'honneur de faire cette déclaration devant la commission de

l'agriculture) qu'il ne me semble pas — et je réponds ainsi également à M. Richarts qui, je le regrette, n'assistait pas à cette réunion de la commission, car s'il y avait été, il aurait entendu mon exposé sur la discussion qui a eu lieu au sein du Conseil de ministres — qu'il ne me semble pas, disais-je, que le Parlement ait à s'inquiéter des résultats auxquels est parvenu le Conseil.

Force m'est, en effet (je dis cela après avoir fait partie pendant tant d'années du Parlement européen) de constater que le Conseil de ministres témoigne d'une grande déférence à l'égard du Parlement européen et du désir de ne pas excéder le cadre de ses propres attributions lorsque celui-ci n'a pas donné son visa. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé à l'occasion de la discussion sur les fruits et légumes, en ce sens que le Conseil n'a pris aucune décision définitive, précisément parce que le Parlement européen n'avait pas encore pu, en dépit de l'engagement pris par la commission de l'agriculture, exprimer son avis sur cette question. Un certain accord de principe a cependant été réalisé, qui a fait l'objet de discussions ultérieures, lundi, mardi et hier au sein du comité spécial pour l'agriculture, et qui devra revenir devant le Conseil. D'autre part, tout le monde comprendra aisément qu'après trois réunions du Conseil de ministres, marquées par l'impossibilité de trouver une entente, la Commission ne pouvait prendre le risque de faire d'une nouvelle réunion (c'est-à-dire la dernière en date) un échec, car cet échec se serait automatiquement répercuté sur les producteurs et aurait surtout porté un sérieux coup à la crédibilité des institutions.

Ayant donc entrevu une possibilité d'accord sur un ensemble de problèmes, la Commission n'a pu que favoriser cet accord, étant établi qu'il s'agissait d'un accord de principe en fonction duquel le comité spécial pour l'agriculture devait s'orienter vers une décision définitive, décision que le Conseil pourra, je l'espère, prendre au cours de sa prochaine session.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire devant la commission de l'agriculture, les discussions au Conseil de ministres ont surtout porté sur les critères de fixation du prix de base, les critères de fixation du prix d'achat et les modalités d'intervention des associations de producteurs. Voilà les trois points que j'ai déjà eu l'honneur d'illustrer et qui innovent par rapport aux dispositions et aux procédures qui existent déjà.

Je dois tout de suite vous dire que certaines critiques qui ont été faites ici m'ont quelque peu surpris. Il m'avait, en effet, semblé, à en juger d'après les déclarations, non seulement des ministres de l'agriculture mais aussi des catégories intéressées, que le nouveau règlement pour les fruits et légumes, qui présente cette particularité de protéger davantage encore la préférence communautaire, et vise à apporter la tranquillité aux producteurs et à leur assurer la stabilité de leurs revenus, constitue un important progrès.

### Scarascia Mugnozza

Je crois donc que, si nous voulons considérer objectivement la situation, nous devons reconnaître que les producteurs ne peuvent qu'être satisfaits de ces dispositions qui s'insèrent dans le cadre de vieilles dispositions qui existaient déjà et leur procurent de surcroît une plus grande tranquillité.

A. M. Cipolla, je dirai que, dans son intervention, il n'a pas toujours donné l'impression de parfaitement cerner la question. Je comprends très bien que la situation des consommateurs le préoccupe, mais je crois qu'à l'avenir nous aurons les coudées plus franches. Il est évident que l'on ne peut protéger les intérêts des producteurs au détriment de ceux des consommateurs ; il faut trouver la solution qui permette de tenir compte également des deux.

Cela étant dit, je ne voudrais pas que le thème de l'inflation devienne, sans qu'on l'ait jamais sérieusement étudié, une ritournelle. Nous devons certes éviter, avec les moyens dont nous disposons, que les prix augmentent, mais nous devons, je crois, tout autant éviter que ce soient les producteurs agricoles qui fassent les frais de cette politique, car — et nous le savons tous — ils n'ont eu aucun bénéfice au cours de ces dernières années, mais ont au contraire, si vous me permettez l'expression, été le jouet d'une situation qui s'est retournée contre eux.

Quand en 1971 on a revu certains prix agricoles pour les augmenter, on n'a fait que revenir à une base qui avait été bouleversée après 1968. On n'a donc rien donné de plus au producteur agricole qui entre-temps a subi les augmentations des prix des moyens de production ainsi que les augmentations des coûts de la main-d'œuvre et n'a donc certainement pas été favorisé.

D'autre part, nous avons pu démontrer, preuves à l'appui, que, sauf dans le cas de la viande bovine, dont les prix ont augmenté en raison d'une carence structurelle, et des fruits et légumes, dont les prix fluctuent pour une question de caractère saisonnier, une pénurie se faisant sentir à certaines périodes, que, sauf dans ces deux cas donc où l'on a enregistré effectivement des augmentations de prix à la production, dans tous les autres cas, on a assisté à une stagnation des prix ou tout au plus à de très faibles augmentations qui n'ont toutefois pas trouvé leur correspondant dans les augmentations des produits transformés au stade où ils sont offerts au consommateur.

Nous sommes évidemment parfaitement d'accord sur le fait que les associations de producteurs doivent se voir renforcées. C'est même la ligne de conduite que la Commission entend suivre. D'autre part, nul n'ignore que la Commission avait proposé aux ministres intéressés, tant au sommet de Paris qu'au Conseil des ministres des finances, d'avoir recours, pour éviter les augmentations des prix agricoles, à la forme des aides directes. Les ministres des finances

n'ont pas retenu cette suggestion, et cela pour une raison tout à fait logique, je crois. Alors que l'on proclame qu'il faut ramener le déficit budgétaire dans des limites très étroites, il est en effet difficile de prétendre accorder des aides spéciales qui grèveraient évidemment les budgets des différents États membres ; ce serait une contradiction !

Voilà ce que je tenais à dire pour vous montrer que la Commission a fait un effort — tout comme le Conseil de ministres, je crois — pour mettre sur pied une réglementation qui soit capable de défendre les intérêts des producteurs agricoles, sans que le consommateur ait à craindre une augmentation de prix injustifiée, et permette en même temps aux produits des pays tiers d'entrer en Europe à des conditions qui ont été exposées et qui tendent en tout cas à éviter que les fruits et légumes produits dans la Communauté aient à subir une concurrence déloyale.

Pour ce qui est du prix de référence auquel il a été fait allusion, je tiens à dire à M. Vetrone — que je remercie de son intervention — que je ne pense pas que l'on puisse critiquer le fait que son niveau soit demeuré inchangé. En effet, le prix de référence est un prix politique qui n'est donc pas établi en fonction de données exclusivement techniques. Il s'impose dans le cadre général existant dont il constitue un des éléments ; et il nous a donc semblé beaucoup plus intéressant de concentrer notre attention sur les prix d'achat et sur les prix de base, et d'établir les moyennes arithmétiques sur la base desquelles ces prix devront être fixés, ainsi que les clauses de sauvegarde à l'égard des importations de l'extérieur, plutôt que sur un élément qui présente — comme je l'ai déjà dit — un caractère essentiellement politique.

Cela dit, je tiens à remercier encore une fois le rapporteur, la commission de l'agriculture — qui a accompli d'importants efforts — ainsi que tous ceux qui ont pris la parole au cours de ce débat. Je me permettrai de prendre encore la parole lorsque les amendements seront discutés.

(Applaudissements)

M. le Président. — Personne ne demande plus la parole ?...

La discussion générale est close.

Nous passons à l'examen des propositions de règlement, l'examen de la proposition de résolution proprement dite étant réservé.

Sur le préambule, les considérants et l'article 1 de la proposition de règlement n° 1, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je mets ces textes aux voix.

Ces textes sont adoptés.

**Président**

Sur l'article 2 de la proposition de règlement n° 1, je suis saisi d'un amendement n° 1, présenté par MM. De Koning, Brouwer, Dewulf, Baas et Martens, et dont voici le texte :

Rédiger comme suit l'article 2 :

## « Article 2

Le texte de l'article 16 du règlement (CEE) n° 1035/72 est remplacé par le texte suivant :

## « Article 16

1) Chaque année, avant le début de la campagne de commercialisation, il est fixé, selon la procédure prévue à l'article 43 paragraphe 2 du traité, un prix de base et un prix d'achat pour chacun des produits figurant à l'annexe II du présent règlement.

Ces prix, qui sont valables pour l'ensemble de la Communauté, sont fixés pour chaque campagne de commercialisation ou pour chacune des périodes dans lesquelles cette campagne peut être subdivisée en fonction de l'évolution saisonnière des cours.

La durée de la campagne est déterminée en excluant les périodes de faible commercialisation de début et de fin de campagne.

2) Inchangé.

3) Inchangé.»

M. De Koning ayant dû quitter la séance, la parole est à M. Brouwer pour défendre cet amendement.

**M. Brouwer.** — (N) Monsieur le Président, au nom de M. De Koning, qui a dû rentrer chez lui, je voudrais brièvement commenter cet amendement.

Dès ma première intervention, j'ai indiqué quel en était le propos. Nous l'avons présenté pour des raisons d'ordre technique et non pas parce que nous sommes opposés à l'amélioration de la garantie des revenus des maraîchers.

Nous estimons, comme il est d'ailleurs indiqué dans l'ancien règlement, que les prix de base et les prix d'achat doivent être fixés au début de la saison des ventes, et non pas une année à l'avance. Cette manière de procéder permet de contrôler davantage l'évolution du marché.

Telle est la vraie raison de notre amendement. Nous craignons en effet que, si l'on fixe les prix une année à l'avance, on risque de le faire bien au-dessus ou bien en-dessous du niveau des prix du marché.

**M. le Président.** — La parole est à M. Vetrone.

**M. Vetrone.** — (I) Monsieur le Président, je voterai contre cet amendement, et j'aimerais profiter de l'oc-

casation pour signaler à M. Brouwer que, quand j'ai parlé de faible volonté politique — pour s'en persuader, il n'aura qu'à relire ma précédente intervention —, je ne songeais pas au problème de la date de fixation des prix des fruits et légumes. Je suis parti du prix de référence, c'est-à-dire de la référence aux préférences communautaires, en pensant aussi à ce que nous sommes en train de préparer pour la production communautaire de fruits et légumes dans le dessein de contenter les pays riverains de la Méditerranée. Mais je ne pensais pas non plus à la faible volonté politique du Parlement, bien au contraire, puisque c'est précisément pour respecter cette volonté politique du Parlement, qui a déjà été exprimée, que je me déclare opposé à l'amendement de M. De Koning. En effet, dans une résolution sur les prix et les structures, adoptée par le Parlement européen et publiée dans le Journal officiel du 12 avril 1972 — ce Journal officiel nous apprend que tant M. Richarts que M. Brouwer ont été les protagonistes de la discussion —, on peut lire, au paragraphe 15, que le Parlement : « invite la Commission à présenter le plus rapidement possible, et, en tout cas, avant le 1<sup>er</sup> mai prochain, des propositions concernant les prix des fruits et légumes pour la campagne 1972-1973, en tenant compte de l'augmentation décidée, pour la campagne 1972-1973, pour les autres produits agricoles et en y joignant des propositions de modification du règlement de base en cause ». Et il y a plus. Le paragraphe 16 est, lui aussi, important : « estime de plus que, à l'avenir, (et nous sommes à l'avenir) les propositions concernant les prix des fruits et légumes devront être présentées en même temps que les propositions relatives aux autres produits agricoles. »

Pour ces raisons, je suis contre l'amendement, ayant voté cette résolution que vous avez d'ailleurs vous aussi, Messieurs Brouwer et Richarts, approuvée, je ne puis à présent, sous peine d'être inconséquent, adopter une attitude différente. Je puis comprendre l'attitude de M. De Koning, qui ne faisait pas partie alors du Parlement, mais pas la vôtre, car vous étiez membres de cette Assemblée.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cipolla.

**M. Cipolla.** — (I) Je suis d'accord avec les remarques de M. Vetrone. Il ne s'agit, en effet, pas ici d'une question technique, mais bien d'une question politique, et cela pour deux raisons : tout d'abord, pour la référence qui est faite à un vœu unanime du Parlement (je pourrais d'ailleurs aussi ne pas m'y référer puisque je m'en suis tenu à cet ordre du jour), ensuite — et cette raison est plus importante — parce que c'est la première fois qu'a été affirmée (d'une manière non formelle, il est vrai, comme nous le verrons lorsque nous examinerons les mesures qui sont à présent proposées et que j'estime insuffisantes pour les fruits et légumes) l'égalité de traitement de tous les agriculteurs de la Communauté.

**Cipolla**

On voudrait maintenant, au moyen d'un expédient technique, revenir sur une affirmation politique du Parlement. Pour cette raison, j'invite M. Brouwer à retirer l'amendement, tout comme j'invite le rapporteur et le représentant de la Commission à exprimer un avis qui soit conforme à celui qu'a déjà exprimé le Parlement. Pour ma part, je déclare que, si l'amendement devait être mis aux voix, je voterais contre.

**M. le Président.** — La parole est à M. Brouwer.

**M. Brouwer.** — (N) Monsieur le Président, je n'ai encore jamais constaté que la Commission des Communautés européennes a présenté des propositions sur les prix des céréales ou des produits laitiers une année avant qu'ils ne devaient entrer en vigueur. Elle les a toujours présentées trop tard. Si je n'exclus pas que l'on fixe une date déterminée, je trouverais pour ma part préférable de choisir celle du 1<sup>er</sup> mai, par exemple, car à cette date on disposera d'un aperçu sûr quant aux possibilités du marché des fruits et légumes. On sera alors davantage en mesure de fixer le prix qu'on ne l'aurait été un an auparavant. Je ne voudrais pas me soustraire à l'obligation de fixer ce prix, mais nous avons une fois fixé les prix des produits céréaliers neuf mois après la date à laquelle ils devaient entrer en vigueur, la Commission ayant attendu ce délai pour présenter des propositions. Cela peut toujours arriver...

**M. le Président.** — Quel est l'avis du rapporteur ?

**M. Liogier, rapporteur.** — Monsieur Brouwer, on ne peut faire une discrimination entre les fruits et légumes et les autres produits agricoles, croyez-moi. Je vous demande donc de retirer votre amendement.

Je m'étonne d'ailleurs que votre collègue l'ait maintenu, car, après une longue discussion de cette question à la commission de l'agriculture, il avait été décidé que l'on suivrait exactement ce qui était demandé par la Commission. Il convient, en effet, que, comme n'importe quels autres producteurs, les producteurs de fruits ou de légumes sachent d'avance comment ils peuvent orienter leur production dans un avenir proche ou plus lointain.

De toute façon, la question ayant fait l'objet d'une étude soignée qui avait abouti à un accord, je vous demande de vouloir bien retirer votre amendement.

**M. le Président.** — Quel est l'avis de la Commission ?

**M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (I) Monsieur le Président, je suis opposé à l'amendement présenté, non seulement pour les motifs déjà indiqués, mais aussi parce que je désire souligner que cette

question a fait l'objet de longues discussions au sein du Conseil de ministres. C'est la thèse de la Commission qui a alors prévalu en ce sens qu'il est indispensable de pouvoir fixer dans un seul et même contexte tous les prix des produits agricoles. En effet, pour la détermination de ces prix, on se livre à des appréciations d'ordre politique qu'il n'est pas opportun de subdiviser, je dirai même de fragmenter selon les différents produits.

D'autre part, en ce qui concerne principalement les fruits, aucun problème particulier ne se pose, comme cela peut se produire pour les céréales, pour lesquelles il est nécessaire de faire connaître en temps utile les cours qui seront pratiqués pour que les producteurs puissent effectuer l'ensemencement. En général la production de fruits est plus ou moins définie d'avance car l'on connaît plus ou moins la production des arbres. Le critère à retenir est principalement dicté par la politique à suivre : déterminer un cadre d'ensemble et faire en sorte que les prix puissent être fixés dans un contexte unique. Une attitude différente n'aurait aucune raison d'être puisqu'elle se traduirait par une discrimination à l'égard de certaines catégories de producteurs ; et ceci bien entendu n'est pas compatible avec les règles de la Communauté.

**M. le Président.** — La parole est à M. Richarts.

**M. Richarts.** — (A) Monsieur le Président, je dois attirer l'attention de M. Scarascia Mugnozza sur l'existence d'une divergence de délai — il ne s'agit pas d'une divergence discriminatoire — pour les différents produits agricoles. Nous devons fixer à une date différente les prix de l'huile d'olive. Pour le tabac, nous devons fixer les prix à un moment déterminé et, pour le lait, nous devons également respecter une certaine date limite. Pourquoi, en l'occurrence, ne devrions-nous pas tenir compte des réalités du marché et fixer les prix au moment où nous savons dans les grandes lignes à quelle récolte nous pouvons nous attendre ? C'est là une proposition réaliste, et j'estime qu'elle est réalisable. C'est pourquoi je me rallie à la proposition de M. Brouwer et de M. De Koning. Je n'ai pas pu assister à la réunion de la commission de l'agriculture, Monsieur le président Scarascia Mugnozza, sinon j'aurais également voté pour cette proposition.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 1.

L'amendement n° 1 est adopté.

Je mets aux voix l'article 2 ainsi modifié.

L'article 2 ainsi modifié est adopté.

Sur les articles 3 à 5, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

**Président**

Personne ne demande la parole ? ...

Je les mets aux voix.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

Sur l'article 6, je suis saisi d'un amendement n° 2, présenté par la commission des relations économiques extérieures et dont voici le texte :

Rédiger cet article comme suit :

« Article 6

Le texte de l'article 23 du règlement (CEE) n° 1035/72 est remplacé par le texte suivant :

« Article 23

1) inchangé ;

2) les prix de référence égalent la moyenne arithmétique des prix à la production de chaque État membre, majorée du montant défini au paragraphe 4 ; les prix ainsi calculés peuvent être ajustés en tenant compte de l'évolution moyenne des prix de base et des prix d'achat ;

3) inchangé ;

4) inchangé. ».

La parole est au rapporteur.

**M. Liogier, rapporteur.** — Monsieur le Président, cet amendement a, lui aussi, été discuté à la commission de l'agriculture, où il a été rejeté à la quasi-unanimité des membres.

En fait, en l'adoptant, nous remettrions tout en question, jusques et y compris les prix politiques, ce qui me contraindrait à prendre moi-même une autre position.

**M. le Président.** — Quel est l'avis de la Commission européenne ?

**M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (I) Monsieur le Président, je suis opposé à cet amendement, car lorsqu'on prétend que les prix de référence sont équivalents, on fausse pratiquement toute la philosophie qui a inspiré la Commission dans l'élaboration des propositions relatives aux prix d'achat et aux prix de base. Nous n'avons jamais, quant à nous, dans aucun de ces cas, parlé de moyennes arithmétiques ; nous avons modifié cette donnée. Nous avons déclaré que la moyenne arithmétique était un des éléments dont on devait tenir compte dans l'évaluation du prix. Cette déclaration vaut pour ce qui est des autres prix et nous la maintenons bien sûr aussi pour le prix de référence car nous estimons qu'il est plus équitable que l'appréciation s'effectue sur la base des différents éléments existants.

**M. le Président.** — Je mets aux voix l'amendement n° 2.

L'amendement n° 2 est rejeté.

Je mets aux voix l'article 6.

L'article 6 est adopté.

Sur les articles 7 à 11 bis, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ? ...

Je les mets aux voix.

Les articles 7 à 11 bis sont adoptés.

La parole est à M. Vetrone.

**M. Vetrone.** — (I) Monsieur le Président, à partir du moment où l'on a insisté pour maintenir l'amendement de M. De Koning et qu'il a été adopté par le Parlement l'Assemblée doit savoir qu'en votant globalement cette mesure, elle adopte du même coup l'article 29 bis qui a été ajouté en commission de l'agriculture, sur l'initiative de M. De Koning lui-même, et sur lequel je me suis alors abstenu.

Que stipule cet article ?

Il prévoit la possibilité, pour les autres États membres, d'intervenir par des restrictions quantitatives à l'égard des pays à commerce d'État.

M. Richarts a affirmé que cette mesure n'était en rien condamnable ni surprenante, puisqu'elle représente un moyen de défense d'un genre différent. Cependant le Parlement doit savoir — à condition que les informations fournies à la commission de l'agriculture soient exactes — que si le prix de référence n'a pas été demandé pour ces produits (prix de référence qui constitue le premier niveau de protection à la frontière), il faut en rechercher la raison dans le fait que le gouvernement néerlandais ne veut pas que certains produits s'implantent dans son pays.

Nos collègues et amis, confrontés à cette attitude de refus du gouvernement néerlandais, ont demandé et demandent au Parlement de venir à leur rescousse et de prévoir un autre instrument de protection : celui des restrictions quantitatives que la Commission, s'exprimant précisément par la voix de son vice-président, M. Scarascia Mugnozza, a déclaré, si je ne m'abuse à la commission de l'agriculture, ne pas vouloir accepter.

Or, l'on ne désire pas en l'occurrence mettre en application l'instrument du prix de référence qui est celui que l'on applique dans tous les règlements des produits agricoles, car le gouvernement néerlandais ne le veut pas pour ces produits. Voilà pourquoi il est demandé au Parlement qu'à défaut de recourir à l'instrument du prix de référence à l'égard des pays à commerce d'État, on applique le régime des restric-

**Vetrone**

tions quantitatives. Ce sont, en effet, ces pays qui peuvent en pratique concurrencer les tomates rouges, lisses, sans côtes, caractérisant la production hollandaise.

Je crois que si l'on veut appliquer ces restrictions quantitatives, c'est que l'on a constaté que le prix de référence n'a pas fonctionné avec efficacité.

Pour toutes ces raisons, ainsi que je l'ai déjà déclaré à la commission de l'agriculture, je m'abstiendrai de voter.

**M. le Président.** — La parole est à M. Scarascia Mugnozza pour faire connaître le point de vue de la Commission.

**M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (I) Monsieur le Président, je désire répéter ce que j'ai déjà eu l'occasion de dire à la commission de l'agriculture. A savoir que la Commission est absolument opposée au texte de l'article 29 bis et ce, pour deux raisons différentes. D'abord et avant tout, parce qu'elle est sûre de pouvoir effectuer ses interventions en recourant aux clauses de sauvegarde. Ceci a déjà été prouvé en diverses occasions. Ensuite, parce qu'il ne lui semble pas opportun du point de vue politique qu'il soit dit dans un document du Parlement, sans en spécifier les motifs, que des mesures quantitatives peuvent être appliquées à l'égard des pays de l'Est.

C'est là une question de bon sens et de finesse politique que je désire soumettre à la réflexion du Parlement.

Je souligne une fois encore que les mesures de sauvegarde, prises à temps — comme cela s'est passé, je le répète, en de nombreuses occasions déjà —, produisent les effets voulus. Je répète que la discrimination qu'entend réaliser le Parlement ne nous semble pas admissible, politiquement parlant.

**M. le Président.** — La parole est à M. Brouwer.

**M. Brouwer.** — (N) Monsieur le Président, je demande une fois de plus la parole, M. Vetrone ayant spécialement mentionné les intérêts néerlandais, comme si, en l'occurrence, il s'agissait exclusivement de ces intérêts. Il est bien entendu que ce qui est dit à ce sujet s'applique également aux autres pays à commerce d'État. Cela ne vaut pas seulement pour les pays d'origine, mais aussi pour les autres pays à commerce d'État. Tous les jours, en effet, les intérêts de l'Italie peuvent être mis en cause par les pays qui bordent la Méditerranée. Il s'agit toutefois du fait que l'on travaille avec un règlement tout différent. C'est pourquoi figurait expressément le terme « fixation des prix ». On peut évidemment fixer des prix de référence. De l'annexe au rapport sur l'évolution des prix des produits importés des pays de l'Est, il ressort clai-

rement quelle était la situation cette année, notamment le fait qu'une fois fixé un prix, ces pays l'abaissent alors d'un dixième ou d'un quart de florin. En effet, l'offre et la demande ne sont alors plus en jeu. Au contraire, les pays de l'Est fixent consciemment leurs prix en dessous du prix de référence, auxquels ils peuvent et — conformément à l'autorité en question — doivent livrer.

**M. le Président.** — La parole est à M. Cipolla.

**M. Cipolla.** — (I) J'ai déjà eu l'occasion de signaler, Monsieur le Président, chers collègues, au cours de mon intervention générale, l'absurdité que représente l'article 29 bis dont nous débattons présentement.

Il convient avant tout de considérer que les importations de fruits et légumes dans la Communauté proviennent de sources différentes, des pays de l'Est, comme des pays du bassin méditerranéen, des États-Unis, d'Australie et d'Afrique du Sud. Vouloir fixer à sens unique des mesures particulières de sauvegarde nous semble une démarche qui, sans pour autant servir les intérêts des producteurs, est une affirmation pure et simple de sectarisme politique. J'attirerai en particulier l'attention sur le fait qu'il y a des arrivages de fruits et légumes dans la Communauté en provenance de pays fascistes tels que l'Espagne, la Grèce, le Portugal ; ou bien de pays qui entretiennent une sorte de commerce d'État pour certains produits (je veux parler d'Israël et de l'organisation que cet État a instituée pour le commerce des agrumes).

**M. le Président.** — Monsieur Cipolla, vous avez la parole pour une explication de vote et non pour recommencer le débat.

**M. Cipolla.** — (I) On peut en dire de même des États-Unis. C'est pourquoi la disposition à laquelle je me réfère n'est pas autre chose, je le répète, qu'une affirmation de sectarisme politique contraire aux principes généraux en matière de politique commerciale, propres à la Communauté.

Il y a en ce moment quinze ou seize délégués en séance. Vous êtes au nombre de huit ou neuf ; vous pouvez donc décider ce que vous jugez opportun et voter ce que bon vous semble. Sachez toutefois que ce vote n'a aucune valeur puisqu'il s'agit d'un vote dirigé contre la réalité du Parlement, contre la logique, contre l'histoire.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, je confirme la position que j'ai déjà exprimée et je déclare que je voterai contre cet amendement.

**M. le Président.** — Sur la proposition de règlement n° II, je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...



**Président**

Je la mets aux voix.

La proposition de règlement n° II est adoptée.

Nous passons à l'examen de la proposition de résolution proprement dite qui avait été réservé.

Je n'ai ni amendement ni orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?...

Je la mets aux voix.

La proposition de résolution est adoptée.

Je mets aux voix l'ensemble de la proposition de résolution compte tenu de l'amendement qui a été adopté.

L'ensemble de la proposition de résolution est adopté (\*).

#### 14. *Ordre du jour de la prochaine séance*

**M. le Président.** — La prochaine séance aura lieu demain, vendredi 17 novembre 1972, à 9 h 30, avec l'ordre du jour suivant :

- rapport de M. Vetrone sur les mesures d'intervention dans le secteur de la viande bovine ;
- rapport de M<sup>me</sup> Orth sur les additifs dans l'alimentation des animaux ;
- rapport de M. Baas sur un programme de recherche dans le domaine des pestes porcines ;
- question orale n° 21/72, sans débat : application des prix d'écluse lors de l'importation d'œufs en provenance des pays tiers ;
- rapport de M. Lange sur la valeur en douane des marchandises,

La commission a demandé la procédure du vote sans débat ;

- rapport de M. Vredeling sur la fourniture de lait écrémé en poudre au titre de l'aide alimentaire.

La commission a demandé la procédure de vote sans débat ;

- rapport de M. Kriedemann sur l'augmentation du contingent tarifaire pour certaines anguilles.

La commission a demandé la procédure de vote sans débat.

La parole est à M. Vetrone.

**M. Vetrone.** — (I) Je désire parler, Monsieur le Président, de l'ordre du jour. Vous avez annoncé qu'au premier point de l'ordre du jour de demain fi-

gure une proposition de résolution dont je serais moi-même le rapporteur : la proposition relative aux primes d'encouragement en vue du développement de la production de viande bovine. Je désire préciser qu'à la commission de l'agriculture, on a jugé nécessaire de renvoyer la discussion de ce problème à une date ultérieure. A cette même occasion, la commission — et je comprends les motifs de cette urgence — m'a nommé rapporteur pour une proposition de résolution relative à un thème différent, proposition dite du « principe de l'intervention permanente ».

Comme j'ai été chargé de rédiger les deux résolutions dont il est question, je désirerais connaître avec précision l'ordre du jour de la séance de demain et les sujets qui y seront examinés.

**M. le Président.** — Je dois attirer votre attention, Monsieur Vetrone, sur le fait que nous avons lundi fixé l'ordre des travaux pour toute la semaine, et que ce point n'a pas été discuté, et n'a donc pas fait l'objet d'une opposition, lors de l'adoption de l'ordre du jour, ce qui m'oblige à le maintenir à l'ordre du jour de la séance de demain. Vous pourrez présenter vos objections demain matin. Vous n'ignorez certainement pas que le bureau a, voici peu, adopté de nouvelles dispositions très strictes en la matière. Le point reste donc inscrit à l'ordre du jour de demain, et vous pourrez alors, comme je l'ai déjà dit, présenter vos objections.

La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

**M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (I) Monsieur le Président, je crois qu'il y a là un malentendu. La question concernant l'intervention permanente est un des problèmes qui relèvent de l'accroissement de la production de viande bovine. Il a été discuté au même titre que les autres problèmes de ce secteur à la commission de l'agriculture.

Il a donc dû y avoir une erreur dans l'établissement de l'ordre du jour de la séance de demain. J'insiste pour que, dans le cadre de la discussion sur l'accroissement de la production de viande bovine, le Parlement se prononce sur le thème de l'intervention permanente.

Car du fait que la commission de l'agriculture a déjà pris position à cet égard, je ne voudrais pas qu'au cours de la prochaine session du Conseil de ministres, où ce thème sera abordé, le Parlement ne puisse exprimer son opinion en raison d'un oubli flagrant.

**M. le Président.** — Compte tenu de ce que vient de dire M. Scarascia Mugnozza nous pourrions mettre ce point à l'ordre du jour de demain. Mais, nous aurons l'occasion d'en reparler.

La séance est levée.

(La séance est levée à 17 h)

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 59.

## SÉANCE DU VENDREDI 17 NOVEMBRE 1972

### Sommaire

<p>1. Adoption du procès-verbal ..... 213</p> <p>2. Composition des commissions ..... 213</p> <p>3. Règlement concernant les mesures d'intervention dans le secteur de la viande bovine. — Discussion d'un rapport de M. Vetrone, fait au nom de la commission de l'agriculture :</p> <p style="padding-left: 20px;">M. Vetrone, rapporteur ..... 213</p> <p style="padding-left: 20px;">MM. Richarts ; Hunault, au nom du groupe de l'UDE ; Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes ..... 214</p> <p style="padding-left: 20px;">Adoption de la proposition de résolution ..... 217</p> <p>4. Directive concernant les additifs dans l'alimentation des animaux. — Discussion d'un rapport de M<sup>me</sup> Orth, fait au nom de la commission de l'agriculture :</p> <p style="padding-left: 20px;">M. Kriedemann, rapporteur suppléant .. 217</p> <p style="padding-left: 20px;">MM. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Kriedemann ..... 218</p> <p style="padding-left: 20px;">Adoption de la proposition de résolution ..... 218</p> <p>5. Décision arrêtant un programme de recherches dans le domaine des pestes porcines. — Discussion d'un rapport de M. Baas, fait au nom de la commission de l'agriculture :</p> <p style="padding-left: 20px;">M. Brouwer, rapporteur suppléant ..... 218</p> <p style="padding-left: 20px;">MM. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Glesener ; Scarascia Mugnozza ..... 219</p>	<p>Adoption de la proposition de résolution ..... 220</p> <p>6. Question orale n° 21/72 sans débat : application du règlement concernant le prix d'écluse pour les œufs importés de pays tiers : MM. Martens, auteur de la question ; Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes ; Martens ..... 220</p> <p>7. Règlement sur la valeur en douane des marchandises. — Vote sans débat d'une proposition de résolution contenue dans un rapport de M. Lange, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures ..... 222</p> <p>8. Fourniture de lait écrémé en poudre dans le cadre de l'aide alimentaire. — Vote sans débat d'une proposition de résolution contenue dans un rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission des relations extérieures ..... 222</p> <p>9. Règlement sur le contingent tarifaire de certaines anguilles. — Vote sans débat d'une proposition de résolution contenue dans un rapport de M. Kriedemann, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures ..... 222</p> <p>10. Calendrier des prochaines séances ..... 222</p> <p>11. Adoption du procès-verbal de la présente séance ..... 223</p> <p>12. Interruption de la session ..... 223</p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

## PRÉSIDENCE DE M. FURLER

*Vice-président**(La séance est ouverte à 9 h 30)***M. le Président.** — La séance est ouverte.1. *Adoption du procès-verbal***M. le Président.** — Le procès-verbal de la séance d'hier a été distribué.

Il n'y a pas d'observation ?

Le procès-verbal est adopté.

2. *Composition des commissions***M. le Président.** — J'ai reçu du groupe démocrate-chrétien les demandes de nomination suivantes :

a) commission politique :

— M. Malfatti en remplacement de M. Scarscia-Mugnozza ;

b) commission économique :

— M. Antoniozzi, en remplacement de M. Vetrone ;

c) commission des finances et des budgets :

— MM. Noè et Mitterdorfer, en remplacement de MM. Pintus et Alessi ;

d) commission de l'agriculture :

— MM. Ligios et Brugger, en remplacement de MM. Scardaccione et Zaccari ;

e) commission des affaires sociales et de la santé publique :

— M. Pisoni, en remplacement de M. Ricci,

— M. Vernaschi, en remplacement de M. Mitterdorfer ;

f) commission juridique :

— MM. Brugger et Vernaschi, en remplacement de MM. Alessi et Pintus ;

g) commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques :

— M. Rosati, en remplacement de M. Bersani,

— M. Vetrone, en remplacement de M. Scarscia-Mugnozza ;

h) commission des transports :

— M. Rosati, en remplacement de M. Pintus ;

i) commission de l'association avec la Grèce :

— M. Rosati, en remplacement de M. Scarscia-Mugnozza ;

j) commission de l'association avec la Turquie :

— M. Pisoni, en remplacement de M. Ricci.

Ces nominations sont la conséquence du renouvellement de la délégation italienne.

Il n'y a pas d'opposition ?

Ces nominations sont ratifiées.

3. *Règlement concernant les mesures d'intervention dans le secteur de la viande bovine***M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Vetrone, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement modifiant le règlement (CEE) n° 805/68 en ce qui concerne les mesures d'intervention dans le secteur de la viande bovine (doc. 198/72).

La parole est à M. Vetrone qui l'a demandée pour présenter son rapport.

**M. Vetrone, rapporteur.** — (I) Monsieur le Président, chers collègues, le Conseil a transmis au Parlement deux propositions de modification : la première s'applique au règlement de base n° 805, concernant les mesures d'intervention dans le secteur des viandes bovines et l'autre vise à adapter le règlement n° 972 aux modifications qu'il faudrait apporter au règlement de base.

Il est évident que le Parlement doit être consulté sur la première proposition tandis que la seconde nous est envoyée uniquement à titre d'information. C'est pourquoi mon rapport portera sur la première de ces propositions, celle relative aux deux modifications qu'il faut apporter au règlement de base et, plus précisément, aux articles 6 et 17.

L'article 6 fixe deux formes d'intervention pour les viandes bovines : une intervention obligatoire et une intervention facultative. L'intervention obligatoire, qui vaut pour toute la Communauté, est appliquée quand le prix des gros bovins sur les marchés représentatifs de la Communauté descend au-dessous des 93 % du prix d'orientation. L'intervention facultative — c'est-à-dire celle que peuvent appliquer les États membres — peut se produire quand deux conditions déterminantes sont réunies. Il est stipulé en fait, que si sur les marchés représentatifs — y compris ceux d'une seule région d'un pays membre — le prix de qualité de certains produits descend au-dessous d'un chiffre « x » — qui n'est autre que le prix qui dé-

**Vetrone**

clenche l'intervention obligatoire, corrigé par un coefficient qui est en rapport avec la qualité dudit produit — on peut appliquer l'intervention en question, à condition qu'apparaisse une situation d'ordre communautaire : c'est-à-dire que le prix sur les marchés représentatifs de la Communauté tout entière descende au-dessous des 98 % du prix d'orientation.

Or, il est arrivé que dans certains pays membres, particulièrement en France, la première condition ait été remplie — laquelle, comme on le comprend bien, est de caractère régional — mais non pas la seconde condition, celle qui stipule que le prix des gros bovins sur les marchés représentatifs de la Communauté doit être inférieur à 98 % du prix d'orientation. C'est pourquoi il n'a pas été possible d'appliquer l'intervention facultative.

La Commission propose que l'on supprime cette seconde condition que stipule l'article 6, c'est-à-dire qu'il n'y ait plus de référence au prix de marché dans la Communauté tout entière et qu'il suffise que la première condition soit remplie — celle qui a un caractère régional — pour déclencher le mécanisme de l'intervention.

L'autre modification est relative à l'article 17 du règlement de base, lequel stipule qu'en cas de perturbation du marché communautaire des viandes, c'est-à-dire quand apparaissent des prix élevés, il peut y avoir intervention pour normaliser la situation, ainsi est-on intervenu récemment en réduisant les taxes sur les viandes importées et sur les jeunes veaux destinés à l'engraissement.

La Commission propose d'ajouter à l'article 17 un alinéa qui annule pratiquement les dispositions de l'article 6 et cette annulation vient juste en période de pénurie. En fait, quand apparaît un état de pénurie comme c'est le cas actuellement, les dispositions de l'article 6 ne sont plus opérantes ; elles ne deviennent opérantes que lorsque cet état de pénurie prend fin. Une question spontanée surgit alors : pourquoi ne pas attendre la fin de cet état de pénurie pour apporter de telles modifications au règlement de base ? On nous objecte qu'il est nécessaire de ne pas négliger l'aspect psychologique du problème, à savoir que les éleveurs ne seraient pas aujourd'hui encouragés à produire un volume supérieur de viande et que — à cause de cet état de pénurie et des prix élevés — l'éleveur pourrait craindre une inversion de la tendance et, par suite, une politique qui viserait une augmentation de la production de viande sans possibilité de l'écouler à un prix convenable sur le marché communautaire.

La disposition en question devrait précisément dissiper les craintes des éleveurs, dans la mesure où l'état de pénurie venant à cesser, on rend permanente une intervention qui, hier encore, était facultative.

Or, Monsieur le Président, l'alinéa que l'on veut ajouter à l'article 17 est destiné à servir de soupape

de sécurité, mais la Commission nous laisse entendre qu'une fois le règlement modifié en ce sens, il faudra naturellement adopter aussi le règlement 1097/68 de la Commission relatif aux modalités d'application des mesures d'intervention. Quoi qu'il en soit, cette intervention — devenue de cette manière permanente — devrait être appliquée aux États membres uniquement pour les carcasses, les demi-carcasses et les quartiers dits compensés — en d'autres termes pour les bas-morceaux et non pour les morceaux de qualité. La Commission, en outre, s'emploie à actualiser la liste des qualités et les coefficients qui doivent corriger, pour chaque qualité, le prix d'intervention obligatoire dont je parlais tout à l'heure. Enfin, en vue d'assurer également une certaine efficacité des achats, la Commission affirme qu'elle portera la quantité minimum de livraison à 4 tonnes. Toutes ces mesures devraient représenter autant de soupapes de sécurité.

En vérité, la commission de l'agriculture n'a guère manifesté d'enthousiasme devant cette proposition de modification du règlement de base, je dirai même qu'elle n'a pas manifesté d'enthousiasme du tout. C'est tellement vrai que le rapporteur, qui avait préparé une proposition de résolution, a dû la modifier — c'est celle qui se trouve sous les yeux des collègues qui peuvent constater son caractère plus négatif que positif.

Tout ceci pour vous dire que la commission de l'agriculture ne considère pas le règlement de base des bovins comme une chose intouchable. Bien au contraire, je dirais même que la commission a montré en la circonstance qu'elle n'était plus enthousiaste au sujet de ce règlement de base des viandes bovines. En fait, ledit règlement que l'on veut modifier, encore que partiellement, soit avec la proposition soumise à notre examen ce matin, soit avec une autre proposition relative aux taxes prélevées à la frontière, ne répond plus aux exigences actuelles, étant donné que ces dernières sont profondément différentes de celles qui inspirèrent autrefois le règlement de base en question. Par conséquent, la commission de l'agriculture a exprimé le désir que soit introduit un paragraphe dans la proposition de résolution qui invite la Commission et le Conseil de ministres à examiner s'il ne faut pas s'attaquer au problème de la réforme radicale de ce règlement de base des viandes.

Voilà, Monsieur le Président, quelques informations qui pourront éclairer nos collègues sur le contenu de la modification qui nous est proposée par la Commission.

*(Applaudissements)*

**M. le Président.** — La parole est à M. Richarts.

**M. Richarts.** — (A) Monsieur le Président, l'excellente introduction et le bon rapport de notre rapporteur n'améliorent tout de même pas une proposition

**Richarts**

de la Commission qui est mauvaise. En disant cela au début de ma déclaration, il est clair que je fais partie de ceux qui ont considéré la proposition de la Commission de façon particulièrement critique et ce, à mon avis, à bon droit.

Je dois tout d'abord constater qu'il n'est guère de secteur de l'agriculture pour lequel la Commission dispose d'aussi bonnes données statistiques que pour celui de la viande bovine. Et les chiffres que je vais maintenant vous donner, Monsieur le Président, sont des chiffres de la Commission : ils sont extraits du rapport sur la situation de l'agriculture de 1971 et en partie de celui de 1970. Il ressort en premier lieu des données de la Commission que, chez nous, l'approvisionnement est déficitaire. Pour la viande bovine, nos besoins en importations sont d'environ 10 %. Cela ne serait pas bouleversant car nous n'aspérons en aucun cas à une autarcie complète. Cela serait acceptable si l'on savait que la situation sur le marché mondial permet de combler ce déficit en tous temps et à des coûts favorables. Mais ce n'est, à longue échéance, certainement pas le cas. Au cours de l'année 1970-1971, la production à l'intérieur de la Communauté a baissé de 2,1 % tandis que la consommation a crû de 2,1 %. La situation est donc défavorable aux deux extrémités. D'après les prévisions de la Commission pour 1972, la production baisse à nouveau de 1 % et la consommation augmente de 1 %. Naturellement, cela a également des conséquences sur les prix. A l'extérieur de la Communauté, c'est-à-dire les prix des exportations ont augmenté de 34 % alors qu'à l'intérieur de la Communauté, ils ont crû de 13 %. Monsieur Scarascia Mugnozza, il ressort du rapport de l'an dernier sur la situation de l'agriculture que nous avons environ 5,5 millions de vaches dans les étables des exploitations qui n'ont plus de successeur. Au cours des prochaines années, lorsque ces exploitations seront éliminées de la production, il faut donc s'attendre à ce que ces animaux en disparaissent également. En d'autres termes, cela vaut dire que la production régresse. C'est pourquoi, je pense que nous devons agir par des moyens tout différents.

Vous dites — et les fonctionnaires de la Commission nous l'ont dit également — que votre mesure est d'ordre psychologique. Nous ne sommes cependant pas un institut psychologique, mais un Parlement. Nous devons faire de la politique et être dignes de foi. Monsieur Scarascia Mugnozza, les mesures du Conseil de ministres ont des effets psychologiques extrêmement négatifs. Tandis que vous proposez ici l'intervention obligatoire pendant toute l'année, le Conseil abaisse les droits de douane. Cela a naturellement des conséquences psychologiques pour la grande masse des producteurs de viande qui, à bon droit, disent alors : dès que les prix commencent à devenir rentables pour nous, le Conseil tire le signal d'alarme et abaisse les droits de douane. Cette mesure d'intervention ne conduit pas à ce que, dans toute la Communauté, il y ait ne serait-ce qu'une seule vache de plus. Cette mesure, excusez-moi si je

le dis de façon aussi brutale, est une duperie pour les consommateurs et l'abaissement des droits de douane proposé par le Conseil est une duperie pour les producteurs parce que l'abaissement des droits de douane ne concerne que les droits de douane extérieurs se rapportant au principe proposé par la Commission et le Conseil et que cet abaissement reste en suspens à mi-chemin entre l'importateur et le consommateur et ne profite donc absolument pas au consommateur. Il y a donc une certaine schizophrénie dans ces choses et M. Vetrone l'a d'ailleurs également fait observer. Je suis comme un automobiliste qui appuie d'un pied sur l'accélérateur et de l'autre sur le frein.

Je pense donc que cela ne va pas et c'est pourquoi je prie la Commission d'engager maintenant des mesures vraiment énergiques. Les mesures ne sont d'aucun secours ; elles ne profitent ni au producteur ni au consommateur. Un beau jour, le consommateur se rendra compte à quel point il a besoin de la production communautaire, dans la Communauté élargie également. Monsieur le Président, l'approvisionnement des consommateurs sera d'autant plus sûr et ses prix favorables que la production à l'intérieur de la Communauté, la Communauté élargie également, sera grande.

Si la Commission avait proposé d'augmenter en conséquence les prix d'orientation qui sont en permanence inférieurs aux véritables prix du marché, cela aurait été une mesure stimulante pour le producteur. Je sais cependant dans quelles difficultés la Commission se trouve. En ce qui concerne les prix, elle a besoin de l'unanimité du Conseil où les avis sont partagés. Mais, Monsieur Scarascia Mugnozza, je vous dis tout de même : Ayez le courage de faire cette proposition ! La responsabilité incombera au Conseil et non à la Commission.

A Luxembourg, nous aurons à discuter des mesures que vous proposez. Nous nous entretiendrons également des mesures à prendre.

Aujourd'hui, je ne puis faire qu'une remarque préalable à ce sujet : ces mesures n'atteignent pas non plus le but que vous avez fixé. Confiez donc aux fonctionnaires de la Commission, qui disposent d'excellentes données sur la structure de la production, pitoyable parce que morcelée en trop petites unités, et sur la structure de la commercialisation, en partie également mauvaise, le soin d'élaborer une proposition sérieuse sur la façon de se rendre maître de la situation sur le marché de la viande bovine à long terme et non de cas en cas. Nous pourrions alors prendre des mesures extrêmement intéressantes aussi bien pour le consommateur que pour l'éleveur.

Monsieur le Président, je regrette que, pour ces raisons, je ne puisse, avec la meilleure volonté, approuver la proposition de règlement. Je ne voterai pas contre ; je m'abstiendrai.

**M. le Président.** — La parole est à M. Hunault, au nom du groupe de l'UDE.

**M. Hunault.** — Monsieur le Président, mes chers collègues, en matière de politique agricole communautaire, on peut se demander, en ce qui concerne la production bovine, si la cohérence est bien la règle. En effet, il y a quelques mois encore, on offrait aux agriculteurs de l'argent pour abattre des vaches laitières; aujourd'hui, on nous propose de leur en donner pour élever des bovins. On peut donc s'interroger.

Où veut-on en venir ? Je pense que l'objectif est bien défini par la directive concernant le plan de modernisation de l'exploitation agricole. Cette directive, en effet, a pour but de mettre les agriculteurs sur un pied d'égalité avec les autres secteurs de l'économie, et donc de leur permettre d'avoir des revenus suffisants ou normaux.

Pour atteindre cet objectif, les moyens sont, d'une part, la formation des hommes, et d'autre part, les équipements nécessaires à l'agriculture tels que aduction d'eau, d'électricité et autres.

Nous pouvons parler d'un plan de modernisation des exploitations, mais sans ces équipements élémentaires, l'objectif ne pourrait pas être atteint.

En matière économique, il y a le principe de l'économie contractuelle, car il s'agit de fixer des prix, d'avoir des prix normaux et, pour cela, je pense que l'économie contractuelle pourrait être un moyen efficace et beaucoup plus logique que l'octroi de subventions à des agriculteurs.

C'est pourquoi, en ce qui me concerne, je fais les plus expresses réserves sur la directive qui nous est présentée.

**M. le Président.** — La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

**M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (I) Monsieur le Président, je tiens à remercier vivement M. Vetrone pour son excellent rapport de même que tous ceux qui ont participé à la discussion.

J'ai déjà abordé le sujet dont nous traitons aujourd'hui au cours de la dernière réunion de la commission de l'agriculture à laquelle j'ai eu le plaisir de participer après les déclarations que j'avais faites à cette tribune au cours de la dernière session du Parlement européen sur les problèmes de la viande bovine.

En effet, au cours de la dernière réunion de la commission de l'agriculture, j'avais communiqué que la Commission devait faire face à de sérieuses difficultés — même après les discussions qui se sont déroulées au Conseil de ministres — au sein du Comité spécial pour l'agriculture et au sein de la commission

de l'agriculture du Parlement européen, parce qu'en effet, face à la pénurie qui se manifeste dans le monde entier et donc naturellement aussi à l'intérieur de la Communauté, les organismes compétents n'avaient pas d'idées bien précises sur ce qu'ils pouvaient faire en vue d'obtenir de la viande bovine à des prix satisfaisants et en quantité suffisante.

M. Richarts nous dit qu'il suffirait simplement de procéder à une étude des statistiques et des informations que nous possédons pour trouver des éléments valables pour présenter des propositions. Je voudrais dire à M. Richarts que nous avons fait cette étude très attentivement avec l'aide de tous les spécialistes en la matière mais que nous n'avons toutefois pas encore réussi à trouver le système le plus apte pour obtenir une augmentation de la production de viande à l'intérieur de la Communauté, ce qui constitue évidemment un des premiers objectifs que nous devons nous fixer.

Nous sommes parfaitement d'accord : il faut augmenter la production de la viande au sein de la Communauté ; mais je dois répéter que l'on n'a pas encore d'idées claires quant aux possibilités d'atteindre cet objectif.

Mais il me faut, ici au Parlement, expliquer quelles étaient les intentions de la Commission. Je dois rappeler que nous avons eu au Conseil de ministres, en présence des nouveaux pays adhérents, un échange d'idées extrêmement intéressant et avons dû constater, par exemple, que certaines mesures avaient déjà fait l'objet d'expériences dans certains des nouveaux pays adhérents et n'avaient pas donné les résultats attendus ; de plus, je dois ajouter que nous avons l'impression aussi que, si nous devons effectuer certaines interventions dans le sens indiqué ici, elles seraient tellement onéreuses pour la Communauté qu'il serait anti-économique de s'engager dans cette voie.

Je dois dire à Monsieur Héger qui, aujourd'hui, n'a pas pris la parole, mais a discuté de ce sujet lors de la dernière réunion de la commission de l'agriculture, que j'ai fait étudier les propositions qu'il a avancées ; mais il ne semble pas que de là non plus — il me serait agréable de pouvoir procéder à un échange de vues avec lui à ce sujet — puissent sortir des solutions à ce problème.

J'ai rappelé ceci afin de montrer à quel point la Commission est ouverte à toutes les suggestions et cherche à étudier les mesures les meilleures pour pouvoir résoudre le grave problème de la viande.

Il est certain qu'une modification des tarifs douaniers ne constitue pas le meilleur moyen, mais aujourd'hui c'est l'unique voie que le Conseil de ministres ait réussi à dégager dans l'intention d'assurer de plus grandes arrivées de viande pour notre consommation et nous sommes d'avis qu'il est nécessaire d'augmenter la production. Nous chercherons et étudierons les meilleurs moyens pour y parvenir.

**Scarascia Mugnozza**

M. Richarts demande que l'on augmente les prix. Vous savez, Monsieur Richarts, qu'au cours de ces dernières années, le Conseil de ministres a fixé des augmentations de prix de la viande en deux étapes successives. Tout cela n'a pas encore porté de fruits. Pourrons-nous l'année prochaine proposer d'autres augmentations ? Nous verrons. Je crois que nous devons tenir compte de la réalité. D'autre part, je rappelais hier à quel point le prix de la viande bovine a augmenté au cours de ces dernières années. Par conséquent, tenant compte de la réalité, nous pourrions fixer un prix qui corresponde au prix effectif de vente de la viande à l'intérieur de la Communauté. Mais la reconnaissance réaliste de ce fait ne conduirait peut-être pas à une augmentation ultérieure de fait du prix de la viande.

Je dirais qu'il s'agit avant tout d'une question psychologique dont, il me semble, il faut tenir compte.

Dans ce contexte qui, je le répète, devra faire l'objet d'un échange de vues au cours du prochain Conseil de ministres, s'insère la proposition dont M. Vetrone était le rapporteur. Je ne m'arrêterai pas à en expliquer le contenu puisque M. Vetrone a été on ne peut plus clair. Je désire seulement attirer l'attention du Parlement sur un fait précis. Je m'étonne de la prise de position du représentant de l'UDE, étant donné que la proposition en question a été formulée par la Commission à la suite d'une demande explicite du ministre Chirac dans le contexte d'une certaine situation qui existe en France et qui pourrait se manifester aussi dans d'autres pays. Je m'excuse donc de l'étonnement que suscite en moi la prise de position, fondamentalement négative, de notre collègue. Elle n'est évidemment pas adaptée à la situation actuelle.

Quel est l'objectif de la proposition présentée ? Celui qu'a souligné M. Vetrone. La proposition en question tend à assurer dès à présent aux producteurs de viande la possibilité, également au cas où la pénurie prendrait fin — naturellement tout cela ne pourra se réaliser dans de brefs délais ; nous savons en effet combien d'argent et de temps sont nécessaires pour constituer un cheptel bovin — de ne pas voir disparaître le résultat de leurs efforts.

Il faudra à ces producteurs et de l'argent et du temps pour faire face aux problèmes connexes à l'accroissement de la production de viande bovine. Il ne faut pas qu'ils aient la préoccupation — au cas où dans trois, quatre ou cinq ans on parviendrait effectivement à surmonter la période de crise au sein de la Communauté — de se retrouver avec des quantités de viande sans aucune possibilité de débouchés sur le marché, quantités qu'ils devraient évidemment liquider à bas prix. Les éleveurs ne veulent pas avoir la préoccupation de voir un jour disparaître le résultat de leurs efforts.

C'est dans ce sens que le Conseil de ministres a demandé à la Commission d'avancer des propositions que celle-ci a présentées dans les délais prévus. Je

puis aussi comprendre que le Parlement européen ne soit pas trop satisfait de cette première proposition qui, évidemment, ne résoud pas le problème et qu'il aurait naturellement été préférable d'encadrer dans une série de mesures politiques en vue d'accroître la production de viande bovine. Il nous semble par ailleurs que ce premier pas peut avoir des effets bénéfiques et que d'autres pourront être accomplis par la suite en vue de mieux tranquilliser les producteurs agricoles et d'assurer, surtout, de meilleures disponibilités en viande bovine à l'intérieur de la Communauté.

Je serais reconnaissant au Parlement européen s'il donnait un avis favorable bien que non enthousiaste sur cette proposition, afin de permettre au Conseil de ministres de prendre des décisions en la matière ; il me sera toujours agréable, chaque fois que j'en aurai l'occasion, de reprendre le dialogue avec la commission de l'agriculture ou avec le Parlement, étant donné que, comme vous le savez, ce problème est d'une réelle gravité et je crois que chacun de nous, indépendamment de la possibilité de faire de la démagogie et de la propagande personnelle, a le devoir de l'affronter avec sérieux. Si cette question n'est pas abordée et résolue avec détermination, elle pourrait être la cause de sérieuses préoccupations pour la Communauté au cours des années à venir.

**M. le Président.** — Je vous remercie, Monsieur Scarascia Mugnozza.

Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée à la majorité, compte tenu de quelques abstentions (\*).

#### 4. Directive concernant les additifs dans l'alimentation des animaux

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M<sup>me</sup> Orth, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une directive modifiant la directive du 23 novembre 1970 concernant les additifs dans l'alimentation des animaux (doc. 169/72).

La parole est à M. Kriedemann, suppléant Mme Orth, qui l'a demandée pour présenter le rapport.

**M. Kriedemann, rapporteur suppléant.** — (A) Monsieur le Président ! Je peux commencer par vous assurer qu'il s'agit d'une chose bien plus simple que ce morceau de philosophie agraire miraculeuse qui vient juste d'être discuté et voté. En ce qui concerne le domaine des additifs dans l'alimentation des animaux il

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 67.

**Kriedemann**

faut, comme dans d'autres cas, constituer un comité pour adapter aussi simplement que possible les dispositions en vigueur au progrès de la technique et de la science et, surtout, pour ne pas avoir à recourir à la difficile procédure de vote que nous connaissons ici : proposition au Conseil, consultation du Parlement, palabres interminables au Conseil sur une question qui, de toute façon, ne peut être tranchée que par des experts qualifiés, donc, dans ce cas, par des chimistes et des spécialistes de la physiologie animale.

Nous sommes tous d'accord avec la proposition de la Commission. Cela vaut également pour les commissions saisies pour avis. Nous n'avons qu'une proposition de modification, qui correspond à une vieille habitude, à faire de la part de la commission de l'agriculture : nous ne voulons pas que la Commission se trouve dans la situation pénible de dépendre et peut-être d'être bloquée par un comité composé, même si ce sont des experts, de fonctionnaires nationaux liés à des directives. C'est pourquoi, nous vous proposons, comme nous l'avons fait dans tous les autres cas, de donner à la Commission la possibilité, même si le comité d'experts et celle-ci ne parviennent pas à un accord, de prendre les mesures qu'elle considère comme nécessaires. Il reste alors un mois au Conseil pour se servir de son plus large pouvoir s'il trouve que cela en vaut la peine.

Je demande instamment, me référant à nouveau à l'usage déjà ancien, d'adopter la proposition de modification, puis la proposition de résolution.

**M. le Président.** — Je remercie M. Kriedemann ainsi que Mme Orth de la présentation de ce rapport.

La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

**M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** (I) Monsieur le Président, je remercie M. Kriedemann et dois donner acte au Parlement européen de son esprit de suite en la matière. Il me faut cependant signaler que la Commission, tout en vous remerciant de cette marque de confiance, considère que le Conseil n'est pas en condition de pouvoir accepter la procédure suggérée par le Parlement européen.

Je voudrais donc, pour voir les choses avec réalisme, prier M. Kriedemann et ses autres collègues de renoncer à leur amendement, tout en tenant cependant à les remercier de la marque de confiance qu'ils donnent à la Commission.

**M. le Président.** — La parole est à M. Kriedemann.

**M. Kriedemann, rapporteur suppléant.** — (A) Monsieur le Président, je répondrai brièvement. Nous nous sommes souvent efforcés de témoigner à la Commission notre confiance, et nous avons souvent

été déçus, en ce sens que la Commission s'est abstenue d'en faire l'usage que nous lui avons proposé. Nous connaissons aussi les mobiles de cette attitude. On cherche désespérément, en effet, à remplacer les barrières douanières supprimées par d'autres entraves aux échanges. Pour la libre circulation des marchandises — comme il est courant pour un marché des produits — de telles dispositions concernant les additifs sont tout particulièrement appropriées. Nous savions parfaitement que nous ne pourrions pas compter sur la compréhension du Conseil. Nous n'en avons pas moins estimé, au sein de la commission de l'agriculture, ne pas devoir tirer les conséquences que tire la Commission, à savoir que, étant donné l'opposition du Conseil, nous capitulons et nous renonçons. Nous, en conséquence, nous maintenons notre propositions de modification.

**M. le Président.** — Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée à la majorité, compte tenu de quelques abstentions (\*).

#### 5. *Décision arrêtant un programme de recherches dans le domaine des pestes porcines*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la discussion du rapport de M. Baas, fait au nom de la commission de l'agriculture, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à une décision arrêtant un programme communautaire de recherches dans le domaine des pestes porcines classique et africaine (doc. 192/72).

La parole est à M. Brouwer, suppléant M. Baas, qui l'a demandée pour présenter le rapport.

**M. Brouwer, rapporteur suppléant.** — (N) Monsieur le Président, en raison de l'absence de M. Baas, je voudrais commenter très brièvement ce rapport. Je ne puis que formuler les observations suivantes :

La Commission de l'agriculture se félicite vivement de la proposition de la Commission des Communautés européennes ; elle insiste auprès de celle-ci pour qu'elle ne limite pas le programme de recherche à cette maladie contagieuse spécifique, mais qu'elle l'étende au contraire, sur une base communautaire, à d'autres maladies du bétail et, le cas échéant, aux maladies des plantes.

Je m'en tiendrai à cette seule observation, Monsieur le Président, et je demande au Parlement d'adopter sans débat la présente proposition de résolution.

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 68.



**M. le Président.** — La parole est à M. Scarascia Mugnozza pour faire connaître l'avis de la Commission.

**M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (I) Monsieur le Président, je remercie M. Brouwer et la commission de l'agriculture pour l'échange de vues qui s'est déroulé au sein de cette commission sur ce rapport. Je tiens à dire immédiatement qu'au cours de la première réunion du Conseil de ministres à laquelle j'ai eu le plaisir d'assister, j'ai fait savoir qu'à mon avis, il manquait dans l'ensemble de la politique agricole commune une structure de base qui me semble essentielle, c'est-à-dire celle de la recherche scientifique agronomique et j'annonçais, à ce propos, la présentation d'un règlement ou d'une directive en la matière.

Je désire informer le Parlement que depuis lors nous avons tenu trois réunions de directeurs généraux de la recherche scientifique agronomique non seulement des six pays, mais également des trois pays adhérents. Une proposition de règlement est déjà prête et j'espère qu'avant la fin du mois elle pourra être prise en considération et constituer l'objet d'une décision de la Commission pour être ensuite examinée par le Conseil de ministres. Il ne s'agira pas d'instituer des centres communs de recherche comme ceux dont nous gardons un triste souvenir ; il s'agit au contraire de coordonner la recherche scientifique par secteurs déterminés. La mission des directeurs généraux de la recherche agronomique est d'examiner les matières et les thèmes sur lesquels il serait possible de promouvoir des études communes et des travaux communs, même par des échanges d'information ou de chercheurs entre les institutions ; la Communauté interviendra naturellement dans le financement des projets de recherche, de même que dans la création d'organismes appropriés. J'ai l'impression que tout se déroule le mieux du monde. Tous les pays membres ont exprimé un avis favorable à cet égard et, je le répète, j'espère qu'avant la fin du mois, la Commission pourra présenter un règlement à ce sujet.

**M. le Président.** — Je vous prie de m'excuser, Monsieur Glesener, mais votre inscription m'avait échappé. Au moins aurez-vous ainsi l'avantage de pouvoir prendre position également sur la réponse de la Commission.

**M. Glesener.** — Monsieur le Président, permettez-moi d'ajouter encore un mot à ce sujet.

Le 15 juin dernier, nous nous sommes entretenus des accords COST. Nous avons adopté en l'espèce une résolution que j'ai eu l'honneur de vous soumettre au nom de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques. J'avais profité de l'occasion pour faire une remarque malicieuse : bien

qu'étant un amateur de bon jambon, j'avais alors exprimé l'avis que la recherche communautaire ne devait pas, dans le domaine de la CEE, limiter son action à combattre la peste porcine. C'est justement cette recherche qui est à l'ordre du jour, et elle constitue un secteur de cette recherche agronomique qui est la seule à être admise par le traité instituant la CEE, étant donné que l'article 41 prévoit *expressis verbis* des compétences dans la matière.

Si l'on en croit la déclaration finale de la Conférence des chefs d'État ou de gouvernement des pays membres ou adhérents des Communautés européennes du 29 octobre 1972, il serait dans les intentions de ces États d'utiliser aussi largement que possible toutes les dispositions des traités, y compris l'article 235 du traité de la CEE, en vue de réaliser notamment les tâches définies dans les différents programmes d'action. C'est de la musique dans nos oreilles !

Pour en revenir à cet exemple concret de la recherche agronomique, il y a lieu de remarquer que le texte de la décision parle d'une coordination de mesures à prendre par les États membres, tâche qui incomberait à la Commission exécutive. Le même principe vaudra certainement lors de la réalisation de tout autre projet de recherche communautaire en matière d'agronomie. La Commission exécutive ne manquera certainement pas de nous soumettre dans ce domaine d'autres projets basés sur les dispositions de l'article 41.

Je reconnais qu'il n'est pas exactement de la compétence de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, au nom de laquelle j'ai pris la parole, de juger de l'utilité d'une mesure de recherche dans le domaine agronomique, mais ce qui nous intéresse, c'est de savoir de quelle manière la Commission exécutive organisera cette coordination quand elle présentera d'autres programmes de recherche agronomique. A ce propos, je pense qu'il sera également utile de connaître l'avis de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques, notamment lorsque la Commission exécutive présentera son programme global de recherche agronomique.

En effet, nous ne pouvons exclure la possibilité que la coordination de mesures nationales de recherche dans le domaine de l'agronomie aboutisse à des situations de fait lors de la mise en œuvre des futures mesures de recherche scientifique et technologique qui nous tiennent spécialement à cœur. Nous espérons que le Conseil accédera enfin à ce genre de recherche communautaire d'une manière conforme au traité instituant la CEE, c'est-à-dire sur la base de l'article 235, dont l'application a été promise par la conférence au sommet.

Voilà ce que j'ai tenu à dire à cette occasion. Il va de soi que toute idée de recherche agronomique com-

**Glesener**

munautaire sera accueillie favorablement par une commission parlementaire dont une des tâches essentielles est de promouvoir la recherche communautaire. Il ne s'agit que de la poursuite d'une action commencée en 1966. C'est pourquoi nous n'allons pas au-delà de ce que je viens de vous exposer.

Mais dès que de nouveaux projets de recherche agromique ou même des projets de conception générale dans ce domaine seront soumis au Parlement, la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques sera heureuse de pouvoir se prononcer sur les méthodes de coordination des recherches nationales que la Commission exécutive pense proposer.

(Applaudissements)

**M. le Président.** — La parole est à M. Scarascia Mugnozza.

**M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (I) Je désire remercier M. Glesener et, de même que j'ai déjà annoncé qu'avant la fin du mois la Commission sera en état de présenter une décision à ce sujet, je puis ajouter qu'outre l'avis de la commission de l'agriculture, la Commission aimerait connaître celui de la commission de l'énergie, de la recherche et des problèmes atomiques.

**M. le Président.** — Je vous remercie, Monsieur Scarascia Mugnozza.

Personne ne demande plus la parole ?

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée à l'unanimité (\*).

6. Question orale n° 21/72 sans débat :  
Application du règlement  
concernant le prix d'écluse pour les œufs importés  
de pays tiers

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle la question orale n° 21/72 sans débat que M. Martens a posée à la Commission des Communautés européennes, sur l'application inopérante du règlement (CEE) 2224/70 en ce qui concerne le prix d'écluse pour les œufs importés de pays tiers.

Je rappelle que les dispositions qui s'appliquent sont celles de l'article 46 du règlement et notamment le paragraphe 3, à savoir :

« L'auteur de la question donne lecture de sa question ; il peut parler sur le sujet dix minutes au maximum. Un membre de l'institution intéressée ré-

pond succinctement. S'il s'agit d'une question posée à la Commission des Communautés européennes, l'auteur de la question peut poser une ou deux questions complémentaires auxquelles le membre de l'institution intéressée répond succinctement. »

La parole est à M. Martens pour développer la question.

**M. Martens.** — Monsieur le Président, conformément au règlement, je vais donner lecture de ma question.

« La revue professionnelle néerlandaise « Cijfers en Feiten » a publié dans son numéro 9 de septembre 1972 le tableau suivant sur l'évolution des importations d'œufs en Italie pendant les périodes de janvier à juin 1971 et 1972.

	1971	
Importations en provenance des États membres :	53 994 000 pièces	37,4 %
Importations en provenance de pays tiers :	90 301 000 pièces	62,6 %
Total :	144 295 000 pièces	100 %
	1972	
Importations en provenance des États membres :	8 177 000 pièces	5,4 %
Importations en provenance de pays tiers :	142 526 000 pièces	94,6 %
Total :	150 703 000 pièces	100 %

Ces détournements de trafic spectaculaires au détriment des États membres mais à l'avantage de pays tiers sont inexplicables si on les considère à la lumière des offres de prix réelles et transparentes qui ont été faites.

On peut prouver, à l'aide de documents officiels, qu'au cours de la période allant du 8 février 1972 au 22 août 1972, les prix d'écluse augmentés du prélèvement A se sont situés entre 32,10 et 33,05 francs belges le kg pour les œufs provenant de Pologne et de Roumanie. Pendant cette période, ces deux pays ont exporté 104 millions d'œufs vers l'Italie, alors que la Belgique, par exemple, qui offrait pendant cette même période ses œufs à des prix franco frontière italienne variant entre 22,96 et 30 francs belges le kg, n'a pu écouler que 5 800 000 œufs en Italie.

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 71.

**Martens**

Ce comportement étrange de l'Italie a provoqué de sérieuses perturbations du marché, accompagnées d'une perte sensible de revenus pour les producteurs.

Entre-temps est paru dans le Journal officiel n° L 232 du 12 octobre 1972, le règlement (CEE) n° 2164/72 relatif à la non-fixation de montants supplémentaires pour les importations d'œufs en coquille en provenance de Bulgarie. Le dernier considérant de ce règlement : « considérant que le Comité de gestion de la viande de volaille et des œufs n'a pas émis d'avis dans le délai imparti par son président », donne à réfléchir et laisse supposer que ce comité n'est pas unanimement persuadé de la valeur des garanties qui sont fournies par des pays tiers.

1) La Commission peut-elle soutenir, face aux faits énumérés :

- i) que la clause de la garantie de l'observation des prix d'écluse par les pays tiers est bien une mesure efficace pour prévenir les perturbations du marché dans la Communauté ? Si tel n'est pas le cas, les règlements en question seront-ils retirés ?
- ii) que l'Italie respecte, en l'espèce, effectivement le principe de la priorité qui doit être accordée aux États membres ?
- iii) que compte tenu des faits susmentionnés, que la Commission doit quand même reconnaître, il y avait quelque raison d'arrêter le règlement 2164/72 en faveur de la Bulgarie ?

2) Est-il exact que le Comité de gestion de la viande de volaille et des œufs ait refusé d'émettre un avis dans le délai imparti parce que la Commission n'intervient pas contre les pays tiers qui ne respectent pas leurs engagements ? Ou y a-t-il éventuellement encore d'autres raisons pour lesquelles l'avis réclamé par le président n'a pas été émis ? »

Monsieur le Président, je remercie M. Scarascia Mugnozza d'avoir accepté de répondre aujourd'hui à cette question que j'ai posée le 20 octobre dernier.

Je n'ai rien à ajouter à ma question. J'attends avec impatience la réponse du représentant de la Commission.

**M. le Président.** — Monsieur Martens, je vous rappelle que vous pourrez poser tout à l'heure une ou deux questions complémentaires à M. Scarascia Mugnozza.

La parole est à M. Scarascia Mugnozza pour répondre à la question.

**M. Scarascia Mugnozza, vice-président de la Commission des Communautés européennes.** — (I) Monsieur le Président, dans sa question à la Commission des Communautés européennes sur l'application non conforme aux objectifs du règlement CEE n° 2224/70 en ce qui concerne le prix d'écluse pour les œufs importés de pays tiers, M. Martens s'est référé à des exemples précis.

Il a surtout montré, pour ce qui est de l'Italie, comment en 1971 et en 1972, l'on a enregistré une réduction des importations d'œufs en provenance de pays membres et par contre une augmentation notable des importations provenant des pays tiers. Telle est au fond la substance de la question de M. Martens.

Je ne voudrais pas entrer dans les détails techniques du problème parce que je crois que cela n'intéresse pas tellement l'auteur de la question qui, évidemment, connaît les règles en la matière. Je précise par ailleurs que les œufs dont il est question ne sont pas lancés sur le marché comme œufs de consommation mais bien pour être utilisés à des fins industrielles. Les œufs qui font l'objet de la question de M. Martens proviennent surtout de la Bulgarie et de la Roumanie et sont particulièrement appréciés par l'industrie italienne étant donné qu'ils possèdent un jaune assez foncé. Ces œufs peuvent donc trouver de bons débouchés en Italie — pays dans lequel il est interdit d'ajouter des colorants lorsqu'il s'agit d'utiliser des œufs à des fins industrielles.

La préférence de l'Italie pour le produit importé de pays tiers semble donc être due au fait qu'elle dispose d'œufs correspondant à ses exigences et lois internes.

En ce qui concerne plus particulièrement certains problèmes sur lesquels porte la question posée par M. Martens, je dois dire que la Commission n'a pas la preuve que les pays tiers ne respectent pas l'obligation en matière de prix prévue à l'article 8 du règlement. Il n'apparaît pas, du moins des informations en possession de la Commission, que les pays en question pratiquent des prix de dumping. En l'absence de preuves, la Commission n'a pas la possibilité de revenir sur l'accord déjà accepté.

Je crois qu'au stade actuel des choses, il ne peut être question de non-respect du prix de référence et surtout du non-respect de la préférence communautaire. Les règlements de base prévoient la non-application de montants supplémentaires lorsque se sont vérifiées certaines conditions qui sont spécifiquement énumérées dans ce même document.

En résumé, je voudrais confirmer que les chiffres fournis par l'honorable membre dans sa question correspondent en effet à la réalité, mais je dois ajou-

**Scarascia Mugnozza**

ter qu'il s'agit d'œufs qui ne vont pas à la consommation mais bien à l'industrie, et qu'ils sont préférés aux œufs des pays membres en raison de leurs qualités particulières. Dès lors, la Commission n'a pas la preuve que ces œufs sont importés à un prix inférieur au prix de référence et elle retient donc que, dans ce cas, il n'y a pas d'éléments pour qu'elle puisse intervenir et interdire un commerce qui lui semble absolument licite.

**M. le Président.** — Je remercie, M. Scarascia Mugnozza.

La parole est à M. Martens.

**M. Martens.** — (N) Monsieur le Président, je dois vous dire que la déclaration du représentant de la commission des Communautés européennes ne m'a absolument pas convaincu. Personne ne prendra au sérieux la petite fable que l'on nous a contée à propos de ces matières colorantes. On sait que la Belgique exporte 1 400 000 000 œufs sans rencontrer la moindre difficulté où que ce soit. Au demeurant, nul n'ignore le nom de ceux qui importent les œufs en Italie et chacun connaît la destination des ristournes. Il est regrettable que pareille situation, si parfaitement limpide, n'incite pas la Commission à entreprendre une enquête approfondie pour savoir ce qu'il en est exactement. Rien ne s'opposait certainement à ce que l'on procédât à une telle enquête en Italie dans le courant de l'année 1972. C'est pourquoi la réponse du représentant de la Commission des Communautés européennes ne me satisfait en aucune manière.

**M. le Président.** — Ce point de l'ordre du jour est épuisé.

*7. Règlement sur la valeur en douane des marchandises*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle le vote sans débat sur la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Lange, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement portant modification du règlement (CEE) n° 803/58 du 27 juin 1968 relatif à la valeur en douane des marchandises (doc. 197/72).

Je n'ai aucun orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée à l'unanimité. (\*).

*8. Fourniture de lait écrémé en poudre dans le cadre de l'aide alimentaire*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle le vote sans débat sur la proposition de résolution contenue dans le rapport de M. Vredeling, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil concernant un règlement relatif à la fourniture de lait écrémé en poudre au titre de l'aide alimentaire (doc. 193/72).

Je n'ai aucun orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée à l'unanimité (\*\*).

*9. Règlement sur le contingent tarifaire de certaines anguilles*

**M. le Président.** — L'ordre du jour appelle le vote sans débat sur la proposition de résolution, contenue dans le rapport de M. Kriedemann, fait au nom de la commission des relations économiques extérieures, sur la proposition de la Commission des Communautés européennes au Conseil relative à un règlement portant augmentation du volume du contingent tarifaire communautaire de certaines anguilles de la sous-position ex 03.01 A II du tarif douanier commun (doc. 196/72).

Je n'ai aucun orateur inscrit.

Personne ne demande la parole ?

Je mets aux voix la proposition de résolution.

La proposition de résolution est adoptée à l'unanimité (\*\*).

*10. Calendrier des prochaines séances*

**M. le Président.** — Le Parlement a épuisé son ordre du jour.

Le bureau élargi propose au Parlement de tenir ses prochaines séances dans la semaine du 11 au 15 décembre 1972 à Luxembourg.

(\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 73.

(\*\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 74.

(\*\*\*) JO n° C 129 du 11 décembre 1972, p. 75.

**Président**

Je souligne que la période de session s'étendra du lundi au jeudi inclus.

Il n'y a pas d'opposition ?

Il en est ainsi décidé.

présente séance qui a été rédigé au fur et à mesure du déroulement des travaux.

Il n'y a pas d'observations ?

Le procès-verbal est adopté.

11. *Adoption du procès-verbal de la présente séance*

**M. le Président.** — Conformément à l'article 17, paragraphe 2 du règlement, je dois soumettre à l'approbation du Parlement européen le procès-verbal de la

12. *Interruption de la session*

**M. le Président.** — Je déclare interrompue la session du Parlement européen.

La séance est levée.

(La séance est levée à 10 h 35)

